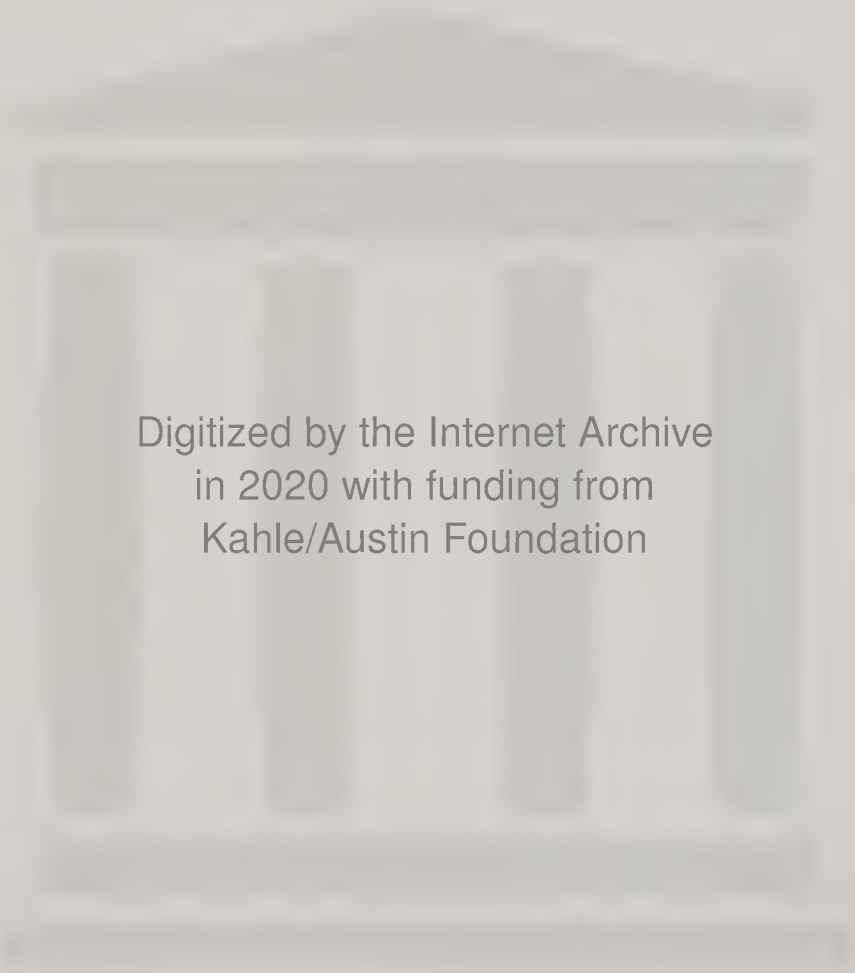
Roger Faligot

LES SERVICES SECRETS CHINOIS

DE MAO AUX JO

nouveau monde
éditions



Digitized by the Internet Archive
in 2020 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/lesservicessecre0000fali

LES SERVICES SECRETS CHINOIS

DE MAO AUX JO

Suivi éditorial : Sabine Sportouch
Maquette : Nord Compo
Corrections : Catherine Garnier

Contact presse : Carine Fadat

© Nouveau Monde, 2008
24, rue des Grands-Augustins
75006 Paris
ISBN : 978-2-84736-302-9
Dépôt légal : février 2008

Roger Faligot

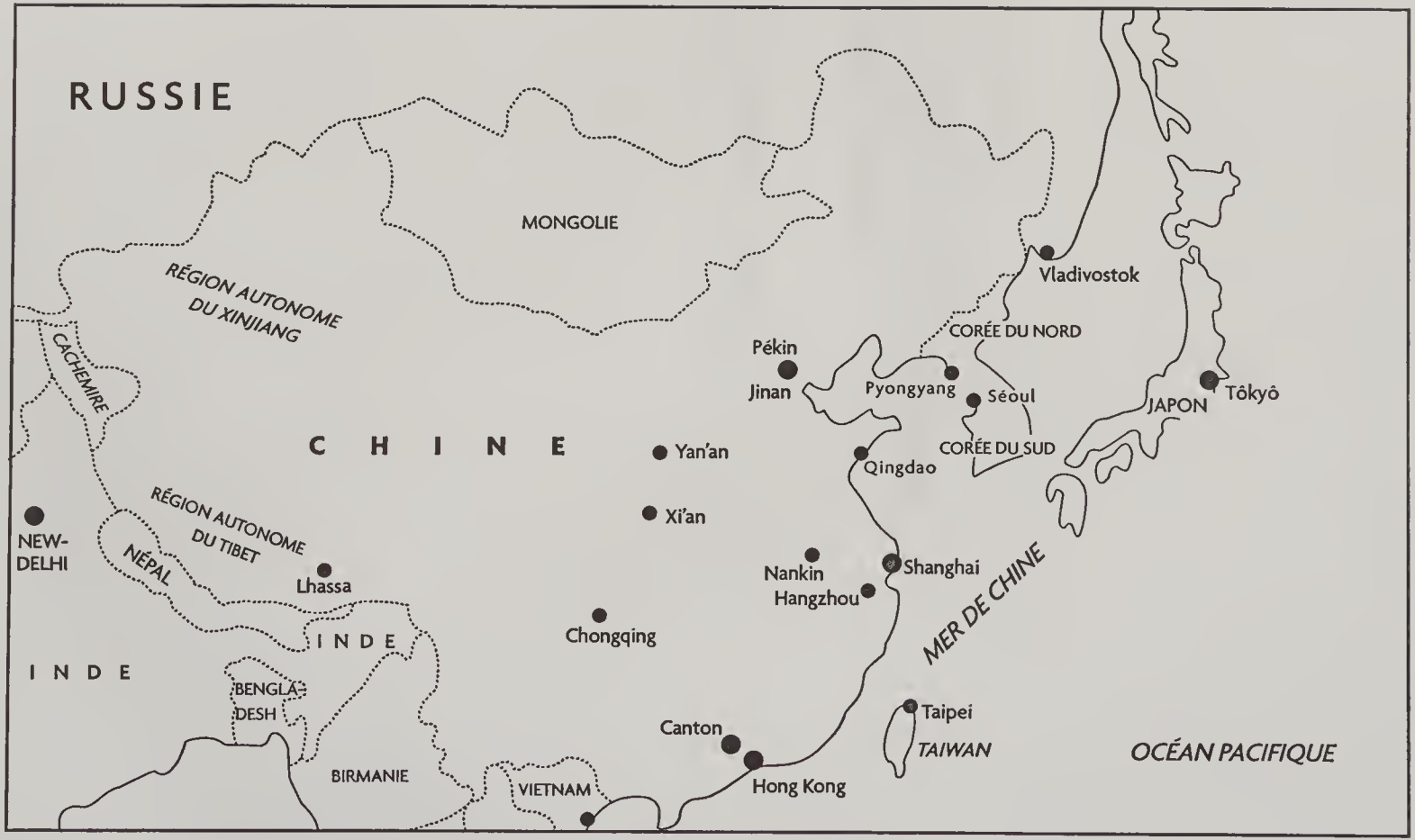
LES SERVICES SECRETS CHINOIS

DE MAO AUX JO

nouveau monde éditions

À Daniel, Tôkyô
À Isao et à Jinghong, Pékin
À Yu Huey, Patrick et Vivien, Hong Kong
À Morgan, Melbourne

En souvenir de David Bonavia


RUSSIE
MONGOLIE
RÉGION AUTONOME DU XINJIANG
CACHEMIRE
C H I N E
Pékin
Jinan
Yan'an
Xi'an
Lhassa
RÉGION AUTONOME DU TIBET
NÉPAL
NEW-DELHI
INDE
INDE
BENGLA-DESH
BIRMANIE
VIETNAM
Chongqing
Canton
Hong Kong
Nankin
Hangzhou
Shanghai
Qingdao
Vladivostok
CORÉE DU NORD
Pyongyang
Séoul
CORÉE DU SUD
JAPON
Tôkyô
MER DE CHINE
Taipei
TAIWAN
OCÉAN PACIFIQUE

« La juste disposition des troupes découle de la juste décision du commandement, et celle-ci de la juste appréciation de la situation, appréciation fondée elle-même sur une reconnaissance minutieuse et indispensable, dont les renseignements ont été passés au crible d'une réflexion systématique. Le commandant utilise tous les moyens d'information possibles et nécessaires ; il pèse les informations recueillies sur l'ennemi, rejetant la balle pour conserver le grain, écartant ce qui est fallacieux pour ne garder que le vrai, procédant d'une chose à une autre, de l'externe vers l'interne… »

Citations du président Mao Zedong
Chapitre 23 – « Enquêtes et recherches »
Pékin, 1967.

Petit précis de lecture

Dans ce livre, les noms chinois, dans leur version latinisée, sont tels qu'ils s'écrivent dans leur pays respectif.

En Chine populaire, on utilise le *pinyin* : ainsi Mao Zedong au lieu de Mao Tsé-toung (Mao est le nom de famille toujours placé en premier en chinois, en japonais, en coréen).

Pour les noms concernant Taiwan, je conserve la translittération Wade-Giles qui y est employée : ainsi Kuomintang et non Guomindang, Tai Li et non Dai Li.

Toutefois, pour des noms plus connus je conserve leur ancienne appellation la plus fréquente : Chiang Kai-shek au lieu de Jiang Jieshi (et son fils Chiang Ching-kuo) ; Sun Tzu plutôt que Sun Zi, Hong Kong et non Xianggang.

Pour la géographie, on conserve les noms mieux connus en France : Nankin au lieu de Nanjing, Tientsin au lieu de Tianjin, Canton au lieu de Guangzhou ainsi que Pékin et non Beijing comme l'a préconisé la commission nationale de toponymie à l'approche des jeux Olympiques.

« Bons baisers de Pékin ! »

« Nous voulons des renseignements… »

L'homme à lunettes, aux verres ultragrossissants, visage émacié, resserre sa cravate. Il ouvre consciencieusement son petit cahier à spirales dans la demi-pénombre et note la date du jour : 2 juillet 2007. Dans cette alcôve, sorte d'arrière-salle du restaurant de mon hôtel, une jeune servante en robe *qipao* couleur prune fendue jusqu'aux cuisses, vient servir du thé vert et quelques fruits. Ensuite elle referme les battants de l'épaisse porte à l'ancienne.

S'installe un épais silence pour me laisser le temps de réfléchir.

Dehors, en dépit de la pluie fine qui s'abat sur ce coin de Pékin, une des vieilles ruelles, ces *hutong* du quartier de la Tour du Tambour où je réside, il fait 35 degrés. Qu'il pleuve ou qu'il fasse soleil, le ciel est souvent couvert de sa chape de gris couleur pollution. Assises sur un pliant, sous un porche, deux vieilles dames papotent, arborant fièrement leur brassard rouge de responsables du comité du Parti communiste du quartier et de surveillantes de la rue.

En face de moi, le deuxième homme, celui qui parle habituellement français et qui m'a souvent rencontré depuis mon arrivée, triture nerveusement son portable. Il s'exprime dans un mandarin ultrarapide, espérant qu'ainsi je ne comprendrai pas ce qu'il raconte. La discussion n'a pourtant rien de sinistre : il parle à sa fille qui part étudier aux États-Unis… On a beau suivre fidèlement l'idéologie du parti, parfaire son éducation chez l'oncle Sam est encore ce qui se fait de mieux chez les enfants de cadres.

Le père comblé replie son téléphone et relance la conversation, cette fois dans la langue de Molière.

— Nous vous considérons comme un grand ami de la Chine !

— C'est me faire beaucoup d'honneur. Je suis tout au plus un observateur attentif depuis tant d'années, assuré-je avec un sourire presque aussi large que le sien.

Nos sourires se répondent, riches de sous-entendus…

— Si, si, j'insiste : un grand ami de la Chine ! C'est pourquoi nous vous avons aidé à rencontrer certains spécialistes pour votre livre : des directeurs d'instituts de recherche stratégique, des spécialistes des relations internationales et surtout le numéro deux. Si vous nous fournissez des renseignements, une fois prochaine vous pourriez même voir le numéro un…

En mon for intérieur, je pouffe. La conversation ressemble à un épisode du *Prisonnier* de Patrick McGowan, mon feuilleton TV préféré dans les années 1960, à l'époque où j'ai commencé à apprendre les premiers rudiments de chinois. Pourtant, je ne suis pas le « numéro six » du film, agent secret à la retraite mis au vert dans le « Village » d'où il n'arrive jamais à s'évader. Je suis toujours un homme libre et un modeste journaliste-écrivain qui a décidé de terminer son enquête dans la bonne humeur.

Le numéro deux que j'ai rencontré quatre jours plus tôt c'est le « camarade » Li Junru, vice-ministre responsable en second de l'École centrale du Parti communiste, un proche du président Hu Jintao, fin connaisseur des questions stratégiques, un réformateur de cette Chine en mutation qui chaque jour nous étonne un peu plus. Je ne le considère évidemment pas comme l'un des pontes du renseignement chinois, même si, à en croire ses réponses précises et mesurées à mes questions, il en connaît parfaitement les arcanes. L'entrelacement des organes spéciaux du Comité central au monde du renseignement proprement dit est très subtil et fort ancien. De manière qu'on a souvent promu à la tête de l'École centrale du PC au fil des décennies des grands manitous de cette galaxie. Des dirigeants clefs que nous allons bientôt retrouver au fil de ces pages du fait de leur rôle éminent à la

tête du renseignement et de la sécurité : Li Weihan, Kang Sheng, Hua Guofeng, Peng Zhen, Chen Yun, Qiao Shi…

Le numéro un d'aujourd'hui, j'ai peu de chance de le rencontrer… C'est le Shanghaïen Zeng Qinghong, président de cette École centrale mais aussi membre du comité permanent du Bureau politique, vice-président de la République populaire de Chine. Parmi ses attributions jusqu'à une époque récente, il avait la haute main sur une partie de la galaxie du renseignement, d'autant que son beau-frère n'est nul autre que le ministre de la Sécurité publique. Or, au moment où je quadrille Pékin pour glaner et recouper mes ultimes informations, pour effectuer des derniers repérages, collecter des livres et réaliser des interviews, ça va mal pour son matricule. Une rumeur insistante, propagée *via* Hong Kong, veut que Zeng ne soit pas réélu au prochain Congrès d'octobre 2007, le 17e, suite à la guerre des clans qui, une fois de plus ébranle Zhongnanhai, la résidence des dirigeants sur les « Lacs du milieu et du sud », à l'ouest de la Cité interdite. Et en effet, il sera écarté en imposant pour le remplacer son beau-frère, Zhou Yongkang, membre de la « mafia pétrolière » comme lui, et jusque-là ministre de la Sécurité publique.

Ici mes interlocuteurs m'ont mis en garde à propos des pronostics et ils ont bien raison : en général, les sinologues se sont à peu près toujours trompés sur les batailles de clans au sein du PCC…

Agacé, l'homme aux lunettes reprend la parole :

— Monsieur Li (on ne dit plus tellement « camarade Li » de nos jours en parlant à un étranger) vous a fait le grand honneur de vous recevoir à l'École du parti et de déjeuner avec vous. Il a apprécié votre conversation et votre franche discussion sur les moyens d'information du gouvernement chinois. C'est pourquoi, avant que vous ne repartiez dans votre pays, il m'a demandé d'obtenir auprès de vous quelques renseignements… Et plus tard, quand vous serez rentré en France, si vous entendez parler de quelque chose nous intéressant, nous souhaitons que vous nous le fassiez savoir.

— À quel propos ?

— Les jeux Olympiques de l'année prochaine, par exemple… Ou encore : monsieur Sarkozy, qui ne nous connaît peut-être pas aussi bien que le regretté président Chirac, sera-t-il un grand ami de la Chine ? Il ne va pas appeler au boycott des jeux Olympiques, comme voulait le faire madame Ségolène maintenant qu'il a pris comme ministre des Affaires étrangères monsieur Kouchner ? De concert avec Frau Merkel, vont-ils faire cesser l'embargo sur les armements qui frappe injustement la Chine ?

Et à propos des JO, vous en savez sans doute long sur les attentats qui se préparent. Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez, ce qui va se passer… Que devons-nous faire ?

Ce que j'en sais, c'est généralement ce que les Chinois eux-mêmes m'en ont dit dans un climat qui frise parfois la paranoïa. C'est le serpent qui se mord la queue. S'ensuit une étrange discussion qui va durer deux heures et au cours de laquelle j'explique tour à tour que s'ils veulent donner une bonne image de la Chine, il faut laisser travailler les journalistes en paix, éviter une répression en cas de manifestation, collaborer avec les services de sécurité occidentaux de manière équitable et équilibrée… La discussion prend un tour légèrement déplaisant : mon interlocuteur veut me faire dire qu'il faut craindre les « terroristes ouïgours » du Turkestan oriental, ce Xinjiang marqué au fer rouge par les autorités depuis qu'une poignée de leurs séparatistes ont été retrouvés dans les maquis afghans chez les talibans. C'est sûrement ce que le numéro deux et les dirigeants des services veulent entendre. Sur la place Tiananmen, la semaine dernière, j'ai assisté à l'arrestation de petits colporteurs ouïgours, j'ai suffisamment déjeuné dans des petits caboulots à l'enseigne du Xinjiang pour vérifier que cette communauté musulmane est hypersurveillée, et j'ai souvent frémi en écoutant les propos de « vrais » Chinois « han » qui témoignent d'un réel ostracisme à leur égard.

Je prends la tangente pour ne pas désigner le MITO, le Mouvement indépendantiste du Turkestan oriental comme cible normale des services de sécurité à cause d'un hypothétique lien avec Al-Qaïda, même si, quelques jours plus tôt, un spécialiste français

m'a donné des éléments crédibles sur les liens de ces Ouïgours avec le mouvement islamiste armé d'Ouzbékistan…

À défaut de charger la mule et de dénoncer ces Ouïgours, ce qui ferait plaisir à mes amis chinois serait que j'annonce que des membres du mouvement taoïsto-bouddhiste Falungong va manifester pour discréditer Pékin, peut-être même voler la flamme olympique, comme me l'a suggéré sans vergogne un « expert »… Ou encore, que de jeunes Tibétains, hostiles aux négociations prônées par le dalaï-lama, vont monter des attentats sanglants, même si ce n'est vraiment pas dans leur tradition non-violente.

L'ennui, c'est que ce sont des analystes de la lutte antiterroriste chinoise eux-mêmes qui m'ont annoncé que ces attentats allaient peut-être se produire. J'en suis à me demander si certains n'ont pas intérêt à monter des provocations… Et je songe à cet ancien prisonnier ouïgour récemment élargi qui a jeté, deux semaines avant mon arrivée, une bouteille incendiaire sur le portrait géant du Grand Timonier, le président Mao, sur la place Tiananmen, juste à la sortie de la Cité interdite.

J'en profite pour faire une longue digression concernant la différenciation entre organisations terroristes ; je décris par le menu la reconversion de l'Armée républicaine irlandaise en parti de gouvernement à Belfast et le regain des combats entre l'armée de Colombo et les Tigres tamouls au Sri Lanka, deux sujets que j'ai traités, en me rendant sur place, dans mon précédent livre, *Les Seigneurs de la paix*[1]. Le scribe n'arrive plus à suivre, son stylo Bic s'essouffle. Les caractères chinois s'inscrivent avec une fébrilité croissante, à la manière « herbe folle », comme on dit…

— Ce que vous me dites est très intéressant, mais je suis très déçu, « professeur » Faligot, nous souhaitons des renseignements sur les risques.

La conversation prend un tour fatigant. Le Chinois francophone intervient et « verse du miel » dans son thé :

1. Le Seuil, 2006.

— Oui, juste quelques idées, comme cela, qui montrent bien que vous êtes un ami de la Chine. Que devons-nous faire pour éviter des attentats… ?

Il y a deux raisons à leur acharnement à obtenir des « renseignements » sans intérêt. La première, c'est que les gens des services de sécurité essaient de croiser le maximum d'informations de toutes provenances. Ils se valorisent en fournissant un rapport sur une source occidentale spécialisée… C'est ce qu'on appelle « utiliser les étrangers pour qu'ils servent la Chine » ! (*Yang wei zhong yong)*

La seconde raison, c'est de voir si je me plie à leur requête et si je fais allégeance à leur manière de voir. Si oui, c'est que j'accepte de jouer le jeu dans l'intérêt de « l'amitié entre les peuples ». Ils pourraient espérer ultérieurement me poser des questions plus pointues. Ici, ou là-bas…

— La Jeemah Islamiya d'Indonésie, voilà un groupe auquel vous devriez prêter attention ! dis-je en souriant.

— Ah ! Ça c'est intéressant ! s'extasie l'intellectuel à lunettes.

Tout comme il note qu'il ne faut pas forcément imaginer des attentats similaires à ceux des jeux de Munich en 1972. Après tout, une attaque contre des touristes ou des supporters dans Wangfujing, le quartier des grands magasins, est tout aussi possible… Formidable ! Enfin des informations originales…

L'échange va pouvoir se terminer. Au fond, je ne peux pas leur en vouloir. Ils évoluent entre deux univers. Leur « Institut de recherche » n'est pas vraiment une interface du monde du renseignement, et pourtant, ils ont vocation à rendre service à leurs prestataires, au plus haut niveau. Une manière de se dédouaner de m'avoir piloté à travers diverses strates de l'appareil d'État chinois. Ce qui n'a pas empêché la section de contre-espionnage chargée des journalistes étrangers, qui vient juste de changer de chef, de me suivre à la trace en me laissant la bride sur le cou : en ouvrant au moins à trois reprises ma valise, si j'en crois les photos numériques des mouvements de mon cadenas prises par moi chaque matin avant de sortir, et vérifiées le soir ; la surveillance de mon portable pour effectuer le suivi de mes déplacements lorsque

je rencontre des témoins officieux, m'obligeant à le délester de sa carte SIM comme me l'ont recommandé les amis journalistes et correspondants permanents à Pékin ; la collecte des bons de caisse des nombreuses librairies où j'ai acheté une quarantaine d'ouvrages ; ou encore l'intrusion dans la « messagerie-miroir » internet, créée juste pour ce voyage, et vide de tout contenu en rapport avec mon enquête. Juste de quoi envoyer des messages à ma famille : « Bons baisers de Pékin ! », « Les dirigeants du Parti communiste sont très gentils ! », « Hier, j'ai flâné sur la Grande Muraille, sur les traces de Ségolène Royal… »

Même mon envol de l'aéroport de Pékin a été surprenant. Un fonctionnaire, originaire du Shandong, m'a piloté à travers les zones de contrôle et de police en arborant son badge, de sorte que je ne me suis jamais retrouvé aussi rapidement dans un avion. *Zai jian !* « Au revoir ! »

Je retourne en Europe après un an d'enquête en plusieurs étapes en Asie, et plusieurs décennies de suivi de l'histoire chinoise, en particulier des techniques de renseignement de l'empire du Milieu. Cela fait suite à un premier livre *Kang Sheng et les services secrets chinois*[2] qui, voici vingt ans, sous forme de première biographie du chef mythique du renseignement chinois, détaillait la genèse du communisme clandestin et des services spéciaux en 1927 jusqu'à leur maturité dans les années 1980. C'était l'époque où Deng Xiaoping, l'ancien révolutionnaire formé en France, était devenu le dirigeant quasi incontesté de la Chine et qu'il avait entamé la modernisation et l'« ouverture » de son pays afin de le transformer en une puissance économique et stratégique de premier plan.

En 1989, au lendemain des manifestations estudiantines de Tiananmen, auxquelles on avait mis fin de manière brutale, et alors que le communisme d'Europe orientale s'effondrait, Deng s'est juré de rompre l'isolement diplomatique de son pays. Il a prodigué à son équipe dirigeante des conseils précis afin d'assurer que la Chine prendrait la relève de l'URSS comme État socialiste d'autant plus puissant

2. *Kang Sheng et les services secrets chinois*, coécrit avec Rémi Kauffer, a été publié en français chez Robert Laffont en 1987 et traduit en une dizaine de langues.

qu'il rivaliserait sur le propre terrain du développement capitaliste et de la libre concurrence avec les États-Unis, le Japon ou l'Europe (en attendant l'émergence de l'Inde, du Brésil ou d'autres). Puis il a nommé personnellement ses successeurs pour amplifier ce prodige politique et économique : d'abord Jiang Zemin (1992-2002) et ensuite, pour la quatrième génération, Hu Jintao, président de nos jours.

Il faut « observer sans fièvre et analyser froidement les perspectives de développement », « assurer nos positions tout en abordant les changements avec confiance », « dissimuler nos véritables capacités », « connaître l'art et la manière de conserver profil bas »... Tels étaient les préceptes du Petit Timonier, en décembre 1989. Tracés d'un pinceau alerte pour son âge, ils tenaient en 24 caractères, carrés comme des préceptes de Confucius ou des citations de Mao Zedong. Ces injonctions s'adressaient avant tout au Parti communiste et à ses organes spécialisés, aux entreprises d'État, mais aussi au secteur privé en expansion, aux instituts stratégiques, aux centres de recherche et de développement, aux services de renseignements civils et militaires de la Chine nouvelle.

Et ces instructions ont, en retour, accéléré la mutation et la modernisation de toute cette galaxie étonnante du renseignement qui s'appuie sur un art consommé de la guerre secrète chinoise remontant à la nuit des temps, il y a 5000 ans – donc bien avant *L'Art de la guerre* de Sun Tzu. Ce monde s'appuie aussi sur une tradition plus moderne et très politique de l'espionnage communiste appris sur les bancs de l'école soviétique, ce qui a permis de renouer – après la brouille des années 1960 – avec ses héritiers au Kremlin, et sur des méthodes occidentales et japonaises, notamment d'intelligence économique, décuplées par les nouvelles technologies de l'information...

C'est cette histoire riche en rebondissements du renseignement chinois et des systèmes décisionnels des dirigeants, de l'époque de Mao à l'ère des JO, que j'offre à la lecture, avec le profond sentiment que, si la Chine espionne le monde, elle n'a guère d'autre choix, à moins de renoncer à devenir un jour la toute première puissance mondiale du XXI^e^ siècle comme elle en rêve.

Aux origines du renseignement

Le mot « *Qingbao* » signifie en chinois à la fois « renseignement » et « information ».

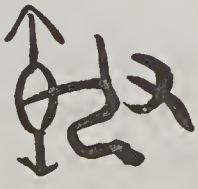
La frontière diaphane entre les deux concepts facilite le travail des agents secrets mais elle complique celui des journalistes. Un correspondant de Xinhua pris la main dans le sac alors qu'il se livre à des investigations poussées dans le domaine militaire peut jurer sur la mémoire du Grand Timonier Mao qu'il n'effectue qu'un simple reportage *bona fide*. Un journaliste occidental qui interviewe un partisan du mouvement démocrate clandestin est forcément un « espion impérialiste ». Sans parler d'un écrivain ou d'un reporter qui enquête sur l'histoire du renseignement chinois et qui semble comprendre le chinois.

Le concept me semble encore plus intéressant quand on étudie les caractères chinois et l'origine du mot *Qingbao*. À savoir : 情报

Qing 情 signifie à l'origine « lumière vitale » et « cœur » et peut se traduire par la « réalité des faits », l'« état des choses », la « situation » mise en perspective.

Le second caractère nécessaire pour former le mot renseignement, *Bao* 报 provient du pictogramme ancestral, mais simplifié de nos jours qui signifie à l'origine : « une personne, les mains immobilisées, à genoux, contrainte aux aveux »... Tout un programme !

Voici ce pictogramme ancien à l'origine du caractère d'aujourd'hui :



Chapitre 1

La bataille de Shanghai

Au début du XX^e siècle, dans l'empire du Milieu, qui s'étend sur 11 millions de km², vivent 400 millions d'habitants. Des incursions étrangères ont arraché des morceaux de territoire aux Fils du Ciel. Avec le traité de Nankin en 1842, les Anglais se sont octroyé Hong Kong, le Port aux Parfums. D'autres « traités inégaux » ont livré des concessions – des quartiers entiers de grandes villes – aux « diables au long nez » et des indemnités de guerre imposées par les étrangers ont ruiné l'économie chinoise.

En 1900, à Pékin, la « capitale du Nord », les légations étrangères se sont vu assiégées au cours de la révolte des « Poings de la Suprême Harmonie », la « Société secrète des Boxeurs » comme les appellent *Le Petit Journal* et les autres gazettes occidentales. À l'issue des cinquante-cinq jours de Pékin, le soulèvement est écrasé par un corps expéditionnaire international, et l'alliée des Boxeurs, l'impératrice Ci Xi, en perd son trône. Le dernier empereur mandchou Pu Yi doit abdiquer – à l'âge de 6 ans – en 1911. La république proclamée et présidée par le nationaliste Sun Yat-sen prend la forme d'une dictature sous la férule du seigneur de la guerre nordiste Yuan Shikai…

C'est dans la concession française de Shanghai, « le port sur la mer », dix ans plus tard, que tout a commencé : l'affaire du communisme chinois et de ses services secrets est aussi une histoire française. Dans ces années 1920, le port de deux millions d'âmes que baigne le Huangpu, affluent du fleuve Bleu, est surnommé le « Paris de l'Orient ».

Cependant les Français ne sont pas les seuls Occidentaux à avoir arraché aux empereurs mandchous une concession dans laquelle vivent 300 000 Chinois. Les Anglo-Américains possèdent aussi leur concession – l'International Settlement – et leur juridiction s'applique à 750 000 autres Chinois, tandis que l'autre million de Fils du Ciel vivent dans les quartiers populeux de Zhabei et Nandao, la ville chinoise proprement dite. Point n'est besoin de boulier pour calculer qu'au total seulement 30 000 Occidentaux – les « diables étrangers » – imposent leur loi à la moitié de la ville avec leur police, leur armée, leur justice.

Une loi à géométrie variable, puisque l'homme blanc tolère, tout comme la bourgeoisie chinoise, que Shanghai soit non seulement l'une des villes les plus toniques au monde sur le plan économique et artistique, mais aussi le paradis des casinos, des trafics d'armes, du commerce de l'opium, de la traite des Blanches, des espions et des escrocs de tous poils.

Un curieux ballet d'ombres dont s'accommodent les puissants : ainsi Yu Qiaqing, le président chinois de la Chambre de commerce, est en même temps brasseur d'affaires et haut dignitaire de l'omnipotente société secrète qui tire les ficelles de cet étonnant théâtre d'ombres, la Bande verte (*Qing Bang*). Le chef de cette mafia, Du Yuesheng a pour frère de sang le Bourguignon Louis Bouvier, propriétaire du canidrome, où l'on s'enflamme pour les courses de lévriers, et du casino *Le Grand Monde* où flambent des princesses russes en exil, des marchands d'armes américains, des espions japonais, immortalisés par le film *Shanghai-Express.*

De même, l'Al Capone de Shanghai, surnommé « Mister Du », a attiré dans son clan des personnages influents, tel le jeune général nationaliste qui a le vent en poupe, le nommé Chiang Kai-shek ou encore Étienne Fiori, ex-officier de renseignement au Maroc, tout à la fois chef du Bureau spécial du service de Sûreté de la concession française et participant actif aux menées criminelles de l'Union corse, alliée de la Bande verte.

La principale activité couverte par ce petit homme brun, aux cheveux gominés et au sourire de travers, c'est la « grande combine » : une

traite des Blanches qui consiste pour les Corses à « shanghaïer » de jeunes Françaises, à les envoyer dans le plus grand bordel du monde, en échange de ballots d'opium envoyés par Mister Du à Marseille[1]. Mais pourquoi miser sur la seule exportation ? Une bonne partie de ces narcotiques est consommée dans les 800 fumeries de Shanghai cornaquées par 3000 « vagabonds », comme on surnomme les hommes de main de la Bande verte.

Ce monde en perdition secrète ses anticorps. Sous l'influence de la révolution russe et de leurs professeurs, de jeunes Chinois, étudiants de l'université Aurore, ou membres du syndicat des pousse-pousse, se sont juré que bientôt l'Orient sera rouge...

Mao échappe à la police française

En effet, en juillet 1921, 12 délégués représentant seulement 57 militants sont venus de diverses provinces de la Chine et s'installent en un lieu en principe tenu secret, dans la maison du parent d'un délégué, au 160 rue Wantz de la concession française.

Dans la petite salle à la lumière tamisée, on distribue des cendriers et l'on apporte des théières avant de se lancer dans des débats enfumés auxquels assistent « Maring » et « Nikolsky », deux émissaires de l'Internationale communiste, le *Komintern* comme on dit en russe. Maring, en réalité un Hollandais du nom d'Henricus Sneevliet, livre le point de vue de Moscou : c'est fort bien de créer un Parti communiste, mais on doit s'unir avec le Kuomintang, le grand parti nationaliste qu'a fondé le Dr Sun Yat-sen pour mener à bien sa révolution démocratique entamée dix ans plus tôt avec le renversement du dernier

1. Sur la Bande verte et Du Yuesheng, voir Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois (1927-1987),* Robert Laffont ; Roger Faligot, *La Mafia chinoise en Europe,* Calmann-Lévy, 2001 ; Brian G. Martin, *The Shanghai Green Gang, Politics and Organized Crime, 1919-1937,* University of California Press, 1996.

empereur mandchou[2]. Trois jours de discussions sans fin, poursuivies le soir dans le dortoir de l'école des filles rue Auguste-Boppe où s'endorment, épuisés, les rouges délégués (les demoiselles sont en vacances...)

À la fin du quatrième jour de palabres enflammées, un drôle de citoyen frappe à la porte. Ce visiteur du soir, sous prétexte de chercher quelqu'un, prononce un nom des plus communs – Li ou Tchang – puis tourne les talons en s'excusant de s'être trompé d'adresse.

Ça sent la Rousse ! La police de Fiori, en effet... Suivant les conseils de Maring, les délégués déguerpissent telles « des souris, les mains sur les oreilles » selon l'expression chinoise. Ils font bien : dix minutes plus tard, des policiers chinois dirigés par un officier français font irruption dans la maison.

Ainsi l'histoire du Parti communiste n'a pas encore débuté qu'éclate déjà une sombre affaire de mouchards, de police secrète et d'espionnage !

Les Chinois sont fatalistes. Ils ne se démontent pas. Le lendemain, en l'absence des deux kominterniens, ils reprennent leur congrès à bord d'un bateau de plaisance, faisant des ronds dans l'eau, sur un lac du Zhejiang, la province située au sud-ouest de Shanghai. Entre deux motions carrées comme des aphorismes de Confucius, on observe au loin l'envol de grues sauvages, le pas menu d'élégantes qui se pavanent sous leur ombrelle.

Dans ce décor enchanteur, au cinquième jour, on entérine les décisions et l'on baptise le nouveau-né *Gongchandang,* « Parti communiste chinois ». Copié sur le modèle du grand frère soviétique, le petit cadet se dote d'un programme en apparence simplissime : forger

---

2. Voir Fritjof Tichelman, *Henk Sneevliet,* La Brèche, Paris, 1988. Cette biographie signale l'arrivée de Maring à Shanghai le 6 juillet, ce qui infirme la version officielle donnée par le PCC du début du congrès le 1er juillet lorsqu'on visite la maison transformée en musée. La date plus communément admise par les historiens est celle du 23 juillet 1921.

une Armée rouge, renverser la bourgeoisie, instaurer la dictature du prolétariat qui abolira la propriété privée et les différences entre les classes. Comme l'a imposé en son temps le camarade « Lie-Ning » (Lénine), génial continuateur de l'œuvre de Karl Marx et Friedrich Engels, il faut à chaque Parti communiste une organisation dite de « centralisme démocratique » dans laquelle les factions ne sont pas tolérées, le tout cerclé d'une discipline de fer pour les révolutionnaires professionnels qui en constituent l'armature.

À la tête de ces bolchevistes chinois, on élit un secrétaire général, un brillant intellectuel inspiré par la philosophie des Lumières et la Révolution française de 1789 : Chen Duxiu. L'un des jeunes délégués venus de Changsha, capitale du Hunan, brille par sa réserve. Cependant, il est appelé au destin fabuleux de futur « Grand Soleil rouge » dans le cœur des Chinois : il s'appelle Mao Zedong et il a bien failli finir derrière les barreaux d'une prison française…

Le Komintern préférerait une plus grande souplesse de la part du PCC, ce jeune braillard aux yeux bridés qu'il porte sur les fonts baptismaux : une ouverture en direction d'un « front uni » avec le Kuomintang par exemple. N'empêche, Moscou subviendra aux besoins du nouveau-né et saura l'éduquer comme il convient… D'ailleurs Maring, qui manifeste un certain mépris pour ce groupuscule d'intellectuels, rencontre, à la fin 1921, Sun Yat-sen qui a installé son gouvernement à Canton, dans le Sud. Le Hollandais itinérant propose au cher docteur l'aide de Moscou, et même, anticipant sur les décisions des camarades chinois, celle du PCC. C'est le début de l'entente cordiale entre le Kuomintang et l'URSS. Elle a pour objectif, selon Lénine, d'unir une grande Chine, jusque-là ravagée par les seigneurs de la guerre, grâce à un gouvernement inclinant vers la gauche qui, par surcroît, briserait l'isolement de l'Union soviétique pestiférée.

Du coup, le Parti communiste qui préférait organiser *illico presto* la révolution ronge son frein mais se promet à un bel avenir. Reste qu'il a bien failli ne jamais voir le jour. Et la question se pose : qui a trahi sa réunion inaugurale ? Et comment résoudre cette énigme

sinon en menant une enquête et en créant un petit organe de sécurité, l'embryon de ce que sera un jour le plus grand des services secrets du monde ?

Luo Yinong, un jeune étudiant originaire du Hunan comme Mao, et qu'on enverra bientôt à Moscou pour se former à l'art de l'espionnage et du combat insurrectionnel, se charge de l'enquête qui fait apparaître que l'intrusion de la police française lors du congrès a une explication simple et que le Komintern est fautif[3]. Les agents de Fiori auraient pris en filature, dès leur arrivée à Shanghai, deux jeunes émissaires du KIM chargés d'apporter des subsides aux amis chinois. Autant qu'on puisse les identifier, ce sont deux Français des jeunesses communistes originaires de Saint-Denis, en région parisienne : Henri Lozeray et Jacques Doriot. S'apercevant *in extremis* qu'ils avaient été pris en chasse par des policiers, les jeunes freluquets avaient rebroussé chemin peu avant d'effectuer la jonction avec les congressistes. Mais leur agent de liaison avait sans doute été moins prudent...

De retour en France, *via* Moscou, les deux compères vont bientôt aider la branche du Parti communiste chinois à Paris, et seconder un militant prestigieux, le vrai père fondateur du premier service secret chinois communiste. Mais laissons-leur le temps d'embarquer sur le navire qui va d'abord les mener à Vladivostok, d'où ils prendront le Transsibérien afin de gagner Moscou, Berlin et Paris[4].

---

3. Biographie de Luo Yinong, dans le dictionnaire des personnalités historiques du Parti communiste [*Zhonggongdang shirenwuzhuan*], volume 8, édité par Hu Hua, Centre de recherche sur les figures historiques du PCC, [Zhonggongdang Shenwu Yanjiuhui], Shaanxi renmin chubanshe, Xi'an, 1983.

4. Compte tenu du rôle du futur maire communiste de Saint-Denis, le « Grand Jacques » Doriot, pendant la Seconde Guerre mondiale, en tant que collaborateur de l'occupant nazi, l'historiographie russe ou chinoise évite de mentionner sa présence à Shanghai en juillet 1921. Elle figure dans les archives de la préfecture de Police de Paris (carton BA 40), voir « Dossiers de police des socialistes » par Jacques de Launay, *Histoire pour tous,* avril 1975, ou encore Hans Heinrich Wetzel, *Liu Shao Chi, le moine rouge,* Denoël, 1961. Doriot participera à une autre mission politique en Chine en 1927.

Les réseaux chinois des soviets

On le voit, les Soviétiques ne chôment pas. À Moscou, leur service secret, la Tchéka, créée par le Polonais Félix Dzerjinsky, a pour emblème le glaive et le bouclier. Le bouclier, c'est la police politique chargée d'éliminer les contre-révolutionnaires et les espions impérialistes, à commencer par ceux de l'Intelligence Service anglais tout comme ceux du 2e Bureau français. « Félix-de-fer » leur mène une guerre impitoyable. Il y va de la survie du pays des soviets encerclé par l'étau de corps expéditionnaires antibolcheviques. Quant au glaive, il tranche par la lame affûtée d'un service de renseignement extérieur très efficace, l'INO[5].

Dès le début des années 1920, la Tchéka, rebaptisée Guépéou, investit massivement l'empire du Milieu avec un double objectif : recruter des agents chinois qui informent le gouvernement soviétique des intentions des seigneurs de la guerre, des impérialistes qui possèdent des concessions, des Russes Blancs qui se sont exilés et préparent la revanche, des nationalistes du Kuomintang, des mouchards et des traîtres à la révolution. Vaste programme !

Le service russe va parrainer la sécurité du tout jeune Parti communiste chinois, – ainsi d'ailleurs que celle du Kuomintang –, de manière à les contrôler. La Tchéka n'est pas seule à agir. En parallèle s'active également le service de renseignement de l'Armée rouge, le Razvedoupr (ou GRU) que dirige le général Arvid Seibot. Dans tous les pays du monde, il espionne leur potentiel militaire et chaperonne les sections de combat des partis communistes, embryons de leur

5. La Tchéka sera remplacée en 1922 par le GPU – ou Guépéou – (*Gossoudarsvennoie Polititcheskoïé Oupravlenié*, Direction politique d'État), puis encore en 1934 par le NKVD (*Narodnyi Kommissariat Vnoutrennikh Del*, Commissariat du peuple aux affaires intérieures). L'INO (Inostrannyi Otdel, ou service de renseignement extérieur) demeure à travers ces métamorphoses. Pour une description détaillée de ces mutations, je renvoie à notre *Histoire mondiale du renseignement (Tome 1 : 1870-1939)* écrite avec Rémi Kauffer (Robert Laffont, 1993).

propre Armée rouge. Le Letton Jan Berzine, alors chef de son 3e Bureau (espionnage), deviendra sous peu patron du GRU et intensifiera les opérations asiatiques. En Chine, suite aux accords avec le Dr Sun Yat-sen, ce service considérable – toujours en activité sous le même nom en 2008 ! – parrainera aussi, *via* une mission de conseillers, l'Académie militaire de Huangpu, mise en place par les nationalistes chinois.

Troisième organisme russe, en apparence plus politique comme on l'a vu : le Komintern, fondé dès 1919, pour provoquer l'avènement de la révolution mondiale. Sa Section des liaisons internationales (OMS), dirigée par le vieux révolutionnaire Iossip Piatnitsky, assure ses activités clandestines. Ce qui inclut : le transfert de fonds et le financement de partis, de syndicats et de comités ; la formation d'agents aux techniques de la clandestinité, au chiffrage et à l'envoi de message par radio TSF, à la fabrication de faux papiers et de « légendes », c'est-à-dire de fausses biographies sous lesquelles évoluent les agents, etc.[6]

L'organisation du service d'espionnage soviétique en Chine prend tournure au moment où naît le PCC. À Pékin arrive le premier résident de la Tchéka, Aristarkh Rylski (de son vrai nom Aristarkh Riguine), doublé en 1922 par Iakov Davtian, diplomate-espion arménien, que plusieurs missions ont amené en France sous le nom de « Jean Jan »...

Peu après son arrivée à Pékin, Davtian se plaint à son chef Meier Trilisser, le patron de l'INO à Moscou, de ployer sous l'abondance des tâches absorbantes : « Le travail est ici particulièrement intéressant, d'une ampleur incroyable, mais particulièrement dur. On doit y faire preuve d'un grand sens des responsabilités. L'éloignement de

6. On y voit assez clair de nos jours dans la naissance des services secrets chinois grâce aux archives des concessions française et internationale de Shanghai, à celles des Russes et à des souvenirs de militants chinois, ceux qui ont rompu avec le communisme étant les plus diserts. Les sources officielles chinoises sont plus parcimonieuses, car encore de nos jours, les dirigeants du PCC ne veulent pas admettre publiquement que ces services ont été créés de toutes pièces par les Russes.

Moscou, la mauvaise qualité des liaisons, l'incompréhension mutuelle avec le centre, tout cela complique notre travail. Je n'ai jamais autant travaillé – même à l'INO – qu'ici et mes nerfs n'ont jamais été mis à plus rude épreuve. »

Mais le camarade Davtian fait contre mauvaise fortune bon cœur car la Chine constitue, comme il le dit encore, « le nœud de la politique mondiale, non seulement le talon d'Achille de l'impérialisme mondial, mais aussi le nôtre ». Et même si les deux compères, Riguine et Davtian, ne s'entendent pas vraiment, l'implantation de « résidences » – ou stations de renseignement – de l'INO prospère à Pékin, à Tientsin, à Moukden, à Changchun, à Harbin, Canton et Shanghai. Pour preuve, le rapport encourageant que rédige l'espion arménien un an après son arrivée : « Le travail va bien. Si vous suivez les documents que nous vous envoyons, vous verrez clairement que je suis parvenu à étendre nos réseaux sur toute la Chine et rien d'important ne peut s'y passer sans que nous n'en soyons avertis. Nos liaisons s'étendent. Globalement je peux dire qu'aucun des [Russes] Blancs présents en Extrême-Orient ne peut passer inaperçu. Je sais tout rapidement et parfois même par avance. »

Le 11 février 1923, le tchékiste communique au centre : « J'ai très largement élargi nos activités. Dès maintenant nous disposons de résidences correctes à Shanghai, Tientsin, Pékin, Moukden. Je mets en place un imposant appareil [administratif] à Harbin. Nous avons l'espoir de pénétrer les services de renseignement japonais. Nous avons mis en place un important réseau d'informateurs à Shanghai [7]. »

À Pékin, le renseignement militaire, le GRU, est officiellement représenté par le général Anatoli Gekker, l'attaché militaire en poste à l'ambassade d'URSS jusqu'en 1925. Sans doute, l'une des missions, tout à fait officielle, de Gekker a été à cette date d'aider les conseillers

7. Pour une vue d'ensemble du dispositif soviétique en Chine basée sur les archives ouvertes de nos jours, voir Vladimir Nikolaïevitch Ouzov, « Le renseignement soviétique en Chine, 1925-1927 », *in Communisme,* n° 65-66, 2001.

militaires russes attachés à l'armée du Kuomintang de présider à la création d'une formation de renseignement militaire pour les nationalistes, puis de chapeauter un service de renseignement surnommé « le Collège » (*Zhongxue*) et dirigé par un haut responsable du Kuomintang, le professeur Tan Pin-san[8]. Ainsi les Soviétiques chapeautent aussi bien le service de renseignement communiste chinois embryonnaire que celui des nationalistes, puisque leur chef, Sun Yat-sen, sera favorable à l'alliance avec Moscou jusqu'à sa mort en mars 1925.

Tout ce dispositif militaire ne constitue que le pic émergé de l'iceberg. Dans la pratique, la grande masse des renseignements du GRU en Chine, comme d'ailleurs du Guépéou, est collectée par des « illégaux », des agents secrets sous couverture opaque, itinérants ou sédentaires.

On en trouve trace dans les centaines de rapports des services français que j'ai compulsés et qui m'ont permis de mettre en forme un véritable *Who's Who* de l'espionnage russe en Chine des années 1920 et 1930. La partie n'est pas simple, car tout ce beau monde fonctionne avec des dizaines d'*alias*, de noms d'emprunt, de vrais faux passeports dont regorgent les archives de consulat de France à Shanghai et à Tientsin entre les deux guerres mondiales.

Toutefois ce n'est pas seulement dans ces concessions françaises de Chine, dans la concession internationale de Shanghai ou encore à Hong Kong que s'organisent le Parti communiste chinois et son système clandestin. À Paris même, de jeunes militants, étudiants-ouvriers, sont entraînés à la rude école de la clandestinité. Ils doivent faire face à la Sûreté générale, au contre-espionnage et au 2e Bureau qui ont reçu mission de les combattre. La poitrine bardée de décora-

8. Selon les archives russes du professeur Ouzov, le président du Collège, Tan Pin-san (1886-1959) dispose d'un service organisé en plusieurs branches par Fu-Li, adjoint chargé du contre-espionnage et des questions financières ; par Yan-li, responsable des réseaux d'informations et de la lutte contre le banditisme ; par un nommé Tchen en charge du contre-espionnage au sein de l'armée du Kuomintang, le tout supervisé par le conseiller soviétique Pozdneev.

tions gagnées pendant la Première Guerre mondiale, les commissaires Louis Ducloux et Charles Faux-Pas-Bidet de la Sûreté ou encore le colonel Henri Lainey, chef de la Section de contre-espionnage et de renseignement (SCR), réorientent leur travail contre la déferlante du bolchevisme et de ses agents. Le « péril jaune » est plus lointain, mais il concerne aussi l'empire français en Asie : l'agitation menée par les Chinois et les Indochinois appelle à une grande vigilance. Aussi, pour les militants d'Extrême-Orient savoir déjouer dans les rues de Paris, de Lyon ou de Marseille les filatures et les chausse-trappes montés par de tels maîtres espions, c'est déjà jouer sa partition dans la grande symphonie de la guerre des ombres…

Les Hakkas de Zhou Enlai à Paris

De tous les Chinois, les Hakkas sont les plus mystérieux. Leur nom l'indique : « le peuple des hôtes ». Ce sont des gens du voyage. À travers les siècles, ils ont fui les Mongols pour se réfugier dans les plaines de la Chine centrale et au sud du fleuve Jaune, du côté de la Rivière des Perles, à Hong Kong, à Canton et ailleurs. Ils sont intrépides dans la guerre. Ils ont beaucoup émigré. Ils constituent un groupe à part avec leur dialecte insondable, avec leurs signes, leurs rituels si différents du reste de la diaspora chinoise. Leur chevelure abondante témoigne de ce qu'ils ont refusé de faire allégeance aux conquérants mandchous en se rasant le crâne et en portant la natte. Surtout leurs femmes ont les mêmes droits que les hommes, au moins celui de travailler avec eux dans les champs. Un Hakka ne se soumet pas, une Hakka est indomptable.

La preuve : les pères n'imposent pas à leurs filles de se bander les pieds afin qu'ils soient atrophiés et deviennent comme chez d'autres Chinois, l'objet d'un irrésistible désir. Devenues femmes, elles n'épousent que des Hakkas, car les bourgeois de Shanghai, les mandarins de Pékin ou les fermiers de Changsha les trouvent hideuses avec leurs « grands » pieds. Bref, les fiers Hakkas ne s'en laissent pas

compter. Rien d'étonnant à ce que l'un des leurs soit le légendaire Hong Xiuquan, le flamboyant dirigeant du mouvement Taiping (« la Grande Paix »), qui s'est révolté pour instaurer le Royaume de la paix céleste sur Terre dans les années 1850. Une flambée révolutionnaire qui a provoqué une guerre civile et une répression qui, selon les frères géographes Élisée et Onésime Reclus, auraient coûté au bas mot 12 à 15 millions de morts à l'empire du Milieu[9]. L'épopée des Taiping a sidéré le monde et inspiré à Jules Verne le philosophe Wang, personnage central de son roman *Les Tribulations d'un Chinois en Chine.*

Mais les « chaussettes à clous » de la Sûreté et les képis bleus du 2e Bureau ont-ils lu ces anarchistes de Reclus et de Jules Verne ? En tout cas, en juillet 1922, ils suivent les tribulations des Chinois en France… Sans connaître toutes les subtilités de l'histoire des Hakkas, ces fins limiers surveillent sans relâche le monde des étudiants-ouvriers chinois en pleine effervescence. Non seulement nombre d'entre eux se livrent à de la propagande dans la diaspora pour la défense des droits universitaires, mais ils viennent d'adhérer au parti nationaliste de Sun Yat-sen, lui-même un Hakka ! Pis, quasiment au même moment, ils ont rejoint un nouveau groupe qui noyaute le premier : le Parti communiste chinois fondé à Shanghai avec – ajoute-t-on dans les rapports – l'or de Moscou et l'aide des communistes Doriot et Lozeray…

Sous des noms d'emprunt, ces jeunes gens se livrent à leurs activités clandestines : rasant les murs de la Ville Lumière, ils se meuvent dans l'ombre des cellules secrètes. Parmi ces Hakkas, il y a là le petit « Ten » du Sichuan, visage poupin et chevelure ébène volant au vent : c'est le futur Deng Xiaoping, qui travaille chez Renault et qu'on surnomme « Monsieur Ronéo », car il passe ses soirées à imprimer des

9. Élisée et Onésime Reclus, *L'Empire du Milieu,* Hachette, Paris, 1902. D'autres chiffres plus importants sont cités, mais ce sont des résultats indirects de la violence engendrée par la révolte et la répression de cette révolte, comme toujours dans une guerre civile. Voir aussi le livre de leur fils et neveu, Jacques Reclus, *La Révolte des Taï-ping (1851-1864), prologue à la révolution chinoise* (préface de Jean Chesneaux), Le Pavillon, Roger Maria éditeur, 1972.

journaux subversifs en chinois : *La Jeunesse nouvelle* ou *L'aube rouge*. Qui pourrait penser que le « Petit Joufflu » deviendra soixante ans plus tard président d'une République populaire de Chine ? Ou que parmi ces autres Hakkas de Paris, dans le cercle rouge, ne figurent pas moins de trois futurs maréchaux de Chine populaire que nous retrouverons à chaque étape de l'histoire des services spéciaux : Chen Yi, Ye Jianying et Zhu De[10] ?

Selon les comptes-rendus de la police secrète, ces jeunes se sont d'abord réunis au printemps chez Henri Lozeray *alias* « Gardon », au 15 rue Goncourt dans le 11e arrondissement. Ce typographe, responsable des affaires coloniales à la Jeunesse communiste qu'on a vu rater la naissance du PCC à Shanghai, est aux premières loges pour le baptême de la branche européenne : et pour cause, il s'est déroulé chez lui à l'initiative d'un autre tourneur de chez Renault surnommé « Wu Hao » et en présence de l'Indochinois Nguyên Ai Quôc. Celui-là, le futur président vietnamien Hô Chi Minh, on le connaît bien. Il a un dossier « grand comme ça » à la Sûreté depuis qu'il est intervenu au congrès fondateur du PC français. Retoucheur photographe, raccomodeur de porcelaine, il se fait aussi appeler « Ferdinand » et invite lors de repas chinois très épicés qu'il prépare à sa façon le jeune chanteur Maurice Chevalier et la romancière bourguignonne Colette.

Ferdinand est un agent patenté du Komintern et ses relations avec le Breton Jean Cremet, l'étoile montante du Parti communiste, ne sauraient tromper son monde[11].

---

10. Chen Yi (1901-1972), qui étudiait notamment le dessin à l'Académie de peinture de la Grande Chaumière a été expulsé de France avec un groupe de congénères trop turbulents ; Ye Jianying, (1898-1986), Cantonais dont le nom signifie « Épée héroïque » est fils d'un riche marchand de Singapour. À l'automne 1922, Zhu De, « Vertu écarlate », (1886-1976) débarque à Marseille. Déjà ancien seigneur de la guerre à 26 ans, érotomane et opiomane converti au communisme, il va rejoindre les réseaux chinois de la république de Weimar…

11. Sur Cremet, que nous allons retrouver bientôt, voir notre enquête : Roger Faligot, Rémi Kauffer, *L'Hermine rouge de Shanghai,* Les Portes du Large, Rennes, 2005.

Les inspecteurs de la « Surtanche » montent aussi des planques au 17 rue Godefroy, aux Gobelins, du côté de la place d'Italie, où se trouve déjà une petite Chinatown parisienne. Au deuxième étage habite un jeune homme au port altier qui se fait passer pour un gentleman de Hong Kong au passeport britannique, Mister Stephen Knight. Son signalement correspond à celui du Chinois Wu Hao qui était chez Lozeray. En réalité, il s'agit de la seule et même personne : un militant de la première heure, fils de mandarin du Zhejiang, au sud-ouest de Shanghai. Il s'appelle Zhou Enlai (ce qui signifie « Venu de la grâce dans le clan des Zhou »). Ayant rompu avec sa famille, il a bourlingué au Japon avant de se rendre en Europe. En novembre 1920, Zhou *alias* Wu Hao est arrivé à Marseille à bord du *Bordeaux* des Messageries maritimes. Doué d'un sens inné de la clandestinité, il a organisé pendant deux ans des cellules du mouvement communiste chinois en France, en Belgique, en Allemagne. Les gens de la Sûreté ont réussi une première fois à arrêter Zhou sans connaître sa véritable identité, suite à l'occupation de la légation de Chine à Paris par les étudiants-ouvriers. Ils ont décidé de le convoyer sur Marseille pour l'expulser à destination de la Chine, mais ne voilà-t-il pas qu'il a sauté du train en rase campagne, échappant aux pandores qui en avaient la garde, et qu'il court toujours. Le « mandarin révolutionnaire » est déjà un roi de l'évasion…

Bref, Zhou s'est entouré des fidèles camarades chevelus, les Hakkas, si doués dans l'action de l'ombre. Mais pas seulement ceux-là : il y a aussi Nie Rongzhen, un gars du Sichuan comme Deng Xiaoping, étudiant à Grenoble avec le Petit Joufflu, puis à Charleroi sous l'égide des socialistes belges. Recruté par Zhou pour son esprit scientifique, il se passionne pour les problèmes de codes et les émissions de radio TSF. Il sera ingénieur au Creusot et chez Renault, et lui aussi maréchal de la Chine rouge et l'un des pères de la bombe atomique…

Retenons bien ces personnages : les maréchaux, les Hakkas, la bande à Zhou : nous allons les retrouver, eux et leurs enfants, jusqu'à nos jours dans cette histoire hors du commun.

Pendant ce temps, le contre-espionnage français ne déploie pas seulement ses mouchards. Ses ronds-de-cuir, 11 rue des Saussaies, effectuent de savants calculs. Ils constatent que Moscou subventionne les Chinois par le truchement des agents français du Komintern.

Une militante chevronnée transmet l'argent. Il s'agit de Suzanne Girault. Amie personnelle de Lénine qu'elle a connu en Suisse d'où elle est originaire, puis institutrice en Russie, Suzanne a été recrutée dès 1919 par l'Organisation des liaisons internationales du Komintern (OMS). C'est à ce titre qu'elle achemine des sommes rondelettes à divers groupes de militants, dont les Chinois. La preuve : des documents accablants seront saisis par la police française lors de perquisitions à son domicile au moment de la mise à jour d'un réseau d'espionnage dirigé par Jean Cremet au printemps 1927.

Le principal concerné est un camarade nommé Yu Tchen-chen, domicilié au 5 rue Thiers, place d'Italie, dans le 13e arrondissement et qui se plaint amèrement dans une lettre datée du 17 avril 1924 que l'Internationale a fait parvenir au PC français 500 roubles or pour les Chinois sans que ces derniers n'en aient vu la couleur…[12]

Mais à l'été 1924, Zhou Enlai va rejoindre la mère patrie. Et lorsqu'il arrive à Hong Kong, la police française a découvert, mais un peu tard, qui se cache vraiment sous la fausse identité de Stephen Knight. Et que ce gentleman anglais et l'ouvrier chinois Wu Hao ne font qu'un seul et même homme…

Les espions de La Condition humaine

Débarqué à Hong Kong le 1er septembre 1924, Zhou Enlai a gagné Canton où il a intégré le corps des officiers dirigeant l'Académie militaire de Huangpu, créée à l'instigation des Russes et du

12. Pour les détails, voir Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, 1920-1945, vol. 1, Fayard, 1980 ; R. Faligot, R. Kauffer, *L'Hermine rouge de Shanghai, op. cit.*

Dr Sun Yat-sen pour participer à la formation d'une armée nationale chargée de combattre les seigneurs de la guerre en Chine du Nord.

S'y retrouvent des compagnons de l'équipée européenne : Ye Jianying, Chen Yi, Nie Rongzhen… Le tout s'agence sous le conseil de Mikhaïl Borodine, l'envoyé permanent du Komintern en Chine et du général Blücher, chef de la mission des conseillers militaires soviétiques. À cette époque, le PC a pris de la bouteille. Il est déjà fort de 30 000 militants, il a intégré le Kuomintang et des dirigeants communistes de premier plan – tels Chen Duxiu et Mao Zedong – en sont également devenus des chefs.

On imagine l'ambiguïté de cette double appartenance : cette « fabrique des officiers » forme aussi bien des cadets communistes que nationalistes. Borodine a choisi un jeune général prometteur, Chiang Kai-shek, pour diriger l'école avec pour chef du Département politique… Zhou Enlai ! Dans l'entourage du Russe, on retrouve même une silhouette familière et famélique de la belle époque parisienne : Nguyên Ai Quôc, le futur Hô Chi Minh…

La lune de miel entre nationalistes et rouges se consomme si ardemment que le directeur de l'Académie et chef de l'armée nationale révolutionnaire, Chiang Kai-shek, envoie son propre fils Chiang Ching-kuo étudier à Moscou…

D'autant plus étonnant que Chiang père s'est fixé un plan secret : après avoir défait les seigneurs de la guerre, il compte bien se débarrasser du PC. La bourgeoisie chinoise n'aura aucun scrupule à le soutenir, surtout que les communistes ont organisé de façon autonome de grandes grèves à Canton, Hong Kong, Shanghai…

Lorsque éclate celle de Canton en 1926, Chiang sanctionne les communistes. C'est le premier coup de semonce : Zhou Enlai et d'autres dirigeants sont arrêtés. Chen Duxiu, le chef du PC, estime qu'on doit s'éloigner des nationalistes. Borodine, c'est-à-dire « la voix de son maître » Staline, s'y oppose. Ce qui ne l'empêche pas toutefois de prendre des précautions : il envoie son garde du corps, Gu Shunzhang à Vladivostok en octobre 1926, pour se familiariser avec les techniques de l'espionnage et de l'action insurrectionnelle.

Le camarade Gu est un personnage étonnant : né dans les bas-fonds de Shanghai en 1902, il en sillonne adolescent les cabarets, en fume l'opium, en aime les femmes, s'initie aux méthodes de la pègre et se fait introniser dans la Bande verte. Il est sorti de cette cour des miracles en devenant un prestidigitateur de talent connu sous le nom de Hua Guangqi et fort applaudi dans les grandes boîtes de nuit et casinos comme *Le Grand Monde* ou au grand magasin *Sincère*. Qui pourrait dire que le magicien Gu a secrètement adhéré au PCC ?

C'est à son retour d'URSS qu'avec Kang Sheng, le nouveau responsable du district de Shanghai, Gu va organiser les escadrons rouges pour parer à la menace du Kuomintang, qui se précise.

D'abord, en mars 1927, Chiang Kai-shek, le chef de ce Kuomintang, installe son armée et son gouvernement à Nankin, la capitale du Sud. Puis, le 12 avril 1927, rien ne va plus ! Chiang a pris de vitesse les communistes. C'est, selon l'expression du journaliste américain Harold Isaacs, « la tragédie de la révolution chinoise », un massacre qui inspirera au jeune écrivain André Malraux, son roman *La Condition humaine*.

Alors que le PCC s'apprête à organiser un soulèvement, plusieurs milliers de malfrats de la Bande verte exécutent militants et sympathisants communistes. Les autorités et les polices des concessions étrangères ferment les yeux sur ce bain de sang qui se produit hors leurs murs, dans la ville chinoise. Cependant Zhou Enlai, Luo Yunong, Gu Shunzhang, Kang Sheng ont réussi à se cacher dans la concession française pour attendre des jours meilleurs et réorganiser l'appareil du Parti communiste. Ailleurs en Chine, le tableau n'est guère plus réjouissant : en septembre dans le Hunan, Mao Zedong a dirigé son soulèvement de « la Moisson d'automne », un désastre auquel échappent quelques survivants réfugiés dans les montagnes désertiques du Jiangxi avant de fonder leur Armée rouge. Puis, en décembre 1927, c'est encore une nouvelle insurrection écrasée, la Commune de Canton. On parle de 15 000 communistes massacrés.

Le double jeu du capitaine Pick

Pour les Soviétiques, quelle Berezina ! Non seulement le PCC a été décimé dans plusieurs grandes villes de Chine, suite à une politique désastreuse d'allégeance aveugle au Kuomintang, puis d'insurrections aventuristes pour faire oublier les compromissions, mais il y a pis, car la police chinoise a fait irruption dans l'ambassade soviétique à Pékin. Elle a arrêté des diplomates et s'est emparé de tombereaux d'archives. Elle a également capturé le nouveau chef du PCC, Li Dazhao, le « Lénine chinois » qui y avait trouvé refuge, et l'a exécuté le 28 avril 1927 sans autre forme de procès.

Les liasses de documents récoltés et déchiffrés précisent les conditions dans lesquelles le Komintern et le gouvernement soviétique ont établi leurs organisations clandestines en Chine. On sait aujourd'hui que la mise à nu de ce dispositif doit beaucoup à des opérations d'interceptions de communications, peu fréquentes à l'époque, menées par les Britanniques, déjà des as en la matière. Leur organisme chargé des écoutes, le Government Communications & Cypher School (GC & CS), s'est attaché en 1920 des stations de réception dans chacune des grandes garnisons de ce vaste empire britannique sur lequel jamais le soleil ne se couche. Pour ce qui concerne la Chine, les « grandes oreilles » sont déployées à Hong Kong et Shanghai[13].

L'affront subi par Moscou est d'autant plus cuisant que Tai Li, le chef des services spéciaux de Chiang Kai-shek a fait traduire les documents saisis dans l'ambassade et publier sous forme de livre les morceaux choisis des courriers des espions soviétiques[14]. Un rapport envoyé à Paris par les services français qui ont consulté ces documents

13. Nigel West, *GCHQ, the Secret Wireless War 1900-1986,* Coronet Books, Londres, 1987.

14. Les archives de l'ambassade ont été publiées par le Russe blanc N. Miraevsky, *World Wide Soviet Plots, As Disclosed by Hitherto Unpublished Documents Seized at the USSR Embassy in Peking,* Tientsin Press, sans date.

résume la richesse des informations glanées et la naïveté des cadres soviétiques qui n'ont pas chiffré ou détruit ces archives après usage : « Les documents n° 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ont trait à l'espionnage ou au contre-espionnage des soviets. Le n° 7 qui date de 1925 donne un plan général de l'organisation du service de renseignement dans le Sud ; on y voit entre autres choses qu'à cette époque déjà les soviets préparaient l'envoi d'agents secrets devant résider à Hanoi et Haiphong, Macao et Hong Kong. Le n° 8 est un rapport sur le travail de renseignement au Kwantong [région cantonaise] pendant le mois de novembre 1925. Les n^{os} 9, 10 et 11 ont trait au contre-espionnage au Kwantong et donnent d'intéressants renseignements sur la création, le développement, l'organisation et le fonctionnement à Canton d'un organisme calqué sur le Guépéou (Tchéka) russe[15]. »

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, en mai 1927, un agent présenté comme l'un des responsables du GRU en Chine fait défection. Le patron de la police britannique, l'Irlandais Pat Givens, aurait réussi à retourner cet officier émérite du GRU. Mais qui est Evgueni Mikhaïlovitch Kojevnikov, jeune officier blondinet aux yeux mobiles qui se fait appeler aussi bien « Morskoï », « Dorodine », « Hovans », que « capitaine Pick »[16] ?

Côté jardin, la légende veut, qu'officier tsariste, il a rallié la révolution bolchevique en 1917, puis qu'il a rejoint Borodine en Chine avant de travailler à partir de 1926 sous les ordres du chef du GRU à Pékin. Côté cour, il a été recruté depuis des mois par Givens et lui raconte tout ce qu'il sait des activités d'espions opérant sous couvert de la banque russo-asiatique Dalbank, du rôle du correspondant de l'agence Tass ou des communistes chinois...

---

15. Rapport de l'attaché militaire français, le commandant Roques, de Pékin, du 18 février 1928, Service historique de l'armée de terre, 7 N 3284.

16. Archives de la police municipale de Shanghai (MAE, E 515, cartons 458, 459, 460-465). Notons toutefois que le rapport n° 33 de ladite police évoque une tentative d'assassinat de Chiang Kai-shek préparée par Luo Yinong, en liaison avec Achinine du Guépéou, officiellement secrétaire au consulat soviétique de Shanghai.

Son rôle d'agent double – voire d'« escroc au renseignement » – apparaît dans un témoignage tardif de Gu Shunzhang, le « magicien », devenu l'un des chefs du service spécial communiste. « J'étais alors garde du corps de Borodine et agent du service secret à Hangzhou et Wuhan. J'ai découvert qu'Eugène Pick, qui servait Borodine comme adjudant, avait volé à son maître un carnet de notes et un rapport concernant les navires étrangers à Hangzhou et qu'il les a vendus au consul français. En général, Pick agissait comme espion des consulats étrangers...[17] »

À ses « officiers traitants » anglais, Pick explique comment le 18 avril 1927, il aurait reçu l'ordre de Borodine de faire assassiner Chiang Kai-shek, alors que ce dernier vient d'exterminer les communistes à Shanghai ; et comment il a reçu un contre-ordre du résident de l'INO, S.L.Wilde, le 1er mai. Sans doute a-t-il été imprudent et finalement découvert, car quinze jours plus tard – selon un rapport du contre-espionnage français qui a été mis au parfum –, Pick a failli être kidnappé par un commando dirigé par un certain « Chen le Vérolé ».

C'est sous ce nom de « capitaine Eugène Pick » que le Russe publiera un livre de « révélations », *La Chine dans les griffes des rouges,* un ouvrage qui divulgue la liste de dizaines de Soviétiques opérant dans l'empire du Milieu[18]. Il ne fait aucun doute que les références à ces agents, souvent accompagnées d'allusions antisémites, ne sont pas le fait du seul Pick, mais bien le fruit de la coopération des services anglais, français et nationalistes. D'autant que, selon les archives

17. Il s'agit d'une déposition de Gu Shunzhang après sa désertion (voir plus loin), Shanghai Municipal Police, archives de la Special Branch n° 2911/8, 1931.

18. Capitaine Eugène Pick, *La Chine dans les griffes des rouges* (traduit de l'anglais par Michel Egrory, Spes, Paris, 1928. Dès le 24 décembre 1927, le poste de renseignement français établit un rapport (SCR n° 179) résumant l'édition anglaise de l'ouvrage *(China in the Grip of Bolsheviks),* et précise qu'il « est inspiré par l'Intelligence Service ».

Le destin ultérieur de l'incroyable « capitaine Pick », par la suite homme de cirque, escroc, agent du renseignement naval japonais à Shanghai et qui a disparu dans une prison taiwanaise en 1950, après avoir été jugé par les Américains, est au centre du livre de Bernard Wasserstein, *Secret War in Shanghai,* Profile Books, Londres, 1998.

russes, Pick n'aurait eu qu'un rang subalterne et aurait même été infiltré dès l'origine comme indicateur de l'Intelligence Service...[19]

Qu'importe ! À l'époque ce brûlot constitue une arme de propagande redoutable. Elle conforte l'image d'un Chiang Kai-shek prompt à terrasser le « dragon rouge », et l'ouvrage connaît un écho considérable à travers le monde. Ainsi, André Malraux s'inspire-t-il pour son roman *La Condition humaine* d'épisodes tirés du livre de Pick qu'il a dévoré, tel l'assassinat raté de Chiang de même que certains traits de son personnage presque homonyme, le baron Clapique[20]. Tout comme s'en inspire cet artiste belge, Hergé, qui, en 1933, au moment où Malraux obtient le prix Goncourt, prépare un album de bande dessinée pour les jeunes, *Le Lotus bleu*... L'antipathique chef de la police anglaise Dawson, qui persécute le reporter Tintin, ressemble comme un frère au vrai Patrick Givens, l'Irlandais qui organisera la chasse aux agents communistes jusqu'en 1936 et qui a reçu des mains de Chiang Kai-shek pour ses loyaux services l'ordre du Jade brillant. Car c'est bien cet Irlandais qui, à la tête de la Special Branch, a manipulé l'affaire Pick de bout en bout...

Tewu, *opérations spéciales*

L'impénétrable « Zhao Rong », *alias* Kang Sheng, figure au nombre des dirigeants du PCC qui se sont « enterrés » dans la concession française où la police nationaliste de Tai Li n'est pas autorisée à pénétrer comme elle le fait dans la concession internationale,

19. Vladimir N. Ouzov, *Le Renseignement soviétique en Chine, op. cit.*

20. Voir Rémi Kauffer, *André Malraux, le roman d'un flambeur, 1901-1976,* Hachette Littératures, Paris, 2001. Avec l'ami Rémi, j'ai également publié un article sur les correspondances des personnages de Malraux avec la réalité, « Du nouveau sur Malraux, la Chine et le Komintern », publié en 1996 dans *Asie-Extrême* n° 4 (publication du Centre d'études et de recherche sur l'Asie orientale, Rennes 2 Université Haute-Bretagne), qu'on trouve aussi sur internet : www.andremalraux.com/malraux/articles/malraux_et_cremet.html

grâce à la Special Branch de Givens. Même s'il arrive au maître espion du Kuomintang de demander assistance au commissaire ripoux Étienne Fiori et à ses inspecteurs chinois. D'autant que le chef de ces inspecteurs, Huang Jirong, est membre de la Bande verte comme Tai Li. « Huang le Vérolé », comme on le surnomme, peut être fier. Il va inspirer à Josef von Sternberg son film *Shanghai Express,* avec Marlene Dietrich dans le rôle de l'envoûtante Shanghai Lily…

Mais lorsque Kang Sheng va au cinéma, c'est au Carlton, pour y voir un film de Harold Lloyd, manière de rencontrer subrepticement « Wu Hao » qui s'apprête à partir en mission en URSS. Ce dernier, c'est l'insubmersible Zhou Enlai, le « mandarin révolutionnaire », qui passe le relais et la responsabilité des services secrets pendant son absence à Kang. Ce jeune intellectuel, fils d'un grand propriétaire du Shandong nordiste, la patrie de Confucius, n'a pas perdu de temps depuis qu'il a été chargé par Luo Yinong, bientôt hors jeu, de tisser des réseaux et d'infiltrer l'adversaire[21].

Tandis qu'on fusille ou qu'on décapite à tour de bras des communistes dans le quartier « chinois » de Zhabei, Kang a réussi l'infiltration du siècle ! Ce jeune lettré bien mis de sa personne est devenu le secrétaire particulier de Yu Qiaqing, le président de la Chambre de commerce, grâce à des domestiques originaires du Shandong qui l'ont aidé à s'installer chez ce riche entrepreneur. Yu appartient à la Bande verte et, comme tous les grands mandataires de l'industrie, de la finance et du commerce, il a approuvé le Boss, son ami Du Yuesheng, qui a donné le feu vert à l'extermination des communistes à la demande de Chiang Kai-shek…

Comment ces deux-là – Yu et Du – pourraient-ils croire que, tandis qu'ils prennent le thé ou fument l'opium en devisant à propos de

21. Pour une biographie complète, consulter notre ouvrage, R. Faligot, R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois (1987), op. cit,* ainsi que John Byron & Robert Pack, *The Claws of the Dragon (Kang Sheng, the Evil Genius behind Mao – and his Legacy of Terror in People's China),* Simon & Schuster, New York, 1992 ; en chinois, Lin Qingshan, *Kang Sheng Waizhuan,* [biographie de Kang Sheng], Xinchen Chubanshe, Hong Kong, 1987, republié à Tientsin deux ans plus tard.

leurs affaires florissantes, le jeune lettré à lunettes cerclées d'or qui calligraphie des commandes et des factures dans la pièce attenante est le chef des espions rouges ? Et celui-là même qui réorganise de nouveaux réseaux pour préparer la revanche ?

C'est sous l'apparence d'un couple d'antiquaires que Zhou Enlai et sa femme, Deng Yingchao (« Clarté abondante »), ont levé l'ancre à Shanghai, débarqué à Dalian et pris le train pour Moscou en août 1927. Sous le nom de Chen Guang, il habite avec sa jeune épouse à l'hôtel *Lux*, le palace en décrépitude où sont hébergés les responsables du Komintern, voire des agents secrets prêts à partir en mission tels le Français Jean Cremet (chambre 27) ou l'Allemand Richard Sorge (chambre 19). Pour brouiller encore les pistes, on a attribué un nom russe au « mandarin révolutionnaire » : le Chinois figure dans les archives comme agent du Guépéou sous celui de « Moskvine »[22].

Dès son arrivée à Moscou, le couple reçoit en outre une vraie formation d'espion à l'École du mont Lénine où l'on s'instruit aux dernières méthodes de la clandestinité, au codage et aux techniques des émissions radio[23]. En second lieu, au printemps 1928, les deux « antiquaires » assistent au congrès du Parti communiste chinois qui se déroule dans un sanatorium dépendant du Guépéou en banlieue de Moscou. Raison invoquée par Staline pour organiser ce conclave hors de Chine : la sécurité ! Mais personne n'est dupe : c'est une bonne façon de contrôler la nouvelle orientation du parti frère. Sont présents

22. On se contentera pour simplifier la lecture de ne conserver dans le texte qu'un ou deux pseudonymes de Zhou Enlai. Pierre Broué, dans sa monumentale histoire du Komintern, répertorie les suivants : Chen Kuang, Du Bisheng, Hu Fu, Kuan, Kuan Sheng (s'agit-il d'une confusion avec Kang Sheng ?), Shao Shan, Siu, Te Ren, Wei Hen, Wu, Wu Hao et Moskvine. (Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Fayard, 1997).

23. Interview de Guan Suzhi à Taipei, 20 juin 1986. Le professeur Guan était dans les années 1930 communiste à Shanghai, où il a bien connu l'équipe de Zhou, en particulier Kang Sheng, avant de passer dans le camp adverse et de rallier le Kuomintang.

84 délégués et une centaine d'observateurs dont la plupart des étudiants de l'École Sun Yat-sen où de jeunes Chinois s'initient aux joies du marxisme-léninisme. Le congrès avalise les grandes lignes des décisions de la direction du Komintern qui s'est réunie peu avant pour dicter ses exigences : « Le parti doit se préparer à un nouvel élan révolutionnaire. La mission principale qui incombe actuellement au Parti communiste chinois est la conquête des masses... Il faut cesser de jouer avec les soulèvements... Dirigeant l'activité des détachements de partisans, le parti doit considérer que ces unités serviront de base à un vaste mouvement de masse étendu à l'ensemble du peuple chinois...[24] »

Autrement dit, le PCC, fort désormais de 40 000 membres en dépit d'importantes pertes, encourage la constitution d'organisations militaires aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Bien que Mao Zedong, qui a inauguré des bases rurales, soit absent, la voie est ouverte à une Longue Marche qui le mènera au pouvoir dans vingt ans. En attendant, Zhou Enlai et des dirigeants « urbains », Li Lisan, Zhang Guotao, Xiang Zhongfa, vont rentrer en Chine avec cet objectif : construire un dispositif de combat efficace dont les services secrets constituent l'aile avancée.

De retour à Shanghai, en novembre 1928, Zhou Enlai préside à la transformation du petit service de protection, rebaptisé « Section spéciale du Comité central » (*Zhongyang Teke*), chargé de réaliser le « travail d'opérations spéciales » (*Tewu Gongzuo*[25]). Pour en superviser

---

24. Cit. *in* Jacques Guillermaz, *Histoire du Parti communiste chinois,* vol. 1, Petite Bibliothèque Payot, 1975.

25. Pour sa part, Matt Brazil, l'historien australien de cette période, me signale qu'avant que le dispositif Shanghaïenne soit mis en place par Zhou Enlai, c'est plus tôt, fin 1926, à Wuhan, que la commission militaire du PCC a établi un « bureau de travail des opérations spéciales » (*Tewu Gongzuo Chu*) qui constitue l'autre pan du dispositif en gestation. En sera issu plus tard, le 2e Département de l'armée chargé du renseignement militaire (APL-2). Mais il est vraisemblable que Zhou a repris cette appellation pour le « Bureau » dont il jette les fondations à Shanghai sous forme embryonnaire au printemps 1927, puis l'année suivante à son retour d'URSS. Voir Matthew Brazil, article « China » *in* The Encyclopedia of Intelligence and Counterintelligence (ME Sharpe, 2004).

les missions aux côtés de Zhou, le « magicien » Gu Shunzhang sort de sa boîte flanqué du nouveau secrétaire général, ancien marinier du nom de Xiang Zhongfa, issu du royaume des ombres car il a été chef d'une triade, société secrète traditionnelle, la Bande rouge (*Hong Bang)*, rivale de la Bande verte.

Ce service, le Teke, implante des bases secrètes à travers toute la Chine, y compris à Hong Kong. Mais Shanghai reste le centre de la guerre secrète. Et comme me l'a confirmé un spécialiste chinois, les hommes du renseignement en 2008 estiment, non sans nostalgie, qu'il faut voir dans leurs services actuels une filiation directe de l'organisme fondé à cette époque par Zhou Enlai.

Le Teke se décompose en quatre sections : la première section assure la protection rapprochée des dirigeants, leur choisit des logements « conspiratifs » où ils peuvent séjourner ou organiser leurs réunions ; la deuxième dirige le renseignement et le contre-espionnage ; la troisième, la « Garde rouge » est un escadron de choc dont l'avant-garde est « le groupe d'extermination des chiens errants » (*Dagou Dui)* qui élimine les traîtres ; enfin, la quatrième section s'occupe des communications.

Dès cette époque, le Teke devient aussi, sous l'impulsion de Kang Sheng, plus particulièrement chargé de la sécurité, une police secrète qui a pour objectif la surveillance des membres de son propre parti. On dirait que Maître Kang excelle dans l'art d'espionner ses amis…

La romancière hakka Han Suyin, très liée à Zhou Enlai par la suite, l'a longuement interviewé à partir de 1956 avant d'écrire sa biographie trente ans après. Ce qu'elle rapporte de cette fonction policière est parlant : « Le Teke tenait des dossiers sur chacun des membres du parti, réunissait toutes sortes d'informations, punissait les trahisons, gérait des stations de radio. Il organisa également des équipes de protection et des commandos de justiciers qui administraient promptement la mort à ceux qui étaient soupçonnés de trahir les intérêts du parti, de laisser filtrer des informations ou d'avoir causé l'arrestation et la mort de camarades.

Le secret, cette habitude que Zhou cultivait depuis son séjour à Paris, devint alors une composante essentielle de l'organisation communiste[26]. »

Pour prévenir les infiltrations, les hommes du Teke n'ont en principe aucune relation avec les autres militants du parti. L'organisation est tellement cloisonnée que même son nom est inconnu. Pour les Shanghaïens, elle porte l'appellation funeste de « Poignard de Wu Hao », sans que l'on sache que cela fait référence au nom de guerre de Zhou. Mais la violence avec laquelle les exécutants du Teke assassinent dissidents, réfractaires, déserteurs et adversaires justifie ce surnom. Les hommes de Kang Sheng et de Gu Shunzhang ne se contentent pas d'assassiner un traître ou un mouchard, ils massacrent toute sa famille. Ce en quoi ils ne se distinguent pas vraiment des sbires de Chiang Kai-shek, mais poursuivent une tradition très ancienne en Chine de supplices extrêmement raffinés au cours desquels plus la mort est administrée avec lenteur plus elle inspirera la terreur.

Le joyau de cette organisation communiste, c'est sa deuxième section, consacrée au renseignement et à l'infiltration. Des ramifications nombreuses, exploitant les fameuses *guanxi* – les relations familiales, associatives et provinciales –, se diversifient en utilisant le puissant monde culturel et artistique de Shanghai. Dans cet univers, le Teke constitue une petite armée de messagers, de passeurs, d'indicateurs. Les yeux et les oreilles de Wu Hao s'orientent vers les clubs sportifs d'arts martiaux, les associations culturelles et religieuses, le monde de la musique, du théâtre ou du cinéma, sans oublier les « maisons fleuries » que sont les bordels chinois et les cabarets russes où les *polusky girls* sont parfois blanches de peau, mais rouges de cœur. Obsédé par le monde de l'érotisme chinois du temps des Ming, Kang Sheng fréquente cependant le monde moderne des studios du cinématographe à Shanghai. Il va bientôt y retrouver une amie de jeunesse du

26. Han Suyin, *Le Siècle de Zhou Enlai, le mandarin révolutionnaire,* Stock, 1993. Han Suyin a repris le qualificatif de « mandarin révolutionnaire » de notre livre sur Kang Sheng qu'elle cite aimablement.

Shandong, sans doute un temps sa jeune maîtresse, la starlette de cinéma « Pomme Bleue » (*Lan Ping*), bientôt plus connue sous le nom de Jiang Qing, la future Madame Mao…

Grâce à tous ces fils adroitement tendus, en tissant sa toile d'araignée, le système clandestin du PC se fixe un objectif ambitieux : infiltrer le Kuomintang de Chiang Kai-shek ainsi que les polices étrangères, en utilisant la corruption endémique.

Les espions du Gemo contre-attaquent

On a l'habitude de dire que Chiang Kai-shek est un fin tacticien et un politicien hors pair, supplantant ses rivaux au sein du Kuomintang, mais que c'est un piètre stratège. Il a temporairement gagné la bataille de Shanghai. Mais pourra-t-il conquérir le Nord ? Unifier la Chine aux dépens des communistes ? Gagner la guerre ? Une « guerre prolongée » selon la théorie en gestation de Mao qui va paraître par contraste, au fil du temps, meilleur stratège.

En tout cas, le Generalissimo – ou « Gemo » comme on dit habituellement – a écrasé les communistes à Shanghai et compte bien poursuivre la « réunification » en conquérant le Nord. Pour parvenir à dominer tout le pays, il va s'appuyer sur des maîtres espions aussi farouches et implacables que leurs adversaires. Les plus proches du Gemo sont deux frères, Chen Guo-fu et Chen Li-fu, originaires du Zhejiang comme lui et liés aux gangsters de la Bande verte, qui s'occupent du renseignement politique du Kuomintang et du mouvement des Chemises bleues, troupes de choc inspirées des mouvements fascistes d'Europe[27].

27. Chen Lifu, est chef du département d'organisation du Kuomintang. Ascétique, presque mystique dans sa foi anticommuniste, il bâtit un service de renseignement et de guerre psychologique : le Service d'enquêtes du comité central du Kuomintang (*Zhong Tong*) dont il confie la direction à son cousin, formé en Amérique, tout comme lui, aux arts de la communication radio, Xu Enzeng. Deuxième organisation chapeautée par Chen Lifu, la ligne antibolchevique (dite « AB ») spécialisée dans l'infiltration des maquis rouges dans les campagnes, en créant, grâce à des

Mais le plus puissant des chefs des services secrets du Gemo, c'est Tai Li. Né en 1897, l'année du Coq, il est aussi originaire du Zhejiang, comme Chiang, comme les frères Chen. Semblable à ces derniers, il est orphelin de père et c'est pourquoi, dès 14 ans, il s'est engagé comme soldat au service d'un seigneur de la guerre. Il s'est retrouvé à l'Académie de Huangpu où il a fréquenté les communistes avant de vouloir les exterminer.

Puis il a créé un nouveau service secret, le Bureau d'investigation et de statistiques (*Diaocha Tongzhi*), plus tard réorganisé sous contrôle militaire, devenu le Juntong, mais toujours connu du grand public comme le BIS.

Affidé de la Bande verte et capitaine de la police militaire en 1927, il a lui aussi joué un rôle clef dans l'écrasement des communistes à Shanghai. Affable et courtois, « l'espion à tête d'écureuil » peut aussi faire preuve de grande brutalité. La Chine bruisse des rumeurs détaillant à quels supplices sont assujettis ceux qui tombent entre ses mains, par exemple comment il soumettait ses prisonniers à des overdoses d'héroïne. Toutes choses qui lui valurent à l'étranger le surnom de « Himmler de Chine », en référence au chef de la police secrète nazie. Des rumeurs, amplifiées par la propagande communiste, qui sont pour beaucoup dans le fait que des prisonniers rouges de premier plan ont prononcé leur « soumission » et tourné leur veste, plutôt que de périr dans d'atroces souffrances.

De nos jours, des biographies plus équilibrées paraissent sur les rayons des librairies concernant « l'espion à tête d'écureuil[28] ». Toutefois

---

opérations d'intoxication, des affrontements intercommunistes. Le retournement des prisonniers est particulièrement prisé comme en témoigne un rapport du 2e Bureau français de janvier 1935, sous la plume du colonel Bonavita, attaché militaire à Pékin : « Lorsque les rouges sont pris ou se rendent, on ne les exécute pas, mais on les installe dans des camps de concentration appelés "camps de repentir" et on leur démontre l'erreur qu'ils ont commise. » (Archives du Service historique de l'Armée de Terre).

28. Yu Maochun, *OSS in China, Prelude to Cold War,* Yale University Press, 1996 ; Frederick Jr. Wakeman, *Dai Li and the Chinese Secret Service,* A Philip E. Lilienthal Book *in* Asian Studies.

Tai Li est crédité d'avoir monté un réseau de 100 000 agents dans l'empire du Milieu et mis en place un vaste système étendant ses tentacules bien au-delà de la Chine, grâce à un autre ancien officier de Huangpu, le général Tang Yueh-liang, qui organise le service international, *via* le réseau des attachés militaires. Un système d'influence avec à sa tête Soong May-ling, la femme de Chiang Kai-shek, visant à faire basculer l'Amérique de Roosevelt derrière le Kuomintang. Enfin, Tai Li a beaucoup innové dans le domaine des interceptions de communications. Avec l'aide d'Herbert O. Yardley, un orfèvre américain dans le domaine du chiffrage et du décodage, se monte un service très moderne. Dans les années 1920, c'est en grande partie la capacité des services de Chiang Kai-shek à intercepter les communications des seigneurs de la guerre qui lui a permis de les mettre en déroute. Le seul problème, c'est que ce service extrêmement perfectionné est truffé d'agents communistes.

Chen Geng et l'Hermine rouge de Shanghai

Avec du recul, on doit bien l'admettre : la politique de Staline visant à dissoudre un temps le PCC à l'intérieur du Kuomintang a eu un effet bénéfique pour ce qui concerne l'espionnage. Certains militants ne se sont jamais identifiés comme communistes et sont restés tapis, telles des taupes, dans le labyrinthe des structures nationalistes : les Chemises bleues, le BIS, l'armée nationale, l'agence des communications, etc.

Cette pénétration est gérée par un militant qui dirige la deuxième section, « renseignement secret » du Teke. Il s'appelle Chen Geng. Né dans le Hunan, en 1904, l'année du Dragon, dans une famille de riches propriétaires terriens, il a beaucoup étudié, grâce à son précepteur, la morale de Confucius, à commencer par les vertus de la « piété filiale ». Ce qui ne l'empêche pas de fuguer à 13 ans pour rejoindre les armées républicaines. Un temps cheminot syndicaliste et animateur de grèves, il a rejoint le PCC. Puis apprenti officier, il sort cadet

de la première promotion de l'Académie militaire de Huangpu et, comme il prend part à la campagne militaire dans le Nord, survient un événement qui jouera un rôle essentiel dans sa vie : lors d'une embuscade, il sauve la vie de Chiang Kai-shek, le Gemo…

Héros d'un jour, Chen Geng disparaît pourtant en 1926. Il a été envoyé avec Gu Shunzhang en URSS pour suivre la formation du Guépéou. Retour d'URSS : après avoir participé aux divers soulèvements ratés, il prend la direction du renseignement du Teke à Shanghai sous le nom de « Monsieur Wang ».

Sa toute première mission a consisté à élucider une énigme. Comment le 14 avril 1928 a été arrêté à Gordon Road – et immédiatement fusillé après avoir été remis à la police chinoise – Luo Yinong, ce farouche militant de la première heure qui avait formé l'embryon des services spéciaux ? Grâce aux contacts de Gu Shunzhang dans la police et chez ses anciens amis de la Bande verte, Chen a appris qu'une femme, parlant allemand, avait approché les policiers de la Special Branch en leur proposant de leur livrer des centaines de militants contre une somme considérable. Pour prouver sa bonne foi, elle a indiqué aux hommes de Pat Givens l'adresse de Luo. La traîtresse s'appelle He Zhihua. C'est l'ex-femme de l'ancien seigneur de la guerre converti en général communiste qu'on a vu passer par Paris, Zhu De. Elle avait vécu avec lui en Allemagne, au temps des « étudiants-ouvriers ». Après avoir séjourné en URSS, Dame He avait intégré la direction du parti à Shanghai, au secrétariat d'où elle avait volé des listes d'adhérents. Rompant avec l'idéal communiste, elle espérait vendre ses anciens camarades afin de se constituer un magot et de débuter une nouvelle vie à l'étranger.

La vengeance du « groupe d'extermination des chiens errants » ne se fait pas attendre. Des tueurs débarquent chez la femme infidèle à son parti et, la trouvant au lit avec son nouveau mari, vident sur le couple leurs chargeurs de pistolets Mauser 7.65. Criblée de balles, mais blessée seulement, abandonnant le cadavre de son époux, la veuve germaniste disparaît pour toujours. Cependant, les tueurs de Chen Geng ont récupéré la liste et, surtout, le message se répand et

glace de terreur : le Poignard de Wu Hao jamais ne sommeille. Il ne connaît ni pitié ni remord[29].

Reste que, de toutes les opérations d'infiltration du dispositif de Tai Li, la plus réussie est silencieuse. C'est celle de son service de chiffre et de communications. Le militant chargé de ces missions s'appelle Li Kenong. Attardons-nous un instant sur ce Li, car il deviendra l'un des plus prestigieux dirigeants de l'espionnage chinois.

Li Kenong a l'âme d'un journaliste, derrière ses verres fumés. On le surnomme le « Bouddha souriant ». Il en a déjà l'embonpoint, la bonhomie, les moustaches en plus. Il est né dans la province orientale d'Anhui, l'une des plus pauvres, en 1899, l'année du Sanglier. Dans sa jeunesse, il a effectué un stage en France, dans le cadre du programme « étudiants-ouvriers ». Est-ce à ce moment-là qu'il est devenu l'un des proches de Zhou Enlai ? En tout cas, il deviendra l'œil du « mandarin révolutionnaire » dans le monde des services secrets pendant trente ans[30].

Retour en Chine : en 1926, Li signe des reportages et devient l'éditeur adjoint du *Quotidien national populaire* et apporte son soutien à la campagne nordiste de Chiang Kai-shek. Secrètement militant communiste depuis cette date, en 1928, il a rejoint Shanghai toujours comme journaliste, agissant pour le compte du Teke.

---

29. C'est John Byron et Robert Pack (*The Claws of the Dragon, op. cit)* qui ont reconstitué cette anecdote. J'ai trouvé le détail de l'arrestation de Luo Yinong dans les archives de la police de Shanghai, Dossier 205, 30 avril 1928, « Lou-Ye-Nong » est présenté comme un « membre très important du contre-espionnage du PCC » [...] « C'est une grave perte pour le PCC », précise l'inspecteur chargé du rapport). Par ailleurs Byron et Pack racontent cette anecdote incroyable : en 1983, la Sécurité publique chinoise a exécuté le fils de Mme He, dans le cadre d'une campagne contre la criminalité... En Chine aussi, la vengeance est un plat qui se mange froid !

30. Il existe désormais beaucoup plus d'informations concernant Li Kenong en provenance de Chine populaire que quand nous avons publié notre biographie de Kang Sheng en 1987. Cela n'infirme pas ce que nous écrivions à l'époque, mais l'enrichit considérablement. On notera notamment la biographie de Kai Cheng, *Li Kenong-Zhonggong Yinbi Zhanxiande Zhaoyue Lingdaoren,* (Li Kenong, la bataille sur le front caché d'un dirigeant remarquable), Maison d'édition des amitiés chinoises, Pékin, 1996.

Les lettres et les chiffres. Li Kenong a réussi à se retrouver chiffreur personnel de Chiang Kai-shek ! C'est en effet comme expert en cryptographie qu'il a pu entrer à l'état-major de l'armée nationaliste et communiquer à Wu Hao ou à Kang Sheng les copies de messages télégraphiés qui s'empilent sur son bureau. De plus, il opère en réseau avec Qian Zhuangfei, autre taupe rouge qui a réussi à devenir le secrétaire de Xu Enzeng, le chef du Bureau d'enquêtes du comité central du Kuomintang.

Enfin, Nie Rongzhen, cet ancien de l'équipée parisienne, spécialiste de la TSF, a été chargé d'organiser le parc de radios clandestines à Hong Kong. En mai 1930, il arrive à Shanghai, lui aussi sous couverture de journalisme, et rejoint le bureau de Chen Geng, comme il l'explique dans ses Mémoires.

« À part moi, ceux qui étaient chargés de ce travail spécifique étaient Chen Geng, Li Qiang et d'autres… La vie était très tendue et excitante. Nous avions envoyé des camarades très compétents dans les départements clefs de l'ennemi tels Li Kenong, Qian Zhuangfei et Hu Di. Grâce à leur aide, nous avions, en temps réel, des informations sur les organisations et sur les camarades qui avaient été découverts par l'ennemi. Parfois nous avions même des informations appropriées sur les mouvements de troupes de Chiang Kai-shek qui allaient nous attaquer…[31] »

Autre volet du rôle de « Monsieur Wang » *alias* Chen Geng, c'est d'assister, avec sa section de renseignement, sur le plan logistique, des opérationnels envoyés par Moscou. Une mission qui semble contraire aux règles de sécurité en usage mais imposée par le Komintern, pour établir son Bureau d'Extrême-Orient, ou encore guider des kominterniens attachés au GRU et envoyés en mission par le général Berzine, tel Jean Cremet et Richard Sorge en janvier 1930. Comme en témoignent les rapports envoyés par Cremet au centre, ce dernier est chargé d'aider Hô Chi Minh à créer son Parti communiste indochinois à Hong Kong et Macao. En même temps on lui demande de convaincre

31. *Inside the Red Star, The Memoirs of Marshal Nie Rongzhen,* New World Press, Pékin, 1984.

Chen Duxiu, l'ancien chef du Parti communiste chinois qui a rompu avec le mouvement en 1927, de retourner au bercail, d'aller voir Staline à Moscou, ce qui risque fort d'être un piège fatal, compte tenu des accointances du vieux Chen avec Trotsky... Sous la couverture d'un riche négociant belge nommé René Dillen, le kominternien breton est aussi désigné pour procéder à l'achat d'armes, et les convoyer ensuite à bord d'une jonque aux maquis du Guangxi que Deng Xiaoping, le « Petit Joufflu », l'ancien camarade de Paris, a organisés dans cette patrie des Hakkas. C'est à ce moment que « l'Hermine rouge de Shanghai », comme on surnomme aussi ce communiste français hors du commun, a disparu corps et bien, lors d'une tempête[32].

« Il a été attiré par le fond, dans le royaume du roi Dragon », dit-on en chinois. Il s'est noyé en haute mer. À Moscou, on fulmine : qu'est-il arrivé au Breton ? On envoie un second militant français, Joseph Ducroux, familier de l'Asie pour le retrouver... Pendant ce temps, l'Allemand Richard Sorge est un peu plus chanceux. Du moins, pour l'heure. À Shanghai, il organise avec succès un nouveau poste de renseignement soviétique. Puis il s'en ira vers son destin : espionner le Japon où il sera capturé et pendu en 1944, non sans avoir averti Staline, trois ans plus tôt, qu'Hitler allait envahir l'URSS...

La trahison du « magicien Gu »

Joseph Ducroux a fait chou blanc dans son enquête pour retrouver ce camarade avec lequel il avait travaillé autrefois en France dans la section des affaires coloniales du PCF. À la question « As-tu vu Cremet ? », les différents responsables consultés, indochinois comme chinois, ne savent que répondre. Il a bel et bien disparu.

Dans les années 1950, Ducroux notera dans des Mémoires, restés à l'état de manuscrit, comment s'est déroulée la traque au mort vivant du

32. Pour savoir ce qui est vraiment arrivé à Jean Cremet, qui a survécu à ces aventures et vécu une deuxième vie tout aussi étonnante, voir notre livre, écrit avec Rémi Kauffer, *L'Hermine rouge de Shanghai,* Les Portes du large, Rennes, 2006.

Komintern : « Quand, venant de Paris en route pour l'Extrême-Orient, je m'arrêtais à Moscou en février 1931, je fus logé dans une maison particulière de cette ville, où seul Abramov [le responsable de l'OMS] lui-même et une camarade française venaient me visiter. Je n'eus ainsi aucun contact direct avec l'IC [Internationale communiste]. C'est au cours de l'un des entretiens que j'eus avec Abramov que ce dernier me confia que l'IC était sans nouvelles de Cremet, parti à l'automne 1929, depuis déjà assez longtemps. Il m'indiqua le nom, que j'ai oublié, sous lequel il avait voyagé. Il avait été en possession d'un passeport belge. Abramov me demanda de me renseigner dans les hôtels de Shanghai et de Hong Kong et de voir si je pouvais retrouver des traces de son passage. Ce que je fis, avec beaucoup de difficultés et sans succès dans ces deux villes. Je ne pouvais, bien entendu, visiter tous les hôtels, fort nombreux, de ces deux grands ports internationaux. Ceux où je pus me renseigner ne comportaient aucune trace de la personne belge dont j'avais le nom. Et je n'eus jamais aucune autre nouvelle de Cremet [33]. »

Dépité, Ducroux poursuit son périple et se rend à Singapour où il est chargé d'aider le « Parti communiste des mers du Sud » (Malaisie, Indes néerlandaises, Birmanie). Autrement dit, de reprendre la mission de l'Hermine rouge. Il s'installe le 27 avril 1931 au célèbre *Raffles Hotel* sous le nom de Serge Lefranc. Mais sait-il ce qui s'est passé à Shanghai depuis qu'il y a transité ? Un énorme coup de bambou s'est abattu sur le Teke et le PCC risque de ne pas relever la tête. En un mot comme en mille : Gu Shunzhang a fait défection !

Comment est-ce possible ? Le 25 avril 1931, après avoir acheminé des dirigeants hors de Shanghai, le « magicien » s'est rendu à Wuhan pour y pratiquer comme à son habitude des tours de prestidigitation servant de couverture à ses missions. Or un indicateur, ancien du PC, le reconnaît dans la rue au milieu d'une ribambelle d'enfants de tous les âges et alerte les gens du Kuomintang. Ceux-ci se jettent sur Gu, s'en emparent, et le chef local de leurs services secrets envoie des

33. Mémoires inédits sur Jean Cremet, communiqués aux auteurs de *L'Hermine rouge de Shanghai*, en janvier 1989, par sa fille, Mme Frontisi-Ducroux.

télégrammes à Nankin pour annoncer la formidable nouvelle. Leur pire ennemi, le chef des escadrons rouges est fait comme un rat ! Mais Xu Enzeng, le chef du service nationaliste, est juste parti en ville faire la nouba dans les cabarets avec la sœur de sa maîtresse. Ce qui donne à Qian Zhuangfei, le responsable des codes, mais surtout taupe rouge au QG du Kuomintang, le temps d'avertir l'autre infiltré de poids au Bureau central des télégraphes de Shanghai, Li Kenong. Le Bouddha souriant alerte à son tour Chen Geng, le chef de la deuxième section. Dans les heures qui suivent, Zhou Enlai, Kang Sheng, Chen Yun (nouvel adjoint de Kang), Li Qiang (chef du parc des radios), Xiang Zhongfa organisent le changement de domicile de quelque 500 militants ! Et ils ordonnent à Li Kenong et à Chen Geng de se mettre au vert…

Autre agent spécial, Nie Rongzhen se trouve comme toujours aux premières loges, et il raconte : « Nous avons eu de la chance d'avoir le camarade Qian Zhuangfei au cœur du bureau des agents spéciaux de Nankin qui nous a aidé à éviter un plus grand désastre. Qian était vraiment un homme intelligent et très capable qui, apprenant que Gu était devenu un transfuge, se rendit à Shanghai pour avertir le Comité central de cette situation d'urgence. Je me suis rendu immédiatement chez le camarade Zhou Enlai, mais il n'était pas là. J'ai annoncé la nouvelle à notre sœur Deng [Yingchao, l'épouse de Zhou] et lui dit de déguerpir. Dans de telles circonstances, nous devions agir avant l'ennemi. Enlai en personne s'occupa de ce travail. Tous les bureaux du Comité central et les camarades dirigeants que Gu avait connus furent déménagés, et déplacés dans d'autres zones. Tous les liens avec Gu avaient été coupés. Cela nous prit seulement deux jours pour tout mener à bien en s'activant jour et nuit[34]. »

34. Nie Rongzhen, *Inside the Red Star, op. cit.*, Nie assure que la section spéciale a eu le temps de visiter le logement de Gu Shunzhang et qu'ils ont découvert une lettre adressée à Chiang Kai-shek disant qu'il voulait changer de camp. À mon avis, c'est une reconstruction après coup pour noircir le personnage mais que rien d'autre ne vient confirmer.

Zhou et ses compagnons ont bien fait. Gu Shunzhang fait allégeance aux services de Chen Lifu et Xu Enzeng, les maîtres espions nationalistes. Au surplus, il accepte de diriger une section spéciale anticommuniste et de rédiger un manuel technique pour lutter contre les services secrets rouges. Dans les heures qui suivent, des rafles indiquent que le « magicien » a livré tout ce qu'il savait sur l'appareil clandestin du PC. Malgré les dispositions prises par ce dernier, des arrestations se produisent dans de nombreuses villes. Le 21 juin, Xiang Zhongfa, le secrétaire général du parti depuis le congrès de Moscou, mal caché dans une joaillerie de l'avenue Joffre avec sa maîtresse, une danseuse de cabaret, est capturé. Il propose aussi de retourner sa veste, de servir le Kuomintang, mais on le fusille avant qu'un contre-ordre le graciant, signé Chiang Kai-shek, ne parvienne à ses geôliers…[35]

Pour organiser la riposte, Zhou Enlai redistribue les rôles. Un groupe de cinq militants restructure les services spéciaux : Kang Sheng, le plus puissant désormais, s'entoure de quatre hommes trempés comme l'acier car formés en URSS : Chen Yun, Guang Huian, Ke Qingshi et Pan Hannian.

« Je me souviens de cette période où j'ai connu Kang Sheng » nous raconte un demi-siècle plus tard à Taiwan, l'un des protagonistes, Guan Shuzi, plus tard passé lui aussi au Kuomintang. « Je revenais de l'université Sun Yat-sen de Moscou. À Shanghai, je me cachais dans l'hôtel *Normandie*. C'est dans un appartement clandestin que j'ai rencontré Maître Kang pour une mission. Un homme affable et distingué mais qui fumait cigarette sur cigarette. Nous avons dû nous occuper d'un autre problème important pour Moscou : à son tour, Hilaire Noulens, le chef du bureau Extrême-Orient du Komintern a été arrêté. J'avais vu Noulens peu avant : il avait le plus gros trousseau de clefs qu'il ne m'a jamais été donné de voir, pour tous les appartements secrets dont il avait la charge…[36] »

35. Précision de Byron et Pack, *The Claw of the Dragon, op. cit.*
36. Interview du professeur Guan Shuzi, à Taipei.

En effet, au moment où l'on exécute le secrétaire général du parti, Moscou connaît un nouvel échec cinglant suite à l'affaire Gu Shunzhang. Le 15 juin, le nommé Hilaire Noulens et son épouse sont arrêtés à Shanghai comme représentants du Komintern. Ces deux agents, condamnés à la prison, sont muets comme des carpes. Il faudra attendre 1991, et la chute du communisme en URSS, pour que leur fils révèle leurs noms réels : Yakov Roudnik et Tatiana Moïsseenko. Mais grâce à leurs archives, déchiffrées par la police, des dizaines d'agents occidentaux sont repérés à Shanghai. Beaucoup s'enfuient en URSS. Bizarrement, le plus célèbre des espions, Richard Sorge, qui a été repéré à cette occasion, est surveillé mais sans qu'on ne l'arrête…

Un doute subsiste toutefois : entre-temps le 1er juin 1931, à Singapour, c'est le Français Joseph Ducroux, *alias* « Lefranc », qui a été arrêté à son tour. Or la Special Branch britannique a trouvé dans son carnet mal crypté l'adresse d'une boîte postale à Shanghai : HILANOUL BP 208. La question se pose, Ducroux est-il responsable de la chute du bureau Komintern dans le « Paris de l'Orient » ? Ou bien celui-ci a-t-il été dénoncé par Gu Shunzhang, les policiers britanniques ayant attendu d'avoir arrêté l'émissaire français de Singapour avant de donner un coup de pied dans la fourmilière à Shanghai ? Le 6 juin, nouveau revers : le Vietnamien Nguyên Ai Quôc (Hô Chi Minh) est arrêté dans un quartier de Kowloon à Hong Kong. Ducroux l'avait rencontré avant de partir sur les terres malaises, mais ses coordonnées figuraient aussi dans les archives d'Hilaire Noulens, dûment épluchées par les limiers de Pat Givens, l'Irlandais de la police britannique à Shanghai[37]. Or la police coloniale de Sa Majesté britannique travaille en triangle : Shanghai-Singapour-Hong Kong…

37. J'ai longuement épluché les archives de l'affaire Noulens, dans lesquelles Hô Chi Minh figure notamment sous son pseudo « Fernand » (ARCH DMP). Voir aussi : Dennis J. Duncanson, *Ho Chi Minh in Hongkong 1931-32 The China Quarterly,* janvier-mars 1974 et Sophie Quinn-Judge, *Ho Chi Minh, The Missing Years, 1919-1941,* University of California Press, Berkeley, Los Angeles, 2002.

Pour Kang Sheng, la chute du magicien Gu a du bon. Il étend son royaume, en prenant directement sous son contrôle la quatrième section chargée des codes et communications. De même, avec le feu vert de Zhou Enlai, il a chargé Guang Huian *alias* « Petit Shandong », le nouveau chef de la troisième section de relancer les exécutions avec un trio de femmes : son épouse et deux « bonnes à tout faire » cantonnaises. La vengeance des « escadrons rouges » est terrible. Le poignard de Wu Hao frappe fort. Toute la famille de Gu est enterrée vivante. Un assassinat dont témoignera un télégramme des services français : « Trahison de Gu Shunzhang, toute sa famille assassinée, affaire révélée par l'arrestation de Wang Liao De Zi, complice de Zhou Enlai. Wang relata l'assassinat de juin 1931 où 11 personnes ont trouvé la mort. Les cadavres récupérés à l'angle du 37 de la cité Ai Dang-li et de la rue Prosper-Paris et au 33 de la même cité de la concession française, et dans la concession internationale, au n° 6 du passage Sien Teh Feung[38]. »

Dans les deux années qui vont suivre se poursuit avec plus de férocité la bataille de Shanghai pour la suprématie sur la ville. Une bataille entre les services spéciaux du Kuomintang et ceux du PCC qui, décrite par le menu, nécessiterait des volumes entiers[39]. Elle préfigure les règlements de comptes qui aboutiront à la suprématie communiste en 1949 dans le « Paris de l'Orient », et plus généralement sur l'ensemble de la Chine.

Le 7 janvier 1933, selon la Sûreté française, se tient « une réunion de cadres communistes à Zao-ka-dou. On y décide la réorganisation du Guépéou [chinois] : organisation d'un groupe d'enquête pour se renseigner sur les traîtres du parti ; organisation de piquets pour

38. Dépêche n° 159 relayée par le consulat de France, en date du 26 novembre 1931 (MAE), qui évoque aussi l'affaire Noulens et l'affaire du kominternien Joseph Ducroux, arrêté à Singapour.

39. Outre notre livre *Kang Sheng et les services secrets* (Robert Laffont) sur ces épisodes, je m'appuie directement sur les archives et sur de nouveaux livres parus en Chine, par exemple : Hao Zaijin, *La bataille secrète chinoise, La vérité sur le travail de renseignement et de protection du PCC*, [*Zhongguo mimi zhan – zhonggong qingbao, baowei gongzuo jizhi*] Zuojia Chubanshe, Pékin, 2004.

défendre les membres actifs du parti ; organisation d'un "groupe d'extermination des chiens errants" pour tuer les traîtres. »

Ces décisions témoignent bien des problèmes d'infiltration dont souffre à nouveau le Parti communiste clandestin. Ce dont témoigne, deux mois plus tard, l'arrestation de l'ancien chef de la deuxième section, pourtant mis au vert et caché un moment chez le grand écrivain Lu Xun : c'est Chen Geng présenté par les Français comme le « chef du deuxième département du Guépéou », mais en réalité remplacé depuis deux ans par un autre agent exceptionnel, Pan Hannian. Arrêté dans Peking Road le 24 mars, Chen est jugé une semaine plus tard et livré à la police chinoise… « Monsieur Wang » est si important aux yeux des gens du Kuomintang qu'il est transféré à Nanchang, où il sera interrogé par Chiang Kai-shek en personne ! Mais à l'issue de l'entretien, le chef nationaliste, se souvenant que Chen lui avait autrefois sauvé la vie dans les batailles du Nord, décide de relâcher son prisonnier en lui demandant toutefois de négocier le ralliement de « généraux rouges » à son camp.

En mai, Chen Geng « s'évade » officiellement et rejoint la zone des soviets du Jiangxi. Cependant il est resté communiste et deviendra bientôt le responsable des cadres de la Commission militaire au cours de la Longue Marche emmenée par Mao.

Six mois plus tard, un rapport réalisé par le nouveau chef de la police française, Louis Fabre (car son prédécesseur Fiori a finalement été démis de ses fonctions pour corruption et connivence avec la Bande verte), apporte du nouveau à propos de Gu Shunzhang, désormais chef d'une police spéciale anticommuniste…

On apprend dans ce rapport le détail de l'organisation d'élite des Chemises bleues dirigées par les frères Chen Guofu et Chen Lifu, regroupant 3 000 hommes. Et surtout l'organigramme de leurs services spéciaux :

« 1 – Un service de renseignement : a) section de renseignement militaire (Wang Pai-ling) ; b) section de renseignement secret (Kou Chien-chung, Comité central du Kuomintang) ;

2 – Un département exécutif (Gu Shunzhang), chargé des actions terroristes et qui recrute notamment chez les anciens cadets de l'Académie Huangpu). Organisé en cellules secrètes (Shanghai, Hong Kong, Canton, Pékin). »

Sur la liste noire des gens à abattre figure en première ligne le nommé Zhao Rong, autrement dit… Kang Sheng !

Un Kang Sheng qui a tenu à bout de bras les services spéciaux urbains dans Shanghai, mais pour qui il est temps de prendre du champ. Zhou Enlai a rejoint Mao. Kang Sheng, le « maître des ombres », rejoint Staline à Moscou.

Kang Sheng à Moscou

Début 1933, voici donc Kang Sheng à Moscou où il est attaché à la direction du Komintern. La révolution bat de l'aile en Europe avec l'accession de Hitler au pouvoir. Il faut la relancer en Asie. L'enfant du Shandong vient se former aux nouvelles méthodes soviétiques de sécurité et d'espionnage d'État. Mais cela ne l'empêche pas de se livrer à des activités d'agit-prop, comme on appelle à l'époque la propagande. Agit-prop, désinformation, intoxication sont des armes tout aussi pertinentes que la collecte du renseignement.

Fin 1933, le dirigeant chinois publie un article dans la revue du Komintern sous le titre : « La 6e campagne du Kuomintang et la victoire de l'Armée rouge chinoise ». S'agit-il d'une simple analyse destinée à provoquer la solidarité des prolétaires de tous les pays pour la révolution chinoise ? Ou plutôt une argumentation pour obtenir de Staline et de ses stratèges le soutien pour des chefs qui ont renoncé à organiser des soulèvements urbains au profit de la guérilla rurale ? À commencer par ce nouveau seigneur de la guerre rouge qui dirige des paysans armés, Mao Zedong ?

L'année suivante, Kang Sheng rédige même un petit livre avec son camarade Wang Ming, cet autre chinois attaché à la direction du Komintern qu'on destine, une fois formé à la mode russe, à devenir

le prochain secrétaire général du parti chinois. En tout cas, ce texte, *La Chine révolutionnaire d'aujourd'hui,* est diffusé en de nombreuses langues par l'appareil de propagande du Komintern que dirige Willi Münzenberg[40].

Cependant, ce qu'on attend de Kang Sheng, c'est qu'il copie avec assiduité les nouvelles méthodes. Les techniques de la police secrète soviétique, voilà ce qu'il faut à un puissant mouvement chinois. Kang Sheng ne peut qu'applaudir ce qu'écrivait André Malraux deux ans plus tôt : « L'Internationale n'eut pas le choix... Son objectif était de donner au prolétariat chinois, le plus vite possible, la conscience de classe dont il avait besoin pour tenter la prise du pouvoir... Je dois constater qu'un service secret à la russe plus fort eût été une solution possible[41]. »

Le fils du Shandong se concentre sur la surveillance des étudiants chinois de l'université des travailleurs d'Orient, la KUTVA et de l'École Sun Yat-sen. Il traque, ainsi qu'on le lui demande, les « trotskystes », ceux qui ont sympathisé avec les vues du dirigeant historique du PCC, Chen Duxiu[42]. Mais surtout, Maître Kang se fond dans le moule. Il baigne dans cette forme de paranoïa collective instaurée par Staline qui va durablement marquer la Chine.

En 1935, le grand inquisiteur chinois a même failli priver le monde d'un des grands dirigeants communistes : Hô Chi Minh ! En effet, Kang Sheng a fait partie de la commission d'enquête sur les erreurs commises suite à la destruction des réseaux à Hong Kong, Shanghai et Singapour en 1931. La troïka chargée d'étudier le dossier du Vietnamien est composée de Dimitri Manouilsky, patron

40. Publié en 1934, à Paris par le CDLP, à New York par les Workers Library Publishers, à Moscou, etc.

41. *La Nouvelle Revue française,* avril 1931.

42. Kang Sheng dénonce d'autant plus les trotskystes et avec d'autant plus de férocité qu'on lui a prêté au début de son séjour, de furtives sympathies pour l'opposition de gauche et pour ce Léon Trotsky qui d'ici quatre ans aura été assassiné dans son exil mexicain par le NKVD. Voir R. Faligot, R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets, op. cit.*

technique de l'Internationale, de Vera Vassilieva, la responsable de la section Indochine et de Kang Sheng. Manouilsky reste neutre dans cette affaire, d'autant qu'on pouvait lui tenir rigueur d'avoir envoyé les deux Français impliqués dans cette débâcle, Cremet et Ducroux. À Nguyên Ai Quôc, on peut aussi reprocher son amitié pour Borodine, l'ancien émissaire du Komintern en Chine désormais purgé… Ou son évasion des geôles britanniques de Hong Kong en 1932. Ne serait-il pas devenu un agent de l'Intelligence Service ? Cela se voit, Kang Sheng déteste le Vietnamien, et il faut toute la diplomatie de la camarade Vassilieva, plaidant que son arrestation fut le fruit de son inexpérience, pour le sauver *in extremis*[43].

Entre-temps est survenu l'assassinat du rival de Staline, Sergueï Kirov, à Leningrad, le 1er décembre 1934. C'est le prélude aux grands procès de Moscou. Kang Sheng redouble d'ardeur : on le laisse se livrer à une purge dévastatrice dans les rangs des communistes d'Asie en exil à Moscou. Dans sa chambre de l'hôtel *Lux*, où il vit avec sa femme Cao Yi'ou et sa maîtresse, Su Mei – la sœur de la première –, Kang crée même un petit Guépéou à sa façon, le « Bureau pour l'élimination des contre-révolutionnaires ». Des centaines de jeunes Chinois qui croyaient au communisme sont ainsi dénoncés, envoyés au Goulag ou abattus d'une balle dans la nuque par les hommes de Lavrenti Beria, le chef du nouveau NKVD. Parmi eux, sans doute jugé « trotskyste », Xin Ouyang, ancien responsable du 2e Bureau du Teke de Shanghai que dirigeait naguère Kang Sheng…

Sans conteste, les procès de Moscou inspireront au Chinois les grandes purges auxquelles il présidera, avec le feu vert de Mao, à Yan'an en 1942… En ce milieu des années 1930, Kang Sheng est véritablement intégré au dispositif de la police secrète de Staline.

---

43. Sophie Quinn-Judge, *Ho Chi Minh : the Missing Years, 1919-1941*, University of California Press, 2002 ; Robert Turner & Victor Usov, *Kang Sheng – Chinese Beria in Far Eastern Affairs*, n° 4, 1991. William J. Duiker, *Ho Chi Minh, A Life*, Hyperion, New York, 2000.

C'est dire qu'on lui fait confiance. Il est notamment chargé de surveiller un hôte embarrassant : « Nicolas Elizarov ». Il s'agit en réalité de Chiang Ching-kuo, le fils du chef nationaliste Chiang Kai-shek, qui avait été envoyé en 1925 étudier à Moscou, à l'époque où l'URSS soutenait le Kuomintang. Le conflit sanglant entre ce dernier et le Parti communiste en 1927 en avait fait un otage plus qu'un hôte. Même si on l'a forcé à écrire un tract dénonçant son père, ce Chinois fourbe et cruel de Chiang Kai-shek... Mais Staline ménage tout de même le père et le fils : tout indique qu'il faudra un jour prochain renouer l'alliance avec le Generalissimo face aux Japonais... De sorte qu'à la mi-avril 1937, le jeune Chiang sera renvoyé en Chine avec sa blonde épouse russe dont le nom – Faïna Epatcheva Vakhreva – restera un secret d'État jusqu'à une époque récente.

Le fils Chiang reparti, voici qu'arrivent deux autres fistons de marque : les fils Mao ! Deux mois plus tôt, Kang Sheng a été envoyé en France pour une nouvelle mission délicate. Ce n'est pas la première fois qu'il s'y rend. Il est resté plusieurs mois en 1936, dans le Paris du Front populaire avant de se rendre, en tant que délégué du Komintern, inspecter des brigades internationales qui se forment pour combattre au nom de la République espagnole[44].

Mais cette fois, à l'hiver 1936-1937, il va donc chercher deux « émigrés clandestins », Anying et Anching, les fils que Mao a eu, dans les années 1920 avec sa deuxième épouse, Yang Kaihui[45]. Pour Staline, il s'agit d'un nouveau tour de passe-passe dont il a le secret : tenir en laisse les dirigeants chinois, en retenant comme pièce maîtresse des membres de leur famille. L'ennui, c'est que si Chiang Kai-shek a toujours éprouvé pour son fils une réelle affection, Mao Zedong semble avoir été beaucoup moins attentif à ses rejetons...

---

44. Sur la présence de Kang Sheng à Paris, voir les témoignages de maoïstes français dans le chapitre 3 « Mai 68 et le petit Komintern de Kang Sheng ». Ces témoignages ont été confirmés depuis par les archives russes (voir Byron et Pack, *The Claw of the Dragon, op. cit.*).

45. Selon Jung Chang et Jon Halliday, ils avaient dû attendre un visa russe pendant des mois dans la capitale française, *Mao, l'Histoire inconnue,* Gallimard, 2006.

Il est vrai qu'il a dirigé entre-temps sa Longue Marche, d'octobre 1934 à octobre 1935, ce retrait stratégique de 12 000 kilomètres face à l'armée du Kuomintang. C'est un exode d'une armée de 120 000 partisans encadrés de Hakkas, dont il ne restera plus que 20 000 éléments à l'arrivée au fin fond de la Chine. Dans le Shaanxi, à Yan'an, s'est installé un véritable embryon d'État communiste. En janvier 1935 s'est tenue l'importante conférence de Zunyi au cours de laquelle Mao a réussi à prendre le pouvoir au sein du Parti communiste et à se distancer des thèses soviétiques sur la façon de conduire la guerre révolutionnaire : l'insurrection urbaine n'a mené qu'à l'échec. Le fer de lance de la révolution, c'est la paysannerie.

Zhou Enlai a rallié Mao et va s'occuper de sa diplomatie. Plusieurs de ses généraux nous sont familiers, les Zhu De, les Chen Yi, les Ye Jianying qui entouraient Zhou en Europe ont joué un rôle important, tout comme Chen Geng l'ex-chef du renseignement à Shanghai. Ne manque à cet État en gestation qu'un chef de services secrets à poigne, doublé d'un ministre de l'Intérieur implacable. Staline va leur envoyer Kang Sheng, suivi de quelques conseillers russes du Komintern. Pour préparer la conquête finale et l'avènement de ce qu'il faut bien appeler, du point de vue de Kang Sheng, l'État espion chinois. Et, fait remarquable, utiliser les méthodes apprises à Moscou pour se débarrasser à terme des Soviétiques et de leurs partisans au sein des services secrets de Mao…

Chapitre 2

Les services secrets de Mao

Le 1er novembre 1995 se déroule à Pékin une célébration discrète et émouvante pour les participants. Igor Rogatchev, sinologue de renom, ambassadeur de la Fédération de Russie en Chine, décerne, de la part du président Boris Eltsine, à un agent secret chinois, la plus haute distinction concernant la défense de l'URSS... À double titre posthume : le Chinois est mort – il aurait eu 100 ans puisque né en 1895 ! – et ladite Union soviétique n'existe plus. À cette date, elle a été dissoute à l'instigation du même Eltsine. Cependant les ex-Soviétiques n'ont pas oublié ceux qui ont œuvré pour la victoire de l'URSS sur le IIIe Reich, au cours de la « grande guerre patriotique ». Et c'est une bonne occasion de rehausser l'amitié sino-russe retrouvée.

Cet agent secret du nom de Yan Baohang a vraiment rendu d'immenses services : en mai 1941, il a fait prévenir le Kremlin de l'attaque imminente de Hitler contre l'URSS. Puis, quatre ans plus tard, il a si bien espionné l'armée japonaise qu'il a permis à Staline de lancer sa guerre éclair de dernière heure contre les Nippons.

La larme à l'œil, son fils, Yan Mingfu, reçoit la médaille. Yan junior a été lui-même chef d'un important service de renseignement politique, le « Département chargé du travail de front uni » (*Tongzhan Gongzuo Bu*) jusqu'à juin 1989, date à laquelle il en a été écarté pour avoir sympathisé avec les étudiants qui manifestaient pour la démocratie sur la place Tiananmen. Aujourd'hui, il préside une ONG qui fait dans le « charity business ». Homme de conviction, Yan Mingfu

est fier d'un père dont il a perpétué la tradition professionnelle dans le renseignement. Né comme lui en Mandchourie, il n'avait que 10 ans, en 1941, lorsque son avocat de père, secrètement communiste, frayait dans l'entourage de Soong May-ling, la femme de Chiang Kai-shek, et dans celui du général nationaliste Zhang Xueliang, qui avait la particularité, bien que membre éminent du Kuomintang, d'avoir kidnappé Chiang en décembre 1936 pour l'obliger à faire alliance avec le PCC contre les Japonais. En effet, sous la double influence des Russes, puis bientôt des Américains, nationalistes et communistes ont scellé une nouvelle alliance pour combattre l'armée de Hiro-Hito qui a envahi le pays après avoir déclenché en août l'attaque sur Shanghai.

Moscou crache au bassinet en offrant quelque 450 millions de dollars à Chiang Kai-shek entre l'automne 1937 et novembre 1940. En contrepartie, l'Armée rouge chinoise est réorganisée, sous le commandement de la Commission des affaires militaires du Kuomintang : la « 8e armée de route » combat au nord-ouest tandis que la « nouvelle 4e armée » opère au sud du fleuve Bleu, le Yangzi.

C'est pourquoi, au printemps 1941, Zhou Enlai, le « mandarin révolutionnaire », se trouve à Chongqing, la capitale de la « Chine unie » en guerre contre le Japon. Maître de la diplomatie communiste naissante, Zhou a chargé Yan Baohang de récolter le maximum d'informations dans l'entourage des nationalistes qu'il fréquente. « Mon père avait établi des contacts de très haut niveau, expliquera Yan Mingfu en 2005, ayant encore attendu dix ans après la cérémonie avant de révéler l'affaire –, à commencer par des gens importants dans le gouvernement, parmi lesquels Mme Chiang Kai-shek ou Sun Ke, le fils du Dr Sun Yat-sen, et bien d'autres…[1] »

L'espionnage mondain n'est pas qu'un aimable « pince-fesses ». Les cocktails diplomatiques offrent une occasion d'échanger, au

1. Entretien de Yan Mingfu publié par l'agence de presse Chine nouvelle (Xinhua), *Chinese Intelligence Agent Contributes to WWII Victory*, le 4 mai 2005.

milieu de banalités, quelques informations pointues. Ainsi, un beau jour de mai 1941, Yan est invité à un dîner organisé en l'honneur de l'attaché militaire allemand (puisque le Reich n'a pas déclaré la guerre à la Chine). C'est alors qu'il surprend une conversation indiquant qu'Adolf Hitler prévoit de lancer l'opération Barbarossa aux alentours du 20 juin. Il a entendu Sun Ke parler de cette attaque éclair et a pu s'en faire discrètement confirmer l'information.

Sans tarder, l'avocat espion rapporte la chose à Zhou Enlai qui, à son tour, envoie un télégramme chiffré au quartier général communiste de Yan'an dirigé par Mao Zedong. De là, l'information transite par le canal habituel du Komintern, c'est-à-dire le correspondant permanent soviétique auprès de Mao. C'est ainsi, selon les Chinois, que Staline a pu établir des préparatifs qui auraient empêché un désastre encore plus grand que ce qui s'est produit à l'été 1941. Et ce n'est pas tout : Yan Baohang ne dort pas sur ses lauriers. Quatre ans plus tard, c'est Chen Geng, l'ancien chef du service spécial à Shanghai en 1931, devenu patron du département politique du Comité militaire de l'Armée rouge, qui demande à Yan de se procurer des informations sur l'armée japonaise de Kwantung, au nord-est, afin de savoir si elle risque d'attaquer l'URSS prochainement avec ses troupes d'élite. Et Maître Yan de se procurer des dossiers d'une extrême précision : déploiement des troupes, plans de défense, type d'armement, description des effectifs et unités, biographie des officiers généraux...

Joseph Staline peut lui être reconnaissant : grâce à ces informations, en août 1945, ses troupes vont écraser l'armée du Mikado. Le 8 août, tandis que les Américains ont largué la première bombe atomique sur Hiroshima et s'apprêtent à lancer la seconde sur Nagasaki, l'URSS entre en guerre contre le Japon. Quatre-vingt divisions soviétiques, fortes d'un demi-million d'hommes soutenus par une artillerie de 26 000 pièces, 3 700 chars et 500 avions taillent en pièces l'armée du Kwantung dirigée par le général Yamada Otozô. Les Soviétiques viennent de se venger de la guerre russo-japonaise de

1905 quand, pour la première fois dans l'histoire, des Jaunes ont battu des Blancs[2]. Mais avec l'aide d'espions chinois...

Moscou peut remercier plutôt deux fois qu'une les services spéciaux du Parti communiste chinois. En outre, cette anecdote révèle deux faits importants : en premier lieu, les communistes chinois continuent de travailler étroitement avec le Komintern et les services soviétiques ; en second lieu, Zhou Enlai, au moment de la capitulation du Japon, a réussi à conserver le contrôle des renseignements extérieurs, politiques et diplomatiques du PCC. Même si, à la demande de Mao, il a dû abandonner à Kang Sheng les services de police du parti, de contre-espionnage et de répression interne. Un choix malheureux qui a presque mené à l'autodestruction du parti...

Kang Sheng forge la police secrète

Le 29 novembre 1937, c'est l'effervescence dans la ville fortifiée de Yan'an, le quartier général de Mao Zedong. On n'y voit jamais d'avion. Or, un bombardier Tupolev TB3 atterrit sur une piste improvisée et glacée avec à son bord, Kang Sheng, le grand inquisiteur chinois de Moscou, Wang Ming, le secrétaire général que les Russes veulent imposer au PCC, ainsi que deux spécialistes du renseignement chinois que nous retrouverons un jour ministres de la

2. On voit bien l'usage qui a été fait des renseignements de Yan Haobang en 1945. C'est plus problématique pour ceux de 1941, car Staline ne semble pas avoir fait grand cas d'informations le prévenant de l'attaque hitlérienne. Se pose la question : pourquoi a-t-il cru les Chinois et pas des agents de son propre GRU, tels Richard Sorge, Leopold Trepper, Kim Philby ou Alexandre Rado ? Selon les Russes, le général Filipp Golikov (chef du GRU) a reçu au total 88 indications de l'attaque nazie sans en tenir compte (Gordievsky, Andrew, *Le KGB dans le monde,* Fayard) ; l'historien français du même GRU, Pierre de Villemarest, rappelle toutefois qu'en avril 1941 Golikov a été envoyé à Londres pour sceller avec les Britanniques un accord stratégique en vue d'une attaque allemande (GRU, *Le plus secret des services soviétiques,* Stock, 1988).

République populaire de Chine, Chen Yun et Zeng Shan[3]. Sans oublier bien sûr, les deux sœurs, l'épouse et la maîtresse de Kang Sheng, Cao Yi'ou et Su Mei. Suivant les strictes consignes du Kremlin, Kang et son équipe doivent prendre, de concert avec Mao, la direction à Yan'an de la résistance antijaponaise.

Une photo publiée dans la biographie récente de Zeng Shan est très parlante : on y voit les passagers de l'avion (sauf les femmes) et ceux qui les accueillent. Au centre, Mao, nonchalant et bedonnant, est habillé d'une vareuse fatiguée, mal boutonnée, une casquette de commandant de l'Armée rouge sur le crâne, une cigarette à la main. À sa gauche, Kang Sheng, en uniforme cintré, très chic, couvre-chef à étoile rouge, reconnaissable à sa posture de maître d'école et à ses lunettes cerclées d'acier d'intellectuel. À droite, Wang Ming, l'homme des Russes, regarde ailleurs, presque hors cadre, sinon hors champ...

Comme on pouvait s'y attendre, dans les jours qui suivent, Kang Sheng reçoit de Mao l'ordre de prendre la direction du Bureau de protection politique, dirigé depuis 1935 par Wang Shoudao, militant du Hunan comme lui, puis, à l'été 1938, de le restructurer et de commander le nouveau service secret du Parti communiste, au nom en apparence anodin : le « Département des affaires sociales du Comité central ». En chinois, *Zhongyang Shehuibu,* qu'on appelle pour faire court le Zhongshebu ou Shehuibu. Contentons-nous de ses initiales en français : DAS.

« Trois organisations sont intégrées dans le DAS », nous explique Matt Brazil, historien australien spécialiste des services secrets de cette époque. « La Section spéciale (le Teke issu de la bataille de Shanghai) ; le Bureau de sécurité politique (*Zhengzhi Baohuju*) qui avait organisé la sécurité de la base rouge avant la Longue Marche et

3. Zeng Shan, le responsable du premier soviet du Jiangxi (1927-1935), est le père du vice-président shanghaïen, en 2007, Zeng Qinghong, l'éminence grise de Jiang Zemin et le rival de son successeur, l'actuel président Hu Jintao. Voir sa biographie : Su Duoshou, Liu Mianyu, *Zeng Shan Zhuan,* Jiangxi chubanshe, 1999.

assuré la sécurité de Mao pendant celle-ci ; et le Bureau des gardes (*Baowei chu*) qui assurait la protection de Mao à Yan'an, faisant office de gendarmerie et de contre-espionnage. Sous la direction de Kang Sheng et de son adjoint Li Kenong, le DAS s'étend dans chaque province que contrôle le PCC. Les membres du DAS sont mieux payés que les autres et jouissent des privilèges – à commencer par une meilleure nourriture –, qui font bien des envieux[4]. »

Le DAS se diversifie à perte de vue : Kang Sheng est entouré d'un groupe de secrétaires qui sont des « hommes de confiance », Xiao Li, Fu Hao – futur ambassadeur au Japon – et Zhao Yaobin, un chef de cabinet qui fera cependant défection chez les nationalistes en 1949[5]. Les sœurs Cao Yi'ou et Su Mei, qui suivent partout Kang Sheng comme deux petits caniches, remplissent aussi des dossiers et des fiches sur tous les camarades, des petits cartons reliés par des cordelettes végétales qui seront fort utiles aux archives du parti.

Dans des conditions mal élucidées, Kang Sheng a d'abord réussi à écarter son directeur adjoint Li Kenong, considéré comme « l'œil de Zhou Enlai » dans son dispositif. À première vue, son mode d'organisation est calqué sur le modèle soviétique : la section N° 1 s'occupe de l'administration et du personnel ; la section N° 2, du renseignement proprement dit ; la section N° 3, du contre-espionnage ; la section N° 4, de l'analyse du renseignement, et enfin une section d'affaires générales, reliée au corps d'entraînement des agents. Deux sections spéciales relèvent de la sécurité et du « Département des exécutions » (*Zhisibu*). Les liaisons externes sont assurées par un autre ancien du groupe de Shanghai, Pan

4. Matthew Brazil, article « China » *in The Encyclopedia of Intelligence and Counterintelligence, op. cit.* Pour être complet, il convient d'ajouter après la création du DAS, l'existence de la nouvelle section de protection du PCC dirigée par Zhou Xing, et dépendant de Kang Sheng. Zhou Xing s'est illustré dès 1931 par la liquidation de dissidents trotskystes.

5. Sans donner son nom, Jean-Luc Domenach évoque la carrière de Fu Hao sous le titre « Un étrange diplomate » dans son livre stimulant *Comprendre la Chine d'aujourd'hui*, Perrin Asies, 2007, (p. 52).

Hannian, qui mène à bien de délicates opérations de liaison avec les services de renseignement japonais dans le but d'obtenir des informations sur le Kuomintang...[6]

Tout aussi délicates sont les relations avec les sociétés secrètes que le PCC répertorie en triades vendues aux Japonais telle la Société Hong des cinq continents *(Wu Zhou Hong Men),* en sociétés semi-patriotiques (comme la Bande verte de Shanghai), voire en sociétés patriotiques prêtes à collaborer avec les communistes. La Longue Marche et l'installation à Yan'an auraient été impossibles sans une forme d'allégeance de Mao à la très ancienne Société des Grands frères (*Gelaohui*), à laquelle ont appartenus des Hakkas comme Zhu De, l'autre chef militaire de la Longue Marche, ou encore le propre père de Deng Xiaoping.

« Autrement dit, nous explique l'historien coréen Park Sang-soo, spécialiste des sociétés secrètes paysannes, si l'ossature de la Longue Marche a été assurée par cette étonnante communauté que sont les Hakkas, la logistique l'a été par la société secrète Gelaohui, à laquelle appartenaient nombre de futurs cadres du Parti communiste[7]. »

Pour ce travail très sensible de relations avec les sociétés secrètes et les triades, c'est le numéro deux du DAS en personne, Li Kenong qui s'en chargera quand il rentrera à Yan'an, en 1941, après trois ans d'activités spéciales auprès de la 8e Armée et comme adjoint de Zhou Enlai, lequel l'a finalement imposé dans l'entourage de Kang Sheng.

---

6. Warren Kuo, *Analytical History of the Chinese Communist Party,* 4e volume, Institute of International Relations, Taipei, 1971. Par ailleurs, le Rapport n° 4508/S des services de police de Shanghai du 25 novembre 1939, signé de son chef Louis Favre, signale que « pour les Chinois d'outre-mer, une section spéciale est dirigée à Hong Kong par Pan Han, en liaison avec le Komintern ». Il identifie en outre « Kang Seng *alias* Chao Yun, comme chef du Guépéou à Yan'an ».

7. Entretien avec Park Sang-soo, 2 avril 2000. Pour le détail des relations entre le PCC et les sociétés secrètes, je renvoie à la partie historique de mon livre *La Mafia chinoise en Europe,* Calmann-Lévy, 2001.

Pour former tous ses agents secrets et ses policiers politiques, Kang Sheng a aussi créé une école du renseignement au « Jardin des dattes » (*Zaoyuan*). Wu Defeng, son directeur, reçoit pour consigne de transmettre la bonne parole : « Il faut oublier que nous avons étudié à Moscou et développer désormais un renseignement à la chinoise[8]. » Parmi les enseignants, figurent un itinérant, responsable du domaine économique, le syndicaliste Wu De, futur maire de Pékin, ainsi que Chen Yun. On s'en souvient, Chen Yun, ce militant du Jiangsu né avec le siècle, a fait partie du groupe de réorganisation du service spécial de Shanghai, le Teke, après la trahison du magicien Gu. Arrivé de Moscou avec Kang, il a immédiatement été chargé de l'important Département à l'organisation du Comité central, mais dès 1940, il en préside le Département économique et financier et l'on peut, à juste titre, le considérer comme le précurseur du système de renseignement économique des communistes chinois, tout comme il sera l'artisan après 1949 du premier plan quinquennal[9]. En effet, contrairement à une idée répandue en Occident, dès cette époque les stratèges de l'espionnage communiste accordent une bonne place à ce qu'on appelle aujourd'hui, d'un anglicisme incongru, l'« intelligence économique » et au renseignement commercial et financier.

On le voit, le DAS de Kang Sheng couvre les moindres aspects de la vie politique et économique, en entretenant des correspondants parmi les organes de sécurité militaire, politique, économique ainsi que du renseignement international. Sans compter qu'en 1943, Kang

---

8. Pour le détail concernant le fonctionnement du DAS (Zhongshebu) et les biographies de ces principaux cadres, voir notre ouvrage *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit.*

9. Voir Liu Jiadong, *Chen Yun yu diaocha yanjiu* [Chen Yun et la recherche d'investigation], Zhongguo wenxian chubanshe, Pékin, 2004. Chen Yun conserve des attributions concernant la bataille des services secrets, comme en témoigne par exemple son article paru dans le n° 11 de la revue interne *Le Communiste*, le 1er octobre 1940, intitulé « Quelques questions concernant les organisations secrètes du parti ». Voir *Selected Works of Chen Yun*, (1926-1949), Foreign Languages Press, Pékin, 1988.

se sera emparé de la Commission de travail derrière les lignes ennemies pour laquelle agissent des opérationnels du DAS et du renseignement militaire. De sorte que, avec l'appui de Mao, Kang Sheng élargit constamment son domaine au-delà de la simple police politique. Le « Jardin des dattes » au nom poétique est bientôt synonyme d'« antre du démon » ; il est honni par les cadres du PCC, car il est devenu non seulement le QG de Kang mais il est assorti de salles d'interrogatoires et de prisons, construites dans les collines de lœss, où l'on enferme des suspects qu'on interroge jusqu'à ce qu'ils aient prononcé leur autocritique et rédigé leur confession en bonne et due forme. Ce qui leur vaudra, selon les cas, une balle dans la nuque ou de figurer comme cible d'une réunion publique de « lutte de masse » dans laquelle ils s'autoflagelleront.

L'extension du domaine de la lutte se poursuit : toujours plus gourmand, Kang Sheng prend le contrôle des communications, en imposant son homme de main, Li Qiang, ancien responsable du parc de radios clandestines de Hong Kong et Shanghai. Ainsi connaît-il le contenu des rapports envoyés par les correspondants soviétiques de Yan'an à Moscou.

Chemin faisant, Kang a aussi obtenu qu'on rétrograde Deng Fa, chef de la sécurité, et qu'on écarte Luo Ruiqing, responsable du renseignement militaire. Voilà bien un paradoxe : dès 1938, Kang Sheng, qui n'a ni parcouru les 12 000 kilomètres de la Longue Marche ni dirigé d'unités militaires comme les célèbres « maréchaux » Zhu De, Lin Biao, Chen Yi, Peng Dehuai, Deng Xiaoping, Ye Jianying, Luo Ronghuan –, prend le contrôle du service de renseignement de l'Armée rouge (*Qingbaoju*). Ce service stratégique que chapeautait Ye Jianying, l'« Épée héroïque », est l'ancêtre de l'actuel 2e Département de l'état-major de l'Armée populaire de libération, représenté par les attachés militaires dans les ambassades du monde entier.

Les chefs de l'armée ont toutefois obtenu, comme pour ce qui concerne le régiment de garnison protégeant Yan'an, que Kang Sheng partage le pouvoir sur le 2e Département avec la Commission

militaire centrale du parti qui guide la stratégie de guerre et que préside naturellement Mao en personne[10].

Qu'importe ! Kang Sheng contourne l'obstacle et élargit toujours son cercle d'influence. En 1943, il obtient le contrôle des services de renseignement opérationnels des deux principales armées, la « 8e armée de route » et la « nouvelle 4e armée » qui s'illustrent dans toutes les grandes batailles contre les Japonais.

Pour parfaire son édifice tentaculaire dans cet embryon d'État communiste qu'est Yan'an, Kang Sheng réussit deux coups de maître. En premier lieu, il isole les représentants soviétiques dont il a la charge et qui sont venus, au nom de Staline, suivre la bonne marche des opérations des camarades chinois. Piotr Vladimorov (de son vrai nom Vlassov) représentant du Komintern n'est plus « l'œil de Moscou » mais presque un otage. C'est un comble ! Kang Sheng qui a été imposé par les Soviétiques va s'opposer à eux. De même que, faisant définitivement alliance avec Mao, il s'oppose à ce que son compagnon d'exil à Moscou, Wang Ming, supplante ce dernier comme l'avait désiré le Kremlin. Il fait même procéder à son empoisonnement à petites doses, comme dans une ancienne grande tragédie antique...

Le journal intime que Piotr Vladimirov a tenu à cette époque est terriblement révélateur. Le représentant soviétique se plaint de ce qu'on l'a mis en quarantaine, au point qu'il n'est autorisé à ne voir que Kang Sheng ou Xiao Li, son secrétaire. Mais rarement Mao.

---

10. John Byron et Robert Pack (*The Claws of the Dragon, op. cit.)* assurent que le général Wang Zhen, originaire du Hunan, commandait ce régiment d'élite. Cependant le sinologue allemand Wolfgang Bartke, de l'Institut des affaires asiatiques de Hambourg (*Who's Who in the People's Republic of China,* Harvester Press, 1981), précise qu'il a mené à la même époque des opération de guérilla antijaponaises dans la région de Canton, puis dans le Nord-Est jusqu'à la capitulation nippone. *Le Dictionnaire du mouvement ouvrier international – La Chine,* publié par Jean Maitron et dirigé par Lucien Bianco et Yves Chevrier, 1985, abonde dans ce sens. Nous retrouverons le général Wang Zhen au moment du massacre de Tiananmen en 1989. (Voir chapitre 5)

Comble du paradoxe : Maître Kang devient chaque jour plus anti-soviétique…

Ainsi Vladimirov note le 4 février 1943 dans son journal, après s'être réjoui que les troupes allemandes ont été écrasées à Stalingrad : « Je n'avais pas tort dans mes conclusions précédentes. Kang Sheng a une forte influence sur l'état d'esprit du président. Mao Zedong est indifférent aux problèmes pratiques du socialisme. Il est intoxiqué par les histoires fausses de Kang Sheng concernant notre pays ; et c'est là sa seule source d'information. Quant à Kang Sheng, il est trop content de nous injurier. C'est un ennemi acharné de l'Union soviétique, il salit le parti bolchevique et ne s'épargne aucun effort pour empêcher le Parti communiste chinois de se consolider idéologiquement[11]. » Sur 500 pages de carnets intimes, le malheureux Vladimirov décrira la longue descente en enfer de Yan'an, le creuset de la révolution, sous l'égide du tandem Mao-Kang ! Ce qui est évidemment très étonnant provenant d'un cadre formé dans le moule stalinien, autant dire trempé comme l'acier.

Il y a plus pervers, et l'envoyé du Petit Père des peuples n'est pas le seul à le comprendre. Le second atout dans le jeu de Kang Sheng, c'est la « dame de cœur ». Dès décembre 1937, Kang Sheng a vu pénétrer dans son antre l'ex-actrice de Shanghai « Pomme bleue », originaire du même village que lui, Zhucheng, au Shandong, et qui fut, murmure-t-on, sa maîtresse. Elle a rejoint le PCC et, arrivée à Yan'an, elle va rencontrer Mao grâce au chef du DAS, le subjuguer, écartant toutes les autres prétendantes, et régnant sans partage dans son cœur comme jadis une première concubine de l'empereur.

Malgré les critiques des dirigeants de Yan'an, opposés à leur mariage, la jeune intrigante va devenir la troisième Mme Mao, plus connue sous son nouveau nom : Jiang Qing (« Rivière d'azur »). Pour faire bonne mesure, la malheureuse deuxième épouse de Mao, He Zizhen, est envoyée en URSS, où on l'enferme

11. Peter Vladimirov, *The Vladimirov Diairies,* Doubleday, New York, 1975.

dans un asile d'aliénés, tandis que les autres maîtresses, telle la journaliste américaine Agnes Smedley, sont irrémédiablement écartées.

C'est peu dire que Jiang Qing voue une grande admiration à Maître Kang (*Kang Lao)*, comme elle l'appelle. Secrétaire particulière, elle jouit d'une grande influence aussi politique qu'érotique sur Mao, renforçant la position du « maître des ombres » sur lui. Pour s'en convaincre, il suffit de préciser que les seuls autorisés à pénétrer chez Mao à n'importe quelle heure du jour et de la nuit sont Kang Sheng et son secrétaire particulier masculin, appelé à un rôle clef lors de la Révolution culturelle des années 1960. Il s'agit de Chen Boda qui a été chef de la section de propagande de l'École centrale du Parti communiste, une école qui, un fait exprès, voit sa direction également confiée à… Kang Sheng !

Conjuguant l'idéologie et la pratique policière, le patron des services secrets peut lancer en 1942 la campagne interne visant à purger le parti des influences néfastes (dont celle de Wang Ming, l'homme de Staline choisi pour remplacer Mao). Cette « campagne de rectification du style de travail » (*zhengfeng)* vise à stimuler l'autocritique, la lutte contre « les espions de masse », les purges pour liquider les contre-révolutionnaires de tous poils. Elle rappelle, adaptée à la Chine, les purges staliniennes et les procès de Moscou auxquels Kang a assisté et participé six ans plus tôt en persécutant la communauté asiatique des universités d'URSS.

Comme elle débute dans le petit monde restreint des écrivains qui critiquent la bureaucratie de Yan'an, cette campagne rallie d'abord les dirigeants politiques tels Chen Yun, Zhu De, Ye Jianying, Liu Shaoqi et d'autres grands noms du communisme chinois. Ainsi a-t-elle commencé par des discours sur la « rectification du style de travail », ou des « causeries sur l'art et la littérature » de Mao… Mais elle anticipe les « meetings de lutte » et les procès publics de la « grande révolution prolétarienne et culturelle » des années 1960. Dont les animateurs les plus en vue seront Jiang Qing, Kang Sheng, Chen Boda…

Le chef des services secrets invente le maoïsme

De 1942 à 1944, encouragé par les consignes soufflées par Mao, Kang Sheng entame la traque pour détecter les espions et contraindre les éléments « déviationnistes » du parti à se soumettre à une autocritique, à changer leur point de vue, à s'engager dans une « réforme de la pensée ». C'est vrai pour des écrivains comme Ding Ling ou Wang Shiwei (qui sera assassiné en 1947 par les communistes), mais aussi pour tous les cadres « déviationnistes » qui ont préféré le clan soutenu par Moscou au ralliement à Mao.

« Le parti se fortifie en se purgeant. » Kang Sheng suit ce précepte léniniste mais innove avec ses meetings de masse. Ainsi le 8 juin 1942, il organise une manifestation au cours de laquelle les dirigeants encouragent l'extension de la campagne et d'une certaine façon lancent une nouvelle étape dans l'histoire du marxisme, c'est l'invention du culte de la personnalité à l'égard de Mao Zedong. C'est donc la création du maoïsme.

Le 16 décembre 1942, tandis que les cadres s'escriment à réformer leur pensée, Kang Sheng fait sensation, lors d'une de ces réunions en plein air. Les déviations politiques sont indissolublement liées au fait d'être un espion.

« Voilà la grande révélation, explique-t-il de sa voix haut perchée, il existe un lien étroit entre deux crimes jumeaux, celui de l'espionnage et celui du déviationnisme. On n'est pas déviationniste, comme nous l'avons cru jusque-là, par hasard ou par erreur. On l'est, inéluctablement, dialectiquement, parce qu'agent japonais, espion du Kuomintang et même les deux à la fois. Nous devons entamer une chasse impitoyable pour extirper de Yan'an ces deux fléaux car, en luttant contre le déviationnisme, on affaiblit les menées souterraines de nos ennemis et *vice versa*...[12] »

12. R. Faligot, R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit.*

Cette tirade ouvre une voie royale aux pires exactions. Et Kang Sheng fait désormais régner la terreur à Yan'an ainsi que dans d'autres régions contrôlées par les communistes. On lui doit une très grande diversité de techniques de répression qui sont loin d'avoir été abandonnées par l'appareil politico-policier en 2008 : la mise en place du « groupe des cas spéciaux » pour enquêter sur le sort d'un suspect ; la méthode *bigongxin*, qui consiste à extorquer de faux aveux afin de constituer des dossiers d'accusation ; la méthode de réforme de la pensée *(sixiang gaizao)*, qui permet d'étudier pour corriger ses erreurs et qui aura son heure de gloire pendant la guerre de Corée sous l'appellation américaine de « lavage de cerveau » ; la méthode de rectification par le travail qui préfigure le goulag chinois ou *Laogai*.

Comme Kang Sheng estime que chaque organisation nourrit en son sein un minimum de 30 % d'espions et de contre-révolutionnaires, les « travailleurs sociaux » du contre-espionnage, comme on les appelle parfois, doivent remplir leur quota.

Enfin, il instaure un système inquisitorial avec des techniques de châtiments et d'interrogatoires puisées dans la tradition chinoise millénaire des supplices, mise au goût du jour par le stalinisme du XX^e^ siècle.

Le tout est de l'adapter aux besoins du moment. Parmi ces supplices très prisés par la bande de Kang Sheng figurent : « La coupe de bambou » : des pointes de bambou insérées sous les ongles. « Passer un poil de cheval dans l'œil » *:* le poil de la crinière d'un cheval est inséré dans le méat du pénis. « Traverser une femme » : un jet d'eau à haute pression introduit dans le vagin d'une femme. « Donner à boire à l'invité » : faire avaler une grande quantité de vinaigre. « La poulie radieuse » : la victime est suspendue et fouettée avec de grandes lanières de cuir. « Presser l'encens » : brûler le dessous des bras avec des bâtons d'encens. « Tailler la route » : attacher un prisonnier à la queue d'un cheval et le lancer au galop jusqu'à ce que mort s'en suive. « Assister la production » : faire creuser sa tombe au prisonnier pour l'enterrer vivant[13].

13. John Byron, Robert Pack, *The Claws of the Dragon, op. cit.*

À Yan'an souffle un vent de folie, comme le constate le chroniqueur Vladimirov en envoyant des rapports alarmants à Moscou.

« 24 juin 1943 : on arrête des espions du Kuomintang. Mais combien y a-t-il d'espions ? Et qui donne le droit à Mao Zedong de suspecter n'importe quel communiste de trahison ? Et quelle sorte de droit est-ce que le droit à la sagesse suprême ?

« 30 juin 1943 : Kang Sheng manifeste une attitude spéciale à l'égard des créatures de l'ombre. On a l'impression qu'aucun danger ne menace les vrais espions japonais, ceux du Kuomintang ou autres dans la zone spéciale, pourvu qu'ils respectent Kang. Combien de personnages glauques de toutes sortes bénéficient de la confiance et de la protection de cadres dirigeants du PCC ! Mais d'honnêtes communistes ne figurent pas parmi ceux que favorise le département du ministre des Hautes Œuvres ! [...] Kang Sheng est impopulaire dans le parti, mais il y a implanté ses gens-là aussi. Des rapports secrets et des dénonciations par le truchement des "discours d'exposition" lors des meetings – telle est la vie interne du PCC. »

À partir du 6 septembre 1943, Mao et Kang Sheng lancent une campagne de « réforme des espions » au cours de laquelle, comme dit Vladimirov, « chacun – jeune ou vieux – était engagé dans la chasse aux espions ou dans la pratique à se dénoncer soi-même ». À ce stade d'inquisition, le PCC court à sa perte. Mais quand certains dirigeants laissent entendre qu'il est grand temps de cesser ces pratiques, ils s'exposent évidemment à être traités d'espions à leur tour.

Même Zhou Enlai devient suspect aux yeux de Kang Sheng. N'est-il pas, à Chongqing au contact du Kuomintang ? Sa collaboration n'a-t-elle pas commencé du temps de l'Académie de Huangpu en 1927 ? La trahison de Gu Shungzhang à Shanghai en 1931, est-ce simplement de l'imprévision ? Et le « mandarin révolutionnaire » n'est-il pas aussi en relation avec la délégation américaine des services spéciaux, la mission Dixie du colonel Barrett, envoyée par le président Roosevelt (une mission qui viendra en

septembre 1944 à Yan'an assurer la coordination de la guerre contre les Japonais) ?

Cependant, il est quasi impossible de s'en prendre à Zhou qui a aussi le soutien de Mao et des Soviétiques comme on s'en aperçoit à la suite d'une malencontreuse chute de cheval à Yan'an qui l'a amené à se retrouver un temps hospitalisé en URSS. Toutefois, le DAS s'attaque à des proches de Zhou tel Qian Zhuangfei qui, on l'a vu, avait sauvé la direction du parti en annonçant la défection de « Gu le magicien » à Shanghai. Le malheureux Qian est à son tour pris à partie, torturé et finalement exécuté. Ce qui avait fait de cet expert du chiffre un héros – avoir infiltré le service de communication de Chiang Kai-shek – a été utilisé à charge contre lui. Aux yeux de Kang Sheng, l'agent double était devenu triple... Sans aucun doute, l'acharnement contre le malheureux Qian tient au fait qu'il avait mené sa mission de taupe rouge sous le contrôle direct de Chen Yun et de Zhou Enlai en 1931, sans que Kang Sheng n'ait été informé de son existence.

De même, Zhou obtient *in extremis* la libération de Chen Muhua, une collaboratrice du dispositif diplomatique qu'il met en place et qui s'illustrera plus tard dans l'action des affaires étrangères en Afrique, dans le commerce extérieur et dans la propagation du planning familial. Kang l'a accusée d'espionnage : elle a eu le tort d'être la parente d'un général du Kuomintang[14]. Cependant le chef de la police secrète a franchi la ligne rouge en s'attaquant à beaucoup trop d'espions et de contre-révolutionnaires, allant jusqu'à soupçonner les fils de Mao.

Il faut savoir arrêter une campagne de rectification ! C'est ce que laisse entendre Mao en expliquant qu'il ne faut pas tuer les suspects... Combien sont-ils à être passés de vie à trépas à Yan'an ? Peut-être 2 000, me dit-on à Pékin. Difficile à savoir. À titre comparatif, le sinologue Jean-Luc Domenach, décrivant l'épuration dans le

14. Han Suyin, *Le Siècle de Zhou Enlai, le mandarin révolutionnaire, op. cit.*

Hebei, signale que de mai à juillet 1940 on a assisté à 360, 1 200 et 2 000 exécutions dans trois districts voisins[15].

Le rouge est mis en grande partie sous l'influence de Moscou. Le 22 décembre 1943, Georges Dimitrov, le Bulgare qui a assuré la cessation officielle des activités du Komintern, a envoyé un télégramme critiquant cette campagne et exigeant de Mao qu'il préserve tout autant la vie de son rival Wang Ming que la position de Zhou Enlai. « Kang Sheng est peut-être un espion chargé de détruire le PCC de fond en comble » laisse même entendre la direction moscovite, se demandant comment le plus fidèle des Chinois prosoviétiques a pu retourner sa vareuse et contrer ses anciens mentors. C'est le scénario de l'arroseur arrosé. Dans le domaine de l'espionnite et de la paranoïa générée à cette époque, on peut aller encore plus loin, comme me l'a fait remarquer, non sans malice, un chercheur pékinois : « Un jour on découvrira que Kang Sheng a toujours été fidèle aux Russes. Et c'était *leur* espion : il avait pour mission de faire imploser le Parti communiste chinois… »

Pour rester dans le domaine des certitudes, la réaction du Kremlin est compréhensible : deux mois plus tôt, Vladimirov a pu dépêcher son médecin, le Dr Orlov, auprès de Wang Ming et celui-ci a constaté qu'on était en train de le faire mourir à petit feu, l'empoisonnant à petites doses.

Le 2 janvier 1944, Mao envoie un télégramme à Dimitrov pour le rassurer concernant Zhou Enlai, mais précise qu'on ne peut pas faire confiance à Wang Ming car il avait été autrefois capturé par le Kuomintang puis relâché dans des conditions douteuses. Quelques jours après, comme en témoigne Vladimirov, Mao invite ce dernier

15. Jean-Luc Domenach, *Chine : l'archipel oublié,* Fayard, 1992. Les livres les moins complaisants tel *Le Livre noir du communisme* ou le *Mao* de Jung Chang et Jon Halliday évoquent quelques milliers d'exécutions. À l'évidence, c'est moins un massacre de masse qu'un dispositif de terreur expérimental auquel on a affaire, un laboratoire qui s'appliquera ensuite aux dictatures orientales, Corée du Nord, Birmanie, Laos et Cambodge, influencées par le communisme chinois.

à une soirée d'opéra pékinois et revient sur ses déclarations intempestives en exprimant sa gratitude à l'égard du camarade Staline.

Les Russes viennent de sauver Wang Ming (qui leur sera rendu en 1950) et ont pu, n'en déplaise à Kang Sheng, préserver l'alliance avec Mao[16]. Cela sent le roussi pour le fils du Shandong, maître de cérémonies de la première grande purge chinoise.

Les dirigeants s'opposent à présent ouvertement à Kang Sheng. La critique la plus acerbe est prononcée le 6 septembre 1944 par Zhou Enlai. La haine qui s'exprime à l'égard de celui qu'on appelle en coulisses le « bourreau du parti » est telle que Mao doit l'obliger à prononcer à son tour sa propre autocritique en mars 1944. « C'était une erreur subjectiviste, seulement 10 % des camarades critiqués étaient vraiment des espions ! » explique-t-il en substance pour se faire pardonner. À partir de ce moment, les rumeurs les plus insidieuses circulent sur son compte, à propos de son mariage à trois avec Cao Yi'ou et Su Mei ; sur le fait qu'il s'était porté garant de la « virginité politique » de Jiang Qing ; sur les conditions mystérieuses de son entrée au parti ou encore sur sa vie clandestine à Shanghai, lorsqu'il vivait sous le toit d'un dignitaire de la Bande verte…

On le relève de son poste de coordinateur du renseignement – désormais dévolu à part entière à Li Kenong – et on l'envoie dans son Shandong natal pour y procéder à la « réforme agraire ». Moyennant quoi, dans la patrie de Confucius, il dirigera aussi une sévère purge… La campagne de rectification de Yan'an aura eu un autre effet pervers : longtemps après que l'État communiste chinois est mis en place, on suspectera des membres du parti de double jeu parce qu'ils ont vécu à Yan'an qui avait été le centre de la lutte anti-espions. Il n'y a pas de fumée sans feu…

16. Wang Ming est sauvé par Orlov et Vladimirov, il quittera la Chine pour l'URSS en 1950 où il mourra en 1974. Quatre ans plus tard, les Éditions de Moscou publieront un texte sous son nom diffusé en plusieurs langues : Wang Ming, *Cinquante ans d'histoire du PCC et la trahison de Mao Zedong*, édition française en 1984).

Zhou Enlai crée des services alternatifs

En dépit de ce maelström, Zhou Enlai avait réussi à ne pas laisser tous les services de renseignement entre les mains du seul Kang Sheng. On a vu que la fonction internationale du Département des affaires sociales était contrôlée par « l'œil de Zhou », à savoir Li Kenong. Désormais le Bouddha souriant, sur lequel circule aussi des rumeurs du fait qu'il est constamment entouré de jeunes garçons des Pionniers rouges, prend en main la totalité du service.

Ensuite, – on le sait peu – Zhou Enlai a regroupé des gens de confiance qu'il a connus soit à Paris, soit à Shanghai. Ainsi, avec l'appui de Ye Jianying, il s'est constitué un service de renseignement militaire à part, qui n'est pas subordonné au Qingbaoju, le 2e Département. Son chef est un ami de Li Kenong, Liu Shaowen, qui agit en liaison avec Chen Geng, alors responsable du département politique de la Commission militaire du PCC.

Cette création, destinée à sauver des éléments dynamiques du renseignement hors de l'orbite destructrice de Kang Sheng, est à l'origine d'une situation originale qui prévaut toujours en 2008 : en Chine, deux services rivalisent dans le domaine du renseignement militaire de l'Armée populaire de libération : le 2e Département (*Er Bu* ou APL-2) de l'état-major, et plus proche de la création originale de Zhou, le Service des liaisons du Département politique de l'Armée *(Zongzheng Lianluobu).*

De même, deux autres organismes civils, encore très actifs de nos jours, ont été valorisés sous l'égide de Zhou, avec l'aval, à chaque fois, de Mao.

Le premier, c'est le Département des liaisons internationales qui dépend du comité central du PCC, le *Zhonglianbu.* Appelons-le DLI, pour simplifier. C'est un fils de paysan, pauvre, formé au renseignement par les Soviétiques, Wang Jiaxiang, qui l'a fondé en 1931 dans la base rouge du Jiangxi, avant d'assurer la succession de Kang Sheng à Moscou auprès du Komintern. D'ailleurs, le DLI est une sorte de petit Komintern à la mode chinoise et, au fil des ans, il gérera les relations

avec les services de liaison des partis communistes frères mais aussi les mouvements de libération de pays du tiers-monde. Wang en sera à nouveau le directeur de 1951 à 1966. De nos jours, il entretient des contacts avec tous les partis politiques qui le veulent bien à travers le monde, de gauche, du centre ou de droite, et poursuit clairement son activité de renseignement et de conseil politique auprès des dirigeants.

Le second service, dépendant aussi du comité central du parti, a pour nom « Département chargé du travail de front uni » (*Tongzhan Gongzuo Bu).* Par un travail discret et patient au sein d'organisations sociales, politiques, culturelles, économiques ou religieuses, le DTFU gagne à la cause du PCC des fractions de la population. En Chine, et au-delà des mers, il cible des Chinois hors de l'orbite du Kuomintang ou qui sont prêts à s'en détacher. Encore de nos jours, il cherche à rallier à la cause de Pékin des Chinois d'outre-mer pro-Taiwan. Mais, dès ces années 1940, Zhou Enlai et ses équipes tentent d'influencer des partis ou des gouvernements étrangers, et à obtenir le ralliement de personnalités qui pourront aider à construire la « Chine nouvelle ».

Le « mandarin révolutionnaire » a choisi un ami de longue date pour diriger le DTFU : Li Weihan, mieux connu sous son nom de guerre de « Luo Mai », le pseudonyme sous lequel il figure dans le premier roman « chinois » d'André Malraux, *Les Conquérants.* Cet ancien étudiant-ouvrier de Paris, coiffé de la double casquette de syndicaliste et d'agent secret à Shanghai, va forger un instrument considérable pour l'influence internationale du communisme chinois.

À son actif, Li Weihan et son DTFU ont pêché de « gros poissons » aux États-Unis : par exemple le général Li Tsung-jen, ancien vice-président de la Chine nationaliste qui acceptera de rallier la Chine en 1965. Mais surtout, dix ans plus tôt, il y a le ralliement de Qian Xuesen, ingénieur spécialiste des fusées. Formé aux États-Unis, ce dernier travaille au laboratoire de propulsion aéronautique de Caltech en 1950, lorsque le FBI est alerté du fait qu'il envoie des livres et des journaux techniques en Chine ; ce qui ne constitue pas de l'espionnage au sens où ces matériaux sont en vente libre. De toute façon, les services chinois n'allaient pas

demander à un scientifique de ce calibre de risquer de rejoindre la « case prison », alors qu'on lui demandait de retourner en Chine afin qu'il lance l'industrie de missiles et participe à la construction de la bombe atomique qui, dès 1945, devient une obsession chez Mao. Le risque était pourtant grand, car Qian se trouvait aux États-Unis en pleine campagne anticommuniste du sénateur McCarthy, qui allait déboucher sur la condamnation à mort et l'exécution des époux Rosenberg en tant que membres du dispositif d'espionnage soviétique du centre atomique de Los Alamos. En tout cas, en 1955, Qian va rallier Pékin et devenir le « père des fusées chinoises » et plus tard des célèbres missiles *Silkworm* (« Ver à soie »). Il ne sera pas seul : 84 savants chinois formés aux USA vont rallier l'empire du Milieu par le truchement du DTFU. Le 5 novembre 1960, grâce à Qian, les Chinois lanceront leur première fusée R-2, prélude aux autres fusées *Dongfang* (« L'Orient est rouge »). Le maréchal Nie Rongzhen, l'ancien des services techniques de Zhou à Paris et Shanghai, associé au développement technique des armes stratégiques de la Chine rouge, déclarera en sablant le champagne en présence de Qian : « Ceci est le premier missile à voler au-dessus de l'horizon de notre mère patrie, c'est un tournant dans son histoire[17]. »

Collaborant avec Qian et Nie, le véritable « père de la bombe atomique chinoise » a pour nom Qian Sanqiang. Ce savant, originaire du Zhejiang où il est né en 1907, travaillait dans les laboratoires européens quand le Japon a attaqué la Chine en 1937. En France, il est entré dans l'équipe d'Irène et Frédéric Joliot-Curie, au laboratoire de synthèse atomique du Centre national de la recherche scientifique. Non seulement cet atomiste chinois et sa femme, la physicienne He Cehui, participent à la rupture explosive des noyaux d'uranium et de thorium sous l'action des neutrons, mais ils rencontrent d'autres savants atomistes liés à l'appareil

17. Iris Chang, *Thread of the Silkworm,* Basic Books, New York, 1995.

clandestin du renseignement soviétique, tel Bruno Pontecorvo qui, lorsqu'il sera installé à Moscou, aidera les Chinois à fabriquer leur propre bombe[18].

Enfin, en 1947, le couple chinois s'illustre en découvrant « le principe à partir duquel s'effectuent la tripartition de l'uranium et sa fission quaternaire », ce qui permet une meilleure compréhension de la fission nucléaire, en France, mais aussi à Moscou où est transmis le fruit de ces expériences. Nul doute que les dirigeants chinois se soient frotté les mains de voir ces éminents savants rejoindre la Chine en 1948, à la veille de la victoire de l'Armée rouge sur le Kuomintang. Cela leur permettra, le moment voulu, de ne plus dépendre des savants soviétiques et de leur bon vouloir...[19]

D'autres formes de ralliement spectaculaire se produisent en masse à partir du moment où Chiang Kai-shek bat en retraite et s'enfuit à Taiwan. Dans la vieille tradition chinoise, un général battu change de camp avec son armée. Tel est le cas d'anciens cadres du renseignement du Bureau d'investigations et de statistiques, l'agence secrète de Tai Li. La débandade est évidemment hâtée par la disparition de ce dernier le 17 mars 1946, immédiatement remplacé par le général Mao Feng, parent de la première femme du « Generalissimo ». « L'espion à tête d'écureuil » Tai Li a été tué au cours d'un accident d'avion parfois imputé aux services communistes mais plus sûrement dû à un

---

18. Bruno Pontecorvo est le frère du cinéaste Gillo Pontecorvo (*La Bataille d'Alger)*, membre du Service B des communistes français liés à l'Orchestre rouge. Par ailleurs, Qian Sanqiang est lié pendant la guerre à Pao Xienju, l'attaché de presse de l'ambassade chinoise nationaliste à Berne, qui travaille en fait sous le pseudonyme de « Polo » (pour Marco Polo !) au profit de la branche suisse de l'Orchestre rouge, le célèbre réseau d'espionnage qu'anime le GRU soviétique. Voir Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit.* et des mêmes auteurs, *Service B,* Fayard, Paris, 1985.

19. En 2004, les éditions de l'Armée populaire de libération ont publié un ouvrage étonnant intitulé « Enquête sur la première bombe atomique chinoise », bourré d'informations nouvelles : Liang Dongyuan, *Yuangzidan Diaocha,* Jiefangjun Chubanshe, Pékin, 2005.

brouillard épais[20]. S'ensuivent de nombreuses défections. Le plus célèbre transfuge s'appelle Shen Zui, ancien cadre du BIS et aide de camp de Tai Li qui, à la demande de Zhou Enlai, et pour obtenir la clémence de ses geôliers, va rédiger des « matériaux de confessions » (*jiadai cailiao),* transformés ensuite en livres à grand tirage, décrivant les turpitudes de ses anciens patrons des services spéciaux nationalistes[21].

Cependant la fabrication de livres de propagande n'est pas forcément la meilleure façon d'influencer les démocraties ni de façonner l'état d'esprit de l'opinion publique en sa faveur. C'est pourquoi Zhou Enlai et les services chinois vont faire usage d'agents d'influence de grande subtilité, voire vont manipuler à leur insu certains personnages du monde des arts et des lettres.

Pearl Buck, les sœurs Gong et Mme Roosevelt

Dix ans avant la guerre froide, J. Edgar Hoover, l'insubmersible patron du Federal Bureau of Investigation, le contre-espionnage des États-Unis, voit rouge. Il a fait ouvrir en 1937 un dossier sur l'écrivain Pearl Buck. Le fait qu'elle obtienne le prix Nobel de littérature l'année suivante pour ses romans sur la Chine – *Vent d'Est, Vent d'Ouest, La Terre chinoise, Les Fils de Wang Lung, La Mère, La Famille*

---

20. Le général Jacques Guillermaz, attaché militaire de la France libre à Chongqing, qui l'a donc bien connu, écrivait à l'auteur, le 10 avril 1986 : « Celui-ci (Kang Sheng) n'est pour rien dans l'accident d'avion qui a causé la mort de Tai Li le 17 mars 1946. L'appareil qui le transportait a longtemps erré par très gros temps entre Shanghai et Nankin avant de s'écraser au cours d'un atterissage forcé en pleine campagne. »

21. Le livre de Shen Zui le plus célèbre (avec la collaboration de sa fille Shen Meijuan) a été publié en français sous le titre *Un ancien agent du GMD en Chine nouvelle* (Éditions en langues étrangères de Pékin et Éditions populaires du Hunan, Changsha. Les éditeurs chinois s'étant aperçus que leurs homologues français ont la fâcheuse habitude de laisser leurs livres documentaires incomplets, c'est-à-dire sans index, n'en n'ont pas réalisé un. On lui préférera donc l'édition en anglais, dûment indexée, ou en chinois : Shen Zui, *Wo zhe san shi nian,* Hunan renmin chubanshe, 1983.

dispersée – n'écarte pas la surveillance policière à son encontre. Au contraire ! Hoover ne supporte pas les écrivains, et les « incorruptibles » sous ses ordres amassent une documentation impressionnante sur cette fervente avocate des droits de l'homme et de la cause chinoise. Moyennant quoi, comme les dossiers en témoignent, malgré sa paranoïa légendaire, Hoover n'avait pas tort sur un point : Pearl Buck influe sur l'épouse du président américain, Eleanor Roosevelt, afin que celle-ci abandonne sa relation avec Mme Chiang Kai-shek au profit des communistes chinois : « Ce sont eux qui ont le vrai soutien du peuple. Il faut parler avec Zhou Enlai… », insiste la romancière[22].

De même Pearl Buck conseille à Eleanor Roosevelt de prendre en considération ce que dit plutôt Soong Ching-ling, la veuve du Dr Sun Yat-sen, le fondateur du Kuomintang. Ancienne élève du Wesley College for Women (USA), cette dernière ne s'est pas officiellement ralliée au communisme, mais elle a gagné Moscou en 1926 après que Chiang Kai-shek a pris le contrôle du Kuomintang et largement contribué au développement de la corruption qui s'est emparée du parti, notamment à cause de ses liens avec les gangsters de la Bande verte… Depuis, « Mme Sun Yat-sen », comme on l'appelle aussi, participe aux opérations de propagande menées par le truchement des multiples comités, ligues et fronts anti-impérialistes, mis en place par l'étonnant Willy Münzenberg, le chef de l'empire médiatique du Komintern. Or aux États-Unis, Soong Ching-ling doit faire face au « lobby chinois » dirigé par sa propre sœur Soong May-ling – « Mme Chiang Kai-shek » – et les autres membres de la richissime famille Soong[23].

---

22. Peter Conn, *Pearl S. Buck, A Cultural Biography,* Cambridge University Press, Cambridge, 1998. La romancière continuera à soutenir Zhou et Mao pendant la guerre de Corée en 1953, mais se brouillera avec eux vingt ans plus tard lors de la Révolution culturelle.

23. Voir les livres de Sterling Seagrave, *The Soong Dynasty,* Sigwick & Jackson, Londres, 1985 et *Lords of the Rim,* Corgi, Londres, 1995. Voir aussi Bernard Brizay, *Les Trois Sœurs Soong (Une dynastie chinoise du* XX^e^ *siècle),* Éditions du Rocher, Paris, 2007.

Pearl Buck n'a pas de mal à convaincre Mme Roosevelt du fait que Mme Sun Yat-sen est la seule de la famille à poursuivre avec intégrité les idéaux de son mari. Elle insiste sur les actions criminelles du Kuomintang et présente Tai Li, le chef des services spéciaux, encore vivant et très actif à l'époque, comme un véritable « Himmler chinois ».

Eleanor Roosevelt préfère les femmes aux hommes. Dans ce monde très féminin s'insinue donc une autre Chinoise remarquable qui fait partie du premier cercle des agents spéciaux de Zhou Enlai. Elle s'appelle Gong Pusheng. Fille d'un général de Sun Yat-sen pendant la révolution de 1911, elle a fait de brillantes études à l'université de Columbia aux États-Unis. Puis, elle dirige le mouvement étudiant non communiste avec sa plus jeune sœur, d'un an sa cadette, Gong Peng. C'est là que le destin des deux sœurs Gong se sépare. En apparence ! Petite sœur Peng, passionnée par les récits des bandits d'honneur et des seigneurs de la guerre, comme dans le picaresque *Roman des trois royaumes,* se rend à Yan'an dès 1935. Elle devient la secrétaire de Zhou Enlai à Chongqing, surtout pour les affaires de presse, ce qui l'amènera à se faire de nombreux amis, à commencer par le journaliste américain Edgar Snow. Elle mène de nombreuses missions de liaisons pour le PCC à l'étranger. Puis elle épouse un cadre du parti du nom de Qiao Guangua, et Zhou envoie le couple à Hong Kong monter l'agence Chine nouvelle qui remplit une double fonction d'organe propagandiste et de poste de renseignement. À partir de 1949, à la création de la République populaire et jusqu'en 1958, Gong Peng sera la directrice de la section de renseignement du ministère des Affaires étrangères (*Waijiaobu diaocha xinwensi)* sous la direction de Zhou Enlai.

Mais entre-temps, Grande sœur Gong Pusheng a joué un rôle considérable aux États-Unis. Comme le lui a demandé Zhou, devenue membre du comité des droits de l'homme à la Société des nations à New York, elle a sympathisé avec le gratin du parti démocrate. Naturellement, elle recueille de précieuses informations pour les services spéciaux.

Toute aussi jolie fille que sa cadette, Gong Pusheng est féministe en diable. Elle a sympathisé avec Eleanor Roosevelt au point de devenir une amie intime et même une confidente de la First Lady. Le FBI a bien noté ses liens avec la femme du président, mais la considérant avant tout comme la fille d'un général nationaliste, l'agence de contre-espionnage ne sait pas qu'elle est secrètement membre du PCC. Et de ce point de vue, Pearl Buck qui manifeste haut et clair son aversion pour le clan Chiang Kai-shek est beaucoup plus surveillée. Le lobby pro-Kuomintang reste puissant aux États-Unis, et veille au grain. Il effectue d'importantes pressions de telle sorte qu'en dépit des conseils de Pearl Buck, de Soong May-ling et de Gong Pusheng, en 1943, Eleanor Roosevelt se verra obligée par son président de mari d'annuler un voyage en Chine, au cours duquel elle avait inscrit à son programme de rencontrer Zhou Enlai. Mais celui-ci n'a pas dit son dernier mot...

L'énigme du Lotus bleu

L'affaire du *Lotus bleu* est l'une des plus étranges parmi celles où figurent les agents du Komintern, les services spéciaux et les réseaux d'influence de Zhou Enlai dans le domaine des arts et de la littérature. Il est très étonnant qu'elle n'ait pas été dévoilée jusqu'à ce jour. Cela tient-il à l'aura dont jouit Hergé dans l'histoire de la littérature pour enfants et celle de la bande dessinée ? Ou au fait qu'on imagine mal un auteur dessinateur situé à l'extrême droite dans l'entre-deux-guerres pencher sur l'autre bord et peut-être même être manipulé à son insu ou instrumentalisé par les communistes chinois ? Parce qu'on n'a pas creusé le contexte dans lequel le sympathique Tchang est devenu l'ami de Hergé et l'a influencé ? Pas plus qu'on a analysé sa réelle trajectoire ?

Figurant parmi ceux que *Le Lotus bleu* a dès le plus jeune âge converti au journalisme d'enquête et attiré vers l'Extrême-Orient – tout autant que les romans de Pearl Buck –, je comprends qu'on préfère

en rester à la fiction et à l'histoire émouvante des deux amis, Hergé et Tchang Tchong-jen, et de leurs clones, Tintin et Tchang.

Voici toutefois ce que j'ai découvert. Comme on le sait, Hergé lit beaucoup pour réaliser sa bande dessinée, la plus documentée de toute son œuvre[24]. Évidemment, il s'est rendu célèbre grâce aux aventures de *Tintin au pays des Soviets* dans laquelle il ne cache pas son aversion pour le communisme, partagée en cela par les milieux catholiques très conservateurs pour qui il publie sa BD en feuilleton et les esprits libres de l'époque.

Cependant, *Le Lotus bleu* qui va consacrer sa célébrité, est d'un autre tonneau. Il raconte la bataille du célèbre reporter contre des trafiquants de drogue de mèche avec les services secrets japonais que dirige le fourbe Mitsuhirato ainsi que les impérialistes qui règnent sur la concession internationale (dont le policier Dawson, on l'a vu, calqué sur Patrick Givens, le très réel chef irlandais de la Special Branch, bête noire des communistes à Shanghai)[25].

On peut naturellement considérer que les alliés de Tintin de la société secrète « les Fils du Ciel », et son ami Tchang représentent le peuple chinois dans son ensemble face aux cataclysmes de la guerre, au rôle des impérialistes occidentaux et des Japonais, et donc que le livre ravit aussi bien le Kuomintang que le Parti communiste, surtout quand ceux-ci forgent une nouvelle alliance. Les faits sont tirés de l'actualité : le fameux attentat du 18 septembre 1931 contre le train qui va provoquer l'invasion japonaise de la Mandchourie est mené dans la BD par Mitsuhirato, ce maître espion (« Un vrai Japonais sait toujours tout, Monsieur Tintin ! »), copie du très réel colonel Doihara Kenji, également chef de la société secrète, la Secte du dragon noir (le même dragon noir qui figure sur la couverture de l'album)...

---

24. Voir la biographie de Pierre Assouline, *Hergé,* Plon, Paris, 1996.

25. T.P. Givens, patron de la Special Branch, a été chef de la Shanghai Municipal Police de 1906 à 1936. Il s'était organisé une garde rapprochée avec à sa tête deux inspecteurs irlandais çomme lui Ganley et Eugene Hugh Lynch. Tous trois sont des admirateurs de Michael Collins, l'ancien chef des services secrets de l'IRA devenu ministre de la Défense de l'État libre d'Irlande.

Toutefois, un certain nombre d'énigmes n'ont pas été résolues par les ouvrages publiés à propos d'Hergé, notamment ceux chapeautés par la Fondation Hergé pour la célébration de son centenaire en 2007. Pour nourrir la documentation du *Lotus bleu*, l'artiste belge lit de nombreux ouvrages tel celui du poète libertaire Tcheng Cheng, *Ma mère*. De même, tout comme Malraux, Hergé a parcouru le témoignage du capitaine Pick, l'ancien espion du GRU passé à l'ennemi et recruté par Givens-Dawson, sans oublier *Chine,* le livre documentaire de l'écrivain valencien Vicente Blasco-Ibañez.

Il est vrai que l'opinion publique de l'époque est généralement hostile aux Japonais, et que les livres publiés sont fortement influencés par la propagande menée adroitement par le service du Komintern que dirige Willi Münzenberg. Bruxelles est justement la plaque tournante de ces opérations, car en février 1927 Münzenberg a fondé la Ligue anti-impérialiste, présidée par Albert Einstein, et dans laquelle figurent aux premières loges Hô Chi Minh, André Malraux (qui fait un discours comme à son habitude) et surtout Soong Ching-ling, l'une des trois sœurs Soong, la veuve du Dr Sun Yat-sen. Comme on l'a vue auprès d'Eleanor Roosevelt, Mme Sun Yat-sen fait partie, avec les sœurs Gong, des réseaux d'influence qu'a organisés Zhou Enlai et ses services spéciaux, et elle participe en 1928 à Bruxelles au meeting de la Ligue anti-impérialiste dans laquelle figurent des personnalités de premier plan dans le soutien au communisme en Chine.

Parmi ses amis vit en Belgique Lou Tseng-Tsiang, ancien Premier ministre de son défunt mari, Sun Yat-sen. En 1926, ayant perdu sa femme, le diplomate est entré dans les ordres et il est devenu moine bénédictin de l'abbaye de Saint-André, à Bruges, sous le nom de Dom Pierre-Célestin Lou. C'est grâce à lui que le 1er août 1934, à Bruxelles, Georges Rémi *alias* Hergé rencontre le jeune étudiant à l'Académie royale des beaux-arts, Tchang Tchong-jen. Ce dernier est arrivé de Shanghai trois ans plus tôt et va aider à concevoir *Les Aventures de Tintin en Extrême-Orient* (le titre initial de l'album) qui paraîtra en feuilleton cette année-là dans le magazine *Le Petit*

Vingtième. Pour enrichir sa documentation, Célestin Lou prête à Hergé son livre publié l'année précédente : *L'invasion et l'occupation de la Mandchourie.*

Peut-on tirer des conclusions de la trajectoire ultérieure d'un individu ? Certes pas. Cependant Tchang n'apparaît pas comme un étudiant de droite ou lié au Kuomintang. Je dirais même plus : son meilleur ami à Bruxelles est un étudiant en biologie du nom de Tong Dizhou. Il est originaire du Zhejiang, près de Shanghai, et diplômé de l'université de Fudan qui a été fondée par l'oncle de Tchang. Futur créateur et premier directeur, dès 1950, de l'Institut d'océanologie de Chine populaire, Tong sera vice-président de l'Académie des sciences et se rendra célèbre en clonant des carpes dans les années 1960[26]. Est-il déjà à Bruxelles secrètement membre du PCC, ou rallié juste à temps pour devenir une figure importante du régime à l'instigation du Département chargé du travail de front uni (DTFU), ce service secret qui, on le sait, récupère le maximum de savants[27] ? En tout cas, il sera bel et bien un haut dignitaire du régime sur le plan scientifique, de même que Tchang sera étroitement associé au communisme contrairement à ce qu'il a voulu faire croire par la suite. En 1934, à l'aube de nouer une solide amitié avec Hergé, le jeune artiste chinois indique à ce dernier les slogans à faire figurer en chinois sur les murs de Shanghai, dans l'album, et les lui calligraphie. Benoît Peteers, dans sa biographie *Hergé, fils de Tintin* précise avec raison : « Le *Lotus bleu* est parsemé d'innombrables inscriptions, tracées par Tchang lui-même, qui accentuent la portée politique du récit[28]. »

---

26. Dans leur belle biographie *Tchang !* Jean-Michel Coblence et Tchang Yifei, la fille de Tchang, signalent cette amitié avec Tong sans préciser bizarrement de qui il s'agit. (Éditions Moulinsart, 2003).

27. Rappelons qu'en 1949 le chef de ce département est Li Weihan, le proche de Zhou Enlai qui a été avec lui à Paris jadis. Le 13 juin 2002, son lointain successeur, Wang Zhaoguo, chef du Département chargé du travail de front uni, a célébré à Pékin la mémoire de Tong Dizhou, pour le centième anniversaire de sa naissance.

28. Benoît Peeters, *Hergé, fils de Tintin,* Champs-Flammarion, 2006.

Leur traduction révèle en effet des surprises : « Abolissons les traités inégaux ! », « À bas l'impérialisme ! » (*Dadao Diguozhuyi !*), « Boycottez les marchandises japonaises ! » reviennent souvent dans l'album.

C'est évidemment subliminal, et même illisible pour les milliers d'enfants et d'adultes qui, tout comme moi, se sont réjouis de la lecture de cette BD. Mais cela reflète le contexte général dans lequel a été conçu l'album.

Autre énigme : lorsque Tintin quitte Shanghai, il se rend « en plein territoire chinois » (selon l'album). « Du moment qu'il est là, nous ne pouvons rien contre lui ! » précise le général japonais Haranoshi qui cherche à le capturer. Ce territoire est en effet libéré des contraintes hostiles. Mais de qui ? Des Japonais, des impérialistes franco-anglais et... du Kuomintang ! En effet, la bourgade inondée où Tintin sauve le jeune Tchang des flots s'appelle Hou Kou. Or, en 1931, au moment où se déroulent les faits, ce lieu du Jiangxi est le centre des premiers soviets ruraux de Mao Zedong, où l'embryon de l'Armée rouge est dirigé par une de nos vieilles connaissances : Chen Yi, le Hakka, l'ancien étudiant-ouvrier à Paris qui a fait partie du cercle clandestin de Zhou Enlai. Il se distingue dans cette région de Hou Kou en liquidant 2 000 à 3 000 communistes hostiles à Mao[29]. Simple coïncidence ou connaissance extrêmement fine du terrain de la part de Tchang ? Cela n'a jamais été évoqué.

Alors Hergé manipulé ? Sans doute pas, mais instrumentalisé par la propagande du PCC et sa politique de « front uni », peut-être. L'album antijaponais, qui a provoqué l'ire des pro-nippons à Bruxelles, sied aussi au Kuomintang. En 1939, Soong Mai-ling, Mme Chiang Kai-shek, invitera Hergé à visiter la Chine à ses frais. Invitation sans lendemain du fait de la guerre en Europe. Le père de Tintin a perdu la trace de Tchang qui vit les affres de l'occupation des troupes de Hiro-Hito dans Shanghai. La réalité a dépassé la fiction.

---

29. Voir l'article Chen Yi *in Le Dictionnaire du mouvement ouvrier international – La Chine,* publié par Jean Maitron par L. Bianco et Y. Chevrier, *op. cit.*

Mais il se trouve que la relation entre Tchang et le maréchal Chen Yi va se concrétiser au lendemain de la victoire des troupes communistes. En 1949, ce dernier prend Shanghai à la tête de ses troupes. La répression contre les éléments contre-révolutionnaires est implacable : 100 000 Shanghaïens sont exécutés dont de nombreux membres des sociétés secrètes évoquées dans *Le Lotus bleu.*

Le bien réel patron de la Bande verte, Du Yuesheng, s'enfuit et ira mourir à Hong Kong en 1951. Tchang, lui, est bien considéré par les autorités communistes. Dans ces années 1950, Chen Yi, maire de Shanghai, organise un comité pour sélectionner les artistes. Il s'adjoint deux personnalités que nous connaissons : Pan Hannian, l'homme des services secrets, autrefois compagnon de Kang Sheng et de Li Kenong, et... Mme Soong Ching-ling, désormais vice-présidente de la République populaire. Comme le reconnaîtra lui-même Tchang, il est alors sélectionné comme artiste officiel. On lui commissionne des œuvres, sculptures et peintures. Il réalise une sculpture massive représentant « six personnages : un ouvrier, un paysan, un soldat, un jeune homme, une femme du peuple et un enfant, tous unis pour hisser un grand drapeau à cinq étoiles, l'emblème de la République populaire de Chine. Cela symbolisait l'union du peuple tout entier qui avait permis le changement politique. On pouvait comprendre l'œuvre d'un seul coup d'œil, tout était concentré dans cette forme sculpturale[30]. »

Certes Tchang expliquera plus tard que quelques bureaucrates se sont plaints qu'il n'avait pas suffisamment de « réflexion politique » et qu'on aurait peut-être dû choisir quelqu'un d'autre. Mais à l'époque, le PCC le confirme dans son travail au profit du « réalisme socialiste ». Il poursuit son œuvre en réalisant des statues comme celle du « Petit Franc-Tireur » ou cette autre sculpture à la gloire d'une héroïne du PC dans le Shandong, Shen Yumin. « J'étais alors un sculpteur réputé. En 1954, j'avais fait la statue d'une militante

30. *Tchang au pays du Lotus bleu,* Librairie Séguier, Paris, 1990.

révolutionnaire, une héroïne de la guerre du peuple, destinée à l'exposition des œuvres plastiques des pays socialistes, à Moscou. Ce fut la seule pièce chinoise de cette manifestation. »

En 1966, Tchang subira les tracas que connaissent de nombreux artistes dans la tourmente de la Révolution culturelle. Non pas parce qu'il est hostile au régime, mais parce que son protecteur, le ministre des Affaires étrangères Chen Yi, se trouve dans la ligne de mire de la Bande des Quatre et que son ami Zhou Enlai n'a pas réussi à empêcher sa chute... Tchang ne refera surface qu'avec le grand tournant opéré par Deng Xiaoping en 1981. C'est l'époque où Hergé cherche à retrouver son ami Tchang, dont il a fait le héros d'un nouvel album *Tintin au Tibet.* La romancière Han Suyin, l'amie de Zhou Enlai, l'aide à le localiser et à obtenir de Deng, hakka comme elle, qu'il puisse se rendre en Belgique. Ce sont les émouvantes retrouvailles à Bruxelles. Les tintinophiles sont comblés. En bas de cette dernière aventure, on peut inscrire le mot « Fin ». Le Parti communiste chinois aussi est comblé, car, tandis que les albums de « Ding Ding » vont être publiés en chinois, ses aventures coïncident avec les mots d'ordre qu'il a toujours préconisés : « Utiliser les étrangers pour qu'ils servent la Chine » *(Yang wei zhong yong)* et « Utiliser la force étrangère pour effectuer la propagande en faveur de la Chine » *(Liyong waili wei wo xuanchuan)* !

Quel que soit le fin mot de l'énigme du *Lotus bleu,* une chose est sûre : Chen Yi, le protecteur de Tchang, a pris Shanghai et Mao a proclamé la République populaire de Chine à Pékin. Une ère nouvelle s'ouvre alors pour le monde du renseignement chinois.

1949, la naissance de l'État espion

En 1949, la défaite militaire de Chiang Kai-shek est consommée. Ce dernier se retire avec son armée sur Formose (Taiwan) qui devient avec l'aide des Américains, à commencer par la CIA, une place forte pour une hypothétique « reconquête de la Chine continentale ». Pen-

dant plus d'un demi-siècle, une extraordinaire guerre secrète opposera les deux Chine et continue jusqu'à ce jour.

Le rideau de bambou achève d'enfermer l'empire du Milieu là où la Grande Muraille s'est arrêtée. Comme dans les régimes communistes en Europe orientale, les services de sécurité – police secrète et agences de renseignement – se mettent en place et jouent un rôle clef. Ils organisent, sous l'égide du PCC, l'encadrement de la plus vaste population au monde et, jusqu'aux années 1970, l'exportation de la révolution par cercles concentriques, en commençant par l'Asie.

Toutefois de nombreux événements vont circonscrire les velléités du régime établi par Mao Zedong dans les années 1950 : la rébellion tibétaine, soutenue par la CIA et les services spéciaux indiens, écrasée en 1951 en provoquant la fuite du jeune dalaï-lama ; la guerre de Corée (1950-1953), au cours de laquelle la Chine perd un million d'hommes et qui empêche Mao de se concentrer sur la conquête militaire de Taiwan ; la mort de Staline, en 1953, avec qui le Grand Timonier ne s'entendait pas si bien que cela, mais dont il copiait les méthodes pour ce qui est du contrôle des populations et de l'économie planifiée ; et par voie de conséquence, l'arrivée au Kremlin de Nikita Khrouchtchev qui va précipiter le schisme avec les Chinois (et du coup ralentir leur progression technologique, en particulier pour leur flotte de combat et la bombe atomique) ; les graves erreurs inhérentes au système chinois des plans économiques au moment du « Grand Bond en avant » qui coûta la vie à environ 30 millions de Chinois ; le redressement du Japon, alors vaste « porte-avions » américain sur le flanc est de la Chine rouge ; la guerre secrète menée par les Taiwanais et les Occidentaux à partir de Hong Kong ; la destruction par les Britanniques de la guérilla chinoise en Malaisie et à Singapour, et par les Américains, des Huks des Philippines ; les guerres sino-indiennes ; la guerre d'Indochine française puis américaine.

C'est dans ce contexte que naissent et se développent les services spéciaux chinois. Ils reçoivent les conseils des camarades soviétiques du MGB (nouveau nom transitoire de l'ex-NKVD, bientôt KGB),

notamment du colonel Ivan Raïna, directeur adjoint de son 1er Directoire. Mais les Chinois les tiennent à distance respectable, ne les associant que très indirectement à leurs opérations de renseignement, d'autant qu'ils savent que les Soviétiques ont incrusté certains réseaux en Chine.

D'accord pour l'échange de renseignements sur les pays capitalistes, mais pas question que le futur KGB chapeaute son homologue chinois comme cela se pratique en Europe orientale ! Pour témoigner de sa bonne volonté, Staline signale à Mao, lors de son voyage à Moscou, en 1949, certains agents impérialistes américains de son entourage : les journalistes Edgar Snow, Anna-Louise Strong et Sidney Rittenberg. Ce dernier, moins chanceux que les deux premiers sera emprisonné par le contre-espionnage chinois durant plusieurs années, tandis que Mao compte utiliser Snow comme intermédiaire avec la CIA, ce qui est absurde car il n'en est pas.

Selon de récents témoignages, Staline aurait en outre exigé qu'on donnât aux services de Mao tous les noms des agents chinois travaillant pour les Soviétiques, même si l'on a peine à croire que Moscou n'ait pas conservé quelques réseaux d'« illégaux » au moins dans les zones frontières[31].

Certes, les Soviétiques sont plutôt rassérénés par le fait que Kang Sheng a cédé sa place à la tête du Département des affaires sociales à Li Kenong, qui s'occupe à la fois du renseignement extérieur, du contrôle des cadres et des archives les plus secrètes du Parti communiste triomphant. Signe de son importance : Li assiste en observateur aux réunions du Bureau politique du parti.

Le DAS développe des bureaux régionaux dans toute la Chine, avec une fonction de contre-espionnage. Ceux-ci dépendent des départements, sections et équipes implantés à tous les niveaux administratifs du PCC : province, municipalité, district (*xian).* De plus, Li Kenong est promu au sein de la nouvelle Armée populaire de libé-

31. Christopher Andrew, Vasili Mitrokhin, *The KGB and the World, The Mitrokhin Archive II,* Penguin, Londres, 2005 (en attente de publication chez Fayard).

ration (APL) au grade de colonel général (général à trois étoiles). Devenu chef d'état-major adjoint, il chapeaute aussi le renseignement militaire, le Qingbaobu et le Département des interceptions de communications, – sous couvert du Bureau météorologique –, tandis que le commandement opérationnel de ces services échoit au général Li Tao. Ce dispositif fonctionne à l'étranger grâce à son réseau d'attachés militaires avec l'appui des journalistes de la section militaire de l'agence de presse Chine nouvelle (*Xinhua*). Le SR opérationnel sera mis fortement à contribution dans les guerres d'Indochine et de Corée (sous la direction du général Liu Shaowen, successeur de Li Tao), de même que dans les conflits insurrectionnels animés par Pékin dans toute l'Asie.

Le Gonganbu de Luo Ruiqing

Enfin, la majeure partie du service de sécurité s'est transformée en ministère de la Sécurité publique, ou *Gonganbu,* fort de 308 808 agents. Fondé le 20 octobre 1949, le Gonganbu établit son quartier général au 14 avenue Dongchang'an à Pékin, non loin de la place Tiananmen, d'où il dirige toujours ses activités de nos jours. Ce ministère s'occupe de la sécurité interne, de la police, du contre-espionnage – notamment dans les petites villes où le DAS n'est pas représenté – mais il régit aussi le gigantesque goulag chinois qui se met en place : le Laogai.

Il n'intervient en mission extérieure que sur des pays frontaliers. Ainsi, Ling Yun, un vétéran du DAS, l'un des enquêteurs de Yan'an, devenu chef du Gonganbu à Canton, monte les opérations sur Hong Kong. Nous le retrouverons dans les années 1980, ministre de la Sûreté de l'État, c'est-à-dire chef de la nouvelle centrale d'espionnage créée à l'instigation de Deng Xiaoping de plus en plus actif à la fin du XX^{e} siècle.

Pendant dix ans, le Gonganbu sera dirigé par une forte personnalité de la révolution, issue de l'Armée rouge, comme la plupart des

cadres fondateurs du Gonganbu, dans la mesure où la sécurité militaire a souvent investi en premier les zones libérées.

Ce ministre, c'est Luo Ruiqing, que Kang Sheng avait écarté de la tête du renseignement militaire à Yan'an. Par allusion au fondateur de la Tcheka russe – l'ancêtre du KGB –, on le surnomme le « Dzerjinsky chinois ». Et l'effigie du célèbre bolchevik polonais, ami de Lénine, trône effectivement dans son bureau comme dans les centres d'interrogatoires de la police secrète.

Né en 1906, l'année du Cheval, dans une famille de riches paysans du Sichuan, il a été diplômé de l'Académie de Huangpu, où il a connu Zhou Enlai. Puis il a pris part, le 1er août 1927, au soulèvement de Nanchang, raté mais légendaire, puisque à cette date est fixée la naissance de l'Armée populaire de libération (APL). C'est ensuite en URSS, auprès du Guépéou, qu'il a appris les techniques du contre-espionnage. Puis Moscou l'a envoyé se frotter au 2e Bureau français... Le voici donc clandestin à Paris, la capitale de cette Révolution française si chère à son cœur car le jacobin Saint-Just est son autre idole ! En 1938, Luo Ruiqing est commissaire politique de la 6e armée, autrement dit l'adjoint de Lin Biao qu'il suit, après avoir été blessé et soigné en URSS, à la direction du 5e corps d'armée. Pendant la Longue Marche son rôle croît dans les services secrets en tant que chef de la Sécurité politique et adjoint au chef des renseignements extérieurs. C'est cette année-là, en 1938, que se produit le premier accrochage avec Kang Sheng qui lui ravit la direction du renseignement militaire.

Malgré tout, le rôle de Luo dans la bataille secrète contre les Japonais est considérable et, en 1945, il fait surface au Comité central du PCC. Une course de vitesse s'est donc engagée pour prendre la direction de la galaxie de la sécurité dès l'installation des communistes à Pékin.

S'il ne sombre pas dans la même folie que Kang Sheng dans la chasse aux espions, Luo Ruiqing structure cependant l'État policier chinois d'une main de fer sous le contrôle direct de Mao et de Peng Zhen, le chef de la Commission politico-légale qui supervise tous les

services de sécurité. Ainsi le 1er janvier 1951, annonçant le bilan d'un an de son ministère, il précise qu'il a fait arrêter 13 812 « espions » de janvier à octobre 1950[32]. Au surplus, il a créé le Deuxième Département (*Gong An Er Chu*), l'élite des enquêteurs chargés des affaires politiques de haut niveau concernant des cadres dirigeants mis en cause ou des affaires d'espionnage particulièrement complexes, ou encore l'interrogatoire de Pu Yi, le dernier empereur de Chine, capturé par les Russes et remis aux Chinois en 1950. Ce service particulier obéit au doigt et à l'œil au « Bureau de défense politique » du Comité central (*Zhengzhi Baoweiju).*

Jean Pasqualini, le métis sino-corse qui a été emprisonné comme espion à cette époque, a été interrogé par ce Deuxième Département. Il a tracé jadis à ma demande un portrait contrasté de Luo Ruiqing, eu égard aux rapports complexes de ce dernier avec Mao. « Le véritable problème de Mao, c'est qu'il n'a jamais contrôlé tous les pouvoirs, à la différence de Staline. En particulier, il n'a jamais eu un chef de la Sécurité entièrement à lui. Luo Ruiqing n'était pas maoïste. C'était un communiste à 100 %, responsable de centaines de milliers de morts. Mais, c'était pour la cause ! Il n'avait pas d'ambition politique personnelle. Il avait remarqué qu'après chaque campagne de répression massive interne (« rectification » à Yan'an, répression de 1954), Mao sortait renforcé. Or Luo tentait de freiner cette tendance. Il attirait plutôt l'attention sur le risque extérieur et non interne : les menées des Taiwanais ou des Américains contre lesquels il fallait développer un contre-espionnage efficace. Luo Ruiqing était très aimé de son personnel, très populaire chez les gens de la Sécurité. D'abord, ils savaient qu'il n'agissait pas pour des motifs personnels. Puis, il les couvrait. Il vivait de manière relativement modeste. Il ne traitait pas ses agents comme des larbins. Tous ceux que j'ai croisés en prison avaient beaucoup d'estime pour lui.[33] »

---

32. Chiffre cité par Jean-Luc Domenach dans son étude sur le *Laogai, Chine : l'archipel oublié,* 1992.

33. Interview, le 29 novembre 1986.

Tensions avec les camarades du KGB

Les « espions impérialistes » ne sont pas les seuls visés. Les dirigeants chinois « marquent à la culotte » les Soviétiques, à commencer par le résident du MGB (futur KGB) à Pékin, Ivan Zaïtzev, de 1947 à 1958, tandis que la coordination des opérations de renseignement sur la Chine est animée par l'ambassadeur Nikolai V. Rochtchine. Contrairement aux autres pays frères, les Chinois accueillent avec suspicion les conseillers des services de sécurité, même si le chef du Gonganbu est considéré comme un prosoviétique. Les Chinois s'aperçoivent que, en dépit des accords passés, Lavrenti Beria, le chef des services de Moscou, recrée des réseaux d'espionnage en Chine. Un premier accrochage survient avec l'arrestation à Shanghai de Kazakov, agent soviétique, bien que citoyen chinois.

Cependant tout n'est pas sombre. C'est ainsi que les Russes aident à créer à Nankin l'École des cadres pour les langues étrangères, qui forme le personnel destiné au renseignement. Initiés aux nouvelles technologies de la collecte du renseignement, les meilleurs éléments sont envoyés à Moscou à l'Institut des relations internationales et à l'école de formation du NKGB. Parmi les bons élèves figure le lieutenant Cao Gangchuan, diplômé de l'école spéciale de la langue russe de Dalian, formé en URSS, et qui sera à la fin du siècle patron de la Commission pour la recherche scientifique, technologique et industrielle de la Défense (COSTIND) et ministre des Armées en 2007[34].

Les tensions s'amplifient entre Pékin et Moscou au lendemain de la mort de Staline puis de Beria, alors qu'Alexandre Paniouchkine, ancien chef d'antenne du NKVD à Chongqing, est revenu pour une année comme ambassadeur, cette fois à Pékin. En 1956, lors de sa visite en Grande-Bretagne, le général Ivan Sérov demande aux

34. Xiaobing Li, *A History of the Modern Chinese Army,* The University Press of Kentucky, 2007.

services anglais la permission d'ouvrir une résidence du KGB à Hong Kong afin de surveiller le sud de la Chine, ce qui lui sera refusé. Mais simultanément, le nouveau et rusé chef du KGB envoie à la demande des Chinois un expert du renseignement du contre-espionnage anti-britannique, le colonel Youri Voronine, pour organiser le renseignement contre… Hong Kong !

En 1958, des incidents se produisent lorsque les policiers chinois refusent d'arrêter des concitoyens à la demande des camarades russes. Du coup, ces derniers exigent le limogeage de Li Kenong, le patron du Département des affaires sociales.

Selon des informations que m'a fournies Ilyas Sarsembaev, spécialiste des relations sino-soviétiques à Moscou, Nikita Khrouchtchev tente de désamorcer la rivalité qui se fait jour à nouveau entre Pékin et Moscou : il communique à Mao la liste des agents chinois qui ont travaillé pour les Russes depuis vingt-sept ans, cette fois bien plus complète que celle qu'avait livrée Staline. Qui sont ces agents ? En partie des membres du Parti communiste chinois envoyés en URSS pour être formés dès les années 1920 :

« Un certain nombre d'entre eux restèrent en Union soviétique après la fin de leurs études, en prirent la nationalité, et devinrent officiers de renseignement et de contre-renseignement du NKVD, créant ainsi un large, fiable et puissant réseau d'agents originaires de Chine, fidèles au marxisme-léninisme et à Staline. Créé entre les années 1920 et 1940, ce réseau constitua jusqu'à la fin des années 1950 un bras efficace pour l'Union soviétique et joua un rôle important dans la politique étrangère de Staline, auquel ils fournissaient une information de qualité. Cependant, beaucoup furent victimes des purges de 1936-1937, accusés de trotskysme. Puis sur décision personnelle de Khrouchtchev, le nom de ces agents fut révélé à Mao, en témoignage de l'amitié fraternelle entre les peuples russe et chinois[35]. »

35. Voir la thèse d'Ilyas Sarsembiev, *La Question territoriale : enjeu géopolitique dans les relations sino-russes,* thèse de doctorat (sous la direction de Dominique Colas), Institut d'Études politiques de Paris, 2005.

Mais les Chinois ne se méfient pas seulement des camarades russes, ils surveillent de près les ambassades des nouvelles républiques populaires du pacte de Varsovie, comme en témoigne une anecdote savoureuse qui m'a été rapportée par un spécialiste magyar.

Galipettes à l'ambassade hongroise

En 1956, le représentant du service secret hongrois, l'AVO (*Allamvédelmi Osztály*) József [P.] Szabó, officiellement attaché de presse, courtise la femme d'Ágoston Szkladán, l'ambassadeur à Pékin. Quand Liu Lantao, l'un des chefs du service secret chinois du DTFU passe à Budapest dans le cadre d'une délégation dirigée par le vice-président, le maréchal Zhu De, il pose cette question saugrenue au chef de l'AVO, Mihaly Farkas, ancien compagnon de Kang Sheng à Moscou : « Les galipettes de votre "résident" de l'AVO font-elles partie des opérations de renseignement ? » Et de lui expliquer que les notes de frais somptueuses qu'il envoie à son service paient la location de chambres d'hôtel, des « lieux conspiratifs » comme on dit dans le jargon de l'espionnage communiste, sans rapport avec son métier.

Szabó est évincé de l'AVO. À toute chose malheur est bon, il deviendra journaliste et même plus tard patron de la radio hongroise. Mais les Hongrois se le tiennent pour dit et s'en accordent avec leurs camarades soviétiques : les Chinois surveillent avec autant de zèle les agents secrets des partis frères que ceux des pays impérialistes...[36] L'ambassadeur soviétique à Budapest ne l'oubliera pas : c'est Youri Andropov, le futur patron du KGB et l'un des principaux artisans de la rupture à venir avec les Chinois.

Pendant ce temps, Farkas, le chef de l'AVO qui n'a pas prévu le soulèvement antisoviétique en Hongrie, est démis de ses fonctions, puis arrêté en octobre 1956, exclu du parti et embastillé. Et l'ambas-

36. Témoignage de Miklös Lengyel, correspondant de la Radiodiffusion hongroise, 18 avril 1996.

sadeur à Pékin est remplacé par Sándor Nógrádi, un ancien agent secret du Komintern qui fut très actif en France dans les années 1930, avant de devenir le patron de la radio d'État magyare, et donc celui du journaliste Szabó. Quant à l'AVO, elle est démantelée en octobre, et purgée des éléments contre-révolutionnaires.

La visite du chef des services chinois a eu un autre impact inattendu à son retour de Budapest : ses rapports, comme ceux de l'attaché militaire, le colonel Zhang Bingyu, ont pour effet de nourrir l'inquiétude de Mao qui voit dans le soulèvement de Budapest, tout comme celui de Berlin-Est la même année, suivi du rapport Khrouchtchev sur la déstalinisation, de graves risques pour le communisme chinois. Mao demande à Zhou Enlai de créer un institut qui aura pour objet de prévoir à l'avenir de telles calamités. C'est ainsi que l'Institut des relations internationales (*Guoji guanxi yanjiusuo*) sous tutelle du ministre des Affaires étrangères, voit le jour. Il aura pour autre principale fonction de former les barbouzes du DAS (*Zhongshebu)* et de l'agence Xinhua.

Agence Chine nouvelle, nid d'espions

En effet, l'agence de presse Chine nouvelle (*Xinhua)* joue dès cette époque un rôle important dans la collecte du renseignement international. Elle a été fondée par Liao Chengzhi, surnommé « Liao le marin » du fait de son rôle jadis dans la section des dockers et marins du Komintern. Xinhua est donc créée du temps de Yan'an et est devenue une agence d'État en 1949. Ses sections internationales et celle de l'APL collectent à l'étranger des informations ouvertes dont une partie sert à la propagande (par exemple une enquête toute journalistique sur la pauvreté ou la situation des Afro-Américains aux États-Unis). Une seconde partie non publiée de dépêches et reportages entre dans le circuit des rapports confidentiels uniquement lus par les dirigeants, selon une classification d'importance et d'accès au secret. Deux fois par semaine, le Département des affaires internationales de Xinhua publie

une revue interne « Affaires internationales » *(Guoji Neican)*, fondée sur des articles de reporters autour du monde qui ne seront jamais publiés.

L'usage de l'agence de Xinhua comme couverture des services secrets est particulièrement pertinente à Hong Kong. C'est d'ailleurs la petite sœur Gong Peng et son mari Qiao Guangua qui l'ont créée à la demande de Zhou Enlai. Mais à vrai dire, dans la colonie britannique, Xinhua est aussi une sorte d'ambassade, voire de gouvernement fantôme de la Chine. Le directeur adjoint de l'agence sera le représentant des services de renseignement jusqu'à la rétrocession de la colonie à la Chine en 1997. Par ailleurs, dans les années 1950 et 1960, une série de correspondants de Xinhua sont identifiés comme agents de liaison avec des mouvements de guérilla du tiers-monde, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine. D'autres, en petit nombre, font défection, permettant aux agences de contre-espionnage d'étudier le système d'organisation interne de l'agence et son rôle intégré au renseignement.

Agents secrets franco-anglais et « arpenteurs » australiens

C'est bien le problème numéro un des services de renseignement occidentaux – épaulés par le service japonais d'après-guerre et les organismes taiwanais de Chiang Kai-shek – que de comprendre comment fonctionne cette Chine nouvelle et ses services spéciaux. Dans le cadre des accords de guerre froide, la CIA fait appel aux services spéciaux alliés. C'est ainsi que des Français du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage font parler d'eux. Par exemple, Jacques Locquin, journaliste hors pair : au sortir de la Résistance, il a été responsable de la section « Affaires politiques » du SDECE, avant de se retrouver correspondant de l'Agence France Presse à Pékin. En 1957, Locquin aide l'ancien président du Conseil et ministre des Affaires étrangères Edgar Faure à écrire *La Tortue et le Serpent,* un livre conçu comme un

mémorandum pour le général de Gaulle, pas encore revenu au pouvoir, afin qu'il puisse déchiffrer les intentions de ces « énigmatiques Chinois »[37]. Mais, le Gonganbu tend un piège à cet intrépide reporter sous la forme d'une jeune et accorte Chinoise selon ce que les services de Mao appellent « le stratagème de la belle » (*meiren ji*). Il sera expulsé de Chine comme « élément indésirable ». Jean Pasqualini, le « prisonnier de Mao », pour reprendre le titre de ses Mémoires, n'a pas eu cette chance. Il se retrouve dans les geôles du Gonganbu pour espionnage au profit de la France jusqu'en janvier 1964, date à laquelle il devra la liberté au général de Gaulle qui a reconnu la Chine de Mao.

Toutefois, le contre-espionnage chinois a fait dans l'approximation, comme Pasqualini me l'a expliqué : « Quand les types du Gonganbu m'ont arrêté, ils ont prétendu que j'étais un espion du SDECE... J'ai démenti, et tous leurs interrogatoires ne servaient à rien. Ils ne pouvaient pas me faire avouer, car c'était faux, en réalité je travaillais pour l'Intelligence Service. Mes officiers traitants au MI 6 étaient Edward Youde en 1953 – plus tard ambassadeur à Pékin – et John Fretwell, l'année suivante. Seulement je n'avais pas de contact direct avec eux, car j'apportais mes informations à la Haute Commission indienne à Pékin qui collaborait avec les Anglais. C'était plus discret... »

Au cours de sa détention, Pasqualini s'est retrouvé dans la prison politique du « Panier d'herbes » (*Caolanzi*), si importante qu'elle se trouvait dans la Cité impériale, au cœur de Pékin, donc au nord de la

37. Edgar Faure, *La Tortue et le Serpent, les problèmes de la Chine populaire,* Julliard, 1957. Contrairement à de nombreux voyageurs béats de cette époque – il n'est qu'à lire le scandaleux livre de Simone de Beauvoir, *La Longue Marche, essai sur la Chine*, qui paraît chez Gallimard la même année – le président Faure, qui rencontre notamment Zhou Enlai, n'est pas dupe de ce que lui font voir les responsables du Travail de front uni et de propagande qui le cornaquent et il consacre des chapitres lucides sur les techniques de rectification et de « remoulage de l'idéologie ». Toutefois, il suggère à de Gaulle de nouer des relations diplomatiques avec la Chine, dès son retour au pouvoir.

résidence de Mao à Zhongnanhai. Le Sino-Corse a croisé deux agents de la CIA qui ont été pris dans le feu de l'action au début des années 1950. Il s'agit de Richard Fecteau et Jack Downey dont l'avion – appartenant à la compagnie écran de la CIA, la Civil Air Transport – a été abattu en novembre 1952 alors qu'ils venaient alimenter des maquisards anticommunistes en armes en Mandchourie. En effet, des nationalistes parachutés quelque temps plus tôt avaient été arrêtés et contraints d'envoyer des messages radio attirant la CIA dans un piège. Le service de Luo Ruiqing a attendu deux ans avant d'annoncer leur capture, puis au lendemain d'un procès à grand spectacle les deux Américains sont restés eux aussi « prisonniers de Mao » jusque dans les années 1970. Leur avion, prise de guerre hautement symbolique, figure toujours en bonne place au musée de l'Armée populaire de libération à Pékin. Au moment de leur procès en 1954, les Chinois ont annoncé qu'en janvier 1953, 11 Américains avaient été arrêtés après qu'un nouvel avion avait été abattu. Plus heureux que Fecteau et Downey, ces Américains ont été libérés seulement deux ans et demi plus tard. En même temps, le Gonganbu annonçait qu'entre 1951 et 1954, 106 agents américains et taiwanais parachutés pour créer des maquis avaient été tués et 124 capturés. Il faudra attendre 1960 pour que la CIA persuadée que cette opération ne donnait rien, y mette fin, de même qu'au soutien à la résistance armée tibétaine[38].

Un demi-siècle plus tard, James Lilley, spécialiste de la Chine à la CIA puis ambassadeur à Pékin, tirera ce bilan généralement partagé par les gens de la Compagnie : « La capture de Downey et Fecteau était l'un des exemples les plus éclatants de la politique d'action clandestine ratée de la CIA au début des années 1950. Peu après que les deux officiers de la CIA ont été perdus en Mandchourie, ceux d'entre nous qui travaillions en Asie reconnurent que les opérations clandestines, comme celles-là, ne nous apprenaient pas grand-chose de l'empire du Milieu. Contrairement aux prédictions

38. William Blum, *The CIA, A Forgotten History,* Zed Press, Londres, 1986.

de la CIA, nos missions ne nous permettaient ni de localiser ni d'exploiter la sorte de mécontentement parmi la population chinoise qu'on pourrait utiliser pour implanter des bases de renseignement en Chine.[39] »

Les Américains ne peuvent travailler en profondeur sur le théâtre d'opérations chinois, ni utiliser à cette époque de satellites ou des systèmes d'interception de communications aussi perfectionnés qu'aujourd'hui. Aussi demandent-ils aux Australiens d'effectuer des missions itinérantes en Chine. Journalistes, universitaires ou hommes d'affaires y ont depuis longtemps joué les « honorables correspondants ». C'est moins coûteux et moins dangereux que de tenter d'organiser des foyers de guérilla. Depuis sa création en 1957, des hommes d'affaires et des commerçants fréquentent la Foire de Canton, vitrine économique de la « Chine en construction », et acceptent de collecter tout renseignement intéressant. Le MO 9, comme on appelle alors service australien, a même salarié un businessman et créé une petite entreprise sur mesure pour ces opérations.

Les archives récemment ouvertes à Canberra indiquent que le MO 9, puis son successeur l'Australian Secret Intelligence Service (ASIS), ainsi que le Département des affaires étrangères ont mis en place pendant toute la guerre froide un formidable système de « balayage » de la Chine par des visiteurs australiens, retournant en définitive l'habituel système d'espionnage chinois contre les Chinois.

Voici ce qu'en dit Timothy Kendall, auteur d'un livre stimulant sur la Chine vue par les Australiens, *Ways of Seeing China,* mais qu'on pourrait adapter à d'autres démocraties : « Pendant toute la guerre froide, le gouvernement australien s'est appuyé sur ce réseau d'"arpenteurs" pour cartographier le terrain communiste et générer de nouvelles informations sur la Chine. J'utilise le mot d'"arpenteur" (*surveyor)* parce que ces personnes n'étaient pas des officiers de renseignement entraînés professionnellement mais, pour

39. James Lilley (with Jeffrey Lilley), *China Hands, Nine decades of Adventure, Espionage, and Diplomacy in Asia,* Public Affairs, New York, 2004.

la plupart, des citoyens ordinaires – rassembleurs passifs de renseignements utilisés par les stratèges australiens et les nations alliées. La plus grande partie des informations qu'ils glanaient étaient des données ayant trait à la sécurité : cela se concentrait sur le niveau de vie, la visibilité du personnel de sécurité chinoise, les ports de Chine, les navires de guerre, la présence des Russes dans les villes chinoises, l'attitude de la Chine à l'égard de Taiwan, etc.[40] »

Les arpenteurs australiens ont réalisé un formidable patchwork d'informations que deux ou trois espions professionnels n'auraient pas pu récolter sur la Chine en pleine turbulence. Toutefois, il y a eu quelques couacs.

Notons, en se projetant un peu dans le temps, que sous le gouvernement travailliste australien au début des années 1970, le service australien a eu l'idée de recruter comme « honorable correspondant » un étudiant faisant partie d'un échange universitaire. On lui donne tout le matériel d'espionnage, caméra, appareil photo, encre sympathique. Mais celui-ci, au retour de son voyage en Chine est pris de remords et sombre dans la dépression. Pis, il raconte à tous ses amis ce qu'on lui a fait faire et va s'excuser à l'ambassade de Chine à Canberra d'avoir espionné l'empire du Milieu. En outre, à force de se plaindre, il obtiendra du MO 9 quelque 4 000 dollars à titre de dédommagements…[41]

La chute de Pan Hannian

La paranoïa propre au système policier des pays totalitaires comme la Chine, naguère amplifiée par Kang Sheng, n'a pas fini de

40. Timothy Kendall, *Ways of Seeing China, From Yellow Perril to Shangrila,* Curtin University Books, Freemantle, 2005.

41. Richard Hall, *The Secret State, Australia's Spy Industry,* Cassell Australia, Melbourne, 1978.

laisser des traces. Au point que la traque aux espions impérialistes ou nationalistes du Kuomintang éclabousse certains hauts cadres communistes pourtant respectés pour leur rôle dans la révolution.

C'est à Shanghai qu'éclate la plus célèbre affaire concernant Pan Hannian, l'adjoint du nouveau maire Chen Yi, qui vingt ans plus tôt participait à la guerre secrète aux côtés de Zhou Enlai et de Kang Sheng. Le même Pan qui a protégé Tchang, l'ami d'Hergé.

Cet agent secret exceptionnel a fait carrière dans le Département des affaires sociales, se retrouvant chef adjoint chargé de la zone Asie, en même temps que maire adjoint de Shanghai. Il fait partie de l'équipe qui applique avec célérité les consignes édictées par Mao dès décembre 1950 : « Dans la répression des contre-révolutionnaires, prenez soin de frapper avec sûreté, précision et sévérité. »

Surnommé le « bourreau de Shanghai », c'est surtout Xu Jianguo, le patron du Gonganbu local qui dirige d'une main de fer la répression, d'autant plus qu'il a été formé par Kang Sheng au DAS. Pan Hannian a-t-il été pris en grippe par des hommes de la sécurité liés au maître du Shandong qui commence à refaire surface au milieu des années 1950 ? A-t-il voulu desserrer l'étau de répression qui frappait sa ville natale, avec ses 100 000 morts, comme on le laisse entendre aujourd'hui en Chine ? Ou a-t-il été pris en grippe, comme d'autres le supposent, par Zhou Enlai ?

Toujours est-il que le 3 avril 1955 alors qu'il participe à un meeting, il est arrêté en même temps que le directeur adjoint du Gonganbu, Fang Yan. On l'accuse d'espionnage au profit des Japonais et des nationalistes, et surtout d'avoir permis à des nationalistes du Kuomintang d'échapper à la main vengeresse de la justice prolétarienne. On ressort des dossiers où il apparaît qu'il était en liaison à la fois avec les services spéciaux japonais et ceux de l'ancien dirigeant du Kuomintang passé à la collaboration avec l'empire du Soleil-Levant, Wang Jingwei.

L'ennui pour Pan, qui est expulsé du PCC, c'est que tout est vrai. Mais il agissait à la demande de Zhou Enlai… Ces événements ont eu lieu en 1940, alors qu'en Europe Hitler et Staline vivaient en relative

harmonie, après avoir signé leur pacte germano-soviétique et s'être partagé la Pologne. Mao et Zhou ne voyaient donc aucun mal à entretenir le même type de relations avec les Japonais (qu'ils combattaient officiellement) si l'entraide entre les services nippons et communistes permettait d'affaiblir leur ennemi commun : le Kuomintang.

C'est ainsi que Pan Hannian échangeait des informations avec Li Shiqun, le chef du service secret de Wang Jingwei, le « Pétain chinois ». En effet depuis mars 1940, cet ancien rival de « gauche » de Chiang Kai-shek au sein du Kuomintang s'est installé à Nankin comme chef d'un « pseudo gouvernement national », en fait dévoué corps et âme à l'occupant japonais. Il s'est affublé du titre de *Zongcai,* version chinoise de « Duce » ou « Führer ». Transfuges communistes, nationalistes défroqués, trafiquants d'opium, tenanciers de bordels, une bonne partie de la pègre de Shanghai et de Nankin ont rejoint le général Wang.

Mais plus surprenante encore est la trajectoire des deux chefs du service secret de Wang Jingwei. Voici deux gaillards, Ding Mocun et Li Shiqun, qui ont été formés à l'art du renseignement en URSS. De retour à Shanghai, sous couvert d'une « Agence d'informations sociales » (*Shehui Xinwenshe*), ils ont établi les « escadrons rouges », ces troupes de choc dirigées par Gu Shunzhang, avant sa trahison. Ils ont été arrêtés en mai 1934 alors qu'ils allaient assassiner un haut responsable du Kuomintang. Pour sauver leur peau, ils enfilent la « chemise bleue » des unités spéciales de Chen Lifu, et combattent leurs anciens camarades. Et pour finir, en 1938, ils suivent l'un d'entre eux, – Zhou Fohai, fondateur du PC avec Mao, devenu aussi nationaliste –, en passant dans les rangs du collabo Wang Jingwei[42]. Pour cet homme lige des Japonais, ils organisent un nouveau service secret qui collabore directement avec la Kempeitai, la « Gestapo » japonaise. Une trajectoire à donner le tournis mais qui n'est pas si exceptionnelle dans cette Chine des années 1930. Elle finit certes très mal

42. Ces affaires d'espionnage autour du dirigeant pro-japonais Wang Jingwei ont fourni la matière au film d'Ang Lee, *Lust Caution* (2007), le cinéaste taiwanais s'inspirant de la biographie de Ding Mocun.

puisque Ding sera fusillé en 1947 par le Kuomintang. Entre-temps Li Shiqun a été empoisonné par son officier traitant[43] japonais.

Or Pan Hannian avait réussi à renouer des liens secrets avec Li Shiqun, cet ancien membre du service spécial communiste, le Teke, et échangé des informations utiles aux deux parties. Naturellement en 1955, cette histoire, non divulguée officiellement par les enquêteurs du 2e Département du Gonganbu, n'arrange pas ses affaires.

D'autant qu'il y a pis : Pan le Shanghaïen a eu des contacts directs avec les Japonais eux-mêmes. La même année 1940, où il « échangeait » avec son vieux comparse d'escadron rouge devenu fasciste, Pan Hannian a aussi pris langue avec le lieutenant général Kagesa Sadaaki, responsable du renseignement japonais auprès du gouvernement de Nankin, pour proposer un cessez-le-feu entre l'armée communiste du Nord et les troupes du Mikado[44]. Kagesa est alors un haut responsable du 2e Bureau, le Rikugun Jôhôbu, tour à tour patron de la 7e Section (Asie), puis de la 8e (propagande stratégique) avant d'être attaché aux troupes d'occupation en Chine. C'est dire que c'est un maître ès-manipulations.

Difficile de savoir qui des deux, de l'espion japonais ou de l'agent communiste, a essayé de manipuler l'autre, mais le plan soumis par Pan au Japonais est sans lendemain. Reste cependant qu'il s'est compromis aux yeux de l'appareil secret du PCC et que les partisans de Kang Sheng ressortent aussi ce dossier pour le faire passer comme « agent japonais »...

Militant dévoué à la cause, clandestin exceptionnel, Pan Hannian se voit donc expédié au *Laogai* pour vingt ans, et c'est seulement aujourd'hui qu'on lui consacre, *post mortem*, des ouvrages visant à le réhabiliter[45]. Reste qu'à l'époque, on se demande évidemment si la

43. Officier de renseignement qui recrute et manipule un agent.

44. Voir le détail dans Jung Chang, Jon Halliday, *Mao, op. cit.*

45. Zhang Yun, *Pan Hannian Zhuan* (Biographie de Pan Hannian), Shanghai Chubanshe, 2006. Par ailleurs le magazine mensuel du Gonganbu, *China Police,* avait déjà consacré sur plusieurs numéros un feuilleton biographique à la gloire de Pan Hannian en 1998.

chute de Pan Hannian n'est pas une attaque voilée contre Zhou Enlai qui, en 1955, ouvre la diplomatie chinoise à la politique non-alignée en se rendant à la conférence de Bandoeng.

Une conférence à laquelle il ne se serait jamais rendu s'il avait pris place le 11 avril 1955 dans l'avion indien – le *Kashmir Princess* – qui emmenait sa délégation en Indonésie. Car l'avion avait explosé suite à un sabotage imputé au Kuomintang et à la CIA après Natuna Island en approchant de la Malaisie. Mais Britanniques de la Special Branch de Hong Kong et agents spéciaux du *Zhongshebu*, le DAS de Li Kenong, collaborant ensemble, auraient eu vent du projet d'attentat et suggéré au « mandarin révolutionnaire » de voyager à bord d'un autre avion en survolant la Birmanie… La CIA abandonne son plan alternatif d'empoisonner Zhou Enlai à Bandoeng[46].

Le DAS sous Li Kenong

Pour résumer : au lendemain de la création de la République populaire de Chine, tandis que le ministère de la Sécurité publique, le Gonganbu, assure la répression contre les éléments contre-révolutionnaires, la Chine, contrairement aux autres pays « socialistes », ne se dote pas encore d'un véritable service de renseignement extérieur d'État. Ils conservent leur structure qui dépend de la direction du Parti communiste. Au 15 allée de la Corde-à-l'arc (*Gongxian Hutong*) s'installe donc le DAS, amaigri car tous les éléments chargés du contre-espionnage ont été intégrés au ministère de la Sécurité publique. Mao a pris cette décision pour éviter qu'on lui reproche de maintenir au même poste ceux qui ont mené la « rectification » à Yan'an.

Zhou Enlai a toutefois insisté pour que l'on maintienne Li Kenong à son poste du renseignement extérieur. Cependant, selon

46. Wendell L. Minnick, « Target : Zhou Enlai, Was America's CIA Working with Taiwan Agents to Kill Chinese Premier ? » *in The Far Eastern Economic Review,* 13 juillet 1995.

l'un de ses biographes chinois, Li a d'abord été chargé de rédiger avec une équipe de vétérans une histoire interne des services spéciaux de 1927 à 1949, une tâche qui va prendre six mois[47].

Son rival et patron, Kang Sheng, s'est éclipsé. Son retrait des plus hautes instances du renseignement a été expliqué par plusieurs raisons : son rôle dans les purges de Yan'an lui a attiré les foudres de nombreux hauts responsables, parfois victimes de cette répression frénétique. Celui qu'on a baptisé à l'étranger « le Beria chinois » est donc écarté de la direction et, selon les versions, il s'est retiré dans son Shandong natal pour y constituer un bastion politique et mieux rebondir ensuite, ou plus étonnant, il a été placé dans un asile psychiatrique, frappé par les syndromes de paranoïa aiguë et même de schizophrénie, si l'on en croit notamment le médecin de Mao, le Dr Li Zhisui[48]. La rumeur a couru à l'époque, notamment dans les milieux du renseignement américain, que sa chute est liée à la mort de Staline, puis à celle du vrai Beria. Cette théorie laissait entendre que, formé à Moscou, il appartenait à une fraction prosoviétique et qu'il avait subi le même sort que certains de ses homologues dans les nouvelles républiques populaires d'Europe orientale.

Mais on a vu qu'au contraire Kang Sheng avait toujours voulu bâtir un système autonome et hostile à Moscou. En cela, il avait l'appui de Mao Zedong et même de Zhou Enlai. Mais ces deux-là devaient faire montre de diplomatie.

À la même époque, Maurice Oldfield, chef de station du MI 6 à Singapour, et futur patron des services britanniques dans les années 1970, a obtenu des informations indiquant que non seulement Kang Sheng continuait d'avoir l'oreille de Mao Zedong mais encore qu'il l'avait convaincu, au début des années 1950, de rompre avec l'URSS

47. Kai Cheng, *Li Kenong-the CCP Hidden Battlefront's Remarkable Leader* (*Li Kenong-Zhonggong Yinbi Zhanxiande Zhaoyue Lingdaoren,* Chinese Friendship Publishing Company, 1996.

48. Dr Li Zhisui, *The Private Life of Chairman Mao* (translated by Tai Hung-chao, foreword by Andrew J. Nathan, with the editorial assistance of Anne F. Thurston), Random House, New York, 1994.

qui, par le biais de ses conseillers et ses scientifiques, voulait avoir la mainmise sur la Chine[49].

Dernière explication que nous avions reprise dans notre biographie de Kang Sheng, en 1987, en partie grâce à des éléments de services de renseignement français qui s'appuyaient sur leurs réseaux de missionnaires et sur l'« église du silence » chinoise : Kang Sheng avait été chargé de s'occuper de la partie renseignement et récupération de savants chinois à travers le monde pour la fabrication de la bombe atomique. Un foisonnement d'indications abonde dans ce sens.

Quoi qu'il en soit, Kang Sheng va refaire surface publiquement en 1956. Entre-temps Li Kenong a développé les réseaux de renseignement du DAS et devient également, sous la tutelle de son ami Zhou Enlai, vice-ministre des Affaires étrangères. Ce qui explique qu'on verra les deux hommes à Genève, en 1954, au moment des négociations de paix en Indochine.

Pour moderniser le service, et faire oublier l'ère Kang Sheng, on change son nom. Adieu le Département des affaires sociales ! On l'appelle à partir de 1955 le Département d'investigation du Comité central (*Zhongyang Diaochabu),* en abrégé *Diaochabu,* tandis qu'une branche du DAS, est détachée comme département de travail légal et administratif[50].

Ainsi au cours de ces années 1950, chaque ambassade possède un « Bureau d'investigation et de recherche », qui couvre en fait le service d'espionnage. Une constatation s'impose au fil des ans : le Diaochabu ne possède pas les structures rigides du KGB soviétique, mais des frontières plus fluctuantes, tant pour ce qui concerne les membres du poste, agents recruteurs, officiers traitants *(gongzuo dan-*

---

49. Richard Deacon, *« C », A Biography of Sir Maurice Oldfield, Head of MI 6,* Futura, Londres, 1984.

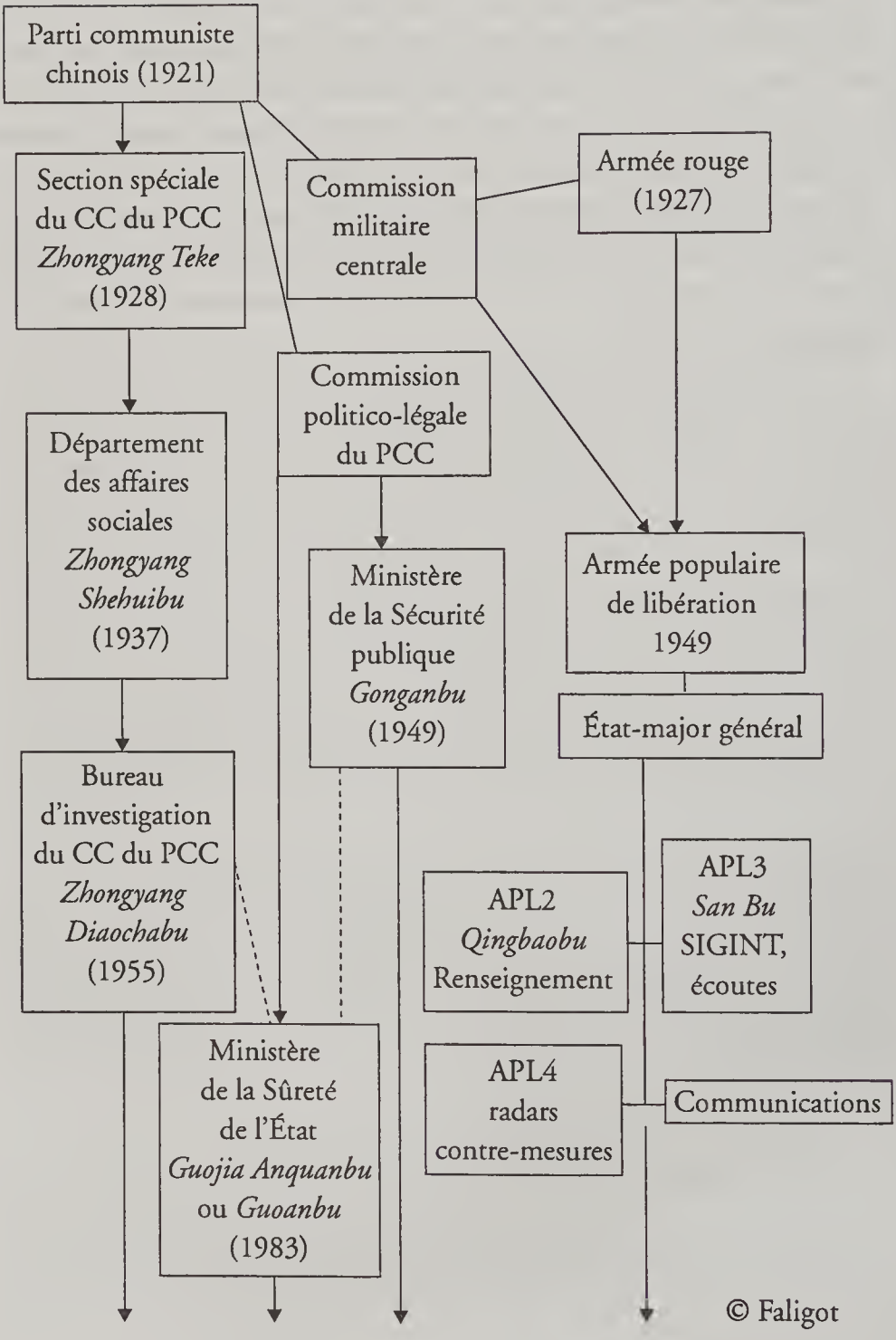
50. Dans la bouche de responsables chinois j'ai entendu aussi bien l'abréviation Zhongdiaobu que Diaochabu pour parler du Département d'investigation du comité central.

dang guan), que pour le coordinateur dépendant de la direction du Parti communiste.

Enfin, les renseignements récoltés sont disséqués par son 8e Bureau qui constitue un vaste centre d'analyse et qui s'ouvre sur l'extérieur en 1965, à la veille de la Révolution culturelle en prenant le nom d'Institut des recherches contemporaines internationales (CICIR). Cet institut a été créé presque en même temps que le Collège des affaires internationales, qui se charge de l'entraînement des agents secrets. Une double création, évidemment appuyée par Zhou Enlai, qui maîtrise désormais la politique internationale et la diplomatie de la Chine.

Le 9 février 1962, Li Kenong, qui a mené une carrière de trente ans dans les affaires spéciales et le renseignement, meurt à Pékin des suites d'une chute qui l'avait atteint au cerveau trois ans plus tôt. C'est dire qu'il était sérieusement malade depuis assez longtemps. D'ailleurs quand Chen Geng, son ami et ancien chef du service secret de Shanghai, décède en mars 1961, le nom du Bouddha souriant apparaît dans la liste du comité des funérailles, mais il ne peut pas se déplacer aux cérémonies. Officiellement, Li Kenong a conservé le poste de chef d'état-major adjoint de l'armée, chapeautant donc le renseignement militaire en même temps que le patron du Diaochabu. Cependant depuis quelque temps déjà, la direction du Diaochabu est assurée par des professionnels qui ont vécu l'épopée de Yan'an : Kong Yuan, ancien secrétaire de Kang Sheng à Shanghai, mais en fait proche lui aussi de Zhou Enlai, secondé par Zou Dapeng et Luo Qingchang. Alors que s'approche le typhon de la Révolution culturelle, les services secrets chinois vont connaître de nouvelles et terribles turbulences.

Évolution de la communauté du renseignement chinois de 1921 à 2008



Chapitre 3

Révolution culturelle chez les espions

Des dizaines de milliers de gardes rouges hurlent en agitant leur petit livre rouge, les pensées du président Mao, le « Grand Soleil écarlate » irradiant leur cœur. Ils brandissent des banderoles contre les « révisionnistes soviétiques », accusés d'avoir ensablé le marxisme-léninisme. Ils agitent leurs pancartes contre les « impérialistes américains » qui bombardent le Viêt-Nam. Parfois le bruit de bottes se fait plus étouffé : c'est qu'ils piétinent un homme à terre, un vieux professeur traité de « mandarin », ou qu'ils bourrent de coups de pied un cadre dégénéré qui a suivi « la voie bourgeoise » à l'instar du président Liu Shaoqi, le « Khrouchtchev chinois ». Au loin, près d'une fac en folie, des coups de feu s'échangent. Entre gardes rouges rivaux ? Entre escadrons de l'Armée populaire de libération envoyés par le maréchal Lin Biao, le « plus proche compagnon d'armes » de Mao, pour arrêter le chaos que ces dirigeants ont pourtant initié eux-mêmes ?

Les échauffourées, batailles rangées ou manifestations géantes sur la place Tiananmen depuis l'été 1966 résonnent drôlement aux milliers d'ouvriers qui, comme des fourmis, s'activent à grands coups de pioche et de marteau-piqueur à huit mètres sous terre tandis que ces tornades rouges vibrionnent dans tout Pékin. Du moins c'est ce que j'imagine, en visitant quarante ans plus tard, le Pékin sous Pékin.

Dixia Cheng, c'est la ville souterraine que Mao Zedong, Zhou Enlai et Lin Biao ont décidé de faire bâtir pendant la Révolution culturelle afin de prévenir les attaques nucléaires ou chimiques du Kremlin.

À l'époque, le KGB a organisé une vaste opération de désinformation en direction de la Chine et provoqué ainsi un regain d'activité sur cet immense chantier secret. C'est Victor Louis qui en a été la cause sans le vouloir. Agent mythique des « organes russes », il publie régulièrement, dans la presse occidentale, des « scoops » qu'il pêche aux meilleures sources, auprès de son ami Youri Andropov, le nouveau patron du KGB. En mars 1969, il a conforté les Chinois dans leur paranoïa, suite aux incidents frontaliers sur les rives du fleuve Amour qui ont opposé les deux armées rouges, russe et chinoise. À Pékin ont fleuri des *dazibao*, des affiches murales dénonçant les « social-impérialistes » soviétiques. Pendant ce temps, en catimini, Zhou Enlai a rencontré son homologue russe, le Premier ministre Alexis Kossyguine. En transit sur l'aéroport de Pékin, celui-ci revient de Hanoi où il s'est incliné devant le cercueil d'Hô Chi Minh, déjà embaumé, tandis que la guerre d'Indochine fait rage. Le but de Zhou ? Désamorcer le conflit sino-soviétique. Car il a craint, comme l'a aussi révélé Victor Louis, que les Soviétiques ne bombardent Pékin avec une arme nucléaire…[1]

Dixia Cheng, la ville souterraine contre les Russes

« C'est à cette époque qu'on a enterré les services secrets ! » m'explique en 2007 un spécialiste. Dixia Cheng, la ville souterraine, a été construite par 40 000 personnes, civils et militaires, pour abriter 300 000 habitants, soit 40 % de la population de Pékin de l'époque. Les soutiers de la Révolution ont creusé jusqu'à vingt mètres sous terre sur une surface de 85 km^2.

Dans ces couloirs, avec un ami, cinéaste japonais, je progresse guidé par une jeune fille de l'armée, vêtue d'un treillis et dont la

1. Voir le livre de John Barron, *KGB*, publié en 1974, puis dix ans plus tard par les Chinois, dans l'édition traduite par Shen Enqing aux éditions du Peuple du Liaoning (Liaoning Renmin Chubanshe).

phraséologie rappelle celle des années 1960. Parfait petit Garde rouge au frais minois, quarante ans après les faits. Les portraits de Mao, de Zhou, et même de Lin Biao, « le jeune tigre de la forêt », dauphin de Mao longtemps effacé de l'histoire, ajoutent au mystère. Sur les murs suintants sont placardées des photos d'avions Sukhoï et des chars soviétiques ainsi que des bombardiers B-52 américains. Des affiches d'époque – qu'on trouve aujourd'hui d'ordinaire au marché aux puces – dénoncent les « chacals sociaux-impérialistes » et les « tigres en papier américains ». Nous éclatons de rire en voyant aussi des avions français et japonais, appartenant à ces « laquais de l'impérialisme US ». Mais, tout de même – éclats de rire – les Français sont moins haïs que les Nippons dont la simple vue fait soulever la Chine. « La France, c'est la patrie de la Commune de Paris et du général de Gaulle qui a reconnu Pékin avant les autres. » Ce qui n'a pas empêché les gardes rouges d'afficher des *dazibao* sur les murs de l'ambassade de France au début de la Révolution culturelle en traitant ses ressortissants de « têtes de chiens », provoquant l'hilarité du général de Gaulle : « Se faire traiter de "tête de chiens" par des Pékinois, c'est un comble ! »

À huit mètres en profondeur se déroule un entrelacs de rues, réplique exacte des arcanes de Pékin en plein air, avec un système de filtrage et d'aération permettant de parer à d'éventuelles attaques chimiques et, croit-on, à des irradiations. Ici la milice, les services secrets, le Gonganbu, la réserve de l'armée se tiendraient arme au poing, masque au groin, l'œil rivé sur le petit livre rouge, en attendant la frappe ennemie.

Il y a ensuite un second palier, des galeries encore plus profondément creusées, à vingt mètres sous le sol, débouchant sur des refuges pour la population civile, des magasins, des théâtres de marionnettes pour occuper les enfants, des crèches, des hôpitaux, des cinémas, des marchés couverts, des galeries dortoirs à perte de vue…

Des plaques de rues aux noms chiffrés permettent aux troupes de la protection civile et à l'armée de s'y retrouver rapidement dans ce labyrinthe inextricable. Sous le regard noir de notre petite Garde

rouge, je note sur mon calepin que le numéro 01-8001, dans la galerie où nous nous trouvons, indique qu'on évolue sous le parc Tiantan, sous la bibliothèque d'étude des batailles de l'armée !

Un journaliste européen qui vit depuis longtemps dans la capitale du Nord m'a déjà expliqué que jadis son appartement, ayant anciennement appartenu à un cadre dirigeant, possédait une trappe qui permettait de descendre dans un abri relié à Zhongnanhai, le palais gouvernemental des « Lacs du milieu et du sud », à l'ouest de la Cité interdite.

Quand j'ai posé la question à notre guide, à la seule évocation de Zhongnanhai, elle a répondu, en secouant sa main ouverte, la paume vers moi, un brin choquée : « *Mimi ! Mimi !* C'est secret ! »

Pourtant, on peut avoir accès à ce qui est devenu une relique historique. Il existe diverses sorties de la ville sous terre, près de la Cité interdite, à Xidawo Changlie, dans une ancienne fabrique de tapis de Xingfu Dajie, ou encore dans les quartiers de Chongwen et de Qianmen. Aujourd'hui, ce dispositif a pris une dimension nouvelle. À cause des destructions des vieux quartiers pour les jeux Olympiques, moult galeries sont obstruées ou comblées par des sous-sols d'hôtels, de magasins ou la nouvelle ligne de métro qui amène directement aux stades olympiques.

Dans la plus grande discrétion, une partie de ces galeries a été restructurée, renforcée et rebâtie, toujours sous couvert des constructions olympiques, par des unités spéciales du génie de l'APL et de la sécurité militaire. Ainsi des moyens de transports plus rapides, par exemple des michelines, peuvent acheminer des troupes d'un endroit à l'autre de la ville en cas de troubles ou exfiltrer les dirigeants des fortins souterrains de Zhongnanhai et du Baiyi Building, la Commission militaire centrale (CMC), avec ses trois étages en sous-sol et ses 12 étages hors-sol, alors en pleine réfection pour s'adapter aux normes antisismiques et antiterroristes.

En vis-à-vis, la construction d'une nouvelle ville souterraine sous Pékin, beaucoup plus civile, a commencé à l'été 2006 et durera jusqu'en 2012. Même dans ce registre, la CMC dirige les opérations,

chapeautant le triumvirat – PC, armée, mairie de Pékin – chargé des travaux pour sept à huit fois plus d'abris anti-atomiques perfectionnés qu'actuellement, alors que seulement 10 % de la population pourraient être protégés en cas d'attaque. Les Chinois rêvent que cette ville invisible serait la plus grande au monde : centres de commandement renforcés aux quatre points cardinaux de la ville, doublement des postes d'évacuation (150) et réseau de transports souterrains menant troupes ou réfugiés dans 20 districts avoisinants (reliés à des gares ferroviaires et aéroports). Sont à l'étude des villes souterraines comparables à Shanghai, Nankin et, à terme, dans les 50 cités de plus d'un million d'habitants…

Cela, c'est la Chine du futur proche. On est loin du dispositif, purement défensif, mis en place à l'époque de la Révolution culturelle. Mais pas loin, politiquement, du système des années 1960 où le poste le mieux protégé sous terre, à part celui de Mao Zedong, était le quartier général de Kang Sheng, redevenu le chef des services secrets.

Les mystères du « Jardin des bambous »

Retiré dans son Shandong natal au début des années 1950, le « maître des ombres » a refait surface. Il va jouer un rôle de premier plan dans la plus grande purge jamais organisée, à la manière de la « campagne de rectification » qu'il avait menée à Yan'an en 1942.

Des galeries de la ville souterraine mènent au « Jardin des Bambous », la demeure de Kang Sheng au nord de Pékin, en direction de la tour du Tambour. Cette ancienne résidence d'un cousin d'un empereur Qing est constituée d'un ensemble de pavillons rehaussés de laque rouge, au milieu d'un jardin taoïste planté de bambous, parsemé de chemins tortueux, de rochers et de fontaines. Et dans « les pavillons du Canard » ou celui de la « jeune beauté ivre », il s'en passe de drôles de choses ! Il y a les bunkers souterrains où sont entassés aussi bien des œuvres d'art pillées dans les temples

ou les demeures anciennes par de faux gardes rouges à sa solde. Dans les alcôves sont stockées des centaines de livres érotiques de l'époque Ming – tels *Le Tapis de prière en chair* ou *Les Fleurs de prunier dans un vase d'or* dont Kang se délecte d'autant plus qu'il les a fait interdire –, et dont il fait partager la lecture à Mao, tout comme il savoure les bandes magnétiques d'enregistrements de milliers de voix de femmes pendant l'orgasme, réel ou simulé. Esthète à sa manière, le « maître des ténèbres » fait jouer en effet au « Jardin des bambous », des pièces pornographiques – nombreuses au répertoire chinois –, par certains de ces acteurs androgynes de l'Opéra de Pékin qui jouent les *hua dan*, les rôles de coquettes. Certains excellent dans l'art d'imiter le plaisir des dames, courtisanes ou simples paysannes. On ne sait plus très bien si cela ressort des perversions propres au « diable du Shandong » ou à la manie de pénétrer, avec le fichage, dans la plus profonde intimité des êtres. Après tout, à cette époque où le ministre de la Santé est l'épouse du patron de la Sécurité publique, n'oblige-t-on pas les femmes à afficher les dates de leurs règles sur la porte de leur maison [2] ?

Cependant les hommes à la vareuse verte qui circulent en tous sens dans le vieux « Jardin des bambous » – qui aussi appartenu à un eunuque de l'époque Ming – n'ont pas la tête à ces « histoires jaunes », comme appelle les affaires du sexe et autres faligoteries[3]. Ils se rendent dans d'autres cryptes où sont installés les centres d'écoute, les systèmes de communications chiffrées, les téléphones rouges qui permettent au service secret de communiquer avec les responsables des provinces et de donner ses instructions.

Ainsi, Kang Sheng, toujours vêtu de blanc – couleur de la mort –, appelle le Shandong natal, pour savoir comment la révolution y prend tournure. Si l'on a bien détruit, comme cela a été demandé avec

2. Voir Jean Marabini, *Mao et ses héritiers, Ombres chinoises sur le monde,* Robert Laffont, Paris, 1972.

3. Pour une définition de « faligoterie », voir le roman chinois Shi Nai-an, Luo Guan-zhong, *Au bord de l'eau* (texte traduit, présenté et annoté par Jacques Dars), La Pléiade, Gallimard, Paris, 1978, volume 2, p. 1338.

insistance, la demeure historique de Confucius… Il s'entretient au téléphone avec le chef des gardes rouges et peut lui faire toute confiance : au bout du fil, c'est son propre fils, Zhang Zishi, qui répond !

« Le Jardin des bambous », si paisible aujourd'hui comme petit hôtel de luxe (toujours sous contrôle des services secrets), où je me suis rendu avec mon cinéaste japonais, après notre promenade sous terre, était, du temps de Kang Sheng, une ruche bourdonnante, véritable poste de pilotage de la Révolution culturelle à travers la Chine.

En reprenant le fil des événements, on peut en décortiquer quelques épisodes marquants alors que s'engage, en plus de la lutte pour le pouvoir, une bataille pour le contrôle des services secrets. Mais en Chine, n'est-ce pas toujours un seul et même enjeu ? Hier comme aujourd'hui ?

Appelé à Pékin au milieu des années 1950, Kang Sheng a gravi à nouveau les échelons du pouvoir rouge par le biais politique et idéologique. Aussi étonnant que cela paraisse de nos jours, à l'époque, Deng Xiaoping et Kang Sheng s'entendent comme larrons en foire pour traiter ensemble de l'épineux dossier des relations avec l'URSS. Ils ont en commun, contrairement à Mao, une expérience internationale qui leur donne une vision mondiale. Tous deux regrettent que depuis la mort de Staline, en 1953, et l'avènement de Khrouchtchev, la révolution se ramollit à l'aune de la coexistence pacifique engagée avec les États-Unis.

Revoici Kang Sheng à Moscou, aux côtés de Peng Zhen, ancien des services spéciaux de Yan'an, devenu maire de la capitale, avec lequel il amorce la rupture avec les Soviétiques, au nom du Département des liaisons internationales (DLI) du PCC. Face à lui se trouve le chef du DLI soviétique, Youri Andropov, pas encore chef du KGB. Mais ce dernier est cependant bien informé. Il comprend que par son hostilité affichée à l'égard des Russes, Mao Zedong essaie de ressouder le Parti communiste chinois autour de son leadership. La mollesse, le réformisme qu'il critique chez les maîtres du Kremlin, il va bientôt les reprocher aussi à Liu Shaoqi, le président, à Deng Xiaoping, le

secrétaire général, à Peng Zhen, le maire de Pékin ou encore à Yang Shangkun, le responsable du secteur « Organisation » du parti.

De 1956 – lorsque Kang Sheng critique la Yougoslavie de Tito, responsable, selon lui, d'avoir organisé « la rébellion contre-révolutionnaire » en Hongrie – jusqu'aux années 1960 où il s'en prendra personnellement à Khrouchtchev, l'ancien responsable des services secrets (qu'il redeviendra bientôt) apparaît comme le protagoniste de l'escalade vers la rupture Moscou-Pékin.

« Tu n'es pas qualifié pour débattre avec moi, hurle un jour Khrouchtchev à Kang Sheng. Je suis le sécrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique et tu es tout juste un membre suppléant de votre bureau politique. »

Dans son russe hâché, appris à Moscou, l'œil perçant sous ses lunettes cerclées, Kang Sheng rétorque : « Tes références valent les miennes. En 1931, j'étais membre du comité permanent du Politburo. En 1935, j'étais membre suppléant de l'exécutif du Komintern et tu n'étais même pas membre du comité central ![4] »

La haine des Soviétiques à l'égard de Kang Sheng est d'autant plus intense que, de même que Zhou Enlai, Deng Xiaoping ou Liu Shaoqi, il a été en son temps homologué comme agent du Guépéou, l'ancêtre du KGB. De ces « organes », il a tout appris : dissimulation, désinformation, manipulation et finalement retournement de situation !

De nombreux membres de la direction chinoise jugent que Kang Sheng y va un peu fort. Mais ses attaques, et celles à venir, ont pour but d'impressionner autant Mao que Khrouchtchev. C'est de politique interne autant qu'internationale qu'il s'agit. Les deux dirigeants chinois, Mao et Kang, s'accordent sur bien des points dont celui-ci : faire de la Chine le nouveau centre de la révolution mondiale. Mais pour y parvenir, il convient de relancer la révolution en Chine même…

Fin du premier acte.

---

4. Cité *in* John Byron & Robert pack, *The Claws of the Dragon, op. cit.*

La « Bande de Shanghai » et la « mafia du Shandong »

Deuxième acte : Kang Sheng se lie à un réseau d'idéologues principalement implantés à Shanghai qui vont lancer la campagne contre les tendances révisionnistes au sein du parti dans le domaine des arts et de la littérature. Comme au temps de Yan'an, c'est par le biais de la culture qu'on critique les positions politiques. Telle pièce de théâtre ou tel roman est vivement critiqué, mais ce sont les hommes politiques protecteurs de l'auteur qui sont visés… Ce groupe de Shanghai est resté gravé dans l'histoire terrifiante de cette période sous le nom de la « Bande des Quatre ».

Le cœur de ce groupe palpite sous le nom de Jiang Qing, l'ancienne actrice de cinéma « Pomme bleue » des années 1930 de Shanghai. Elle est aussi l'épouse officielle de Mao qui, tel un empereur d'autrefois, vit avec d'autres concubines fournies par Kang Sheng ou par le chef des gardes du corps Wang Dongxing. Elle a aidé Kang Sheng, originaire comme elle du Shandong, à faire un retour réussi dans la direction du parti et à la tête des services.

Qui sont les trois autres membres de la Bande des Quatre ? Zhang Chunqiao, surnommé « le vieil eunuque », lui aussi originaire du Shandong, a étudié à l'Académie de Shaanbei, organisée jadis à Yan'an par le Département des affaires sociales (*Zhongshebu)*, donc les services secrets. C'est là qu'il est devenu le secrétaire de Ke Qingshi, ce militant qui, en 1931, avait aidé Kang Sheng à réorganiser le service d'espionnage de Shanghai après la trahison du « magicien Gu ». En 1960, Ke Qingshi est devenu le maire de Shanghai, et Zhang l'a rejoint pour devenir son chef de la propagande. Dans ce bastion où va se lancer la Révolution culturelle, « le vieil eunuque » a recruté à son tour, en 1965, un jeune journaliste du quotidien *Libération,* pour lancer les premières piques contre les milieux intellectuels jugés contre-révolutionnaires. Ce troisième membre de la Bande des Quatre a pour nom Yao Wenyuan. Il est le fils d'un écrivain célèbre dans les années 1920, Yao Pengzi, qui a travaillé comme agent secret pour

Pan Hannian, cet autre maître espion, l'ami de Tchang du *Lotus bleu* devenu maire adjoint de Shanghai avant d'être emprisonné, comme on l'a vu, sous la fausse accusation d'espionnage au profit du Kuomintang. Le quatrième et plus célèbre des quatre est Chen Boda, le principal conseiller du Groupe de la Révolution culturelle. Originaire du Fujian, près de Shanghai, il a été le secrétaire de Mao à Yan'an et, il est, comme on s'en souvient, avec Kang Sheng, l'inventeur du « maoïsme ». Dans les années 1960, les deux hommes poursuivent cette déification avec un trait de génie : ils sélectionnent des citations dans les textes abondants du président Mao pour les réunir dans un petit livre, grand comme un calepin, à jaquette de plastique rouge. Et tout bon révolutionnaire les apprendra par cœur et les annonera comme des sutras boudhiques ou des sourates musulmanes.

Comme l'écrira plus tard dans son livre de souvenirs Stephen Fitzgerald, le premier ambassadeur australien : « La Révolution culturelle, c'est aussi la bataille entre Pékin et Shanghai[5] ». En effet, c'est à partir de Shanghai que se portent les premières estocades contre une pièce de théâtre, critique à travers laquelle des dirigeants de premier plan sont harcelés tels le maire de Pékin, Peng Zhen ou encore le chef d'état-major de l'APL, le général Luo Ruiqing, le « Saint-Just » chinois.

Puis vient le *troisième acte :* cette mise en cause de dirigeants du parti qui tenaient le haut du pavé n'est possible qu'avec l'alliance de la direction de l'armée. Aussi Mao Zedong et le maréchal Lin Biao, responsable de la Défense, complotent pour renverser le général Luo Ruiqing, celui-là même qui a dirigé la Sécurité publique, le Gonganbu, à la fondation de la République populaire. Ce vétéran de la Longue Marche et adjoint de Lin Biao en 1965, est devenu entre-temps chef d'état-major, ainsi que vice-Premier ministre et il contrôle aussi une bonne partie de l'appareil de sécurité. C'est dire que sa chute favoriserait la mainmise de Kang sur les services secrets tant convoités.

---

5. Stephen Fitzgerald, *China and the World,* Contemporary China Paper n° 11, Australian National University Press, Canberra, 1977. L'ambassade d'Australie a été ouverte en 1973.

À la fin de l'année, Lin Biao organise l'arrestation de Luo Ruiqing. Les mauvais traitements qu'il subit en mars 1966 le poussent à tenter de se suicider en se jetant par la fenêtre d'un lieu d'interrogatoires. Les deux jambes cassées, il est transporté par les gardes rouges sur le lieu d'un meeting de masse où on voudra le forcer à faire son autocritique...

Kang Sheng concocte un dossier à sa façon et lui taille un costume de traître aux « rapports illicites avec l'étranger », sous-entendu l'URSS. Tout au long de la Révolution culturelle, avant que sa santé ne s'altère du fait de sa consommation d'opium et de cigarettes, Kang Sheng excellera comme spécialiste de ces dossiers ficelés à partir d'énigmatiques affaires cachées remontant souvent aux années 1930.

Dans le cas du général Luo, c'est la deuxième fois en trente ans que Kang lui ravit le commandement des services secrets. Au cours de l'épopée sanglante de la Révolution culturelle, la bataille pour le contrôle de ces services fait rage. Pour arrêter Luo, pour consolider encore les liens avec Mao, pour destructurer les services spéciaux tout en récupérant leur organisation, Kang Sheng s'appuie sur Wang Dongxing, un de ses anciens adjoints. « Gorille » de Mao depuis toujours, ce dernier est aussi vice-ministre du Gonganbu depuis 1955, et enfin patron de l'unité 8341 (*Basansiyi*) autrement appelée « Régiment central des gardes » *(Jingwei Tuan)*, fondée en 1938 et forte de 8 000 hommes[6]. Ainsi pour chacun de leurs déplacements hors de Pékin, Mao Zedong ou Zhou Enlai sont protégés par une centaine de ces gardes d'élite. Ce sont aussi des nageurs de combat de la 8341 qui aident Mao, conquérant des éléments, à nager sur 15 kilomètres dans le fleuve Yanzi le 16 juillet 1966...

---

6. Sur le rôle de Wang Dongxing, ancien du Département des affaires sociales à Yan'an, et donc adjoint de Kang Sheng, voir le Dr Li Zhisui, *La Vie privée du camarade Mao, op. cit ;* Jung Chang, Jon Halliday, *Mao,* Gallimard, P.H. Chang, « The Rise of Wang Tung-hsing : Head of China's Security Apparatus », *in China Quarterly*, n° 73, mars 1978 ; « *Wang Tung-hsing – The Head of Peiping's Undercover agents* », *in Issues & Studies,* Taipei, août 1976.

Un commentaire s'impose. Plus que jamais l'histoire du communisme chinois de cette époque prouve que se perpétue depuis les années 1920 une élite politico-sécuritaire. Autrement dit, nombre de dirigeants politiques ont souvent joué un rôle d'agent secret dans la clandestinité d'avant 1949, de même que des professionnels du renseignement peuvent grimper aux plus hauts échelons de l'appareil du parti.

Ce qui fournit à Kang Sheng des éléments biographiques utilisables pour ses dossiers concernant des responsables qui peuvent tomber de haut, dans le jeu cent fois répété des batailles de factions et des groupes reliés entre eux parce qu'on appelle les « relations invisibles », les *touming guanxi,* et qui pourtant s'opposent. Ce phénomène plonge naturellement ses racines dans le communisme russe, mais il est décuplé par les traditions asiatiques et le despotisme oriental à la chinoise.

L'œil du KGB dans la tourmente

Les Russes, justement ! Leurs experts ont été renvoyés chez eux suite au schisme sino-soviétique dont Kang Sheng a été le maître de cérémonie. Cependant, devenu chef du KGB en 1967, Youri Andropov espère convertir l'ambassade qui lui reste à Pékin pour quelques mois encore, en tour de contrôle de la révolution chinoise. Certains des dirigeants chinois sont considérés comme des amis quoi qu'il arrive. Ils ont séjourné à Moscou et ont été homologués comme agents soviétiques, même si, pour la façade, ils doivent évidemment dénoncer les « sociaux-impérialistes » russes, faute de quoi ils finiront comme Luo Ruiqing. Un seul de ces anciens stagiaires des années 1930 est, à ma connaissance, resté en URSS comme spécialiste du desk chinois des services secrets. De son nom russifié « Djancha », cet ancien du Guépéou a pris fait et cause pour Moscou, et d'ailleurs son fils, Sergueï, y dirige toujours en 2008 une agence de voyage et de tourisme en direction de la Chine…

En ce milieu des années 1960, l'activité du KGB et du GRU à Pékin est très réduite et c'est déjà un exploit de se procurer des documents en apparence publiques tel le *Jiefangjunbao*, le journal de l'APL, interdit aux étrangers[7]. Des diplomates espions soviétiques sont suivis par des dizaines d'agents chinois où qu'ils aillent. La tactique la plus répandue, c'est de sortir de l'ambassade dans le coffre de la voiture d'un simple fonctionnaire et de se laisser déposer pour se perdre dans la foule. Mais compte tenu de la mobilisation constante des gardes rouges, il est impossible de rester très longtemps sans se faire remarquer, à moins d'appartenir à des ethnies d'Asie centrale ou de Mongolie.

Le journaliste Alexei Antonkin, qui a préféré travailler pour l'agence Tass plutôt que pour le KGB, n'en aide pas moins l'ambassade à se faire une opinion. Il ne cache pas sa joie d'obtenir des documents confidentiels tels que les « communications du comité central du parti » en date du 16 mai 1966 ou encore le « Rapport sur le groupe de travail du Comité central pour l'examen des erreurs de Luo Ruiqing ».

Il se procure encore la liste des nouveaux élus du comité central, et l'équipe d'analystes autour de l'ambassadeur découvre la montée en puissance des femmes, de dignitaires, de membres des services de renseignement (autour de Kang Sheng et de Wang Dongxing), des théoriciens Chen Boda ou Zhang Qunqiao aux dépens de la clique de Liu Shaoqi, le « Khrouchtchev chinois », et de Deng Xiaoping.

Antonkin reçoit des instructions de la direction de l'agence Tass qui lui demande d'écrire des articles prouvant que « le peuple chinois est hostile à Mao ». Aussi va-t-il puiser, comme ses camarades du KGB, à l'une des sources jugées les plus profitables en quantité d'informations, les journaux muraux, les *dazibao*.

« La meilleure source d'information et la moins pratiquée par les correspondants n'étant pas la presse chinoise, aussi confidentielle

7. De nos jours, le même journal est accessible dans sa version anglaise et chinoise (plus développée) sur internet : http://english.chinamil.com.cn/

fût-elle, mais bien les *dazibao* placardés sur les murs de la ville, je trouvais dans le quartier Haidian, peu éloigné de l'université de Pékin, toutes sortes de *dazibao*, plus ou moins intéressants ou inédits. Parmi cette production pléthorique, je pouvais puiser çà et là des informations conformes aux directives. Tous les conflits internes des usines, des universités, des administrations et des banques étaient étalés sur les murs [...] J'ai trouvé l'information précieuse sur des *dazibao* à Haidian et dans Wangfujing [la rue la plus populaire de la capitale] qui parlaient de révoltes de paysans et de moines à Lhassa et dans d'autres régions du Tibet, ce qui était une grande première. Il y était même précisé que l'armée chinoise avait réprimé à temps ces révoltes[8]. »

Les agents du KGB qui s'escriment aussi à emboîter les pièces de ce puzzle rencontrent de nouvelles difficultés, au point qu'Alexandre Sakharovsky, le patron du 1er directoire (PGU) du KGB, chargé du renseignement, écrit dans une directive : « La résidence du KGB à Pékin doit opérer dans des conditions de siège[9]. »

C'est d'autant plus vrai que les agents soviétiques ont été expulsés *manu militari* en deux vagues successives : en 1966, Youri Kossyoukov, Andréi Krouchinsky ; en 1967 Nikolai Natachine, Valentin Passentchouk, Oleg Yedanov...

Quand Youri Andropov a été promu chef du KGB en 1967, les Chinois ont poussé des cris d'orfraie avec leur charabia habituel : « C'est un changement soudain et significatif de la direction dans un instrument important de la dictature fasciste aux mains de la clique dirigeante révisionniste soviétique », proclame *Pékin-Information* le 12 juin 1967.

Pour savoir ce qui se passe dans toute la Chine, Youri Andropov intensifie les activités de la Ligne K (comme *Kitaï*, « Chine » en russe). Mais peut-elle agir en ayant perdu ses réseaux intérieurs ? Les directives du 1er Directoire du KGB sont claires.

---

8. Alexei Antonkin, *Les Chiens de faïence (témoignage d'un correspondant de l'agence Tass à Pékin)*, Éditions de l'équinoxe, Paris, 1983.

9. Cité *in* Christopher Andrew, Vasili Mitrokhin, *The KGB & the World – The Mitrokhin Archive II*, Penguin, Londres, 2006.

Premier objectif : recruter des Chinois en dehors de Chine, lors de rencontres diplomatiques, opération particulièrement malaisée, car les diplomates chinois ne circulent qu'en bande et habitent ensemble sous l'œil vigilant de cerbères du service secret du parti, repris en main par Kang Sheng.

Deuxième objectif : créer une « résidence » spéciale du KGB à Hong Kong, l'un des lieux de pénétration favoris de la Chine du Sud. Les services spéciaux taiwanais en ont fait leur base principale d'infiltration, mais tout comme les services américains, leurs espions sont régulièrement expulsés de la colonie britannique, car Londres ne tient pas à provoquer son puissant voisin (ce qui n'a pas empêché les émeutes de 1966, organisées par les services chinois à partir de Canton). Hong Kong demeure aussi la place privilégiée du débriefing des réfugiés qui ont traversé à la nage la rivière des Perles pour échapper aux turbulences de la Révolution culturelle. Toutefois, le patron de l'antenne du KGB, Stepan Tsoumayev, sera expulsé de la colonie en 1972.

Troisième objectif : recruter des représentants des minorités ouïgoures, tadjikes, kazakhes qui peuvent se fondre dans le paysage à partir du Kazakhstan et d'autres républiques frontalières, notamment en direction du Xinjiang, à forte population musulmane, autrement dit l'ancien Turkestan oriental, un temps indépendant, mais annexé par la Chine après 1949.

Quatrième objectif : collaborer étroitement avec des services de renseignements tel celui de Mongolie extérieure qui peut envoyer des agents en Mongolie intérieure (sous contrôle chinois), lesquels passent relativement inaperçus.

La désintégration des services spéciaux

En août 1966, sur la place Tiananmen, Mao a dit aux jeunes gardes rouges : « On a raison de se révolter ! » Est ainsi lancée la lutte contre les artistes, les professeurs, les intellectuels dans une campagne

d'annihilation de la culture particulièrement choyée par Jiang Qing. Puis, à la fin de l'été, c'est la traque aux cadres du parti qui commence. Kang Sheng, désormais présent à toutes les manifestations dans son costume blanc, en tant que du « Groupe central d'examen des dossiers », sorte de superpolice secrète, lance aussi la chasse aux contre-révolutionnaires au sein des services de renseignements.

Toutefois, si la croisade contre les éléments antiparti prend de l'ampleur, l'anarchie qu'elle génère ne doit pas mener à la destruction totale de ces services. Le 8 septembre 1966, Kang Sheng, d'accord avec Wang Dongxing, fait placarder une directive du comité central ainsi libellée : « Codes, télégrammes, documents confidentiels, dossiers et archives secrètes sont les secrets essentiels du parti et de l'État ; et leur protection relève de la responsabilité de tous les cadres, des masses révolutionnaires, des étudiants et des enseignants révolutionnaires. Les gardes rouges comme les réservistes de l'Armée populaire de libération devront coopérer avec les organismes du gouvernement et du parti et avec l'Armée populaire de libération en assumant la glorieuse responsabilité de la protection des secrets du parti et de l'État. »

Il n'empêche : les dirigeants ont joué les apprentis sorciers. L'appareil de sécurité et de renseignement chinois se fendille comme toutes les autres institutions disloquées par la Révolution culturelle. Luo Ruiqing en a été la première victime expiatoire. À l'hiver 1966, les dirigeants jugés « révisionnistes », Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Yang Shangkun sont arrêtés et soumis au feu nourri de la critique et à l'humiliation de l'autocritique dans des meetings de masse où l'hystérie collective l'emporte sur l'orthodoxie marxiste-léniniste. Le cas de Yang Shangkun est singulier : en tant que responsable du Bureau des affaires générales du comité central, ce fils d'une riche famille du Sichuan qui avait été formé lui aussi par le Guépéou à Moscou est accusé d'avoir posé des micros dans le bureau de Mao pour le compte des Soviétiques… Mais au lendemain de la Révolution culturelle, on apprendra que c'est avec l'accord du même Mao qu'il avait sonorisé son bureau de Zhongnanhai dès les années 1950, de

la même façon que Richard Nixon a fait placer des systèmes d'enregistrement, sans doute pour la postérité, dans le bureau Ovale de la Maison-Blanche. Mais dans ce dernier cas, c'est le président qui en subira les conséquences au moment du scandale du Watergate et non le placeur de micros[10].

Quand on n'est pas espion présumé du KGB, on l'est forcément de la CIA... C'est ainsi que l'épouse de Liu Shaoqi, Wang Guangmei, sera traitée d'« espionne de services impérialistes » et de « putain de Soekarno » (aimable expression de Mme Mao) du fait qu'elle a porté une robe du soir et un collier de perles lors d'un voyage officiel en Indonésie. Au cours d'un meeting de masse, en avril 1967, Jiang Qing fera tout pour l'humilier et l'obliger à une autocritique à laquelle elle ne se résignera pas, en dépit d'un beau dossier ficelé par Kang Sheng...

La Chine de 800 millions d'âmes est embrasée par les révoltes des gardes rouges. Même au sein du Gonganbu, dans cette Sécurité publique forte de 250 000 fonctionnaires, les comités qu'ils ont constitué destituent leurs chefs, à Pékin, à Shanghai et ailleurs. En 1966, tous les vice-ministres du Gonganbu, à l'exception de Wang Dongxing, sont purgés comme « agents doubles » : parmi ces chefs emprisonnés, deux d'entre eux – Ling Yun et Liu Fuzhi – referont surface et se vengeront en créant de nouveaux services dans les années 1980, tandis que trois autres périront en prison[11]. Pendant ce temps,

---

10. John Byron, Robert Pack, *The Claws of the Dragon, op.cit.*

11. Ces vice-ministres sont Yang Qijing (relâché en 1973), Wang Jinxiang, Liu Fuzhi, Ling Yun (le meilleur expert du contre-espionnage), Yang Yumin et Yu Sang, Xu Jianguo et Xu Zirong (qui meurent en prison). Revenons un instant sur le cas de Xu Jianguo. Il illustre parfaitement la manière dont cette Révolution culturelle fait des ravages dans les rangs des services spéciaux : expert de la sécurité militaire, Xu avait été garde du corps de Mao pendant la Longue Marche, puis celui de Zhou Enlai. Versé au DAS (Shehuibu) en 1936, sous l'égide de Kang Sheng il en dirige la division Sécurité. Après la « Libération » de 1949, le voici responsable du Gonganbu à Tientsin puis à Shanghai. On le nomme ambassadeur tour à tour en Roumanie et en Albanie, deux pays frères où il structure la collaboration avec les deux polices secrètes locales, la Securitate et le Sigurimi.

225 dirigeants des bureaux centraux du Gonganbu et 34 480 cadres sont limogés (dont 1500 tués). Des gardes rouges du Gonganbu publient même un journal, *L'Officier de sécurité rouge* (*Hongsi Gongan)* qui relate leurs exploits[12].

Le grand patron du Gonganbu, Xie Fuzhi, a toutefois opté pour le soutien à Mao et à Kang Sheng, de sorte qu'il préside paradoxalement à l'auto-destruction de sa propre organisation, mais en même temps à sa propre promotion personnelle dans le nouveau système et à celle de sa femme Liu Xiangping qui devient ministre de la Santé. Tandis que coule le navire, une bonne partie des forces du Gonganbu trouvent une bouée de sauvetage dans l'Armée de Lin Biao, « le jeune tigre de la forêt » aux dents longues…

À ce rythme-là, la galaxie du renseignement chinois risque de péricliter. Kang Sheng en est conscient. Il démultiplie ses propres réseaux à partir du « Jardin des bambous ». Cette situation en tracassent d'autres que lui. L'armée de Lin Biao, la diplomatie de Zhou Enlai, les unités spéciales de Wang Dongxing vont préserver des pans entier du système. Zhou s'assure que certains cadres emprisonnés sont bien traités. C'est vrai en politique pour Deng Xiaoping, c'est vrai dans le domaine du renseignement.

La chute du Diaochabu

Lorsque le rival de Kang Sheng, le Bouddha souriant, Li Kenong, est mort en 1961, il a cédé sa place de patron du Zhongyang

---

De retour à Pékin, Xu est promu vice-ministre par Luo Ruiqing. Patatras ! Cette belle carrière est brisée nette par les gardes rouges. Kang Sheng qui tire les ficelles, en parfait montreur d'ombres, l'accuse de félonie de concert avec Luo. L'ancien ambassadeur se retrouve à la prison de Qincheng (la prison n° 1 où sont enfermés espions étrangers et hauts dignitaires déchus) dans une minuscule cellule, sorte d'oubliette où il mettra quatre ans à mourir d'un cancer non soigné…

12. On trouvera la traduction d'un de ces journaux dans *Révolution culturelle dans la Chine populaire, (Anthologie de la presse des gardes rouges),* 10/18, Paris, 1974.

Diaochabu, c'est-à-dire le Département central des enquêtes, à Kong Yuan, l'ancien secrétaire de Kang Sheng au département d'organisation du PCC à Shanghai, en 1930. Par la suite, celui-ci est devenu un proche de Zhou Enlai et de Deng Xiaoping. Si proche que Kong et Deng ont célébré leur mariage avec deux femmes amies, le même jour de septembre 1939, à Yan'an, au cours d'une petite sauterie organisée par Mao. La nouvelle épouse de Deng, le « Petit Joufflu », Zhuo Lin, était elle-même une agente secrète derrière les lignes japonaises[13].

À partir de 1961, la tâche de Kong Yuan est ardue car le service doit mener à la fois les enquêtes et le fichage des cadres du parti ainsi que les missions de renseignement à l'étranger sous diverses couvertures de la diplomatie ou du journalisme. Lui qui a été vice-ministre du Commerce extérieur envisage aussi de développer le renseignement économique.

Cependant la Révolution culturelle brise cet élan. Son adjoint au Diaochabu, le Mandchou Zou Dapeng est arrêté en avril 1966 et assassiné un an plus tard par les gardes rouges. En novembre, c'est au tour de Kong Yuan d'être démis de toutes ses fonctions, et sa femme, Xu Ming, chef de cabinet de Zhou Enlai, ne supportant pas les attaques des gardes rouges, se suicide. Son autre adjoint, Luo Qingchang, également secrétaire de Zhou Enlai, le remplace un moment et le service passe en bonne partie sous tutelle des militaires, bien que ses opérations extérieures soient toujours coordonnées par un bureau spécial au sein des Affaires étrangères de Zhou Enlai. Ce qui en reste semble en sommeil.

Compte tenu des exactions de la Bande des Quatre, on comprend mieux qu'à cette époque de la Révolution culturelle plusieurs responsables du Diaochabu à l'étranger tentent de faire défection. D'autant qu'en avril 1967, suite aux nouvelles batailles entre factions rivales de gardes rouges, le quartier général du Diaochabu, au « Jardin de l'Ouest » (*Xiyuan*), est pris d'assaut par l'APL, et le service est tout

13. La femme de Deng, Zhuo Lin, s'appelait de son vrai nom Pu Qiongying. Celle de Kong Yuan s'appellait Xu Ming. Sur ce double mariage, voir Deng Maomao, *Deng Xiaoping, mon père*, Fayard, Paris, 1993.

bonnement aboli[14]. De nombreux dirigeants sont envoyés à la campagne pour se soumettre à la rectification de leurs idées incorrectes. La plupart – ce n'est pas un hasard – sont envoyés dans la province du Shandong, le fief du Kang Sheng qui peut ainsi garder le contrôle sur d'anciens agents secrets forcés à travailler aux champs dans ce qu'on appelle les « écoles du 7 mai ». On peut trier le bon grain de l'ivraie et réconvertir des cadres rééduqués.

Les archivistes du Diaochabu et leurs dossiers sont absorbés en grande partie par le 2e Département de l'APL, responsable du renseignement militaire, sous tutelle du maréchal Lin Biao. Mais pas entièrement : d'une part, Kang Sheng a récupéré certains cadres fidèles pour ses propres réseaux et s'empare des archives secrètes permettant d'instruire à charge contre des dirigeants déchus. D'autre part, des cadres tel Luo Qingchang sont protégés par le Premier ministre Zhou Enlai et poursuivent leurs investigations. C'est typiquement la situation qu'on avait déjà connue dans les années 1940 : pendant que Kang Sheng se livre à la chasse aux sorcières, Zhou Enlai maintient coûte que coûte des réseaux autonomes utiles à sa diplomatie.

Pour le « Groupe central d'examen des dossiers » de Kang Sheng, tous les prétextes sont bons ! À la mi-avril 1967, une femme de 50 ans, Su Mei, est retrouvée morte dans son appartement pékinois. Directrice adjointe du Département politique de l'Académie des cadres politico-légaux, qui formait les fonctionnaires de la Sécurité, celle-ci n'est autre que la belle-sœur de Kang Sheng, autrefois sa maîtresse. On croit d'abord Su Mei suicidée. Le « maître des ombres » fait rédiger des dossiers contre les dirigeants de l'Académie qui sont arrêtés ainsi que le médecin légiste, une femme dont l'autopsie pratiquée sur Su Mei a prouvé que celle-ci a été victime d'un meurtre camouflé... Une fois de plus, des innocents paient les pots cassés...

14. Cette précision est donnée dans les chroniques de Zhou Enlai, un éphéméride en 2 volumes aussi précis que possible de la vie du mandarin révolutionnaire (*Zhou Enlai Nanpu,* vol.2 –1949-1976, Renmin Chubanshe, Pékin, 1989).

Bientôt la rumeur circule dans les cercles dirigeants : Kang Sheng a fait assassiner sa propre belle-sœur et ex-amante, pour éviter qu'elle ne révèle des faits génants sur son passé, telles les conditions mystérieuses de son adhésion au PCC ou encore ses relations avec la Bande verte, la mafia shanghaïenne des années 1930…

Dans ce domaine universitaire où évoluait Su Mei, le secteur renseignement est toutefois quelque peu protégé. Tout comme sont préservés d'autres pans de la recherche scientifique dans le domaine nucléaire alors que des savants préparent le lancement du premier satellite « L'Orient est rouge » (*Dong Fang Hong 1)* en 1970.

Même situation pour le premier *think tank* établi en Chine, lié au Diaochabu. L'historien australien Matt Brazil m'a indiqué que « le seul des instituts de recherche que Mao a laissé ouvert pendant la Révolution culturelle était l'Institut des relations contemporaines internationales (CICIR) qui venait juste d'être fondé en 1965. Bien qu'il continuât de fonctionner, on envoya des fonctionnaires à la campagne tandis que ceux qui restaient à Pékin analysaient des événements importants comme l'escalade de la guerre au Viêt-Nam, la crise du navire-espion *USS Pueblo*, l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie ou encore l'incident de frontière avec l'URSS. En 1969, Mao autorisa la restauration du CICIR. L'Institut des relations internationales du ministère des Affaires étrangères n'ouvrit pas avant 1973, soulignant ainsi le rôle décisif du CICIR pendant cette période pendant laquelle Mao reconnut la menace soviétique et l'opportunité d'une ouverture avec l'Amérique[15]. »

En dépit des difficultés à obtenir des informations internes, comme a pu le faire le KGB jusqu'en 1967, la CIA a lancé de son côté son grand programme d'analyse baptisé Polo, accessible depuis l'été 2007 aux chercheurs. Grâce à lui, on possède une autre vision de la désintégration des services chinois. En effet, le 28 novembre 1969, John Kerry King, directeur adjoint au renseignement de la CIA, chargé de l'équipe spéciale de recherche, donne le feu vert à la

15. Matt Brazil, article « Mao Zedong » *in The Encyclopedia of Intelligence and Counterintelligence* (ME Sharpe, 2004).

distribution d'un mémo (Polo XXXVII) qui va décrire la destruction et la reconstruction de l'appareil de sécurité chinois.

Voici ce qu'on y lit : « En septembre 1965, les seuls organes de l'appareil politico-sécuritaire étaient ceux qui travaillaient pour Mao personnellement, constituant de fait un appareil dans l'appareil. Cet appareil inclut possiblement : Kang Sheng du secrétariat ; Wang Dongxing du Bureau du Comité central ; Luo Qingchang et Yang Qijing membres de ce qui reste de l'ancien Département des affaires sociales ou son équivalent [en fait le Diaochabu – NdA] (Luo était un homme du DAS assigné au secrétariat de Zhou Enlai)[16] »

En décembre 1970, un nouveau rapport de la CIA (Polo XLII) essaiera d'y voir plus clair dans les nouveaux changements qui s'opèrent : « La Sécurité comprend à la fois la sécurité politique (pour le parti, spécialement la direction) et la sécurité publique (pour la population). On pense que le directoire de la Sécurité qui existait ces dernières années, subordonné directement à Mao d'abord puis au secrétariat du Bureau politique a été réabsorbé par le secrétariat de Kang Sheng et de Wang Dongxing, les officiers qui, au sein du Groupe de la Révolution culturelle, peuvent être à la fois les dirigeants du domaine sécuritaire et les chefs des départements de cet ensemble, le Département des affaires sociales (sous sa nouvelle appellation) ou le Département de la sécurité politique[17]. »

---

16. Le rédacteur du rapport de la CIA ajoute les noms suivants à la liste des dirigeants essentiels de la galaxie de la sécurité : « Zhang Yunyi et Xiao Hua de la Commission centrale de contrôle ; Xie Fuzhi et Yu Sang du ministère de la Sécurité publique soutenu par Wang Dongxing et Yang Qijing. Chen Boda, du Bureau de recherche politique ; Kang Sheng encore comme du Groupe des Cinq ; le successeur présumé (jamais identifié) de Peng Zhen comme superviseur des départements politiques du Comité central ; et sans attaches, flottant dans l'air, doublement dangereuse, la femme de Mao, Jiang Qing… »

17. CIA : Communist China : The Political Security Apparatus, 11. Destruction and Reconstruction, 1965-1969, (Reference Title : POLO XXXVII), 28 November 1969, RSS N°. 0037/69. L'auteur a rétabli la transcription des noms propres en pinyin pour unifier avec le reste de son texte, alors que les rédacteurs de la CIA utilisaient le système Wade-Giles.

La CIA a d'autant plus de mal à y voir clair que, commençant à se méfier des réseaux militaires du maréchal Lin Biao, Mao Zedong et Kang Sheng vont les faire infiltrer. Telle est la mission du général Guo Yufeng, un responsable du Département politique de l'APL, bombardé en 1967 chef du Département d'organisation du Parti communiste, qui prépare avec Cao Yi'ou, l'épouse de Kang Sheng, des dossiers contre les membres de la clique antiparti. Mais Kang l'a aussi chargé d'infiltrer l'entourage de Lin Biao dont on craint la montée en puissance dès lors que l'APL a été chargée de rétablir l'ordre face aux gardes rouges[18]. De la même façon, le clan maoïste s'empare du 2e Département de l'APL dès 1967, en faisant nommer le général Shen Shazi chef de cette division « Renseignement », tandis que son adjoint, en même temps patron du 3e Département, chargé des communications, est l'un des plus grands agents secrets chinois, ami de Zhou Enlai, dont je vais reparler dans un instant : Xiong Xianghui. Ce dernier est enfin responsable de la protection de l'Institut 793 des langues étrangères de Zhangjiakou (ex-Kalgan) qui forme les officiers du renseignement militaire et les analystes des interceptions de communications et qui va aussi imploser suite à la Révolution culturelle.

En tout cas, devenu le « dauphin » de Mao au 9e Congrès du parti commmuniste de 1969, Lin Biao est désormais entouré d'espions qui glanent des informations le concernant pour préparer sa chute à l'instigation du Grand Timonier.

Importante conséquence de ces bouleversements : de nombreuses missions de renseignement à travers le monde deviennent impossibles. Les journalistes de l'agence de presse Chine nouvelle ou les diplomates des ambassades qui sont expulsés à l'époque ne sont pas forcément des espions, comme on l'a crû. C'est même souvent le contraire. C'est parce qu'ils n'ont pas la formation d'agents spéciaux

18. Voir R. Faligot, R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit ;* Yao Ming-Le, *Enquête sur la mort de Lin Biao* (Préface de Simon Leys), Robert Laffont, Paris, 1983.

mais plutôt d'agitateurs de la Révolution culturelle à l'étranger qu'ils sont facilement repérés quand ils essaient de fomenter une révolution en Afrique, en Amérique latine ou ailleurs. Selon un rapport de la CIA de cette époque, en décembre 1966, « un câble est envoyé aux ambassades exigeant qu'entre un tiers et la moitié des membres des ambassades chinoises à l'étranger soient rappelés en Chine pour participer à la Révolution culturelle »[19]. En janvier 1967, 600 des 2 200 membres de ce personnel (diplomates pur jus ou espions) sont retournés à Pékin. Un premier groupe « reprogrammé » sera à nouveau envoyé en Birmanie et devra se livrer à la mission désormais impartie à tous : fomenter la révolution en distribuant un badge représentant Mao, son « Petit Livre rouge » et autres magazines et documentations que les Éditions des langues étrangères de Pékin traduisent en tous dialectes... Cette grande campagne est si ridicule que, dans le camp adverse prosoviétique, Markus Wolf, le patron du service de renseignement est-allemand, reçoit de Moscou l'ordre de faire comptabiliser le nombre d'affiches placardées représentant Mao à Zanzibar ![20]

Dans d'autres parties du monde, par contre, Kang Sheng et son groupe ont aidé à provoquer des soulèvements, de la même façon que dans les années 1920, les Soviétiques avaient préconisé, conseillé, armé le soulèvement du Parti communiste chinois. Et avec des résultats comparables. Aux soulèvements ratés de 1927, provoquant la « terreur blanche » de Chiang Kai-shek, correspond en septembre 1965 la tentative de soulèvement du Parti communiste indonésien, le PKI, soutenu par Pékin, et qui se solde par un bain de sang suite à la liquidation d'un million d'Indonésiens par l'armée de Soeharto qui en profite pour remplacer Soekarno.

---

19. Archives de la CIA déclassifiée en mai 2007, Intelligence report, ref. POLO XXXI ; *Mao's Red Guard Diplomacy, 1967.*

20. Markus Wolf, (with Anne McElvoy), *Man without a Face (The Autobiography of Communism's Greatest Spymaster),* Random House, New York, 1997.

Mai 68 et le « petit Komintern » de Kang Sheng

S'il a fait imploser en grande partie le Diaochabu, le service secret, Kang Sheng s'appuie sur les deux autres services du Comité central du PCC épurés et apparentés au monde du renseignement : il s'agit du Département des liaisons internationales (*Zhonglianbu*) et du Département du travail de front uni (*Tongzhan Gongzuobu).*

On se souvient que le DLI dépend en grande part de la nébuleuse contrôlée par Zhou Enlai. Son fondateur puis à nouveau directeur après la « Libération », Wang Jiaxiang, fait désormais l'objet d'une terrible vindicte de la part de Kang Sheng. Tout comme Li Weihan, autre figure historique du même service. La famille Wang est persécutée, certains membres assassinés, d'autres, clochardisés, mourront de faim tandis que sa propre femme, Zhu Zhongli, est enfermée pendant six mois dans une cellule sans fenêtre dans les bâtiments du DLI, martyrisée par Cao Yi'ou, la femme de Kang Sheng qui aide son mari dans la direction de ce département. Elle tire grande jouissance, comme Madame Mao, ou comme Ye Qun, – la femme de Lin Biao –, à persécuter et à voir supplicier d'autres femmes... Beaucoup de cadres sont également purgés par l'un des adjoints de Kang, le nommé Wang Li, ex-chef du 9e Département du Diaochabu, qui a formé son propre groupe de chasse aux « contre-révolutionnaires »[21].

Kang Sheng veut métamorphoser le DLI en un « petit Komintern », une nouvelle Internationale qui formera dans le monde entier des sections nationales du communisme pro-chinois. Pour ce faire, on approfondit le schisme sino-soviétique en organisant des scissions des partis communistes orthodoxes, c'est-à-dire pro-Moscou. De même que Maître Kang et son groupe tentent d'améliorer les relations avec les communistes de la petite Albanie ou de la

21. Sur les purges au sein du DLI, voir CIA Intelligence Report, « The International Liaison Department of the Chinese Commnist Party », (Reference Title : Polo XLIV), RSS N°. 0054171, December 1971.

Roumanie, ils ont fait depuis le début des années 1960 des ouvertures en direction de la Hongrie ou de la RDA. C'est si vrai qu'un rapport de la CIA indiquait depuis longtemps déjà que l'Allemagne de l'Est aurait pu basculer dans le camp chinois…[22]

Pour ce qui concerne l'Europe de l'Ouest, les agences locales de contre-espionnage ont identifié l'ambassade chinoise de Berne comme la principale plaque tournante des services qui effectuent la liaison avec les petits frères, les partis communistes marxistes-léninistes qui portent au pinacle la « pensée Mao Zedong ».

D'anciens cadres des partis prosoviétiques rompent avec Moscou et acceptent de former des groupes prochinois. Ils attirent de plus jeunes militants vers ce qui constitue une aile battante de la nouvelle révolution. En tant que responsable du DLI, Kang Sheng reçoit personnellement des délégations de maoïstes. Ils sont fascinés par cette révolution dans laquelle une jeunesse rebelle semble remettre en cause le monde des adultes et où le « révisionnisme » soviétique est mis en pièces en même temps que le capitalisme. « Cours camarade, le vieux monde est derrière toi ! »

Par contre, le principal dirigeant européen de ce mouvement de contestation d'inspiration prochinoise n'est plus tout jeune. C'est le Belge Jacques Grippa. Ce dirigeant historique fut pendant la 2e Guerre mondiale le chef d'état-major des partisans armés, la formation de résistance du PC belge. Dans les années 1960, au moment du schisme sino-soviétique, il a opté pour le camp chinois et jeté les bases d'un mouvement maoïste exemplaire. Je l'ai longuement interviewé à plusieurs reprises à Bruxelles et il m'a raconté dans quelles conditions il a connu Kang Sheng et les hommes des services chinois en Suisse et ailleurs. À deux reprises, il s'est rendu dans la nouvelle Mecque du communisme, Pékin la rouge, emportée par le cyclone de la Révolution culturelle. Mais en homme réaliste, il a éprouvé de la sympathie pour les perdants de cette histoire : Liu Shaoqi et Deng

22. Archives de la CIA déclassifiée en mai 2007, Intelligence Report, « The Chinese Communist impact on East-Germany » ref. ESAU VII-60.

Xiaoping. Autrement dit, Grippa est prochinois mais hostile aux excès de la Révolution culturelle. Et le camarade Kang Sheng ne lui a pas fait bonne impression…

En France, une fracture similaire s'est produite au sein du Parti communiste. Des groupes marxistes-léninistes se sont formés. Ils constitueront en bonne part le creuset de l'intelligentsia parisienne des années 1980 et 1990. Passé la déferlante de Mai 68 et le ressac du début des années 1970, les maoïstes français n'ont pas nagé sur la crête de la vague révolutionnaire, ni basculé dans le terrorisme comme dans l'Italie voisine. En un sens, mieux vaut faire le pitre en 2008 dans une émission de télé « people » à Paris, que d'être, depuis trente ans, derrière les barreaux pour avoir « servi le peuple » à coups de P-38 à Rome…

Peut-être cela résulte-t-il de ce que la direction chinoise a manifesté une attitude singulière à l'égard des maoïstes « héritiers de la Commune de Paris ». En effet, aux « camarades français » qui se sont rendus en Chine, les « camarades chinois » précisent qu'ils ne souhaitent pas qu'on renverse le régime du général de Gaulle qui a reconnu la Chine et a laissé Taiwan à la dérive.

Pendant les événements de Mai 68, les portraits de Mao trônent certes à la Sorbonne, mais contrairement à la légende propagée par le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, les services secrets chinois n'alimentent pas la contestation et les maoïstes orthodoxes restent en retrait par rapport aux autres gauchistes.

Kang Sheng lui-même dira à ses invités du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), que ce dernier a eu raison de n'appeler à voter ni pour de Gaulle ni pour Mitterrand à la présidentielle de 1965. Ainsi Régis Bergeron a gardé un souvenir marquant de Kang Sheng, « qu'il ne faut pas présenter uniquement comme un chef de la sécurité, car c'était aussi un idéologue. C'est pourquoi il était en charge du DLI. Nous l'avons rencontré, en août 1966, alors que les gardes rouges défilaient dans Pékin. Il était fatigué. Il ne dormait que quatre heures par nuit. Tous ses gestes étaient mesurés. Il était maigre comme un clou, avec une tête d'intellectuel. À chaque

affaire dont on voulait discuter, son secrétaire sortait un feuillet. Il parlait en chinois. Pas plus que Zhou ou Deng, il ne parlait plus de trois mots de français. Son interprète, Madame Ci, avait étudié à la Sorbonne. Elle avait déjà servi d'interprète lors des échanges entre Mao et Malraux... »

Raymond Casas, également un ancien résistant dans les francs-tireurs et partisans français, et ex-membre du PCF, a participé à cette curieuse aventure. Pendant ces réunions, c'est lui qui prenait des notes. Au cours d'un dîner organisé par les Chinois, il a appris comment Kang Sheng était venu à Paris en 1925 et en 1936, faisant la connaissance de communistes de premier plan comme Marcel Cachin ou Jacques Doriot... « Kang Sheng m'a affirmé être présent à Paris à l'avènement du Front populaire en 1936, explique Casas, il m'a dit : "J'ai assisté au 1er mai 1936 à Paris. J'ai vu les forêts de drapeaux rouges aux fenêtres avec faucille et marteau, y compris sur les boutiques et les magasins. Cela m'était difficile à comprendre. J'ai quitté Paris fin 1936. C'était la guerre d'Espagne. Depuis, j'ai lu le tome III des œuvres du général de Gaulle et j'ai compris pourquoi à la mort de Maurice Thorez [le chef du PCF –NdA], il s'est incliné"[23]. »

Cependant tous les maoïstes ne sont pas sur la même longueur d'onde. Ceux de la petite Fédération des cercles marxistes-léninistes, le groupe de Georges Frêche, futur président socialiste du Conseil régional Languedoc-Roussillon, appellent même à voter de Gaulle en 1965, et non Mitterrand, « l'agent de la CIA »...[24]

De la CIA au KGB, il n'y a parfois qu'un pas... En Suisse, les soviétiques surveillent à leur tour les Chinois. Une section spéciale,

---

23. Communication écrite de Raymond Casas à l'auteur, 2 décembre 1987.

24. Ironie de l'histoire, Frêche *alias* « Georges Lierre » sera élu par ses petits camarades de la FCML le 5 juin 1964 comme « agent des services secrets américains » ! (archives de la section de montée des cadres du PCF) On trouvera de nombreux documents concernant les liens du DLI avec des groupes maoïstes du monde entier dans notre ouvrage, *Kang Sheng et les services secrets.* Depuis, de nombreuses archives se sont ouvertes confirmant ce rôle central, notamment en Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Grande-Bretagne.

la « 12e » a été créée dans ce but. Ce dont témoigne l'ancien diplomate Nikolai Polianski : « Il fallait ne laisser passer aucun entrefilet concernant les activités des Chinois en Suisse : on pensait aux activités de l'ambassade chinoise à Berne, au travail de l'Association des amitiés helvéto-chinoises, à la venue de délégations, à l'activité des "maoïstes" dans diverses organisations de jeunesse de gauche, comme la Ligue marxiste révolutionnaire à Lausanne. On sait bien que chaque ambassade soviétique en Europe a nécessairement son "sinisant", spécialiste des questions chinoises (sur ce point, il y avait même eu une décision spéciale du Comité central du PC). À Berne, ce spécialiste était le troisième secrétaire, Valeri Ivanovitch Syssoïev (agent du KGB), qui récoltait toutes les informations sur les activités chinoises en Suisse. Syssoïev savait le chinois et avait travaillé à l'ambassade à Pékin.[25] »

À Lausanne, le KGB a même réussi un coup fumant en infiltrant dans les groupes pro-chinois un employé des abattoirs, Marcel Buttex, qui sera arrêté en février 1970 pour espionnage au profit des Soviétiques. Par bonheur pour lui, un « agent double » ne voit pas sa peine de prison multipliée par deux[26] !

Faux transfuge et faux « Parti communiste marxiste-léniniste » en Hollande

Pendant ce temps, en Hollande se sont déroulés deux épisodes rocambolesques de la guerre secrète. Après la Suisse, ce pays est considéré comme une base intéressante pour les services chinois. Dès les années 1950, une section Chine du contre-espionnage, le

25. Nicolas Polianski, *MID (Douze ans dans les services diplomatiques du Kremlin)*, Belfond, Paris, 1984. En réalité, Polianski se trompe : la LMR n'est pas maoïste mais trotskyste de la IVe Internationale.

26. Voir l'article de Danièle Martin, « Les Cordonniers "suisses" du KGB », *in Espionnage*, n° 6, décembre 1970.

Binneenlandse Veiligheids Dienst (BVD) travaille avec la CIA pour détecter, dans le cadre d'une opération baptisée *Red Herring,* la présence d'importants agents de renseignement en goguette. C'est le cas de Zou Dapeng, numéro deux du Diaochabu tué plus tard pendant la Révolution culturelle. À partir de 1960, Xie Li, le chargé d'affaires à La Haye, est étroitement surveillé. Puis il disparaît dans la tourmente de la Révolution culturelle tout comme son chef, Zou le Mandchou. Leur cible, dans le cadre du « travail de front uni », était principalement la communauté chinoise issue de l'ancienne colonie hollandaise, l'Indonésie. Objectif : arracher cette diaspora à la tutelle de Taiwan.

En 1963, le remplaçant de Xie Li s'appelle Li Enqiu. Un homme à poigne qui entretient des liens avec les maoïstes des trois pays du Benelux. En tête figure l'inévitable Jacques Grippa. Mais le 16 juillet 1966, un fait divers va briser la carrière de Li. La police néerlandaise découvre un Chinois affalé sur le macadam et gravement blessé non loin d'une résidence des diplomates chinois. Avec la Sûreté belge, le BVD enquête. On hospitalise le malheureux nommé Xu Zicai. C'est un ingénieur chinois, expert en transmissions, qui a eu le tort de demander l'asile politique à la Hollande. Coup de théâtre : un commando le kidnappe, à demi-conscient, en plein hôpital ! Le 19 juillet, un fourgon sort de l'ambassade en catimini. La police l'intercepte et découvre le cadavre de Xu, mort des suites de nouveaux coups qu'il a reçus. Quelques jours plus tard, Li Enqiu est expulsé des Pays-Bas, ce qui ne l'empêchera pas de continuer une carrière d'ambassadeur en Tchécoslovaquie.

À La Haye, un autre diplomate, Liao Heshu, prend la relève pour les affaires spéciales. Il est constamment surveillé par le BVD jusqu'au jour, le 24 janvier 1969, où il se rend à la police et annonce qu'il veut passer à l'Ouest et rencontrer les gens de la CIA. Belle réussite pour Cleveland Cram, le chef de la station de la CIA à La Haye qui organise son transfert aux États-Unis où l'on pourra le « débriefer » ! Mais la déception est de taille : Liao livre certes des informations sur la mort de Xu Zicai et sur les modes de fonctionnement des

services chinois en Europe. Mais, sans plus. James Angleton, le patron du contre-espionnage à Langley, qui a été échaudé avec les affaires de faux transfuges soviétiques, conclut sans mal que Liao Heshu est un faux transfuge envoyé par Kang Sheng pour pénétrer le dispositif américain. Et, une fois n'est pas coutume, il a raison. Cependant, afin de laisser les Chinois dans l'ignorance de ce qu'ils ont détecté cet agent double, les gens de la CIA vont lui donner un petit poste de traducteur de chinois pour des documents sans importance. En le surveillant de près.

Pendant ce temps, les Hollandais du BVD et la station de la CIA ont mené une opération bien plus fructueuse. De quoi s'agit-il ? Tout bonnement de la création d'un faux parti marxiste-léniniste qui pourra infiltrer la Chine par le biais des invitations organisées par Kang Sheng.

Cette opération extraordinaire, baptisée *Mongol*, a été dévoilée en 2004 par Frits Hoekstra, l'un des anciens du BVD, jadis responsable de la section « Communisme » du service néerlandais. Dans un livre de Mémoires, il y raconte comment a été créé dans ces années 1960 un Parti communiste marxiste-léniniste néerlandais (Marxistisch-Leninistische partij Nederland) fort de 600 membres mais dont la direction secrète est assurée par quatre officiers de renseignement du BVD qui rédigent également le journal *De Kommunist*. Ils ont ainsi réussi à berner Pékin, à recevoir de l'argent de Tirana, alors alliée des Chinois, et même à affaiblir le Parti communiste traditionnel pro-Moscou…[27]

Chris Petersen, le secrétaire général de ce MLPN – en réalité un indicateur du BVD du nom de Peter Boevé –, s'est même fait inviter par les dirigeants de Pékin et dit aujourd'hui avoir gardé un souvenir inoubliable de la cuisine des cordons bleus du Parti communiste. Professeur de mathématiques, il avait été recruté en 1957 comme informateur du BVD au sein d'un festival de la jeunesse organisé à

27. Bob de Graff, Cees Wiebes, *Villa Maarheeze, De geschiedenis van de inlichtingendienst buiteland,* Sdu Uitgevers, La Haye, 1998.

Moscou, puis il s'était rendu en Chine pour étudier la pensée Mao Zedong. Par la suite, hôte des Albanais et des Chinois, il rencontrera le gratin du PCC : Zhou Enlai, Kang Sheng et les autres. Résultat : l'ambassade chinoise de La Haye a proposé à Boevé en 1969 d'accroître le financement de *De Kommunist* faisant ainsi réaliser des économies au BVD... Cette opération quasi burlesque n'est pas unique car, en enquêtant pour ce livre, j'ai appris en Australie que l'Australian Security Intelligence Organization et la CIA avaient elles aussi, à la même époque, engagé une opération de pénétration en faisant inscrire de faux étudiants à l'université de Pékin.

Xiong Xianghui et la « carte américaine »

Tandis que CIA et services chinois ferraillent en Hollande, en Grande-Bretagne, un Chinois hors pair a géré l'installation de l'ambassade du 31 Portland Place à Londres en 1965. Le MI 5, le contre-espionnage de Sa Majesté, poursuit de son assiduité ce chargé d'affaires Xiong Xianghui, sans doute l'un des plus remarquables agents secrets chinois qui aient marqué le siècle. Son histoire nous est accessible depuis qu'ont été publiés ses Mémoires en 2006, soit un an après son décès à 87 ans. Signes des temps et d'une incontestable ouverture que ces livres historiques sur le renseignement chinois que j'ai pu acheter à Pékin, à la librairie des Éditions de l'Armée populaire de libération ou dans d'autres échoppes de la capitale.

Ces Mémoires s'intitulent sans ambages : *Ma carrière d'agent de renseignement et de diplomate*[28]. Cette trajectoire mérite qu'on s'y attarde un instant. Xiong Xianghui est né en 1919, l'année de la Chèvre. Fils d'un juge du Shandong, il s'est engagé dans la politique en 1936, en rejoignant secrètement le PCC alors qu'il est étudiant.

28. Xiong Xianghui, *Wode qingbao yu waijiao shengya,* Zhonggongdang Shi Chubanshe, Pékin, 2006 (Ce sont les Éditions de l'histoire du PCC qui publient très officiellement ce livre).

Zhou Enlai l'ayant remarqué, il le charge de rejoindre l'état-major d'un général de Chiang Kai-shek, Hu Zongnan. Exemple de plus à mettre au crédit des services spéciaux du PCC qui excellent dans l'art de l'infiltration : Xiong parvient à devenir son secrétaire particulier et à le demeurer pendant une décennie. Son coup de maître, en 1947, alors qu'il se prépare à gagner les États-Unis, avec son épouse Chen Xiaohua – seule à connaître son rôle de taupe –, c'est d'obtenir une information déterminante : avant son départ, jubilant, le général Hu lui révèle que les nationalistes vont porter un coup fatal aux communistes, en attaquant Yan'an, l'état-major de la révolution. Dûment averti par Xiong, Mao Zedong et ses troupes se retirent dans les montagnes, et Yan'an devient une ville fantôme pour les soldats du Kuomintang. Après deux ans d'activité secrète aux USA, avec la victoire des communistes, Xiong rentre au pays et rejoint la diplomatie naissante de Zhou Enlai.

Ce dernier lui confie le poste de directeur adjoint de l'Association du peuple chinois pour les relations culturelles avec les pays étrangers, avec d'autres responsables du renseignement comme Zou Dapeng. On le voit à Genève aux côtés de Zhou Enlai lors des pourparlers de 1954 sur l'Indochine. À cette occasion, Londres et Pékin décident d'échanger des « chargés d'affaires ». Et c'est ainsi que Xiong se retrouve dans la capitale britannique en 1962 jusqu'à la Révolution culturelle avant de devenir l'un des directeurs adjoints du Diaochabu. Avec l'accord de Zhou, ce maître espion fait partie des signataires d'une pétition pour protester contre le fait que le maréchal Chen Yi, alors ministre des Affaires étrangères, soit traité de « révisionniste ». Moyennant quoi, Xiong devient à son tour la cible des gardes rouges et, tandis que tous ses camarades sont envoyés à la campagne au titre de la rectification, Zhou, le « mandarin révolutionnaire », rappelle à Mao comment son agent lui a sauvé la mise à Yan'an. Résultat : il pourra rester à Pékin pour ses missions secrètes décisives. L'une d'elles consiste à infiltrer l'état-major de Lin Biao, en devenant directeur adjoint du 2e Département de l'APL.

Une position cruciale car Xiong a été chargé d'une mission encore plus secrète qui ne pourrait que provoquer les foudres du dauphin de Mao. Il s'agit de jouer un rôle dans le changement stratégique qui va bouleverser la face du monde. En effet, il est devenu le secrétaire d'un quarteron de maréchaux chargés de faire des propositions à Mao pour un changement radical de diplomatie : en pleine Révolution culturelle, ceux-ci ont étudié de près les conséquences des accrochages sino-soviétiques et redoutent, on l'a vu, une guerre totale avec Moscou. En dépit des discours enflammés de Lin Biao qui mettent URSS et USA dos à dos, deux des maréchaux, Chen Yi et Ye Jianying, ont proposé d'effectuer une ouverture en direction des États-Unis. Ces deux-là, nous les connaissons bien, ils faisaient partie du réseau des Hakkas de Zhou Enlai à Paris dans les années 1920. Et ce n'est pas un hasard s'ils possèdent une vision plus panoramique du monde et plus tempérée. Et si Paris va redevenir pour l'occasion le centre d'intrigues étonnantes par leur biais et celui de l'agent secret Xiong…

Car Chen Yi a même écrit un rapport proposant qu'on joue « la carte américaine » contre les Soviétiques. Xiong se fait le rapporteur auprès de Mao de leur recommandation. Mais comment peut-on, sans que les Soviétiques ne l'apprennent, prendre langue avec Washington ? Doit-on profiter de ce que Nixon a déjà amorcé des négociations sur le Viêt-Nam ?

Pour faire passer des informations aux Américains, les Chinois utilisent bien des stratagèmes, plus ou moins concluants. C'est par exemple Mao qui laisse filtrer l'information en évoquant cette possibilité avec André Malraux lors de leur rencontre, organisée par Zhou Enlai. Hélas ! comme d'habitude, le ministre de la Culture du général de Gaulle s'écoute parler mais n'entend pas ce qu'on lui dit.

Mao sort de sa manche une autre carte : il va s'entretenir avec le journaliste-écrivain Edgar Snow qui s'est rendu célèbre avec son livre *Étoile rouge sur la Chine*, concernant l'épopée de la Longue Marche. Pourquoi cela ? Peu avant de mourir, Staline avait laissé entendre à Mao que « Snow est un agent de la CIA ! » Il pourrait donc vingt ans plus tard servir de parfait intermédiaire pour faire passer l'information

à Nixon. Funeste erreur : depuis qu'il a écrit son livre, le journaliste est étiqueté comme communiste de l'autre côté du Pacifique[29]. Résultat : Egdar Snow n'arrivera pas à faire passer l'information à l'administration de la Maison-Blanche qui le prend toujours pour un agent de désinformation des Rouges !...

De son côté, Henry Kissinger, alerté du projet chinois, lance à son tour plusieurs hameçons afin d'appâter Pékin. Il utilise notamment une unité spéciale de la marine, indépendante de la CIA, pour entrer en contact avec les services chinois. Dans cette étonnante partie de cache-cache, dès 1970, les Chinois sont au fait de la décision des Américains de négocier avec eux grâce à plusieurs taupes, dont une à l'intérieur de la CIA, et une seconde au sein de la diplomatie française. Des taupes que nous retrouverons dans un chapitre ultérieur lorsqu'elles auront sorti leur museau de terre et seront démasquées dix ans plus tard... Mais la réciproque est vraie : à La Haye, les Chinois de l'ambassade ont convoqué leur « camarade », le dirigeant marxiste-léniniste Chris Petersen pour lui demander ce qu'il pense d'une ouverture de Pékin en direction des États-Unis... La taupe du BVD hollandais s'empresse de rapporter la chose à son « officier traitant » et la CIA est alertée.

Une fois de plus, Paris s'offre comme plaque tournante pour les négociations occultes. Déjà en 1968, Kissinger a utilisé les services de l'ancien résistant communisant Raymond Aubrac pour contacter Hô Chi Minh à propos d'un cessez-le-feu éventuel dans la guerre que menait l'Amérique au Viêt-Nam. L'ancien compagnon vietnamien de Zhou Enlai, était en effet le parrain du fils des Aubrac[30]. Mais en 1969, Hô Chi Minh se meurt, Hô Chi Minh est mort. Il ne pourra pas jouer les bons offices auprès de son vieux camarade Zhou Enlai.

---

29. Déjà à Shanghai, Pat Givens l'Irlandais (le modèle de Dawson dans *Le Lotus bleu* d'Hergé), patron de la Special Branch, avait compilé un gros dossier sur « Snow, agent communiste » après que celui-ci a publié un article expliquant que Chen Duxiu, l'ancien chef du PCC, avait été torturé par Givens lors de sa détention dans la concession internationale.

30. Voir Roger Faligot, *Les seigneurs de la paix,* Le Seuil, Paris, 2006.

Cette fois, à la demande de Kissinger, c'est le général Vernon Walters, ancien interprète des conversations Kennedy-de Gaulle et attaché militaire à Paris, qui prend langue avec les agents secrets chinois, en évitant soigneusement que le chef parisien de la CIA, David Murphy, soit au parfum. En effet, il est sur la liste noire dressée par James Angleton, le patron du contre-espionnage à Langley, le suspectant d'être un agent du KGB…

De quoi s'embrouiller dans ce bal des taupes : Liao le Chinois est un faux transfuge, le chef des « maos » hollandais travaille pour la CIA, et le chef de la CIA à Paris émarge au KGB !

Par chance, Cao Guisheng, conseiller de l'ambassade à Paris, est un agent secret entreprenant. Il travaille vraiment pour Pékin. Il est donc chargé des discussions avec Vernon Walters. Le chef de poste du Diaochabu est même un espion de haut vol, de la même facture que Xiong Xianghui. Son passé le prouve : en 1954, il est à Hanoi correspondant de l'Agence de presse Chine nouvelle (*Xinhua*), couverture classique des services chinois. Puis il s'envole pour Genève, rejoint la délégation que mène Zhou Enlai pour les négociations sur l'Indochine. Une délégation où fourmillent décidément les spécialistes du renseignement. Le patron du Diaochabu en personne, le Bouddha souriant Li Kenong, est de la partie. C'est d'ailleurs, aux côtés de Zhou et de Pierre Mendès-France, la seule photo qu'on possède du maître espion en Europe, avec ses habituelles lunettes noires. Tout comme sont présents, on vient de le voir, Xiong Xianghui ou encore la ténébreuse Gong Peng, alors directrice du renseignement des affaires étrangères (mais décédée en 1970).

Donc Cao est un homme de confiance, anglophone de surcroît, et il prépare les rencontres entre Zhou et Kissinger. Le 25 juillet 1970, ce dernier rencontre secrètement l'ambassadeur chinois à Paris. Dès l'arrivée de l'émissaire américain à la résidence de Huang Zhen, on joue une douce musique en sourdine, l'atmosphère est embaumée d'encens, on sert des abricots, du thé fumant et du vin jaune de Shaoxing pour briser la glace.

L'affaire est conclue : un an plus tard, le conseiller de Nixon se rend à Pékin et s'entretient, le 9 juillet, avec Zhou Enlai à qui il

déclare : « Pour nous, c'est une occasion historique. Car c'est la première fois que des dirigeants américains et chinois se parlent sur la base de ce que chaque pays reconnaît l'autre comme égal[31]. »

On fait bien de jouer la prudence, car le KGB va bientôt découvrir l'existence de pourparlers, et son chef Youri Andropov fera circuler une rumeur censée ruiner le projet sino-américain : « Kissinger est un agent soviétique... »

Les Chinois auraient du mal à avaliser cette manœuvre, car Henry Kissinger va leur rendre un service immense aux dépens de Moscou. À la fin de son voyage se tient une réunion dont on connaît seulement aujourd'hui l'importance phénoménale. Le conseiller à la Sécurité nationale a rencontré l'un des quatre maréchaux, Ye Jianying, « l'Épée héroïque », et lui révèle des informations si secrètes que même les responsables du renseignement américain n'en connaissent pas la teneur.

À l'aéroport de Pékin, le conseiller de Nixon dresse, de mémoire, un tableau d'une grande exactitude des troupes soviétiques déployées le long de la frontière chinoise : les unités terrestres, les missiles et la force tactique, le nombre exact de divisions (avec leur nom), précisant les quatre sortes de missiles tactiques que les Russes pourraient utiliser (les SCUD SS-1B, les SS-12) et ainsi de suite... Le maréchal chinois est sidéré. Jamais ses services de renseignements n'auraient pu en espérer tant. Pour éviter des fuites, Kissinger insiste sur le fait que même la CIA ne sait pas qu'on donne aux Chinois ces informations. Sourire radieux du vieux maréchal hakka.

« Un grand merci. Ce sera fort utile », rétorque-t-il. « Et c'est un grand signe de la volonté des États-Unis d'améliorer nos relations. »

En effet s'ouvre la voie royale du voyage de Richard Nixon à Pékin en 1972 auquel participera parmi d'autres Edgar Snow, finalement reconnu par la Maison-Blanche comme grand *China watcher,* analyste sans pareil des affaires chinoises.

---

31. National Security Archive, Memorandum for Henry Kissinger, par Winston Lord, mémorandum de votre conversation avec Zhou Enlai, 29 juillet 1971.

Sur le plan des services spéciaux, cette entente cordiale a des conséquences immédiates car il est décidé de mettre au clair le contentieux passé. On a vu que les Chinois ont fait passer à l'Ouest le responsable du Diaochabu à La Haye, Liao Heshu. Puisque la CIA qui l'a récupéré s'est aperçu qu'il s'agissait d'un faux transfuge, elle ne voit aucun mal à le rendre à Pékin. De leur côté, les Chinois vont enfin remettre en liberté, en échange de Liao, leurs deux prisonniers fétiches, Richard Fecteau et Jack Downey, dont l'avion espion avait été abattu en 1952.

Plus spectaculaire, avec l'ouverture d'ambassades, en 1973, c'est la mise en place d'officiers de liaison des services spéciaux : James Lilley devient le premier responsable de la CIA officiellement attaché à l'ambassade américaine à Pékin, tandis qu'un correspondant du Diaochabu s'intègre à celle de Washington.

« Finalement les Chinois étaient tombés d'accord pour que chaque pays place un officier de renseignement dans la mission diplomatique en place dans la capitale de l'autre, explique Lilley dans ses Mémoires. Cette mise en place d'agents déclarés constituerait une indication de la nature du rapprochement puisque la CIA réservait cette pratique à ses alliés. Comme Kissinger l'avait promis, je fus révélé aux Chinois. Cependant l'accord ne fut pas entièrement réciproque. D'après ce que j'ai compris, les Chinois ne nous ont pas informés directement de l'identité de ma contrepartie à Washington. C'est seulement plus tard que nous avons subodoré que l'"agent déclaré" était un diplomate anglophone nommé Xie Qimei, un fonctionnaire de haut rang du ministère des Affaires étrangères.[32] »

Quoi qu'il en soit, les relations sino-américaines sont changées du tout au tout. C'est exactement ce à quoi le maréchal Lin Biao s'était opposé. Mais il est vrai qu'entre-temps il est mort, en essayant, dit-on, de rejoindre par avion l'URSS après un putsch raté…

---

32. James Lilley (with Jeffrey Lilley), *China Hands, Nine Decades of Adventure, Espionage, and Diplomacy in Asia,* Public Affairs, New York, 2004.

Hua Guofeng, le « fils de Mao », prend le pouvoir

C'est peu dire que la Révolution culturelle recèle bien des surprises. Elle a pris un tournant encore plus inattendu avec la chute de Lin Biao en septembre 1971. Selon la version officielle des faits, le maréchal Lin Biao et son clan ont tenté d'organiser un coup d'État – nom de code « Projet 571 » – contre Mao. Détectés, le « jeune tigre de la forêt », sa femme Ye Qun et ses proches s'enfuient à bord d'un avion Trident qui s'écrase en Mongolie. Version officielle qui comprend encore aujourd'hui de nombreuses contradictions inexpliquées[33]. Pourtant, sous la férule de Wang Dongxing, un « Groupe d'investigation concernant la clique antiparti Lin Biao » voit le jour avec des éléments de l'unité 8341, de la sécurité politique de l'APL, des enquêteurs-archivistes du Gonganbu. Trois chefs de ce dernier, Li Zhen – le ministre de la Sécurité qui mourra mystérieusement l'année suivante –, Yu Sang et Hua Guofeng figurent parmi les membres de ce groupe[34].

Dans la foulée, la CIA étudie la disparition de plus d'une centaine de généraux considérés comme membres du clan Lin Biao[35]. Naturellement, le renseignement militaire chinois est repris en main. C'est un vieux briscard, le général Liu Shaowen, qui avait déjà aidé Zhou Enlai dans les années 1940 à fonder son propre réseau de renseignement rival de celui de Kang Sheng, qui s'en occupe.

---

33. On verra d'autres versions de la mort de Lin Biao, dont celle d'un assassinat dans un restaurant de Pékin sous l'égide de Kang Sheng et de Jiang Qing ; dans R. Faligot, R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit ;* Yao Ming-Le, *Enquête sur la mort de Lin Biao, op. cit.*

34. Le cas Li Zhen est lui aussi mystérieux : à peine a-t-il remplacé Xie Fuzhi à la tête du Gonganbu qu'il est emprisonné par ledit service et qu'il se suicide avec des médicaments au bout de deux mois. La veuve de Xie, Liu Xianping, devenue ministre de la santé, est proche, comme son défunt mari, du clan Jiang Qing. Avait-elle obtenu la tête de son successeur, comme la rumeur le laisse supposer ? Le médecin de Mao, le Dr Li Zhisui, qui a pratiqué l'autopsie de Li Zhen, a confirmé qu'il était mort d'overdose de médicaments.

35. Archive Polo, XLVIX, août 1972, RSS N° 0058/72.

Le personnel du Diaochabu, le service d'enquête du parti, qui est passé sous contrôle de l'APL, recouvre son autonomie sous la direction de cet autre proche de Zhou, Luo Qingchang. Le maréchal Ye Jianying et son conseiller, ex-directeur du même Diaochabu, Kong Yuan, aident à le réorganiser.

Ce service a donc définitivement échappé à la mainmise de Kang Sheng, rongé par le cancer et sur le point de s'effacer de la scène.

En témoigne cette ultime apparition, relatée par Étienne Manac'h, l'ambassadeur de France à Pékin qui, en date du 30 septembre 1974, a noté ses impressions lors de la réception donnée en l'honneur du 25e anniversaire de la République populaire de Chine. « La cérémonie et le repas ont été brefs. Un peu avant qu'on ne se lève de table, passent devant nous deux fauteuils roulants que l'on pousse à la file avec précaution. Ce sont des dignitaires que l'on met à l'abri des bousculades de la sortie. Le premier, qui s'est un instant arrêté à notre table pour serrer la main de Ji Pengfei [ministre des Affaires étrangères], c'est Kang Sheng, un corps affaissé, un visage émacié et des yeux éteints au fond d'orbites creuses…[36] »

Avant de disparaître, le « maître des ombres » a toutefois tenté de créer une troisième force, tout aussi hostile au groupe de Deng Xiaoping qu'à celui de Jiang Qing, et sa Bande des Quatre, des clans avec lesquels il a pourtant collaboré alternativement. À preuve d'ailleurs que de son lit de mort Kang avait voulu faire parvenir à Mao un « dossier » sur Jiang Qing et Zhang Chunqiao, révélant qu'ils avaient tout deux été espions du Kuomintang depuis les années 1930…[37]

Dans les années 1970, au moment de la chute de Lin Biao, ce groupe est logiquement formé autour de l'appareil sécuritaire. Et

---

36. Archives de l'auteur, entretien avec Étienne Manac'h, décembre 1986. L'ambassadeur a publié ses notes dans le volume 3 des *Mémoires d'Extrême Asie.*

37. Entretien avec Ting Wang, Hong Kong, juillet 1986 ; voir aussi Byron, Pack, *The Claws of the Dragon, op. cit.* Philip Short, *Mao Tsé-toung*, Paris, Fayard, 2005.

pour l'historien hongkongais Ting Wang, il constitue une sorte de « troisième force » dirigée par Kang Sheng[38].

Une fois Kang Sheng disparu, le 16 décembre 1975, suivi de près dans la tombe en janvier 1976 par Zhou Enlai, puis par Mao Zedong en septembre, c'est une équipe regroupée autour de Wang Dongxing et de Deng Xiaoping qui se trouve au cœur de l'arrestation de la Bande des Quatre, en octobre 1976. Hua sera promu successeur de Zhou Enlai – en tant que Premier ministre de Mao et président du parti – et même président de la Commission militaire qui dirige l'APL avec l'appui de l'insubmersible Ye Jianying.

Mais entre-temps, un autre dirigeant vilipendé par Kang Sheng a réapparu dans cet étrange jeu de bascule. En effet, le 12 avril 1973, après six ans de résidence surveillée puis de travail dans une usine du Jiangxi où on l'avait envoyé avec sa femme, Deng Xiaoping a refait surface à l'occasion d'un dîner donné par Zhou Enlai en l'honneur du prince Norodom Sihanouk du Cambodge. Depuis des mois déjà, Mao voulait rétablir l'ordre en Chine. On a donc extirpé Deng de son usine de tracteurs, et sous l'égide de Zhou, dont il devient le vice-ministre, il va rétablir la domination de l'État et surtout de sa bureaucratie centrale. Avec, déjà, une inflexion évidente dans le domaine du développement économique et des « quatre

38. « La "troisième force" était dirigée par Kang Sheng et incluait des membres du Bureau politique tels que Hua Guofeng, Wang Dongxing, Ji Dengkui, Wu De, Li Desheng, Chen Xilian et Saifudin. Ses membres dirigeants étaient étroitement associés avec le système de sécurité. Avant sa mort, en décembre 1975, Kang Sheng était vice-président du parti et chef de l'appareil de sécurité. Hua était le ministre de la Sécurité publique à partir de janvier 1975, et Wang avait été responsable de la sécurité des élites du PCC et commandant de l'unité 8341. Ji Dengkui avait rejoint l'appareil de sécurité et dirigeait à présent le groupe politico-légal du comité central, tandis que Chen Xilian et Li Desheng étaient membres du "Groupe d'investigation concernant la clique antiparti Lin Biao". À un moment ou à un autre, ils avaient travaillé pour Kang Sheng. » Voir Ting Wang, *Chairman Hua, Leader of the Chinese Communists,* University of Queensland Press, Queensland, 1980.

modernisations » de la Chine dont Zhou Enlai a émis l'idée : celles de l'industrie et du commerce, de l'éducation, de l'armée et enfin de l'agriculture.

Pour l'heure, en 1976, Deng doit ronger son frein tandis que Hua Guofeng se retrouve nominalement à la tête de l'empire du Milieu. Sans doute, pense-t-il, au lendemain de la mort de Mao, tout comme la CIA ou le SDECE français, que Hua va jouer le rôle passager qu'a joué Beria, après la mort de Staline, et qu'il disparaîtra après avoir assuré la transition[39].

Hua Guofeng, dont le nom signifie « Avant-garde de la Chine », a été imposé au parti de manière étrange et pour une raison jamais admise officiellement. La rumeur en a circulé au point qu'on a toutefois évoqué une injonction spéciale imposée par Mao avant sa mort, un peu à la façon dont Lénine avait souhaité dans son testament qu'on écartât Staline du Bureau politique du PC russe.

Là, c'est le contraire : l'un des personnages les plus insignifiants du parti serait devenu tour à tour membre du groupe d'enquête sur l'affaire Lin Biao, ministre de la Sécurité (Gonganbu), chef de l'École centrale du parti, secrétaire général et président du PCC, ainsi que de sa commission militaire, à la demande expresse de Mao. Autrement dit, il est devenu le dauphin à la place du dauphin Lin Biao.

« Contrairement à ce qu'on a souvent dit, Hua Guofeng n'est pas n'importe qui, me précise un spécialiste français qui a enquêté sur ce sujet en Chine. Je suis parvenu à la certitude qu'il était le fils naturel du Grand Timonier. Ce qui explique non seulement sa ressemblance physique, son rôle dans le Hunan, province natale de Mao, sa promotion inexpliquée au rang de ministre de la Sécurité puis à celui de président, tout cela à la suite d'une clause

39. Roger Aimé, chef de poste du SDECE à Pékin, avait envoyé une dépêche à la Piscine dans ce sens. Entretien avec Alexandre de Marenches, directeur du SDECE (1969-1981), juin 1993.

secrète que seul connaissait un petit nombre au sein du bureau politique. »

Résumons : cela expliquerait qu'on ait du mal à savoir dans quelles conditions Hua est né sous le nom de Su Zhu, ou peut-être de Liu Zhengrong, dans le Shanxi, en 1920 ou peut-être en 1921 ; et comment, selon la légende, enfant illégitime, voire orphelin, il a rejoint la Longue Marche à l'âge de 14 ans. À ma connaissance, c'est l'un des rares chefs d'État, avec le Coréen Kim Il-sung dont on ne connaît pas vraiment les origines.

En 1977, une organisation secrète favorable à Deng Xiaoping, nommée « Quartier-général 637 », fait circuler sous le manteau un document dévastateur intitulé *Feu sur Hua Guofeng !* Une minibiographie y raconte que Hua Yu, la mère du nouveau président, avait épousé un ouvrier communiste des chemins de fer à qui elle avait fait endosser la paternité du jeune garçon. Cette petite famille s'étant installée à Yan'an, centre de la révolution, Mme Hua était devenue en 1937 l'une des maîtresses de Kang Sheng, de retour de Moscou. On ne prête qu'aux riches ! Peu après, ce dernier avait fait assassiner le malheureux cheminot si l'on en croit une enquête menée par le futur maire de Pékin, Peng Zhen, dans les années 1960. Si cette histoire est vraie, on arrive à cette relation croisée mais compréhensible : Mao se met en ménage avec Jiang Qing, l'ex-maîtresse de Kang Sheng, tandis que ce dernier – pour lui rendre service ? – prend soin de Hua Yu, la mère de son fils… Cette partie d'échangisme politique n'a pas été confirmée à ce jour. Ce qu'on sait, c'est qu'une fois Mao au pouvoir, il fait nommer Hua Guofeng secrétaire du parti dans la préfecture de Xiangtan dans laquelle se trouve Shaoshan, le village natal du Grand Timonier. Pourtant, selon la version officielle, les deux hommes ne se connaissent pas avant 1959, lorsque Mao effectue un pèlerinage au pays de son enfance… Dans les années 1960, Hua se trouve propulsé à la direction de cette province du Hunan où est né le Grand Timonier. Pendant la Révolution culturelle, il réprime les gardes rouges de Changsha, ce qui lui vaut le surnom de « boucher du Hunan ».

En 1975, Hua est élu vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité. Des musulmans, à qui on interdit de se rendre à la mosquée, se révoltent dans le Yunnan, province frontalière du Viêt-Nam. À la tête de troupes spéciales, Hua réduit leur rébellion au canon[40].

Le 8 janvier 1976, lorsque meurt Zhou Enlai, Mao octroie à Hua le poste de Premier ministre puis fait mettre Deng Xiaoping en résidence surveillée après qu'une manifestation sur la place Tiananmen à la mémoire de Zhou Enlai a eu pour objectif de conforter la position du « Petit Joufflu ». À l'étranger circule un faux testament de Zhou Enlai, fabriqué par le KGB, dénonçant la Révolution culturelle. Au cœur de ces différentes manipulations, Mao désigne Hua Guofeng comme son successeur.

1976 est l'année du Dragon, celle où le Ciel retire son mandat à l'empereur et pendant laquelle se déroulent de grands bouleversements. Après la mort de Zhou, en janvier, le séisme politique de Tiananmen en avril, le tremblement de terre « annonciateur » de Tangshan en juillet, Mao Zedong meurt le 9 septembre 1976 à l'issue d'une longue agonie. Un mois plus tard, c'est l'arrestation de la veuve du Timonier et de sa Bande des Quatre par les commandos de l'unité 8341. Les hommes de la Sécurité, avec le soutien de l'armée commandée par le maréchal Ye Jianying, envisagent déjà de porter Deng Xiaoping au pouvoir[41].

Toutefois Hua Guofeng et Wang Dongxing règnent à Zhongnanhai. Parvenus au pouvoir à la mi-octobre, ils cherchent donc à élargir les prérogatives et l'action du Diaochabu, le Bureau de renseignement du parti, rétabli, le 28 juillet 1978, sous la direction de Luo Qingchang. Leur but : consolider leur position et écarter leurs rivaux grâce à lui. Cependant Deng Xiaoping, déjà en position de force au

---

40. Ting Wang, *Chairman Hua, Leader of the Chinese Communists, op. cit* ; Wojtek Zafanolli, *Le Président clairvoyant contre la Veuve du Timonier (Mécanismes de l'idéologie et pratique politique en Chine maoïste)*, Payot, 1981.

41. Parmi les hommes qui interpellent Jiang Qing, figure le propre garde du corps du maréchal Ye Jianying, Cao Qing, qui sera nommé en septembre 2007 directeur du Bureau central des gardes dépendant du comité central.

sein du parti et de l'armée, s'y oppose. Sans doute ne veut-il pas que cet organisme dont il a souffert, comme beaucoup d'autres cadres, ne soit à nouveau prépondérant. Il souhaite même que les officiers de renseignement du service, dans leur grande majorité, quittent les ambassades et que l'espionnage soit désormais engagé par des agents secrets qui utilisent les couvertures de journalistes (ce qui se fait déjà) et d'hommes d'affaires (ce qui se réalisera dans les années 1980).

Mais à la fin des années 1970, le résultat n'est pas concluant. Le manque de professionnalisme dans le renseignement de l'après-Révolution culturelle génère des échecs cuisants pour la nouvelle diplomatie chinoise. Deux événements spectaculaires en témoignent qui trouvent chacun leur épilogue en janvier 1979.

Khmers rouges et Panthère noire

D'abord, l'affaire cambodgienne. Du 5 au 9 novembre 1978, Wang Dongxing se rend dans le « Kampuchea démocratique ». Accompagné par Luo Qingchang, patron du Diaochabu reconstitué, l'ancien gorille de Mao réitère aux dirigeants khmers rouges l'amitié qu'il leur avait déjà prodiguée depuis dix ans. Avec Kang Sheng, Wang a aidé les dirigeants Kaing Khek (*alias* « Deuch ») et Nguon Kang (*alias* « Ta Mok ») à former la terrible police secrète S0-21, ou Nokorbal, responsable de la mort de centaines de milliers de Cambodgiens. C'est Ta Mok, aux côtés de Pol Pot, qui, en ce mois de novembre, remercie Wang Dongxing et la Chine d'avoir envoyé de nombreux conseillers.

Mais à peine Wang et Luo sont-ils retournés chez eux que se déclenche l'offensive vietnamienne qui provoque la déroute des Khmers rouges et, le 7 janvier 1979, la chute de Phnom Penh. C'est tout juste si les services chinois ont le temps d'embarquer en avion vers Pékin le prince Norodom Sihanouk, otage des Khmers rouges mais hostile aux Vietnamiens. Tandis que Wang Dongxing est mis à l'écart, les hommes de Pol Pot se lancent dans une nouvelle guérilla.

Le 13 janvier, Ieng Sary, autre dirigeant de premier plan qui a pu s'enfuir par la Thaïlande, parvient à Pékin pour quémander l'aide des grands frères chinois, à commencer par 5 millions de dollars. Deng Xiaoping ne cache pas ce qu'il pense de la façon dont les KR ont traité le Cambodge. « Comme nous l'avons déjà dit, les activités de contre-espionnage intérieur ont créé une atmosphère négative, elles ont ralenti beaucoup d'activités sociales et causé aussi d'autres problèmes. Nous devons admettre que les activités de contre-espionnage menées sur une large échelle ont fait surgir des éléments négatifs qui devraient être éliminés. Une étude approfondie de cet aspect politique devrait être faite et des mesures concrètes devraient être prises[42] ». Naturellement Deng parle par allusions, mais il sait bien qu'il a en face de lui l'un des responsables d'un génocide évalué à 2 millions de victimes.

De volées de bois vert, les chefs des services secrets chinois, incapables d'informer correctement Zhongnanhai, en reçoivent aussi. Pourquoi ce fiasco ? Au moment où le Viêt-Nam a attaqué le Cambodge, les renseignements chinois ont indiqué à Pékin que les Khmers rouges pouvaient repousser les envahisseurs et protéger la capitale. À l'ambassade figurent des opérationnels de qualité à qui l'on devrait pouvoir faire confiance tel le spécialiste de l'Indochine, Cao Guisheng, l'homme qui a organisé la venue de Kissinger à Paris et qui a été dépêché fin 1976 à Phnom Penh. Mais la proximité idéologique des agents chinois avec Pol Pot et sa clique les a-t-elle aveuglés ?

En tout cas, la mauvaise analyse de la situation, due à des renseignements biaisés, s'est révélée catastrophique pour les Chinois. Un millier de leurs conseillers militaires a fui le pays, les « mains sur les oreilles » *via* la Thaïlande, laissant entre les griffes de l'armée vietnamienne quatre autres milliers de leurs conseillers civils. De plus, le contact est momentanément perdu avec la direction khmère rouge de l'intérieur, qui s'enfonce dans la jungle pour organiser la guérilla sous

42. Serge Thion, Ben Kiernan, *Khmers rouges !* J.-E. Hallier, Albin Michel, Paris, 1981. À propos des relations Pol Pot-Kang Sheng, voir notre livre *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit.*

l'égide de Ta Mok, car un seul agent chinois, équipé d'une radio TSF défectueuse, a pu l'accompagner.

Un revers, doublé d'une déculottée de l'APL à la frontière vietnamienne, mais qui n'empêchera pas Deng Xiaoping de soutenir pendant dix ans les Khmers rouges qui harcèlent le nouveau gouvernement installé par Hanoi.

Deuxième fiasco, tout aussi retentissant, dans un pays qu'on ne croirait pas aussi proche idéologiquement : il s'agit de l'Iran du Shah. En août 1978, Hua Guofeng voyage à la tête d'une délégation dont fait partie Qiao Shi, un expert du renseignement au sein du Département des liaisons internationales qui va jouer un rôle considérable dans les deux décennies à venir.

En Roumanie et en Yougoslavie, les deux hommes concluent un accord lié à la rupture avec le fier petit peuple albanais naguère maoïste. Son leader Enver Hoxha estime que Hua Guofeng et les nouveaux dirigeants ont trahi la révolution mondiale comme l'a fait jadis Khrouchtchev. Le service secret albanais, le Sigurimi (Drejtorija e Sigurimit të Shtetit, ou « Sécurité de l'État »), créé avec l'aide de Kang Sheng, traque désormais les agents chinois. Et dans son « journal intime » de 800 pages, rendu public, le dirigeant albanais fustige ces espions, à commencer par « les "envoyés" de l'agence Xinhua, ces agents des services secrets chinois, dans divers pays du monde. Les prétendus employés de cette agence se livrent à toutes sortes de besognes, ils recueillent des informations dans tous les domaines, sur les institutions d'État, les organismes économiques et sociaux, l'organisation de l'armée et des moyens militaires, les partis politiques, les personnalités et en général la vie du pays où ils sont envoyés. En d'autres termes, ils se livrent à un travail de renseignement[43]. »

43. Les carnets d'Enver Hoxha *(Réflexions sur la Chine,* Tirana, 1979) contiennent d'intéressantes remarques sur les services chinois. Il s'en prend tout particulièrement à Geng Biao qui a remplacé Kang Sheng à la tête du Département des liaisons internationales du Comité central du PCC.

Bref, ayant retiré leurs bases de renseignement d'Albanie, les Chinois négocient avec Ceausescu et Tito pour les redéployer chez eux. Le voyage à Téhéran fait pulser la même veine. C'est la sœur jumelle du Shah, l'ombrageuse Ashraf, surnommée la « Panthère noire » qui supervise les négociations avec à ses côtés le général Nasser Moghadam, nouveau patron de la Savak, la redoutable police secrète. L'objectif : créer une base régionale de renseignement dans laquelle seront aussi conviés les Israéliens du Mossad. Les déclarations publiques de Hua Guofeng vouant une amitié éternelle de la République populaire de Chine à l'égard de l'Iran des Pahlavi tombe plutôt mal. Le 16 janvier 1979, alors que l'insurrection islamique s'étend, le Shah d'Iran déchu s'envole avec sa famille pour un exil d'où il ne reviendra pas…

Par la suite, l'accession de l'ayatollah Khômeini au pouvoir aura une autre conséquence. Ayant perdu leur base d'interception électronique de Mashad, en Iran, les Américains vont proposer aux Chinois de faire cause commune en montant des « grandes oreilles » électroniques à la frontière russe… De même que Deng Xiaoping s'empressera, pour se faire pardonner, de livrer des fusées Ver à soie (*Silkworm)* aux mollahs de Téhéran dès la guerre Iran-Irak…

De ces deux échecs, et, bien sûr, à cause du nouveau rapport de forces au sein du PCC, c'est le clan Hua Guofeng qui sort affaibli. Wang Dongxing a perdu la direction de son unité d'élite, la 8341, restructurée sous le nouveau nom de 57001, et a été finalement écarté du pouvoir.

Face à Hua, Deng Xiaoping l'a emporté lors du plénum du comité central de décembre 1978. Contrôlant le parti et l'armée, le « Petit Joufflu » va lancer le programme des « quatre modernisations », et porter sur les fonts baptismaux une grande agence de renseignement pour la Chine nouvelle qui s'éveille au monde : le Guoanbu.

Chapitre 4

Deng Xiaoping et les « poissons des grands fonds »

Le dernier empereur, Pu Yi, flotte dans un uniforme trop grand pour lui. L'humiliation est totale pour ce souverain déchu qui jouait, enfant, dans la Cité interdite au début du XX^e siècle et qui monta sur le trône du Dragon à l'âge de 8 ans, pour le jeune homme enlevé avec ses concubines par les services secrets du colonel Doihara – le modèle de Mitsuhirato du *Lotus bleu* de Hergé – qui l'a appelé à régner sur l'État fantoche du Mandchoukouo et pour l'empereur de paille que les Soviétiques, qui l'ont capturé en 1945, remettent aux Chinois cinq ans après.

Car le « Fils du Dragon » se retrouve en 1950 prisonnier de Mao. Assis face à lui, un inquisiteur du Gonganbu, tour à tour jovial et inflexible, lui tend une cigarette, des papiers et des pinceaux. Pu Yi doit faire bonne figure et accepter le précepte de Zhou Enlai : « Aujourd'hui l'empereur c'est le peuple ! » Alors le dernier souverain mandchou doit raconter les épisodes de sa vie de turpitude afin de faire soumission et de prouver son allégeance au peuple. S'ouvrir à *la nouvelle démocratie*, pour reprendre le titre du livre de Mao qu'on lui a donné à étudier dans le cadre de sa rééducation.

Telle est la réalité, telle est aussi l'image que renvoie le film de Bernardo Bertolucci *Le dernier empereur* en 1987, en plein apogée du règne de Deng Xiaoping. L'ouverture est manifeste : le grand réalisateur italien a pu filmer Peter O'Toole, John Lone, Joan Chen et les autres comédiens dans la véritable Cité interdite. Si le film aux neuf oscars a pu être tourné à Pékin, c'est grâce à Ying Ruocheng, un très

original vice-ministre de la Culture, en même temps acteur du film dans lequel il joue le rôle du gouverneur. Et ce n'est pas tout à fait un hasard. Ying qu'on croyait simplement l'un des grands acteurs anglophones de Chine, né dans une influente famille mandchoue de Pékin, fils du fondateur du journal libéral *Ta Kung Pao*, acteur du théâtre national, traducteur de Shakespeare, était aussi un « honorable correspondant » du Guoanbu, le nouveau service secret chinois fondé quatre ans avant le tournage du film…

« "Honorable correspondant" ? Vous plaisantez ! Ying était un important responsable de la Sûreté de l'État. Il avait rang honoraire de vice-ministre », m'assure vingt ans plus tard un diplomate français qui l'a connu. « Comme il venait souvent dans les cocktails, du temps de l'ambassadeur Pierre Morel, à la fin des années 1990, nous avions été prévenus par notre sécurité qu'il avait un poste élevé dans leurs services. Bon, c'est vrai qu'il avait tendance à carburer pas mal au whisky lors des pots de l'ambassade, ce qui fait qu'on ne le prenait pas trop au sérieux. Mais il a dû grappiller beaucoup d'informations à droite et à gauche. Et puis c'était un grand acteur ! La preuve, Bertolucci l'a repris pour *Little Buddha* en 1993, un film dans lequel il jouait le lama Norbu. Là, les Chinois ont dû moins apprécier à cause de la réincarnation et de l'allusion au dalaï-lama ! »

Pas si sûr ! Car c'est précisément dans un cas comme celui-là qu'un correspondant de haut vol comme Ying, s'il émargeait réellement au Guoanbu, pouvait se révéler précieux, pour repérer tous les soutiens politiques et culturels dont bénéficiait un film favorable en filigrane aux « sécessionnistes » du Tibet… Tout comme il a pu récolter de nombreuses informations lorsqu'il participait au feuilleton télévisé *Marco Polo* aux États-Unis, ou qu'il tournait avec ses pièces du théâtre élisabéthain en Angleterre, en Allemagne, en France…

Cependant la vie de Ying, qui s'est arrêtée fin 2003 au bout de soixante-quatorze ans, n'a pas toujours été rose. Pendant la Révolution culturelle, elle était couleur sang. Il a été incarcéré dans la prison de Qincheng, la prison numéro un de Pékin qui dépendait du 5e Département du Gonganbu sous Wang Dongxing, et où l'on enfermait les

personnalités déchues et les espions… Comme, par exemple, Zhang Langlang, malheureux étudiant en arts plastiques, incarcéré comme agent des services secrets français, et dont le crime principal est d'avoir étudié la langue de Molière au lycée. Lui aussi a croisé en prison l'acteur Ying Ruocheng.

Ling Yun, « l'œil du serpent »

Cette prison de Qincheng, à Pékin, fut une sorte de « Bastille » comme celle où a été emprisonné Pu Yi en 1950. Il y a été interrogé, comme dans le film, par un as du contre-espionnage nommé Ling Yun. Le même Ling Yun a été victime des purges de la Révolution culturelle dans les années 1960 et emprisonné… à Qincheng, en même temps que l'acteur du film *Le Dernier Empereur,* Ying Ruocheng ! Cette infortune a-t-elle fait d'eux des amis au point que vingt ans plus tard, promu chef des services secrets modernes, Ling a demandé à Ying de devenir son « honorable correspondant » ? Je sais : les bouleversements du monde chinois peuvent parfois donner le tournis.

Pour tirer cette affaire au clair, dressons un portrait de Ling Yun que nous avons déjà rencontré ici et là depuis les années 1930. Né en 1917, l'année du Serpent, dans la ville de Jiaxing, province du Zhejiang, au sud de Shanghai, Ling Yun s'appelle en réalité Wu Peilin. Le surnom « Ling Yun » signifie « Noble Ambition ». C'est à l'âge de 20 ans qu'il rejoint le Parti communiste pour bouter les Japonais hors de Chine et qu'il rallie la base rouge de Yan'an en 1939. Trois ans plus tard, le voici chargé des interrogatoires, au sein du Département des affaires sociales de Kang Sheng, en pleine campagne de rectification. Au Jardin des dattes, QG de ces services secrets, les méthodes sont brutales et sans doute Ling a-t-il excellé dans l'art d'extorquer des aveux, car en 1949, à la « Libération », on l'a promu chef du bureau du Gonganbu, la nouvelle Sécurité publique, à Jinan, capitale du Shandong, la patrie de Confucius et de Kang

Sheng. Mais ce dernier a été mis à l'écart, et la nomination de Ling Yun donne à penser qu'il a peut-être eu vocation à le surveiller.

L'année suivante, il prend la direction du 2e Bureau, le renseignement du DAS que dirige Li Kenong comme service d'investigation du parti. Extension du contre-espionnage : a été créé l'Institut de gestion des criminels de guerre de Fushun dont il prend la tête. Mission ? Réformer les généraux nationalistes et autres dirigeants de l'ancien régime. C'est ainsi qu'il se trouve face à face avec Pu Yi, lequel ne lui donne pas vraiment du fil à retordre. Du point de vue de l'homme de l'art, les interrogatoires de responsables de l'ancien service secret du nationaliste Tai Li sont bien plus fructueux. En effet, ils jettent les bases des nouvelles opérations contre Taiwan, l'île où se sont réfugiés Chiang Kai-shek et ses troupes, laissant des espions et agents dormants en Chine continentale. De nombreuses taupes se sont enterrées en attendant des jours meilleurs et des consignes pour miner le pouvoir rouge.

Il arrive parfois qu'une enquête soit menée à bon escient. C'est ainsi qu'en 1949 Mao a fait emprisonner le seul militant américain à avoir adhéré au PCC, et à avoir même proposé ses services au Département des affaires sociales, Sidney Rittenberg. Staline avait personnellement donné à Mao son nom, ainsi que celui d'Edgar Snow, comme agent de la CIA. Rittenberg (de son nom chinois *Li Dunbai*) a été emprisonné pour espionnage de 1949 à 1955, date à laquelle, après avoir enquêté longuement sur son cas, Ling Yun est venu s'excuser en personne dans sa cellule avant de le faire libérer. Ce qui n'était pas forcément un « bon plan », car lorsque Ling Yun a eu des ennuis pendant la Révolution culturelle, Rittenberg, à nouveau emprisonné comme « espion américain » et « espion sioniste », a vu son dossier s'alourdir à cause de cet épisode… Et *vice versa* ! Ling Yun n'était-il pas une « vipère américano-sioniste » qui avait libéré autrefois un espion de la CIA et du Mossad ?

À part cette tache, la carrière de l'homme du Zhejiang a été remarquable : après avoir été responsable du contre-espionnage à Canton, il est devenu vice-ministre du Gonganbu, et élu député du

Shandong à l'Assemblée nationale populaire. Bâtisseur, Ling Yun a même supervisé la modernisation de la prison de Qincheng. Puis la Révolution culturelle est survenue. Et avec elle, la destruction du Gonganbu. Comble de l'ironie : le spécialiste du contre-espionnage se retrouve donc derrière les barreaux de Qingcheng à l'instigation de ses anciens camarades, Kang Sheng, Xie Fuzhi, Wang Dongxing. En janvier 1968, il est arrêté avec Feng Jiping, le chef du Gonganbu de Pékin et bien d'autres cadres de la Sécurité[1]. Le 13 janvier, Kang Sheng donne ses instructions aux inquisiteurs :

« Ce groupe d'agents spéciaux contre-révolutionnaires au service de l'ennemi a vendu les secrets les plus intimes du parti et du pays, du gouvernement et de l'armée, et s'ils sont coupables, ils méritent dix mille morts. On ne peut pas se contenter d'utiliser les méthodes employées pour les criminels ordinaires dans leur cas. » Ling Yun devait savoir à quoi s'en tenir en matière d'interrogatoires, mais sans doute n'aurait-il jamais pensé se retrouver victime de ses propres collègues de bureau. Or Kang Sheng préconise « pour les empêcher de se suicider, qu'ils soient menottés » et « soumis, en tant qu'ennemis, à des interrogatoires de choc particulièrement sévères[2]. »

En février, le « maître des ombres » reçoit un premier rapport. Il souhaite qu'on approfondisse l'interrogatoire en arrachant des réponses à ce « groupe d'agents doubles contre-révolutionnaires ». « Se sont-ils organisés en groupe d'agents doubles à l'instigation de Luo Ruiqing [l'ex-patron du Gonganbu devenu chef de l'armée], et de Peng Zhen [le maire de Pékin] ? Ils ont souvent donné des renseignements à l'ennemi, quel bénéfice en tiraient-ils ? » écrit-il d'un coup de pinceau rageur en marge des rapports renvoyés après lecture.

---

1. Voir le précédent chapitre. L'appellation du bureau local du Gonganbu (la Sécurité publique) est Gonganju. De même, un bureau provincial est Gonganting. Mais le lecteur a suffisamment de noms à retenir, aussi l'auteur a choisi de parler dans tous les cas de Gonganbu, dans un esprit de simplification.

2. *A Great Trial in Chinese History, The Trial of the Lin Biao and Jiang Qing Counter-revolutionary cliques, nov. 1980-janv. 1981.* New World Press, Pékin, 1981. Byron et Pack, *The Claw of the Dragon, op. cit.*

Les interrogatoires et la torture se poursuivent pendant deux mois avant que Kang Sheng et Xie Fuzhi proclament qu'ils ont tiré au clair l'affaire de « la clique contre-révolutionnaire de l'ancien Bureau de sécurité de Pékin ». Les membres de ce groupe du Gonganbu resteront en détention, la plupart du temps menottés, jusqu'à la fin de la révolution. Plusieurs d'entre eux, dont les vice-ministres Xu Zirong et Xu Jianguo, mourront en prison, tandis que leur collègue Ling Yun retrouve la liberté en août 1975. Et fait étonnant, comme beaucoup d'autres officiels qui ont eu à souffrir des actes de Kang Sheng, il va cependant s'incliner devant son catafalque le 21 décembre 1975 et figure dans la liste du comité des funérailles, très utile à analyser du fait du grand nombre de membres du renseignement présents. Mais se peut-il, qu'en secret, Ling ait gardé une sorte d'estime et de froide admiration pour le vieux Kang, celui qui lui a mis le pied à l'étrier dans la grande cavalcade des services secrets ?

Dans les années qui suivent, Ling Yun se retrouve au cœur des opérations spéciales. Il voyage beaucoup aux côtés des dirigeants dont il est chargé d'organiser autant la sécurité que d'éclairer les lanternes concernant le monde extérieur. Au sortir de la Révolution culturelle, la Chine titube encore, telle une aveugle qui vient de recouvrer la vue. Ses dirigeants sont bien conscients du fait qu'ils vont devoir créer de nouveaux services de renseignement. Ling Yun, redevenu vice-ministre du Gonganbu en 1978 a été élu député de Shanghai, la députation n'ayant évidemment pas la même fonction que dans les démocraties. Il accompagne Hua Guofeng lors de ses visites à l'étranger. Ainsi, en octobre 1979, à la tête d'une forte délégation, les deux hommes sillonnent l'Europe de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France, la RFA, l'Italie. Leurs adjoints en profitent pour faire quelques emplettes : ils achètent en France et en Allemagne des ordinateurs qui seront bien utiles à l'avenir. En Angleterre, l'énigmatique Hua Guofeng est reçu avec Ling Yun par la reine Élizabeth ; en France, ils rencontrent Giscard d'Estaing, Jacques Chirac ou encore Pierre Méhaignerie, et une photographie réalisée par *Ouest-France* montre le chef des services secrets, sans que celui-ci

ne soit identifié en tant que tel, lors d'une visite à Rennes au futur trésorier de l'UMP…

Mais le voyage le plus important, la visite de Deng Xiaoping aux États-Unis, se déroule en janvier 1979. Ling Yun qui l'accompagne apprécie de pouvoir collaborer avec le FBI et le Secret Service chargé de protéger le président Jimmy Carter et les VIP tel que le dirigeant hakka. En effet, les services spéciaux chinois ont eu vent d'une tentative d'assassinat montée par les Taiwanais. À cette date, Chiang Kai-shek est mort depuis quatre ans et son fils Chiang Ching-kuo l'a remplacé. Formé à Moscou, il maintient d'une main de fer le régime autoritaire du Kuomintang où les services secrets sont tout aussi puissants que sur le continent. Tout est secret d'État, à commencer par le nom de sa blonde épouse russe : Faïna Epatcheva Vakhreva.

Chiang en personne dirige les services spéciaux qui utilisent aux États-Unis des tueurs parmi la triade des Bambous unis, puissante mafia basée à Taiwan et aux ramifications internationales. Si cette pieuvre ne parviendra pas à tuer Deng, elle assassinera bien aux États-Unis Henry Liu, un écrivain qui a eu le malheur de rédiger une biographie critique du nouveau maître de Taiwan.

Autre souci pour ceux qui sont chargés de la protection du Petit Timonier : on l'a prévenu qu'un groupe maoïste va perturber le voyage. C'est un comble ! Ce mouvement, le Revolutionary Communist Party, reproche à Deng d'avoir trahi Mao et ouvert la Chine à la voie capitaliste… Il organise une énorme manifestation, restée dans l'histoire sous le nom de *Deng Demo*, la « Manif Deng ». Les échauffourées qui s'ensuivent appellent des poursuites judiciaires au point que Bob Avakian, le chef du RCP, s'enfuit et se cache en France, d'où en 2007, il maintient toujours à flot le dernier parti maoïste survivant, si l'on excepte ses amis du Sentier lumineux péruvien et des guérilleros népalais…

Mais pour Deng Xiaoping, la semaine passée aux États-Unis comme hôte de Carter s'est magnifiquement déroulée. Dans l'avion du retour, on sable le champagne. Il existe une photo couleurs montrant les deux hommes rayonnants. Le « Petit Joufflu », nouveau

Timonier de la Chine qui se réveille, et « le gros ours », bouffi dans sa vareuse bleue à col Mao, le nez camus soutenant de grandes lunettes à double foyer, le sourire rehaussé par des lèvres gourmandes, devenu le plus important des maîtres espions de l'empire du Milieu. Car Ling Yun *alias* « Noble Ambition » vient de gagner la timbale ! Alors qu'on s'apprête à fonder un nouveau service de renseignement, Deng a bien l'intention de lui en confier les clefs.

Du passé maoïste faire table rase

Les réformateurs sur lesquels s'appuie Deng, les dirigeants Hu Yaobang et Zhao Ziyang, sont tombés d'accord : il faut liquider le passé, établir un inventaire des crimes de la Révolution culturelle, si l'on veut mener la Chine sur la route de la réforme, en particulier si l'on veut former un service secret moderne qui accompagne cette mutation. Secrétaire général du comité central, numéro un du parti (sous tutelle de Deng), Hu Yaobang est chargé de prononcer un discours-fleuve le 9 novembre 1978 sur le rôle de Kang Sheng. C'est une sorte d'instruction *post mortem* qui détaille bien des crimes dont il s'est rendu coupable.

C'est traditionnellement devant l'École centrale du parti, dont il est le directeur adjoint, que se feront désormais les déclarations décisives lors des grands changements, comme me l'a expliqué son lointain successeur à ce poste, Li Junru, important idéologue de la réforme de nos jours.

Le service d'investigation, le Diaochabu de Luo Qingchang, a réalisé une épaisse synthèse regroupant tous les témoignages qui remontent aux années 1930. Tout y passe : le fait que, dès 1966, l'ex-président Liu Shaoqi avait demandé à ce qu'on réexamine le cas des anciens « agents de Moscou », ce qui avait mis en lumière le passé trouble de Kang Sheng ; comment d'anciens dirigeants prestigieux, Chen Duxiu, Li Lisan, Zhang Guotao, Wang Ming avaient été considérés comme déviationnistes à cause de rapports réalisés par le

« Maître des ombres » ; comment il avait organisé les purges de Yan'an. « À l'époque, Liu Shaoqi et l'ancien Premier ministre Zhou Enlai ont tous deux fait savoir que Kang Sheng n'était pas l'homme idéal pour un travail aussi important. Ils ont aussi suggéré qu'une enquête soit faite sur lui. Mais dans les conditions d'alors la plupart des membres du comité central étaient dispersés, et il ne fut pas possible de mener une enquête spéciale… »

Par la suite, explique Hu, Kang a poursuivi le même genre d'opérations, agrafant l'étiquette de « contre-révolutionnaire » sur la vareuse de gens qui le gênaient, en particulier dans son Shandong natal devenu son fief : « En reconnaissant la nécessité d'une sécurité spéciale, du secret, et en accordant la protection de la "haute sécurité" au travail de renseignement, le comité central a fait du Département de la sécurité confidentielle un royaume impénétrable et indépendant. »

Les nombreux dossiers évoqués par Hu Yaobang s'étalent sur des pages, mais les étudiants et cadres de l'École centrale du parti ne s'assoupissent pas, tant les révélations qui sont faites sur le « Beria chinois » les ébranlent. Ces déclarations confirment les rumeurs les plus folles qui couraient jusque-là et donnent un sens aux événements les plus terribles qui se sont produits pendant la Révolution culturelle, responsable, selon les évaluations basses, de quelque 10 millions de morts. Complété par le procès de la Bande des Quatre, le discours prononcé par un dirigeant important comme Hu Yaobang fait inévitablement songer au rapport Khrouchtchev qui amorça la déstalinisation en 1956 en URSS.

Cependant, dans le PCC de 1978, les choses ne sont pas aussi avancées. S'il joue la carte de la transparence pour dénoncer les agissements de dirigeants au cours de la décennie précédente, Hu Yaobang s'appuie sur des formes de démonstration qui ne sont pas très éloignées de la « méthode Kang Sheng ». C'est ainsi qu'il en arrive à soupçonner que le fils du Shandong a été depuis toujours un « agent du Kuomintang » ! Explication : à qui profite le crime quand l'organisation du parti et celle des services spéciaux a été vouée à l'auto-destruction pendant la Révolution culturelle ? Au Kuomintang, pardi !

« Le cadavre de Kang Sheng puera pour l'éternité ! »

Dans son rapport-fleuve, Hu Yaobang présente Kang Sheng comme le « cinquième homme » de la Bande des Quatre. La réalité, on l'a vu, est un peu plus complexe. Mais laissons-lui les mots de conclusion qui résument bien la nouvelle impulsion que l'équipe de Deng Xiaoping souhaite donner à la politique et au remodelage des services de renseignement : « L'an dernier nous avons réexaminé un grand nombre de cas qui s'étaient accumulés dans le passé. De nombreux problèmes demeurés en suspens ont été clarifiés et nombre de nos camarades ont été libérés. Nous avons en même temps réhabilité et rétabli dans leur honneur de nombreuses personnes parmi les cadres et les masses populaires, membres ou non du parti, victimes d'accusations fausses ou fabriquées. Et si nous ne pouvons rendre à la vie ceux qui sont morts, nous pouvons réhabiliter leur nom et leur conférer à titre posthume des honneurs avec le cérémonial qui convient. Comme dit le proverbe chinois, "la disgrâce fondée sur l'injustice sera changée en gloire". Les morts pourront ainsi reposer en paix. Comme vous le savez, camarades, ceux de nos camarades qui sont morts ont beaucoup souffert moralement et physiquement avant de s'éteindre. Certains ont été torturés jusqu'à ce que mort s'ensuive. D'autres se sont suicidés. D'autres encore ont été empoisonnés ou assassinés par d'autres moyens. Certains sont morts de faim. Tandis que d'autres ont été enfermés dans des asiles de fous et y sont morts de désespoir. Ceux qui avaient un poste dans le parti ou le gouvernement ont été réhabilités assez rapidement. Mais il existe encore des millions de cadres ordinaires ou de gens de la masse. Ils attendent tous qu'on leur rende justice. Certains sont morts il y a longtemps et leurs corps sont déjà pourris, mais l'étiquette d'"agent ennemi" n'a toujours pas été détachée de leurs noms. Leurs familles en souffrent encore. Même si la structure de notre Département de l'organisation était plus importante, nous ne serions toujours pas suffisants en nombre pour réexaminer et régler tous ces cas un par un. Nous souhaitons donc que le travail de

réexamen des cas soit entrepris localement dans chaque province et chaque district. Nous pourrons ainsi régler tous les cas en suspens en peu de temps, et libérer le plus vite possible ceux qui sont toujours en détention. Ne laissons rien en suspens. Pour mener à bien cette tâche nous ne pouvons compter uniquement sur les cadres ; nous avons besoin de l'aide et de la coopération des masses populaires. Avec le concours de tous, le travail sera accompli rapidement...[3] »

Hu Yaobang recentre alors les attaques contre le fils du Shandong mort trois ans plus tôt : « C'est déjà assez odieux que Kang Sheng ait perpétré tant de crimes. Mais le pis c'est qu'à la fin il surveillait même le président Mao, le président de l'Assemblée nationale Zhu De, le Premier ministre Zhou Enlai et le vice-président Deng Xiaoping. Il avait fait installer des écoutes dans la bibliothèque et le bureau du président Mao. Tout le monde se souvient que le Premier ministre Zhou Enlai a dû rester longtemps à l'hôpital. Une des raisons était bien sûr son état de santé, et il avait besoin de repos. Mais une autre raison est qu'il ne pouvait vivre chez lui. Le Premier ministre Zhou Enlai avait dit une fois en ironisant au maréchal Ye Jianying : "Je ne peux vivre chez moi. Je n'ai rien d'autre à faire qu'à emménager à l'hôpital... là au moins je peux dire ce que je veux."

« En septembre, le président Mao a réprimandé sévèrement Kang Sheng. Il l'a sommé de jeter toutes ces saloperies hors de son bureau. Kang Sheng nia tout immédiatement. Mais plus tard, en décembre 1972, lors de travaux de réparation dans le bureau du président Mao, les écoutes ont été découvertes. Le président Mao était furieux. Il convoqua Kang Sheng et lui demanda des explications. Celui-ci non seulement nia bruyamment toute responsabilité, mais prit aussi la précaution de faire éliminer les trois techniciens impliqués ; couvrant ainsi un crime par un autre. C'est pourquoi le président Mao avait dit une fois au comité central : "Je suis entouré de gens bien pires que Lin Biao. Ce ne sont pas des hommes mais des diables." Il faisait naturellement

3. La traduction de ce rapport est celle publiée par la très intéressante mais fugace revue *Paris-Pékin*, n° 1, septembre-octobre 1979.

allusion aux barbouzes de Kang Sheng. De 1969 à 1975, Kang Sheng dépensa 230 millions de yuans en achats d'équipements d'espionnage sophistiqués importés de l'étranger. Ces équipements ne servaient pas contre nos ennemis mais contre nos camarades révolutionnaires. Pendant les dix années environ où il a eu la responsabilité de notre système de sécurité, il transforma nos services secrets en une sorte de "Gestapo" indépendante du comité central. Toute cette bande pouvait arrêter et punir à sa guise. Ils pouvaient faire éliminer un homme sans ordres. Ils pouvaient tout faire, et ont fait tout ce qu'ils ont voulu.

« En 1971, après l'incident Lin Biao-Chen Boda, Kang Sheng fut chargé du travail d'enquête au sein de la section des cas spéciaux du comité central. Agissant dans le dos du Premier ministre Zhou Enlai, alors chef de ladite section, il prit possession du réseau pratiquement intact d'agents spéciaux mis en place par Lin Biao à Canton, Wuhan, Hangzhou, Shanghai, Hainan, Shenyang et Beidaihe. Il a également intégré à son propre réseau tous les partisans du groupe Lin Biao-Chen Boda. Dans la dernière moitié de 1972, il regroupa tous ces éléments avec 500 hommes sélectionnés dans son propre réseau de sécurité pour constituer des corps d'actions spéciales. C'est le bureau de Kang Sheng qui leur servait de base et ils étaient sous son contrôle direct. Kang Sheng a aussi établi son propre réseau d'agents spéciaux dans chacune des 54 villes importantes du pays. Chacune des antennes était sous la responsabilité d'éléments en qui il avait une confiance absolue. Leur tâche consistait à surveiller les activités des responsables officiels du parti et à transmettre régulièrement des rapports à Kang Sheng. Il faut indiquer ici qu'aucun chef de bureau au comité central ne disposait d'espace aussi grand que Kang Sheng. Le président Mao s'est toujours opposé à ce que les chefs de bureau aient trop de secrétaires. Mais Kang Sheng avait à son service énormément de secrétaires et une douzaine d'hommes de liaison. Que faisaient-ils ? Rien. Ils faisaient le travail de tout agent spécial. Ils transmettaient des rapports secrets. Ils cherchaient à nuire aux autres. De plus, Kang Sheng était responsable d'un seul département dans le parti, mais un seul bureau ne lui suffisait pas. Il lui fallait deux autres annexes pour que tout son "personnel de

bureau" soit à l'aise. Alors seulement il pouvait élargir leur sphère, s'attribuer un pouvoir absolu, et commettre tous les crimes possibles. Le pouvoir de Kang Sheng a atteint son point culminant aux alentours de 1974. Tout le monde dans le gouvernement l'a senti. Beaucoup de camarades dans l'appareil central du parti remarquaient qu'"il vaut mieux entrer en enfer plutôt que dans le bureau de Kang", ou même formulaient l'idée en vers :

« Le bureau du vieux Kang inspire plus de crainte
que le Royaume du Roi des morts. »

Tout le monde avait peur de Kang. Chacun le considérait comme plus important que le Roi Yama, le dieu qui juge et gouverne les morts dans l'enfer bouddhiste. Non seulement ils pouvaient arrêter et tuer à leur guise, mais ils ont même aménagé une salle de torture. On disait de Kang Sheng que c'était un vilain bonhomme qui "n'a jamais rien dit de mal, et n'a jamais rien fait de bon". Sans le concours de Kang Sheng, de son réseau d'agents à travers le pays avec une barbouze dans chaque district, la Bande des Quatre n'aurait jamais pu se saisir du pouvoir avant que nous tous, responsables du parti, fussions d'abord morts… »

On comprend bien qu'en focalisant sur les vilenies de Kang Sheng, on exonère évidemment Mao et l'on préserve son aura. Quant à la Bande des Quatre, elle sera jugée de novembre 1980 à janvier 1981 au cours d'un procès retransmis à la télévision et à l'issue duquel Jiang Qing, la veuve de Mao, est condamnée à la réclusion à perpétuité[4]. Ses complices, les dirigeants de la Révolution culturelle, sont également condamnés, mais Kang Sheng, dont de nouveaux crimes sont dénoncés à cette occasion, est le grand absent de ce procès mené naturellement dans la tradition stalinienne. Le châtiment n'en sera que plus spectaculaire : le 31 octobre 1980, à la veille du procès de Mme Mao, le Comité central du PCC annonce l'expulsion à titre posthume de Kang Sheng, ainsi d'ailleurs que celle de son acolyte, Xie Fuzhi, l'ancien patron du Gonganbu !

4. Selon les autorités, elle se serait suicidée en prison en mai 1991.

Le rejet de la période maoïste par Deng Xiaoping fait donc penser au « dégel », au grand tournant du Parti communiste d'Union soviétique lors de son 20e Congrès de 1956 et de l'amorce de déstalinisation. Mais à la différence de Nikita Khrouchtchev qui était du côté du manche, du bon côté du knout, sous Staline, le Petit Timonier chinois a personnellement souffert sous la férule de Mao et de la police secrète dirigée par Kang Sheng. La vue quotidienne de son fils Deng Pufang dans un fauteuil roulant depuis que les gardes rouges l'ont défenestré n'est pas le moindre de ses tourments.

Aussi a-t-il décidé d'une triple réforme du renseignement, à l'instar des grands projets politiques et économiques qu'il envisage pour la Chine : d'abord rejeter Kang Sheng dans les enfers dont on disait, parmi le petit peuple, qu'il en était le maître. Selon l'expression courante à l'époque citée par Hu Yaobang : « Sans peur devant le roi des enfers mais terrifié devant le patron Kang » (*bupa yanwang, zhipa Kang laoban*).

Ensuite désosser le service secret du parti, le Diaochabu, pour n'en garder qu'une fonction politique minorée et en intégrer « l'expertise renseignement extérieur » dans un grand service moderne d'espionnage et de contre-espionnage.

Enfin, au diapason des projets de modernisation du pays, « l'ouverture de la Chine » exige de ce dernier – et d'ailleurs d'autres services dépendant du parti, de la diplomatie et de l'armée – une grande orientation stratégique dans la recherche économique, scientifique et technologique. De ce point de vue, Deng Xiaoping et les deux collaborateurs avec qui il forme la troïka de la réforme, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, « révolutionnent » le renseignement chinois.

Le Guoanbu, un KGB chinois

C'est le Premier ministre Zhao Ziyang qui annonce, le 6 juin 1983, la création du ministère de la Sûreté de l'État, ou *Guojia*

Anquanbu. Les fonctionnaires chinois auxquels j'ai pu parler l'appellent en abrégé aussi bien *Anquanbu* que *Guoanbu*. C'est ce dernier terme que j'adopte pour faciliter la lecture et la prononciation.

« En vue de garantir la sécurité de l'État et de renforcer le contre-espionnage, explique Zhao lors de la première session de la 6e Assemblée nationale populaire, le Conseil des affaires d'État soumet à l'approbation de la présente session le projet d'établissement d'un ministère de la Sûreté de l'État qui assumera la direction de ces tâches. »

En beaucoup plus petit, puisqu'il regroupe à ce stade environ 7 000 fonctionnaires, le Guoanbu se veut être un KGB à la chinoise. Sous la direction de Ling Yun, « Noble Ambition », il en a les mêmes fonctions : renseignement extérieur et contre-espionnage. Il a donc été formé en fusionnant une partie de l'ancien bureau des investigations du Comité central du Parti communiste, le Diaochabu, chargé du renseignement dans les ambassades du monde entier, avec une masse des fonctionnaires provenant du contre-espionnage issu de la Sécurité publique, le Gonganbu. Ce dernier maintient cependant des unités pour détecter les espions et les dissidents dans les provinces, à l'échelon le plus bas de la pyramide. Mais les vice-ministres qui secondent Ling Yun, Hui Ping ou Wang Jun, en sont originaires. Par contraste, Zhou Shaozheng, qui a failli devenir le patron du Guoanbu, mais n'en n'est que vice-ministre, vient du service secret du parti. Né dans le Zhejiang comme Ling Yun, Zhou est spécialiste du renseignement technologique et ancien diplomate en Amérique centrale. Il représente l'aile la plus politique, puisque issue du Diaochabu, au sein du nouveau ministère.

Ling Yun a reçu l'onction de Deng Xiaoping et de sa fille Deng Rong, « l'Oreille de papa » comme on la surnomme, très liée au lobby du renseignement militaire grâce à son mari, le colonel He Ping, attaché militaire à Washington. Il bénéficie aussi du soutien de deux fils de la province de Canton, nés dans le même district, le maréchal Ye Jianying – dont le rejeton sera bientôt responsable

d'un service de renseignement de l'APL –, et Liu Fuzhi, autre spécialiste du contre-espionnage au sein du Gonganbu[5].

Ce dernier a joué un rôle important dans la création de la nouvelle centrale d'espionnage. Après avoir été le secrétaire du maréchal Zhu De dans la 8e armée de route, celui de Deng Xiaoping, il a développé son talent de contre-espion au sein de la 129e Division de la 8e armée puis au Département des affaires sociales. Par la suite, il est devenu chef de cabinet de Luo Ruiqing, le patron du Guoanbu. Sa carrière est semblable à celle de Ling Yun. Comme lui, pendant la Révolution culturelle, il est vice-ministre de Xie Fuzhi, le patron de la Sécurité publique, mais tombe dans les oubliettes de 1967 à 1971. En juriste patenté, il aide à réformer le droit pénal de la nouvelle Chine et devient logiquement ministre de la Justice en mai 1982. Il influencera grandement Deng, ainsi que Hu Yaobang et Zhao Ziyang, tant dans le choix des structures que dans la nomination de Ling Yun. Une fois que la fonction de contre-espionnage central aura été désossée du Gonganbu, il en deviendra le ministre. C'est Liu qui a proposé que cette nouvelle Sûreté de l'État intègre une partie de l'ancien bureau des enquêtes du comité central, le Diaochabu, qui toutefois conserve les archives du parti, ainsi qu'une fonction de contrôle tant dans le pays qu'à l'étranger, au sein des ambassades. D'ailleurs, veillant au grain, Kong Yuan, l'ancien patron de ce Diaochabu jusqu'à la Révolution culturelle, – alors chargé de la refonte du renseignement militaire –, a également aidé Ling, « Noble Ambition », à créer son nouveau ministère de la Sûreté.

À Xiyuan, les « Jardins de l'Ouest », une station avant le Palais d'été et après le zoo de Pékin sur la route du bus 332, les anciens bâtiments de ce Diaochabu ont été étendus et modernisés pour accueillir le Guoanbu. Les photos-satellite dont on dispose aujourd'hui montrent toute l'ampleur de ce ministère secret. Au début des années 1980, il regroupe une douzaine de grands départements.

---

5. Biographie de Ye Jianying : Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, la Chine, op. cit.*, biographie de Liu Fuzhi, Jacques de Golfiem, *Personnalités chinoises d'aujourd'hui,* L'Harmattan, Paris, 1989.

Le 1er Bureau s'occupe des affaires intérieures et de la sécurité dans les provinces, en relation avec les bureaux locaux du Guoanbu, par exemple à Pékin (dirigé par Ming Buying), ou à Shanghai (Ding Shenglie).

De manière plus restreinte que la Sécurité publique, le Guoanbu dispose d'unités de gardes-frontières, de même que des camps réservés pour ses « propres » prisonniers au sein du goulag chinois, le *Laogai.* C'est dans l'un de ces camps de concentration que seront enfermés à l'instigation de la nouvelle Sûreté de l'État, dès avril 1983, les membres d'un réseau de renseignement taiwanais baptisé « La société du continent » à Tientsin ainsi que l'avocat Huang Hanson, condamné à dix ans de bagne pour « espionnage ». Le début d'une longue série qui a continué avec le temps à remplir le goulag chinois. C'est le cas, dès le mois de décembre 2007, de Hu Jia, le premier dissident à avoir exigé que les jeux Olympiques de Pékin se déroulent sous l'étendard de la liberté d'expression comme l'avait promis le Comité olympique international…

Le 2e Bureau assume les tâches du renseignement à l'étranger, à commencer par les bases déjà très actives de Tôkyô, Bangkok, Singapour… Dans les ambassades, ils revêtent à l'époque la couverture diplomatique de « conseiller » ou de « deuxième secrétaire ». En France, ces années-là, le conseiller d'ambassade Zhu Guanghai est surveillé par la DST qui découvre que, depuis qu'il a été en poste au Gabon, cet officier du Guoanbu se consacre énormément aux « affaires africaines », puisque Paris est la capitale de l'Afrique francophone… À Tôkyô, les analystes dirigés par Kamakura Sadame, le patron du service secret Naichô, notent que le conseiller chinois Guan Zongzhou a pris son poste à l'ambassade dès avril 1983, à la fondation du Guoanbu, sous la tutelle de l'ambassadeur Song Zhiguang, lui-même premier officier de renseignement dès l'ouverture de l'ambassade chinoise en France, vingt ans plus tôt[6].

---

6. Central Intelligence Agency, Directorate of Intelligence – *Directory of Chinese Officials : National Level Organizations, A reference Aid,* CR- 85-12068, Juin 1985. À propos de Song Zhiguang, voir le chapitre 11 : *De Gaulle-Sarkozy : la France, cœur de cible.*

Le 3e Bureau s'attache particulièrement à l'infiltration dans les trois zones que la Chine compte récupérer à plus ou moins long terme : Hong Kong, Macao et Taiwan. Dans la mesure où Deng Xiaoping ne veut pas mourir sans avoir foulé le sol d'un Hong Kong rétrocédé par Londres, une importante délégation de fonctionnaires du Guoanbu est implantée dans l'agence de presse Chine nouvelle (*Xinhua)* qui fait office d'ambassade sinon de gouvernement parallèle dans la colonie britannique.

Le 4e Bureau se charge de la technologie, autrement dit des moyens techniques propres à l'espionnage aussi bien pour les opérationnels sédentaires ou itinérants à l'étranger que pour le contre-espionnage.

Le 5e Bureau contrôle le renseignement local sans se confondre avec le 6e Bureau qui anime la fonction contre-espionnage. Les deux bureaux sont épaulés par le 7e Bureau qui assure les missions de surveillance et les opérations spéciales. Tous travaillent étroitement avec le Bureau de Sécurité politique, dont la 2e Section se concentre sur les diplomates étrangers en poste à Pékin puis au sein des consulats dans les grandes villes comme Shanghai et Canton. Les agents des opérations spéciales reçoivent une formation dans l'ancien camp d'entraînement des agents secrets du Diaochabu à Nanyuan, au sud de Pékin.

Le 8e Bureau chargé de la recherche, en grande partie au moyen de sources ouvertes, récupère l'Institut des relations internationales contemporaines, qui dépendait du Diaochabu. Malgré les dénégations habituelles des membres du CICIR qui affirment n'avoir aucun lien avec le renseignement, le 20 février 1984, Cheng Zhongjing est nommé conseiller de la direction du Guoanbu. Or, il est à la fois directeur du CICIR, secondé par Wu Xuewen qui a été expulsé naguère du Japon pour espionnage, et directeur du Collège des relations internationales à l'université de Qinghua (*Guoji Guanxi Xueyuan)*, à côté du Palais d'été, véritable école de formation des agents avant leur départ vers l'étranger.

Le 9e Bureau lutte contre les risques d'infiltration au sein même du Guoanbu, les risques de défection d'agents retournés par l'adversaire. Il analyse également la façon dont les services adverses parent aux

opérations des Chinois. On verra bientôt que le 9e Bureau aura fort à faire à la suite de la défection d'un haut fonctionnaire du Guoanbu.

Le 10e Bureau, promis à un important développement, assure la recherche de l'information scientifique et technologique. Il travaille naturellement avec les agences spécialisées telle la Commission d'État scientifique et technologique et la division « renseignement » de la gigantesque Commission scientifique et technologique de la Défense nationale, la COSTIND.

Le 11e Bureau gère le parc informatique qui se met en place. Une partie des ordinateurs que se procure le service ont été achetés quelques années plus tôt par le numéro deux de la Sécurité publique, Li Guangxiang. Celui-ci s'est rendu en RFA pour étudier la façon dont la police fédérale, le Bundeskriminalamt (BKA) a procédé à un mode de fichage géant au cours de la lutte contre la Fraction Armée rouge, la « bande à Baader » qui, ironie de l'histoire, s'est inspirée de la révolution maoïste...

Enfin, le Bureau des affaires étrangères (*Waishiju)*, situé à Pékin, dans les mêmes locaux que le bureau pékinois de la Sécurité publique, sur l'avenue Dongchang'an, et dirigé par l'étonnant Yu Zhensan, effectue les liaisons avec les services de renseignement étrangers, par exemple avec les attachés officiels des services occidentaux, David Gries de la CIA, le Dr Herms Bahl (*alias* « Dr Queck »), résident du BND allemand, Nigel Inkster du MI 6 ou encore Thierry Imbot, de la DGSE, qui sont étroitement surveillés par ailleurs[7]. La « Résidentoura » du KGB qui a fait un retour en force après la Révolution

7. Nommé en 1985 par son père, le Général Imbot, chef de la DGSE à l'issue de l'affaire Rainbow Warrior (la destruction du navire de Greenpeace en Nouvelle-Zélande par une équipe de nageurs de la DGSE), Thierry Imbot s'est spécialisé dans les affaires chinoises. L'un de ses principaux contacts à Pékin est Zhu Entao. Officiellement chef du Bureau des affaires étrangères du Gonganbu (la Sécurité publique), ce dernier est délégué auprès d'Interpol et se rend donc souvent en France. Cependant en même temps, le FBI a obtenu son interdiction de séjour aux États-Unis pour espionnage. Ainsi la double appartenance au Gonganbu et au Guoanbu (la Sûreté de l'État) est beaucoup plus fréquente qu'on ne le croît. Zhu Entao a publié des

culturelle, avec à sa tête Viktor Kracheninnikov, n'échappe pas à cette règle...

Le Bureau des affaires étrangères du Guoanbu collabore avec le Bureau de Sécurité politique de ce dernier dans la surveillance des diplomates, des journalistes et des premiers touristes qui commencent à affluer alors qu'on émet des visas touristiques. D'ailleurs, c'est l'une des raisons énoncées pour la création du Guoanbu. Ling Yun ne s'en est pas caché. Dès sa prise de fonction, il déclare : « Les agences de renseignement et les services secrets de certains pays étrangers ont augmenté leurs activités consistant à espionner les secrets d'État de la Chine et ont envoyé des services spéciaux dans notre pays dans des buts de subversion et de destruction[8] ».

Il faudra attendre quelques années pour qu'un vaste organisme de renseignement économique se développe. Mais, dès les années 1980, ce domaine fait l'objet d'un enseignement. À l'automne 1984, les diplomates occidentaux en poste à Pékin s'intéressent à la création d'une nouvelle école d'espionnage industriel, comme en témoigne un article d'une lettre d'informations spécialisée bien informée.

« Les diplomates manifestent un intérêt considérable pour un nouvel institut de formation qui entre en opération en Chine. C'est ce que vous pourriez appeler une école pour les espions. Pas la sorte d'espionnage habituel, du style de cape et d'épée, qu'on voit dans les romans. Cet institut forme une élite de Chinois en vue de l'espionnage industriel. Ce qu'ils recherchent, c'est le *know how*, et leurs cibles principales sont le Japon, les États-Unis et quelques pays d'Europe de l'Ouest (en particulier la RFA, la France et la

---

Mémoires très épurés en 2006. (Le journaliste Éric Meyer en a fait son personnage principal « Guang Endao » de son excellent thriller *Les fils du Dragon vert*, Ramsay, 2004). Reste une question lancinante : « Suicidé » dans le cadre de l'affaire des frégates de Taiwan, Thierry Imbot a-t-il été assassiné, comme on le dit dans les milieux du renseignement, ou comme le pense son ami Alexandre Adler, par des hommes de main au service des Chinois ?

8. Voir Roger Faligot, « *La sûreté de l'État fait peau neuve en Chine* », *in Le Monde diplomatique*, août 1984.

Grande-Bretagne). Certains de ces espions très sophistiqués sont envoyés à l'étranger comme hommes d'affaires pour des entreprises commerciales d'État et certains sont attachés aux ambassades chinoises outremer. Cependant la plupart se rendent à l'étranger comme étudiants préparant des diplômes très avancés[9]. »

Signe des temps, en février 1982, a également vu le jour le ministère pour les Relations économiques étrangères et le Commerce (MOFERT), dirigé par Chen Muhua, dont il faut rappeler que Zhou Enlai l'avait sortie des griffes de Kang Sheng, à Yan'an, alors que ce dernier l'avait étiquetée comme « une espionne du Kuomintang ». En tout cas, le secteur international du MOFERT – puis de son successeur le MOFTEC – va naturellement offrir des couvertures importantes aux itinérants du Guoanbu comme l'avait suggéré Deng Xiaoping[10].

Tout cela semble bien nécessaire car, à l'époque, les témoignages recueillis auprès des spécialistes qui combattent le nouveau service chinois ne sont guère encourageants pour ce dernier. Ainsi ce spécialiste français qui explique :

« Les Chinois semblent avoir besoin de cette école. Les industriels les considèrent comme peu doués dans l'espionnage économique. Par exemple, les Japonais se répartissent la tâche quand ils pénètrent dans un labo, ils foncent de tous les côtés pour prendre des photos et des notes. Tandis que les Chinois restent agglutinés, n'osant guère poser de questions... »

Autre témoignage. Celui de cet analyste du renseignement du cabinet du Premier ministre japonais, le Naichô, qui explique à l'époque : « Au Guoanbu, on forme des cadres nouveaux. Ils doivent connaître au moins deux langues, et apprendre à avoir une attitude très active dans la recherche du renseignement. Mais leur première tâche a consisté à faire le tour des ambassades pour surveiller les

9. *The China Letter,* septembre 1984.

10. Les responsables du secteur international du MOFERT sont alors Bu Zhaomin (chargé des relations avec les organismes internationaux) et Zhang Xianliang, directeur adjoint du Bureau international du MOFERT.

diplomates chinois dont l'attitude laissait à désirer. Nombreux sont ceux qui ont été rappelés à Pékin à la suite d'une enquête du Guoanbu et interrogés en profondeur. »

Il poursuit : « Ce service n'a pas de gros crédits et il s'en plaint. Il n'a pas d'avions et peu de voitures ou d'ordinateurs. En fait, auprès de certains vieux dirigeants, le Gonganbu continue de jouir d'une plus grande aura. Cependant, au contraire, le Guoanbu a été créé pour accompagner la libéralisation politique et économique. Il est appelé à se développer considérablement…[11] »

Sans doute, est-ce la raison pour laquelle, afin de former la jeune génération d'espions, on traduit soudainement à Pékin des dizaines de livres concernant les services de renseignement étrangers.

Intermède littéraire et barbotage dans « La Piscine »

Juin 2007. Je pénètre dans un ensemble de bâtiments des années 1950 bien décrépits et qui semblent laissés à la dérive, dans le quartier de Fangzhuang au sud de Pékin. Le portier qui déguste son riz en lisant le journal me passe négligemment le téléphone pour que je puisse parler avec M. Zhang Meirong, le directeur des éditions des Masses (Qunzhong Publishing House), à l'étage. Si j'ai un manuscrit à déposer, il me suggère de lui écrire. Or, je lui ai déjà écrit pour lui annoncer ma venue. Après bien des palabres, un jeune homme costaud me conduit dans le dédale des couloirs sombres de la maison d'édition. Il porte un T-shirt rouge vif avec l'inscription en anglais : *Chinese Public Security*. Je lui demande s'il fait partie de la police, il me répond fièrement que oui. Ce qui ne me surprend pas vraiment car les éditions des Masses sont peu ou prou un pseudopode du Gonganbu et du Guoanbu et se spécialisent dans la publication d'ouvrages sur la police et les services secrets, et de romans de

11. Témoignages recueillis durant l'été 1986 avec Rémi Kauffer tandis que nous préparons notre biographie de Kang Sheng.

détectives privés ou d'espionnage, voire des récits de terrorisme devenus très « tendance » en Chine après le 11 septembre 2001.

Tandis qu'il me sert du thé, M. Zhang m'assure qu'il aime beaucoup la France. Je lui explique que le livre dont je veux lui parler a déjà été publié par ses soins sous le titre *Youyongchi – Faguo mimi jigou* – autrement dit « La Piscine, les services secrets français ». J'ai appris seulement voici quelques mois qu'il a été publié en 1987 et, comme j'en suis l'auteur, – avec le journaliste Pascal Krop –, j'aimerais en récupérer quelques exemplaires. « *Meiyou wenti !* » Aucun problème ! Je suis dirigé chez Mme Zhang Rong, directrice de collection et responsable des traductions du secteur fiction. Dans un bon anglais, elle m'offre du thé et m'invite même par avance à déjeuner car il sera bientôt midi. Elle va téléphoner aux responsables des stocks. Elle aime beaucoup la France. Elle a visité Paris et Nice. Pour le livre, il ne devrait pas y avoir de problème ! Elle s'absente, revient, m'offre du thé. Elle attend un coup de fil. S'il y a un problème, on le résoudra facilement. J'en profite pour demander un catalogue des éditions. Bien sûr, sans problème. On l'appelle au téléphone. La conversation dure. Le ton a changé. Il y a un petit problème : « Malheureusement, comme le livre a été publié en 1987 »,... il n'en reste pas vraiment de disponible. Pas même un exemplaire dans la bibliothèque des Éditions qu'on puisse photocopier ou ne serait-ce que me montrer. Pourtant ce n'est pas ce qui a été dit lors de l'échange téléphonique qu'elle vient d'avoir : j'ai plutôt compris que le livre est classé *neibu* (« secret ») pour les étrangers... Un comble puisque j'en suis l'auteur ! Sans doute la camarade Zhang pense-t-elle que je ne comprends que l'anglais ? J'apprends toutefois qu'une autre édition a été réalisée la même année par les éditions de l'université de la Sécurité publique (*Zhongguo Renmin Gongan Daxue Chubanshe),* si je veux essayer de me procurer un exemplaire. Voilà, c'est tout ! « Au fait, désolé, il n'y a pas de catalogue des éditions ! » Et je ne suis plus invité à déjeuner, non plus...

Un peu plus, et l'édition ainsi « piratée » par la Sécurité publique n'a jamais existé. En rédigeant ce livre, je ne sais toujours pas ce qui

a pesé le plus dans cette histoire : le fait que les éditions des Masses aient reçu l'ordre de ne pas accéder à ma demande, suite à une intervention extérieure, ou qu'elles aient craint, plus simplement, que je réclame les droits d'auteur qui nous ont été volés à mon coauteur, à moi et aux éditions françaises... Mais pourquoi se plaindre ? L'important, c'est d'avoir participé à l'éducation des masses et à la formation des agents spéciaux de l'empire du Milieu dans le cadre de l'amitié entre les peuples...

Toujours est-il que de nombreux ouvrages sur le renseignement que je vais retrouver chez des bouquinistes ont été publiés dans ces années 1980. Par exemple, les éditions des Masses publient sous le titre *Espion, contre-espion*, la biographie de l'agent du MI 6 britannique Dusko Popov ; d'autres maisons traduisent le livre de James Bamford, *Puzzle Palace*, qui concerne la National Security Agency, avec laquelle, il est vrai, les services de Deng Xiaoping collaborent contre les Soviétiques. Concernant ces derniers apparaissent sur les étagères des librairies d'État *Le KGB (Ke Ge Bo)* de l'Américain John Barron ou *GRU (Ge Lu Wu) le plus secret des services soviétiques,* du Français Pierre de Villemarest. Toute cette littérature fournit la matière aux études des apprentis agents du Guoanbu, tout en intéressant un grand public car les Chinois sont très friands d'histoires secrètes. C'est dans ce contexte qu'a été publié *La Piscine...*

Si j'ai déjà perdu la face avec cette histoire de Piscine, je me dois de faire une autre autocritique concernant le livre *Kang Sheng et les services secrets chinois.* Ce livre publié en 1987, en France, a aussi fait l'objet d'une curieuse traduction, cette fois à la demande de la maison d'édition de l'École supérieure du Parti communiste. Mais la traductrice, suggérant que soit écrite une nouvelle préface mise à jour, une fois la traduction finalisée, indique qu'il faut attendre le feu vert pour la publication. La matière étant vraisemblablement trop sensible, on resta au rouge. Reproduit et relié, le texte, m'a-t-on dit, circula donc au simple bénéfice de quelques centaines de camarades dirigeants au sommet du parti, dans son École centrale et dans les organes spéciaux. Quand j'ai rencontré certains d'entre eux, manifestement ils connaissaient bien le

livre. « Mais pourquoi vous êtes-vous intéressé à un personnage aussi détestable ? » m'a même demandé l'un d'eux…

Ces fins lettrés ont dû sursauter en lisant le dernier chapitre portant sur un épisode dont seulement aujourd'hui, vingt ans plus tard, je peux révéler le fin mot. En 1985, un haut cadre du Guoanbu, connu comme « le fils adoptif de Kang Sheng » fait défection et livre ses secrets à la CIA…

Opération Poudre de Jade

Chacun des trois services de contre-espionnage, la Sûreté de l'État (*Guoanbu*), la Sécurité publique (*Gonganbu*) et le service de l'armée (*Qingbaobu* ou APL-2) se partagent le contrôle des grands hôtels de Pékin dont ils sont parfois propriétaires, ce qui leur permet d'espionner les voyageurs et hommes d'affaires qui viennent de plus en plus nombreux avec l'espoir d'investir en Chine[12].

C'est dire si, dans ces années 1980, la surveillance est importante au Beijing Hotel, à deux pas de la Place Tiananmen, dans lequel sont installés des systèmes d'écoute et des caméras de surveillance camouflés jusque dans le restaurant, le *lobby*, le bar, le hall… Une surveillance qui n'est pas toujours très discrète. C'est l'époque où Bernard Gérard, patron de la DST, a l'habitude de citer lors de conférences de sensibilisation auprès de dirigeants d'entreprises françaises, cette anecdote digne d'un vaudeville : un représentant de commerce breton téléphone de sa chambre du Beijing Hotel à son

12. Selon Nicholas Eftimiades, *Chinese Intelligence Operations* (Naval Institute Press, Anapolis, 1994), d'autres hôtels surveillés sont l'Hôtel du Palais (qui dépend de l'APL), l'Hôtel de la Grande Muraille ou l'Hôtel de la Colline parfumée (Xiang Shan), de même que l'Hôtel Kunlun, propriétaire du Gonganbu. Par ailleurs l'Hôtel Jianguo et l'Hôtel du Jardin des bambous (ancienne résidence de Kang Sheng), l'Hôtel Qianmen dépendent du Guoanbu comme partiellement l'Hôtel Pékin. Sans parler de l'Hôtel de l'Amitié à Haidian) où se trouvent même des bureaux de divers instituts et « Bureaux de recherche ».

patron en Bretagne. Pour évoquer discrètement les termes d'un contrat qu'on est en train de négocier, les deux hommes décident de parler en breton. Soudain, une voix féminine coupe la conversation : « Vous parlez français ! » Têtus comme il convient, les deux hommes d'affaires veulent poursuivre malgré tout dans leur belle langue celtique. Mais elle ne semble pas au programme de l'Institut des langues étrangères où sont formés les fonctionnaires du Guoanbu. Du coup, la ligne est coupée... Et le chef du contre-espionnage français d'ajouter un point d'information technique recueilli par les services français : au Beijing Hotel, c'est au sous-sol qu'a été installée une grande salle d'écoute, où une armée de « dames du téléphone », changeant de poste selon les langues employées, surveillent les conversations de toutes les chambres.

Un peu plus tôt, à l'automne 1985, dans ce même Beijing Hotel une caméra cadre un des fonctionnaires de la CIA, venu prendre un verre au bar. Ce qui provoque un bel émoi, c'est la vue du Chinois affable, manifestement habitué à le rencontrer, qui s'assoie en face de lui : il s'appelle Yu Zhensan, c'est le patron du Bureau des affaires étrangères du Guoanbu, niché deux rues plus loin. Les hommes du 9e Bureau – la sécurité interne du service –, ne perdent pas de temps et alertent leurs supérieurs au centre de Xiyuan, situé sur les Collines parfumées. Mais pour Ling Yun, le patron à la « Noble ambition », il n'y a pas matière à s'affoler, c'est précisément le travail de Yu – homme du Zhejiang comme lui –, et de son Bureau que de discuter et d'« échanger » avec les représentants des services étrangers...

Cependant quelques semaines plus tard, en novembre, le ministre de la Sécurité de l'État va s'en mordre les doigts. Yu Zhensan s'est rendu à Hong Kong, semble-t-il pour des rencontres aussi professionnelles que personnelles, puisqu'on lui prêtera par la suite une maîtresse occidentale. D'ailleurs n'est-ce pas elle qui est responsable du coup de théâtre ? En tout cas, Yu Zhensan disparaît, et la rumeur commence à circuler : « un haut responsable du Guoanbu a fait défection et a été recueilli par la CIA... » Son exfiltration hors de Hong Kong, quelque peu retardée à la suite d'un problème de santé, a pour nom de code « Opération *Poudre de Jade* ».

Le 24 novembre 1985 tombe sur les téléscripteurs une information étonnante, apparemment sans rapport. Le FBI a arrêté une taupe chinoise à l'intérieur de la CIA, un nommé Larry Wu-Tai Chin (de son nom en pinyin Jin Wudai) qui aurait fourni des informations secrètes aux services de Pékin depuis trente ans. Cette affaire va connaître des rebondissements considérables, car elle constitue un séisme tant à l'intérieur de Langley, siège de la CIA à Washington, qu'à Xiyuan, centre du Guoanbu à Pékin.

Pourtant la défection de Yu Zhensan n'est pas encore connue du grand public. Au début de l'été 1986, je suis à Hong Kong avec Rémi Kauffer, pour compléter notre enquête sur Kang Sheng. Dans le Port aux Parfums où mouillent à l'époque les dernières jonques, nous trouvons trace de cette affaire et recueillons les premières informations sur les incroyables origines du camarade Yu. Elles fourniront la matière au dernier chapitre de ce livre sans que nous connaissions à l'époque le fin mot de l'histoire, comme c'est aujourd'hui le cas. On apprendra toutefois que Yu est responsable de l'arrestation de Larry Wu-Tai Chin, détecté en 1983, et qu'il aurait aussi joué un rôle dans l'arrestation par la DST, la même année, d'un diplomate français au service des Chinois, Bernard Boursicot[13].

Le 17 septembre 1986 tombe enfin sur les téléscripteurs une dépêche AFP signée de Hong Kong. « Un espion chinois a obtenu refuge aux États-Unis en partie en vendant un agent qui travaillait pour Pékin au sein de la CIA, les services secrets américains, pendant trente ans, rapporte mercredi un magazine de Hong Kong.

« Yu San, directeur du Bureau des affaires étrangères du ministère chinois de la Sécurité, s'était, selon de bonnes sources à Pékin, réfugié à l'étranger en janvier. Le magazine *Pai Hsing* identifie le pays où il a pris asile comme les États-Unis.

« Son premier "cadeau" à la CIA, a été de révéler que Larry Wu-Tai Chin, 63 ans, employé de la CIA depuis trente ans, était l'un des

13. Voir le détail de l'affaire Boursicot, chapitre 11.

importants espions travaillant pour Pékin, ajoute *Pai Hsing*. M. Yu donna cette information à la CIA durant une visite secrète à Hong Kong en novembre 1985. M. Chin, un citoyen américain d'origine chinoise, avait été arrêté par le FBI, la police fédérale américaine, le 22 novembre dernier. Condamné à la prison à vie pour espionnage, il s'est suicidé en prison en février.

« Le magazine écrit encore que M.Yu – connu aussi sous le nom de Yu Zhensan – est actuellement à McLean, près de Washington en Virginie, où il subit des interrogatoires, et qu'il restera l'hôte de la CIA pendant deux ans. »

Le quinzomadaire *Pai Hsing* et son directeur Lu Keng sont toujours bien informés comme j'ai pu m'en rendre compte en rencontrant ce dernier à Hong Kong. Victime de Kang Sheng, cet éditeur avait passé une dizaine d'années en prison pendant la Révolution culturelle, mais il entretient en 1986 des relations cordiales avec la nouvelle direction du Parti communiste et en particulier avec le secrétaire général Hu Yaobang qu'il a interviewé à plusieurs reprises.

Au fil des mois et des années, l'extraordinaire destinée de Yu Zhensan va se décanter. Ce quadragénaire – de son nom original Yu Zhengqiang –, faisait partie de la nomenklatura chinoise, à un point tel qu'il est lié tout à la fois au gratin du Parti communiste et à celui du Kuomintang. Cela va de l'entourage immédiat de Mao Zedong à la famille du président de Taiwan, Chiang Kai-shek !

Ce n'est pas la première fois que nous rencontrons des responsables qui ont des ascendants dans les deux camps, compte tenu des interpénétrations qui se sont produites dans les années 1920 et 1930 entre les deux partis des frères ennemis.

Il faut grimper dans l'arbre généalogique des Yu pour comprendre ce qui s'est passé. À l'origine, un riche Chinois de Shaoxing, dans la province du Zhejiang, le nommé Yu Mingzhen a deux fils, Yu Dachun et Yu Dawei, tous deux militants farouches du Kuomintang. Ces derniers suivent Chiang Kai-shek à Taiwan en 1949.

Jusque-là rien d'extraordinaire, sauf que Yu Dawei sera ministre de la Défense nationaliste de 1954 à 1965, que son fils, Yu Yang-ho,

épousera la petite-fille de Chiang Kai-shek, autrement dit la fille de Chiang Ching-kuo qui a succédé à son père comme président de l'île nationaliste.

Mais le général Yu Dachun avait des enfants qui sont restés sur le « continent ». Et pour cause ! Yu Qiwei *alias* Huang Jing était un militant communiste chevronné. En 1931, grâce à sa sœur Yu Shan, très belle chanteuse et actrice de l'Opéra de Pékin, il rencontre à Qingdao, dans le Shandong, « Grue des nuages », plus tard actrice de cinéma sous le nom de « Pomme bleue » et finalement connue sous son dernier nom « Clair Azur », en chinois Jiang Qing... Cette dernière, ex-maîtresse de Kang Sheng et future Mme Mao, vit avec Yu Qiwei (on les dit même mariés) jusqu'à ce que le parti mute ce dernier à Pékin. Du coup Jiang Qing se lance dans le cinéma à Shanghai et épouse même un autre personnage du show business, Tang Na, qui finira restaurateur à Paris.

Mais tout ce beau monde – Jiang Qing, Kang Sheng, Yu Qiwei – se retrouve à Yan'an en 1935. Revoici même la belle Yu Shan, et en dépit du fait que Mao a épousé Jiang Qing, l'artiste de l'Opéra de Pékin devient elle aussi l'une des très nombreuses maîtresses du chef du Parti communiste. C'est si vrai qu'en 1949, alors que Jiang Qing était hospitalisée en URSS, Yu Shan est au bras du Grand Timonier, lors de l'entrée magistrale des Communistes à Pékin. Il y a même des camarades pour la confondre avec Jiang Qing dont ils ont seulement entendu parler[14].

Son frère Yu Qiwei s'est effacé pour permettre à Mao d'épouser Jiang Qing et il demeure un ami de Kang Sheng. Dans ce chassé-croisé étonnant, il épousera finalement une journaliste très spéciale, Fan Jin. Celle-ci appartient avec son amie Gong Peng au fameux cercle des espionnes créé par Zhou Enlai, qui a joué un rôle influent aux États-Unis dans l'entourage de Pearl Buck et d'Eleanor Roosevelt...[15]

---

14. Ross Terrill, *Madame Mao,* Ramsay, Paris, 1984.

15. Luo Bote, « *Yu Zensan de teshu quanshi* » (L'existence extraordinaire de Yu Zhensan), *in Zhenming,* Hong Kong, octobre 1986.

Enfin Yu Qiwei et la journaliste espionne Fan Jin ont eu deux garçons. Le cadet Yu Zhengsheng est de nos jours une haute personnalité du Parti communiste chinois. Après avoir été le patron du parti au Shandong et au Hubei, et avoir été nommé entre-temps ministre de la Construction, il a fait une entrée remarquée au Bureau politique en 2002 et, enfin en octobre 2007, est devenu secrétaire du conseil municipal de Shanghai[16]. Ce dernier aurait bien pu voir sa carrière brisée à cause de son frère aîné, nul autre que Yu Zhensan, le contre-espion du Guoanbu passé à la CIA en 1985. Par chance Yu Zhensheng est aussi le gendre du ministre communiste de la Défense de l'époque, le général Zhang Aiping.

Un dernier point qui a son importance dans cet arbre généalogique complexe : lorsque Yu Qiwei, énergique militant de la propagande, meurt d'un arrêt cardiaque en 1958, Kang Sheng accepte, à la demande de Jiang Qing, de faire de Yu Zhensan son « fils adoptif ».

Ce qui explique que, entré dans le contre-espionnage, mais sans avoir participé aux exactions auxquelles le « maître des ténèbres » nous a habitués, à partir de 1974 ce dernier gravit les échelons au sein du Bureau des affaires étrangères d'abord au Gonganbu sous la houlette du vice-ministre Yu Sang (sans lien de famille malgré son patronyme), puis au Guoanbu quand ce ministère est fondé en 1983. Or à ce poste clef du Bureau des affaires étrangères, Yu Zhensan connaît les arcanes des recrutements d'agents étrangers. Des hommes comme le Français Bernard Boursicot – évoluant aussi dans le milieu artistique de l'Opéra de Pékin –, comme le Sino-Américain Larry Wu-Tai Chin ou l'espionne Li Weiping, introduite dans l'intimité du futur Premier ministre japonais et judoka, Hashimoto Ryûtaro…

---

16. Lettre d'informations *Les Arcanes de Chine,* N° 15, bimensuel du 25 février au 10 mars 2005. Voir www.arcanesdechine.com, lettre très bien documentée dirigée par Agnès Andrésy, également auteur de *Princes Rouges – Les Nouveaux Puissants de Chine,* L'Harmattan, Paris, 2003.

La taupe de la CIA et le curé chinois

Pour le Federal Bureau of Investigation, Yu Zhensan a pour nom de code « Planesman ». Lorsque Ivian C. Smith, le responsable des affaires chinoises au FBI, le rencontre fin 1986, se révèle l'étonnante saga du « fils adoptif de Kang Sheng ». Bon prince, dans ses Mémoires publiés en 2004, il confirmera, en citant abondamment notre livre, que j'avais, avec Rémi Kauffer, recomposé avec exactitude l'arbre généalogique de la famille Yu[17]. Ce qui lui fait dire : « Si l'on accepte les écrits de Faligot et Kauffer, Planesman n'était pas juste un simple citoyen chinois employé par le ministère de la Sûreté de l'État. Il appartenait à la "jeunesse dorée", un fils de l'élite politique chinoise. Je me suis convaincu que la "jeunesse dorée" est en meilleure position pour voir l'hypocrisie du système communiste dans lequel elle vit. [...] Je pense que Planesman vit cette hypocrisie et à un certain point décida de frapper en retour à sa manière.

« Ses actions étaient simplement bourrées d'audace. Il se baladait au quartier général du Guoanbu, photographiant des documents sur les bureaux, sortant des dossiers, faisant des demandes, et comme il était le fils de gens d'influence, il bénéficiait d'un traitement de faveur. Il farfouillait même dans le bureau de son patron, celui qu'il appelait la "Pute pékinoise", ce qui fait qu'il avait accès aux informations les plus secrètes que possédait le Guoanbu. [...]

« En chair et en os, Planesman était un individu aimant vivre en société, un bon vivant, qui parlait un anglais haché, mais qui exprimait une grande joie de vivre. Après que nous nous fûmes rencontrés au lendemain de l'opération *Eagle Claw* « la serre de l'aigle », il m'a confirmé ce que je pensais depuis toujours, il était un preneur de risques. Je pensais même qu'il en aurait presque voulu payer la CIA pour qu'elle lui permette d'être son espion. »

17. I. C. Smith, *Inside (A Top G-Man Exposes Spies, Lies and Bureaucratic Bungling Inside the FBI,* Nelson Current, Nashville, 2004.

L'opération *Eagle Claw*, c'est tout simplement dans le jargon du FBI la détection puis l'arrestation de Larry Wu-Tai Chin, sans doute la plus belle prise du FBI dans les rangs des services secrets chinois aux États-Unis jusqu'à l'affaire Chi Mak, jugée en 2007.

Né en 1924, Larry la Taupe est entré à la CIA en 1948 comme traducteur au consulat américain de Shanghai. Le Département des affaires sociales (*Zhongshebu)* qu'y dirige Pan Hannian le laisse volontiers partir avec les Américains en 1949. S'il « monte en structure », une fois recruté, ce pourrait être un formidable agent. Le jeune interprète chinois est alors muté au consulat US de Hong Kong. Pendant la guerre de Corée, il interroge avec les services américains des prisonniers de guerre chinois venus à l'aide de l'armée de Kim Il-sung. C'est véritablement en 1952, à Okinawa, au Japon, qu'il est intronisé dans les services spéciaux chinois par un certain « Monsieur Wang », semble-t-il Liao Chengzhi, *alias* « Liao le marin ». Cet ancien du Komintern, spécialiste des liaisons internationales du PCC et des opérations spéciales en direction de Taiwan, a fondé, comme on l'a vu, l'agence Chine nouvelle (*Xinhua)* et en a fait un nid d'espions[18].

Larry est alors actif au service de radio, le Foreign Broadcast Information Service, à l'époque lié à la CIA. Ce FBIS se livre à des écoutes et à des transcriptions des radios régionales en Chine, ce qui permet, au moyen de seules « sources ouvertes », de dresser un tableau évolutif de la société chinoise. D'abord en poste au siège du FBIS à Santa Rose, en Californie, puis à celui de la CIA, à Langley,

18. Voir Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit.* Né à Tôkyô, Liao Chengzhi (1908-1983) a été directeur de l'agence de presse Chine nouvelle, spécialiste du Travail de front uni, décédé en septembre 1983, alors vice-président de l'Assemblée nationale populaire. Voir « *Liao Chengzhi, un grand patriote et révolutionnaire », in La Chine en construction,* septembre 1983. L'article confirme que de 1928 à 1932 il travaille en Allemagne pour le Syndicat international des marins, mène une grève de marins chinois et se fait arrêter et expulser de Hollande, puis d'Allemagne. Dans le livre de Jan Valtin, *Sans patrie ni frontière,* (1941, aux USA, 1947, en France chez Dominique Wapler), il apparaît sous le nom de Leo Tchang comme membre dirigeant des activités militaire du Komintern (M-Apparat) à Rotterdam, sous l'égide du communiste hollandais Wilhelm Schaap.

Mister Chin a accès à des documents secrets et récolte des informations confidentielles concernant les projets américains en Asie du Sud-Est, pendant la guerre du Viêt-Nam.

La preuve : à l'été 1970, Larry la taupe a envoyé à Pékin un document crucial puisqu'il contient des éléments indiquant que Richard Nixon a décidé d'entreprendre une négociation avec les Chinois. On sait combien ce tournant diplomatique a été déterminant au regard des rapports de force dans le monde. Connaître par avance les intentions de la Maison-Blanche était fort important pour Mao Zedong et Zhou Enlai. Naturellement, comme beaucoup d'espions communistes capturés pendant la guerre froide, l'espion chinois au sein de la CIA utilisera cet épisode pour sa défense : il agissait dans l'intérêt de la paix et de « l'amitié entre les peuples »... Bernard Boursicot, emprisonné à la même époque pour la même raison m'a confirmé que son officier traitant chinois lui avait recommandé d'assumer cette ligne de défense en cas de malheur...

De 1978 à 1981, Larry effectue cinq voyages au Canada. C'est généralement à Toronto, dans des boutiques de confection ou des restaurants chinois, qu'il rencontre son officier traitant, Ou Qiming. Celui-ci réceptionne ses microfilms qui sont acheminés dans la journée à Hong Kong par un courrier spécial. Selon le système de la « banque invisible », son compte en banque est immédiatement crédité avec ce que les Chinois appellent « l'argent volant » (*fei qian).*

Le FBI découvrira qu'après chaque voyage une somme de 7 000 dollars est virée sur un compte à son profit dans une banque de Hong Kong. En janvier 1981, le Chinois de la CIA prenait sa retraite. Selon les consignes habituelles, il lui est impossible de se rendre en Chine immédiatement. En novembre, il gagne Londres et rencontre son officier traitant, Ou Qiming, pour préparer son voyage au début de 1982. Sa visite à Pékin est l'objet de festivités secrètes. Des responsables du contre-espionnage au sein du ministère de la Sécurité publique font dérouler le tapis rouge pour lui. Alors vice-ministre du Gonganbu, Ling Yun, m'a-t-on dit, est parmi eux. Le camarade Larry se voit bombarder « chef de service ». C'est non seulement un grade honorifique,

comme celui, plus important encore octroyé à l'acteur de Bertolucci, Ying Ruocheng, mais cela ouvre des droits à une retraite supplémentaire, qui vient s'ajouter à une prime de départ, un « parachute doré » de 40 000 dollars déposés à sa banque de Hong Kong.

C'est alors, estime I.C.Smith du FBI, que Larry Wu-Tai Chin commet une erreur fatale. Le contre-espionnage américain découvre, après avoir fouillé discrètement son appartement, que le Chinois a conservé la clef de sa chambre, la 533, à l'hôtel *Qianmen*. La surveillance de la taupe fait fausse route lorsque le FBI croit découvrir un officier traitant en la personne d'une Chinoise à qui il rend mystérieusement visite à New York, mais qui est en fait sa maîtresse. Il est question lors de leurs conversations téléphoniques codées, d'appareils techniques qui intriguent le FBI mais qui se révèlent être des jouets sexuels… Un agent double qui mène une double vie amoureuse s'emmêle fatalement les pinceaux. Car les services spéciaux voient tout le parti à tirer d'un secret que l'épouse légitime ne doit pas connaître.

Cependant, grâce à sa « gorge profonde », le FBI découvre l'existence d'un personnage déterminant dans le traitement de l'agent secret du Guoanbu.

« Notre source, explique Smith, nous rapporta que le contact de Chin en cas de nécessité à se faire exfiltrer était un prêtre catholique basé à New York, le Père Mark Cheung. Incroyable. Je fus médusé par l'audace des Chinois mais j'éprouvais en même temps une admiration incontestable pour leur habileté. Le prêtre, un Chinois d'origine, avait été recruté par le ministère de la Sécurité publique et prit des années à parfaire sa couverture en exerçant son sacerdoce dans le Pacifique sud et à Hong Kong. En cas d'urgence, Chin devait rencontrer Cheung au confessionnal de l'église de la Transfiguration à Chinatown. Plus tard, Cheung retourna à Hong Kong, et après un interrogatoire du FBI, au cours duquel il ne fut guère coopératif, il retourna en Chine sans jamais refaire surface[19] ».

19. I. C. Smith, *Inside, op. cit.*

La source qui a permis au FBI d'identifier le prêtre est alors toujours à Pékin. C'est, bien sûr, Planesman *alias* Yu Zhensan ! Mais depuis le début 1983 jusqu'à la fin 1985, il n'est pas question d'arrêter Larry Wu-Tai Chin sans risquer de griller la « gorge profonde » au cœur du Guoanbu. Il faut donc attendre sa défection.

Enfin, le 22 novembre 1985, Larry la taupe est arrêté, non sans problème avec la CIA qui n'apprécie guère qu'on livre sur la place publique la défaillance manifeste de son propre service de contre-espionnage. Par ailleurs, à l'époque du président Reagan, la CIA a scellé un pacte avec les services chinois de Deng Xiaoping afin d'organiser en commun des interceptions de communications de l'URSS et des opérations conjointes en soutien aux moudjahidine afghans contre l'armée russe. Bill Casey, le patron de la CIA, a toutefois finalement donné le feu vert à l'arrestation de la taupe qui sévit dans ses rangs.

L'opération *Eagle Claw* peut donc prendre son envol. Les premiers jours des interrogatoires, Larry Wu-Tai Chin, « l'homme à tête d'écureuil » aux lunettes glissant éternellement sur son nez qu'il tient baissé, reste silencieux. Mais lorsqu'un des agents du FBI mentionne le nom de son officier traitant de toujours – Ou Qiming –, il craque.

Du 4 au 7 février 1986, la Cour fédérale d'Alexandria en Virginie entend l'affaire de la taupe de la CIA. Les journalistes qui suivent le procès sont fatalement déçus : l'agent Chinois reste mutique, et ni la CIA ni le FBI ne souhaitent livrer des informations au public sur leur *modus operandi* en risquant de dévoiler le rôle du transfuge Yu Zhensan. Ce dernier a été mis au secret et doit assumer une nouvelle vie, avec une nouvelle identité. Résidant du côté de San Francisco, il semble rester en contact avec ses cousins de Taiwan… Larry Wu-Tai Chin reconnaît avoir livré des documents mais tous, dit-il, étaient déclassifiés. Ce qui ne correspond guère avec le fait qu'il a reçu, comme il le reconnaît, quelque 180 000 dollars de Pékin… Pour sa défense, on s'y attendait, l'espion chinois certifie qu'il a favorisé les bonnes relations entre les États-Unis et la Chine.

Cependant, le 7 février 1986, le voici condamné pour espionnage à une longue peine de prison. Mais quinze jours plus tard, il se

suicide dans sa cellule en s'asphyxiant avec un sac poubelle en plastique serré autour de la tête avec ses lacets de chaussure…

Malgré ce triste épilogue, grâce à Planesman, les services américains en ont appris long sur la façon de procéder du nouveau KGB chinois dans leur pays et sur son ordre de bataille. Aussi, à Pékin, Ling Yun, « Noble Ambition », a perdu la face. En août 1986, les Chinois ripostent vivement en condamnant à douze ans de prison un citoyen américain, d'origine chinoise, Roland Shensu Loo, pour espionnage au profit de la CIA et des services taiwanais. En même temps, John Burns, correspondant du *New York Times*, est expulsé officiellement pour avoir effectué un reportage dans une zone interdite. Le Guoanbu édicte des consignes strictes concernant les rapports avec les étrangers : c'est ainsi que des call-girls shanghaïennes sont autorisées à danser avec des touristes ou des hommes d'affaires à condition de ne pas livrer de secrets d'État. Interdire tout contact avec eux aurait empêché les services spéciaux de se livrer à des opérations classiques du type du « stratagème de la belle » (*meiren ji*), le recrutement érotique d'hommes d'affaires ou de diplomates occidentaux, japonais ou coréens…

Entre-temps, tandis qu'un haut fonctionnaire nommé Guan Ping, a remplacé Yu Zhensan au poste vacant de chef du Bureau des affaires étrangères, Ling Yun quitte le monde du renseignement[20].

Son remplaçant est un politique et non un professionnel du renseignement. Il s'appelle Jia Chunwang. Né en 1938 à Pékin, il est diplômé en sciences physiques de l'université de Qinghua, le MIT chinois. C'est aussi le gendre de Bo Yibo, dirigeant historique du Parti communiste,

20. Il subsiste un mystère sur le limogeage de Ling Yun, car son remplacement a eu lieu le 6 septembre 1985, soit deux mois avant la disparition de Yu Zhensan et l'arrestation de Larry Wu Tai Chin. Selon plusieurs sources, il aurait eu lieu à la suite du retour de Deng Rong, sa protectrice et fille de Deng Xiaoping, des États-Unis. Elle aurait joué un rôle dans cette affaire. Avait-elle appris par les services chinois sur place que Larry Wu Tai Chin était sous surveillance ? Par ailleurs plusieurs autres ministres furent nommés en septembre 1985 outre le nouveau chef de la Sûreté de l'État, Jia Chunwang, par exemple un nouveau ministre de la Sécurité publique, Ruan Chongwu. Il s'agissait donc d'un remaniement ministériel de grande ampleur.

vétéran de la guerre antijaponaise, ministre des Finances en 1949, et appui important de la réforme économique amorcée par Deng Xiaoping. Sa seule proximité avec les services de sécurité provient d'une récente cooptation dans la commission de discipline du parti.

Son ascension fulgurante au sein de la Ligue des jeunes communistes n'a pas manqué de séduire des dirigeants comme Hu Yaobang. Peut-être préparait-on déjà cette nomination, car en juillet 1985, Jia Chunwang s'est rendu à Washington, en compagnie de Ling Yun, à la tête d'une délégation de la jeunesse...[21]

Autrement, Jia a fréquenté au sein du comité municipal de Pékin du PC, Fan Jin, la mère de Yu Zhensan, le transfuge. Mais manifestement, il n'aime pas qu'on évoque cette affaire et John Burns du *New York Times* a sans doute payé l'audace d'avoir voulu interroger le nouveau patron du Guoanbu sur l'« Affaire » et a donc été expulsé de Chine.

C'est que la Sûreté de l'État craint d'autres défections liées à l'affaire Yu. Le Bureau 9 du Guoanbu a d'ailleurs effectué une tournée dans toutes les ambassades et rapatrié des agents qui risqueraient d'être grillés. Un responsable des services, surnommé « Fu Manchu », aurait même proposé aux Français de passer à l'Ouest en septembre 1986. Et en novembre, Du Bingru, l'attaché commercial en RFA, offre ses services au BND... Quoi qu'il en soit, on dit Jia Chunwang affable, passionné par l'Occident. Il parle l'anglais et voue une grande admiration, tout comme jadis Zhou Enlai, aux services de renseignement français ainsi qu'à la CIA...

En dépit de la série noire qui affecte les services secrets chinois de Jia Chunwang, celui-ci va participer, en première ligne, à la nouvelle offensive dans le domaine du renseignement économique, scientifique et technologique voulu par Deng Xiaoping. C'est ainsi que se développe le vivier des « poissons des grands fonds » (*chendi yü)*, comme on appelle au Guoanbu ces milliers d'agents spéciaux exceptionnels,

21. Jacques de Golfiem, *Personnalités chinoises d'aujourd'hui, op. cit.* Biographie officielle de Jia Chunwang, *Who's Who in China, Current Leaders,* Foreign Language Press, Pékin, 1989.

profondément plongés dans les abysses, les tréfonds de la société, du monde culturel, scientifique, économique ou militaire de l'adversaire. Et qui fournissent chacun une des grandes pièces du puzzle.

Conseil national de sécurité à la chinoise ?

Bâtir une nouvelle centrale d'espionnage pour s'éclairer sur le monde en mouvement ne suffit pas pour un grand pays comme la Chine. Deng Xiaoping en est d'autant plus conscient qu'au milieu des années 1980 de grands bouleversements se produisent. À commencer par l'accession au pouvoir dans l'URSS voisine de Mikhaïl Gorbatchev à la tête d'une équipe réformatrice qui n'a que les mots de « transparence » politique, *glasnost*, et de « restructuration » économique, *perestroïka*, à la bouche depuis avril 1985.

Les âpres discussions entre le président américain Reagan et son homologue russe Gorbatchev se muent bientôt en entente cordiale. L'alliance antisoviétique entre Chinois et Américains va-t-elle s'affadir, voire s'inverser ?

Chaque jour les dirigeants reçoivent un cahier de presse relié, concocté à partir des rapports des services. Il y a les « matériaux de référence » (*cankao ziliao*) de l'agence de presse Chine nouvelle et ses « bulletins confidentiels de l'étranger » (*guoji necan) ;* des rapports de la section internationale de l'Académie chinoise des sciences sociales ; les dépêches en provenance des attachés militaires passées à la moulinette du 2e Département (APL-2) ; les analyses du ministère des Affaires étrangères ; les « documents d'enquête » (*Diaocha ziliao)* du Centre de recherche des relations internationales contemporaines (CICIR), et ainsi de suite...[22]

22. Pour un descriptif des diverses structures à la fin du XXe siècle, voir « Comment les dirigeants chinois sont informés sur l'étranger », *in Perspectives chinoises* n° 37, Hong Kong, septembre/octobre 1996, ainsi que David L. Shambaugh, « China's National Security Research Bureaucracy », *in* The China Quarterly, Juin 1987.

Pour centraliser et analyser toutes ces sources, la Commission politico-légale qui coordonne la galaxie de la sécurité chinoise et que dirigent Peng Zhen et Chen Xidian, rescapés de la Révolution culturelle, ne suffit pas. Ce serait empiler une structure bureaucratique sur une autre. C'est pourquoi en 1983, alors que le Guoanbu voit le jour, Deng Xiaoping, peut-être inspiré du « rêve américain », envisage de créer une sorte de Conseil national de sécurité, mais en beaucoup plus léger.

« Peu importe qu'un chat soit gris ou noir pourvu qu'il attrape des souris ! », fait-on dire à Deng en matière de réussite économique pour justifier l'ouverture vers une économie de marché en régime socialiste. Mais la remarque vaut aussi en matière de géopolitique et de relations internationales. À quoi sert que des « poissons des grands fonds », comme on appelle les espions immergés ou dormants, prennent des risques considérables afin de récolter des renseignements si ceux-là, même dûment recoupés, ne peuvent faciliter les décisions des dirigeants, Deng Xiaoping, Hu Yaobang, Zhao Ziyang ?

Le « Petit Joufflu » a donc confié à un ancien diplomate, Huan Xiang, la mise en forme d'un Centre de recherche des problèmes internationaux (*Zhongguo Guoji Wenti Yanjiu Zhongxin*). Plus souvent présenté sous son nom anglais International Studies Research Center, il dépend du Conseil des affaires d'État, c'est-à-dire du gouvernement. Sous la houlette de l'adjoint de Huan, Xu Dachen, un spécialiste des problèmes allemands, l'ISRC analyse et transmet aux cercles dirigeants une douzaine de rapports résumés sur la centaine habituellement transmis chaque jour. On envisage même de fusionner l'ISRC avec l'Institut des affaires internationales, dépendant du Diaochabu, le service d'investigation du parti, afin de synthétiser encore plus les informations, renseignements et analyses qui parviennent à Zhongnanhai.

Tout cela doit permettre à Deng et à son équipe de posséder une vision plus claire de la situation mondiale. Mais pourquoi avoir fait le choix de Huan Xuang ?

Ce proche du Premier ministre Zhao Ziyang avait été repéré autrefois par Zhou Enlai. Journaliste, cosmopolite, doué pour les langues, il est né dans la province du Guizhou, dans la Chine de l'Ouest, en 1910, l'année du Chien. Il a étudié à Shanghai et à la grande université de Waseda au Japon. Puis, il a fait une carrière remarquable d'homme de presse (notamment au *Wenhui Bao* de Shanghai), de diplomate, ouvrant dans les années 1960 l'ambassade chinoise en Grande-Bretagne avec le maître espion Xiong Xianghui, avant d'y devenir ambassadeur.

De la Révolution culturelle, il ne veut rien dire, tant ces années ont été terribles pour lui entre 1965 et 1976, période pendant laquelle il a disparu… avant de refaire surface pour être ambassadeur en Belgique, au Luxembourg et auprès de la CEE. À 80 ans, aussi frais qu'une carpe impériale, son immense réputation lui vaut d'être conseiller de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS), aussi bien que vice-président du Comité des affaires étrangères à l'Assemblée nationale (dix membres dont l'ambassadeur espion spécialiste du Japon, Fu Hao).

Mais si Deng Xiaoping l'a choisi, c'est que Huan Xiang a émis, au milieu de ces années 1980, des hypothèses décoiffantes sur la marche du monde, et les changements auxquels il faut s'attendre, tout particulièrement après le sommet américano-soviétique voulu par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev au début de 1986. L'alliance que la Chine a engagé avec les États-Unis sera-t-elle caduque ?

Son analyse tourne autour du développement de la « guerre des étoiles » dont Reagan veut mettre le dispositif en branle soit pour forcer les Soviétiques à négocier la fin de la prolifération, soit pour les forcer à une course folle aux armements qui va finir d'épuiser leur économie :

« Les deux plus grands pouvoirs militaires s'affaiblissent et déclinent, dit Huan Xiang lors d'un colloque en 1986. Ils progressent militairement en direction de la multipolarisation. Si le plan de « guerre des étoiles » se développe, la multipolarisation se muera en bipolarisation, et pourrait s'y installer. Si les pays de deuxième rang veulent

mettre en place un plan de Guerre des Étoiles, ce sera très difficile. La position de ces pays va immédiatement décliner. »

Autrement dit, seule la fin de la guerre froide peut sauver la Chine, lui permettant de se développer en grande puissance, faute de quoi, elle restera à la traîne des deux grands « partenaires » de ce conflit larvé depuis un demi-siècle.

Le 28 février 1989, Huan Xiang, le « Kissinger chinois », meurt à 80 ans après avoir révolutionné la vision des dirigeants à bien des égards. Il ne verra pas la fin de la guerre froide et la chute de l'URSS. Avec sa disparition et le déclin de son centre de recherche, l'information stratégique va faire cruellement défaut à l'équipe Deng Xiaoping, alors que se profilent les bouleversants événements de Tiananmen, que les services secrets chinois ne peuvent guère anticiper…

Chapitre 5

Les cinquante-cinq jours de Tiananmen

Dans les tunnels de la ville souterraine, *Dixia Cheng*, c'est avec un bruit d'enfer que fonce le train fantôme. Il achemine des soldats en treillis au visage barbouillé de noir, leur pistolet-mitrailleur 79, calibre 7,62 mm, bien en main. Le Pékin sous Pékin n'a jamais servi à protéger le peuple contre les attaques nucléaires comme l'avait prévu Mao vingt ans plus tôt. Le soir du 3 juin 1989, le convoi achemine des troupes spéciales pour écraser le petit peuple de la capitale du Nord, les étudiants et les habitants des *hutong*, des ruelles avoisinantes de la place Tiananmen, qui ont apporté leur soutien aux manifestants. Sculptée dans le polystyrène, la déesse de la Démocratie, copie sinisée de la statue de la Liberté, dévisage dans l'ombre le portrait de Mao, bouffi et souriant, au-dessus de la Porte de la paix céleste.

En silence, les soldats sortent des bouches aménagées *via* Zhongnanhai, le palais gouvernemental des « Lacs du milieu et du sud », à l'ouest de la Cité interdite, la forteresse des dirigeants, derrière la place Tiananmen. Ce sont des paras de la 15e division aéroportée, fer de lance de la force d'intervention rapide de l'armée de l'air, spécialistes des attaques à l'arrière de l'ennemi, aussi bien que des opérations de maintien de l'ordre. C'est cette unité qui a rétabli l'ordre à Wuhan en 1967, en pleine Révolution culturelle. En soutien : des groupes de la Police armée populaire – sorte de CRS à la chinoise – dont l'entraînement s'est révélé pourtant insuffisant jusqu'ici pour mater l'agitation estudiantine, mais qui connaissent Pékin. Les paras de la 15e sont surtout épaulés par des commandos de l'unité 84835

du lointain district militaire de Ningxia. Spécialité ? La « décapitation » ! L'art d'attaquer les chefs des troupes adverses pour désemparer celles-ci… Mission ? Prendre par surprise la place Tiananmen !

Une surprise toute relative car des fusillades ont éclaté dans divers faubourgs. À l'ouest de la ville, des coups de canon répétés laissent présager le pire. S'est engagée une bataille qui, vingt ans plus tard, n'a pas été pleinement élucidée, et certainement pas reconnue par les dirigeants du Parti communiste chinois : un véritable combat de chars en pleine ville !

Des blindés du 21e corps d'armée tirent sur des chars du 1er régiment de cavalerie, dépendant du 38e corps d'armée, des Pékinois qui ne veulent pas laisser écraser sans rien faire la Commune de Tiananmen…

Non loin, Ivan Vladimirovitch Grigorov, conseiller de l'ambassade soviétique, fait partie de ceux qui peuvent en témoigner. Accouru sur les lieux, dans la nuit du 3 au 4 juin, il vient de découvrir l'ampleur des affrontements entre unités de l'APL, d'ailleurs confirmés par ses correspondants sur place. Dans la nuit, il va transmettre au Kremlin ces renseignements hallucinants, dont certains puisés à des sources bien particulières, c'est-à-dire au plus haut niveau des services secrets chinois…[1]

Deng Xiaoping contre Mikhaïl Gorbatchev

Depuis quinze jours déjà, le camarade Grigorov, en réalité le « résident » du KGB à Pékin, a reçu l'ordre de transmettre plusieurs fois par jour à Moscou les informations les plus précises sur ce qui se passe dans la capitale chinoise. Ses dépêches ne sont pas lues

1. Ces informations, ainsi que celles concernant les activités du KGB dans ce chapitre, sont recoupées de plusieurs sources, à la fois du renseignement russe et occidental, ainsi que de correspondants de presse et de diplomates en poste à l'époque à Pékin.

seulement par Vladimir Krioutchkov, le président du KGB, mais aussi directement par Mikhaïl Gorbatchev, le secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique. Car ce dernier a été piqué au vif par l'accueil détestable qui lui a été fait le 15 mai 1989, au cours du premier sommet sino-soviétique organisé depuis la rupture vieille de trente ans. Au lieu de le recevoir en grande pompe à Tiananmen, les Chinois ont organisé une médiocre cérémonie à l'aéroport. La raison ? Depuis quarante-huit heures, 3 000 étudiants ont entamé une grève de la faim sur cette place de la Paix céleste.

Tiananmen, lieu emblématique où, le 4 mai 1919, des étudiants avaient manifesté contre le traité de Versailles, et où Mao Zedong avait proclamé la victoire communiste en 1949. « Sol sacré », comme dira un vieux dirigeant, où se sont souvent opposés les deux symboles contraires, le *yin* et le *yang* de la politique : la lumineuse révolte de la jeunesse et la force obscure du pouvoir rouge. À Tiananmen, en 1966, la jeunesse acclamait le Grand Timonier, petit livre rouge à la main, manipulée à son insu par Mao et Kang Sheng. En 1976, elle y défilait à la mémoire de Zhou Enlai, réclamant déjà l'« ouverture », au cours d'une manœuvre menée en sous-main par Deng Xiaoping pour préparer son retour aux affaires. En 1986, elle manifestait derechef pour soutenir des mouvements étudiants d'autres villes, provoquant sans le vouloir la chute du secrétaire général réformateur Hu Yaobang.

Aussi le 16 avril 1989, au lendemain du décès de ce dernier d'une crise cardiaque, les étudiants se sont retrouvés sur la place Tiananmen pour célébrer ses réformes, pour exiger qu'on les poursuive, qu'on promeuve enfin la « cinquième modernisation », à savoir la démocratie comme l'a surnommée le dissident Wei Jingsheng. Et c'est ainsi qu'ont débuté les « Cinquante-Cinq jours de Tiananmen »[2] !

2. En souvenir des « 55 jours de Pékin », lorsqu'en 1900 les Boxeurs, ont assiégé les légations étrangères, événement qui s'est terminé par la chute de l'impératrice mandchoue Ci Xi, leur alliée. En 1964, Nicholas Ray a porté cet épisode à l'écran « Les Cinquante-Cinq jours de Pékin », avec Charlton Heston, Ava Gardner et David Niven dans les rôles principaux.

Les dirigeants qui résident à Zhongnanhai hésitent alors à agir contre ces jeunes dont beaucoup sont enfants de cadres du parti. Ceci d'autant que les caméras des télévisions du monde entier, CNN et ABC en tête, renvoient l'image de cette Chine turbulente qui tend les bras à la déesse Démocratie, grande statue de polystyrène érigée pour faire pièce au portrait géant de Mao.

Contrairement à ses prédécesseurs du temps de la Révolution culturelle, le camarade Grigorov n'est pas barricadé dans son ambassade. Il peut enquêter sur place avec ses agents, ses contacts – depuis le crieur de journaux jusqu'au savant de l'Académie des sciences –, ou encore avec les étudiants russes qui témoignent de l'esprit frondeur de leurs compagnons du Printemps de Pékin.

Avec Ivan Fédotov, ministre conseiller de l'ambassade, il coordonne des rapports de plus en plus étonnants. Certaines informations leur viennent directement des services secrets chinois. Car beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et les relations entre les « organes » russes, comme on appelle le KGB ou le GRU militaire –, et les « services de travail spécial » (*tewu gongzuo jigou)* se sont réchauffées.

Déjà un mois de manifestations pacifiques. Les dirigeants du parti et les caciques qui les surveillent, Deng Xiaoping en tête, n'ont guère apprécié l'arrivée de Gorbatchev, dirigeant quinquagénaire et rénovateur dont la *perestroïka* semble déteindre sur la jeune garde chinoise. Le Petit Timonier veut lier l'économie de marché avec le maintien du parti unique, et il redoute une révolution politique à la russe. Depuis 1987, le camarade Deng n'a plus aucun poste officiel, si ce n'est la présidence de la toute-puissante Commission militaire centrale (CMC) du parti qui dirige l'Armée populaire de libération, forte de 3 millions d'hommes. Autre patriarche à la tête de l'État, Yang Shangkun, vétéran de la Longue Marche, victime de la Révolution culturelle, président adjoint de la CMC et nouvellement président de la Chine. De même que le Premier ministre Li Peng – fils adoptif de Zhou Enlai et hakka comme Deng Xiaoping –, il approuve

les réticences de ce dernier à l'égard des Russes. Sur l'autre marge de l'échiquier, Zhao Ziyang, le secrétaire général du PCC, éprouve plutôt du respect pour le dirigeant soviétique…

Or, ce dernier ne s'est pas montré indifférent à ce qui se passe en Chine. « J'ai beaucoup d'admiration pour la Grande Muraille, dit-il à la presse, mais les murs doivent tomber un jour… » C'est osé ! Un journaliste tout aussi audacieux le prend au mot : « Même le mur de Berlin ? » « Peut-être… », répond Gorbatchev, songeur.

Craignant pour la sécurité du président russe, les gardes du corps de la 9e Section du KGB font écourter le séjour de Pékin de trois jours. Le dirigeant soviétique descend à Shanghai, où la situation est plus calme, car Jiang Zemin, le dirigeant local, s'en sort mieux avec ses étudiants… Ce qui ne l'empêche pas de décider la fermeture d'un magazine, jugé trop réformateur par sa maîtresse, la responsable à la propagande Chen Zhili.

Mais dans l'ombre se noue le drame. La veille de la visite de l'inventeur de la *perestroïka*, le 14 mai, s'est tenue une réunion secrète du comité permanent du Bureau politique – les cinq hommes qui dirigent officiellement le PCC et la Chine – et cette fois la ligne modératrice de Zhao Ziyang à l'égard des étudiants semble l'avoir emporté. À quoi bon les réprimer si l'on peut dialoguer ? Les gérontes du parti, les « Immortels » comme on les surnomme, garants de la légalité socialiste et de la mémoire de la Longue Marche, – Deng Xiaoping, Yang Shangkun, Bo Yibo, Peng Zhen, Chen Yun –, ont laissé faire. Ils n'en pensent pas moins et s'activent derrière les paravents.

Deng, le « Petit Joufflu », demande à voir… Il puise ses informations auprès du tout-puissant coordinateur de sécurité, Qiao Shi, qui reçoit, de ses agents, des rapports contrastés mais inquiétants. C'est un homme de terrain : après le retour de Gorbatchev à Moscou, il accompagnera Zhao Ziyang sur la place Tiananmen, dès potron-minet, afin de parlementer avec les étudiants. Le 15 mai, les dirigeants de Zhongnanhai ont reçu un coup de bambou sur la tête : environ un million de manifestants sont venus apporter leur soutien

aux grévistes de la faim... Une délégation a parcouru les 800 mètres qui séparent Tiananmen de Zhongnanhai pour apporter un cahier de doléances, mais cette fois c'est elle qui reçoit des coups de matraque des agents du Gonganbu. Seul, dans l'après-midi un haut cadre du parti, Yan Mingfu, directeur du Département du travail de front uni, accourt à la rencontre des manifestants, leur assure qu'ils peuvent rentrer sur leur campus, les complimente de promouvoir la réforme. Il propose même de rester leur otage comme garant qu'ils pourront quitter Tiananmen sans risques...[3]

Qiao Shi, maître du jeu ?

Ivan Grigorov le kaguébiste connaît bien Qiao Shi. Avec Jia Chunwang, le patron de la Sûreté de l'État (*Guoanbu*), c'est l'un de ses principaux interlocuteurs. C'est lui, Qiao, le responsable du secteur sécurité du parti, qui avait téléphoné à l'ambassadeur Oleg Troyanovsky, l'avant-veille, pour expliquer qu'on organiserait une cérémonie à l'aéroport, avant de convoyer Raïssa et Mikhaïl Gorbatchev à la résidence pour hôtes de marque *Diaoyutai* où Qiao Shi avait encore récemment un appartement avant de s'installer avec sa femme à Zhongnanhai[4]. But évident de la manœuvre : empêcher tout contact physique avec les manifestants qui brandissaient des pancartes en russe et en chinois pour acclamer le camarade *Ge-Er-Ba-She-fu* et sa politique...

Le même Qiao Shi explique depuis le début de l'année à qui veut l'entendre – diplomates et correspondants de presse –, que des « forces extérieures sont à l'œuvre », sans préciser s'il pense à la seule CIA ou

3. Robert Lawrence Kuhn, *The Man Who Changed China, The Life and Legacy of Jiang Zemin,* Crown Publishers, New York, 2004.

4. Voir Gordon Thomas, *Chaos in Heaven, The Shocking Story Behind China's Search for Democracy,* Birch Lane Press Book, New York, 1991. Gordon Thomas a fait partie des journalistes anglo-américains qui ont suivi ces événements sur place.

aussi au KGB ! Qiao Shi, une fois Gorbatchev rentré chez lui, à Moscou, a pris un mégaphone pour se rendre place Tiananmen dire aux étudiants de retourner eux aussi à la maison. Sans succès.

Je n'ai pas pu compulser, comme Grigorov l'a fait, l'énorme dossier de Qiao Shi aux archives de Iasenovo, le centre du KGB. Mais depuis de nombreuses années déjà, j'avais étudié dans le détail son itinéraire peu connu au point de souligner le poids politique croissant et l'extrême complexité de ce militant choisi par Deng Xiaoping, tout à la fois homme à poigne et ouvert aux réformes voulues par Hu Yaobang et Zhao Ziyang, comme la suite allait le démontrer[5].

Visage allongé, lunettes cerclées d'écailles, verres teintés, costume à l'occidentale bien coupé, chaussures du dernier cri mais chaussettes à 5 yuans, ongles parfaitement limés par sa manucure, Qiao Shi est donc un homme de contrastes. De haute taille pour un Chinois, cet amateur de jogging, de promenades et de baignades a su garder discrète une ascension marquée au coin des services secrets. Froid, austère, parlant peu, et sourire figé de rigueur, son apparence convient à son emploi disent certains reporters étrangers tandis que d'autres le trouvent au contraire « chaleureux, bien de sa personne, amical...[6] »

---

5. À l'exception de Jean-Luc Domenach, peu de sinologues et de *China watchers* en Europe accordaient à Qiao Shi de l'importance comme nous le faisions, avec Rémi Kauffer, au début des années 1980 et à la fin de notre biographie de Kang Sheng en 1986. Voir aussi notre *Histoire mondiale du renseignement,* volume 2, Robert Laffont, pour un portrait de Qiao Shi, affiné ici grâce aux multiples informations obtenues depuis, notamment de sources chinoises et japonaises. Également, en chinois, lire la biographie qui lui est consacrée : Gao Xin, *Zhonggong jutou Qiao Shi,* (Qiao Shi, le *tycoon* du Parti communiste), Shijie Shuju, Hong Kong, 1995.

6. Selon le portrait de Graham Hutchings, correspondant du *Daily Telegraph* à Pékin, qui l'a interviewé en août 1988 et qui rédige son portrait lorsque Qiao Shi devient n°1du parti (*Party promotes loyal secret policeman with a « merciless » smile in The Daily Telegraph,* 8 juin 1989). Voir aussi, Roger Faligot, *Qiao Shi, l'homme des chiens bleus, in Le journal du Dimanche,* 11 juin 1989 ; Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Le chef des services secrets vise le fauteuil de Deng, in Le Figaro-Magazine,* 1er juillet 1989.

À 69 ans, est-ce un Janus chinois, à deux visages ? *Qiao Shi*, mot à mot, « la haute pierre », est un nom de guerre qui fait référence à sa très haute et massive taille. On pourrait dire : « Qiao le menhir ». En 1940, quand il adhère au Parti communiste clandestin de Shanghai et devient secrétaire de cellule, ce jeune homme de 16 ans répond, pour ses condisciples de lycée, au nom de Jiang Zhaoming. Il est donc né en décembre 1924, l'année du Rat, dans la région de Dinghai, ville du Zhejiang, au sud de Shanghai, et a gravi les échelons dans la hiérarchie des jeunesses communistes. À l'université anglicane Saint-John's (*Sheng Yuehan*), il se familiarise avec la civilisation européenne et apprend l'anglais, langue qu'il parle d'ailleurs bien. Saint John's de Shanghai est l'une des plus célèbres universités de Chine. Parmi ses anciens élèves, elle compte – outre des membres de la dynastie Soong –, des personnalités mondialement connues : Rong Yiren, le milliardaire rouge qui demandera aux dirigeants du PCC de négocier avec les étudiants de Tiananmen ; le grand écrivain Lin Yutang, auteur de *L'Importance de vivre* réfugié à Taiwan ; Raymond Chow, le producteur hakka des films de kung-fu de Bruce Lee et de Jackie Chan ou encore le célèbre architecte sino-américain Ieoh Ming Pei qui est en train de bâtir en 1989 la pyramide du Louvre à la demande de François Mitterrand.

De tels condisciples ne peuvent qu'ouvrir les yeux au monde d'un jeune étudiant curieux de tout, aussi passionné par l'œuvre de Shakespeare que par celle de Marx. Et très actif, puisqu'il opère aussi clandestinement à l'université de Tongji, dont le campus a été rapatrié à Shanghai en 1946 et où sont enseignés les arts et les sciences. Entre-temps en 1943, lorsque les Japonais envahissent les concessions occidentales de Shanghai, refuges des communistes pourchassés par le Kuomintang, un animateur du service de renseignement du PCC pour la Chine du Sud, Liu Changsheng, met le pied de Qiao Shi à l'étrier. Aidé de sa jeune épouse, Wang Yuwen, le jeune homme s'active dès lors dans le domaine sensible des « communications secrètes du parti ».

Passerelle traditionnelle dans la société chinoise, comme on l'a vu dans l'affaire du transfuge Yu Zhensan, les liens familiaux offrent des possibilités d'action inespérées. Journaliste très célèbre lié à Chiang Kai-shek, Chen Bulai n'est autre que l'oncle de Wang Yuwen. Par ce biais, Qiao Shi qui est devenu son secrétaire collecte des informations de toute première importance qui vont asseoir sa réputation d'agent secret dans les cercles communistes dirigeants.

La résistance contre les Japonais comme dans la guerre civile, prélude à la victoire définitive des communistes, s'avère une période de promotion pour l'habile camarade Qiao Shi, désormais dirigeant de la jeunesse de Hangzhou, dans son Zhejiang natal. De 1954 à 1964, le voici responsable technique au sein de la compagnie métallurgique d'Anshan, puis patron de l'Institut d'études de la compagnie sidérurgique de Jiuquan. Un poste de confiance : entre autres activités, cette société fabrique secrètement des armes sous la tutelle de l'Armée populaire de libération. Ombre au tableau : son épouse Yu Wen est prise dans la tourmente de la campagne « antidroitiste » de 1957 et elle est momentanément arrêtée, ce qui ralentit la promotion de son mari[7].

Le grand tournant dans la carrière de Qiao Shi, c'est 1964. Tandis que la Chine populaire fait exploser sa première bombe A, l'ancien cadre clandestin de Shanghai entre au Département des liaisons internationales du comité central (*Zhonglianbu* ou DLI), le service de renseignement politique qui assure les contacts avec les « partis frères » et, tout aussi important, le soutien aux « mouvements de libération » du tiers-monde. Un poste qu'il doit à l'influence de son premier mentor Liu Changsheng, devenu le président des Amitiés sino-africaines. Qiao Shi anime le Comité de solidarité avec les Africains chargé de l'appui aux mouvements de guérilla prochinois au Congo,

7. L'épouse de Qiao Shi a sans doute abandonné son patronyme « Wang », qui rappelait ses liens familiaux avec des pontes du Kuomintang, lorsqu'elle avait été arrêtée dans le cadre de cette campagne anti-droitiste de 1957. Elle s'appelle désormais Yu Wen. Voir Gao Xin, *Zhonggong jutou Qiao Shi, op. cit.*

au Burundi, au Zimbabwe. Il s'agit ni plus ni moins que de contrer les « révisionnistes soviétiques » sur le continent noir. On est bien loin de la stratégie commerciale menée par la Chine en Afrique, au début du XXI[e] siècle !

À Pékin, la Révolution culturelle balaye tout sur son passage. Elle détrône d'abord un autre des protecteurs de Qiao Shi, le maire de la capitale Peng Zhen. Puis en 1967, Liu Changsheng lui-même est assassiné par les gardes rouges[8]. Heureusement pour Qiao, plusieurs cadres des services spéciaux veillent sur leur cadet, en particulier Luo Qingchang, l'indéboulonnable chef du Bureau des enquêtes du parti (*Diaochabu*), lui-même protégé par Zhou Enlai.

Fort de ces soutiens, Qiao Shi nage entre deux eaux. Dix ans plus tard, il refait surface en qualité de directeur adjoint des relations internationales tandis que sa femme, Yu Wen, prend la direction du Bureau de recherches du même DLI, avant de devenir directrice adjointe du département de propagande du parti.

Mais surtout, au lendemain de la Révolution culturelle, Qiao Shi est soutenu par deux dirigeants historiques du Parti communiste qui ont la particularité d'être des économistes entretenant des relations, des *guanxi,* dans le domaine du renseignement : d'abord Bo Yibo, vice-Premier ministre à partir de 1978 et beau-père de Jia Chunwang, le futur chef du Guoanbu ; ensuite Chen Yun, le planificateur et inventeur du renseignement économique. On s'en souvient, le vieil économiste a commencé sa vie de militant à Shanghai, dans la clandestinité du service secret Teke, dirigé par Zhou Enlai et Kang Sheng.

Dans l'ombre du nouveau président Hua Guofeng, Qiao Shi voyage beaucoup, en Roumanie, en Yougoslavie, en Iran, des pays où les services spéciaux sont intéressés à coopérer avec les Chinois contre les Soviétiques. Le renversement du Shah l'oblige à renégocier des

8. Biographie de Liu Changsheng, *in Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, la Chine*, publié par Jean Maitron, Les éditions ouvrières, Paris, 1985.

accords avec la Savama, la nouvelle police secrète de Khômeiny. Il excelle déjà dans les négociations de coulisses. Et cet accident de parcours malheureux ne suffit pas à arrêter l'irrésistible ascension de Qiao Shi.

En avril 1982, à 58 ans, il devient le patron du Département des relations internationales du comité central[9]. À ce titre, il effectue des voyages techniques à Alger, à Téhéran ou encore à Pyongyang où s'organise une collaboration étroite avec son homologue du DLI nord-coréen Kim Yong-nam et le chef de la Sécurité d'État, Kim Byong-ha. Sa montée en puissance coïncide avec celle d'un véritable « lobby de la sécurité » qui se renforce sur l'étranger par la création du ministère de la Sûreté de l'État, et – en interne – par celle de la Police armée populaire (Renmin Wuzhuang Jingcha), dirigée par le lieutenant général Li Lianxiu. On dit que c'est Qiao Shi qui a soufflé à Deng Xiaoping l'idée de créer la PAP pour assurer, sous le contrôle de la Commission militaire centrale, la sécurité intérieure et la protection des dirigeants en osmose avec le régiment central des gardes. S'inspirant du contrôle des manifestations en Pologne et en Hongrie, il a même proposé que la PAP – sorte de CRS à la chinoise – soit équipée de matériel adapté pour le combat des rues et la répression de faible intensité. C'est ainsi qu'il a visionné des films d'actualité d'Irlande du Nord, pour voir comment la police, Royal Ulster Constabulary, s'y prend avec les manifestants nationalistes, et suggéré qu'on copie ces méthodes et qu'on utilise les mêmes armes : canon à eau, gaz CS, balles de caoutchouc ou de plastique.

Ainsi, d'année en année, Qiao Shi se taille un royaume au sein de cet univers de l'ombre. Ce redoutable manœuvrier sait comme

9. Avec la nomination de Qiao Shi, on assiste à un renouvellement complet de la direction du DLI. Ses adjoints sont Qian Liren, Zhu Liang et Mme Li Shuzheng. Ses conseillers, des experts du renseignement politique et des missions spéciales qui se sont surtout illustrés surtout en Afrique et en Asie : Tang Mingzhao, Zhang Zhixiang, Li Yimang, Mme Ou Tangliang, Feng Xuan, Liu Xinquan, Zhang Xiangshan (source : *China Directory,* Radiopress Inc. Tôkyô, 1983).

personne naviguer entre les clans en présence, s'attirant à la fois la confiance des conservateurs (Peng Zhen, Bo Yibo, Chen Yun) et la sympathie des rénovateurs (Hu Yaobang et Zhao Ziyang). Partisan de l'ordre côté cour, des réformes économiques côté jardin, Qiao Shi attend son heure. Le plus conservateur des réformistes, le plus libéral des orthodoxes. Et surtout, il va diriger l'appareil du parti à l'intérieur de tous les services de sécurité.

« Les hommes du renseignement montent de plus en plus haut en Chine, me dit en 1986, James Yi, spécialiste du renseignement chinois dans l'administration britannique de Hong Kong. Un jour, Qiao Shi sera peut-être le numéro un...[10] »

En effet, ses pouvoirs s'accroissent rapidement. Peng Zhen lui abandonne les leviers de commande de la Commission politico-légale, autrement dit la sécurité telle qu'on l'entend en Chine communiste : ministères de la Justice, de la Sûreté de l'État (*Guoanbu*) et de la Sécurité publique (*Gonganbu*), la Section des minorités nationales dans laquelle figurent les hauts conseillers comme son épouse Yu Wen ou le vieux Pu Yi, le « dernier empereur » recyclé... Parmi ses autres domaines réservés : les ventes d'armes à l'étranger – Syrie, Iran, Corée –, le soutien aux Khmers rouges et aux moudjahidine afghans, sans oublier la contre-insurrection au Tibet et les opérations spéciales contre le dalaï-lama en Inde et sur toute la planète.

Alternant fermeté et souplesse, l'homme aux deux visages, continue d'occuper la meilleure position : le centre. « Qiao Shi, c'est l'empereur du juste milieu », dit « la rumeur des petites rues ».

Début 1989, il a également pris la direction de l'École centrale du Parti communiste et, profitant d'un décès passé presque inaperçu, celui du « Kissinger chinois, » Huan Xiang, il accroît son poids au sein du comité national de sécurité à la chinoise, le Centre de recherches et d'études internationales (ISRC).

10. Entretien avec James Yi, Hong Kong, 4 juillet 1986.

Débutent les mobilisations étudiantes du Printemps de Pékin. Fidèle à sa ligne de conduite, Qiao Shi tente d'abord la conciliation. Businessman du clan réformateur et directeur de la société informatique Stone, Wan Runnan est entré en contact avec lui par l'intermédiaire de Li Chang, un membre influent de la Commission de discipline du parti. Il pourrait faire partie de ces intermédiaires. On le sait, Qiao Shi ne refuse pas le dialogue et s'affirme opposé à l'épreuve de force. C'est pourquoi, le 19 mai, il se rend sur la place Tiananmen aux côtés de Zhao Ziyang.

Ces bonnes dispositions ne pourraient durer toujours. Patron des services de renseignement, le fils du Zhejiang doit rendre compte à Deng Xiaoping et au comité permanent du Bureau politique dont il est désormais le numéro trois. Les correspondants du Guoanbu à l'étranger ainsi que ses propres enfants, résidant en Europe et en Amérique, le renseignent. Son fils Jiang Xiaoming – *alias* Simon X. Jiang – étudie le commerce au Judge Institute of Management Studies de l'université de Cambridge, tandis que la femme de celui-ci, Qiao Zhoujin, est programmatrice pour les émissions de la BBC en direction de la Chine. Les sœurs du jeune Jiang sont aux États-Unis : Qiao Xiaoqian étudie la médecine à Houston, dans le Texas, et participe même au mouvement de soutien aux étudiants de Tiananmen. Sa petite sœur, Qiao Ling, élève dans le secondaire, applaudit des deux mains…

Les trois enfants lui délivrent un message clair : « Une répression violente choquera beaucoup le monde. » Cependant, en contrepoint, les services assurent qu'en cédant quelques clauses de contrats économiques, on apaisera facilement l'Occident. Qiao Shi va-t-il opter pour la répression ? Que va-t-il conseiller à Deng Xiaoping ?

Les « chiens à poil bleu » et la loi martiale

Les synthèses que reçoit Qiao Shi sur la situation interne de la Chine et qu'il transmet à Deng Xiaoping et aux autres dirigeants indiquent bien que l'Année du serpent risque d'être tourmentée,

d'autant que suite à de nombreuses manifestations à Lhassa, en mars, la loi martiale a été imposée au Tibet.

Peu avant, en février, Qiao Shi a lancé un rappel à l'ordre en mêlant la lutte contre la corruption, le trafic et la contrebande à celle contre « le sabotage des services de renseignement de l'étranger » et contre « la petite minorité de ceux qui brandissent l'étendard de la "démocratie" et de la "liberté", qui répandent des rumeurs et qui tentent de provoquer des troubles ». Et l'on a procédé à des exécutions publiques à Canton, retransmises à la télévision pour célébrer l'entrée dans l'année du Serpent. Les « chiens à poil bleu » du Gonganbu, comme on les surnomme, envoient de toute la Chine des rapports alarmants soulignant que le mouvement « démocratique » s'étend à 116 villes. Wang Fang, le chef de cette Sécurité publique, est un dur à cuire qui a pris ce poste, fin 1986, à Ruan Chongwu, démis de ses fonctions pour n'avoir ni prévu ni voulu réprimer brutalement des manifestations étudiantes qui ont en même temps provoqué le limogeage de feu le secrétaire général Hu Yaobang. Ancien procureur du procès de la Bande des Quatre, Wang Fang veut éviter de connaître le destin de son prédécesseur.

À Qiao Shi, il fait parvenir un mémorandum qui se résume ainsi : 88 organisations ouvrières autonomes, embryons de partis politiques « contre-révolutionnaires » (en réalité démocrates !) et milices d'autodéfense ont vu le jour. Dans 19 provinces sont apparues des « organisations autonomes ouvrières ». En réalité, le nombre est plus important, car les bureaux régionaux du Gonganbu ne sont pas d'une précision folle. La direction centrale reçoit des rapports ainsi libellés : « Diverses fédérations ouvrières autonomes ont fait leur apparition à Wuhan. » Ces organisations champignons sont cataloguées sous quatre formes qui donnent des sueurs froides aux caciques de l'appareil d'État chinois :

(1) Les plus nombreuses sont celles dont le but est de protéger les manifestants. Elles constituent autant de services d'ordre. Elles ont pour nom le « Corps de piquet » (*jiucha dui*) ou encore le « Corps oser mourir » (*gansi dui*). (Elles joueront

un rôle actif lors de la loi martiale, pour empêcher de nombreuses provocations organisées par les services secrets.)

(2) Les « Brigades de sympathie » (*shengyuan tuan)* manifestent le soutien d'ouvriers aux étudiants.

(3) Viennent ensuite des petits partis ou associations telle la Ligue patriotique démocrate (*Aiguo minzhu lianhe hui*).

(4) Enfin des fédérations d'ouvriers autonomes (*gongzilian)*, véritables minisyndicats qui ne se contentent pas de défendre les intérêts de la classe ouvrière dans les grandes villes mais qui aident les étudiants dans leur propre organisation. C'est ainsi que dans la capitale s'est créée une « Fédération autonome des ouvriers de Pékin » qui a formé des groupes de choc pour protéger le mouvement démocrate. Ils ont pour nom les Panthères noires ou le Corps des tigres volants et seront présents sur les marges de la place Tiananmen[11].

À la mi-mai, à cause de ces rapports, les pires cauchemars des dirigeants prennent forme : étudiants et travailleurs des villes sont en passe de forger une alliance. Et encore, le tableau est loin d'être complet...

Ce n'est pas que Qiao Shi cache des informations. Mais le Premier ministre Li Peng s'en méfie. N'a-t-il pas cherché à nouveau à négocier avec les étudiants de concert avec Yan Mingfu, le patron du Département chargé du travail de front uni ? Ce dernier est le fils du maître espion qui avait fait prévenir Staline que Hitler allait attaquer l'URSS en 1941. C'est donc un bon connaisseur du renseignement. Mais tout comme Qiao Shi, il plaide pour la négociation et la tolérance à l'égard des étudiants. Ce qui va lui coûter cher...

Li Peng crée donc des réseaux parallèles en prise directe avec le Gonganbu et les cercles du renseignement militaire afin de doubler

11. Pour un descriptif complet de tous ces mouvements, voir Andrew G. Walder, *Popular Protest in the 1989 Democracy Movement (The Pattern of Grass-Roots Movement),* Hong Kong, Institute of Asia-Pacific Studies, Hong Kong, 1992.

ceux de Qiao Shi. Leur coordinateur s'appelle Luo Gan, sorte de secrétaire particulier des Affaires spéciales (*Tewu*). Ce gros homme énergique, aux lunettes rondes cerclées de fer, partage avec Qiao Shi l'engouement pour la natation, en plus de sa pratique du tennis, et comme lui il a été formé dans le monde industriel. En 1989, il a réussi à s'intégrer dans l'entourage du très conservateur Li Peng, au point d'en devenir son ministre du Travail, secrétaire général du Conseil des affaires d'État, et son « gardien du temple ». Sorte de *factotum*, il supervise l'installation de Li Peng dans l'ancienne résidence de Mao, à Zhongnanhai, où il aime à folâtrer dans la piscine de son mentor. Car il lui rend visite chaque jour et lui rend compte des renseignements obtenus par ses réseaux parallèles[12]. C'est l'époque où ce passionné de films étrangers visionne des vidéos d'un genre nouveau : les films qui montrent des images de manifestations étudiantes réalisées par les fausses équipes de télévision à la solde du Gonganbu... Luo Gan n'attend plus qu'une chose, que son maître réussisse à provoquer la chute de Zhao Ziyang et donne le feu vert pour la répression.

Le 17 mai au matin se tient une réunion du comité permanent chez Deng Xiaoping. Outre les cinq, Zhao Ziyang, Li Peng, Qiao Shi, Hu Qili et Yao Yilin, Deng a convié deux grands anciens, Yang Shangkun et Bo Yibo. La conversation est tendue.

Zhao Ziyang : Les étudiants qui jeûnent se trouvent sous les projecteurs, ce qui leur rend difficile des concessions. Cela nous laisse dans une situation épineuse...

Yang Shangkun : Pouvons-nous encore dire que la situation ne fera pas de mal à l'intérêt national ou l'intérêt de la société ?

Li Peng : Je pense que le camarade Ziyang doit porter la responsabilité principale de l'escalade du mouvement étudiant, ainsi que pour le fait que la situation est désormais hors de contrôle...

12. *China's New Rulers, The Secret Files,* éd. par Andrew J. Nathan et Bruce Gilley, Granta Books, Londres, 2002.

Deng Xiaoping : Si notre milliard de citoyens se jetaient dans des élections multipartites, nous aurions le chaos comme pendant la guerre civile que nous avons vécue lors de la Révolution culturelle…[13]

Qiao Shi reste silencieux si l'on en croit le procès-verbal de cette réunion. Selon d'autres sources, il aurait acquiescé à l'idée de déployer l'APL dans les rues de Pékin, mais en ajoutant : « Nous ne devons pas faire couler le sang ! »

Tout comme le lendemain, il s'abstiendra lors du vote fatal sur la loi martiale. Un vote qui met la direction dans l'impasse : Zhao Ziyang et Hu Qili – spécialiste de la propagande – sont contre, Li Peng et Yao Yilin – économiste conservateur de l'école Chen Yun – sont pour. Deux voix contre deux. Comme Qiao Shi s'abstient, on doit en référer à Deng Xiaoping, qui a été chauffé à blanc par Li Peng et qui donne le *la*… On décrétera la loi martiale comme au Tibet !

En dépit de cette décision dramatique, tentant encore de jouer la modération, Zhao Ziyang et Qiao Shi rendent visite, juste après la réunion, à des grévistes de la faim dans les hôpitaux sous les flashes de photographes.

Le 19 mai, le gouvernement instaure la loi martiale et ordonne aux troupes de 22 divisions de se diriger vers Pékin. De nombreux généraux sont plus qu'étonnés. Ils ne comprennent pas qu'on utilise l'ultime recours de la force armée contre les étudiants. Le 20 mai, un groupe de généraux envoie une missive à Deng Xiaoping et à la Commission militaire centrale : « Nous demandons que les troupes n'entrent pas dans Pékin, et que la loi martiale ne soit pas instaurée

13. Il s'agit là de citations de *The Tiananmen Papers,* (éd. par Andrew Nathan et Perry Link, Little, Brown and Company, 2001), étonnants documents des procès-verbaux des réunions de la direction chinoise pendant les événements de 1989. J'en extraie aussi des citations concernant la décision de faire intervenir l'armée le 3 juin. Un certain nombre de sinologues américains remettent en cause la véracité de ce document qui donne une bonne image de Zhao Ziyang, mais pour l'essentiel, les dialogues de dirigeants à ce moment critique sont recoupés par de multiples autres témoignages et documents.

dans la ville. » Deng dépêche des officiers parlementer tandis que Yang Shangkun téléphone à chacun. Le mouvement d'humeur est résorbé[14]. Le 21 mai, rassurant ces généraux contestataires, Yang ordonne aux soldats de ne pas tirer contre d'innocents civils, même en cas de provocation. Le lendemain, les chefs étudiants suggèrent qu'on arrête la grève de la faim, mais leur décision est contrecarrée sous la pression des nombreux manifestants fraîchement arrivés de province. Sur la place Tiananmen, beaucoup des 50 000 étudiants sont venus de l'extérieur. Les rapports du Gonganbu signalent, à la veille de l'imposition de la loi martiale, que 165 trains sont venus en trois jours emplis d'étudiants et que 319 écoles et facultés sont représentées sur la place.

Les généraux du clan Yang Shangkun piaffent d'impatience. Parmi eux, un allié de premier plan de Li Peng, le général Xu Xin, chef d'état-major adjoint de l'APL, contrôlant le renseignement (nominalement dirigé par le général Xiong Guangkai, chef du 2e Département ou APL-2) et la Sécurité militaire, qui assure la surveillance des troupes et l'infiltration des étudiants. Certains soldats font défection, jetant aux orties leur uniforme et arborant un T-shirt à emblème de la déesse Démocratie, mais sont-ils des enfants du peuple qui rejoignent naïvement les manifestants ou des agents des services spéciaux… ? Les deux, mon général ! À en croire les témoignages et documents aujourd'hui en notre possession.

Le secteur « Sécurité militaire », qui surveille l'état d'esprit des troupes, est également dirigé par le général Yang Baibing, patron du Département général politique de l'état-major de l'APL. Ainsi contrôle-t-il la police secrète de l'armée, le Département de Sécurité (*Baoweibu)*, en liaison avec le général Chi Haotian, non seulement le chef d'état-major de l'armée mais aussi le gendre de Yang Shangkun. Par la pyramide des « commissaires politiques » dans l'ombre de chaque chef de corps, Yang Baibing exerce une influence démesurée sur les

14. Xaobing Li, *A History of the Modern Chinese Army,* The University Press of Kentucky, 2007.

régions militaires à commencer par celle de Pékin. Plusieurs de ces commissaires qui refusent la répression seront limogés, on parle même d'officiers fusillés…

Or les troupes de la région militaire de Pékin posent problème… Pour l'instant, elles hésitent lorsque les manifestants leur crient : « Armée du peuple, vous devez être du côté du peuple ! » De toute façon, elles n'ont pas reçu de munitions, soit qu'on ne souhaite pas encore arriver à un dénouement tragique, soit qu'on ne leur fasse pas confiance.

Car le général Yang Baibing ne fait confiance qu'à ceux de son clan : il est le demi-frère du général président Yang Shangkun, qui partage avec Deng Xiaoping une sainte horreur de ces mouvements de jeunes qui leur rappellent la Révolution culturelle au cours de laquelle ils ont été tous deux limogés… Donc les « frères » Yang, les généraux Chi Haotian et Xu Xin constituent le noyau dur de l'APL qui devra se retourner contre le peuple si besoin est.

Insistons : Deng, jeune homme, fut autrefois étudiant et manifestant en France, ce qui lui valut des ennuis avec la police française. Mais le « poulet » en pèlerine et képi noirs de 1920 était moins brutal que le « chien à poil bleu » de 1989… De toute façon, le souvenir qu'il a de ce genre de mouvement c'est plutôt le déferlement des gardes rouges, qui lors de la Révolution culturelle, ont défenestré propre fils, Deng Pufang, désormais en fauteuil roulant et président de l'association des handicapés de Chine…

Toujours le 21, le « Petit Joufflu » a convié le cercle des vieux dirigeants, les « Immortels », à conférer avec lui puisque les « jeunes » dirigeants sont incapables de d'expédier les affaires courantes. Sa décision tombe comme un couperet.

« Dans les troubles récents, Zhao Ziyang a complètement révélé sa position, explique-t-il. Il se place très clairement au côté de l'agitation, en clair l'on peut dire qu'il fomente la division au sein du parti en défendant l'agitation. Il est encore heureux que nous soyons encore au poste de contrôle. Zhao Ziyang a stimulé l'agitation et

nous n'avons aucune raison de le garder. De même, Hu Qili n'est plus apte à demeurer au comité permanent... »

C'est alors que le vieux Chen Yun, l'ancien compagnon de Kang Sheng dans les services secrets de Shanghai, suggère un nom pour remplacer Zhao qui vient ainsi d'être limogé : « Le camarade Jiang Zemin (maire de Shanghai) ferait un bon candidat. C'est quelqu'un de modeste qui observe beaucoup la discipline du parti... »

En effet, on dit que Jiang a su s'y prendre avec les manifestations dans sa ville. Mais à Pékin, l'heure est grave. Pour les dirigeants chinois, il est impératif de rallier tous les responsables militaires et de préparer la prise de Tiananmen. Un peu plus tard, Deng Xiaoping se serait rendu à Wuhan pour convaincre les chefs de cette région militaire et de plusieurs autres qu'il était bien aux commandes à Pékin[15].

Au matin du 2 juin, sous la direction de Deng, tous les grands anciens du parti se retrouvent, tandis qu'il ne reste plus qu'une troïka au comité permanent : Li Peng, Yao Yilin et Qiao Shi. Li Peng fait part des dernières informations : « Hier, le comité du parti de Pékin et le ministère de la Sûreté de l'État ont soumis des rapports au Bureau politique. Ces deux rapports nous donnent suffisamment de preuves que, suite à l'imposition de la loi martiale, un projet majeur des organisateurs et des comploteurs de l'agitation a été d'occuper la place Tiananmen pour servir de poste de commandement à une confrontation finale avec le parti et le gouvernement. La place est devenue "un centre du mouvement étudiant et éventuellement de la nation entière". »

Le Premier ministre explique qu'un « Corps oser mourir » a été formé pour immobiliser la troupe, que des « voyous ont attaqué le bureau de Pékin de la Sécurité publique », qu'un « Groupe de tigres

15. Michael D. Swaine, *The Military & Political Succession in China, (Leadership, Institutions, Beliefs),* Rand Corporation, Santa Monica, 1992. Selon Nicholas Eftimiades (*Chinese Intelligence Operations,* Naval Institute Presse, Annapolis, 1994), Deng Xiaoping a pu, à cette occasion, établir la liaison avec des centres régionaux de l'APL-2, le renseignement militaire.

volants » transmet des messages pour parfaire le complot ; que des organisations illégales comme la Fédération autonome des étudiants et la Fédération autonome des ouvriers ont placé des haut-parleurs pour s'attaquer au parti, reprenant des fausses informations de la Voix de l'Amérique ; que des employés de l'ambassade américaine, dont ceux de la CIA, en profitent pour effectuer des missions de renseignements « agressives » et opèrent une liaison avec la Fédération des étudiants ; que l'Alliance chinoise pour la démocratie est devenue un instrument des États-Unis et des agents secrets du Kuomintang contre la Chine… Que le but de ces « déchets de notre nation » est de forger « une coalition des forces réactionnaires, internes et étrangères, pour renverser le Parti communiste et subvertir le système socialiste ».

« Ah ! Les foutus salauds ! éructe Wang Zhen, vétéran de la Longue Marche, conquérant du Xinjiang, le Far West chinois, membre du Comité de suivi de la loi martiale. Qui pensent-ils qu'ils sont à piétiner aussi longtemps le sol sacré de Tiananmen ? ! Ils vont recevoir la leçon qu'ils méritent ! Nous devrions envoyer les troupes ramasser ces contre-révolutionnaires, camarade Xiaoping ! »

Le Petit Timonier approuve : « Les causes de ces incidents sont liées au contexte global. L'Occident, surtout les États-Unis, a jeté dans la balance toute sa machine de propagande dans le travail d'agitation et a donné tout encouragement et assistance à ces soi-disant démocrates ou à l'opposition en Chine, des gens qui sont de fait les déchets de la nation chinoise… »

Au président Yang Shangkun revient de préciser comment se comportent les soldats l'arme au pied : « Les troupes sont entrées dans le Grand Hall du peuple, au parc de Zhongshan, au Palais de la culture du peuple, et dans les locaux de la Sécurité publique. L'état d'esprit de tous les officiers et des soldats a été totalement préparé à nettoyer la place Tiananmen… »

Cette fois, Qiao Shi se rallie, philosophe : « Les faits montrent que nous ne pouvons pas attendre des étudiants qu'ils se retirent volontairement de la place. La nettoyer est notre seule option et c'est

bien nécessaire. J'espère que notre annonce à propos de ce nettoyage rencontrera l'accord et le soutien de la majorité des citoyens et des étudiants. Nettoyer la place est le commencement de la restauration de l'ordre normal dans la capitale. »

Revient à Deng Xiaoping de conclure ce conclave : « Je suis d'accord avec vous tous et je suggère que les troupes chargées de la loi martiale commencent ce soir à engager le plan de nettoyage et qu'ils le finissent en deux jours. Alors que nous procédons à ce nettoyage, nous devons l'expliquer clairement à tous les citoyens et aux étudiants, leur demandant de partir, et faire de notre mieux pour les en persuader. Mais s'ils refusent de partir, ils seront responsables des conséquences… »

Bataille de chars dans Pékin

Au moins 200 000 soldats, membres de 22 divisions de 13 corps d'armée, ont été transférés, depuis l'état de siège, dans la région de Pékin. Les satellites américains et les interceptions de communications de la National Security Agency, notamment à partir de l'Australie, permettent d'établir une idée des mouvements de troupes jusqu'à l'échelon d'un bataillon[16].

Ils dépendent du Quartier général de la loi martiale, techniquement sous le commandement du général Chi Haotian, mais chapeauté par trois « anciens » du parti, Deng Xiaoping, Yang Shangkun et Wang Zhen. Mais à 85 ans, Deng le vieux Hakka veut superviser en personne les manœuvres, d'abord à partir de la station balnéaire de Beidaihe puis de sa résidence des « collines de l'Ouest » près de laquelle un PC mobile a été installé.

À 21 heures, le 3 juin, le feu vert est donné à l'armée. Les troupes doivent arriver à une heure du matin sur la place Tiananmen et l'avoir « nettoyée » à 6 heures. Après des premiers affrontements en

16. Voir chapitre 12 : « L'armée populaire des cyberguerriers ».

périphérie, y compris entre unités de l'APL, les forces spéciales se sont infiltrées par les tunnels de la ville souterraine *via* Zhongnanhai. C'est ainsi que le journaliste britannique Gordon Thomas apprend que « des troupes ont été transportées par un train souterrain de Zhongnanhai au Grand Hall du peuple. Toutes les entrées menant aux tunnels des abris anti-atomiques de la ville avaient été ouvertes afin que les troupes qui étaient en attente puissent surgir en surface dans la ville.[17] »

Pendant ce temps, les unités régulières, notamment blindées investissent les lieux. En schématisant le plan de bataille dressé par Chi Haotian et ses généraux, on assiste à une attaque de l'ouest par les unités de la région militaire de Pékin, au sud-est des unités des RM de Shenyang et Jinan, ainsi que la 15e brigade aéroportée de la région militaire de Canton, et les banlieues du nord par des éléments de Shenyang.

Des combats vont durer toute la nuit et dans la journée du 4 juin. Sur l'axe de l'avenue de la Paix éternelle, qui coupe Pékin en deux au nord de Tiananmen, après que les plus jeunes soldats du 38e corps d'armée ont été bloqués. Avec le 27e corps composé d'hommes plus vieux et plus offensifs, la progression a été beaucoup plus rapide. Par contre, une cinquantaine de blindés en provenance de l'aéroport de Nanyuan, dans l'axe sud-nord, sont restés longtemps immobilisés, de même que ceux qui ont abordé le sud de la place Tiananmen. Au pont de Muxidi, la bataille fait rage et l'armée perd de nombreux véhicules dont des blindés.

Selon diverses sources, il y aura entre 200 et 3 000 victimes (264 selon les autorités, dont 20 soldats et officiers ; 2 600, selon la Croix-Rouge de Pékin ; jusqu'à 10 000 assurent des correspondants de presse soviétiques). Il est exact que les opérations vont durer pendant trois jours et que des hommes des services de sécurité se mêlent à la partie pour traquer, voire abattre des dissidents. Exemple : à l'hôtel

17. Gordon Thomas, *Chaos under Heaven, op. cit.*

Minzu, où des hommes en civil du Guoanbu poursuivent un Chinois dans le hall, au milieu des touristes, et l'abattent à coups de pistolet sans se préoccuper des clients terrorisés[18].

C'est le début d'une vaste répression qui va s'étendre, mais qui ne peut cacher les énormes tensions qui se sont fait jour dans les rangs de l'armée ou des services.

« Des entretiens avec des fonctionnaires de l'ambassade et des étudiants russes ayant étudié à Pékin à cette période témoignent que la nuit du 3 au 4 juin fut le théâtre de combats acharnés dans la ville, raconte le spécialiste des relations sino-russes Ilyas Sarsembaev. Les tirs de canon des chars résonnèrent dans la ville et de nombreux cadavres en uniforme de l'APL jonchaient les rues au matin, aux côtés des chars brûlés. Aujourd'hui, le gouvernement chinois refuse de reconnaître qu'il y a pu avoir des combats entre régiments de l'APL. Certains étudiants chinois disent qu'au début du mois de juin entrèrent à Pékin des régiments de soldats qui n'étaient pas han et ne parlaient pas bien le *putonghua* (mandarin). Ces régiments arrivaient de Mongolie intérieure et du Xinjiang et les soldats n'avaient ni parents ni amis pékinois.[19] »

Voici, en effet, l'ordre de bataille envoyé, le 4 au matin, par Grigorov et son équipe à Krioutchkov, le patron du KGB, tel qu'il m'a été rapporté directement à la source, c'est-à-dire à la lecture du rapport de ce service soviétique. Il confirmait les notes affluant au centre sur l'existence d'une véritable scission entre différentes unités.

---

18. Donald Morrison (ed.), *Massacre in Pékin, China's Struggle for Democracy*, Time Book, New York, 1989.

19. d'Ilyas Sarsembaev, *La Question territoriale : enjeu géopolitique dans les relations sino-russes*, thèse de doctorat, (sous la direction de Dominique Colas), Institut d'études politiques de Paris, 2005. L'attaché de défense américain Larry Wortzel dit pour sa part avoir entendu les rumeurs de combats de chars, mais n'y croit pas bien qu'il admette qu'à ce moment-là les services et l'armée s'en soient pris aux journalistes, aux touristes et aux diplomates occidentaux, ce qui oblige ces derniers, contrairement aux Russes, à se protéger dans leurs résidences diplomatiques.

« Sont engagées :

Au début, des troupes des cinq corps d'armée qui forment la région militaire de Pékin.

— Le 24e corps d'armée (basé à Chengde, à l'est de Pékin province du Hebei, qui encercle la région de Pékin) et leur 1re division blindée (Tianjin) ;

— Le 27e corps d'armée, état-major à Shijiazhuang (Hebei) dont la 13e brigade de cavalerie (chars) ;

— Le 38e régiment, (état-major à Baoding, Hebei) avec la 6e division de chars (Unité 52884), stationnée à Nankou, Pékin ;

— Le 63e corps d'armée, (état-major de Tiayuan (Shaanxi) ;

— Le 65e corps d'armée (état-major de Zhangjiakou, Hebei) ;

— Les forces spéciales de protection du gouvernement et des dirigeants : l'Unité centrale des gardes (57003) dépendant de la région militaire, sous commandement de la Commission militaire centrale.

Comme la situation s'est aggravée ces derniers jours, les soldats de Pékin ont reçu des renforts de régiments de la Région militaire de Lanzhou (contrôlant les districts militaires du Shaanxi, Gansu, Qinghai, Ningxia et du Xinjiang).

— Le 21e corps d'armée, régiment de la RM de Lanzhou, basé à Baoji (Shaanxi) ;

— les unités spéciales 84835 (Qingtongxia, province de Ningxia) ;

— Des unités arrivant de Hohhot (Mongolie intérieure) ;

— Des régiments de défense de gardes-frontières qui dépendent du Gonganbu ;

— La brigade n° 205 avec des Ouïgours et des Mongols ;

— Des unités de la Police armée populaire (PAP).

À noter que les chars qui tiraient sur des soldats de la RM de Pékin appartenaient au 21e corps d'armée. Ils se sont affrontés notamment à des blindés de la 6e division appartenant au 38e corps d'armée. »

Les correspondants de presse possèdent des informations similaires, mais concernant parfois des unités non mentionnées dans ce rapport. Ainsi, Patrick Sabatier, correspondant de *Libération* à Pékin, écrit : « Des gens affirment avoir été témoins de batailles, incluant des blindés, entre éléments des 28e et 27e corps d'armée, dans l'ouest de la ville. D'autres disent avoir vu des soldats blessés dans le sud-est de la ville. Les sources diplomatiques confirment la réalité d'affrontements qui auraient eu lieu dans les banlieues sud autour de l'aéroport militaire de Nanyuan, entre unités du 27e et 16e corps. Des tracts, distribués dans tout Pékin, affirment ainsi que le vieux maréchal Nie Rongzhen, un des chefs militaires les plus prestigieux du pays, survivant de la Longue Marche et compagnon de Mao, aurait qualifié le général Yang Shangkun, le président qui est le véritable chef des troupes de la loi martiale, de "brigand"[20]. »

Cette position de Nie Rongzhen est d'autant plus importante qu'il est l'ancien compagnon de Deng Xiaoping à Paris, chef des radios clandestines de Zhou Enlai à Shanghai, et le père militaire de la bombe atomique et des missiles stratégiques...

Les informations éparses mais convergentes des journalistes en place permettent ainsi de comprendre que l'état d'esprit de l'armée est disparate. Et comment des soldats ont même fait défection, lâchant leur arme et se fondant dans la masse. Le cas du 38e corps d'armée est particulièrement significatif, car de nombreux soldats ont de la famille en ville, et inversement de nombreux étudiants de Tiananmen ont fait leurs classes dans ces unités. La fraternisation est donc plus aisée. C'est si vrai que le général Yang Baibing, patron du département politique de l'APL, a menacé de fusiller les généraux de la RM de Pékin et en particulier du 38e corps d'armée s'ils refusaient de mater les étudiants.

---

20. *Libération*, 7 juin 1989. Sabatier a ensuite publié une remarquable biographie de Deng Xiaoping (*Le Dernier Dragon*, J.C. Lattès, 1990) qui détaille le massacre de Tiananmen.

L'exemple vient de haut : le général Xu Qinxian, commandant du 38e corps d'armée, s'est fait porter pâle dès l'imposition de la loi martiale pour n'avoir pas à mener ses troupes au « combat ». Il passera en cour martiale et sera emprisonné. Mais de nombreux soldats essaieront de prendre le chemin de l'infirmerie pour éviter de patrouiller Pékin.

Selon des documents internes de la sécurité de l'APL, 3 500 officiers ont fait l'objet d'une enquête dans les mois suivant le massacre à cause de leur mauvais comportement. Des punitions furent infligées à 111 d'entre eux, ainsi qu'à 1 400 hommes du rang qui ont jeté leur fusil et ont pris la poudre d'escampette[21].

À l'inverse, le neveu de Yang Baibing, le général Yang Zhaojun, chef du 27e corps d'armée, fait du zèle. Il est la tête du groupe que commandait son père Yang Shangkun pendant la guerre avec les Vietnamiens de 1979[22]. Ses hommes massacrent les manifestants avec d'autant plus d'entrain que la plupart d'entre eux sont des repris de justice, en général venus de la Chine profonde, ne parlant pas mandarin et qui ont échappé aux camps du *Laogai*, en acceptant de porter les armes dans ces unités très spéciales.

Par surcroît, les services de renseignement militaire du général Xu Xin ont préalablement infiltré dans le mouvement de jeunes espions

---

21. Xiaobing Li, *A History of the Modern Chinese Army,* The University Press of Kentucky, 2007. Cet auteur précise qu'on peut citer parmi les officiers généraux qui ont été démis à la suite de Tiananmen : Hong Xuezhi, secrétaire général adjoint de la CMC ; Guo Linxiang, directeur adjoint du Département politique de l'APL ; Li Desheng, commissaire politique de l'université nationale de défense ; Li Yaowen, commissaire politique de la marine ; Zhou Yibing, commandant de la région militaire de Pékin ; Xiang Shouzhi, commandant de la région militaire de Nankin ; Wan Haifeng, commissaire politique de la région militaire de Chengdu ; Li Xianxiu, commandant de la Police armée du peuple (PAP) ; Zhang Xiufu, commissaire politique de la PAP ; et évidemment Xu Qinxian, commandant du 38e corps d'armée passé en cour martiale. Pour être exhaustif, il faudrait évidemment descendre dans l'arborescence de l'armée et des services.

22. Jacques de Golfiem, *Personnalités chinoises d'aujourd'hui,* L'Harmattan, Paris, 1989.

afin d'aider à pister les dirigeants de la manifestation : Wang Dan, le Ouïgour Wuer Kaixi ou la jeune Chai Ling. Le premier sera arrêté par le Guoanbu alors qu'il est retourné sur son campus prendre ses affaires. Les deux autres ont bel et bien disparu et figureront en tête de la liste des 21 que la Sécurité chinoise doit retrouver... Les mêmes services spéciaux de l'armée du général Xiong Guangkai se sont livrés le 3 juin à des provocations comme celle qui consiste à abandonner un bus plein d'armes entre les mains des manifestants en espérant qu'ils en feraient usage... Plus tard, ils ont laissé des fusils à côté de cadavres d'étudiants pour faire croire que les malheureux ont tiré sur l'armée...

À l'instar de l'APL, tout le monde ne réagit pas de la même façon dans les services spéciaux civils. On a vu Qiao Shi, le coordinateur des services, hésiter et tenter de négocier avec les étudiants aux côtés de Zhao Ziyang, puis se rallier à la position de Deng Xiaoping. On a vu défiler, le 5 mai, avec leur banderole, des étudiants de l'Institut de recherche internationale (*Guoji Guanxi Xueyuan)*, dirigé par le directeur du Guoanbu Chen Zhongjing, qui forme des analystes et des espions...[23] Dès juin, certains journaux critiquent le patron de la Sécurité publique, Wang Fang, pour n'avoir pas su tenir ses troupes. En réalité les « chiens à poil bleu » du Gonganbu remplissent leur rôle répressif sans état d'âme. Tout au plus, le patron de la Sécurité de Pékin, Su Zhongxiang, a refusé de pourchasser les étudiants. Il est démissionné. Quant à Yan Mingfu, le patron du Département du travail de front uni qui a eu le chic de parlementer avec les étudiants, il est limogé. De même, la Police armée populaire, mise en place pour réprimer ce genre de manifestations, s'en est montrée incapable. Elle subira bientôt une sérieuse purge avec le limogeage de son chef, le général Li Xianxiu. Qiao Shi n'aura plus qu'à la réorganiser... Plus tard, en 1991, la Division centrale des gardes (unité 57003), dirigée par le général Yang Dezhong, sera réorganisée, car trop d'officiers ont éprouvé des sympathies pour le secrétaire général déchu Zhao Ziyang

23. Roger Faligot, « Chine : les espions manifestent », *in Le Journal du dimanche,* 7 mai 1989.

et auraient même tenté un coup de force pour le remettre en selle fin mai 1989[24].

Le 7 juin 1989 survient une information sans précédent dans l'histoire du Parti communiste chinois : le chef des services spéciaux, Qiao Shi, devient secrétaire général du PCC ! Par intérim, s'entend... Mais en réalité Qiao Shi ne tarde pas à céder la place inconfortable au patron du parti de Shanghai, Jiang Zemin. C'est un homme qu'il connaît bien, pour l'avoir recruté dans la clandestinité de Shanghai à la fin des années 1940. Par contraste avec les caciques et les « Immortels » qui ont repris le parti en main, il apparaît comme le plus présentable des dirigeants.

Par contre, ce qu'on attend de Qiao Shi, c'est tout à fait autre chose que la gestion politique de la crise : régler la question de la répression à l'intérieur et de la neutralisation des dissidents qui se réfugient déjà à l'étranger.

La répression, Qiao Shi va la mener fermement tout en ménageant l'avenir. On va assister pourtant à un étrange ballet. Sur ses ordres, si l'on en croit la rumeur, les services de sécurité vont laisser filer quelques dissidents à Hong Kong : ceux dont le visage est mondialement connu à cause de leur apparition à la télévision.

De la même manière, s'il fait ostensiblement allégeance au nouveau secrétaire général Jiang Zemin, Qiao Shi continuera à défendre ses propres intérêts. Au Premier ministre Li Peng le soin d'incarner la ligne dure, à Jiang Zemin les risques de la navigation à l'estime sous l'œil de Deng Xiaoping, au camarade Qiao Shi la possibilité de se retourner à tout moment du bon côté. « Le lièvre rusé a trois issues à son gîte », dit un proverbe chinois.

Le 9 juin 1989, au 55e jour des événements de Tiananmen, le PCC estime que l'ordre règne à Pékin. En costume maoïste, Deng

---

24. Guan Yecheng, « Zhongnanhai bingnian tai si fu zhong » (Tentative de coup d'État à Zhongnanhai), *in Zhenming,* n° 146, Hong Kong, décembre 1989 ; Wei Li, « The Security Service for Chinese Central Leaders », *in The China Quarterly,* Septembre 1995, N° 143.

Xiaoping réapparaît à la télévision – on ne l'a pas vu depuis sa rencontre avec Gorbatchev le 16 mai – et remercie officiellement l'armée – « véritable Grande Muraille de fer et d'acier » ! – pour avoir rétabli l'ordre en Chine.

Opération Yellowbird

Les services spéciaux occidentaux en poste à Pékin et à Hong Kong n'ont pas attendu le dénouement fatal des cinquante-cinq jours de Tiananmen, ni l'indignation de l'opinion mondiale pour agir. Les condamnations politiques sont une chose, la Realpolitik en est une autre. Aussi l'étonnante épopée baptisée « Yellowbird », le sauvetage des dissidents, a moins été le fait de professionnels en mission, que d'individus qui ont pris fait et cause pour les amoureux de la déesse de la Démocratie.

Toutefois le sauvetage de l'astrophysicien Fang Lizhi et de sa femme Li Shuxian a reçu l'approbation de la Maison-Blanche. George W. Bush avait voulu rencontrer le Sakharov chinois en début d'année lors de sa visite à Pékin, ce qui lui avait été refusé. Un peu avant, en janvier 1989, le professeur Fang avait envoyé une lettre ouverte aux dirigeants demandant la libération des prisonniers politiques, dont le plus célèbre d'entre eux : Wei Jingsheng, le « Masque de Fer » de Deng Xiaoping. Fang est donc dans le collimateur du gouvernement et figure sur la liste noire des gens que Qiao Shi doit faire arrêter. Coup de théâtre : le 7 juin, dans l'après-midi, le professeur et son épouse réussissent à pénétrer dans l'ambassade américaine et demandent l'asile. Les fonctionnaires qui le reçoivent expliquent qu'il est impossible de le leur accorder. Cependant, ces derniers notent le numéro de téléphone d'un journaliste américain qui a accepté de les cacher dans sa chambre à l'hôtel *Jianguo*. Le Département d'État est aussitôt informé et en réfère en haut lieu. Le message qui revient de Washington est catégorique : « Ramenez-les dans l'ambassade. »

On imagine le casse-tête pour l'ambassadeur James Lilley, dont la représentation diplomatique est la plus surveillée de toutes. Certes le diplomate est un ancien de la CIA – et il a même ouvert la station de Pékin en 1973 ! – mais cette fois on lui demande de jouer les James Bond dans Pékin assiégé alors que le vrai chef de la CIA en Chine est justement parti en congé. En consultation à Langley, il a assuré à Bill Webster, le patron de la CIA, qu'il n'y avait aucun risque d'intervention armée à Tiananmen…

Les vieux réflexes jouant, avec quelques marines en civil chargés de la protection de l'ambassade, Lilley réussit à récupérer les Fang et à les cacher à l'insu des Chinois.

« La présence de Fang dans l'ambassade était initialement une information top secret qui n'était connue que de très peu de gens, expliquera plus tard Lilley. Pour moi, c'était une situation sensible à garder aussi cachée que possible jusqu'à ce que la situation à Pékin se soit améliorée. Aussi vous pouvez imaginer ma surprise quand le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater, a annoncé au cours d'une conférence de presse que Fang et sa femme s'étaient réfugiés dans l'ambassade US. Bien que j'ai pensé que les Chinois apprendraient éventuellement qu'ils étaient là, je ne m'attendais pas à ce que ce soit le gouvernement américain qui le leur apprenne. Apparemment, il y avait eu une confusion parmi les décideurs à Washington, concernant la présence de Fang à l'ambassade, et Fitzwater avait simplement pensé être précis. Le gouvernement chinois sauta au plafond…[25] »

Les relations entre Pékin et Washington sont frigorifiées comme à l'époque de la Révolution culturelle, avant que Nixon et Mao n'aient brisé la glace. Tant que Fang Lizhi est dans l'ambassade, aucun dégel n'est envisageable. Mais comment exfiltrer le savant chinois sans que personne ne perde la face ? Comme le rapporte Lilley, les relations

25. James Lilley (with Jeffrey Lilley), *China Hands, Nine decades of Adventure, Espionage, and Diplomacy in Asia,* Public Affairs, New York, 2004. En écho à l'analyse absurde du chef de station de la CIA en vacances, son adjointe Martha Sutherland, verra l'APL mitrailler son appartement pékinois.

entre le Guoanbu et la CIA ont toutefois repris pour les échanges d'informations concernant l'URSS : tout va bien à condition de ne pas évoquer le massacre de Tiananmen et ses suites... Mais en même temps, le poste de la CIA à Hong Kong signale qu'une unité spéciale antiterroriste serait prête à investir l'ambassade de Pékin pour s'emparer des dissidents. L'ambassadeur chinois est convoqué au Département d'État à Washington et dûment chapitré sur les conséquences terribles d'une telle action si elle dépassait l'état de projet...

Au moment de la fête d'Halloween, fin octobre 1989, les services chinois redoublent d'activité autour de l'ambassade : ils redoutent que Fang Lizhi en sorte masqué ou déguisé en citrouille... Mais, loin de tentatives rocambolesques d'évasion, c'est naturellement à la suite d'un accord sino-américain, entre Bush et Deng, visant à rétablir des relations plus cordiales, qu'*in fine* Fang et sa femme pourront quitter la Chine, le 25 juin 1990.

Reste un mystère : l'hôtel *Jianguo* où s'était initialement réfugié le couple Fang est l'un de ceux qui dépendent directement du Guoanbu, et donc des plus surveillés. Le service de Jia Chunwang avait-il véritablement ignoré que les dissidents s'y étaient cachés ? Ou bien un ordre avait-il été donné à un échelon supérieur de les laisser partir ? Un ordre de Qiao Shi ? La question se pose aussi pour ce qui concerne les autres dissidents partis par la filière française de Hong Kong. Une filière hors du commun qui a existé dès le 4 juin, permettant à des dissidents de quitter la Chine continentale.

La filière française de Hong Kong

La scène se passe une nuit de l'été 1989, quand une jonque entre dans les eaux de Macao, accompagnée d'une vedette de la marine portugaise.

« Nous avons un blessé ! Mais ce n'est pas grave ! » précise le capitaine tandis qu'une petite barcasse arrive à sa rencontre, se plaçant

bord contre bord. « Une vedette de gardes-côtes chinois nous a tiré dessus à la mitrailleuse ! Nous l'avons échappé belle ! »

Cela fait plusieurs fois que le petit navire a effectué un tel voyage secret à partir du continent, mais c'est la première fois que le boulet est passé aussi près. Sur la plage, un comité d'accueil attend. Quatre Européens entourés d'une demi-douzaine de Chinois aident le blessé à débarquer.

Ce sont des fonctionnaires qui agissent quasiment à l'insu de leur administration : un responsable de la Sécurité navale portugaise, un inspecteur de la Special Branch britannique et deux diplomates français. L'homme qu'ils convoient dare-dare au centre de Macao est un dissident connu, un réalisateur de cinéma qui a participé au mouvement des étudiants. Il s'agit de Su Xiaokang, professeur à l'université de Pékin et réalisateur d'un film de télévision, *L'Élégie du fleuve (He Shang),* un documentaire sur l'arriération de la Chine qui avait fait grand bruit en juin 1988 avant d'être critiqué par la suite comme « nihiliste »...

Su prendra le ferry pour gagner Hong Kong, où les hommes de la Special Branch, la police secrète anglaise et leur chef John Thorpe, assureront l'accueil en collaboration avec les Français. Ils ont pris l'habitude de débriefer les réfugiés dans des appartements « conspiratifs ». « Quel était ton rôle dans le mouvement ? Quelles relations avec les autorités ? Comment es-tu venu jusqu'ici ? »

On cherche à identifier de faux dissidents, espions du Guoanbu, envoyés par la ligne d'évasion. C'est pourquoi, le contre-espionnage britannique passe sur le gril ces jeunes gens avec les méthodes utilisées pendant la Deuxième Guerre mondiale quand on interrogeait les résistants venus de France occupée. Une fois ce tri effectué, plusieurs personnes, dont un diplomate français, fournissent un vrai-faux passeport au dissident et prennent l'avion avec lui pour l'accompagner jusqu'en France. Des dizaines de voyages ont été ainsi effectués, des centaines de dissidents ont été sauvés, trouvant refuge en Europe, au Japon ou aux USA. Dans plusieurs cas, il ne fait aucun doute que les services de sécurité chinois auraient pu arrêter des dirigeants

étudiants ou politiques mais, semble-t-il, sur l'ordre de Qiao Shi à Pékin ou de Ye Xuanping – gouverneur de Guangdong et fils du maréchal hakka Ye Jianying – on les a laissés glisser à travers les mailles du filet. C'est le cas de la plus célèbre des dirigeantes du mouvement étudiant, Chai Ling, qu'un des diplomates français a embarquée sur un vol d'Air France, grimée, avec un faux passeport, la faisant passer pour sa petite amie... mais aussi du dirigeant étudiant ouïgour Wuer Kaixi, de sa petite amie Liu Yan, du dissident Yan Jiaqi, de son épouse Gao Gao et de bien d'autres qui ont fui grâce à la filière de Hong Kong.

Quelques années plus tard, dans la colonie anglaise, l'un de ces courageux Français m'a expliqué dans quel contexte s'est réalisée cette équipée : « Il faut vous replacer dans l'ambiance de l'époque. François Mitterrand avait dit après le massacre de Tiananmen : "Un gouvernement qui fusille sa jeunesse n'a pas d'avenir !" Nous en avons déduit que nous avions une sorte de feu vert moral pour aider les dissidents en fuite. Mais nous n'avions plus de poste de service secret. L'ancien responsable de la DGSE à Hong Kong, un commandant qui "pantouflait" dans le privé, passait de temps en temps, c'est tout. Alors nous avons dû, à quelques-uns, tout monter nous-mêmes. Parce que nous étions des amoureux de la Chine et épris de liberté... Nous n'avions justement pas de formation d'agents secrets et il a fallu improviser. Heureusement que j'avais lu les romans de John Le Carré et que les Anglais nous ont aidés pour de bon. Mais ils ne pouvaient pas se mettre trop en avant et, au bout d'un certain temps, la Special Branch nous a fait comprendre qu'elle devait garder un profil bas, car le gouvernement de Pékin critiquait Londres, lui reprochant d'entretenir une base subversive à Hong Kong ! »

Dans la mesure où, contrairement à ce que laissent entendre les dirigeants chinois, la CIA n'a joué qu'un rôle modeste dans ces exfiltrations, l'opération *Yellowbird*, que la presse américaine a attribuée à l'agence américaine, a en fait été menée de bric et de broc par ces amateurs au grand cœur.

Cependant s'il est clandestin, le réseau d'évasion a surfé sur la formidable vague de soutien populaire qui se manifeste à Hong Kong immédiatement après le massacre du 4 juin. Un million de Hongkongais en larmes ont manifesté. Paradoxalement, c'est l'occasion pour toute une jeunesse d'afficher sa solidarité en se sentant pour la première fois chinoise à part entière. Mais aussi de mesurer le danger que pourrait représenter l'annexion de Hong Kong prévue pour 1997. Près de 80 dissidents s'installent dans la colonie anglaise, d'autres continuent à fuir. Le réseau d'évasion *Yellowbird* s'est structuré grâce au milieu du show business. On y trouve les personnalités les plus marquantes qui aident à collecter des fonds pour seconder la résistance clandestine.

Parmi ces stars du cinéma et de la chanson figurent John Sham, producteur de films populaires, Jackie Chan, la star du cinéma de kung-fu ou encore Anita Mui, la belle rockeuse qui fait craquer les adolescents avec son tube *Big Bad Girl !*

C'est bien connu : à Hong Kong, le monde du spectacle est de mèche avec les triades, ces organisations criminelles traditionnelles. Ainsi, Sham, Chan et Mui, et bien d'autres, ont pris langue avec Charlie Heung, le célèbre producteur de cinéma. Officiellement, il n'a rien à voir, affirme-t-il, avec la plus importante triade, la *Sun Yee On* (« Nouvelle Vertu et Paix »), forte de 50 000 membres. Sauf que celle-ci a été fondée par son père en 1921 et que plusieurs des frères Heung ont été impliqués et condamnés dans des affaires criminelles de la triade. Un chef de la police britannique avec qui je m'entretiens à l'époque me le confirme : Charles Heung est considéré comme la « tête de dragon », c'est-à-dire le Big Boss de la Sun Yee On. D'ailleurs, il est interdit de séjour au Canada du fait de ses liens avec le trafic de stupéfiants[26].

Mais il aime à se faire photographier pour la rubrique « People » des journaux avec des personnalités communistes chinoises comme le

26. Pour le détail voir Roger Faligot, *La Mafia chinoise en Europe,* Calmann-Lévy, Paris, 2001.

gouverneur de Canton, Ye Xuanping. Profitant de liens avec les services de sécurité, la Sun Yee On aide à monter les lignes d'évasion à travers la Chine, moyennant finance. Il y a tout lieu de penser que cette triade, la Sun Yee On, joue sur les deux tableaux : elle aide les démocrates en sauvant des dissidents, mais elle retire une épine du pied aux dirigeants communistes qui veulent éviter des procès de Pékin, de gens qui, grâce à CNN, se sont trouvés au centre de l'actualité mondiale. Il n'en va pas de même pour les étudiants moins connus, les ouvriers exécutés ou relégués au *Laogai*.

« C'est dans Kadoree Road, la "rue de stars", au sein du quartier populaire de Mong Kok, que nous nous sommes retrouvés dans la somptueuse villa de Charlie Heung avec les principaux protagonistes de l'opération *Yellowbird*, précise mon diplomate français. C'est de là que tout a été décidé. Étonnant de voir la bande hétéroclite qui s'est retrouvée pour sauver les dissidents – de la Special Branch aux triades, habituellement les pires ennemis. »

Épilogue frappant de ces surprenants accords : en 1990, un chef des triades, Chun Wong, est arrêté pour trafic de drogue. C'était un « 426 », c'est-à-dire un haut responsable de la Sun Ye On du quartier de « Tsim Sha Tsui est », où il a gravi tous les échelons de la triade en contrôlant les bordels et les boutiques à « petites boulettes de poisson », les très jeunes prostituées de Hong Kong.

Les autorités américaines demandent son extradition pour trafic d'héroïne, mais il est libéré sous une caution impressionnante de 650 000 dollars. Surprise : d'une part la Special Branch donne le feu vert à cette libération contraire aux accords en vigueur entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Et plus surprenant : qui sont les gens qui se cotisent pour payer la caution ? Anita Mui, John Sham et quelques autres personnalités du show business.

La raison en sera connue seulement au moment de la mort de celui qu'on appelait le « tigre de Shim Sha Tsui » en octobre 1995. Chun Wong se tue en moto en Thaïlande – où il est en fuite – et la presse révèle qu'il avait joué un rôle central dans l'organisation de *Yellowbird*.

Des personnalités aussi sulfureuses que Stanley Ho ont elles aussi financé le mouvement et, m'a-t-on expliqué dans la colonie le maître des casinos de Macao, ont elles aussi financé le mouvement et, m'a-t-on expliqué dans la colonie portugaise, le célèbre « maître des casinos » a même fourni des logements aux dissidents en cavale.

Un officier du renseignement français en poste en Asie quelque temps après cette épopée m'a confirmé en 2007 combien les « diplomates français » qui avaient sauvé les dissidents avaient joué un rôle formidable. Mais aussi que les services chinois ont manifestement répliqué de manière impitoyable contre certains membres de la communauté occidentale à Hong Kong mêlés à la dissidence ou aux questions tibétaines. Pour preuve la mort restée mystérieuse des épouses de trois consuls, suisse, mexicain et américain, chacune défenestrée à Hong Kong. La première, Mme B..., épouse du consul suisse, travaillait pour une ONG à Hong Kong et s'était trouvée quelque mois plus tôt au Tibet où elle avait été témoin de la répression...[27]

Chasse aux dissidents sur toute la planète !

Au lendemain du massacre de la place Tiananmen, les services spéciaux chinois dépêchent dans le monde entier des équipes de « nettoyeurs » pour neutraliser les dissidents. Il s'agit aussi de doubler les équipes en poste dans les ambassades, parfois peu sûres. Nombreux sont les diplomates en poste à l'étranger qui manifestent des états d'âme. Des représentants du Diaochabu, le bureau d'investigation du PCC, que certains avaient cru dissous en 1983, lors de la création de la Sûreté de l'État, sont implantés dans les ambassades afin de coordonner la traque aux dissidents et surveiller les collègues peu sûrs[28].

27. Hong Kong est une place maudite pour les diplomates suisses. Déjà en 1956, l'épouse d'un autre consul de la Fédération helvétique avait été brûlée vive dans sa voiture au cours des émeutes entre nationalistes et communistes.

28. Nicholas Eftimiades, *Chinese Intelligence Operations, op. cit.*

En Allemagne, une délégation d'une cinquantaine d'officiers chinois débarque et demande à leurs homologues ouest-allemands de les aider à surveiller les dissidents. Ils font le tour de tous les Länder pour obtenir le soutien des LfV, les antennes régionales du *Bundesamt für Verfaßungschutz*, le contre-espionnage fédéral, qui manifeste peu d'empressement à les aider. Mais à Munich, le BND, chargé de l'espionnage à l'étranger, accueille toutefois des stagiaires et va même plus loin en vendant aux Chinois du matériel d'écoute, alors que l'Europe engage un embargo sur les ventes d'armes à destination de la Chine…

En France, dès le massacre, écœurés, des techniciens de la DST ont réalisé une opération de leur propre initiative : ils ont inondé de télécopies l'ambassade de l'avenue George-V, protestant, au nom d'organisations fictives, contre la suppression des droits de l'homme en Chine…[29]

Car dans cette ambassade, un « diplomate » du nom de Cao Guoxing, accompagné de son chauffeur et deuxième secrétaire, Bai Zhangde, se révèle très actif. Il a reçu le renfort d'une vingtaine d'agents du Guoanbu sous couverture commerciale ou diplomatique. La DST et les RG surveillent les deux hommes et se demandent si le chef, ce n'est pas le moins gradé, c'est-à-dire le camarade Bai. En tout cas, il organise quelques opérations remarquables sur le sol français, comme le noyautage de la section locale de Marseille de l'Union des étudiants chinois. En général, les méthodes sont bien au point : menaces subtiles à l'occasion de démarches administratives d'étudiants auprès du consulat, pressions individuelles à répétition, menaces diverses. Pour Bai, le bilan semble satisfaisant : au fil du temps des étudiants contestataires sont rentrés dans le rang, ou ont mis beaucoup d'eau dans leur thé… À force d'exercer des pressions un peu trop voyantes sur les étudiants, Bai manquera de se faire expulser de France. D'autres plus clandestins – des « poissons des

29. Voir Roger Faligot, Pascal Krop, *DST, Police secrète,* Flammarion, Paris, 1999.

grands fonds » – s'immergent dans le Chinatown de Paris. Selon les informations que je récolte à l'époque, ils bénéficient du soutien des gangs chinois qui, pour des raisons tactiques, aident Pékin. C'est d'autant plus aisé qu'ils ont parfois aidé ceux-ci à venir en Europe. De plus – et c'est le déshonneur de la profession ! – certains journalistes en poste à Paris – tel celui du quotidien de Shanghai *Wenhui Bao* – sont avant tout des correspondants du Guoanbu que le Quai d'Orsay se croit obligé d'accréditer comme journalistes et le contre-espionnage de surveiller, médusé de voir des médias parisiens sino-béats leur ouvrir leurs colonnes pour qu'ils puissent critiquer les travers de la démocratie française…[30]

Pendant ce temps, les allées et venues des « nettoyeurs » ne passent pas inaperçues. Tel est le cas de Liu Wen, chef, depuis mars 1988, du Bureau des affaires criminelles du Gonganbu et patron du Bureau national pour les liaisons avec Interpol. Séjournant une demi-douzaine de fois en France afin de superviser la traque aux « criminels » que sont les dissidents, il change constamment d'identité au passage des frontières ce qui a plutôt intrigué les policiers français de la Police de l'air et des frontières et des RG, puisqu'il a un statut officiel de policier international[31].

Mais plus souples que les autorités américaines à l'époque, les Français le laissent vaquer à sa besogne. Le chef, délégué officiel auprès d'Interpol, Zhu Entao, se réjouit qu'on puisse si facilement opérer sur le sol français. Aux États-Unis, le FBI a obtenu son interdiction de séjour suite à une affaire d'espionnage à laquelle il a été mêlé cinq ans plus tôt.

---

30. Il s'agit évidemment de permettre aux correspondants de presse français *bona fide*, refusant d'être des « honorables correspondants » des services de leur pays, de travailler en Chine, pourtant dans des conditions éprouvantes, sous pression du Guoanbu local, comme tous ceux avec qui j'ai pu m'entretenir, à l'approche des jeux Olympiques, me l'ont confirmé. Sans parler des difficultés pour les journalistes de passage…

31. Roger Faligot, « Des "espions" chinois à Paris pour surveiller les dissidents », *in Le Journal du Dimanche*, 22 avril 1990.

Les Américains ont sans doute raison, car le Guoanbu essaie d'infiltrer par tous les moyens le mouvement dissident. C'est ainsi qu'en juin 1989, lors de la convention de l'Alliance chinoise pour la démocratie aux États-Unis, un délégué, Shao Huaqiang, annonce publiquement qu'il a été recruté comme espion par le Guoanbu avant de quitter la Chine. Ses recruteurs lui ont confié pour mission de pénétrer l'Alliance et de prouver ses liens financiers avec Taiwan. Aux États-Unis, la chasse aux dissidents est plus compliquée, car le FBI surveille de près les représentations diplomatiques chinoises. Ainsi, en 1988, s'est-il opposé à en vain l'ouverture d'un consulat à Los Angeles. Et il s'aperçoit qu'il avait raison : en son sein, le département d'éducation sert, comme en France, de couverture au Guoanbu qui surveille les réfugiés du Printemps de Pékin…

La confirmation est totale en mai 1990, lorsque fait défection, Xu Lin, un troisième secrétaire dépendant du département d'éducation à Washington. Il expliquera plus tard au Comité des affaires étrangères du Congrès américain qu'il se refusait à établir des listes de dissidents comme le lui demandait le Guoanbu et comment opèrent tous ces agents secrets envoyés par la Chine…

En Angleterre, trois premiers secrétaires d'ambassade chinoise ont décidé de faire la belle : ils demandent l'asile au Home Office. Mais ce dernier a déjà fort à faire avec d'autres Chinois : c'est Jiang Xiaoming, le propre fils de Qiao Shi, et son épouse qui disparaissent de Cambridge…

En réalité, ils ont été mis en sécurité par le contre-espionnage britannique, après que celui-ci a su que des dissidents ont préparé leur enlèvement… Qiao Shi redevable à l'Intelligence Service de Sa Gracieuse Majesté. On aura tout vu !

Que des diplomates et des gens des services fassent défection en Occident, c'est déjà assez vexant pour les Chinois, mais cela l'est encore plus quand cela se passe en Russie. Tel sera le cas, en mars 1993, de Wang Fengxiang, le consul général de Chine à Saint-Pétersbourg. Le Guoanbu, apprenant qu'il s'est rendu au chef de la nouvelle police, le général Arkadi Kramarev, essaie d'obtenir son

rapatriement. Mais sous Boris Eltsine, la collaboration avec les Chinois n'est pas encore au beau fixe. Et, de toute façon, Wang est déjà en Suède, apprennent trop tard les Chinois… À Stockholm, ils ne risquent guère de pouvoir le récupérer car, début 1991, le gouvernement a déclaré *personae non gratae* trois diplomates chinois qui harcelaient les dissidents, ce qui a provoqué en retour l'expulsion d'une diplomate suédoise de Pékin…

Paris : le mystère Ma Tao

Pendant cette période, la température monte en France, pays considéré, avec les États-Unis, comme le principal havre pour les dissidents chinois qui se retrouvent notamment autour de la Fédération de la Démocratie en Chine (FDC) ou de la Maison de la démocratie, financée grâce à Pierre Bergé et fondée avec diverses personnalités comme Yves Montand, Lucien Bodard, Simon Leys, Bernard-Henri Lévy à l'été 1989.

Le 14 juillet, à l'occasion des cérémonies du bicentenaire de la Révolution française chorégraphiées par Jean-Paul Goude, des dissidents chinois défilent sur les Champs-Élysées, un bandeau noir sur le front, poing levé, l'autre main faisant rouler un vélo semblable à ceux que les chenilles des chars de l'APL ont écrasés sur la place Tiananmen… L'architecte Ieoh Ming Pei, le condisciple de Qiao Shi à l'Université de Shanghai, vient de finir la construction de la pyramide du Louvre… Il avait construit le building de la Banque de Chine de Hong Kong, le plus haut bâtiment de la colonie, et l'hôtel *Xiangshan*, en banlieue de Pékin. À présent, il fustige les dirigeants chinois : « Nous avions travaillé en Chine, en dépit de bien des frustrations, par amour pour ce pays, espérant que les choses iraient mieux. Pourrons-nous jamais travailler à nouveau en Chine un jour ? »

Les autorités de Pékin sont particulièrement irritées par les nombreuses initiatives qui se produisent en France au printemps

1990 : d'une part, le mensuel *Actuel* et le quotidien en langue chinoise – protaiwanais – l'*Europe Journal* (*Ouzhou Ribao*), basé à Paris, affrètent le navire émetteur radio *La Déesse de la Démocratie* qui doit émettre de mer de Chine en direction de l'empire du Milieu. Les dissidents de Paris, Chai Ling, Wan Runnan, Liu Binyan, Yan Jiaqi donnent de nombreuses interviews, tandis qu'on apprend qu'un haut fonctionnaire chinois auprès de l'Unesco, Zhao Fusan, a fait défection.

Des événements mystérieux se produisent au printemps : une voiture explose non loin de la mission commerciale chinoise à Neuilly... Un mystérieux cambriolage a lieu à la rédaction d'*Actuel :* des documents et disquettes appartenant au journaliste Christophe Nick, l'un des organisateurs du projet de *Déesse de la Démocratie* qui a appareillé de La Rochelle le 17 mars, disparaissent... Nicolas Druz, rédacteur en chef d'*Europe-Journal* pro-Taiwan, se plaint d'être suivi comme son ombre... Une militante française des droits de l'homme en Chine et au Tibet a son appartement parisien mis à sac... Les services de police français sont sur les dents... Il y a de quoi.

De plus en plus d'éléments laissent à penser que la Fédération de la Démocratie en Chine a été l'objet d'infiltrations qui visent à la fois à espionner ses adhérents et à provoquer des rivalités en son sein, par une campagne de rumeurs appropriées. Ainsi, tandis que la presse officielle chinoise publie des articles au vitriol contre Wan Runnan, l'ancien directeur de la firme informatique Stone, proche de Zhao Ziyang, et que Wang Fang, le ministre du Gonganbu, les traite d'agents de la CIA (notamment à cause de leurs contacts avec le financier américain d'origine hongroise George Soros), c'est tout le contraire qui se passe à Paris[32].

Dans la Ville Lumière, on reproche à Wan Runnan, président de la FDC, soit d'avoir été maladroit soit d'avoir confondu activité politique et business. Les rumeurs prennent une telle ampleur que de

32. Donald Morrison (ed.), *Massacre in Pékin, China's Struggle for Democracy, op. cit.*

nombreux dissidents autour de la Maison de la démocratie souhaiteraient qu'il quitte ses responsabilités de président. On va même jusqu'à le soupçonner de jouer un double jeu, d'avoir des liens étroits avec les agents des services secrets chinois à Paris[33].

Une copieuse note de synthèse des RG de mars 1993 décortique ces problèmes[34]. Elle signale qu'« une enquête sur ces trafics et les liens de M. Wan Runnan et de ses proches avec des agents de Pékin et les milieux de l'immigration clandestine avait été confiée par le Conseil d'administration de la FDC à un dissident ». On lui reproche l'opacité de la gestion d'« un vaste ensemble d'associations politiques et de sociétés commerciales où apparaissent des officiels chinois d'une part, et des membres de la communauté chinoise aux activités troubles d'autre part. »

Selon le rapport des RG, outre qu'il aurait verrouillé la gestion de la FDC, « fin 1991, le lancement par Wan Runnan, d'un fonds de soutien théoriquement destiné à financer la FDC (le Fonds mondial pour la Démocratie en Chine) a accru la tension, le conseil d'administration s'interrogeant sur l'opacité entourant la collecte des fonds et leur destination exacte. [...] Les recherches entreprises ont permis d'établir que cette fondation dispose de deux comptes bancaires ouverts en novembre 1991, tandis que celui de la FDC proprement dit était clôturé le 28 décembre 1990, peu après la prise de fonction de M. Wan Runnan. »

En conclusion, selon les RG, « ceci accrédite la thèse selon laquelle les fonds collectés au profit de la FDC auraient été détournés par M. Wan Runnan (en 1991 et 1992, le siège central de la FDC à Paris a reçu près de 200 000 dollars dont 90 000 destinés aux "opérations secrètes" en Chine continentale). »

Le rapport des RG en question détaille avec précision les différentes entreprises commerciales chinoises en France auxquelles est

33. Notamment dans l'affaire du retour de deux dissidents en Chine, en 1992, Xu Gang et Ma Qianbo, grâce à des contacts des services de renseignements chinois.

34. Renseignement généraux, *Activités associatives et commerciales de dissidents chinois,* 29 mars 1993.

liée cette affaire, mettant en cause de nombreuses personnes, à la fois dans le domaine politique, commercial, et même dans celui qu'on pourrait cataloguer de « la mafia chinoise »[35].

Mais c'est un autre dissident, dans l'entourage de Wan, qui attire particulièrement l'attention. C'est un étudiant né à Pékin, le 9 avril 1966, en pleine Révolution culturelle, et qui est installé en France depuis 1988. « Il est apparu que les activités d'un autre dissident, M. Ma Tao, très proche de M. Wan Runnan, paraissent particulièrement suspectes. » Jeune garçon de petite taille, souvent vêtu d'un imperméable mastic, une mèche de cheveux couleur de jais tombant sur ses petits yeux, Ma Tao est très actif à la FDC, mais il est surtout devenu secrétaire général, puis président de la Maison chinoise de la démocratie, dont il a finalement été exclu en octobre 1992… Pourquoi cela ? Parce que ses congénères sont convaincus qu'il travaille pour le Guoanbu, se livrant à un travail d'infiltration du mouvement démocratique.

C'est à cette époque que des dissidents, connaissant mon livre *Kang Sheng et les services secrets chinois,* me contactent pour me suggérer d'enquêter sur le cas Ma Tao dans l'intérêt de ces militants de Tiananmen. N'est-on pas en train de faire procéder à un pourrissement des associations parisiennes de défense des droits de l'homme par l'infiltration et les rumeurs ? Ou au contraire Ma Tao n'est-il pas victime d'une cabale montée par les services de l'ambassade chinoise ?

Je n'ai pas à l'époque en ma possession le dossier des RG que je viens de citer, c'est donc par bribes d'interviews de Chinois de la Maison de la démocratie et quelques sources policières que j'essaie de comprendre. Ce qu'on reproche à Ma Tao – outre d'avoir vendu semble-t-il des attestations de militantisme de la Maison de la démocratie chinoise, ce qui permettrait d'obtenir un statut de réfugié – c'est d'être un agent

35. Ces personnes n'ayant pas fait l'objet de poursuites judiciaires, je m'abstiens de les citer nommément. Ce qui est important, ici c'est de comprendre le mécanisme de pénétration des services chinois. L'un de leurs agents de l'époque impliqué dans cette affaire, un journaliste du nom de « Wang », se trouve en 2007 secrétaire général d'une entreprise de relations commerciales entre l'Europe et la Chine, présidée par de très hautes personnalités du Benelux.

infiltré de Qiao Shi. Il serait le fils d'un très haut fonctionnaire du Guoanbu, chargé selon le témoignage d'un de ses copains de fac à Pékin « de former les agents avant leur départ pour l'Occident ». Mieux : le jeune homme est titulaire en France d'un compte en banque étranger au Crédit lyonnais, agence de la rue Saint-Dominique – (N°73304A 81301) – et domicilié au 14 de l'avenue Dongchang'an, à Pékin, comme le prouve une photocopie de chèque qui m'a été remise par un dissident ! Or, à cette adresse se trouvent à la fois les bâtiments du Bureau de Pékin du Gonganbu (Sécurité publique) et ceux du Bureau des affaires étrangères du Guoanbu (Sûreté de l'État, contre-espionnage). Le même Bureau de Pékin qui a prononcé le 7 janvier 1990 l'interdiction de la FDC sur tout le territoire chinois. C'est trop beau pour être vrai ! Comment un agent de pénétration pourrait être aussi négligent ?

Ne reste plus qu'une solution : interviewer Ma Tao dans le cadre d'un reportage sur les dissidents en France. L'interview a lieu le 30 octobre 1993. Je suis accompagné d'un caméraman qui va filmer simultanément l'entretien au moyen d'une caméra fixe et d'une autre à l'épaule.

Voici ce que me raconte Ma Tao sur la situation de la Fédération pour la démocratie en Chine : « La FDC a 15 branches. À Paris, on coordonne (avec un bulletin d'information de liaison administrative, on effectue une surveillance. Il y a 2 400 adhérents dont 120 en France, 600 aux États-Unis). Aujourd'hui, c'est le creux de la vague. La plupart des gens sont moins motivés. La FDC est en liaison avec des groupes clandestins : un parti social-démocrate chinois, un parti démocrate-chrétien, un syndicat libre… »

Concernant sa biographie : « J'ai 26 ans, originaire de Pékin. J'ai fait des études au lycée, à l'école annexe de l'Institut des langues étrangères. J'ai commencé à étudier le français à 12 ans, puis j'ai poursuivi la langue et la littérature françaises à Beida (l'université de Pékin). En 1978, j'ai pu suivre des cours à Wuhan (centre Chine) financés par la France. J'ai eu une bourse pour venir ici en octobre 1988, je fais un DEA à Paris VIII, j'ai eu mon diplôme le 7 novembre 1989. Mais à l'époque, je préparais mon mémoire de DEA tout en

participant à beaucoup de manifs. L'année suivante, je participe à la fondation de la FDC. »

À ce stade, je déplie un organigramme du Gonganbu sur lequel figure le nom de son père Ma Jinshuan, lui demandant s'il est exact qu'il appartient aux hautes sphères des services de sécurité. Ma Tao ne se démonte pas, même s'il trouve les questions un peu « personnelles ».

« Mon père est professeur d'université, mais précédemment il était responsable de "la gestion, des ressources et de l'administration" du Gonganbu. C'est exact ! Il a participé à 15 ans à la lutte antijaponaise (vers 1947), il est membre du PCC à cet âge. Il a été à l'école dans le Hebei en zone libérée. Après 1949, il est entré au ministère de la Sécurité publique. Il m'écrit de nos jours : "Suis bien tes études !" Il ne sait pas ce que je fais à la FDC. Cela lui ferait de la peine... »

« Ma mère travaille dans une crèche, mes deux sœurs, l'une a suivi une école spéciale d'ingénieurs et travaille dans une usine, l'autre à Tianjin, dans la finance et la banque. »

Comme j'ai appris que Ma Tao a obtenu un passeport de l'ambassade de Chine, je lui demande ce qu'il pense de la surveillance exercée par celle-ci :

« En 1989-1990, on voit se présenter un étudiant en fait envoyé par les services secrets chinois. C'est souvent le cas. Il y a plusieurs fonctionnaires de ces services. Par exemple, le chauffeur de l'ambassade est en fait un espion. Il y a Cao Guoxing, du service d'éducation, responsable du parti en France (il a étudié à Beida avant moi). J'ai eu des entretiens avec lui en 1989. Il m'a dit : "Il faut être prudent !" Lui-même était très hésitant suite aux événements...[36] »

---

36. La possession d'un passeport à jour pour Ma Tao est plus qu'incongru. Rappelons qu'avec l'interdiction de la FDC le 7 janvier 1990, « un porte-parole du Bureau des entrées et sorties du ministère de la Sécurité publique a annoncé le même jour que les passeports de Yan Jiaqi, Wan Runnan et Chen Yizi avaient été annulés en vertu de la loi, du fait du rôle qu'ils avaient joué dans le lancement et la fondation de la FDC à l'étranger et de leurs activités continuelles qui portent atteinte à la sécurité, à l'honneur et aux intérêts de la Chine. » (*Pékin Information*, 15 janvier 1990).

Curieux personnage que M. Ma Tao dont j'ai perdu la trace ensuite. Était-il un espion chargé d'infiltrer les dissidents ? Ou au contraire, une victime naïve d'une cabale née de jalousies de militants, voire de rumeurs que faisait circuler délibérément Pékin, afin de détruire le mouvement démocrate en exil ? Poser la question c'est déjà y répondre : Deng Xiaoping, Li Peng, Qiao Shi et les autres n'avaient plus grand-chose à craindre de ces dissidents. Beaucoup parmi ces derniers préféreront se tourner vers le monde des affaires, en Occident ou à Taiwan, peut-être même rentrer en Chine. L'évolution économique le leur permettrait bientôt. À condition toutefois d'abandonner évidemment les prétentions à la « cinquième modernisation » : la démocratie.

En écrivant cela, je regarde une fois encore une photo en couleurs : une grande banderole indique qu'il s'agit d'une manifestation à Paris, en faveur du dissident Wei Jingsheng, précisément l'inventeur de la « cinquième modernisation ». Vêtu de son imperméable mastic, Ma Tao se tient devant la banderole blanche un microphone à la main tandis qu'un militant français tient le mégaphone. Le jeune Chinois exige sans doute la libération de Wei Jingsheng, qui ne se produira qu'en 1997 – après dix-huit ans d'emprisonnement –, et annonce, prophétique, qu'un jour, en Chine, le Parti communiste s'effondrera comme il s'est effondré quelque temps plus tôt en République démocratique allemande…[37]

Revers pour Qiao Shi en RDA et Roumanie

À la fin de l'année 1989, tandis que ses services harcèlent les démocrates et les dissidents, le maître espion Qiao Shi va se ressourcer dans les bastions du socialisme qui vivent aussi les soubresauts de mouvements sociaux et politiques. Mais ils tiennent bon, estiment les analystes chinois.

---

37. Voir Noël Mamère, Marie Holzman, *Chine on ne bâillonne pas la lumière*, Ramsay, Paris 1996.

L'année précédente, Qiao Shi avait déjà fait une tournée en Pologne, en Hongrie, en RDA. Les Allemands de l'Est ont suivi de très près la situation de la Chine et redoutent un scénario comparable chez eux, comme en témoignent les archives de la Stasi aujourd'hui accessibles. En juin 1989, Erich Mielke, le chef du MfS (*Ministerium für StaatsSicherheit*) – selon l'appellation populaire la Stasi –, lance un programme de surveillance d'opposants potentiels, notamment dans les milieux protestants, craignant que des pacifistes s'inspirent des manifestants chinois[38]. Mielke craint que le mouvement de la place Tiananmen génère un vent de révolte derrière le rideau de fer. Aussi, quand les manifestations débutent, Honecker veut utiliser « la méthode chinoise » qui a si bien fonctionné à Pékin.

Mais rien n'y fait, « la Grande Muraille de Berlin » va s'effondrer. Et avec elle commence le début de la fin du système communiste en Europe orientale. En effet, dès le 7 novembre 1989, les Berlinois manifestent dans les rues de la capitale divisée aux cris de *Die Mauer muß weg !* « Le mur doit partir ! ». Le 11, Heinz Kessler, le ministre de la Défense convoque ses généraux pour préparer une offensive : « Nous devons utiliser la méthode chinoise ! »

Dans l'ombre les réformateurs de Berlin-Est, Hans Modrow, le politique, ou Markus Wolf, le chef des services secrets, qui ont préparé la chute d'Honecker avec les Soviétiques, se rendent compte que la situation leur échappe.

Au moment de la chute du mur de Berlin, les services est-allemands sont tétanisés. Comme l'avait craint Erich Mielke, les manifestants prennent d'assaut les services, se saisissent d'archives. À Pékin, le chef de poste de la Stasi, un attaché militaire, fait défection. Il refuse d'offrir ses services au Guoanbu. Expulsé, il reviendra plus tard comme

38. Rapport MfS, ZAIG, Nr.321/89, Berlin, 30.6.1989. *Information über die Durchführung kirlicher Solidaritätsveranstaltungen im Zusammenhang mit den konterrevolutionären Ereignissen in der VR China in Befehle und Lageberichte des MfS – Januar-November 1989, (herausgegeben von Armin Mitter, und Stefan Wolle) Basis-Druck, Verlagsgesellschaft mbH*, Berlin, 1990.

hommes d'affaires pour une entreprise de l'Allemagne réunifiée, et les Chinois le surveillent aujourd'hui comme honorable correspondant du BND, le service secret fédéral…

Mais il y a eu presque plus grave : en novembre 1989, Qiao Shi s'est rendu au congrès du Parti communiste roumain à la tête d'une délégation du PCC et a fait l'apologie des « soixante-dix ans de glorieuses luttes révolutionnaires du Parti communiste roumain », lui souhaitant « des succès renouvelés au cours de ces nouveaux développements historiques ». Certes, les relations entre les deux partis communistes sont anciennes. Kang Sheng, son grand prédécesseur à la tête de services secrets, avait établi de bonnes relations *via* un ancien condisciple de l'École du NKVD à Moscou, le Roumain Emil Bodnaras.

Qiao Shi lui-même avait voyagé en Roumanie en mars puis en août 1978, dans le sillage de Hua Guofeng. L'une des raisons essentielles de ces voyages était la constitution d'une base régionale de renseignement, en liaison avec la *Securitate* et le DIE (*Departamentul de Informatii Externe*) roumains, qui devait remplacer celle de Tirana après le schisme avec l'Albanie d'Enver Hoxha. En fait, en mars, Nicolae Ceausescu avait envoyé son vice-Premier ministre et ministre du Commerce extérieur, Ion Patan, à Pékin pour proposer la création d'un pôle de renseignement sino-roumain en Occident. Ce à quoi Hua Guofeng aurait répondu :

« Croyez-moi si vous voulez mais nous n'avons pas d'espions en Occident, mais nous avons beaucoup de patriotes… »

Double langage habituel de la phraséologie chinoise. La situation allait changer du tout au tout et d'ailleurs Hua allait montrer qu'il plaisantait, car lors de sa visite à Bucarest en août, accompagné par Qiao Shi, il avait offert aux Roumains le dernier système de développement photos mis au point par Kodak et copié par le renseignement chinois pour éviter à l'industrie roumaine d'acheter la licence d'exploitation[39].

---

39. Ion Pacepa, *Red Horizons – The Extraordinary Memoirs of a Communist Spy Chief,* William Heineman, Londres, 1988.

En novembre 1989, au terme d'une année exténuante, Qiao Shi a retrouvé ses amis roumains. C'est un triomphe, car Ceausescu en appelle aux dirigeants chinois pour favoriser un nouveau sommet des pays communistes, les événements de Tiananmen puis la chute du mur de Berlin ayant ébranlé le dictateur roumain. Pourtant, les analystes chinois estiment que la situation en Roumanie est vraiment très solide.

Mais à peine Qiao Shi s'est-il envolé pour Pékin que la situation se dégrade. À tel point qu'une équipe de la Securitate roumaine gagne Pékin. Elle supplie Qiao Shi d'aider à organiser la défense du régime roumain et suggère un plan d'évasion du « Génie des Carpates » et de sa femme[40]. Mais la messe rouge est dite : en décembre, la révolution éclate et Nicolae et Helena Ceausescu sont exécutés après un simulacre de procès. Un nouveau camouflet pour les communistes chinois qui terminent aussi mal l'année 1989 qu'ils l'ont commencée, surtout quand ils apprennent que la révolution roumaine n'a pas été provoquée par l'Occident mais par les services spéciaux de Mikhaïl Gorbatchev, auxquels appartient le camarade Ivan Grigorov qui, à Pékin, continue de les narguer[41].

40. *Cheng Ming*, Hong Kong, décembre 1989. Dix ans plus tard se reproduira la même situation lorsque le dirigeant yougoslave Slobodan Milosevic et sa famille essaieront de se réfugier à Pékin.

41. En 2007, Ivan Vladimirovitch Grigorov est juge d'un tribunal commercial.

Chapitre 6

Opération *Orchidée d'Automne* à Hong Kong

« Monsieur Xu a eu une attaque foudroyante dans l'étreinte. Il est mort dans mes bras !

— Vous nous mentez, Madame Liu ! L'autopsie a prouvé qu'il n'y a eu aucune relation sexuelle ! »

Étrange dialogue, dans les locaux de la police nationale à Tôkyô, entre les inspecteurs de la brigade criminelle et une Chinoise de 38 ans qui insiste qu'elle est adultère et trompait régulièrement son mari japonais avec cet ami chinois.

En premier lieu, les apparences semblent confirmer ses dires. Mais elles sont trompeuses, elles aussi. C'est dans un *love hotel* du chaud quartier du Kabukichô que les limiers ont retrouvé le cadavre de Xu Yuanhai en ce mois de mars 1991. C'est le secteur des cabarets, des sex-shops, des échoppes du « monde savonneux » – comme on appelle les mille et une facéties du sexe tarifé –, des machines à sous que se disputent les gangsters japonais Yakuza et les petits bandits chinois, à coups-de-poing américains et de lames affilées de tranchoir à sashimi.

« C'est exact ! Les agents secrets se donnent des rendez-vous dans ce quartier interlope de Shinjuku, dans les arcanes du monde flottant... » me confirme en riant Kodama Michinao dans le petit bar du Kabukichô où il avait l'habitude de rencontrer des agents de la CIA ou des barbouzes taiwanaises pendant la guerre froide[1].

1. Entretien à Tôkyô, mars 1996.

La moustache râpée au rasoir, sosie de M. Mitsuhirato du *Lotus bleu*, Kodama-*san* fut lui-même – avant de devenir président de l'Association des détectives privés –, un véritable agent secret nippon à Shanghai. Avec la belle espionne et princesse mandchoue Yoshiko Kawashima, la future tutrice du dernier empereur Pu Yi, il a participé à la célèbre provocation du 18 janvier 1932, à l'origine de l'invasion du « Paris de l'Orient ». Il s'agissait de bastonner dans l'ombre d'une ruelle déserte cinq moines nippons, d'imputer le tabassage à des pioupious chinois et de justifier ainsi l'arrivée de 70 000 soldats du Mikado ! Exactement la configuration du *Lotus bleu* d'Hergé, sauf que l'opération avait pour nom de code : *Lis d'or.*

Depuis la guerre froide, Kodama-*san* a poursuivi de ses assiduités les « espions chinois rouges »... « Ils sont partout... ! » soupire-t-il. Et même à quelques rues de notre bouge, c'est là où l'espion Xu a succombé entre les bras de Mme Liu...

Tandis que la *mama-san*, la matronne, nous sert à nouveau du whisky de la bouteille personnelle de Kodama, celui-ci narre la tragique saga du Chinois foudroyé par amour, un récit bien renseigné, bu à la meilleure source et que j'ai pu recouper point par point.

Secret d'alcôve, donc. Pour le prix de 4 000 yens, le défunt a loué au *love hotel* pour quelques heures un petit studio afin de s'y livrer au jeu du « Phénix et du Dragon ». Compte tenu de la crise du logement et de l'exiguïté des appartements de Tôkyô, il est fréquent que les couples mariés utilisent les *love hotels* afin de s'isoler du reste de leur famille...

Naturellement, je résume. L'autopsie terminée, la biographie de Xu Yuanhai, âgé de 58 ans, directeur de l'Association des amitiés Sino-nipponnes, suscite chez les enquêteurs les plus grandes réserves sur la version donnée par Madame Liu. Les confidences sur le *futon* dans cette affaire sont relevées du goût bien plus épicé d'une affaire d'espionnage.

En effet, depuis 1986, Xu était conseiller de l'ambassade de Chine à Tôkyô, responsable des « affaires générales ». Une appellation qui, selon les spécialistes nippons, maquille à peine le profil de chef de

station du Guoanbu – le ministère de la Sûreté de l'État chinoise –, le service de Pékin chargé de l'espionnage extérieur dirigé depuis six ans par Jia Chunwang.

Tour à tour attaché aux postes de Pyongyang, Hanoi et Hong Kong, avant de rejoindre ses ancêtres, l'espion a fait partie de ces opérationnels que le Guoanbu déploie, par cercles concentriques, en Asie depuis sa création. En Corée du Nord, ils épaulent autant qu'ils espionnent le dictateur finissant Kim Il-sung et concoctent quelque révolution de palais... Au Viêt-Nam, ils se rabibochent avec la nouvelle génération de dirigeants tout en scrutant l'effervescence capitaliste de la bouillonnante Hô Chi Minh-Ville... À Hong Kong, ils préparent la reconversion de la colonie anglaise tout en la préservant comme plate-forme de conquête économique.

Revenons aux amitiés sino-japonaises. Feu Xu Yuanhai en était devenu un émissaire itinérant mais efficace. Et à ce titre, il était chargé du « secteur étudiant ». C'est dire que, lors de ses fréquents passages au Japon, il recrutait des agents parmi les étudiants chinois. Certains font leur apprentissage en mouchardant leurs « petits camarades », car on surveille de près ceux qui, deux ans après le drame de Tiananmen, propagent les idées des dissidents. Au Japon, comme en France ou aux États-Unis, le secteur éducatif de l'ambassade chinoise joue un rôle clef dans ce domaine.

La mission du Guoanbu au Japon, comme dans tous les pays, vise à faire pression sur la section locale de la Fédération chinoise de la Démocratie. À Shanghai, Ding Shenglie, le chef du Guoanbu local, a arrêté un étudiant japonais, Yoshizaki Masami qui, terrorisé alors qu'on le menace de la prison, a accepté d'espionner des dissidents chinois à son retour dans l'empire du Soleil-Levant.

Fin 1990, les « diplomates » chinois à Tôkyô ont même réussi ce tour de force d'obliger le gouvernement nippon à expulser des étudiants... Ils savent que les Japonais ont plus de goût pour l'entente cordiale commerciale que pour les droits de l'homme, un concept de « Blancs » sur le déclin. En novembre 1991, se souvient Yang Zhongmei, l'un des principaux dissidents de Tiananmen réfugié au

pays du Soleil-Levant, il y avait eu le mystérieux suicide d'un jeune étudiant recruté par Monsieur Xu…

La biographie de la ravissante Madame Liu n'est pas moins énigmatique. Cette épouse d'un agent de voyages japonais était arrivée seulement un an plus tôt au Japon. Selon l'hebdomadaire de Hong Kong, la *Far Eastern Economic Review*, Liu travaillait précédemment à Pékin pour un organisme spécialisé du Parti communiste, l'Association de recherche des 3 S, créé en 1984[2]. Trois S comme : Agnes Smedley, Edgar Snow et Anna-Louise Strong, le trio de journalistes anglo-saxons proches compagnons de route de Mao – très proche dans le cas de Smedley – devenus des héros de la Chine populaire (même si, comme on l'a vu, Strong et Snow ont été suspectés par Staline d'être des agents de la CIA…).

La « 3 S » a pour fonction de combattre l'image négative de la Chine populaire donnée par certains médias étrangers et Mme Liu en avait fait partie après avoir travaillé auprès de l'ancien ministre des Affaires étrangères depuis 1982, Huang Hua.

Le même Huang Hua, tout jeune homme, avait été l'interprète du journaliste américain Edgar Snow, l'aidant ainsi à rédiger son maître ouvrage *Étoile rouge sur la Chine*. Huang travaillait, lui aussi, pour les services spéciaux (*Zhongshebu*) et pour l'agence de presse Chine nouvelle. Plus tard, il succèdera à son mentor Zhou Enlai au poste de ministre des Affaires étrangères. Même en Chine, le monde est petit : la veuve de Zhou, Deng Yingchao, « Clarté abondante », est la présidente honoraire de « 3 S », tandis que Huang Hua en est le président, tout comme il préside, à partir de janvier 1992, l'Association chinoise pour les contacts amicaux internationaux (*Zhongguo*

2. Robert Delfs, « Death in the afternoon », *in The Far Eastern Economic Review,* 2 mai 1991. En recherchant la date exacte de cet article dans les archives électroniques de la *Far Eastern,* à laquelle je suis abonné depuis un quart de siècle, je me suis aperçu qu'il avait été effacé. Heureusement, j'ai conservé les numéros papier du magazine, mais la coïncidence est amusante… (Un pointage indique que tous les autres articles de Robert Delfs, leur correspondant de Tôkyô ces années-là sont présents…)

Guoji Youhao Lianluo Hui), un organisme écran pour le renseignement militaire. La boucle est bouclée…

Ainsi Madame Liu n'était pas n'importe quelle petite Chinoise à l'affût d'un bon parti lorsqu'elle est arrivée au Japon en 1990. Elle devait y dynamiser une nouvelle structure, l'Association de recherche pour l'amitié internationale, dont le contre-espionnage japonais a découvert qu'il s'agissait aussi d'une couverture. Tout comme son mariage si rapide avec un citoyen japonais de la préfecture de Chiba qui avait l'avantage de lui conférer la nationalité des Fils du Chrysanthème.

À force d'empiler les « couvertures » dans ce *love hotel* de Shinjuku, Xu Huanhai avait sans doute manqué d'air et n'a pas survécu à une attaque cardiaque suite à un déjeuner copieux au club de la presse, le Foreign Correspondents'Club of Japan, avec une journaliste japonaise et l'énigmatique Madame Liu. À y regarder à deux fois, les enquêteurs n'excluaient plus que le couple clandestin ait agrémenté leurs rencontres de rapports amoureux. Mais cette fois, ils n'en n'avaient sans doute pas eu le temps…

Dans tous les cas de figure, Zhong Jingeng, le successeur de M. Xu à l'ambassade, devait imposer un black-out sur cette affaire et raccrocher certains réseaux à la dérive. Malheureusement pour Pékin, l'affaire livrait au contre-espionnage japonais de nombreux éléments de compréhension stratégique[3]. D'une part, les services spéciaux chinois lançaient leur vaste offensive par cercles concentriques en

3. Un peu plus tard va surgir un autre scandale qui met en cause le Premier ministre japonais. Victime du « stratagème de la belle », Hashimoto Ryûtaro (1937-2006) devra admettre devant la Diète qu'il a eu pour maîtresse une espionne chinoise – devenue citoyenne japonaise – dont le nom n'a pas été mentionné. Il s'agit de Li Weiping, née en 1955, qui a connu le futur Premier ministre en visite en Chine en 1980 d'abord comme traductrice, avant d'être attachée à l'ambassade chinoise à Tôkyô. Elle a appartenu en fait au service de renseignement du PCC, le Diaochabu, puis au Bureau de Pékin de la Sécurité publique, chargé du contre-espionnage dans la capitale et du recrutement des étrangers. Elle a également tenté de séduire le président du groupe de presse du *Yomiuri Shimbun*, selon un de mes amis journalistes dans ce quotidien…

Asie, et au Japon, l'une des cibles privilégiées ; et d'autre part, la triste affaire dévoilait l'emploi croissant, voulu par Qiao Shi, – le patron du secteur sécurité au sein du PCC –, d'organisations du parti – tel le Département du travail de front uni – et d'associations d'amitié entre les peuples, comme écrans pour les opérations de renseignements et les jeux d'influence.

L'utilisation de ces organisations, de ces fronts, fait partie d'une offensive de charme qui doit non seulement permettre à la Chine de redorer son blason au début des années 1990, mais encore d'effectuer de nouvelles avancées qui favorisent sa position sur l'échiquier mondial en accélérant son développement économique. Un des volets de la carrière d'espion de Monsieur Xu, décortiquée par le contre-espionnage nippon, concerne Hong Kong. Xu Yuanhai avait travaillé plusieurs années à l'agence de presse Chine nouvelle *(Xinhua)*, ce qui confirmait qu'en l'absence d'ambassade dans cette colonie britannique, celle-ci servait usuellement de société écran aux agents spéciaux de Pékin, de plus en plus nombreux et actifs alors que se rapprochait l'heure fatidique de la rétrocession de Hong Kong par Londres, prévue pour l'été 1997.

Deng Xiaoping : « Prendre Hong Kong et mourir… »

Au lendemain du massacre de Tiananmen, fin 1989, sans doute choqué par le séisme du 4 juin, Deng Xiaoping a convoqué le cercle de ses fidèles, Yang Shangkun, Qiao Shi, le nouveau secrétaire général Jiang Zemin… Le massacre des étudiants a généré une puissante animosité à l'égard de la Chine dans le monde entier, avec des applications pratiques telles que l'embargo sur les ventes d'armes et les technologies sensibles. De plus, le monde communiste d'Europe orientale, telle la nef des fous, vacille à qui mieux mieux. Jonque esseulée, la Chine se sent de plus en plus encerclée si l'on excepte quelques sampans amis comme la Birmanie ou la Corée du Nord…

Aussi, d'un pinceau hésitant, le patriarche de la Révolution a-t-il couché sur le papier de riz une sorte de testament qui tient en 7 préceptes fondamentaux – et en 24 caractères chinois – pour permettre à l'empire du Milieu de rebondir et de repartir à la conquête.

— Observer sans fièvre et analyser froidement
Leng jing guan cha 冷静观察
— Assurer (nos propres) positions
Wenzhu zhen jiao 稳住阵脚
— Aborder les changements avec confiance
Chen zhe ying fu 沉着应付
— Dissimuler nos véritables capacités
Tao guang yang hui 韬光养晦
— Apporter des contributions
You suo zuo wei, 有所作为
— Ne jamais devenir le leader
Jue bu dang tou 决不当头

Ces préceptes s'adressent aussi bien au Parti communiste et à ses organes spécialisés, qu'aux entreprises d'État (tout comme au secteur privé en pleine croissance qui s'appuie sur elles), aux instituts stratégiques, aux centres de recherche et de développement, aux services de renseignements civils et militaires.

Ils constituent tout le contraire des principes exubérants du marxisme-léninisme sous Mao, lequel a d'ailleurs mené aux pires naufrages, aux famines et aux massacres, mais a toutefois permis de préserver la suprématie de ce parti sur toutes les décisions, même celles qui relèvent des choix économiques. En même temps, c'est une référence implicite aux grands classiques de la dissimulation et de la manipulation qu'on retrouve dans le 13e chapitre de *L'Art de la guerre* de Sun Tzu ou *Les Trente-six stratagèmes,* autre texte ancien qui a régi l'art de la guerre clandestine et de la diplomatie secrète à

travers les siècles et trouve, avec les services secrets de la nouvelle Chine un second souffle.

L'un des objectifs principaux de Deng Xiaoping, en prônant ces principes, c'est d'obtenir la rétrocession de Hong Kong dans les meilleures conditions possibles, en faisant oublier la répression de Tiananmen, et en tentant de séduire l'opinion publique de Taiwan. Or, en 1989, on est presque à mi-chemin de l'échéance, puisqu'un accord a été signé cinq ans plus tôt avec Londres.

Souvenons-nous. Soufflait alors un formidable sentiment de revanche et de soulagement quand, le 26 septembre 1984 à Pékin, l'ambassadeur de Sa Majesté britannique, Sir Richard Evans, et le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Zhou Nan, signèrent le texte de trente-trois pages qui mit un point final à l'humiliation que les Chinois avaient ressentie depuis le traité de Nankin de 1842, cédant le « port aux Parfums » aux Anglais.

« C'est mon vœu le plus cher que de vivre jusqu'au retour de Hong Kong. Après je pourrais prendre une retraite bien méritée », avait même confié Deng au ministre des Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe.

Non seulement Deng Xiaoping avait insisté sur le principe qui sous-tendrait la réunification de Hong Kong. « Un pays, deux systèmes », mais encore multipliait-il les signes rassurants d'ouverture.

« Il faut permettre une petite dose de capitalisme en Chine pour aider le développement socialiste », avait-il affirmé. Toute l'année 1984 et celles qui suivirent, il fit accueillir les visiteurs de Hong Kong en les choyant.

Le cas le plus remarquable fut celui du richissime armateur, Sir Yue Kong Pao, qui avait pourtant fui le communisme en 1949 et qui fut invité à Pékin et reçu comme un frère par Deng. Puis, ce dernier envoya son fils handicapé,Deng Pufang, pour conforter les Hongkongais quant à ses bonnes intentions. Après tout, le jeune Pufang était devenu invalide pendant la Révolution culturelle quand des gardes rouges l'avaient jeté d'une fenêtre. Il était le symbole vivant de ce que les Chinois comme les Hongkongais voulaient

oublier, les folies meurtrières de cette tempête politique engagée par Mao vingt ans plus tôt.

Le « Petit Joufflu » était-il sincère ou seulement bon tacticien ? N'était-ce pas le même Deng Xiaoping qui dans un autre contexte avait dit : « Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc du moment qu'il attrape des souris ? » Et qui, en 1989, avait lancé les hordes sauvages du 27e corps d'armée contre les étudiants de Tiananmen ?

La réponse à ces questions tient dans le formidable dispositif actionné « en gardant un profil bas » et « en dissimulant ses véritables capacités », amorcé grâce aux services secrets depuis la victoire du communisme en Chine.

Hong Kong, nid d'espions

Dès 1949, à côté du contre-espionnage anglais – le MI 5 –, a été établi un nouveau service, la Special Branch, une police politique chargée de combattre les communistes chinois. Pourtant Londres a compris que Pékin a renoncé à envoyer l'APL pour envahir Hong Kong : le maréchal Lin Biao et ses troupes se sont arrêtés à 20 kilomètres du « port aux Parfums ». Drapeau rouge flottant fièrement au vent, ils restent l'arme au pied. La colonie anglaise sera utile comme interface avec le monde capitaliste, ont décidé Mao et le Parti communiste triomphant. Tout comme Macao restera sous l'égide des Portugais, l'empire des jeux est une formidable blanchisseuse d'argent avec circuits bancaires intégrés au profit des opérations spéciales.

Son retour dans le giron de la mère patrie est différé. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'essaie pas de provoquer des incidents pour affaiblir l'ancrage colonial et la « subversion impérialiste ». Tel est le propre de la guerre froide : de chaque côté du rideau de bambou, le subversif, c'est l'autre !

Les Britanniques surveillent ceux qu'ils considèrent comme les animateurs potentiels de la révolution à Hong Kong. En 1950, selon

un document de la Special Branch anglaise que j'ai pu consulter, le Parti communiste a implanté à Canton des appareils de renseignement chargés d'opérer sur Hong Kong et Macao en liaison avec l'agence de presse Chine nouvelle dirigée par Hu Qiaomu. Il s'agit d'une part du département régional de Sécurité publique créé par Li Ru, un spécialiste formé en URSS, et de l'autre, d'un bureau de renseignement international, relié au Département des affaires sociales, dirigé par Shing Sheung Tat[4].

L'ironie de l'histoire, c'est que dans la période antérieure, c'était le contraire : des amis de Zhou Enlai, Gong Peng et son mari Qiao Guangua, que nous avons déjà rencontrés, organisaient le renseignement à partir de Hong Kong sur Canton sous couverture de Xinhua. Leur chef, et créateur de l'agence, Liao Chengzhi, *alias* « Liao le Marin », devait à partir de cette époque jouer un rôle important dans la bataille secrète de Hong Kong.

Dans les années 1950, la situation est tendue. Ainsi les enquêteurs de la Special Branch signalent qu'un responsable de la police de Chine rouge, Lo Au Fung, a organisé l'assassinat de policiers des « nouveaux territoires », tout comme sont provoqués des incidents de frontières. Les enquêteurs ont alors mis la main sur des documents confidentiels du Parti communiste chinois. Il s'agit de « directives secrètes aux membres locaux du PCC » leur donnant « la ligne d'action à suivre en cas de détérioration des relations entre Hong Kong et Pékin ». Voici les points principaux :

« a) L'organisation de cellules du parti doit être resserrée. Les membres du parti travaillant dans les administrations britanniques doivent empêcher la destruction d'archives et de matériel en cas de guerre.

---

4. Rapport Hong Kong Police, Special Branch Summary, November 1950, Public Record Office, London, CO537/6075 – 6450. Le document détaille aussi les réseaux de renseignement taiwanais fort nombreux à Hong Kong. (Le nom cantonais de Shing Sheung Tat, comme l'indiquent les sinogrammes dans ce rapport, s'écrit en pinyin Cheng Xiangda.)

b) Tous les contacts du parti doivent être modifiés et les cadres responsables doivent passer à la clandestinité.

c) On doit faire des efforts pour provoquer des sentiments anti-américains.

d) Lancer une campagne pour encourager les jeunes hommes à retourner en Chine et à rejoindre les forces armées. On devrait encourager les Chinois d'outre-mer avec des diplômes à rejoindre la patrie.

e) Les familles de membres du parti doivent être envoyées en Chine.

f) Les membres du parti doivent s'abstenir de rendre visite à des librairies, à lire des journaux ou de la littérature du parti en public ou participer à des réunions au grand jour. »

Ces directives annoncent la ligne de conduite pour la constitution de réseaux dormants, renouvelés et mis à jour jusqu'à la rétrocession de 1997 et même au-delà. Des instructions similaires sont données aux militants clandestins lorsque se produisent, en 1967, des émeutes qui bouleversent la colonie. Cette année-là, en avril, la Révolution culturelle s'étend à Hong Kong où les syndicats organisent des grèves contre les conditions de travail des ouvriers de Kowloon, le quartier chinois continental. Tout a commencé le 28 avril par des grèves dans deux usines de fabrication de fleurs artificielles. La répression est implacable. Des centaines de travailleurs sont arrêtés par la police provoquant en retour des émeutes. À Pékin, l'ambassade d'Angleterre est incendiée.

Le chef de la Special Branch, Sir John Prendergast, qui a opéré pour l'Intelligence Service au Kenya, à Chypre et à Aden, rend compte à Londres : le quartier général des émeutiers n'est autre que la société d'import-export China Resources (*Huaren Jituan*) qui abrite des agents du renseignement chinois tandis que l'agence Xinhua, à Sharp Street, apparaît comme le pivot de la diplomatie secrète à Hong Kong, l'ambassade virtuelle de la Chine. D'ailleurs, un de ses journalistes, Xue Bing, est arrêté le 11 juillet et, comme dira le magazine *Pékin Information,* « ne tenant pas compte de la

protestation chinoise, les autorités britanniques fascistes de Hong Kong "jugèrent" Xue Bing le jour suivant ». Quant à Zeng Zhaoke, professeur à l'école de la police de Hong Kong, il est expulsé pour espionnage. Pendant vingt ans, basé à Canton, il poursuivra son travail de renseignement et prodiguera ses conseils à Deng Xiaoping[5].

Pour compliquer les choses, comme au-delà des « nouveaux territoires », des conflits éclatent aussi entre factions communistes opposées à Hong Kong où affluent des milliers de Chinois qui veulent échapper à la Révolution culturelle en traversant la rivière des Perles à la nage... Ces malheureux constituent une grande source d'informations pour la CIA, les *China Watchers* australiens, les formidables jésuites du bulletin *China News Analysis* (CNA) fondé par un prêtre hongrois, le Père Laszlo Ladany, ou les sinologues britanniques tel que le professeur Ryde, marié à la cousine d'Alexandre de Marenches, le patron du SDECE. La Piscine possède deux officiers légendaires dans « le Port des Parfums » en la personne du vice-consul Roger Aimé et de son épouse Suzy, lesquels ouvriront plus tard le poste de Pékin du SDECE...

« Le plus gros obstacle, cependant, pour la recherche du renseignement demeurait les restrictions que la Special Branch britannique avait imposées aux activités de la CIA dès les années 1950, y compris l'interdiction de recruter des agents dans les organisations communistes de Hong Kong, se souvient James Lilley qui a opéré dans la colonie britannique avant de devenir le premier chef de station de la CIA à Pékin. Il poursuit :

« Les contacts avec des employés d'organisations écrans communistes chinoises basées à Hong Kong », comme la Banque de Chine, le *China Travel Service*, la compagnie *China Resources* et l'agence de presse Chine nouvelle – des organisations qui prônaient ouvertement les investissements sur le continent, le tourisme, le commerce et la propagande, respectivement, mais étaient aussi des couvertures pour

5. Voir R. Faligot, R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois,* Robert Laffont, 1987.

le renseignement – étaient hors d'atteinte. « Aussi, tandis que la Chine connaissait les tourbillons des premiers mois de la Révolution culturelle, le contingent de la CIA dans le District central de Hong Kong devait se contenter des réfugiés qui fuyaient les batailles locales dans les grandes villes.[6] »

Lilley reste discret à propos des opérations spéciales menées par les Anglo-Américains et les Taiwanais afin d'intensifier les clivages et les règlements de comptes entre factions rivales de gardes rouges ou de dirigeants du PCC. C'est surtout vrai des régions du Sud comme le Cantonais où les services spéciaux envoient des ballons-sondes bourrés de tracts anti-maoïstes. De même, ils créent de fausses organisations syndicales ou politiques pour exacerber les affrontements. La guerre psychologique atteint son comble quand les « radios noires », c'est-à-dire de fausses radios qu'on croit émettre de l'intérieur de la Chine, répandent les pires rumeurs sur les dirigeants chinois.

Cerise écarlate sur le gâteau : la fabrication du faux petit livre rouge, les *Citations du président Liu Shaoqi*, fabriqué à Hong Kong et diffusé au-delà du rideau de bambou, pour contrer le petit livre rouge de Mao, fabriqué par le maître espion Kang Sheng et le secrétaire particulier du Grand Timonier, Chen Boda[7].

Le petit livre rouge factice du « Khrouchtchev chinois » présente un double avantage : accroître le fossé entre les pro-Liu et les pro-Mao, mais aussi – au cas où la sécurité chinoise découvrirait que ce document était imprimé et diffusé à l'instigation de la CIA et du MI6 britannique –, établir la preuve d'un complot « des services secrets impérialistes » en faveur du président déchu Liu… En enfonçant ce dernier, on cultive la paranoïa ambiante. Au début de la

6. James Lilley (with Jeffrey Lilley), *China Hands, Nine decades of Adventure, Espionage, and Diplomacy in Asia*, Public Affairs, New York, 2004.

7. Le livre rouge *Citations du président Liou Chao-chi*, a été publié en France en 1969 par Pierre Belfond, traduit du chinois par Yves Dulaurens, avec une préface de Maurice Ciantar. L'éditeur précise « qu'une seule édition, pirate, a vu le jour à Hong Kong et c'est une traduction de cette édition que présente aujourd'hui Maurice Ciantar. »

guerre froide, avec l'opération *Splinter Factor,* la CIA a expérimenté ce type d'intoxication pour amplifier, avec succès, la paranoïa de Staline et des chefs communistes d'Europe orientale. Difficile de savoir si cette désinformation a réellement intensifié les massacres voulus par Mao et Kang Sheng. Mais une chose est sûre : les Américains se sont parfois auto-intoxiqués, car les archives de la CIA sur la Chine, déclassifiées en 2007, indiquent que certains analystes croyaient dur comme fer que Wang Guangmei, l'épouse de Liu Shaoqi, était bien « une espionne américaine » comme l'en accusait Kang Sheng…

Le SCOPG anglais contre les démocrates

Dans les années 1970, après la mort mystérieuse du maréchal Lin Biao, la tension baisse. Les Britanniques renforcent leur dispositif de sécurité. Mais simultanément, ils amorcent une manœuvre d'approche avec les Chinois, au diapason de ce que fait Richard Nixon. Pékin et Londres renouent leurs relations diplomatiques. En 1971, un ambassadeur, John Addis, est nommé en Chine pour la première fois depuis la Révolution culturelle. Il sera remplacé par Edward Youde, ancien agent secret du MI6 à Pékin, l'ex-officier traitant du Français Jean Pasqualini, le « prisonnier de Mao ». Comme les Chinois, les Anglais n'hésitent pas à nommer ambassadeur des anciens espions. D'ailleurs Youde n'a pas vraiment décroché : *Old Spies Never Die !* « Les vieux espions ne meurent pas ! » dit un proverbe anglais. Sir Edward devient en 1980, le coordinateur du renseignement auprès de Margaret Thatcher. La Dame de Fer pense à le nommer dernier gouverneur de Hong Kong mais il est emporté par la maladie.

Entre-temps, en 1974, Maurice Oldfield, chef du MI6, qui a combattu autrefois les communistes chinois à Singapour, envoie un nouveau représentant, John Longrigg, pour établir les liaisons avec le chef du service chinois, le bureau d'enquête du PCC, le Diaochabu, à Hong Kong. Il s'agit du directeur adjoint de l'agence Xinhua, Li Jusheng.

En conséquence, le renforcement de la sécurité dans Hong Kong ne vise plus à combattre le Parti communiste, mais plutôt à établir une opération massive de surveillance de la population hongkongaise et en particulier de ceux qui pourraient nuire aux bonnes relations entre Londres et Pékin. Cela va des groupes criminels des triades dont la plus célèbre, la Sun Yee On – d'ailleurs parfois manipulées par Pékin – jusqu'aux opposants politiques à la rétrocession.

Le système britannique à Hong Kong n'a rien à voir avec la démocratie telle qu'on la connaît au Royaume-Uni. Avec l'Irlande du Nord, Hong Kong est l'une des dernières colonies et l'empire anglais n'a jamais propagé les libertés dans ce genre de zones d'influence même si elle laisse, en contrepoint, un système juridique et constitutionnel qui gênera les Chinois après la rétrocession.

Dans les années 1970-1980, se constitue un appareil de contrôle et d'espionnage de la population civile baptisé « Comité local de renseignement » (*Local Intelligence Committee*). Il comprend le conseiller politique du gouverneur, dépendant du Foreign Office ; le directeur de la Special Branch (John Thorpe qu'on a vu sauver des dissidents de Tiananmen au chapitre précédent) ; le chef de la station du MI 6, camouflé sous l'appellation anodine de « Groupe d'étude du quartier général des forces armées », (Johnny Longrigg) ; le représentant du MI5, le contre-espionnage ; le directeur local du service d'interceptions des communications (GCHQ) et de son antenne, la Composite Signals Organisation Station, gérée à Little Sai Wan avec les Australiens ; le chef du renseignement interarmées (Joint Services Intelligence Staff)…[8]

Ce système, tout aussi orwellien que la machine de surveillance chinoise, s'est également doté d'un organe spécialisé dans la surveillance des citoyens qui veulent démocratiser Hong Kong. C'est le

8. Le journaliste écossais Duncan Campbell a été le premier à décrire ce dispositif, *Hong Kong, A Secret plan for dictatorship, in New Statesman*, 12 décembre 1980. Pour le détail des opérations SIGINT, voir le chapitre 12, « L'armée populaire des cyberguerriers ».

SCOPG – cinq initiales qui, comme dans tous les systèmes oppressifs, cachent à la fois une dénomination anodine et une réalité plus cruelle – le *Standing Committee on Pressure Group* (le « Comité permanent d'étude des groupes de pression »). Son président, Barrie Wiggham, est secondé par un autre spécialiste des opérations psychologiques, le lieutenant-colonel Johnny Johnstone, autrefois en charge de la guerre psychologique en Irlande du Nord, l'autre grand terrain d'expérimentation britannique en matière de contrôle des populations[9].

En théorie, le SCOPG aurait pu surveiller des groupes comme les triades, très puissantes dans la colonie. Se retrouvent dans le collimateur de cet organisme les syndicats, des associations de défense de l'environnement ou les organisations politiques qui préconisent un Hong Kong indépendant.

Leur courrier est ouvert, les téléphones de leurs dirigeants sont écoutés, des agents sont infiltrés ou des adhérents recrutés à l'intérieur de leur organisation. Chinois d'origine, mais aussi Britanniques sont ciblés. Exemple : le Comité industriel chrétien ; le Syndicat professionnel des professeurs, le Comité de protection de l'environnement, des embryons de partis politiques, etc.

Prenons l'exemple des militants de la Revolutionary Marxist League (RML), petite organisation liée à la quatrième Internationale, fondée par Léon Trotsky, et créée en 1975 à Kowloon. Ces jeunes Chinois sont marxistes, mais dans la tradition du fondateur du Parti communiste chinois, Chen Duxiu, honni à Pékin parce qu'il a rejoint le camp de Trotsky dans les années 1920. Pour le gouvernement, ce sont des communistes subversifs, et pour Pékin, de dangereux agitateurs – autrement dit, dissidents des deux régimes. Le 22 avril 1978, ils occupent les locaux de Xinhua en soutien aux manifestants de Tiananmen, – déjà ! – et en solidarité avec des dissidents emprisonnés. Les autorités anglaises les accusent de rassemblement

9. Voir Roger Faligot, *Guerre spéciale en Europe, le laboratoire irlandais,* Flammarion, 1980.

illégal et les condamnent à trois mois de prison. Il est vrai que pour le même délit, ils auraient pu être exécutés en Chine. Mais la démocratie à l'anglaise laisse à désirer. Elle prépare dix ans en avance la mainmise chinoise.

Les critiques les plus acerbes disent que l'Angleterre a trahi deux fois Hong Kong. D'abord en ne lui apportant pas la démocratie que celle-ci pouvait espérer. Ensuite en offrant la colonie sur un plateau d'argent aux dirigeants chinois qui, au regard des traités internationaux, ne pouvaient obtenir en 1997 que la rétrocession des « nouveaux territoires » continentaux et non l'île de Hong Kong ou même la ville chinoise de Kowloon. Et Londres ne s'est pas soucié de s'assurer vraiment que les droits des Hongkongais seraient respectés.

Je comprends ce sentiment, lorsqu'en novembre 1996 je suis venu voir sur place comment se préparait la « rétrocession »[10]. Il suffit de contempler l'immense tour de la Banque de Chine, construite par Ieoh Ming Pei, l'architecte de la pyramide du Louvre. Une tour qui écrase de sa majesté le petit Parlement en contrebas, le *Legislative Council* (LEGCO) de facture victorienne, dans lequel, depuis quelques années seulement, siègent des députés élus par le peuple. La démocratie a été distillée, grâce au dernier gouverneur, Christopher Patten, au moment suprême. Trop tard, même si celui-ci a fait ce qu'il pouvait en dépit des campagnes montées par les services secrets chinois contre lui. Dans ce petit Parlement, je suis venu voir Emily Lau, la « mieux élue » des députés démocrates de Hong Kong, qui, dans les derniers mois de liberté qui mènent au 30 juin 1997, a fait le tour du monde pour faire comprendre l'enjeu à l'opinion publique internationale et aux puissants de ce monde : « C'est une question de vie ou de mort pour Hong Kong », dit-elle sans relâche, ou encore : « On ne peut pas dissocier intérêts économiques des libertés fondamentales. »

---

10. J'ai publié de nombreux articles à cette époque dont « Veillée d'armes à Hong Kong » *in Politique internationale* n° 73, automne 1996.

Opération Orchidée d'Automne

Le lendemain, je suis dans l'ascenseur de la tour du Central Plazza, l'une des plus grandes après la Banque de Chine. Je vais au 69e étage. Tout le monde est descendu pour se rendre dans les bureaux de diverses compagnies chinoises, européennes, japonaises. Pour aller à l'étage que je veux visiter, ainsi d'ailleurs qu'aux suivants jusqu'au 78e, il faut justement trouver un nouvel ascenseur à cet étage.

Effectivement à ce 69e étage, quand la porte de l'ascenseur s'ouvre, on a l'impression que la construction de la tour n'est pas finie. Aucune plaque avec le nom des firmes, comme à chaque étage du dessous. Des cartons et des kilomètres de papier kraft un peu partout, des peintures qui n'ont pas séché. J'ai aperçu un gardien en uniforme couleur sable d'un côté du couloir. Il est assoupi. À pas de loup, je me faufile dans la direction inverse en évitant de passer dans le champ d'une caméra vidéo. Mais immanquablement, il doit y en avoir d'autres que je n'ai pas vues. J'accélère, essayant de visualiser le maximum de détails. Des cliquetis de télex. Des écrans d'ordinateurs. Je n'ai pas le temps d'en voir plus, un gardien me hèle dans un pidgin, mélange de mauvais anglais, cantonais et mandarin :

« Interdit de venir ici. Ce sont juste des bureaux ! »

Justement, je dis que je viens pour voir ces bureaux, je demande à rencontrer un responsable. Impossible, il n'y a personne. Les bureaux sont vides. Le gardien énervé sue énormément sous sa casquette à visière noire. Il me fait comprendre qu'il appelle du renfort. Il saisit son talkie-walkie et hurle dedans à s'en crever les tympans. Et déjà, les portes de l'ascenseur se referment, je redescends tandis que des hommes de la sécurité montent.

Un informateur m'avait prévenu : dans ces étages du Central Plazza s'installe un dispositif central d'écoute des services spéciaux chinois et de l'APL. Avec des scanners, ils interceptent des téléphones cellulaires, ils s'occupent de dérivations d'e-mails – la grande nouveauté ! –, de télex ou de fax.

C'est un vrai jeu de piste. D'un bâtiment à l'autre dans l'île de Victoria, de nombreuses entreprises servent ainsi de couvertures aux services secrets en jachère.

Six mois avant la « remise des clefs » aux dirigeants de Pékin, les structures mises en place pour prendre les leviers de commande se dessinent devant moi.

Le Parti communiste clandestin à Hong Kong se trouve à la tête de tout un écheveau d'organismes : l'habituel « Département du travail de front uni », chargé de rallier aux objectifs de la mère patrie les Chinois indécis, voire hostiles ; le Bureau des affaires de Hong Kong et Macao du ministère des Affaires étrangères ; l'agence de presse Chine nouvelle et son « groupe de travail Hong Kong Macao » qui rivalise avec le précédent ; le Service de Renseignement militaire ou APL-2 puis l'APL-3, dont je viens d'entr'apercevoir un dispositif au Central Plazza qui s'occupe des interceptions de communications de l'armée britannique et d'entreprises économiques ; le ministère de la Sécurité publique *(Gonganbu)* qui noyaute l'ex-Police royale de Hong Kong ; le fantomatique département des enquêtes du PCC (*Diaochabu)*, et – *the last but not the least* –, le ministère de la Sûreté de l'État (*Guoanbu)*. Pas moins de trois Bureaux centraux du Guoanbu, les 1er, 2e et 3e dirigés, respectivement par He Liang, Zhan Yongjie et Guo Dakai, entourés d'une soixantaine de responsables basés à Pékin et à Canton, et qui gèrent les opérations de renseignement sur Hong Kong et Macao. Le Bureau régional de Canton (*Guoanju)* est dirigé par un cadre qui se montre au grand jour, Shen Hongying, qui, fin 1995, a organisé à Shenzhen, une grande foire-exposition, à laquelle sont invités les étrangers, sur les matériels chinois d'usage dans les services de sécurité de la République populaire de Chine[11].

Beaucoup plus discrète a lieu un an plus tôt à Pékin, en décembre 1994, une des cérémonies dont les services de renseignement chinois

11. Voir la *Far Eastern Economic Review,* 16 novembre 1995. Shen Hongying dirigeait précédemment à Pékin, le « Bureau de protection du secret » (*Guojia baomiju).*

sont coutumiers : une remise de décorations et de citations collectives ou individuelles pour faits d'armes dans la guerre secrète. Sous l'égide de Qiao Shi, il s'agit de décorer les chefs de l'opération « orchidée d'Automne » (*Qiu lanhua*) qui ont reçu mission, depuis une décennie, de superviser la récupération des deux colonies, Hong Kong en 1997, Macao en 1999. Ses agents ont infiltré toutes les strates de la société hongkongaise avec plusieurs objectifs qui sont jugés atteints.

De quoi s'agit-il ? De quoi ficher la totalité des fonctionnaires de la colonie pour connaître leur degré d'allégeance, leur neutralité ou leur hostilité à l'égard de Pékin ; d'espionner les organismes politiques et économiques étrangers à Hong Kong ; enfin, d'identifier les sources des journalistes pour ce qui concerne les domaines sensibles et d'infiltrer les médias afin de les utiliser pour disséminer des informations favorables au Parti communiste.

Dans ce but, on a mis à contribution des entreprises commerciales de Chine populaire déjà bien implantées à Hong Kong, telles que China Resources (*Huaren Jituan*), la Banque de Chine, la compagnie de la navigation à vapeur. De même, les organismes sociaux offrent de solides relais.

C'est ainsi que le secrétaire général des 170 000 syndiqués de la HKFTU, Yeung Kwong, est à la fois délégué au congrès national du peuple chinois et membre du Comité de travail Hong Kong Macao (HMWC), géré par l'agence Xinhua.

Malheureusement pour Qiao Shi, ces mécanismes ont été dévoilés pour une raison simple : en avril 1991, Xu Jiatun, le patron de Xinhua, a fait défection. Ce haut fonctionnaire a longuement mûri sa décision, n'ayant pas supporté la répression de Tiananmen en 1989 et le fait que son ami, le secrétaire général du PCC Zhao Ziyang, ait été mis en résidence surveillée.

Aussi, alors que se rapproche l'échéance de l'été 1997, s'aperçoit-on que nombre des directeurs adjoints de Xinhua sont en effet des officiers de renseignement de haut vol, dépendant de la Sûreté de

l'État (*Guoanbu*). Au sein de l'opération « Orchidée d'automne » (*Qiu Lanhua*), ils ont pour nom de code « Groupe Chrysanthème » (*Luhua Xiaozu*).

À quelques mois de la rétrocession, les services du Guoanbu ont étoffé leur présence à l'intérieur de l'agence sous l'égide du directeur adjoint. C'est par exemple le cas du Département de coordination dirigé par Zou Zhekai, du Bureau de recherche animé par Yang Huaji, sans oublier celui des « Affaires sociales » (dont le nom rappelle le service secret du temps de Kang Sheng) ou le service « sports et culture ». L'ensemble est chapeauté par la section de Sécurité de Xinhua qui s'est installée près d'un champ de course de la Happy Valley, où s'active le chef du poste de Guoanbu.

D'autres fonctionnaires de Xinhua font de l'espionnage politique pur et simple. C'est ainsi que Shen Zaiwang, chef de la Division des affaires internationales de Xinhua, est un spécialiste du renseignement concernant la communauté japonaise à Hong Kong. Il a d'ailleurs étudié le japonais à Beida (l'université de Pékin) et a séjourné au Japon, me confirme un confrère journaliste nippon qui l'a constamment à ses basques.

Base de rebond pour l'espionnage économique

Le vaste travail de fichage informatique coordonné par ces directeurs adjoints de Xinhua a des implications dans le monde de la finance et du commerce. Car le Guoanbu utilise de vraies entreprises hongkongaises pour envoyer à l'étranger des cadres économiques qui effectuent du renseignement sur l'Occident. Plusieurs d'entre eux ont été identifiés par les services de contre-espionnage en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Ces derniers déplorent que les décideurs économiques occidentaux qui reçoivent ces stagiaires de Hong Kong ne se méfient pas suffisamment, espérant en retour, par leur entremise, pénétrer le marché de la « Grande Chine ». Autre grand avantage du point de

vue des organisateurs de cette opération : ces stagiaires « très spéciaux » reviendront à partir de 1997 s'installer à Hong Kong, en provenance de l'Occident, du Japon ou de l'Asie du Sud-Est avec la parfaite image de « démocrates », puisqu'ils sont blanchis sous le harnais d'entreprises capitalistes.

Déjà implantées de longue date, de nombreuses firmes privées représentent les intérêts des diverses factions politiques du Parti communiste mais couvrent aussi des missions de renseignement sectoriel. Nicholas Eftimiades, ancien officier américain de la Defence Intelligence Agency, cite un exemple précis : la *China Resources*, qui camoufle les opérations du renseignement militaire à Hong Kong, bien que dépendant théoriquement du ministère de l'Économie[12]. J'ai rendu visite à cette entreprise à Wanchai. Elle regroupe tellement d'entreprises qu'il est évidemment difficile de démêler le bon grain de l'ivraie. À l'époque, les services de sécurité occidentaux et japonais s'intéressent particulièrement au Département des enquêtes dirigé par Xin Changjiang, mais aussi aux nombreuses filiales concernant les communications au rôle démultiplié dans le cadre de la mondialisation et de la formidable poussée de la technologie de l'information.

À part le Guoanbu, l'autre grande structure de renseignement – qui collabore parfois avec elle –, est le renseignement militaire de l'APL-2.

Pour prendre le contrôle du Port aux parfums, les services spéciaux de l'APL ont monté des départements *ad hoc* dix ans avant le transfert de souveraineté. De façon significative, le patron de ce renseignement militaire, le général Ji Shengde, n'est autre que le fils de Ji Pengfei, ancien ministre des Affaires étrangères qui fut nommé en 1983 responsable du Bureau des affaires de Macao et Hong Kong du Conseil d'État. Que d'histoires de familles dans la stratégie chinoise pour prendre Hong Kong !

12. Nicholas Eftimades, *Chinese Intelligence Operations,* Naval Institute Presse, Annapolis, 1994.

Le responsable local au moment de la transition, le général Zhou Borong, possède une solide formation anglo-saxonne. Il a été autrefois attaché naval en Grande-Bretagne et deviendra chef d'état-major adjoint, responsable du renseignement dès que le 42e Corps de l'APL entrera au pas cadencé dans Hong Kong.

C'est la division de Canton du même service qui centralise les informations en provenance de firmes telle que *China Resources*, dont un directeur adjoint appartient automatiquement au renseignement militaire. L'une de ses fonctions vise à vérifier que des reliquats de l'armée britannique ne restent pas sous couverture dans l'ex-colonie. C'est ainsi que d'anciens soldats gurkhas sont particulièrement ciblés. Originaires du Népal, entrés dans le privé, ils servent souvent de gardes du corps à des *tycoons*, comme on appelle les magnats de Hong Kong. Les transactions pour les ventes d'armes sont aussi surveillées.

Certaines de ces unités souterraines de l'APL-2 auront aussi pour fonction de protéger la garnison des 6 000 hommes du 42e corps d'armée et de s'assurer que ses soldats ne se livrent pas à du marché noir ou toute autre opération délictueuse avec les triades. La Sécurité militaire devra également passer à la « poêle à frire » tous les murs de la caserne Prince de Galles pour vérifier que les Anglais, dont c'était le quartier général, avant de devenir celui de l'APL, n'y ont pas laissé des microphones. Ce qui est de bonne guerre.

Enfin, cette armée utilise son « Bureau de liaisons », dépendant du Département politique pour « doubler » des opérations clandestines de l'APL-2 à Hong Kong.

En dehors des structures du Parti communiste ou du Conseil des affaires d'État, en dehors des services de renseignement militaires sous couverture, apparaissent des personnages clef que l'expérience dans le renseignement a converti en stratèges politiques. Le plus important d'entre eux est un proche de Qiao Shi, le parrain des services secrets à Pékin. Il s'appelle Li Chuwen et il va réaliser l'opération la plus décisive qui soit : mettre sur orbite le chef de l'exécutif de Hong Kong après le départ des Anglais.

« Mister Li » et le tycoon de Hong Kong

Repassons un instant le film à l'envers. Le 20 décembre 1984, le Premier ministre Margaret Thatcher, accompagnée de son ministre des Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, visite Hong Kong. Un voyage important puisqu'elle se rend ensuite à Pékin pour signer l'accord de restitution de la colonie anglaise à la Chine. Outre le gouverneur anglais, une personnalité chinoise l'accueille en un anglais châtié, un sourire triomphal aux lèvres. Contrairement aux fonctionnaires chinois habillés d'une vareuse à col Mao, cet homme porte costume de tweed à l'anglaise et cravate. Et pourtant c'est le directeur adjoint de l'agence Xinhua, Li Chuwen.

Il y a longtemps déjà, il a gagné le surnom de « Zhou Enlai de Hong Kong » en compliment pour son rôle diplomatique ! Il aurait pu, comme son prédécesseur Li Jusheng, se contenter de coordonner les services de renseignement au cœur de l'agence Xinhua. Mais cet homme a de hautes ambitions enracinées dans un passé hors pair.

« C'est un ancien clergyman, originaire de Shanghai, qui s'est défroqué en devenant une éminence grise communiste », m'avait déjà dit un analyste des services britanniques de la colonie dix ans plus tôt, en 1986. En tripotant ses petites cartes bourrées d'informations où étaient gribouillés des milliers de sinogrammes, il avait retiré ses lunettes, réfléchissant un instant avant de glisser avec un sourire carnassier : « À moins bien sûr qu'il ait commencé comme communiste clandestin chargé d'infiltrer les églises à Shanghai. C'était la fonction du Département du travail de front uni du PC chinois que d'infiltrer des agents dans les églises, de retourner des prêtres, de recruter des agents religieux qui, une fois expulsés de Chine, allaient faire du renseignement au profit de Pékin alors qu'ils se disaient persécutés par les rouges. En tous cas, Li Chuwen joue à Hong Kong un rôle considérable. »

Li est né dans la province du Zhejiang comme Qiao Shi et, comme ce dernier, il a étudié à l'université Saint John's de Shanghai. Se connaissaient-ils à ce moment-là ? Plus que probable. Qiao Shi a recruté le jeune Jiang Zemin dans le Parti communiste clandestin et Li Chuwen est devenu l'un des plus proches conseillers Shanghaïens du même Jiang dans les années 1990. Mais quarante ans plus tôt, c'est aux États-Unis que Mister Li poursuit ses études, y décrochant un diplôme à l'université de Yale.

Puis il devient secrétaire de la section chinoise de la Young Men Christian's Association (YMCA). L'histoire de cet organisme protestant anglo-saxon en Chine est particulier. Il a été créé en 1904 par l'homme d'affaires Charlie Soong à Shanghai et ses locaux ont abrité des réunions du parti révolutionnaire de Sun Yat-sen. Trente ans passent : l'une de ses filles, Soong May-ling, l'épouse de Chiang Kai-shek, a attiré ce mouvement dans l'orbite du Kuomintang, en fondant le Mouvement pour une vie nouvelle, excroissance du mouvement fascisant des Chemises bleues. Le Mouvement de Mme Chiang rallie de fait les groupes de jeunesse et les cercles chrétiens, dont le YMCA, derrière l'idéal nationaliste du Kuomintang. Quelques mois avant la victoire communiste sur les nationalistes en 1949, Wu Yao-tsung, le responsable de la propagande de la YMCA à Shanghai, exprime par voie de presse son ralliement au communisme.

En réalité, gagné au marxisme depuis longtemps, Wu fait semblant de découvrir les bienfaits du communisme, et affirme que la YMCA et sa section féminine YWCA (*Young Women Christian Association*) « doivent rejoindre la lutte engagée par la Chine nouvelle sous le drapeau de la Nouvelle Démocratie ». Tandis que diverses églises – chrétiennes et musulmanes – sont persécutées par la Sécurité publique, le Gonganbu du général Luo Ruiqing, Wu Yao-tsung, obtient le ralliement de milieux protestants au nouveau régime de Mao dans le cadre des « églises patriotiques ». Nouvel exemple de « travail de front uni » réussi comme il en existe tant dans l'histoire du communisme chinois. Inutile de préciser que les services spéciaux voient tout le parti qu'on peut tirer de posséder une structure d'origine américaine comme la

YMCA, revendiquant à la fois une indépendance du « système impérialiste » et une autonomie à l'égard du Parti communiste. Tandis qu'éclate la guerre de Corée, Wu Yao-tsung, parlant au nom des « protestants patriotes », lance le mot d'ordre de « soutien à la Corée, résistance à l'Amérique ». Puis, il se rend en Europe pour participer à un Congrès mondial de la paix, lancé par l'URSS et la Chine. En 1954, sous l'égide du Bureau des affaires religieuses du Parti communiste, il devient président du « Comité national des Églises protestantes de Chine pour l'autodétermination ». C'est dans son sillage qu'on retrouve Li Chuwen. Le pasteur protestant siège, ces années-là, au Comité mondial de la YMCA à Genève, puis dans les années 1960 comme vice-président au Comité chinois pour la paix.

Au cours de la décennie suivante, Li conforte sa position de diplomate parallèle ou plus exactement de tuteur stratégique de la politique étrangère de Shanghai. Il se retrouve alors responsable des relations étrangères au comité municipal révolutionnaire ainsi que représentant de la métropole sur le Huangpu à l'assemblée nationale populaire. C'est alors qu'il gagne Hong Kong, et devient directeur adjoint de Xinhua, poste qui sert comme on l'a vu de couverture au coordinateur des renseignements politiques. C'est un bon exemple, souvent négligé, de projection des activités d'un service de renseignement régional vers l'étranger, en l'occurrence de Shanghai vers Hong Kong, cité sœur et rivale sur le plan économique.

À côté des fonctionnaires à la triste figure du PCC, Li Chuwen tranche par son allure de gentleman, son ouverture d'esprit nourri de ses voyages et de ses connaissances des langues. Il parle couramment l'anglais et le français, mais assez mal le chinois cantonais du fait de son origine Shanghaïenne. Par contre, Emily Lau, future députée démocrate, m'a raconté que, lorsqu'elle était encore journaliste à la *Far Eastern Economic Review*, Mister Li lui avait donné quelques cours de chinois mandarin, la langue véhiculaire originaire de Pékin… D'autres sources signalent ses bonnes relations avec le consul américain, John Gilhooley, le patron de la CIA à Hong Kong dans les années 1980.

À l'orée du grand tournant de la rétrocession, Mr Li cumule de nombreux rôles d'éminence grise « conseiller des Affaires étrangères du gouvernement municipal de Shanghai », président honoraire de l'Institut des Études internationales de Shanghai (SIIS) qui, créé en 1960 et bien que lié au ministère des Affaires étrangères à Pékin, forge la politique internationale de Shanghai dans une vieille et élégante demeure de l'ex-Concession française.

Mister Li a plus d'un tour dans son sac. Il s'intéresse aussi aux affaires économiques comme l'indique le Shanghai Top Management Forum organisé en novembre 1995 en liaison avec la Chambre de commerce américaine, au cours duquel était invité, parmi les hautes personnalités mondiales, l'ancien sécrétaire d'État américain, Henry Kissinger.

Mais pour boucler le dossier Hong Kong, Li Chuwen est enfin devenu en 1992 le conseiller principal de l'agence Xinhua à Hong Kong en même tant que celui du Bureau des affaires de Hong Kong et Macao du Conseil d'État. Il fait bon porter ces deux casquettes. Car ces structures rivalisaient pour gérer le retour au bercail de la colonie anglaise et peinaient à se mettre d'accord sur un candidat fiable comme dirigeant de l'exécutif pour l'après-1997.

Li Chuwen a donc tranché et soufflé à l'oreille de son ami, Jiang Zemin, et par la bande à Deng Xiaoping, le nom du *tycoon* shanghaïen Tung Chee-hwa.

Le cursus de C. H. Tung – comme on l'appelle à l'anglaise – est fort riche. Les premières pages de son dossier évoquent la saga de son père Tung Chao-yung (C.Y.Tung), né en 1911 dans la ville de Dinghai (province du Zhejiang), où a aussi vu le jour Qiao Shi, chef des services secrets communistes. Petit armateur de Tientsin, Tung père prend goût à la construction navale et la navigation maritime. Il s'installe à Shanghai et crée une première société, la Chinese Maritime Co. Il épouse la belle Koo Lee-ching qui lui donne deux fils et trois filles. Tung Chee-Hwah, le futur maître de Hong Kong, est né en 1937 à Shanghai. Il est encore au berceau quand l'invasion

japonaise ruine sa famille qui fuit avec les troupes de Chiang Kai-shek, ami de Tung père.

En 1945, le Japon atomisé, revoici les Tung à Shanghai qui veulent profiter du renouveau économique du « Paris de l'Orient ». La nouvelle expansion du commerce justifie le développement des communications maritimes. Il construit sa flotte. Le *Dragon céleste*, un vieux raffiot qu'il a acheté sera son navire amiral et le premier bateau chinois à mouiller dans les ports européens.

C.Y. Tung se bâtit un empire maritime sur le continent chinois mais s'implante aussi à Hong Kong. Utile recours ! En 1949, le vieux Tung a du suivre le Kuomintang à Taiwan où il installe, y diversifiant, en même temps qu'à Hong Kong, ses compagnies : la Maritime Transport Ltd, l'Orient Overseas Line, l'Island Navigation Corporation. L'amitié de Chiang Kai-shek joue un rôle certain dans le fait que le groupe Tung est considéré comme « la ligne de navire de commerce nationale de Taiwan ».

Dix ans plus tard, coques en stock, Tung construit le plus grand pétrolier du monde – l'*Oriental Giant* (70 000 tonnes) puis son premier bateau neuf en France, non sans acheter le paquebot *Queen Elizabeth* dont il veut faire une université flottante au profit de l'Onu, afin de former des spécialistes des questions maritimes.

Entre-temps le jeune Chee-wah a appris à lire à l'école de St Stephen Church à Hong Kong, a poursuivi ses études en Angleterre, dans une école secondaire à Portsmouth avant de se retrouver à Liverpool. Tandis que les Beatles font un triomphe dans cette ville, tremplin de leur succès mondial, notre Chinois décroche un diplôme de technicien du génie maritime. C'est en Angleterre qu'il rencontre la ravissante infirmière chinoise Chiu Hung-ping qu'il épouse. Elle lui donnera trois enfants. Contrairement à la tradition pour de nombreux *tycoons* de Hong Kong, on ne m'a jamais parlé, pour ce concerne Tung Junior, d'innombrables concubines ou maîtresses avec lesquelles adorent s'afficher les riches Chinois en signe d'opulence et de puissance – sociale autant que sexuelle. C'est un homme réservé et qui déteste faire parler de lui.

Pendant dix ans, le jeune Tung Che-wah a travaillé aux USA, pour une entreprise d'électronique, avant de rentrer en 1969 à Hong Kong. Sa qualité de dirigeant ne provient pas d'un simple héritage mais d'une capacité à s'adapter à tous les rôles que lui impose la vie économique. Son père lui donne encore dix ans pour apprendre à gérer la flotte de navires de l'Orient Overseas basée à Taiwan et Hong Kong à partir de 1979. Quand son père meurt en 1982, Tung Che-wah et son frère, C.C. Tung – basé à New York – lui succèdent à la tête d'un empire, l'Orient Overseas Holdings (OOH), qui semble prospère. Il dépasse les deux grands rivaux, le Worldwide Group de Yue-Kong Pao et le Wah Kwong Shipping de la famille Chao.

Pourtant l'OOH traverse une zone de typhons. Le *Seawise-Giant* (560 000 tonnes), le nouveau supertanker qu'il avait fait construire, est trop grand pour les besoins du marché mondial, frappé entre autres par les suites de la crise pétrolière. Quant au *Queen Elizabeth*, symbole de toute une époque, il a pris feu et coulé en 1971. Une enquête prouve qu'on y a délibérément mis le feu.

L'armateur subit les contrecoups de la récession. C'est à Taiwan qu'il s'adresse d'abord pour obtenir une aide financière. Mais il est éconduit. C'est donc vers son ami Henry Fok Ying-tung qu'il se retourne. La Chine rouge serait-elle prête à renflouer l'empire Tung ? Henry Fok est sans aucun doute la bonne personne à qui s'adresser.

Les liens de ce milliardaire avec la Chine continentale remonte à la guerre de Corée et il préside la Chambre de commerce chinoise pro-Pékin. Vice-président du comité préparatoire à la transition de Hong Kong, il est bien placé pour parrainer Tung. Sa colossale fortune s'est bâtie grâce aux casinos en association avec un autre *tycoon* de renom, Stanley Ho, le maître des jeux à Macao lié aux triades.

La connivence de la famille Fok avec la Chine populaire est telle que son propre fils, Thomas, a été arrêté aux USA alors qu'il vendait illégalement des composants électroniques entrant dans la fabrication de missiles au profit d'une firme de Chine populaire, ce qui lui valut une peine de quelques mois de prison.

Grâce à l'intervention de Henry Fok, en 1986, la Chine alloue un prêt de 120 millions de dollars à C.H.Tung. C'est la Banque de Chine qui vole à la rescousse de Tung dont la société mère, l'Orient Overseas Holdings est pourtant sise à Taipei. Dans la pratique, c'est Henry Fok qui dirige le « syndicat d'investissement ». Li Chuwen et Xu Jiatun, encore le patron de Xinhua à Hong Kong, jouent naturellement un rôle occulte dans ces affaires.

Après avoir fait défection aux USA, Xu évoquera dans ses sulfureux Mémoires, mais sans le nommer, l'aide apportée au milliardaire de la colonie anglaise[13]. Désormais, il a, selon l'expression communiste consacrée, « un fil à la patte ». D'autant que l'investissement va aider à la diversification et au soutien de l'Orient Overseas (International) Ltd, la branche du groupe qui veut développer la flotte de porte-containers.

« Je remercie Monsieur Fok et les banques étrangères qui m'ont aidé », dit Tung à l'époque. L'armateur ne mentionne pas la Banque de Chine, mais les analystes financiers notent que, peu après, C. H. Tung commence à investir en Chine populaire.

Pour la première fois, en 1989, l'armateur hongkongais retourne à Shanghai, le berceau de sa famille, et rencontre Jiang Zemin. Le 4 juin, après le massacre de Tiananmen, ce dernier est promu à Pékin, et a pris la tête du parti.

« Laissons aux historiens le soin de juger de ces événements », dira prudemment Tung en parlant de Tiananmen. Il ne saurait mettre en cause ses nouveaux amis. Il a choisi son camp alors qu'à Hong Kong un vaste mouvement de solidarité s'est manifesté à l'égard des étudiants et des dissidents.

Désormais Jiang Zemin mais aussi Qiao Shi – suivant l'avis de Li Chuwen –, ont fait leur choix : Tung Che-wah sera le prochain

13. Xu Jiatun, *Xianggang Huiyilu,* Taipei, Lianjing Chubanshe, 1993. Xu raconte comment, dès 1983, il a proposé au PCC d'ouvrir une ligne discrète en direction des grands capitalistes de Hong Kong qui ne sont plus considérés comme des « ennemis de classe » mais d'utiles alliés.

patron de Hong Kong. Sous cloche de verre, s'entend. Mais il convient d'agir de façon diplomatique. L'astuce réside à ne pas donner une idée trop précise de qui est le candidat préféré de Zhongnanhai. À l'automne 1995 circule une rumeur publiée dans quelques gazettes. C'est Ruan Chongwu qui sera choisi. Naturellement, les services spéciaux eux-mêmes ont fait circuler ce bobard. L'idée a de quoi effrayer les Hongkongais : Ruan, le gouverneur de l'île de Hainan fut dans la fin des années 1980 ministre de la terrible Sécurité publique, limogé, il est vrai en même temps que le dirigeant réformateur Hu Yaobang. Mais on imagine déjà un bain de sang dans Hong Kong... Faire peur, pour qu'un autre candidat paraisse beaucoup plus présentable, c'est une vieille ficelle. Les médias orientent alors leurs projecteurs sur d'autres candidats possibles[14].

Cependant, en janvier 1996, au cours d'une réception, Jiang Zemin serre ostensiblement la main de C. H.Tung. Le chevalier blanc est adoubé. Trois *tycoons* – Henry Fok, Li Ka-shing, Walter Kwok – trouvent qu'il fera un bon candidat. Même son grand rival George Chao Sze-kwong, président de l'Association des armateurs de Hong Kong, constate que ce n'est pas une si mauvaise idée : « À long terme, je suis optimiste pour le marché de l'armement mais nous devons être tous patients pour l'instant », déclare-t-il dans le *South China Morning Post.*

La modestie incarnée, C.H.Tung assure qu'il aimerait avoir une meilleure idée des défis qui attendent Hong Kong en l'an 2000. Puis, en juin 1996, il démissionne de sa fonction de conseiller du gouverneur anglais Chris Patten. Dans la presse, dans les cocktails, dans les chancelleries, on énumère toutes les relations internationales qui

14. Parmi les candidats évoqués comme futurs chefs de l'exécutif à Hong Kong : T.S. Lo (Lo Tak-shing), qui se déclare d'ailleurs près à prendre le poste. On dit cet Eurasien, membre du Royal Hong Kong Jockey Club, proche de Li Peng, d'autant que cet avocat fut après Tiananmen, le premier homme d'affaire à se rendre à Pékin pour lui serrer la main. Mais la réaction de l'opinion publique est si hostile que rapidement il se retire de la course. Les soutiens dont il bénéficiait se reportent vers un autre juriste, le juge Simon Li.

feraient de cet homme réservé un parfait candidat. Une garantie, en somme, que Hong Kong continuerait d'être Hong Kong...

Les services spéciaux des Shanghaïens Qiao Shi et de Li Chuwen font tout pour que cela se sache. Tung compte parmi ses amis étrangers le prince Rainier qui lui a conféré le rôle de consul honoraire de Monaco. Aux USA, il s'est lié étroitement avec le président George W. Bush, chef du Bureau de liaisons US à Pékin dans les années 1970 avant de devenir directeur de la CIA, puis heureux candidat à la Maison-Blanche.

En Grande-Bretagne on a fini par apprécier le rôle de Tung qui, croit-on, en tandem avec la Shanghaïenne Anson Chan, la responsable de l'administration, réussira le « handover », comme on appelle la rétrocession. L'armateur est en outre apprécié par la reine d'Angleterre qui le reçoit de temps à autre. Les liens avec Taiwan sont évidemment importants aux yeux des dirigeants chinois, en particulier pour un rapprochement ultérieur avec la Chine dans lequel le clan Tung pourrait jouer un rôle utile. Rappelons-nous que Tung père fut un proche de Chiang Kai-shek.

Quant à John Y.K. Peng, le beau-frère de Tung, il est président de la Taiwan's Chinese Maritime Transport Company et de l'Associated Industries China Incorporated. Il assure la « ligne directe » avec le gouvernement de Taipei.

On dit de Tung qu'il n'a pas de politique. On a tort. Il rêve d'un système calqué sur celui de Singapour dont le Premier ministre Lee Kuan Yew (de 1959 à 1990), est pour lui le modèle. Autrement dit : « Un pays, deux systèmes » selon Deng Xiaoping pourrait se transformer en « Un système policier, deux économies différentes » façon Tung Chee-wah ?

Pour garantir le maintien d'une administration « à l'anglaise », Tung a demandé à la Shanghaïenne Anson Chan de rester à la tête de l'administration. Voilà qui rassurerait les Anglais (sauf Patten). Pour montrer qu'on ne badinera pas avec le respect dû au système chinois, il choisit Elsie Leung, une avocate, membre du Congrès national populaire (CNP) et membre fondatrice du parti politique pro-communiste Democratic Alliance for the Betterment of Hong

Kong, comme secrétaire à la justice. Elle s'est empressée de dire que les médias ne pourraient pas se permettre de faire n'importe quoi.

Le 15 novembre 1996, je suis allé au Palais des conventions de Hong Kong, où étaient réunis les grands électeurs sélectionnés par Pékin. Dehors, moins d'une centaine de démocrates et dissidents manifestent contre ce qu'ils estiment une farce. Un vaste déploiement de police les empêchent d'approcher le grand bâtiment tandis qu'ils sont filmés par la Security Wing, la nouvelle police politique de Hong Kong, et photographiés sous toutes les coutures par les agents secrets du Guoanbu tandis que les journalistes sont cornaqués guidés par Zhou Shanshan, la grande prêtresse de l'agence Xinhua. Les dissidents et partisans des parti démocrates de Martin Lee et Emily Lau ont conspué le ministre chinois des Affaires étrangères, le Shanghaïen Qian Qichen venu garantir la validité du vote pour le chef de l'exécutif. Cela ressemble au combat de la souris et de l'éléphant.

Dans une salle décorée de grandes tentures pourpres comme dans un congrès du Parti communiste, 202 des 400 grands sélecteurs accordent leurs voix à Tung. Le juge Yang Ti Liang en avait reçu 82. Il était jugé intègre, mais beaucoup trop « british » pour avoir une chance. Il reste en lice pour le second tour, comme Peter Woo Kwong-ching (54 votes), favorable à une bonne entente avec Pékin. Simon Li Fook-sean (43 votes), qui avait reçu le soutien de la communauté des Chinois de la province du Fujian, est écarté. Son attitude trop pro-occidentale en faisait « un repoussoir » idéal.

Comme me dira le lendemain Jean-Philippe Béja, le sinologue responsable du centre d'études français sur la Chine contemporaine, du côté de Lyndhurst Terrace :

« Tung Chee-wah a reçu trop de votes la première fois pour que l'opération en douceur soit réussie. Tout le monde a vu la manipulation… »

C'est si vrai que, dès le surlendemain, Jiang Zemin a discrètement envoyé l'éminence grise Li Chuwen à Hong Kong pour vérifier que les critiques sur le fonctionnement de l'élection ne sont pas de nature à fausser l'image de leur candidat. Sans doute jugent-ils que non. Pour

tester l'opinion, quelques jours plus tard, C.H.Tung laisse entendre qu'après 1997 le Parti communiste chinois pourra être désormais légal. Les observateurs se perdent en conjectures : est-ce une façon de dire que les autres partis pourraient disparaître ? Ou au contraire de signifier que, si la démocratie doit fonctionner pleinement, ce parti-là aussi aura sa place ?

Les grandes manœuvres commencent. Enfin, le 11 décembre 1996, C.H. Tung est finalement élu comme premier chef de l'exécutif post-colonial de Hong Kong par 320 des 400 membres du Conseil. Ce n'est plus vraiment une surprise.

Immédiatement après son élection au Centre des conventions, les grands électeurs n'ont eu qu'une hâte : quitter les lieux, comme s'ils avaient mauvaise conscience, laissant le nouveau maître de Hong Kong face à lui-même. Avec perspicacité, Tung avait dit la veille à quelques amis réunis chez lui sur les hauteurs du Peak : « Je risque de me trouver très seul comme chef de l'exécutif ! »

C'était oublier ses nouveaux amis, Li Chuwen, Jiang Zemin et Qiao Shi, ceux qui ont réussi à lui faire endosser la défroque de dirigeant de Hong Kong, indépendant de Pékin…

Et au cas où celui-ci éprouverait quelques craintes, en mars 1997, c'est un proche de Li Chuwen qui est soudainement nommé « conseiller spécial » de Tung Chee-wah. Paul Yip (*alias* Yip Kowk-wah) a participé aux émeutes de 1967 et il appartenait au Parti communiste clandestin. Ex-professeur, ce dernier est devenu le riche propriétaire de diverses entreprises dont la Renful Security Company qui, grâce à d'anciens policiers, assure la protection de haut fonctionnaires chinois à Hong Kong. De là à dire qu'il dépend directement des services spéciaux du Guoanbu…

Reste que la trajectoire de Tung est exemplaire. Elle illustre le cas de nombreux *tycoons*, businessmen hongkongais qui auront fait leur soumission à Pékin, pourvu qu'on les laisse s'enrichir comme par le passé.

Les amis du nouveau patron de Hong Kong aiment à rappeler que son père, le très patriotique Tung Chao-yung lui avait donné un « prénom » qui veut tout dire : Chee-wah (*Jian Hua* en mandarin) :

« Construire la Chine », et désormais, cela signifie pour lui : « Unifier la Chine ». Parmi eux, figurent tous les « princes rouges », enfants de la nomenklatura de Pékin qui dirigent des entreprises très spéciales.

Hong Kong, plaque tournante des « princes rouges »

Ces entreprises possèdent une double particularité. D'une part, elles sont dirigées par des membres de la famille des dirigeants du Parti communiste ou de l'État chinois, ceux qu'on appelle les « princes rouges » qui ont choisi comme base principale de leurs opérations de transferts, d'import-export et de prospection les colonies de Hong Kong et Macao. Qui sont-ils en ce milieu des années 1990 ? Âgés de 40 à 60 ans, ce sont les fils et les filles de la révolution communiste, les enfants des vétérans de Longue Marche, des compagnons de Mao Zedong, le Grand Timonier qui s'est parfois retourné contre eux pour les destituer pendant la Révolution culturelle. Ces « princes rouges » sont montés en puissance grâce à la nouvelle révolution économique de Deng Xiaoping au début des années 1980 et ont compris que c'est à Hong Kong que se produiraient les plus juteuses des opérations financières. Ils jouissent d'une ligne directe avec les administrations de Pékin et ont pu faciliter des investissements de Hongkongais en Chine. Ils habitent sur les hauteurs du Peak ou d'autres quartiers résidentiels et roulent en Mercedes. Les Princes ont des maîtresses et des concubines des deux côtés de l'ex-« rideau de bambou » ; les « Princesses rouges », si l'on en croit les anecdotes nombreuses, mènent aussi une vie érotique compliquée et dispendieuse.

Eux-mêmes, ou leurs enfants, hantent les endroits à la mode à Hong Kong, les cabarets, les casinos, les restaurants. Le Royal Jockey Club, le Volvo Club ou le China Club de David Tang. Ils se réjouissent que Hong Kong retourne à la mère patrie mais espèrent que le Parti communiste ne tuera pas la poule aux œufs d'or.

C'est paradoxalement grâce à la présence de ces fils et de ces filles de dirigeants communistes qui jouent aux capitalistes et se

sont enrichis grâce au système socialiste que l'économie de Hong Kong pourra être en partie préservée. Toutefois, ils risquent aussi d'y introduire une corruption déjà généralisée sur le continent chinois, mais qui a relativement épargné Hong Kong si l'on excepte les secteurs gangrénés par les triades.

« Préserver l'économie de Hong Kong sera une question de survie pour le régime de Pékin. Et pas seulement parce que beaucoup de "Princes rouges", ces fils de cadres dirigeants, président ici des entreprises privées », m'assure le professeur Lau Siu Kai, directeur du département de sociologie de l'université chinoise de Hong Kong et membre du Comité préparatoire pour le transfert des pouvoirs.

Les princes rouges rivalisent entre eux. Ils représentent des positions différentes, en grande partie selon la place de leurs parents dans la lutte de factions qui s'opposent à l'intérieur du Parti communiste et des *guanxi,* les systèmes de relations. Mais pendant quinze ans – entre la signature du traité avec les Anglais et la rétrocession finale –, ils ont prospéré dans une relative harmonie. Ils sont tous dans la même jonque, même s'ils ne sont pas toujours d'accord sur la direction à prendre.

Quatre ans après la signature de la déclaration conjointe sino-britannique, les investissements chinois à Hong Kong ont pris de l'ampleur. C'est d'abord l'énorme conglomérat, la *China International Trust & Investment Corporation* (CITIC), fondée à Pékin en 1979 et qui dépend directement du Conseil d'État. Elle s'installe en 1987 à Hong Kong avec à sa tête Larry Yung, fils du « capitaliste rouge » Rong Yiren, fondateur de la CITIC et vice-président de la République populaire de Chine. C'est Deng Xiaoping en personne qui avait confié au Shanghaïen Rong le rôle de créer un groupe capitaliste en 1979 dans la Chine rouge.

Dragon affamé, la CITIC commence à dévorer des entreprises stratégiques de Hong Kong. C'est ainsi qu'elle a acheté une société locale cotée en Bourse, Tyfull, qui à son tour achète, en 1990, 20 % de Hong

Kong Telecommunications. Puis elle obtient 46,2 % de Dragonair, la compagnie aérienne hongkongaise.

Enfin, la CITIC est l'un des trois actionnaires d'Asia Satellite Telecommunications Ltd qui gère dans la région les satellites de communication. Parmi les cadres dirigeants de la CITIC figurent d'autres « princes rouges » tel Deng Zhifang, le deuxième fils de Deng Xiaoping, également dirigeant d'entreprises d'immobilier, secteur prospère tant en Chine continentale qu'à Hong Kong.

Quant au président de la CITIC, c'est Wang Jun, également patron de la Poly Technologies une des principales entreprises de l'APL, qui sous Deng Xiaoping se dote aussi de secteurs privés. Son père, Wang Zhen, un ancien ex-vice-président de Chine, était un proche ami de Deng Xiaoping et l'un des plus durs du clan conservateur du Parti communiste. Ce doctrinaire qui dirigeait l'École centrale du Parti communiste depuis 1980 fut l'un des plus fervents partisans de la répression contre les manifestants de Tiananmen.

La CITIC, l'une des plus puissantes entreprises d'État chinoises, est enfin une formidable ruche dans laquelle bourdonnent des essaims d'agents secrets.

Ce dont témoigne, quelques années plus tard, Agnès Andrésy, éditrice à Hong Kong de la lettre d'informations *Arcanes de Chine* et qui a dressé un tableau très détaillé de ces « princes rouges ». « Comme le statut commercial qu'elle octroie aux hommes de l'ombre leur permet d'agir et de se déplacer librement sans éveiller l'attention, la direction de la CITIC est connue pour compter dans ses rangs un grand nombre d'agents secrets chinois, issus du bureau numéro deux de l'état-major, l'une des multiples cellules des renseignements généraux en Chine. Cette fonction particulière a été voulue par Deng Xiaoping en personne, alors chef d'état-major de l'APL en 1978. Si Rong Yiren était le PDG du groupe, la plupart de ses bras droits avaient été choisis avec soin par le vieux Deng : en 1979, le vice-PDG de la CITIC, Xiong Xianghui, est le numéro un des services secrets chinois ; quant au directeur général, Mi Guojun, il

est à la fois membre du bureau numéro deux et responsable d'une cellule des renseignements généraux chinois au ministère des Affaires étrangères.

« La CITIC est une couverture de choix pour les actions de renseignement : elle prend des contacts, établit des partenariats, et fournit l'assistance logistique à l'APL et aux compagnies du complexe militaro-industriel. Après *Poly technologies,* elle est devenue le parapluie du groupe de vente d'armement *China Poly Group,* qui est officiellement sa filiale. C'est d'ailleurs au sein des services secrets chinois que l'actuel PDG de la CITIC, Wang Jun, a été recruté.[15] »

Poly Technologies qui a notamment participé aux ventes d'armes en liaison avec Saül Eisenberg, l'homme d'affaire chargé *de joint-ventures* entre la Chine et Israël, est un repaire de petits princes. On y trouve comme dirigeants en 1988 Wang Xiaochao, le gendre de Yang Shangkun, le général président qui coordonna la répression de Tiananmen l'année suivante ; Wang Zihua, le gendre de Zhao Ziyang, le secrétaire général du Parti communiste déchu à l'occasion de ce même Printemps de Pékin, ou encore le général He Ping, le gendre de Deng Xiaoping. On voit que des fils de dirigeants chinois théoriquement ennemis peuvent cohabiter quand il est question d'espèces sonnantes et trébuchantes. L'appât du gain et le sentiment qu'il faut rester coude à coude l'emportant sur les différends politiques.

Autre exemple : on trouve, à la tête de l'Everbright Company Ltd de Hong Kong, Wang Guangying, beau-frère de l'ancien dirigeant Liu Shaoqi, le président de la République limogé pendant la Révolution culturelle et maltraité par les gardes rouges. On se souvient encore comment la sœur de ce magnat, la femme de Liu, Wang Guangmei, avait été maltraitée par les gardes rouges comme

15. Agnès Andrésy, *Princes rouges, les nouveaux puissants de Chine,* L'Harmattan, Paris, 2003. La lettre *Arcanes de Chine* a un site internet : www.arcanesdechine.com

« espionne impérialiste ». Le monde a bien changé depuis que, sous Deng Xiaoping, la Chine s'est engagée dans la « voie capitaliste »...

Le lobby militaro-industriel apparaît comme le plus puissant à Hong Kong. On vient de voir que Poly Group (dont Poly Technologies) tient le haut du pavé avec « l'espion » Wang Jun et He Ping, ancien attaché militaire adjoint aux États-Unis, à leur tête. Dépendant du quartier général de l'APL, son chiffre d'affaires import-export est alors de 500 millions de dollars par an. He est marié à la fille préférée de Deng Xiaoping, Deng Rong. Le couple était ensemble attaché à l'ambassade chinoise de Washington dans les années 1980, chargé de cultiver les relations utiles à des ventes d'armes et créant un lobby prochinois parmi des personnalités américaines.

Toutefois en 1996, la police américaine a arrêté sept personnes de San Francisco suspectées d'avoir acheminé sur le territoire des États-Unis quelque 2 000 fusils d'assaut Kalachnikov AK-47 ainsi que 800 armes de poing. Cette cargaison a été saisie dans le port d'Oakland, en Californie, grâce à un patient travail d'infiltration du FBI qui a mis en évidence la responsabilité de deux firmes de l'État chinois dans cette affaire : la Norinco (North Industries Corp) et Poly Technologies. Norinco possède une dizaine de bureaux dans le monde à commencer par Hong Kong. Deux de ses fonctionnaires arrêtés à San Francisco, Zhang Yi et Lu Yilun, se retrouvent en prison. Mais plus grave encore, l'enquête pointe du doigt directement les directeurs des deux firmes, He Ping et Wang Jun... C'est l'une des nombreuses affaires qui, à l'ère Jiang Zemin, vont ternir les relations entre Pékin et Washington, comme on le verra au cours des prochains chapitres.

L'esprit de famille est décidément très puissant dans le clan Deng Xiaoping puisque même le frère de He Ping, He Zheng, travaille aussi à la direction du groupe China Poly (Baoli). Certaines de leurs opérations donnent froid dans le dos : quand en janvier 1990, He Ping effectue une discrète visite à Bangkok dans le but de vendre des armes qui serviront à renforcer le potentiel militaire des Khmers rouges au Cambodge. Quinze ans après le génocide cambodgien, les

Chinois continuent de soutenir ces Khmers rouges qui se sont mis au ban de l'humanité.

Étroitement lié à Poly Technologies, on trouve également la firme Hing Lung Hong, dirigée par un ressortissant de Macao, Ieong Chong-pio, et le hongkongais Mickey Lai. Elle vend également du matériel de l'APL et en 1989 elle s'est illustrée en vendant des armes à l'Irak – notamment les fameux missiles « Vers-à-soie » (*Silkworm*).

Au cœur de ces opérations de transfert de **tech**nologies règne la COSTIND, la Commission des sciences, des technologies et de l'industrie de la Défense nationale, dirigée jusqu'à janvier 1997 par Ding Hengao, dont la femme Nie Li est directrice adjointe. Nie Li, responsable notamment du programme de développement de navires-espions, est la fille de Nie Rongzhen, le compagnon de Deng Xiaoping à Paris dans les années 1920, l'organisateur du service secret communiste à Hong Kong au début des années 1930. À leur côté figurent comme autres directeurs de poids Zhang Pin, fils de l'ancien ministre de la Défense Zhang Aiping, ainsi que Deng Nan, la fille cadette de Deng Xiaoping.

À l'évidence les « princes rouges » qui réussissent le mieux sont ceux qui sont liés au lobby militaro-industriel et qui jouent un rôle important dans la prolifération des armes et technologies et qui sont épaulés par les services secrets, lesquels monnayent leurs opérations contre de juteuses commissions. C'est ce qui apparaîtra, en 1997, dans un scandale qui va éclabousser la Maison-Blanche, le couple Clinton et le vice-président Al Gore : le Chinagate.

En effet, dans cette ténébreuse affaire, on apprend que John Huang, l'ex-sous-secrétaire d'État au commerce et l'un des responsables financiers du parti démocrate, est impliqué dans une tentative de corruption affectant les démocrates. Ce parti aurait reçu quelque 4,5 millions de dollars pour son comité de réélection du groupe sino-indonésien Lippo, du groupe sino-thaïlandais Charoeun Popkhand et du groupe chinois de Macao, San Kin Yip. L'intermédiaire en est un Sino-Américain, Charles Yan Lin Trie. Dans ce scandale, qui refait surface en 2008 lors des élections américaines, se dévoilent des

liens avec la COSTIND et plus spécifiquement Poly Technologies. Le propriétaire du restaurant chinois de l'Arkansas, Charles Yan Lin Trie, rencontré par les Clinton grâce à Hillary, a provoqué une rencontre à la Maison-Blanche entre Bill Clinton et Wang Jun, le patron de la CITIC et du Poly group, identifié comme opérationnel du renseignement chinois.

Dans ce contexte, les dons accordés au parti démocrate pour sa campagne électorale sont considérés comme des pots-de-vin afin d'obtenir de nouvelles ventes d'armes ou le fait que les USA ferment les yeux sur les ventes d'armes et de technologies sensibles chinoises à des pays comme le Pakistan, la Corée du Nord ou l'Irak. Là encore, les Chinois utilisent aussi leurs réseaux de ventes d'armes comme conduits pour le renseignement politico-militaire. Cette affaire dont nous retrouverons des péripéties dans les pages qui suivent, traduisent un phénomène nouveau : après la chute de l'empire soviétique, et le désossage du KGB, réduit à des activités régionales, la communauté du renseignement chinois, avec en avant-garde le Guoanbu, a des ambitions mondiales.

L'épopée du porte-avions Varyag

L'un des exploits les plus pittoresques des services chinois en utilisant des sociétés écrans à Hong Kong et Macao est sans contexte l'achat d'un… porte-avions ! Il s'agit de l'épisode du *Varyag,* navire ukrainien promis à la rouille et à la casse si Pékin n'avait pas décidé de se le procurer dans la perspective toujours envisagée et toujours repoussée de posséder un géant des mers, comme les Indiens, pour projeter ses forces aériennes bien au-delà des mers chinoises. L'affaire est survenue un an après la rétrocession de Hong Kong, la mort de Deng Xiaoping, et surtout la mise à la retraite de l'amiral Liu Huaqing, le vice-président de la Commission militaire centrale, qui avait toujours caressé le rêve de bâtir une flotte de combat digne des visées mondiales de la Chine. Les rumeurs persistantes et les analyses du renseignement naval de

plusieurs pays laissent entendre que les Chinois espèrent mettre à l'eau vers 2010 un porte-avions de 44 000 tonnes.

Ce n'est pas la première fois que les Chinois achètent un porte-avions pour l'étudier sous toutes les coutures. En 1985, ils ont acheté aux Australiens le *Melbourne* qui devait être désossé dans le port de Dalian. Ensuite Pékin avait acheté deux navires de l'ex-URSS, le *Minsk* et le *Kiev*, transformés en attractions touristiques.

Le *Varyag* est un beau navire : 55 000 tonnes, 307 mètres d'envergure, capable d'embarquer 2 500 marins et 35 avions, mais il a un défaut : il n'a jamais été terminé, du fait de l'implosion de l'URSS. Une entreprise de Macao, l'Agência Turística e Diversões Chong Lot (en anglais : *Chong Lot Travel Agency Limited*), l'achète pour 20 millions de dollars, mais sans ses moteurs à propulsion nucléaire. Officiellement il s'agit de le transformer en casino flottant, comme il en existe déjà de plus petits sous la gouverne du magnat des jeux, Stanley Ho. « L'enfer des jeux » n'est pas seulement la blanchisseuse que l'on sait, mais la plaque tournante de tous les trafics, y compris ceux organisés par les Nord-Coréens. Le Portugal a rétrocédé son ancienne colonie à la Chine fin 1999. Donc, le champ est libre. À ceci près, que les Turcs sans doute encouragés par les Américains ne veulent pas laisser passer un navire militaire dans cette région.

Toutefois, en novembre 2001, le *Varyag* vogue enfin, après que des désaccords de quinze mois ont été résolus entre Ankara et Pékin. L'odyssée du navire ukrainien se poursuit en direction de l'empire du Milieu.

Quand on veut rencontrer les responsables de la Chong Lot, sise avenue Mario Soares, à Macao, dans les locaux de la Banque de Chine – comme l'indique le registre –, on tombe sur une boîte postale et une adresse de sa maison mère à Hong Kong. En épluchant le registre de la Chambre de commerce, on s'aperçoit en effet que c'est une filiale d'une autre firme de Hong Kong, appelée la Chinluck (Holding) et qu'elle est de plus reliée à une troisième compagnie hongkongaise, la Goldspot Investments Ltd. Plusieurs des actionnaires de ces entreprises sont des officiers de l'APL avec une adresse

à Pékin[16]. Dans la société mère Chinluck (Holding), c'est encore plus clair : trois des cinq directeurs sont des Chinois originaires du Shandong, où se trouve le commandement de la Flotte de la mer du Nord…

En 2005, son président, Zheng Zhenshu, au cours d'une interview avec un journaliste de l'agence de presse Chine nouvelle, s'est félicité du passage de la loi interdisant à Taiwan de faire sécession de la Chine… Drôle d'intervention pour un chef d'entreprise intéressé par le développement du tourisme à Macao et Hong Kong… À moins, bien sûr, d'avoir le sentiment patriotique d'avoir contribué dans un avenir pas trop distant à la « reconquête » de Taiwan en aidant l'APL à se doter d'un porte-avions.

Car finalement, en 2001, le *Varyag* n'a pas vogué jusqu'à Macao. Il a été acheminé au port de Dalian où, encore de nos jours, il se trouve en cale sèche sous haute surveillance comme le prouvent les photos-satellite.

Les Chinois aménagent leurs ports afin de permettre à un porte-avions d'y mouiller. Ils achètent du matériel adaptable pour l'aéronavale, à commencer par des chasseurs russes du type Sukhoï Su-33 ou autres. Et la question se pose : avec l'odyssée du *Varyag* et d'autres missions clandestines, dans ce domaine du développement militaire, les services secrets chinois auront-ils réussi à jouer un rôle central comme on le leur demande ?[17]

---

16. Deux des trois actionnaires de la Goldspot ne sont pas résidents à Hong Kong mais à Pékin. Il s'agit de Wu Wei et de Wu Yu, tous deux domicilés dans la résidence des élites de Diaoyutai, où habitait par exemple jusqu'à 1989 Qiao Shi, le chef des services secrets. Le troisième, Zhang Yong, vivant à Sino Plaza, Gloucester Road, Hong Kong, est toutefois ressortissant de RPC. Document de la Chambre de commerce de Macao : Cartório Privado, em Macau, aos três de Maio de mil novecentos e noventa e nove. – O Notário, António J. Dias Azedo. CARTÓRIO PRIVADO, MACAU, CERTIFICADO, Agência Turística e Diversões Chong Lot, Limitada.

17. Pour les détails des objectifs militaires de la Chine, voir le livre du journaliste du *Figaro* Stéphane Marchand, *Quand la Chine veut vaincre,* Fayard, Paris, 2007.

« Salut à nos dizaines de milliers d'espions ! »

Cette expansion stratégique de la Chine et de ses services secrets a désormais pour nouveau Timonier Jiang Zemin. Car Deng Xiaoping s'est donc vu retirer le mandat du ciel : le 19 février 1997, le « Petit Joufflu » se meurt, le Petit Timonier est mort. Il a révolutionné son pays, il a réussi pour l'essentiel les « quatre modernisations » mais sans avoir revu Hong Kong « chinois » comme il en rêvait.

Pour la dernière décennie du XX^e^ siècle, il a confirmé le dirigeant de la troisième génération, Jiang Zemin, dont il regrette pourtant qu'il constitue une véritable « mafia shanghaïenne » à Zhongnanhai, et il a désigné celui de la quatrième génération : Hu Jintao. Avec ces Timoniers à la barre, la Chine va se moderniser encore plus et étoffer ses services secrets comme jamais auparavant.

Au début de 1997 se prennent de nombreuses initiatives. C'est ainsi que le vice-Premier ministre Zou Jiahua s'est rendu à Paris pour aider à préparer la première visite d'un président de la République française en Chine depuis quinze ans. Il s'agit naturellement de Jacques Chirac qui, chacun le sait, se passionne pour les civilisations de l'Extrême-Orient. Ce n'est donc pas un voyage initiatique en Chine, mais le premier en tant que cinquième président de la V^e^ République.

Zou Jiahua a manifestement plusieurs cordes à son arc. Apparenté à la famille du maréchal Ye Jianying, il a été vice-ministre de la COSTIND et s'y connaît en affaires stratégiques. Ami de l'ex-Premier ministre Li Peng, le « bourreau de Pékin », il est également chef du groupe dirigeant sur l'information.

Aussi Zou se serait bien passé, en ce début d'année fertile en rebondissements, de figurer dans les gazettes de Hong Kong, pour un rapport qu'il a rédigé et qu'il a lu lors d'une conférence organisée par le Guoanbu, l'APL-2 et le Département du travail de front uni pour « renforcer le travail de renseignement ».

Sous le titre « Salut aux camarades du front des tâches spéciales », Zou a expliqué que ces organes de travail spécial ont désormais établi

des agences de renseignement dans plus de 170 villes à travers 50 pays. Des filiales des services spéciaux de Pékin répertoriées comme bases générales, stations et sous-stations. Et combien d'agents secrets animent ces postes de renseignement et de contre-espionnage ?

Dans sa réponse, le camarade Zou donne une estimation : « Des dizaines de milliers de héros sans nom qui chérissent et servent loyalement leur patrie combattent discrètement dans leur poste spécial à l'étranger et dans un environnement compliqué.[18] »

18. *Secrets About CPC Spies – Tens of Thousands of Them Scattered Over 170-Odd Cities Worldwide* by Lo Ping *Chen Ming* [Hong Kong], 1 Jan 97, n° 231, pp 6-9 [*Journal Discloses « Secrets » About PRC Spy Network* FBIS-CHI-97-016 1 Jan 1997]

Chapitre 7

Le renseignement mondialisé de Jiang Zemin

À chaque chapitre son mort. Son océan de larmes. Son mystère noyé dans les volutes d'encens et les oraisons funèbres. On en frémit tandis que des policiers bavarois découvrent la scène tragique d'un suicide, le 26 juin 1999, à l'Institut des affaires d'Extrême-Orient de l'université Ludwig-Maximilian de Munich. On croirait une scène d'*Inspecteur Derrick,* le feuilleton qui a achevé de se tourner après vingt-cinq ans d'enquêtes télévisées, et que la jeune morte regardait avec amusement grâce à des cassettes vidéo quand elle étudiait le chinois à Shanghai. Hélas ! La voilà passée de l'autre côté du miroir, versant cadavre qu'on emporte à la morgue.

Trois jours plus tard, le journal *Münchner Kurier* annonce furtivement qu'une jeune femme a été retrouvée morte dans un appartecnt qui dépend du département de sinologie. Et c'est seulement le 3 juillet que paraît un faire-part dans la *Süddeutsche Zeitung* à l'instigation des professeurs, des collègues et des étudiants de l'institut à la mémoire de la suicidée.

In namen loser Trauer um
Violetta Zhang
13-11.1965 – 26.6.1999
Die Professoren, Mitarbeiter und Studinrenden am
Institut für Ostasienkunde
Der Ludwig-Maximilians-Universität München

À 34 ans, Violetta, qui porte un patronyme chinois, suite à un mariage raté avec un Shanghaïen nommé Zhang Zhongping, mais qui est blonde aux yeux bleus, et tout ce qu'il y a de plus allemand, vient de mourir dans des circonstances tellement incompréhensibles que l'enquête conclura : « cause de la mort, inconnue… » Constat confirmé par la commissaire de la police criminelle, une Derrick en jupons, Frau Stephanie « Glück », dont il est désormais interdit, par décision de la justice bavaroise, de donner le vrai nom…

Pourquoi cela ? Parce que l'ami le plus proche de Violetta a voulu mettre cette policière en accusation dans un manuscrit qu'il a rédigé, décrivant son investigation comme marquée au sceau de l'incompétence professionnelle ou, bien pis, d'une volonté délibérée de cacher ce qui est vraiment arrivé à la jeune morte… Suite à un référé en 2006, il a fallu se plier à cette censure, mais il m'est toutefois possible de relater cette ténébreuse affaire. Je crois important de le faire.

Pour Armin Witt, journaliste, né en 1950, et l'auteur du manuscrit, beaucoup trop de zones d'ombre persistent et appellent un éclairage particulier. Il n'est pas le seul à le penser : la chaîne de télévision RTL2, pour laquelle il lui est arrivé de travailler, a réalisé un documentaire pour reconstituer les faits et poser les questions qui fâchent.

Par exemple : pourquoi les autorités – pompiers, police, enquêteurs judiciaires –, ne s'accordent pas entre elles sur le moment de la découverte du cadavre ? Pourquoi la police a dit que Violetta s'était tranché les veines, alors que le rapport d'autopsie – que j'ai devant les yeux – ne le mentionne pas ? Aucun sang n'a coulé. Ni sur elle, ni sur le sofa de cuir sur lequel on l'a retrouvée, affalée dans son petit studio de l'institut. Pourquoi n'a-t-on pas enquêté auprès des autres résidents qui pouvaient se trouver sur le site ce samedi-là ? Pourquoi le rapport du légiste affirme qu'une seringue a plongé profondément dans sa poitrine ? Qui a vraiment écrit le mot laissé en évidence sur la table ? « Cher Armin, tu as raison, et je vois bien à présent. Je pars sans toi, je ne supporte pas la vie. C'est la faute à personne. Je t'en prie, pardonne-moi, quand tu le sauras. J'ai pour toi beaucoup d'amour. Violetta. » Et alors qu'elle disait, deux jours plus tôt, à sa

famille qui en a témoigné depuis, « Grâce à Armin, j'ai mis de l'ordre dans ma vie…[1] »

Pour comprendre, il faut remonter à une aventure commune qui leur est arrivée quand ils ont décidé de faire une croisière en Chine. Depuis longtemps, cette spécialiste de l'époque des Tang rêvait de naviguer en mer de Chine. Armin et son amie sont d'abord allés début 1998 à Shanghai où elle avait étudié le chinois autrefois. Puis, de là, ils espéraient organiser un voyage, début 1999, à bord du yacht que le journaliste avait acheté en Yougoslavie, le *Galaxy*. Le couple a pris des contacts, grâce au consul à Shanghai, Krüger, avec l'ambassade de Pékin, y compris avec son ami l'attaché militaire. Ils ont même envisagé d'aider au démarrage d'un projet touristico-commercial entre l'Allemagne et l'île de Hainan au sud de la Chine où le *Galaxy* devait mouiller.

C'est là que l'histoire a chaviré, quatre mois avant la mort de Violetta. Les autorités chinoises se sont-elles méfiées parce qu'Armin était journaliste, mais venait avec un visa de touriste ? Parce que Violetta parlait trop bien le chinois ? Parce qu'ils étaient en possession de cartes marines, classées « secret » en Chine et d'un livre bourrées d'anecdotes sur les réseaux des Chinois d'outre-mer, d'un auteur mal considéré par Pékin, Sterling Seagrave ?

L'île de Hainan est particulièrement protégée – même si l'on y fait du tourisme de nos jours – à cause de ses nombreuses installations militaires et ses stations d'interception électronique. C'est dans cette île, par exemple, que la chasse chinoise obligera un avion-espion EP-3E de l'US Navy à atterrir le 1er avril 2001 pour le « cannibaliser » ensuite…

De plus, à l'époque des faits, le gouverneur Ruan Chongwu est non seulement un ancien ministre de la Sécurité publique, mais il s'intéresse particulièrement à la RFA. Et pour cause. De 1978 à

1. Armin Witt, *Violetta – Ein Tatsachenroman über chinesische Spionage im Westen* (Violetta, un roman vrai sur l'espionnage chinois à l'Ouest). Voir le site www.violetta-zhang.de

1983, le maître de Hainan a même été conseiller à l'ambassade de son pays de Bonn, chargé du renseignement scientifique et technique. Bien sûr, réformateur proche de Hu Yaobang, Ruan a plutôt voulu donner une image rassurante de la police, proche du peuple, lorsqu'il en a détenu le portefeuille jusqu'en 1986.

Il est plus que raisonnable de penser que pour Wang Yunji, le chef du Guoanbu, la Sûreté de l'État, à Hainan, et pour ses patrons à Pékin, les deux touristes maladroits auraient pu être des « honorables correspondants » du BND (*Bundesnachrichtendienst*), le service secret allemand…

Violetta a-t-elle traîné à son insu cette réputation ou bien a-t-elle été contactée véritablement par le service fédéral du fait de ses connaissances de la Chine ? A-t-elle été surveillée désormais par les agents du Guoanbu au consulat de la Romanstraße, à Munich, d'autant plus actifs que le quartier général du BND est à leur porte, à Pullach près de la capitale bavaroise ? D'aucuns pensent que, puisqu'elle portait un nom chinois, elle avait une obligation envers ce pays. Qu'elle l'avait en quelque sorte trahi. Ce qu'on lui aurait fait payer cher…

L'affaire Violetta Zhang porte tous les stigmates d'un crime maquillé en suicide au profit d'une raison d'État. Où l'on maquille un crime pour ne pas mettre en cause un pays avec lequel on veut rester en bons termes. En admettant que Violetta Zhang ait été tuée par les Chinois, les services allemands – ayant compris le message – n'allaient tout de même pas déclencher une guerre pour autant. Armin Witt pense que son amie Violetta a peut-être découvert quelque chose qu'elle n'aurait pas du savoir autour de l'institut ou du China Forum, le cénacle académique dont elle a la charge comme secrétaire à l'institut. Et surtout que celui-ci a été infiltré par les services chinois… Il s'interroge aussi sur le rôle exact de son ancien mari, M. Zhang, et sur ses mouvements, de Suède où il travaillait pour une entreprise de téléphonie, à Munich à cette époque[2].

2. Communication d'Armin Witt à l'auteur, le 21 novembre 2007.

Je me suis penché sur la question. Il est certain que les services secrets chinois essaient fréquemment de pénétrer les instituts et centres de recherche étrangers dont leur pays est l'objet d'études. *The Chinese are watching the China watchers !* – « Les Chinois épient les observateurs de la Chine ! », – aiment à dire les sinologues anglo-saxons.

Et encore plus s'ils sont persuadés qu'il s'agit de couverture comme ils en fournissent eux-mêmes à leurs propres services. En Allemagne, ce n'est pas entièrement faux, on retrouve d'anciens collaborateurs du BND dans les instituts de Francfort, de Hambourg ou de Munich.

Les Chinois balisent ces organismes en provoquant des contacts, des échanges académiques. À l'époque, une analyste de l'Institut des études contemporaines internationales (CICIR ou *Xiandai Guoji Guanxi Yanjiusuo*) qui n'est autre que le centre d'analyse du Guoanbu, quadrille l'Allemagne et étudie ces instituts. Cette germaniste de premier plan, Mme Lü Yaokan, rédige même des mémorandums sur les divers instituts, par exemple sur l'Institut fédéral d'orientalisme et d'études internationales[3].

À Pékin, Mme Lü avait la charge de suivre ce type d'affaire. C'est une responsable de stratégie européenne, et surtout des affaires allemandes, au sein de l'Institut des études contemporaines internationales. Avec le professeur Feng Zhongling – fin connaisseur de la France et de l'Allemagne –, elle analyse et participe à la désignation des cibles du renseignement en RFA, pour le compte du Guoanbu, la Sûreté de l'État, dont elle dépend directement.

---

3. Lü Yaokan, « *Xide-Zhenbang dongfangxue yü guoji wenti yanjiusuo jianjie* » *(Une brève introduction sur l'Institut fédéral allemand d'orientalisme et d'études internationales)*, février 1987.Voir aussi un mémorandum publié dans la revue du CICIR : Lü Yaokun, Feng Zhonglin, *Deguo dui yazhou de zhanlue kaolu ji zhengce taozheng* (Considérations stratégiques de l'Allemagne et ajustement de politique à l'égard de la Chine), *Xiandai guoji guanxi*, n° 5, 1993. [pp. 15-20]. Le prof. Feng est aussi le traducteur en chinois de la biographie de Deng Xiaoping, par Uli Franz (en français : Fixot, 1989).

Le CICIR, think tank *du Guoanbu*

Cependant Mme Lü et son chef Geng Huichang – devenu le patron du Guoanbu en septembre 2007 – ont d'autres soucis que la mort de Fraülein Zhang, qui par effet boomerang met les services chinois sur la sellette. Dans les couloirs du CICIR, dans le quartier de Haidian, à Pékin, un autre suicide – probablement réel celui-là – vient de frapper en plein cœur leur institut.

Un petit monde de 400 analystes qui fait tout pour donner une image sérieuse, académique, la plus distancée possible des services spéciaux. « Nous ne nous occupons que des problèmes de relations internationales, nous n'avons rien à faire avec le renseignement », m'expliquera sans vergogne dix ans plus tard Mme Gao Ying, spécialiste francophone du CICIR.

La mort de Qiu Guanghui, le 26 septembre 1998, est certes très gênante. D'abord à cause des conditions qui l'ont poussé à mettre fin à ses jours, mais surtout parce qu'il était le chef par intérim du Bureau du Guoanbu, qui chapeaute l'Institut des études contemporaines internationales. Autrement dit, il jouait l'interface entre ce *think tank* et les écoles de formation pour les futurs officiers et agents de renseignement.

Né en 1956, Qiu avait suivi un parcours classique. Il avait étudié la stratégie à l'Académie de commandement militaire de l'état-major de l'APL tandis que sa femme était instructrice à l'Académie de la diplomatie. Au début des années 1990, spécialiste du contre-espionnage, il voyage à Hong Kong, en Australie, au Japon, dans le cadre d'« acquisitions matérielles », une appellation masquant à peine l'espionnage technologique. Mais au cours de ses missions, il s'est adonné à une passion, très répandue en Chine, celle du jeu. Dans l'atmosphère fébrile et enfumée des casinos, il perd des sommes folles, attribuées à des frais de mission. À la façon de *Notre agent à La Havane*, l'inénarrable roman de Graham Greene, Qiu invente des agents fictifs rétribués par ses soins pour justifier ses notes de frais

faramineuses. Une pratique bien connue des escrocs au renseignement dans les services du monde entier.

Sous l'empire de cette passion, il aurait perdu 2 millions de dollars de Hong Kong dans l'enfer du jeu de Macao à la veille de la rétrocession de la colonie portugaise. Qiu cache bien son jeu. Deux ans plus tard, ce passionné de mahjong et autres passe-temps ruineux est muté à la centrale de Xishan, à Pékin Ouest. Il devient à la fois membre du comité du Parti communiste au sein du Guoanbu, et patron du Bureau qui chapeaute l'Institut des études contemporaines internationales. Le comité du PCC au sein de chaque ministère a pour objet de veiller à la pureté idéologique et à la bonne application des consignes des dirigeants au sein de ladite institution. Le service secret n'échappe pas à cette règle. Qiu est donc bien placé pour dissimuler ses propres agissements.

Manque de chance : à la fin du XX^{e} siècle, de nombreuses investigations sont lancées pour éradiquer la corruption endémique qui touche les cadres de l'État chinois. Les « rumeurs des petites rues » laissent entendre que Jiang Zemin en profite pour camoufler les turpitudes de sa propre faction, le « clan de Shanghai »... Les gens sont méchants !

Déjà en septembre 1998, un officier du Département politique de l'APL, le major Jiang Shengmao, se retrouve sur le gril pour concussion, car il a détourné de l'argent d'entreprises gérées par le quartier général de l'état-major. Tels sont les avatars de la privatisation d'une partie de l'APL. Jiang se suicide.

Au suivant ! Vient le tour de Qiu le flambeur. C'est dans le cadre d'une enquête sur la corruption au sein d'une entreprise chinoise de Hong Kong que la Sécurité militaire s'est rendu compte qu'1,2 million de dollars avaient été prélevés par Qiu pour jouer. Il nie farouchement et explique que les missions secrètes coûtent cher. Convoqué devant le comité de parti et le comité de discipline du Guoanbu, il est démis de ses fonctions le 25 septembre, par le nouveau patron du Guoanbu, Xu Yongyue. Le lendemain samedi,

il se serait suicidé chez lui en avalant sa pharmacie tout en s'asphyxiant au gaz[4].

Ce fait divers illustre le climat qui prévaut tandis qu'on remodèle les services de sécurité. Sur quel empire régnait donc Qiu ? L'un des quelque 2 500 *think tanks* ou « laboratoires d'idées », créés à l'époque de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin. Mais aussi l'un des plus prestigieux jusqu'à une époque récente.

Les tourbillons de la Révolution culturelle ont brassé tellement d'événements que le lecteur a peut-être oublié que le CICIR, créé en 1965, était l'un des rares instituts de recherche que Mao a laissé partiellement ouverts, en pleine tourmente, dans les années 1960 et 1970[5]. En dépit de la grande tornade rouge dans le pays, les analystes étudiaient la guerre au Viêt-Nam, la crise entre les États-Unis et la Corée du Nord après la capture du navire-espion *USS Pueblo* par les gardes-côtes de Kim Il-sung, les événements français de mai 68 qui mettaient en péril « de Gaulle, l'ami de la Chine », l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie de l'été 1968 ou encore l'incident de frontière sino-soviétique en 1969. C'est d'ailleurs cette année-là que certains qui avaient été envoyés à la campagne pour leur « rééducation » dans ce qu'on a appelé les « écoles du 7 mai » ont rejoint leurs camarades restés à Pékin.

Avec le retour de Deng Xiaoping au pouvoir, le CICIR est tombé sous la coupe du Conseil des affaires d'État, c'est-à-dire le gouvernement, et pour mieux maquiller l'entreprise, on invitera au fil du temps de vrais étudiants. De sorte que, de nos jours, on peut y décrocher un diplôme de master (2 ans) ou un doctorat (3 ans) en « relations internationales ».

En réalité, l'institut est passé du contrôle du Département des investigations du parti (*Diaochabu)* au ministère de la Sûreté de

4. *Cheng Ming,* Hong Kong, 1998. article de Yue Shan ; *Inside China Mainland,* n° 241, Institute of Current China Studies, Taipei, janvier 1999.

5. Certains historiens font remonter la naissance de l'ancêtre du CICIR à l'époque de la guerre antijaponaise quand Zhou Enlai a créé un premier institut au contact de la mission Dixie de l'OSS américaine et de l'antenne du Kominern à Yan'an pour les espionner.

l'État – le *Guoanbu* – quand celui-ci a vu le jour en 1983 et dépend désormais de lui, tant sur le plan administratif que budgétaire[6]. Dans le jargon des services, il est homologué comme organisme « ouvert » (*gongkai)* afin de faciliter la récolte du renseignement à travers les échanges. Si les quelque 400 membres de cet institut fournissent des analyses pointues sur le moindre événement géopolitique, sa richesse résulte de ce que les chercheurs du CICIR, vieux professeurs et jeunes cadres, nouent des liens avec des milliers d'universitaires et de décideurs de tous les pays, et organisent des échanges académiques avec les centres de recherche stratégique à l'étranger.

Travaillant en l'an 2000 dans un institut comparable au Japon, je me suis aperçu qu'une des astuces que les Chinois – et leurs amis nord-coréens – utilisent, consiste à pratiquer un échange de chercheurs entre deux institutions, de sorte que ceux-ci bénéficient ainsi de la carte de visite d'un centre de recherche étranger pour s'introduire dans les cercles les plus fermés du pays hôte, voire de pays tiers.

Le CICIR de Pékin est le rare exemple sur la planète d'un *think tank* qui se présente comme cent pour cent académique et cent pour cent intégré au renseignement relié au fil du temps d'abord au 8e et à présent aux 11e et 13e Bureaux du Guoanbu.

« L'Institut des études contemporaines internationales est la section d'analyse du ministère de la Sûreté de l'État », confirme le renseignement américain par la plume de Nicholas Eftimiades, expert des affaires chinoises tour à tour de la CIA, puis de la DIA (*Defense Intelligence Agency*)[7].

De plus, le CICIR n'hésite pas à coopter pour une mission spécifique ou une recherche ciblée des universitaires ou des membres des services secrets du parti, de l'État ou de l'armée. Ainsi Mme Gao Ying déjà

6. David L. Shambaugh, « China's National Security Research Bureaucracy », *in The China Quarterly,* n° 110, juin 1987. En 1999, toutefois, le CICIR repasse sous le contrôle du PCC d'où il est originaire, mais n'en continue pas moins à constituer un organisme semi-ouvert de renseignement.

7. Nicholas Eftimiades, *Chinese Intelligence Operations,* Naval Institute Press, Annapolis, 1994.

citée m'a assuré qu'elle retournait à l'été 2007 dans une université après avoir terminé son travail particulier de trois ans au CICIR. Il s'agissait, en l'occurrence, de réaliser des rapports sur le terrorisme international sous l'égide du professeur Li Wei[8]. Grand voyageur devant l'éternel, ce dernier est à la fois directeur des recherches sur l'antiterrorisme au CICIR, directeur du Bureau antiterroriste (*fankongbuju*) du Guoanbu et en même temps de celui du Gonganbu. Il peut s'enorgueillir d'être l'une des chevilles ouvrières du dispositif antiterroriste pour les jeux Olympiques d'août 2008.

Au surplus, ces chercheurs vont sur le terrain pour analyser une situation, n'hésitant pas à cheminer sur des terrains malaisés, l'Afghanistan des talibans par exemple, et à jouer parfois des rôles d'intermédiaires dans des conflits entre factions belligérantes d'un même pays. L'envoi d'agents itinérants sur des périodes courtes est plus difficile à suivre pour le service de contre-espionnage du pays concerné, plus habitué à la routine des officiers sédentaires du Guoanbu sous couverture diplomatique.

On voit de plus en plus d'analystes de ces services et instituts accompagnant des délégations politiques et commerciales de haut niveau dans leurs périples étrangers. Pendant l'année 2007, la mode était naturellement aux voyages en Afrique sous la tutelle du spécialiste du CICIR pour les problèmes énergétiques et le continent noir, Xu Weizhong[9].

Enfin, jouant sur les relations internationales plus ouvertes, les analystes du CICIR organisent eux-mêmes des conclaves en Chine où sont invités des représentants d'instituts étrangers. À charge pour

8. L'un des rapports du prof. Li Wei et de Mme Gao Ying a été publié officiellement par le CICIR en 2004, avec pour coauteursYang Mingjie, Chen Jiejun et Shi Gang sous le titre : *International Counter-Terrorism : Inspiration from Current Predicament.* C'est essentiellement une compilation résumée de ce qui s'écrit en Occident au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

9. Voir Dossier spécial « Chine-Afrique », *La Lettre de l'océan Indien,* novembre 2006, ainsi que les articles concernant les Chinois en Afrique, depuis 1992, sur le site : www.AfricaIntelligence.fr

la puissance invitante de séduire ces derniers afin de provoquer des échanges réguliers d'informations, voire d'enclencher un mécanisme de recrutement de chercheurs étrangers, appuyé grâce à divers avantages en nature : argent, sexe, programme de randonnée touristique, publications d'articles ou de livres, et le statut gratifiant d'« ami de la Chine ».

Ces colloques sont agencés avec d'autres organismes tel l'Institut des études stratégiques internationales (CIISS), pseudopode du renseignement militaire (APL-2), de l'Académie des sciences sociales, de l'Institut des études internationales de Shanghai et bien d'autres encore.

Ces instituts, chambres d'échos, centres d'analyses proprement chinois se regroupent régulièrement sur des thématiques qui permettent de recouper les informations et les grandes tendances.

« Nous organisons de fréquentes réunions avec les gens du CICIR ou encore le Département du travail de front uni, qui joue un rôle très important dans le renseignement extérieur, par exemple dans mon domaine de prédilection, les États-Unis, m'explique le professeur Liu Jianfei, directeur de la division Affaires étrangères de l'Institut des études stratégiques internationales, autre organisme de premier niveau qui dépend de l'École centrale du Parti communiste[10]. Cette école est une sorte d'ENA à la chinoise qui ne se contente pas de former les cadres dirigeants mais peaufine aussi les nouvelles orientations stratégiques.

À la faveur d'un long entretien avec le professeur Liu, dans un pavillon à l'ancienne de l'*Hôtel de l'Amitié*, à Haidian, où sont installés divers d'organismes d'État, je m'aperçois qu'un véritable « système en épi » préside au travail des chercheurs de l'information stratégique, étroitement liés au renseignement. Il suffit de se promener dans ce quartier de Haidian, au nord-ouest de Pékin, pour se rendre compte que c'est là que se trouvent les principaux organismes de renseignement civil tels que le CICIR. Celui-ci avait d'abord élu domicile dans un bâtiment

10. Entretien à Pékin, le 29 juin 2007.

sous contrôle militaire puis à l'université de Qinghua, le MIT chinois, avant de se faire construire un bâtiment flambant neuf avec ses salles de conférences, sa bibliothèque (500 000 ouvrages référencés sur les relations internationales) ses divers salons pour des réunions plus intimes[11].

Le CICIR y édite aussi ses publications : le bulletin interne « Recherches des relations internationales » (*Guoji Guanxi Yanjiu)* classé « secret » et destiné aux dirigeants du Guoanbu ainsi qu'aux membres du gouvernement et du parti. De même qu'une revue mensuelle « Les Relations contemporaines internationales » (*Xiandai Guoji Guanxi*) accessible à un plus grand public. Enfin sont publiés des manuels comme celui sur le terrorisme réalisé par le Prof. Li Wei, ou encore des synthèses telle *L'enquête sur les ressources stratégiques globales*, un sujet crucial pour l'économie chinoise très gourmande en nouvelles sources énergétiques[12]. De ce point de vue, le Guoanbu a manifestement imité la CIA, qui publie des documents de référence accessibles au grand public. Les chercheurs chinois sont de plus en plus demandés par les médias, et, jouant la politique de l'ouverture, il n'est pas rare de voir tel ou tel analyste à un programme de la télévision CCTV expliquer se qui se passe au Darfour ou en Irak. D'autres sont devenus des « stars » à l'étranger : ainsi le professeur Yan Xuetong, un diplômé de Berkeley, qu'on a beaucoup vu sur CNN parler de sécurité globale, voyageant une fois par mois dans un pays étranger sur invitation, avant de vouloir quitter le CICIR qui, à son avis, va de plus en plus perdre de son aura au profit d'autres instituts, y compris militaires, aux analyses beaucoup plus fines… Au point qu'il a préféré prendre la direction de l'Institut des études internationales, rival, en 2007.

Quoi qu'il en soit en 1993, suivant les grands chambardements géopolitiques issus de la fin de la guerre froide, l'institut du Guoanbu est remodelé, avec à sa tête de nouveaux responsables, et l'on passe de sept à onze sections de recherche :

---

11. Le CICIR a désormais un site : http://www.cicir.ac.cn

12. CICIR – Chen Fengyi (éd.) *Guoji Zhanlüe ziyuan diaocha,* Shishichubanshe, Pékin, 2005.

Institut des relations contemporaines internationales

Directeur : Chen Qurong
Adjoints : **Xu Dan** (éditeur du journal), **Song Baoxian**, **Lu Zhongwei** (ce spécialiste du Japon est directeur à partir de 2000)
Geng Huichang (le seul de l'ancienne équipe à ce poste depuis juillet 1986)
1. Division pour les études de l'Europe orientale et de l'Asie centrale
2. Division des études d'Amérique du Nord
3. Division des études d'Europe de l'Ouest
4. Division des études de l'Asie du Nord-Est
5. Division des études africaines et du Moyen-Orient
6. Division des études latino-américaines
7. Division des études des grandes personnalités mondiales
8. Division des études de l'environnement social international
9. Division des études globales
10. Chine et division mondiale
11. Division des changements mondiaux

Ces divisions géographiques correspondent *grosso modo* à celles du ministère des Affaires étrangères et à celles du Guoanbu. La Division 7 intéresse particulièrement la Direction centrale pour ce qui concerne l'application concrète d'opérations spéciales selon l'étude personnalisée de chefs d'État. Un « chasseur de tête » suit un dossier très pointu et requiert l'aide des postes de renseignement à l'étranger pour pouvoir agir. Au milieu des années 1990, Zhang Liangen, un spécialiste de la France, suit particulièrement Jacques Chirac et ses relations avec les États-Unis et le Japon. Pendant ce temps, l'africaniste Liu Yueming compile des informations sur le Togolais Gnassingbé Eyadéma, le doyen des chefs d'État du continent noir, tandis que Chen Shuangqing veut savoir si Bibi Netanyahu, le patron du Likoud qui est devenu le Premier ministre d'Israël, va poursuivre le processus de paix avec l'OLP, impulsé par les accords d'Oslo…

Jiang Zemin et le contrôle des services

À cette époque, le secrétaire général et président Jiang Zemin poursuit sur la voie tracée par Deng Xiaoping en cherchant à développer des structures de renseignement et d'analyse qui permettraient pour la première fois à la Chine de se hisser au niveau des Américains. C'est la raison pour laquelle il va demander à son chef de cabinet et éminence grise dans ce domaine, le Shanghaïen Zeng Qinghong, de donner forme à un nouveau Conseil national de sécurité à la pékinoise.

Un chercheur de renom, Ding Yifan – ancien correspondant à Paris du quotidien *Clarté* (*Guangming Ribao*) et animateur de l'Institut du développement mondial – me donne la clef de cette tentative de création d'un organisme qui coordonnerait la totalité de l'analyse du renseignement, tout en offrant une vision fine de la situation mondiale. « Il y a une différence fondamentale entre la vision et la stratégie de Jiang Zemin et – actuellement – celles du président Hu Jintao. Jiang avait de bonnes relations avec les États-Unis contrairement à l'époque actuelle vu les difficultés de relations avec l'administration Bush. D'autre part, Jiang avait une vision globale – disons mondiale – tandis que Hu et le Premier ministre Wen Jiabao veulent d'abord renforcer les positions en Asie où il est question de créer un marché unique avec une zone de libre-échange dans le cadre de l'ASEAN. C'est pourquoi à cause de cette vision mondiale, Jiang Zemin a voulu créer un Conseil national de sécurité, mais on ne peut pas dire que cela ait particulièrement bien fonctionné[13]. »

Sans doute y a-t-il un embouteillage propre au système chinois, hérité d'une structure impériale très centralisée, le tout mâtiné d'une tradition néo-stalinienne qui limite beaucoup l'esprit d'entreprise commun aux services de renseignement occidental.

Mais à côté des changements proprement structurels qui accompagnent les besoins croissants de connaissance et d'outils de décision,

13. Entretien à Pékin, le 20 juin 2007.

dans le système communiste chinois, le poids du plan politique et des batailles de factions demeure essentiel.

La mainmise de Jiang Zemin sur la galaxie des services secrets s'est déroulée en deux temps, en utilisant l'échéance des congrès du Parti communiste, le 14e et le 15e cinq ans plus tard, comme moyens de les remodeler. Je résume : en 1992, au cours du 14e Congrès, Jiang Zemin et Deng Xiaoping se débarrassent du clan des demi-frères Yang, Shangkun et Baibing, qui les ont aidés à réduire les opposants de Tiananmen mais pèsent désormais trop lourds dans la balance.

À tel point que l'on murmure qu'avec ceux-là à la tête de l'armée, on risque un nouveau coup de force, comme celui qu'on a attribué onze ans plus tôt au maréchal Lin Biao. Les Yang sont habilement évincés, et du même coup la structure du renseignement militaire va aussi se modifier, ce qui est d'autant plus nécessaire qu'avec la première guerre du Golfe de 1991, suite à l'invasion du Koweit par Saddam Hussein, les Chinois ont acquis la conviction que l'on est entré dans une nouvelle ère de la guerre et du renseignement.

Pour faire bonne mesure, allié des frères Yang, le Premier ministre Li Peng, le « bourreau de Pékin », est à son tour écarté. Mais à une condition essentielle qu'il a imposée comme garantie d'une retraite sans souci : que son secrétaire et spécialiste de la sécurité, Luo Gan, soit maintenu dans les sphères dirigeantes de ses domaines de prédilection.

Un phénomène identique se manifeste concernant Qiao Shi. À l'occasion du 14e congrès du parti de 1992, celui-ci doit abandonner le contrôle du secteur de la sécurité et des services spéciaux. Il est « aspiré par le haut » en décrochant la charge de président de l'Assemblée nationale populaire, ce qui est plus prestigieux que d'être le patron des services secrets. À l'étranger, Qiao Shi se voit affubler du surnom d'« Andropov chinois », au sens qu'on accorde à l'ancien patron du KGB, devenu réformateur en URSS et qui avait mis sur orbite Mikhaïl Gorbatchev en 1987… Ce qui pour la vieille garde chinoise n'est pas exactement un compliment. Car en 1992 justement l'URSS a implosé, le KGB a été démantelé, le PC soviétique a perdu le pouvoir.

À cette époque, la hantise de Deng Xiaoping tient en un mot « Solidarité », du polonais *Solidarnosc !* En effet, après tout ce qui s'est passé en Europe orientale et dans la Chine de 1989, voilà le cauchemar du « Petit Joufflu » : le schéma du syndicat clandestin de Lech Walesa, soutenu par la majorité des Polonais et, pêle-mêle, par des confédérations internationales de syndicats, le Vatican de Jean-Paul II, les intellectuels démocrates, la CIA, l'ensemble forçant le Parti communiste polonais à négocier puis à quitter le pouvoir…[14] Et le tout sans violence, ou presque. Jiang Zemin a bien compris ce qui chagrine son mentor. À partir des années 1990, la stratégie d'ouverture sur le monde, voire d'entente cordiale commerciale avec les États-Unis, va s'assortir de campagnes de répression importantes contre le crime et la dissidence. Une répression particulièrement menée par Tao Siju, le ministre de la Sécurité publique.

« Tao Siju a annoncé la création de "brigades d'intervention", capable de "renifler" à l'avance tout projet de sabotage et de manifestation, explique Éric Meyer, alors correspondant du *Soir* de Bruxelles et de France Inter à Pékin.

Il poursuit :

« Cependant les *Nouvelles de la Sécurité publique* réclamaient le 13 novembre un renforcement de l'espionnage intérieur et extérieur en matériel et en hommes. Opinion qui peut paraître bizarre et extrême, alors que Pékin grouille déjà d'espions et d'indicateurs dans chaque magasin, à chaque coin de rue, suivant (par exemple) le moindre mouvement de tout étranger (de l'étudiant boursier à l'homme d'affaires) et des Chinois qui les fréquentent. […]

À l'extérieur, la Chine aurait programmé, d'après le *Morning Post* de Hong Kong, un gonflement massif de ses effectifs secrets installés dans les ambassades sous identité de diplomates ou de journalistes, notamment aux États-Unis et en URSS. […]

---

14. Le journaliste de Hong Kong Willy Wo-Lap Lam détaille la tournure d'esprit de Deng à ce propos dans *China after Deng Xiaoping (The Power Struggle in Pékin since Tiananmen),* P.A. Professional Consultants Ltd, Hong Kong, 1995.

« Tout ceci laisse apparaître deux choses : que l'espionnage demeure, aujourd'hui, un des piliers les plus solides assurant la survivance de ce régime dictatorial, et que pour son travail, la Chine est prête à payer, sans compter et de plus en plus ![15] »

Face à cette situation post-Tiananmen qui a semblé donner un coup d'arrêt aux réformes, Qiao Shi, l'ancien responsable des services qui avait hésité à réprimer le mouvement démocrate en 1989, aspire à conférer une importance plus grande au Parlement et à relativiser le rôle du Parti communiste chinois…

Un débat d'autant plus difficile qu'au début des années 1990 les dirigeants vont lancer un culte de la personnalité concernant le vieux Deng Xiaoping et son œuvre, dans le but inavoué d'utiliser ce paravent pour avancer leurs pions.

Bien qu'ils aient été clandestins ensemble à Shanghai en 1949, les deux hommes – Jiang Zemin et Qiao Shi – ne s'apprécient guère. Qiao jouit d'une plus grande aura dans le parti et semble bien avoir voulu ravir à Jiang le poste de secrétaire général autour des événements de juin 1989.

Parmi les plaisanteries de l'époque, on adore raconter celle-ci : « Quand baisse le cours de la rivière (*jiang*), prend de la hauteur la grande pierre (*qiao shi*). »

Zhongnanhai a eu recours à Qiao Shi pour organiser la traque aux dissidents, mais ce danger s'estompe au fil des ans. Jiang et son clan shanghaïen pensent pouvoir le pousser vers la sortie avec l'aide de vieux conservateurs inquiets de voir poindre un nouveau projet réformateur.

Mais l'on ne se débarrasse pas de Qiao Shi d'un seul revers de la manche. Ce dernier maintient naturellement ses liens invisibles, ses *touming guanxi,* avec le monde du renseignement et il parvient à imposer certains de ses hommes aux postes clefs tel Ren Jianxin,

15. « La Chine investit massivement dans l'espionnage » *in Le Soir,* 19 décembre 1991. En 2008, Éric Meyer publie de Pékin une lettre d'informations *Le vent de la Chine* : www.leventdelachine.com

secrétaire de la Commission politico-légale qui a chapeauté le renseignement, avec comme adjoints, Luo Gan, mais aussi Jia Chunwang, le patron du Guoanbu.

Une cohabitation assez compliquée si l'on considère par exemple les accrochages entre Luo Gan et Qiao Shi, suite aux événements de Tiananmen pour le contrôle de la Police armée populaire (PAP), alors estimée à 800 000 hommes, et qui est passée de la tutelle de la Sécurité publique à celle de la Commission militaire centrale du parti que va présider Jiang Zemin après la mort de Deng Xiaoping en 1997[16].

Un autre dirigeant pourtant inféodé à Qiao Shi s'occupe désormais de problèmes de sécurité : Wei Jianxing dirige à partir de 1992 également la Commission de discipline du parti.

Tout en tenant compte de ces responsables placés en embuscade, le secrétaire général Jiang Zemin doit favoriser l'ascension de ses propres hommes, en général liés au clan de Shanghai. Le plus important, aux attributions similitaires à celles de Qiao Shi dans la nouvelle période, c'est Zeng Qinghong, celui à qui a été imparti de former un Conseil de sécurité.

Ce Hakka originaire de Shanghai est « monté » à Pékin avec Jiang Zemin, dont il est le secrétaire au moment de l'affaire de Tiananmen. Il est le fils de Deng Lujin, une héroïne de la Longue Marche et du général Zeng Shan, instigateur du premier soviet chinois dans le Jiangxi, arrivé à Yan'an, en provenance de Moscou en 1937 avec Kang Sheng, le « maître des ténèbres », et futur ministre de l'Intérieur[17].

De 1993 à 1997, Zeng sera le patron du très puissant Département des affaires générales du PCC au sein duquel sont élargies certaines fonctions habituellement dépendantes du secrétariat, dans lequel on doit tenir compte des diverses factions. Il commence par accroître son

16. Murray Scot Tanner, *The Institutional lessons of disaster : reorganizing the People's Armed Police After Tiananmen,* Oxford University Press, 1998.

17. Voir sa biographie : Su Duoshou, Liu Mianyu, *Zeng Shan Zhuan,* Jiangxi Chubanshe, 1999. Et celle de Zeng Qinghong : Wu Kegang, *Zeng Qinghong – Zhongong Xiang'ao da guanjia,* (Zeng Qinghong, le gardien de Hong Kong et Macao), Xinhua Publishing, Hong Kong, 2004.

personnel désormais au nombre de 350 fonctionnaires[18]. Ces secteurs incluent la recherche politique, la politique économique, les archives du parti et la sécurité rapprochée des dirigeants.

Comme l'avait fait Mao, Jiang Zemin accorde de l'importance au Bureau central des gardes et à ses régiments, réorganisés après Tiananemen avec à leur tête Yang Dezhong – l'ancien garde du corps de Deng Xiaoping – et surtout You Xigui, son propre gorille shanghaïen. Ce dernier sera promu général, et sa présence constante auprès de Jiang, en particulier dans les voyages à l'étranger, indique que le chef du Bureau central de sécurité ne se contente pas de protéger physiquement les dirigeants, mais joue un rôle de conseiller et de pilier du renseignement politique.

Autre exemple d'organisme qui monte en puissance à la fois sur le plan renseignement et décisionnel, le Bureau de recherche politique (*Zhengce yanjiushi)*, dirigé par Teng Wensheng qui était autrefois un responsable du Bureau d'investigations du parti *(zhongyang diaochabu)*, mais qui a partir de la mi-juin 1989, avec l'arrivée de Jiang Zemin au premier plan, a été chargé d'animer le nouveau service[19].

À l'ère Jiang Zeming, une myriade de « groupes dirigeants de travail » *(gongzuo lingdao xiaozu)* concernant les problèmes stratégiques et sécuritaires voient le jour : sur « les affaires de Taiwan », « pour maintenir la stabilité sociale », « sur la sécurité nationale », *i tutti quanti*... De même, Zeng Qinghong va reformater l'organisme dépendant à la fois du gouvernement, le Conseil des affaires d'État, et du parti, chargé de définir les grands axes de la diplomatie, le Bureau pour les affaires étrangères (*Zhongyang waishi*) connu aussi sous son appellation anglaise de

18. Les adjoints de Zeng Qinghong au sein du département d'organisation sont alors : Yang Dezhong (depuis 1982), remplacé en 1997 par You Xigui ; Wang Ruilin (1983), Hu Guangbao (1993), Chen Fujin (1994), Wang Gang (1994) – qui remplacera Zeng Qinghong en 1999 à la direction des affaires générales du PCC – et Jiang Yikang (1996).

19. Teng Wensheng est un « politique » comme le démontre le fait qu'il lui est arrivé d'écrire certains discours de Deng Xiaoping et qu'il aura rang de ministre au tournant du millénaire quand il sera remplacé à la tête de ce service par Wang Huning.

Central Office for Foreign Affairs (COFA). Ce n'est pas un hasard si, au fur et à mesure que la Chine de cette fin de XX^e^ siècle est de plus en plus présente sur la scène internationale, elle utilise des appellations anglo-saxonnes pour ses organismes. Certains responsables trouvent même seyant d'inverser leur nom sur leur carte de visite, prénom avant le patronyme, pour « américaniser » leur profil : comme si on disait « Zedong Mao » au lieu de « Mao Zedong » pour faire plus américain !

Le COFA n'est pas le seul organisme à doubler en quelque sorte le ministère des Affaires étrangères. Il coopère avec un autre service de renseignement politique que nous avons rencontré à plusieurs reprises, du temps de la conquête du pouvoir communiste, puis dans les années 1950 et 1960 sous l'égide de Kang Sheng. Il s'agit du Département des liaisons internationales du Comité central *(Zhonglianbu),* à l'origine calqué sur le Komintern soviétique. Dans les années 1990, il est en train de prendre une importance nouvelle sous l'égide de sa directrice, Li Shuzheng.

Formée dans les mouvements de jeunesse communiste à Shanghai, puis en URSS, Mme Li a grimpé tous les échelons de ce service en vingt ans. À l'époque de Mao, de Zhou Enlai et de Kang Sheng, le DLI établissait des liens avec les partis « frères » marxistes-léninistes. Avec le temps, il a élargi son rayon d'action aux partis communistes traditionnels (envoyant par exemple en 1983 un responsable de sa section Europe, Cao Junjie, à la Fête de l'Humanité du Parti communiste français). Puis avec l'effondrement du communisme européen, le DLI a pris langue avec tous les partis politiques, de gauche comme de droite, l'objectif étant de saisir ce qui se passe dans chaque pays. De nos jours, le DLI est présent dans une quarantaine d'ambassades des pays les plus importants. Son travail est contigu et croise souvent celui du Guoanbu, et certains fonctionnaires passent de l'un à l'autre pour des missions appropriées. De même, il opère de concert avec le Bureau d'investigation du parti mais aussi le Département du travail de front uni, dont – le patron étant vieillissant et sujet à des enquêtes suite à la corruption importante dans son secteur –, c'est aussi une femme, la directrice promise à un grand avenir, Liu Yandong qui mène le bal.

À la manière du Guoanbu, le DLI articule aussi d'autres associations écrans telle l'Association chinoise pour la compréhension internationale (CAIFU), qui fait venir des invités, chercheurs étrangers installés dans l'hôtel *Wanshou* qui dépend de lui, situé dans le quartier de Haidian de Pékin. On a logé, à partir de l'ère Jiang Zemin, le DLI dans un grand bâtiment mais les « bureaux de recherche » – le cœur du renseignement politique – demeurent dans les vieux bâtiments du 4 de la rue Fuxing, qu'il partage avec une maison d'éditions des services spéciaux, Contemporary World Publishers (*Sangdai Shijie Chubanshe*).

Ces dernières années, les dirigeants chinois ont souhaité donner un élan nouveau au DLI en conférant à son directeur le rang de ministre. Ainsi l'imbrication et les passerelles entre les divers services secrets chinois sont multiples. On comprend mieux que, jusqu'à une époque très récente, leurs adversaires du contre-espionnage occidental, indien, coréen ou japonais aient du mal à compiler un véritable *Who's Who* de ces agents spéciaux.

Le « Cheval noir », nouveau chef du Guoanbu

Jiang Zemin s'est ensuite attaqué au gros morceau. Le 18 mars 1998, après treize années de bons et loyaux services à la tête du ministère des espions, la Sûreté d'État, le Guoanbu, Jia Chunwang doit céder son poste, non sans se saisir d'un portefeuille plus lourd en termes d'effectifs. Ce proche de Qiao Shi devient en effet le patron de la Sécurité publique, forte de centaines de milliers de policiers. Il supervise toute la gamme de missions qui lui sont imparties : depuis le contrôle de circulation routière – alors que la vente de voitures explose en Chine –, jusqu'à la gestion du goulag chinois, le *Laogai,* il est vrai en partie cogéré par le Guoanbu pour ce qui concerne les espions et les dissidents[20].

20. Pour le détail voir Harry Wu, *LAOGAI, le goulag chinois,* (préface de Jean-Luc Domenach, éd. Dagorno, 1996.

Le remplace à la tête du Guoanbu, Xu Yongyue, un homme de 56 ans, aux cheveux en brosse, pommettes saillantes, nez camus, yeux sombres au fond d'orbites creuses, lèvres carminées, front bombé d'intellectuel et menton chevalin qui souligne son signe dans l'horoscope chinois.

Car c'est en juillet 1942, l'année du Cheval, qu'il est né à Zhenping, dans la province du Henan et que, par surcroît, son père lui a donné un nom de circonstance quelque peu équivoque : *Yongyue*, « l'éternel sauteur » ! Pas étonnant dans ces conditions qu'on surnomme le maître espion : le « Cheval noir » (*Heima*).

Après deux ans de service dans l'APL, Xu entre à 20 ans en 1962 à l'École de la Sécurité publique de Pékin dont il devient ensuite un enseignant dans une section technique. Adhérant officiellement au parti en 1972, le voici transféré comme secrétaire d'un bureau de l'Académie des sciences, une mutation qui suppose un travail dans le renseignement scientifique.

Le voici en 1976 secrétaire du ministre de l'Éducation Zhou Rongxin, un ami de son père. Or ce père, Xu Mingzhen, – est-ce une surprise ? –, a fait carrière comme agent secret, notamment au Département du travail de front uni (DTFU) et au ministère de la Défense, principalement à Hong Kong et souvent contre Taiwan. Six ans avant le sacre de son fils, en 1992, le vieux Xu sera même l'émissaire secret de Pékin auprès des autorités de Taiwan, au point de rencontrer le président Lee Teng-hui à Hong Kong afin de réchauffer les rapports entre les « deux Chine »[21].

Auparavant, Xu junior est devenu secrétaire du directeur adjoint du Département de la Propagande du Comité central de 1976 à 1982, Zhu Muzhi. Il y fréquente une autre grande figure de l'espionnage pourtant fort discrète : la directrice adjointe Yu

21. Fiche biographique de Xu Yongyue, archives du Bureau 3 – Département « Chine » – du service de renseignement du cabinet du Premier ministre japonais, archives de l'auteur, (Japon, 2000), voir aussi Agnès Andrésy, *Princes rouges, les nouveaux puissants de Chine,* L'Harmattan, Paris, 2003.

Wen, l'épouse du coordinateur des services de sécurité, Qiao Shi...

Mieux encore, Xu devient le secrétaire du patron de la nouvelle Commission d'inspection disciplinaire du parti : « l'immortel » Chen Yun[22]. Deng Xiaoping a choisi en ce dernier tout à la fois l'économiste révolutionnaire et le cofondateur des services spéciaux clandestins du Shanghai des années 1920, pour mener la lutte contre la corruption.

Le même Chen Yun a été aussi le mentor de Qiao Shi : on voit donc qu'avec la nomination de Xu Yongyue, c'est, sinon un opérationnel du renseignement extérieur, un homme du sérail expérimenté qui prend la direction du Guoanbu.

Au moment d'en être nommé patron, il est numéro deux de la province du Hebei, débutant ce qu'il croit être une carrière politique. Mais elle est arrêtée net et les analystes taiwanais ont raison d'analyser sa nomination comme suit :

« Le saut de Xu Yongyue au poste de ministre de la Sécurité d'État a attiré l'attention de divers quartiers. Son entrée réussie au cœur du pouvoir peut s'attribuer aux facteurs suivants :

1) Xu avait un passé solide de travail dans le système de sécurité publique et fut longtemps secrétaire d'hommes d'État du PCC, qui ont beaucoup fait appel à ses services. En particulier, pendant la période au cours de laquelle il fut le secrétaire confidentiel de Chen Yun, il a de nombreuses opportunités de rencontrer Jiang Zemin à Shanghai.

2) Dans le travail qu'on lui a fourni comme secrétaire adjoint du comité provincial du parti pour le Hebei et chef de du travail politico-légal après que Chen Yun a disparu de la scène politique en 1993, Xu a reçu l'approbation du Comité central en reconnaissance de son style de travail persistant, réservé, terre à terre et du profil bas qu'il a su préserver à l'égard des médias.

3) Le ministère de la Sûreté de l'État se charge du service secret, de l'espionnage et du travail de renseignement domestique ainsi

22. L'expression consacrée pour les dirigeants historiques qui ont participé à la Longue Marche.

qu'outre-mer. C'est ce genre de pouvoir qui perpétue la dictature du PCC et qui a toujours été un poste envié par les membres de toutes les factions. Jia Chunwang avait déjà joui d'un long séjour à ce poste de ministre de la Sûreté de l'État. La nomination de Xu à ce département de poids et son inclusion par les membres du "Groupe dirigeant du Comité central concernant le travail sur Taiwan" constitue la relève de la garde du PCC pour préserver sa dictature dans le prochain siècle[23]. »

Mais, surtout, est-on tenté d'ajouter : Jiang Zemin veut un homme sûr pour réorganiser les services d'espionnage extérieur.

Réorganisation du Guoanbu

Robert Lawrence Kuhn, auteur d'une biographie plutôt hagiographique de Jiang Zemin a toutefois raison d'écrire : « Jiang a étoffé discrètement mais radicalement le ministère de la Sûreté d'État, lui donnant de larges pouvoirs pour maintenir l'ordre public et extirper la corruption, en plus de ses fonctions affirmées d'espionnage et de contre-espionnage. La mission du ministère lui imposait de surveiller (et d'espionner si nécessaire) les citoyens ordinaires, les membres du parti, les fonctionnaires du gouvernement, et les ressortissants étrangers. Cela ne passa pas inaperçu qu'en étoffant les Polices armées populaires et le ministère de la Sûreté de l'État, Jiang établissait une base solide pour un pouvoir affiché (et potentiellement intrusif) qui dépassait le cercle de contrôle maintenu par l'organisation du parti à Pékin, dirigé par le combatif Chen Xitong, et par l'état-major de l'APL, dont il n'était pas encore très proche[24]. »

---

23. Yale Y. Chen, « New Minister of State Security Xu Yongyue » *in Inside China Mainland,* Taiwan, June 1998.

24. Robert Lawrence Kuhn, *The Man Who Changed China (The Life and legacy of Jiang Zemin),* Crown Publishers, New York, 2004.

Avant d'élargir les prérogatives du Guoanbu qui a joué un rôle important dans la « prise de Hong Kong » et intensifié ses opérations contre Taiwan et le reste de l'Asie, son nouveau patron Xu doit nettoyer les écuries d'Augias. Il y a eu la sale affaire de Qiu le flambeur, il y a eu aussi, à la même époque, des services alliés que Jiang Zemin veut assainir, tel le Département du travail de front uni du Comité central que dirige depuis 1992 Wang Zhaoguo, ancien gouverneur du Fujian et spécialiste de l'industrie automobile. Nombre des agents du DTFU effectuent des missions de renseignement à l'étranger, grâce aux couvertures fournies par le Bureau des affaires étrangères du ministère des Affaires étrangères. Ces opérationnels se retrouvent donc dans les ambassades aux côtés des espions du Guoanbu.

Or voilà bien qu'en juillet 1998, le Premier ministre Zhu Rongji – ancien maire de Shanghai comme Jiang Zemin – révèle que le DTFU s'est livré à un trafic d'importation de dizaines de milliers de voitures, empochant plus de 2 milliards de yuans, partagés avec d'autres dirigeants du parti et de l'armée.

La purge s'impose, tout comme s'impose un assainissement au sein même du Guoanbu. De quoi s'agit-il ? De la « déprivatisation » du service secret.

En effet, au cours d'une réunion du Bureau politique du PCC, en juillet 1998, Jiang Zemin a donné le feu vert à un processus de découplage des entreprises commerciales gérées par la police, l'armée, les services de sécurité. Dans la décennie précédente, quand Deng Xiaoping a dit aux Chinois « Enrichissez-vous ! », la tendance a été d'une part à la privatisation de secteurs étatiques et d'autre part à la création d'entreprises commerciales dépendant d'organismes publics. Une initiative conjuguée avec « l'économie de marché socialiste », mais est à l'origine de multiples scandales et trafics en tous genres.

Or, les gens du Guoanbu doivent apparaître irréprochables. Et l'affaire de Qiu le flambeur qui dépensait l'argent des services secrets au casino fait mauvais genre. Un rapport d'étape présenté

au patron du Guoanbu, Xu Yongyue, fait apparaître que son service doit se débarrasser de 112 entreprises et couper les ponts avec 144 autres. Une poignée d'entre elles peut rester sous tutelle du service, mais dûment homologuées auprès des chambres d'enregistrement d'État. Dans l'année qui suit, 110 des 112 entreprises auront été abandonnées. Cela ne s'est pas fait sans mal. Car de nombreux directeurs des opérations extérieures et clandestines se plaignent qu'on va les priver ainsi de « canaux nécessaires au travail professionnel de sécurité ». Autrement dit, les agents secrets vont perdre moult couvertures à l'étranger ainsi qu'en Chine[25]. Cependant, dans un contexte de lutte anticorruption, les services secrets doivent, selon leurs chefs, redorer leur blason et donner une image correcte et conforme aux consignes du parti. Sous l'égide de Xu Yongyue, un minicomité de « découplage » se met en place avec le vice-ministre Ding Renlin, le secrétaire du Comité d'inspection et de discipline du parti à l'intérieur du Guoanbu, Yu Hongbao, et Liu Yiping, directeur des Affaires générales et adjoint du ministre. Sous leur impulsion, on forme également un Comité de « rectification », avec des filiales dans les 31 bases provinciales du Guoanbu.

Le Guoanbu doit d'autant plus montrer l'exemple qu'il doit participer aux comités de « découplage » interadministrations[26]. Autant dire qu'à l'époque de Jiang Zemin, ce ministère s'arroge la

---

25. *Jianshao anquan yewu gognzuo qudao* est le terme chinois. Je m'appuie pour cette opération sur l'analyse réalisée à partir d'informations publiées, en « zone grise », par Michael S. Chase et James C. Mulvenon, « The Decommercialization of China's Ministry of State Security », *in International Journal of Intelligence & Counterintelligence,* 15, Taylor & Francis, 2002.

26. Les responsables du Guoanbu présents dans les comités de ces neuf régions sont : Zhao Baowen (Hebei) ; Zhang Shengdong (Shanxi) ; Geng Zhijie (Liaoning) ; Cai Xumin (Shanghai) ; Chen Yunlong (Zhejiang) ; Wang Jiashan (Anhui) ; Wang Guoqing (Shandong) ; Du Yaomin (Henan) ; Shen Xingfa (Shaanxi). Chase et Mulvenon estiment que dans des provinces sensibles comme le Tibet ou le Xinjiang, les gens du Guoanbu sont aussi présents mais leur nom demeure camouflé.

part du lion dans la sécurité interne, alors qu'il avait d'abord été créé à l'origine pour mener des opérations d'espionnage à l'étranger et de contre-espionnage visant les opérations étrangères contre la Chine.

Au cours d'une vidéoconférence avec les chefs des bureaux régionaux, Xu Yongyue a galvanisé ses services pour établir des *memoranda* concernant les opérations de « découplage » : quelles entreprises abandonner ? Lesquelles doit-on garder ? Sous quelle forme de gestion ? Les fermer purement et simplement ? Les remettre aux autorités locales, ou au gouvernement central, généralement la Commission économique et commerciale ?

Tandis que l'opération sera complétée en juin 1999, le Comité de protection du secret au sein du Guoanbu a fait parvenir une directive à tous les secteurs en leur demandant de « garantir le secret pendant qu'on se livre à la rectification des entreprises ». Les oreilles indiscrètes et les regards perçants des « forces hostiles » ne doivent en aucun cas identifier les entreprises conservées par le Guoanbu, ou alliées à celui-ci, pour se livrer à de l'espionnage à l'étranger.

Ainsi, les dizaines de milliers d'agents clandestins postés à l'étranger se verront relocalisés dans d'autres sociétés écrans accueillantes et qui ont pignon sur rue. À l'issue de cette opération très originale de « découplage », Xu Yongyue poursuit la réforme de ses services, mais il devra demander à l'État de compenser la perte de ses entreprises privées par des efforts budgétaires conséquents si l'on veut que la Chine continue à progresser dans l'expansion de sa communauté du renseignement.

Dans la deuxième partie des années 1990, le ministre Xu valide la mise en forme de son service. (Voir l'organigramme que j'ai pu recomposer à partir de sources ouvertes en chinois, et de multiples confidences d'hommes et de femmes qui – en Occident ou au Japon, et même en Chine – ont eu à connaître de ce dispositif.)

Les grands bureaux du Guoanbu lors de la réorganisation de Jiang Zemin (1997) 国家安全部

Ministère de la Sûreté d'État
GUOJIA ANQUANBU
ou **GUOANBU**
ministre : Xu Yongyue
v/ministres : Hui Ping, Ding Renlin, Sun Wenfang, Tang Jiyu, Yu Enguang, Wang Fuzhong, Hu Shaopo, Yu Frang, Hui Chun.

Affaires générales
Qui Shuquan

Comité du PCC au sein du Guoanbu

Bureau N° 1
Rsgt secret Hong Kong, Macao, Taiwan
dir : He Liang

Bureau N° 2
sources ouvertes
HK, Macao, Taiwan
Zhan Yongjie

Bureau N° 3
Opérations spéciales
HK, Macao, Taiwan
dir : Guo Dakai

Bureau N° 4
Support technique
dir : Li Keyun

Bureau N° 5
Service des agents illégaux : « Poissons des grands fonds »

Bureau N° 6
Recherche & études
dir : Jia Ruixiang

Bureau N° 7
Opérations de sécurité en Chine

Bureau N° 8
Planning
& recherche des agences du Guoanbu

Bureau N° 9
Surveillances des diplomates et étudiants chinois à l'étranger

Bureau N° 10
Espionnage technologique dans le monde
dir : Liu Zhizheng

Bureau N° 11
Institut des études contemporaines internationales (CICIR)
dir Geng Huichang

Bureau N° 12
Officiers traitants à l'étranger
dir : Mao Guchun

Bureau N° 13
Renseignement technique et électronique
dir He Dequan

Bureau N° 14
Communications liaisons FM
dir Liu Yushi

Bureau N° 15
Officiers traitants
Taiwan
Chen Yicun, Cai Daren

Bureau N° 16
Bibliothèque, protections des sources
dir : Wu Zhuo

Bureau N° 17
Renseignement économique
dir : Tian Gengren

Bureau N° 18
Éducation, formation
Collège des relations internationales de Pékin, etc.

© Faligot

De tous les bureaux locaux, le Bureau de Pékin, au 14 de l'avenue Dongchang'an, est évidemment le plus connu, d'autant que le Guoanbu partage ses bureaux avec la Sécurité publique, le Gonganbu. Il n'est pas seulement chargé du contrôle des opérations dans Pékin, mais également d'opérations internationales, et en direction des communautés étrangères (diplomates, journalistes, hommes d'affaires), sous la direction de Li Yintang, le lointain successeur de Yu Zhensan, le responsable qui avait fait défection à la CIA en 1985. Comme tous les bureaux de grandes villes, il collabore avec une autre administration importante, le Bureau des secrets d'État qui doit à la fois établir une classification du secret, et prévenir toute fuite qui commence par le contact avec les étrangers (*li tong waiguo*), longtemps jugé interdit, puis relativisé du fait de l'expansion économique et du commerce dans la dernière décennie du siècle.

Le « grand jeu » en Afghanistan

Mais tout semble un secret d'État en Chine. Le nombre de journalistes expulsés, d'autres arrêtés pour des peccadilles remplissent chaque année les bulletins effrayants d'Amnesty International, de China Watch, de Reporters sans frontières. Mais en même temps, quand tout est estampillé « secret », les fuites sont inévitables.

Prenez un dimanche matin ensoleillé de printemps dans le marché aux puces pékinois de Panjiayuan. Bonheur suprême à farfouiller dans l'étal des bouquinistes. Ici se presse le petit peuple et pas de touristes, puisque tous les livres sont en chinois. Des marchands se ruent sur moi pour me vendre des livres d'images, voire des recueils de petites chinoises chastement dénudées. Ils ne s'étonnent pas que je m'intéresse à ce qui ne devrait pas me concerner : l'histoire du Parti communiste, le complot de Lin Biao, le mystère Hu Yaobang, la Bande des Quatre, les galipettes de Mme Mao ou le gang de Shanghai de Jiang Zemin dont se délectent de nombreux lecteurs qui s'assoient pour absorber ses secrets éventés qui confortent ou contredisent au contraire

les rumeurs, souvent incroyablement justes et véridiques, qui circulent. C'est alors que – la chance souriant toujours aux enquêteurs ! – je découvre à côté d'une pile de vieux textes poussiéreux de Mao – un document de 240 pages – marqué en haut de sa couverture à droite du sceau « Mimi » : secret. La petite vieille édentée à qui je l'achète 20 yuans est tellement heureuse qu'elle veut me vendre tous les textes magnifiques du président Mao : *De la juste solution des contradictions au sein du peuple, Pour un style de travail correct dans le parti, Contre le culte du livre…*

Je me contenterai de mon document. Son titre : *Collection de matériaux de référence stratégique mondiale du 4e Bureau.* Ses auteurs : le 2e Département de l'APL, chargé du renseignement et le Bureau des affaires internationales de l'Académie militaire.

Ce document, que je posterai pour la France, afin d'éviter de le garder sur moi à la sortie du pays, a surtout une saveur historique. Il a été publié en interne par l'état-major de l'APL en mars 1983, et traite de sujets d'actualité : la guerre des Malouines, l'invasion du Liban par Israël et celle de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Ces rapports du renseignement militaire (APL-2) traitent également du potentiel technique et tactique (par exemple, l'emploi des hélicoptères soviétiques en Afghanistan), et servent à l'instruction d'officiers. Ils s'appuient également sur des rapports (traduits en chinois) de spécialistes américains ou soviétiques.

Ce document secret signale surtout combien c'est à partir de la guerre d'Afghanistan que le renseignement militaire chinois s'est vraiment développé au-delà de sa zone traditionnelle d'action d'Extrême-Orient et d'Asie. C'est pourquoi il convient de revenir sur son rôle concernant un conflit qui va prendre un tour singulier sous Jiang Zemin, vingt ans après, avec la victoire des talibans et l'incrustation d'Al-Qaïda, facteur déstabilisateur de la région.

Au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique fin 1979, les Chinois, à la demande des Américains, vont prendre une part importante à l'armement, à l'entraînement et au

financement des moudjahidine afghans. Plus tard, ils aideront les talibans et ce, jusqu'à nos jours.

À l'époque de l'invasion de l'Armée rouge, l'armement offert par Pékin présente un avantage certain : les pistolets-mitrailleurs Simonov ou les fusils d'assaut Kalachnikov copiés par les Chinois usent des mêmes munitions que les Soviétiques. Si un groupe de maquisards afghans dérobe du matériel aux troupes russes, il peut donc s'en servir. Mais les joyaux proposés par l'empire du Milieu qui a jadis inventé la poudre, ce sont les lance-roquettes multiples (MBRL) de 107 mm chinois que Pékin, à la demande des Américains, va offrir aux maquisards afghans.

Centre nodal de l'aide à la résistance afghane : Peshawar où la CIA et les services chinois entreposent des dépôts d'armes. Des conseillers chinois sont également présents dans la région de Yasin, tandis que les opérations de logistique sont supervisées par le général de l'air Zhang Tingfa.

Un problème idéologique va présider à l'aide chinoise. En effet, Deng Xiaoping et son équipe – faut-il le répéter ? – sont des gens pragmatiques. Ils préféreraient n'avoir pas à abandonner les organisations communistes d'orientation prochinoise telles *Shoaleye Djawid* (« Flamme éternelle ») ou *Sorha* (« Les Rouges »), mais les seigneurs de la guerre traditionalistes n'établissent pas de distinction entre ces marxistes-léninistes et ceux que soutient Moscou. Tous sont des laïcs et des athées, des suppôts de Satan, et l'on a à cœur de les liquider.

Le romantisme n'est pas le fort de la diplomatie chinoise. Dans l'art de la guerre, dont ils sont un peu les créateurs, les Chinois savent que le souverain avisé noue des alliances avec des chefs de guerre efficaces. C'est ainsi que le Diaochabu et l'APL-2 soutiennent, dès 1980, un seigneur de la guerre du nom de Rahmakoul qui dirige une petite armée dans la zone orientale du long corridor de Wakhan, un couloir afghan étranglé entre l'URSS, la Chine, le Pakistan et l'Inde. (La Chine a une frontière commune avec l'Afghanistan de 75 kilomètres.)

De même, il sera plus aisé d'alimenter en armes ces maquis que d'assurer la logistique de groupes maoïstes qui tentent de monter des attentats à Kaboul. Des chefs de la résistance musulmane fondamentaliste, de plus en plus puissants tel le farouche Gulbudine Hekmatyar, vont en profiter. Pékin n'est pas à un paradoxe près : c'est l'Hezb-i-Islami Afghanistan (HIA) d'Hekmatyar, héros du Djihad et futur allié des talibans, qui liquide des groupes prochinois telle l'Armée de libération d'Afghanistan (*Sazman-i Rihayi Afghanistan*) ou ALO. Des combattants de l'ALO sont assassinés tant au Pakistan qu'en Afghanistan. Et surtout, en novembre 1986, le Dr Faiz Ahmad, fondateur et dirigeant de l'organisation, et plusieurs de ses adjoints sont trahis par un agent double et remis entre les mains de l'Hezb-i-Islami...

La légende veut qu'à partir d'août 1980 les troupes du génie de l'APL ont percé une autoroute d'acheminement d'armes à destination des maquisards au nord du pays *via* la vieille Route de la Soie, la route de Karakorum. En réalité, la grande majorité des armes chinoises ont été acheminées par avion à Islamabad, une opération supervisée par le général d'aviation Zhang Dingfa, premier secrétaire du parti au sein de l'armée de l'air, qui se rend sur zone dès 1979. Par contre, par la route de Karakorum, défileront des milliers de mules, l'« animal stratégique » des moudjahidine. De même, l'on évoque la création d'un bureau d'aide aux moudjahidine montés conjointement par les services d'Arabie saoudite et les Chinois.

Les menées de Pékin provoquent une riposte inévitable du KGB qui organise des opérations de diversion dans le Xinjiang, le Far West chinois, grâce à des Tadjiks recrutés aussi bien dans ce Turkestan oriental annexé par les Chinois qu'en Afghanistan et en URSS. Les arrestations fréquentes par les gardes-frontières chinois d'« agents soviétiques infiltrés » ne sont pas de simples exercices de propagande.

Le plan de dynamisation des ethnies contre le pouvoir central de Pékin est même explicité dans un livre publié par Victor Louis,

l'étonnant journaliste attaché au KGB, diplômé ès-désinformations : son livre *Le Déclin prochain de l'empire chinois* prédit l'éclatement de la Chine populaire suite à des soulèvements de minorités comme les Tadjiks ou les Ouïgours…

Le petit-fils de Mao, agent secret

En tout cas, en octobre 1983, le général Eugène F. Tighe, de la Defense Intelligence Agency, est dépêché à Pékin par Ronald Reagan pour discuter avec le général Huang Zhengji, alors patron du renseignement militaire, l'APL-2, des modalités pratiques de ces opérations de ravitaillement des partisans afghans.

Jusqu'en 1984, les Chinois sont les principaux fournisseurs, puis le relais est souvent assuré ensuite par la CIA et le renseignement pakistanais, l'Inter-Services Intelligence (ISI). Cela passe toujours par l'ambassade. Mohammad Yousaf, chef du Bureau afghan de l'ISI raconte cette anecdote :

« Je n'ai jamais rendu visite à l'ambassade des États-Unis ; je n'ai jamais participé à des cocktails d'ambassade et à des festivités militaires. Une seule exception : les Chinois. Chaque année, le général Akhtar [Abdul Rehman Khan, chef de l'ISI] et moi allions à l'ambassade chinoise dîner puis signer le protocole sur les armes, dans lequel la Chine s'engageait à nous fournir un nombre précis de quantité d'armes et de munitions pour les moudjahdine. C'était typiquement chinois. Ils insistaient toujours sur la précision de leurs transactions. Je me souviens du tapage que cela avait fait, impliquant plusieurs diplomates de l'ambassade, quand une simple petite boîte de munition, parmi des milliers, avait été perdue. Nous la retrouvâmes finalement, mais très poliment, ils avaient insisté pour que nous remuions ciel et terre afin de la récupérer. Quel contraste avec les autres ![27] »

27. Mohammad Yousaf & Mark Adkin, *The Bear Trap, Afghanistan's Untold Story*, Leo Cooper, Londres, 1992.

Naturellement, les Chinois en profitent pour essayer de vendre leur matériel. Le champ de bataille afghan sert de vitrine pour les services comme la COSTIND. Mais, en dépit des pressions exercées par les « camarades » américains, les Chinois n'arriveront pas à vendre leur missile portable et guidé par laser *Flèche Rouge* à l'armée pakistanaise qui le trouve peu pratique.

En 1985, les Pakistanais ont l'idée de demander aux Chinois de transformer leur MBRL, trop lourd, en SBRL (lance-roquette) portatif.

« Nous avons déjà réalisé cette modification pour l'APL, mais c'est considéré comme une arme obsolète », explique l'attaché militaire chinois à Islamabad, le colonel Zhou Jiang. Il n'empêche, on en commande 500, qui parviendront à Rawalpindi, bientôt suivis d'un millier en 1987. « Cette arme a beaucoup accru notre capacité à frapper Kaboul ! » se souviendra le général Akhtar.

Ce que ne dit pas le responsable de l'ISI – mais peut-être ne le sait-il pas ! –, c'est qu'un officier hors norme fait alors partie de la mission de renseignement militaire à Islamabad. L'attaché militaire adjoint, le commandant Kong Jining, n'est autre le petit-fils de Mao Zedong ! C'est ce que j'ai finalement découvert et révélé en 2001 dans le magazine *Le Point.*

Voilà qui mérite un léger décrochage, car le choix d'un tel agent montre combien les Chinois ont accordé un rôle capital aux opérations de l'Afghanistan. Au point d'y envoyer le rejeton d'un des rares enfants de Mao à avoir survécu à la révolution et au désintérêt du Grand Timonier pour sa progéniture.

C'est après la Longue Marche, et avant de se voir envoyée en URSS, laissant la place libre à Jiang Qing, que He Zizhen, la deuxième épouse de Mao, lui a donné une fille du nom de Li Min en 1936. Neuf ans plus tard, la fillette rentre en Chine : elle sera éduquée par Jiang Qing, comme la propre fille que cette dernière a eue avec Mao, Li Na. He Zizhen, qui a été placée dans un asile psychiatrique par Staline, peut rentrer en Chine après la victoire

communiste à condition d'aller se soumettre à d'autres électrochocs à Shanghai.

Li Min a suivi des études scientifiques, elle travaille dans les laboratoires qui mettent au point la bombe atomique. Plus tard, elle se retrouve à la COSTIND présidée par Nie Rongzhen, le père politique de la bombe atomique. C'est dans ce milieu qu'elle a rencontré un fils de général, Kong Linghua. Mariés en 1959, ils ont deux enfants : Kong Jining, né en 1962, et sa petite sœur Kong Dongmei. Enfants, ils vont rendre visite au grand-père Mao à Zhongnanhai. Puis, ils portent l'uniforme des petits gardes rouges et ils ânonnent les citations de « Papy Mao ». La chute de la Bande des Quatre n'est pas glorieuse : Li Min est arrêtée et dénonce sa belle-mère et tutrice Jiang Qing comme « contre-révolutionnaire »... Moyennant quoi, sous Deng Xiaoping, elle réintègre la nomenklatura alors que son mari, le général Kong Linghua, devient chef de la propagande de l'APL.

Tel père, tel fils. À 21 ans, Kong Jining se retrouve à Nankin parmi les cadets à l'Institut des relations internationales de l'APL, le creuset des futurs agents spéciaux, où il apprend l'anglais. Puis vient le baptême du feu. Vers la fin des années 1980, le commandant Kong est envoyé au Pakistan, comme assistant de l'attaché militaire pour participer à l'approvisionnement en armes des moudjahidine en liaison avec l'ISI[28].

Ironie de l'histoire, ces équipes d'agents de renseignement militaire chinois, – estimés à 300 par la CIA – devront ensuite à l'inverse récupérer et envoyer en Chine, grâce aux Pakistanais, du matériel qui

28. Au cours de la décennie suivante, le colonel Kong Jining travaillera à Pékin avec le groupe d'analyse stratégique dirigé par le général Luo Renshi, ex-attaché militaire à Paris. Il sera posté ensuite à Londres, chargé de renseignement technologique avant de rejoindre l'état-major du renseignement militaire en 1997. (Voir le détail dans mon article « L'histoire secrète du petit-fils de Mao », *in Le Point,* 6 juillet 2001). Kong a ensuite fondé avec sa mère, Li Min, une entreprise commerciale, la Pékin Eastern Kunlun Culture Propagation Co, chargée de faire connaître les pensées de son grand-père Mao.

avait été initialement livré aux moudjahidine. Tel est le cas du missile sol-air portable *Stinger*[29].

Selon des sources américaines, la fin de l'aide chinoise est peu glorieuse. Elle a eu lieu au moment de la bataille de Jalalabad, quand Pékin a refusé d'approvisionner en munitions les moudjahidine. Le siège de la garnison des forces progouvernementales par les maquisards islamistes qui durera de mars à juin 1989 fut un échec pour les forces antisoviétiques. Le refus des Chinois d'aider à la logistique aura joué un rôle cumulatif avec la mauvaise stratégie des forces rebelles.

C'était, m'a dit à l'époque une source américaine, un signe de Pékin en direction de Washington, montrant que Deng Xiaoping n'appréciait guère le rôle de la CIA au moment du Printemps des étudiants sur la place Tiananmen, puis la mise à l'abri dans l'ambassade américaine du savant Fang Lizhi, le Sakharov chinois. Mais ce revirement témoigne aussi du réchauffement déjà palpable des relations de Pékin – comme de Washington – avec Moscou qui change la donne. Et bientôt, comme on le verra, de l'étroite collaboration des services secrets chinois avec le KGB, puis les nouveaux « organes » de renseignement soviétiques contre les Américains et l'Otan.

Avec l'accession des talibans au pouvoir à Kaboul, les services spéciaux chinois restent aux premières loges. C'est ainsi qu'en 2000 on constatera que des agents du Guoanbu et de son Institut des relations contemporaines internationales rendent régulièrement visite aux dirigeants fondamentalistes afghans. Que l'année suivante, en mars 2001, le grand équipementier chinois Huawei organise leur système de communications à Kaboul et Kandahar tout comme il l'a fait dans l'Irak de Saddam Hussein. Et plus étonnant encore : après le 11 septembre 2001 et l'offensive américaine sur l'Afghanistan, les services secrets de Pékin récupéreront, grâce à leurs homologues talibans, un missile américain, dûment rapatrié à Pékin pour être décortiqué et analysé.

---

29. *The Far Eastern Economic Review,* 28 octobre 1993.

Le renseignement militaire chinois aura même réussi cette performance d'infiltrer des agents secrets ouïgours à l'intérieur du petit groupe islamiste du Xinjiang qui est entraîné par Oussama Ben Laden et Al-Qaïda. Avec ce paradoxe que certains d'entre eux seront tués, quand ils ne seront pas capturés par les Américains et internés à la base de Guantanamo, à Cuba, comme « terroristes islamistes »... Tandis que les commandos de l'ISAF, – la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan depuis le début 2002 –, qui effectuent la chasse aux membres d'Al-Qaïda, retrouvent régulièrement dans leurs caves des armes de fabrication chinoise. Et que l'un des hélicoptères de l'ISAF a été abattu, en mai 2007, grâce au nouveau lance-missiles anti-aérien portable HN-5 – pour *Hong Ying* « Oiseau de mer » – que les Chinois ont fait parvenir aux talibans ainsi qu'à la résistance irakienne chiite *via* l'Iran.

Toutefois les Chinois rougeoient toujours deux fers au feu : en juin 2006, le président Hamid Karzai gagne Pékin et fait une conférence, au cours de laquelle il implore les Chinois d'intensifier la lutte commune contre le terrorisme. Où profère-t-il ce beau discours ? À l'Institut des études contemporaines internationales... Le professeur Li Wei, conseiller du Guoanbu en matière de terrorisme, ne peut qu'approuver. À condition d'oublier que ce sont les Chinois, encore plus que les Américains, qui ont équipé et aidé islamistes et talibans à devenir la force qu'ils sont aujourd'hui.

Mais comme disait Rudyard Kipling, dont le beau roman *Kim*, une histoire d'enfant espion dans cette région du monde, a peut-être influencé Kong Jining, le petit-fils de Mao : « Ceci est une autre histoire... »

Chapitre 8

Le Guoanbu et l'ex-KGB contre l'Amérique

Dans la nuit du 7 au 8 mai 1999, un quart d'heure avant les fatidiques douze coups de minuit, les Américains expérimentent sur cibles réelles des bombes JDAM (*Joint Direct Attack Munitions*) guidées par leur système de positionnement global GPS. Depuis le 24 mars, l'Otan, dont c'est la première offensive en un demi-siècle d'existence, bombarde Belgrade sous prétexte de venir en aide à la province du Kosovo sous le joug serbe et de soutenir la guérilla indépendantiste de l'UCK.

Trois des cinq engins largués par des bombardiers B-2 frappent de plein fouet l'ambassade de Chine à Neo Beograd. Dans les décombres fumants, une trentaine de Chinois gisent blessés et trois sont morts. Officiellement, ces derniers étaient des journalistes effectuant des reportages sur la guerre entre l'Otan et les forces serbes. Il s'agit de Shao Yunhuan, 48 ans, attaché à l'agence de presse Chine nouvelle, de Xu Xinghu, 29 ans, et de son épouse Zhu Ying , 27 ans, correspondants du quotidien *Clarté* (*Guangming Ribao).*

Certes, la violation du droit international est manifeste. Dans les heures qui suivent, des manifestations se produisent en Chine. Place Tiananmen, dix ans après le massacre des étudiants démocrates, leurs petits frères protestent en arborant des pancartes représentant Guernica, le célèbre tableau de Picasso qui évoque le bombardement nazi de la ville basque pendant la guerre d'Espagne, ou des placards aux slogans vengeurs : « À bas l'impérialisme américain ! » et, plus malicieux, « Non, Clinton, nous ne sommes pas Monica ! » Une évocation

explicite du scandale qui taraude l'Amérique à propos des relations torrides du président avec sa secrétaire stagiaire Monica Lewinsky.

À la Maison-Blanche, Bill Clinton, dépassé par la situation de guerre, essaie de joindre son homologue chinois qui refuse de le prendre au téléphone et l'oblige ainsi à s'excuser en public. Au Pentagone, un docteur Folamour a-t-il déclenché la frappe à son insu ? Dans ses Mémoires, l'ancien président reprend l'explication selon laquelle la CIA a utilisé par inadvertance de « vieilles cartes » qui présentaient l'ambassade comme « bâtiment officiel serbe utilisé à des fins militaires ». C'est oublier un peu vite qu'il s'agit d'un nouveau bâtiment diplomatique construit trois ans plus tôt...

Une semaine passe. Le 14 mai, le président américain parvient enfin à parler à Jiang Zemin. « J'ai commencé par m'excuser à nouveau avant de lui dire que je ne pensais pas qu'il avait pu croire que j'avais sciemment attaqué son ambassade. Jiang a répondu qu'effectivement, il ne me croyait pas responsable, mais qu'il y avait sans doute à la CIA et au Pentagone des gens qui n'appréciaient pas ma politique envers la Chine et qui pouvaient avoir truqué les cartes pour provoquer un désaccord entre nous. Jiang avait du mal à croire qu'une nation aussi technologiquement en pointe que la nôtre puisse commettre de telles erreurs. Moi aussi j'avais du mal à le croire, mais c'était ainsi[1]. »

À tout prendre, Jiang Zemin a aussi perdu la face. Il a tout fait pour préserver une entente cordiale depuis l'arrivée des démocrates à la Maison-Blanche et Bill Clinton s'est rendu en Chine l'année précédente. C'est même parfois ce qu'on lui reproche dans les hautes sphères de l'Armée populaire de libération.

Ainsi, Zhang Wannian, vice-président de la Commission militaire centrale, s'est fait l'écho des généraux inquiets comme lui de ce que le gouvernement adopte une attitude trop « molle » dans l'affaire du Kosovo. Mais les membres du comité permanent du Bureau politique

1. Bill Clinton, *Ma vie,* Odile Jacob, Paris, 2004.

ont demandé au général Zhang de « calmer les esprits » parmi les cercles dirigeants de l'APL, tandis qu'une ligne médiane a été présentée, à la télévision, par le dauphin programmé de Jiang Zemin, Hu Jintao. Ce dernier a exprimé la colère du gouvernement tout en menaçant ceux qui profiteraient de la situation pour organiser des débordements lors des manifestations anti-américaines. Il ne ferait pas bon revivre l'épisode de Tiananmen ou, pour prendre un exemple tout chaud, la manifestation, le 25 avril, du mouvement bouddhisto-taoïste Falungong qui a paralysé le centre de Pékin et assiégé pacifiquement Zhongnanhai, la résidence des dirigeants. D'autant que son dirigeant, Li Hongzhi, habitant les États-Unis, la sécurité chinoise jure qu'on est en présence d'un complot ourdi par la CIA…

Le général Zhang Wannian en profite pour développer son concept de « nouvelle guerre mondiale » et partage l'avis des sécurocrates qui prennent la CIA comme punching-ball pour dépeindre l'affaire de Belgrade.

« 1. Ce sont les généraux au plus haut niveau de l'OTAN qui ont donné l'ordre.
2. Sans l'accord des autres pays de l'OTAN, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont donné le feu vert à cette attaque afin de tester le gouvernement chinois et la réaction de l'opinion publique.
3. Le plan de la CIA d'attaquer à l'aide d'un missile fait partie intégrante d'une plus grande campagne d'hostilité à long terme de sa part, dans le cadre de sa campagne anticommuniste.
4. La CIA a utilisé des "cartes obsolètes" comme excuse pour camoufler ses intentions réelles de passer à l'attaque.
5. La CIA a pris avantage du "bombardement accidentel" pour faire pression sur le gouvernement et le Congrès américains afin d'obtenir un budget plus important[2]. »

2. *Cheng Ming*, Hong Kong, juin 1999.

Quant au général Chi Haotian, l'ancien « massacreur de Tiananmen » devenu ministre de la Défense, il explique comment riposter en assurant « cinq préparations », qui permettront d'écraser les Américains.

« 1) gagner la guerre high-tech ;

2) l'emporter par un blocus et un contre-blocus dans le détroit de Taiwan ;

3) gagner une guerre moderne suite à une provocation militaire de la l'alliance américano-japonaise ;

4) gagner une troisième guerre mondiale régionale lancée par les États-Unis et l'OTAN contre la Chine ou de nombreux pays ;

5) se défendre avec succès contre une offensive nucléaire lancée par les États-Unis contre la Chine. »

C'est vite dit. Chacun sait que l'armée chinoise est un colosse aux pieds d'argile. Face à la technologie US, l'APL serait aussi tétanisée que les vieux grognards de terre cuite de Xi'an ! Et c'est pourquoi le coup de Belgrade génère un séisme en son sein, comparable à celui, vingt ans plus tôt, qui l'avait vue en déroute devant l'armée vietnamienne.

Jiang Zemin ne veut pas souffler sur les braises. Il cherche d'abord ce qui s'est vraiment passé en Yougoslavie. Diverses appréciations sont possibles selon les informations qui parviennent à Zhongnanhai. Cherchez la femme : l'affaire Monica Lewinsky prenant de l'ampleur, les services spéciaux chinois, représentés à Washington par le général Chen Kaizeng, – futur patron du renseignement militaire –, estiment que la guerre du Kosovo a pour but de faire diversion et que l'affaire de l'ambassade est peut-être une bavure après tout… Jiang Zemin, à qui les « rumeurs des petites rues » prêtent un nombre incalculable de maîtresses à commencer par la belle chanteuse Song Zuying, peut comprendre. Mais de là à pulvériser une ambassade étrangère… Il faut chercher d'autres explications moins fristouillardes mais plus logiques.

Dans l'heure qui a suivi le bombardement, Jiang a réuni le comité permanent du Bureau politique mais il a prôné la modération à l'égard des États-Unis, contrairement à son homologue tonitruant du Kremlin, Boris Eltsine, qui, entre deux lampées de vodka, lance l'idée

d'une grande alliance militaire sino-russe contre l'Otan... Mais Jiang a tout intérêt à ne pas verser de l'huile sur le feu, la Chine et l'Amérique ayant plus à gagner de leurs échanges marchands alors que Pékin s'apprête à faire son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, que de se lancer dans une nouvelle guerre froide.

Mission : « Sauver les Milosevic ! »

Derrière cette vision de Realpolitik se profilent d'autres raisons techniques à cette attitude conciliatrice. Le général Xiong Guangkai, ce proche de Jiang qui chapeaute les services spéciaux de l'APL à l'état-major et, sous ses ordres, le général Luo Yudong, patron du 2e Département de l'armée (APL-2), ont briefé les sept dirigeants du pays[3]. Qu'ont-ils expliqué ?

Que l'ambassade chinoise abritait effectivement des opérations secrètes et conjointes sino-serbes : l'Otan l'a détecté avec raison. Il est vrai que la collaboration entre les services de Belgrade et de Pékin a plus de vingt ans. Elle remonte à 1977, lorsque le responsable des services Stane Dolanc a accompagné le président de la Fédération yougoslave Tito à Pékin. En 1983, le même Dolanc a reçu à son tour le vice-ministre de la Sécurité chinoise, Tao Siju : il s'agissait, lors de la création de la Sûreté de l'État – le Guoanbu –, de conforter la base régionale des services chinois à Belgrade, en binôme avec celle de Bucarest, en Roumanie.

Après la mort de Tito et la désintégration de la Fédération yougoslave, le Guoanbu a confirmé sa collaboration avec les services serbes, ce qu'illustre la visite à Pékin, en novembre 1997, du leader

3. Les sept membres du comité permanent du Bureau politique du PCC, élus le 19 septembre 1997 sont alors : Jiang Zemin, Li Peng, Zhu Rongji, Li Ruihan, Hu Jintao, Wei Jianxing, Li Lanquing. À cette date, Wei Jianxing est le coordinateur de la sécurité. Qiao Shi a été définitivement mis à la retraite, alors qu'il avait déjà abandonné ce secteur pour devenir président de l'Assemblée nationale populaire en 1992. Wei sera bientôt remplacé à la tête des services secrets par Luo Gan, proche de Li Peng.

serbe Slobodan Milosevic et de Jovica Stanisic, chef du service d'espionnage Sluzba Drzavne Bezbednosti (SDB)[4].

Toutefois, en 1999, c'est surtout le renseignement militaire chinois qui est en cause. Parmi les blessés sérieux de l'ambassade de Belgrade figure en effet le colonel Ren Baokai, l'attaché militaire, chargé de liaison avec l'armée serbe et en particulier avec le service de renseignement militaire du général Branko Krga, le Vojnaobavesajna Sluzba (VOS). L'aile de l'ambassade où se trouvait son bureau a été l'une des cibles de choix de la bombe téléguidée, comme s'en plaignent les Chinois à leur centrale dans une dépêche interceptée par les systèmes d'écoute anglo-saxons du réseau ECHELON. Et pour cause, son secteur abritait un important dispositif d'écoute et d'émission de signaux sécurisés. Non seulement les Chinois suivaient les missiles pour étudier à terme les moyens de contre-mesures, mais encore ces systèmes radio permettaient à l'armée serbe de poursuivre leurs communications. Et de guider certaines de leurs opérations. Les systèmes d'écoute de l'Otan s'en sont aperçus quand le 23 avril, un bombardement supposé frapper Milosevic a interrompu des émissions à ondes courtes qui servaient à l'armée serbe. Celles-ci ont repris quelque temps plus tard… à partir de l'ambassade chinoise !

« Selon mes sources, l'armée yougoslave utilisait les antennes de l'ambassade chinoise pour émettre ses propres messages à ondes courtes », m'explique Milos Vasic, correspondant du magazine *Vreme* à Belgrade qui a enquêté sur cette affaire. « Ils avaient tiré des centaines de mètres de câble coaxial de leur émetteur situé dans un bâtiment du quartier. Les Chinois ont été mis en garde de façon répétée de cesser ces émissions, mais ils ont continué et c'est ainsi qu'ils ont été bombardés. Les mêmes sources insistent sur le fait que l'ambassade camouflait la principale résidence du renseignement chinois, de sorte que les Américains ont pu faire d'une pierre deux coups[5]. »

4. lequel a été écarté un an plus tard, en novembre 1998, Milosevic craignant qu'il organise un coup d'État contre lui…

5. Communication, le 2 décembre 2007.

Tandis que l'on rapatrie à Pékin les cendres des journalistes tués dans l'attaque, les services secrets chinois ne perdent pas le nord. Dix jours plus tard, les services d'écoute anglo-américains interceptent à nouveau des communications entre le quartier général du Guoanbu, que dirige Xu Yongyue à Pékin, et le reliquat de sa base de renseignement en Yougoslavie. Leur contenu est résumé dans un rapport de la Defense Intelligence Agency (DIA) américaine. « Le personnel de l'ambassade chinoise à Belgrade a reçu pour instruction de ramasser les fragments de missiles dans les ruines de l'ambassade bombardée et de les renvoyer en Chine grâce à l'avion charter qui allait évacuer le personnel blessé[6]. »

En outre, les Anglo-Saxons ont obtenu la preuve que cette collaboration étroite entre Chinois et Serbes a été négociée par l'épouse de Slobodan Milosevic. Depuis un voyage effectué en Chine en 1990, cette dernière, Mira Markovic, n'a pas de mots assez forts pour exprimer toute son admiration du système chinois, et en particulier, de la façon dont le Printemps de Pékin a été merveilleusement écrasé.

À l'instigation de l'ex-Premier ministre Li Peng et de son homme lige, Luo Gan, les services secrets chinois ont même dressé un plan pour exfiltrer les Milosevic et leur octroyer l'asile comme cela a été fait pour Norodom Sihanouk en 1979, et tenté pour les Ceausescu de Roumanie dix ans plus tard. L'opération a été planifiée entre le Guoanbu et le SDB dont le nouveau chef depuis novembre 1998, Radomir Markovic, est un ami du fils Milosevic, Marko, lequel a envisagé aussi de trouver refuge chez les amis chinois.

L'histoire en a décidé autrement et Slobodan Milosevic s'est retrouvé inculpé par le Tribunal permanent international de La Haye en mai 1999, avant d'être arrêté deux ans plus tard, et de mourir en prison en 2006 sans avoir été condamné. D'autres « criminels de guerre » sont alors en fuite[7]. La rumeur veut que Mira Markovic ait

6. Cit. *in* Bill Gertz, *The China Threat, How the People's Republic Targets America,* Regnery Publishing, Washington, 2000.

7. Voir Jacques Massé, *Nos chers criminels de guerre, Paris-Belgrade-Zagreb en classe affaires*, Flammarion, Paris, 2006.

tenté de se rendre en Chine, avant de s'installer en Russie... Quant à son fils, Marko, il s'est bien présenté le 9 octobre 2000 à l'aéroport de Pékin avec un passeport diplomatique, mais il a finalement été refoulé pour défaut de visa...[8]

Selon des sources proches de la traque aux chefs de guerre serbes, on voit toutefois à Shanghai en 2007 un groupe d'anciens collaborateurs de Milosevic, amis de sa veuve Mira. Parmi eux, le général Goran Radosavlevic (« Guri »), ancien chef de la gendarmerie, recherché en Europe comme criminel de guerre, et son responsable du renseignement, Dragan Filipovic (« Fitcha »), qui s'est fait connaître par un livre en serbe influencé par l'idéologie chinoise, *Comment combattre la puanteur mondialiste*. En Chine, on m'a affirmé que ce dernier aurait des liens avec une des écoles d'arts martiaux de Shaolin, le berceau du *wushu* et du *kung-fu*, où s'entraînent des commandos des forces spéciales chinoises... On ne prête qu'aux riches !

Le renseignement militaire APL-2

Outre la colère des chefs de l'armée, la Commission militaire centrale que préside Jiang Zemin a activé toutes ses unités de renseignement et ses centres d'analyse pour étudier la guerre du Kosovo. Il s'agit, comme cela avait déjà été le cas pour l'opération *Tempête du Désert*, en 1991 – la reconquête du Koweit envahi par l'Irak –, de dresser un bilan du conflit et de tirer les conséquences de la stratégie US, de sa tactique, de l'emploi d'armes et de moyens nouveaux. Or,

8. Lettre d'informations *Le vent de Chine,* 16 octobre 2000. Dans cet article « Yougoslavie – les amitiés en panne », mon confrère Éric Meyer signale que l'émotion à Pékin à la suite de la chute de Milosevic, le 5 octobre 2000, a été supérieure à celle qui s'est manifestée lors de la chute de Suharto en Indonésie (1998) ou celle, électorale, du Kuomintang à Taiwan, en mars 2000, les dirigeants communistes préférant voir leur ancien ennemi au pouvoir à Taipei qu'un président nationaliste et potentiellement indépendantiste.

la guerre du Kosovo a constitué un tournant stratégique. C'est un motif de réflexion pour les stratèges de l'APL.

On peut penser que cet événement a confirmé les stratèges chinois dans leur volonté de construire un système concurrent au GPS, qui a permis de guider les bombes sur l'ambassade, par un système relais qui consiste à phagocyter le projet *Galileo* des Européens, en s'y associant momentanément. Mais ce n'est évidemment pas tout.

Revient au 2e Département de l'APL – ou APL-2, selon l'expression en vogue dans les services occidentaux –, d'étudier tous les nouveaux moyens techniques mis en branle, par exemple l'emploi d'hélicoptères pour infiltrer des forces spéciales aux côtés des maquisards de l'UCK. Une étude de situation qui poussera les Chinois à créer des unités semblables dès l'an 2000.

De même, les chercheurs concluent que cette guerre est novatrice par l'emploi d'armes high-tech. Des attaques tactiques et stratégiques ont été menées à partir d'un centre de commandement loin du champ de bataille et du périmètre de défense ennemi. Autre constat : des missiles ont été envoyés avec précision à 12 000 kilomètres du Kosovo, tout comme on a utilisé des missiles de croisière à 800 kilomètres, des bombardiers volant à haute altitude sans voir non plus leurs cibles, etc.

Les rapports des Chinois sont donc limpides : « C'est la première guerre sans vision », une guerre « sans contact » dans laquelle les systèmes d'information et le contrôle de l'espace sont déterminants.

Simultanément, les colonels chinois Qiao Liang et Wang Xiangsui ont reçu carte blanche pour publier un livre, considéré comme révolutionnaire dans le domaine de la stratégie. Cet ouvrage, *Guerre hors limites* s'appuie sur l'expérience des guerres du Golfe et dans l'ex-Yougoslavie, les deux officiers estimant que les conflits modernes avec usage intense de moyens high-tech sont trop coûteux pour des pays en voie de développement comme la Chine.

Par contre, ils insistent sur le fait que les démocraties occidentales ne veulent plus perdre d'hommes au combat sous la pression de leur opinion publique. C'est une faiblesse qu'il faut utiliser, disent-ils, en

organisant de nouvelles formes de guérilla urbaine qui détruiront la volonté de combattre de l'adversaire. La stratégie nouvelle impliquera l'usage de la guerre économique et de la destruction informatique des ordinateurs adverses. Tous pronostics qui feront dire à certains observateurs américains en 2001 que ces deux stratèges de la guerre asymétrique ont soufflé à Oussama Ben Laden l'idée d'une attaque contre le World Trade Center de New York...[9]

Malgré les réticences d'officiers de la « vieille garde », l'état-major de l'APL a demandé aux deux officiers de réaliser une étude, selon leurs critères, concernant le Kosovo. À l'inverse, les forces de l'Otan se livrent aussi à des études : ils estiment que certaines attaques, comme le bombardement de spams sur ses sites internet ou sur ceux de la Maison-Blanche, ont fourni l'occasion à des équipes du 3e Département (APL-3) chinois de tester la réactivité des Américains dans l'infoguerre.

Au lendemain des frappes de l'Otan sur la Yougoslavie et de la destruction de leur ambassade, les Chinois remettent en cause leur propre théorie du « monde [qui] avance vers la multipolarité ». Une fois de plus, les États-Unis démontrent, à leurs yeux, qu'ils sont bien les gendarmes du monde[10].

Autre conséquence de la guerre : le général Xiong Guangkai organise une « task force » de recherche technologique militaire. Sur le plan politique, Jiang Zemin est particulièrement mécontent des sentiments ultranationalistes mis en avant par de nombreux stratèges affiliés aux *think tanks* militaires, mais il doit composer avec eux.

Après un tir de barrage de la propagande chinoise contre la « politique hégémoniste des USA » et contre le rôle de l'Otan dans la crise du Kosovo, le Bureau politique du PCC a demandé à ses stratèges

9. Qiao Liang, Wang Xiangsui, *Guerre hors limites,* Rivages Poche, Paris, 2004.

10. Stéphane Marchand, *Quand la Chine veut vaincre,* (Fayard, 2007) explique bien la guerre des anciens et des modernes au sein de l'APL suite au traumatisme du conflit du Kosovo.

d'analyser pourquoi ce dernier s'est aligné trop ouvertement sur les positions serbes et russes.

Le problème des dirigeants de Zhongnanhai est double : ils ont renoué avec les Russes et les Serbes d'une part, mais d'autre part ils estiment – et c'est toujours le cas en 2007 – que l'indépendance octroyée au Kosovo est un mauvais exemple. Ils songent naturellement aux questions épineuses du Tibet et du Xinjiang dans leur propre empire du Milieu.

« Nous devons rappeler les paroles du regretté Deng Xiaoping qui disait que la Chine devait garder un profil bas dans les affaires internationales qui ne présentent pas une menace directe pour ses intérêts vitaux et sa sécurité nationale », conclut l'un de ces rapports.

Ces responsables ont établi un parallèle avec la révolution roumaine de 1989 quand les services chinois avaient pronostiqué que Ceausescu se maintiendrait au pouvoir... En conséquence dix ans plus tard, à l'été 1999, Jiang Zemin a donné le feu vert pour la création d'un nouveau *think tank* stratégique comparable au Conseil national de sécurité qui, aux États-Unis, conseille Bill Clinton.

Hu Jintao, l'homme qui deviendra secrétaire général du Parti communiste chinois en 2002, inaugure le nouveau Bureau de recherche stratégique international (*Guoji Zhanlüe Yanjiushì*) chargé de façonner la stratégie contre les États-Unis et l'Otan[11]. Pour ce faire, le nouveau service doit offrir au comité central du PCC, au Conseil des affaires d'État (le gouvernement) et à la Commission militaire centrale une analyse fine des rapports de renseignement et proposer des recommandations. Son directeur n'est autre que le protégé du président Jiang Zemin, Zeng Qinghong (Directeur du Bureau des affaires générales du PCC) et parmi ses conseillers de choix figure, bien sûr, le général Xiong Guangkai, épaulé des officiers spécialistes de l'Otan tel le général Zhang Changtai, futur attaché militaire à Paris à partir de 2006. Fort de 80 analystes, divisés en trois départements

11. Voir la lettre d'informations *Très Très Urgent (TTU)*, octobre 1999.

chargés d'étudier les affaires de défense américaine, les questions européennes ainsi que l'Otan proprement dit, ce nouveau centre d'analyse du renseignement et de prospective a établi son quartier général au centre de commandement militaire de Xishan, où se trouve aussi le quartier général du Guoanbu. Incontestablement pendant cette période, si un homme sort du lot et attire l'attention par sa polyvalence, c'est bien ce général Xiong Guangkai, le patron des services spéciaux militaires.

Le général Xiong Guangkai, star du renseignement

Même s'il avait fort à faire en juin 1999, le général Xiong Guangkai s'est très certainement intéressé de près au « suicide » de la sinologue allemande Violetta Zhang, que j'ai évoqué au chapitre précédent. Car c'est un germaniste distingué et il se rend souvent à Munich, pour des colloques sur le terrorisme et autres problèmes stratégiques.

Cet officier polyglotte, au visage poupon éclairé de larges lunettes, le cheveu dru et le front bombé, parle bien l'allemand. Il est né à Nanchang, chef-lieu du Jiangxi, en mars 1939, l'année du Chat, même si son patronyme – Xiong – signifie « ours ». Le chat est l'animal de la tendance Yin (l'obscur) – que contredit le prénom qu'on lui a donné : *Guangkai*, « projet lumineux » ; le même signe de l'horoscope se situe à l'Ouest (qui fascine effectivement ce personnage comme on va le voir) – et s'illustre par sa prudence et sa discrétion tout en voulant imposer avec indépendance sa direction à la marche des choses…[12]

À quoi bon mentionner le sens des noms donnés par le père à ses enfants selon le mouvement des astres et la construction de la famille ou encore l'horoscope, à l'époque des bombes téléguidées par GPS ? Admettons que ces détails ont pour la vie des Fils du Ciel une réelle importance. C'est tout aussi précieux que de savoir que, dans le

12. Le caractère du nom Xiong signifie cependant « l'ours ».

légendaire communiste, Nanchang où est né le général Xiong est aussi le lieu de naissance de l'Armée populaire de libération, suite à un soulèvement mené et raté par Mao, le 1er août 1927... Et que le 1er août – « le 8-1 » (*Ba yi)* qu'on porte en écusson sur son uniforme, a été choisi parce que le 8 porte bonheur, ce qui aura eu encore plus d'effet le 8/8/2008 à 8 heures du soir : moment tant attendu du lancement des jeux Olympiques !

Après avoir usé ses fonds de culotte sur les bancs de l'Institut des langues étrangères de Zhangjiakou (ex-Kalgan), Xiong Guangkai a débuté comme traducteur et officier de renseignement en République démocratique allemande où il a séjourné de 1960 à 1967. Puis, de 1974 à 1981, il est attaché militaire en RFA. C'est pendant cette double période germanique, et lors de voyages fréquents dans cette Allemagne pas encore réunifiée, qu'il s'est fait de nombreux amis dans le renseignement du pacte de Varsovie. À commencer par un jeune officier du KGB aux dents longues : Vladimir Poutine... Depuis cette époque radieuse où le socialisme couvrait la moitié de l'Europe, les deux officiers sont restés en contact, au point de s'envoyer mutuellement des cadeaux au Premier de l'an ou au Nouvel An chinois[13].

En 1982, Xiong entre à la centrale du renseignement sous le commandement du général Wu Jinfa et aide à former le nouveau service du temps de Deng Xiaoping, ce qui implique l'étonnante collaboration avec les Américains contre les Soviétiques : interception conjointe des communications et aide à la résistance afghane contre l'Ours soviétique.

En 1988, le général « chat ours » a ensuite pris la direction de l'APL-2. Rappelons que dans l'organisation de l'APL, un chef adjoint du quartier général d'état-major, à l'époque le général Xu Xin, chapeaute les départements spéciaux : le 2e Département (*Er Bu)* chargé du renseignement militaire (d'où son autre nom *Qingbaobu)*, c'est

13. Selon la *The Far Eastern Economic Review,* 8 août 2002.

celui-là que nous appelons pour simplifier APL-2 et que dirige Xiong Guangkai ; le 3e Département (*san bu* ou APL-3), alors dirigé par le général Shi Quan, s'occupe des interceptions des signaux (SIGINT) et autres missions de l'infoguerre, ce qui le fait appeler aussi « Département communications » (*Tongxin Bu*), secteur qu'il partage avec le 4e Département (*Xibu* ou APL-4) chargé de la guerre électronique (contre-mesures électroniques et radars, ce qui le fait aussi appeler *Dianzi Duikang Leida Bu*)[14].

On s'en souvient, le général Xu Xin est très lié au président Yang Shangkun et à son frère, le général Yang Baibing, chef du Département général politique de l'APL, aussi a-t-il impliqué le dispositif du renseignement militaire dans la répression des manifestations de Tiananmen en 1989. Le général Xiong Guangkai y participe sans états d'âme, pénétrant jusqu'à la garde le mouvement démocrate de bien des manières. Trois ans plus tard, en novembre 1992, il remplace Xu Xin comme chef d'état-major adjoint, donc comme patron du vaste conglomérat du renseignement que je viens de décrire succinctement. Il nomme à sa place, comme chef du renseignement militaire, un Prince rouge, le général Ji Shengde, fils d'un vétéran des liaisons internationales du PCC, Ji Pengfei, ancien ministre des Affaires étrangères et négociateur de la question de Hong Kong, également ami de l'ancien chef des services secrets devenu président de l'Assemblée nationale, Qiao Shi. Ledit général Ji choisit parmi ses adjoints le colonel Kong Jining, vétéran de la campagne d'Afghanistan, et surtout le petit-fils de Mao…

Particularité du général Xiong Guangkai : c'est l'un des rares officiers généraux à avoir gravi tous les échelons du renseignement

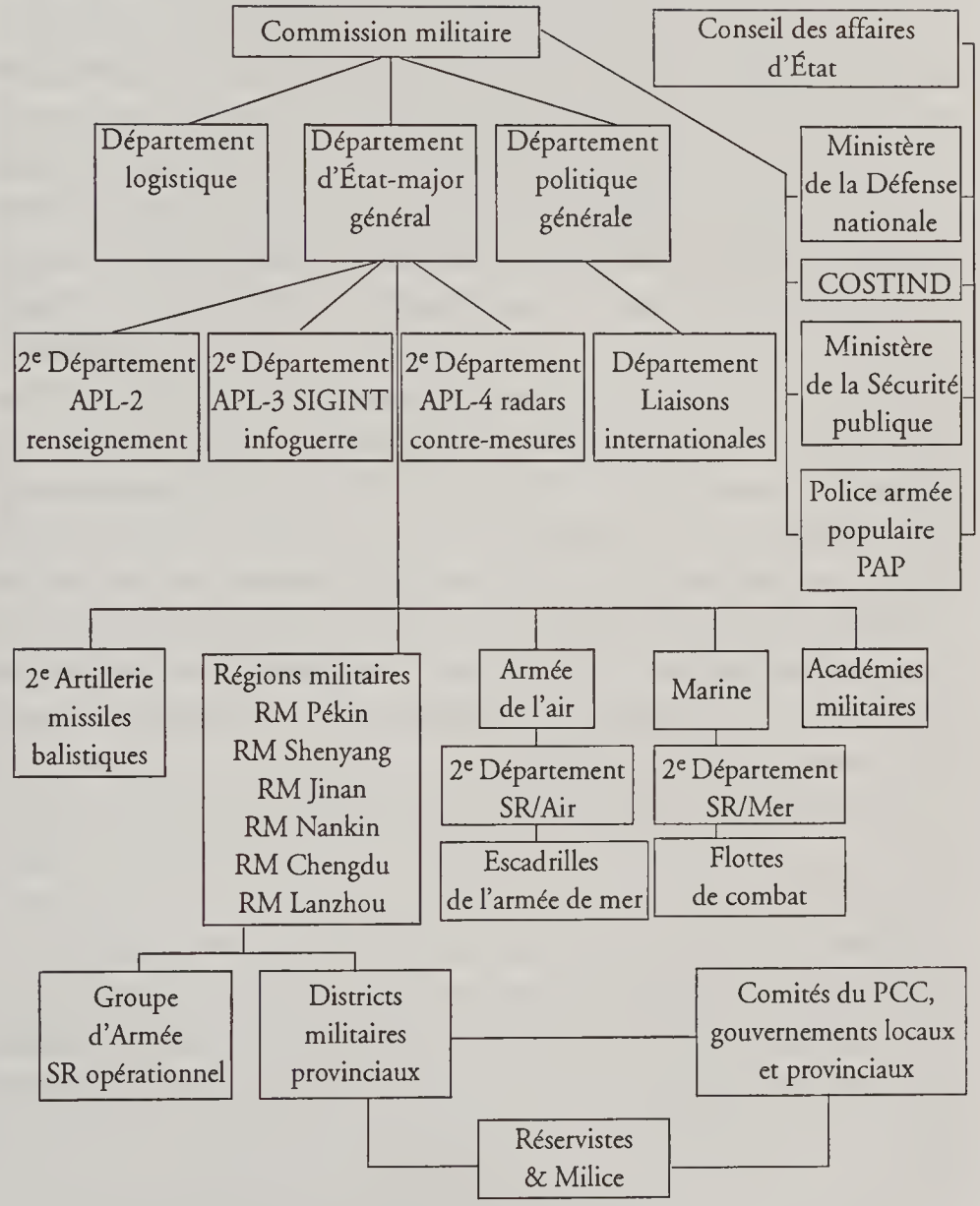
14. Pour le détail voir le chapitre 12, « L'armée populaire des cyberguerriers ». David Shambaugh a raison de signaler que selon les documents militaires américains, de sources chinoises contradictoires, on fait apparaître dans cet organigramme un autre département de communications indépendamment des 3e et 4e (voir David Shambaugh, *Modernizing China's Military, Progress, Problems, and Prospects)*, University of California Press, Berkeley, 2002. Je me suis aperçu du même problème avec des sources de défense japonaises.

militaire, marche par marche, jusqu'au sommet, et de continuer, en 2007, dans le cadre de réserve, à jouer un rôle important à la tête de l'Institut chinois des recherches stratégiques internationales (CIISS), laboratoire d'idées de l'APL-2.

Au moment de l'affaire de Belgrade, 2 000 analystes travaillent à la rue Bei Andeli, le quartier général au nord de Pékin d'où le Bulletin quotidien de renseignement, institué par le général Xiong, est diffusé aux élites de l'armée, du gouvernement et du parti.

Des centaines d'analystes « phosphorent » en dehors du dispositif de l'APL-2 proprement dit. Ainsi, parmi ses attributions, le CIISS publie tous les dix jours un cahier interne concernant les « mouvements des troupes étrangères » (*waijun dongtai).* Cela va de l'armée mexicaine à la marine française, sombrero et pompon rouge, avec naturellement un accent porté sur les grandes armées régionales d'Asie. Ce document secret est transmis à tous les échelons de divisions de l'APL. Au moment où le général Xiong est le chef de l'ensemble, c'est le colonel Chen Xiaogong qui gère ce parc d'informations. Devenu l'un des stratèges du renseignement ensuite attaché militaire aux États-Unis, il sera bientôt chef de l'APL-2 puis à l'été 2007, à son tour, patron de l'ensemble des services spéciaux de l'armée.

Xiong Guangkai, le général « chat ours », possède aussi un profil atypique et tout à fait remarquable en devenant une sorte de super-diplomate itinérant de l'APL au contact des grands états-majors étrangers – USA, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne – et même des décideurs politiques internationaux. Contrôleur du pôle renseignement, ambassadeur de l'armée, mais aussi VRP des industries d'armement, il se rend fréquemment en Amérique et en Europe, tout en consolidant les liens et en favorisant des contrats d'armement avec des pays plus exotiques, comme l'Afrique du Sud, la Syrie ou la Corée du Nord (où il connaît bien Kwon Hui-Gyong, ancien ambassadeur en URSS et patron du Département de recherche pour le renseignement extérieur).



Les services de renseignement (SR) dans la chaîne de commandement et au sein des principaux départements de l'armée populaire de Libération (APL)

© Faligot

De fait, certains stratèges redoutent, sous une apparence modérée et joviale, le fond de la pensée du général Xiong qui, en 1995, a menacé l'administration Clinton après que le président a d'une part imaginé de visiter Taiwan et de l'autre reçu à la Maison-Blanche le président de l'île nationaliste, Lee Teng-hui. Le patron du renseignement avait mis en garde les Américains contre les conséquences « explosives » d'une telle attitude. Pris à partie par la presse, il dira simplement qu'il a voulu citer une phrase du vieux Timonier – Deng Xiaoping a alors 91 ans ! – qui pendant vingt ans s'était surtout concentré sur la récupération de Hong Kong : « L'affaire de Taiwan est le nœud des relations sino-américaines. Si cette question n'est pas bien traitée, le résultat peut être très explosif ! »

En 1996, au plus fort de la crise du détroit de Taiwan, quand l'APL y expérimente des missiles, le président chinois a désamorcé la crise en envoyant un vieil agent secret, Xu Mingzhen, – le père de Xu Yonggyue, le chef du Guoanbu –, afin qu'il rencontre le président taiwanais de passage à Hong Kong. Rencontre favorisée par les réseaux hakkas, auxquels appartiennent les deux présidents chinois Lee Teng-hui et Deng Xiaoping…

Puis, un an plus tard, en décembre 1997, alors que Deng est mort et que Hong Kong est retourné à la « mère patrie », Xiong Guangkai devient, tout comme le maître espion civil Xu Yongyue, conseiller du « Groupe dirigeant sur les affaires de Taiwan », présidé par Jiang Zemin et qui amorce une « stratégie dure », dans le but d'agencer l'annexion de l'ancienne Formose… 1 328 missiles stratégiques nucléaires de la 2e artillerie sont irrémédiablement pointés sur l'île rebelle !

Compte tenu de l'importance de l'APL (2,2 millions d'hommes), la galaxie du renseignement qui s'y rapporte est forcément gigantesque. Les Chinois ont initialement copié le GRU soviétique – le Glavnoe Razvedivatelnoe Oupravlenie, un service demeuré à l'identique après l'implosion de l'URSS. Puis ils ont diversifié leur dispositif. Grâce aux postes des attachés militaires, l'APL-2 collecte les renseignements

concernant les armées étrangères sur la base des sources ouvertes et des contacts entre attachés militaires de différents pays.

Dans les vingt dernières années, l'APL a aussi copié l'ancien système soviétique de services secrets agissant au profit d'une centrale de renseignement scientifique et industriel, d'« aspirateur aux renseignements », en l'occurrence la COSTIND. Afin d'accroître le potentiel technologique, la puissance de feu, les moyens tactiques et stratégiques, le renseignement militaire utilise des dizaines de milliers d'agents – scientifiques, étudiants, touristes, commerçants et hommes d'affaires.

Il y a bien sûr les couvertures connues de la DST ou du FBI, par exemple l'Association chinoise pour les contacts amicaux internationaux (CAIFC), créée en 1984[15]. Elle s'est constitué une filiale tout aussi impliquée dans les relations internationales au profit du renseignement militaire : le Centre d'études pour la paix et le développement (CPDS). En 2007, la CAIFC, qui insiste beaucoup sur les bonnes relations dans le domaine des échanges économiques, a pour secrétaire général, depuis 2001, le colonel Li Ning, ancien aide de camp du général Xiong Guangkai et ex-attaché militaire à Londres, spécialiste des transferts de technologie et d'exportations d'armes au Moyen-Orient... Vive la « paix et le développement » !

Toutefois cette organisation se trouve à l'automne 2007 dans l'œil de l'ouragan. En effet, l'un de ses membres importants, Wang Qingqan, a été condamné à mort au cours d'un procès à huis clos pour trahison et espionnage au profit des Japonais. Membre de la CAIFC dès sa création, ce colonel de l'APL a été chargé de mission au Japon jusqu'à la fin des années 1990 où il a été posté comme

15. Voir la liste des dirigeants de l'association qui a un site internet (avec une partie en anglais) : http://caifc.org.cn Le président, le vieux Huang Hua, jadis agent secret du Département des affaires sociales *Zhongshebu*, journaliste de l'agence Xinhua, puis ministre des Affaires étrangères est également président honoraire de la Fondation chinoise pour la protection de l'environnement et de l'Association pour le développement des droits de l'homme en Chine (sic !).

premier secrétaire à l'ambassade chinoise de Tôkyô élargissant encore le cercle des connaissances « amicales » dans le pays du Soleil-Levant. Au point d'être retourné par les services japonais, et arrêté à l'été 2007 par le Guoanbu à Pékin pour avoir fourni des renseignements confidentiels aux Japonais... Les chefs de l'APL-2 et de tous les services secrets du monde le savent bien : effectuer du travail de contact permet de récolter moult informations mais cela présente aussi ses inconvénients...

Mais l'APL-2 organise des sociétés écrans dans le domaine de l'économie et en infiltre d'autres aux enseignes *bona fide*. De plus, ce service de renseignement possède un rival consommé dans le Département politique général de l'APL, à savoir le Bureau des liaisons dirigé un moment par Deng Rong, la fille de Deng Xiaoping, et à partir de 1999 par le général Liang Hongchang. Espionnage et guerre psychologique sont les deux mamelles de ce *Lianluobu*. On a longtemps dit que les cibles principales de ses agents secrets étaient Taiwan, ce qui est exact. Cependant, depuis le début de ce siècle, plusieurs agences de contre-espionnage en Europe et en Amérique ont découvert l'existence d'entreprises privées mises en place comme sociétés écrans. Quand on est le pays le plus puissant au monde, on est aussi le plus espionné : aucune surprise à ce que les États-Unis se plaignent d'être les principales victimes du « grand jeu ».

L'incroyable rapport Cox : pillage chinois en Amérique

Les Français n'ont pas été les seuls à avoir compris l'étendue du pillage technologique réalisé par les Chinois, lorsque le 1er octobre 1999, leur attaché de défense français, voyant défiler l'APL à Pékin, a réalisé que le *Drapeau rouge* (*Hongqi 7*) était la copie conforme du missile français *Crotale*. Pour les Américains, même surprise désagréable : la fusée chinoise *Dongfeng 31*, avec

ses ogives nucléaires, a manifestement été copiée à partir de technologies US.

Voilà qui confirme opportunément les conclusions du rapport Cox, publié deux semaines après le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade, en mai 1999. C'est tout à fait un hasard, car il a fallu beaucoup de temps pour élaborer ce copieux dossier de 700 pages qui confirme l'énorme opération d'espionnage technologique à laquelle se livrent les Chinois, contre les États-Unis.

Autre coïncidence : l'on parle beaucoup en ce printemps 1999 d'un physicien d'origine taiwanaise nommé Wen Ho Lee. Il a été licencié du centre de recherche nucléaire de Los Alamos, arrêté et accusé de livrer des informations à Pékin.

Mais le professeur Lee sera finalement libéré avec les excuses du tribunal en septembre 2000. Il semble avoir été victime d'un transfuge chinois qui avait contacté la CIA à Taiwan en 1995 en disant qu'il voulait faire défection avec des documents dont certains mettaient en cause le physicien de Los Alamos. Le FBI finira par reconnaître avoir fait fausse route : il a été trompé par un faux transfuge chargé d'intoxiquer le contre-espionnage américain. Les Chinois du Guoanbu ont-ils tenté de « punir » Lee en le faisant passer pour espion après qu'il a refusé de livrer des informations à des savants de Chine populaire ? Des scientifiques rencontrés lors de colloques internationaux lui demandaient des informations concernant les ogives nucléaires de type W-88 du missile *Trident*, équipant les sous-marins, dont les Chinois veulent réaliser une réplique. Dans un livre où il explique ses déboires, Wen Ho Lee révèle qu'il avait eu à faire à deux savants « têtes chercheuses », d'une part Zheng Shaotong, et de l'autre Li Deyuan, qui semblait frayer également en 1998 dans les milieux scientifiques français qui s'intéressaient aux « équations hyperboliques non linéaires »...[16]

16. Wen Ho Lee, *My Country versus Me,* Hyperion, New York, 2001.

Principales affaires d'espionnage chinois aux États-Unis

Février 1984 – Kuang Shi Lin et quatre autres Chinois sont arrêtés pour tentative d'exportation d'électronique.

Décembre 1987 – l'attaché militaire adjoint Hou Desheng et le consul à Chicago, Zhang Weichu, sont arrêtés par le FBI et expulsés pour espionnage.

1992 – Bin Wu, ancien « poisson des eaux profondes » du Guoanbu, recruté dans les milieux dissidents de l'après-Tiananmen, professeur de philosophie, « retourné » par le FBI, est finalement condamné à dix ans de prison pour vol de technologie militaire.

Décembre 1993 – Kao Yenmen, un restaurateur de Caroline du Nord, essaye d'acheter des composants de missiles pour les vendre à Pékin. Il est expulsé et envoyé à Hong Kong.

Mars 1998 – Peter Lee, chercheur à Los Alamos, sino-américain, originaire de Taiwan, est condamné à douze mois de semi-liberté pour avoir livré à la Chine en 1985 des secrets sur des lasers utilisables pour simuler des détonations de bombes atomiques.

Mai 1999 – arrestation de Wen Ho Lee, physicien de Los Alamos, accusé d'avoir fourni des informations sur les armes nucléaires en 1988. Il sera acquitté lors de son procès pour espionnage et libéré en septembre 2000 avec les excuses de la justice.

Mars 1999 – Yao Yi, qui dépend de l'APL-2, est arrêté à Boston, ainsi que Xu Zhihong ; tous deux sont inculpés d'avoir voulu voler le secret de fabrication de gyroscopes utilisant la fibre optique, utilisables pour des missiles.

Juin 2000 – L'agence Xinhua est accusée d'avoir voulu acheter un bâtiment qui permettait d'espionner le Pentagone, à Washington.

Avril 2001 – deux Chinois de République populaire de Chine (Lin Hai et Xu Kai) et un Américain d'origine chinoise (Cheng Yong-Qing) sont arrêtés par le FBI pour avoir volé du software à l'entreprise Lucent (ils avaient formé un joint-venture pour exploiter le filon en Chine).

2004 – un couple est arrêté et accusé d'avoir vendu pour 500 000 dollars de composants électroniques, utilisés par les Chinois pour leur système de missiles.

Mai 2003 – arrestation de Katherine Leung, présentée par la presse comme une Mata Hari chinoise et accusée notamment par les médias d'avoir joué un rôle actif dans l'enlisement de l'enquête du FBI sur le financement chinois du comité de réélection de Bill Clinton. Comme dans l'affaire Lee, elle sera acquittée.

Juin 2006 – Procès de Ronald Montaperto, ex-responsable de la section Chine de la Defense Intelligence Agency, recruté par l'attaché de l'air, le général Yu Zhenghe.

Mars 2007 – Chi Mak, Sino-Américain condamné pour le vol de technologie concernant l'US Navy. En attente de jugement, il risque quarante-cinq ans de prison.

Des critiques du rapport Cox – peut-être activés pour certains par les Chinois eux-mêmes – y voient une attaque en règle contre l'administration Clinton ébranlée par le scandale Lewinsky et par celui du Chinagate, le financement du comité de réélection de Clinton par les services chinois. Mais en réalité, ce document exceptionnel par ses détails techniques épingle aussi bien les administrations précédentes Bush et Reagan, et le Chinagate y est à peine mentionné. Pour faire bonne mesure, ce copieux document est contresigné par quatre représentants républicains et quatre démocrates. La belle unanimité présentée dans ce rapport rendu public le 25 mai 1999 découle de l'ampleur du pillage technologique chinois.

Selon ses conclusions, depuis les années 1970, la Chine a percé tous les secrets de la Défense américaine, aussi bien les ordinateurs de guidage des fusées, la bombe à neutron, les ogives à têtes multiples, des recherches laser, etc.

À l'époque, prévient le rapport Cox, les Chinois n'ont pas encore la capacité de lancer une production à la chaîne des prototypes qu'ils ont copiés, mais ils pourront le faire, selon ces analystes, vers 2009-2010… Cependant, ce document indique aussi que les services chinois ne sont pas seuls fautifs dans cette affaire : des entreprises américaines ont cédé d'importantes technologies aux Chinois par le biais des joint-ventures dont elles sont partenaires. D'autres se sont fait voler leurs brevets ou leurs plans techniques par naïveté.

Quelles sont les grandes lignes du rapport Cox qui, dix ans plus tard, restent d'une brûlante actualité, sinon dans la liste des requêtes du Parti communiste chinois à ses espions, du moins par leur *modus operandi*, leur façon de travailler, tout en sachant que leurs moyens financiers sont bien plus importants ?

Le rapport procède à un rappel bien utile : l'appareil gouvernemental est sous le contrôle du secrétaire général du PCC, Jiang Zemin, lequel préside au Bureau politique et à son exécutif, le comité permanent de sept membres, soutenu par un secrétariat puissant. Ce secrétariat est dirigé par le vice-président qui sera un jour son successeur : l'actuel président Hu Jintao. Jiang est aussi président de l'État. Pour les affaires d'État, un conseil, équivalent au gouvernement, est dirigé par le Premier ministre, Zhu Rongji, également haut dignitaire du PCC.

Enfin, l'Armée populaire de libération est directement sous contrôle de la Commission militaire centrale (CMC) du parti. « La politique commande au fusil », disait Mao. Rien n'a changé vingt ans après sa disparition. Qui préside la CMC ? Encore Jiang Zemin, épaulé par deux vice-présidents de poids, les généraux Zhang Wannian et Chi Haotian qui ont manifesté avec véhémence leur anti-américanisme (« anti-impérialisme », selon eux) pendant la guerre du Kosovo.

Une fois que l'on a saisi cela, on a tout compris. Le reste coule de source. Tout le dispositif en dépend. Car la CMC de huit membres dirige l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, la Police armée populaire (depuis Tiananmen), la 2e Artillerie (missiles stratégiques)

et... les opérations d'espionnage de l'APL-2 et du Bureau de liaisons du Département politique de l'armée ! Un membre du Comité central vient compléter le dispositif ; c'est un civil bien connu du lecteur, Xu Yongyue, ministre de la Sûreté de l'État, autrement dit le Guoanbu, la centrale de contre-espionnage offensif.

Si la CMC contrôle les axes stratégiques de la défense, le gouvernement actionne de son côté les organisations industrielles qui y sont afférentes : créée en 1982 par Deng Xiaoping et dirigée par sa fille, la Commission des sciences, des technologies et de l'industrie de la Défense nationale (COSTIND) est devenue plus « civile » depuis 1998, dans la mesure où elle ne dépend plus officiellement de la CMC mais du Conseil des affaires d'État à savoir le gouvernement. Comme on l'a vu à Hong Kong, elle pilote de grandes entreprises d'État, tels la Compagnie chinoise aérospatiale (CASC), la Compagnie nationale pour le nucléaire chinois (CNNC), le Groupe chinois d'industries du Nord (NORINCO), la Compagnie chinoise des industries aéronautiques (AVIC) ou encore la Compagnie d'État de la construction navale chinoise (CSSC). Une myriade de « groupes dirigeants scientifiques et technologiques », d'unités de recherche et développement (R & D), s'appuyant sur l'Académie des sciences et celle des sciences militaires, d'universités et d'Instituts de recherches liés à la défense et au renseignement collaborent à ces projets. Ces dernières sont fédérées par le Centre de recherche des études internationales (ISRC ou *Guoji Wenti Yanjiu Zhongxin*), là encore imaginé par Deng Xiaoping.

C'est le Petit Timonier qui a lancé en mars 1986 le programme 863 visant à acquérir les moyens nécessaires à ces projets. En dix ans, avec l'aide de 3 000 savants, on estime que 1 500 objectifs ont été atteints dans le domaine de l'économie et de la défense. Les savants les plus chevronnés ont été sélectionnés pour réduire le fossé entre l'Occident et la Chine dans les techniques de pointe concernant la défense, les domaines de l'aéronautique et de l'espace, les technologies de l'information, celles des lasers, des automates, de l'énergie et des nouveaux matériaux.

Cependant, cette course à l'information technologique et ses applications est duale : elle vaut pour le civil comme pour la défense. Le rapport Cox focalise sur le domaine militaire parce qu'il semble le plus menaçant. Mais naturellement, « l'économie socialiste de marché » implique des méthodes identiques pour « pirater » les plans d'un avion civil ou d'une automobile, pour gagner la bataille des énergies renouvelables, du monopole sur les médicaments ou des nouveaux moyens de défendre l'environnement, pour ne prendre que quelques exemples.

Sur le plan militaire, le programme 863 focalise sur les domaines suivants :

• la guerre biologique (la recherche sur les gènes et les mutations génétiques)[17] ;

• la technologie de l'espace (surtout les satellites espions – dont 17 ont été lancés de 1997 à 1999 – ainsi que les modules de lancement dans l'espace) ;

• la technologie de l'information, en particulier l'intelligence artificielle, les ordinateurs et l'interprétation de l'image, tout ce qui permet de développer les systèmes « 3CI » (*Command, Control, Communications & Intelligence*), le développement de software à application militaire ;

• Les armes laser (dont la technologie du plasma, la spectroscopie ;

• La robotique, les armes intelligentes, les robots combattants ;

• Les armes nucléaires (suite aux découvertes de l'Institut de recherche nucléaire de l'université de Qinghua qui s'est félicité de trouver des systèmes de refroidissement de réacteurs par gaz, qui peut aider à la fabrication d'armes) ;

17. C'est l'une des raisons pour lesquelles la rumeur a circulé – tant pour l'épidémie de SRAS que pour la grippe aviaire – que les foyers d'infection en Chine se trouvaient localisés près de laboratoires de la guerre bactériologique ou biologique de l'APL du côté de Canton. La recherche engagée dans ce domaine pendant la guerre de Corée en 1950 n'a pas cessé en 1984 quand la Chine a adhéré à la Convention internationale sur la prohibition de la guerre bactériologique (Bacteriological and Toxin Weapons Convention –BTWC).

• Les matériaux dits « exotiques » de toutes sortes à partir de métaux rares, composites, de matériels issus de nouvelles énergies etc[18].

Le rapport Cox détaille les nombreux objectifs qui constituent autant de « listes de courses » (*shopping lists)* afin de guider les services d'espionnage et de puiser à l'étranger les moyens d'accélérer la recherche et les applications spécifiquement chinoises. Les objectifs de modernisation concernent principalement les communications du champ de bataille, la reconnaissance (aérienne ou autre), les armes de l'espace, les armes nucléaires mobiles, les sous-marins d'attaques, la chasse aérienne, les armes téléguidées, l'entraînement de forces terrestres d'action rapide…

Les Chinois s'appuient sur les principes dirigeants édictés par Deng Xiaoping, dès 1978, la politique en « 16 caractères » qui enjoint de mêler « civil » et « militaire » afin de « gommer les frontières entre les opérations d'État et les activités commerciales, les intérêts purement militaires et commerciaux ».

La politique en 16 caractères édictée par Deng Xiaoping

Combiner le militaire et le civil
Jun min jiehe 军民结合
Combiner la paix et la guerre
Ping zhan jiehe 平战结合
Donner la priorité aux produits militaires
Jun pin yousheng 军品优生
Le civil doit soutenir le militaire
Yi min yang jun 以民养军

18. Au début du nouveau siècle, certains pans de la recherche ordonnancée par la COSTIND concernent les moyens de détruire les systèmes adverses grâce à l'usage d'armes intelligentes pour attaquer les radars et stations émettrices radio ; au brouillage des communications de l'ennemi par la guerre électronique ; l'attaque des centres de communications, des centre de commandements des navires ; la destruction des systèmes électroniques avec des armes à impulsion électromagnétique ; la destruction des systèmes des ordinateurs avec des virus, etc.

Une fois évalués ces objectifs, Christopher Cox et les autres rédacteurs du rapport, basé sur les témoignages de tout ce qui compte de spécialistes de la Chine aux États-Unis, ainsi que le témoignage de plusieurs défecteurs chinois, établissent le rôle spécifique des agents secrets :

« Les services de renseignement professionnels de la République populaire de Chine (RPC) principalement engagés dans l'acquisition de technologie sont le ministère de la Sûreté de l'État et le Département du renseignement militaire de l'état-major.

« En plus, en dehors de ces services, la RPC engage un effort croissant de collecte technologique non professionnelle grâce à d'autres structures d'État comme les instituts de recherche et les entreprises militaro-industrielles. De nombreuses pertes de la technologie US sont la résultante non d'opérations sous contrôle du Guoanbu ou de l'APL-2, mais d'interactions universitaires, scientifiques ou commerciales entre les États-Unis et la République populaire de Chine (RPC).

« Les agents professionnels de renseignement, du Guoanbu ou de l'APL-2, comptent pour peu de chose dans la collecte scientifique et technologique de la RPC à l'étranger. La majeure partie de ces informations est rassemblée par divers éléments non professionnels sur le plan du renseignement, y compris des étudiants, des scientifiques et des chercheurs de RPC, et autres visiteurs en Occident. Ces individus travaillent parfois à la demande de ces services, mais représentent souvent des organisations de recherches, bureaux scientifiques, commissions, instituts de recherche et entreprises.

« Ceux qui sont peu familiers des pratiques du renseignement de la RPC concluent souvent que, parce que les services de renseignement mènent des opérations clandestines, toutes les opérations clandestines sont forcément dirigées par des agences de renseignement. Dans le cas de la RPC, ce n'est pas toujours la règle. »

Le rapport Cox précise l'action du Guoanbu dans ce domaine très pointu de la recherche technologique, en notant qu'en espionnant dans un domaine il arrive souvent que le service tombe sur d'autres

informations de nature civile ou militaire. « Le Guoanbu s'appuie sur un réseau d'organisations et d'individus non professionnels (du renseignement), agissant en dehors du contrôle direct des services de renseignement, y compris des délégations scientifiques et des nationaux de RPC travaillant à l'étranger, pour collecter la vaste majorité des informations qu'il recherche. »

Un expert qui a eu à connaître de nombreuses affaires de l'espionnage chinois, Paul D. Moore, responsable du contre-espionnage chinois au FBI précisera, deux ans après la publication du rapport Cox, la difficulté des enquêteurs face à la fragmentation, à la « division du travail » et au prétendu amateurisme de l'espionnage chinois :

« Un des buts du FBI et des autres agences de contre-espionnage vise depuis longtemps à neutraliser les opérations chinoises de récolte de renseignement aux États-Unis. Mais les gens qui collectent du renseignement ne ressemblent pas à des espions, ils n'agissent pas comme des espions et ils acquièrent pourtant de larges quantités d'informations. [...]

« Pour la plupart des zones de collecte du renseignement chinois, le travail qui vise à localiser et à obtenir l'information désirée – même des données très sensibles – est réalisé par des universitaires, des étudiants, des hommes d'affaires ou des journalistes. Les officiers de renseignement, et c'est très typique, ne dirigent ni ne contrôlent cette entreprise, car ce sont les consommateurs du renseignement chinois qui déterminent la nature et l'ampleur des opérations de collecte du renseignement, tout comme ce sont les achats des consommateurs américains qui déterminent la forme de l'économie US.

« Comme ils ne sont pas des professionnels du renseignement, les collecteurs chinois ne comprennent pas ou ne font pas usage de techniques clandestines telles que les "boîtes à lettres mortes" (*dead letter boxes)* sous un pont piétonnier ou dans les parcs ; au lieu de cela, ils préfèrent s'asseoir avec un ami qui connaît plein de choses ou un contact, pour lui demander confidentiellement quelque assistance. Le

consommateur normal collecte de l'information pour son usage personnel ou pour ses collègues de bureau, de sorte que les buts de la collecte sont très modestes. Même quand un collecteur pille de l'information sensible et classée confidentielle, c'est en général par petits bouts[19]. »

Pour composer ces vastes puzzles et pour réaliser ce travail semi-clandestin, la Chine s'appuie sur un grand nombre de correspondants. En 2000, le FBI estimait que les Chinois se situent en troisième position comme agents d'espionnage aux États-Unis. Huit ans plus tard, le même service de contre-espionnage juge que la Chine a pris la tête du peloton que le Guoanbu, les services d'espionnage militaires et les bureaux de recherche alliés dans le domaine non-militaire sont les mieux organisés au monde malgré la notable remontée en puissance des services russes depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin. Exagèrent-ils le danger pour justifier de budgets plus importants ?

Selon eux, près de 2 000 fonctionnaires officiels, diplomates et journalistes, basés au Canada et aux États-Unis offrent des couvertures pour la première strate de la quête du renseignement, la plupart du temps dans les zones « blanches » et « grises », c'est-à-dire en grande partie grâce aux sources ouvertes ou *Open Sources*. La présence de 15 000 étudiants chinois offre des possibilités considérables – même si une minorité sont des agents professionnels clandestins – pour cibler des laboratoires et des centres de recherches par exemple dans la Silicon Valley. 3 000 délégations chinoises se rendent chaque année en Amérique du Nord, Canada compris. Ceci n'inclut ni les touristes ni les tournées des cirques ou de l'Opéra de Pékin, naturellement accompagnés de nombreux agents qui ne se contentent pas de surveiller les artistes.

---

19. *The Washington Post,* août 2001. Cette description ne vaut pas seulement pour les États-Unis. L'affaire de l'étudiante de Valeo (présentée au chapitre suivant) est une bonne illustration de ce système et explique les difficultés du contre-espionnage puis des entreprises à engager des poursuites, et à obtenir des condamnations.

Pas plus que l'implantation de « poissons des profondeurs » dans les grandes communautés chinoises de la côte pacifique dans les Chinatowns de San Francisco ou de Vancouver (surnommé « Wang Cover »). En 1999, selon Charles Svoboda, l'ancien chef du Service de renseignement canadien (CSIS), l'APL-2 utilise des réseaux de la mafia chinoise, le Grand Cercle, à Vancouver, Toronto ou Ottawa pour effectuer des missions de renseignement. L'une des plus grandes opérations de renseignements à l'étranger est organisée à partir de l'ambassade d'Ottawa, un ancien couvent, et pour contrer cette menace, le CSIS a formé une unité spéciale de contre-espionnage chargée de contrer les seuls services chinois.

Pour finir de tracer les lignes fortes de ce vaste dossier bourré de détails et d'anecdotes concrètes, – que le lecteur pourra retrouver sur internet à l'adresse du Congrès américain –, le rapport Cox signale la variété d'approches décrites pour acquérir la technologie étrangère[20] :

• Faire confiance aux Princes rouges [les fils de hauts cadres décrits dans le chapitre 6 sur Hong Kong] qui exploitent leurs connections politiques, militaires et commerciales pour acheter de la technologie étrangère ;

• Effectuer un transfert illégal de technologie US *via* des pays tiers ;

• Faire pression sur des entreprises commerciales US pour transférer, de façon illégale, *via* des *joint-ventures,* des technologies à licence ;

• Exploiter des produits et des services à usage dual possédant des avantages militaires insoupçonnés ;

• Utiliser des entreprises écrans qui permettent d'acquérir illégalement des technologies ;

• Utiliser des entreprises commerciales ayant pignon sur rue comme couvertures pour l'acquisition de technologies ;

• Obtenir des participations dans des entreprises de technologie américaines ;

20. Rapport Cox : http://www.access.gpo.gov/congress/house/hr105851-html/index.html

• Opérer de l'espionnage clandestin mené par du personnel des ministères, commissions, instituts et industries militaires indépendantes des services de renseignement de la RPC[21].

On pourrait ajouter, sans crainte de se tromper, que d'une part ce type d'opérations ne se limite pas aux États-Unis, mais concerne au premier chef l'Europe, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud et Taiwan... Et que d'autre part ce mode d'opérations est aussi valable pour le renseignement économique. Troisième considération : des agents du renseignement militaire chinois effectuent parfois des missions d'espionnage économique à vocation civile ou détectent des informations qui intéressent les grandes entreprises « patriotiques » que l'État chinois soutient... Un service de renseignement, l'APL-2 ou Qingbaobu, dont le rapport Cox signale qu'il est dirigé par le général Ji Shengde, fils de l'ancien ministre des Affaires étrangères Ji Pengfei. Petit détail qui a son importance : au moment où sort le rapport Cox, fin mai 1999, ce général est sur le point d'être arrêté, justement à cause des Clinton, Bill et Hillary...

---

21. Le rapport Cox sur le pillage technologique des Chinois sera confirmé par un nouveau transfuge en décembre 2001, le colonel Xu Junping. Directeur de la stratégie au ministère de la Défense, le colonel Xu a travaillé en liaison avec le général Xiong Guangkai. Selon mon confrère britannique Gordon Thomas qui a eu accès à une partie de son débriefing, le colonel Xu aurait notamment révélé au FBI que les Chinois financent l'éducation supérieure de leurs étudiants en Amérique, dans les universités de premier plan y compris Harvard et Yale dans le cadre d'un plan de renseignement à long terme. Xu aurait indiqué ce que savent les Chinois des opérations de la CIA en Extrême-Orient ; que les Chinois ont le plus grand nombre d'espions de tous les services opérant clandestinement aux États-Unis ; comment la Chine aurait contourné les sanctions concernant l'Irak pour aider Saddam Hussein à reconstruire son potentiel nucléaire ; comment une équipe des services chinois est venue à Belgrade pour exfiltrer Milosevic de son pays juste avant qu'il soit arrêté et déféré au TPI ; qu'Oussama Ben Laden aurait des liens avec les services spéciaux chinois comment la Chine compte utiliser le problème récurrent de l'immigration chinoise en Europe, etc. Bref, l'histoire du transfuge Xu confirme opportunément tous les fantasmes des néo-conservateurs concernant la Chine, rappelant l'instrumentalisation de certains transfuges du KGB pendant la guerre froide à des fins de politique intérieure.

Hillary et Bill Clinton au cœur du Chinagate

Tandis que l'affaire Monica Lewinsky fait des vagues, un scandale potentiellement bien plus grave se profile. Il s'agit du Chinagate que j'ai déjà brièvement évoqué au chapitre de Hong Kong. Rappelons que, dans cette ténébreuse affaire, John Huang, conseiller du secrétaire d'État au commerce et l'un des responsables financiers du parti démocrate est impliqué dans une tentative de corruption affectant les démocrates. Ce parti aurait reçu quelque 4,5 millions de dollars au profit du comité de réélection de Clinton en 1996, en provenance des groupes sino-indonésien Lippo, sino-thaïlandais Charoeun Popkhand et San Kin Yip, basé à Macao. Parmi ses fonds figureraient quelque 300 000 dollars fournis, directement, à la demande du chef du renseignement de l'APL-2, le général Ji Shengde, adjoint de Xiong Guangkai[22].

Le piège s'est amorcé dans les années 1980, période pendant laquelle Bill et Hillary Clinton déjeunent volontiers dans un restaurant chinois, le *Fu Lin*, dont le patron s'appelle Charles (Yan Lin) Trie. Bill, qui lui a été présenté par Hillary, y déjeune souvent sans débourser un cent et le patron devient son « ami », tout comme le devient un comparse, ancien de l'armée de l'air taiwanaise du nom de John Huang.

Ce qui prouve deux choses : premièrement, que les Chinois préparent – tout comme le faisait autrefois le KGB – leurs opérations de longue haleine, misant sur de jeunes gens de l'élite, qui peuvent « monter en structure » au plus haut niveau ; et deuxièmement, que l'emploi de Sino-Américains et de Taiwanais, est un « must »,

22. Somme précisée par David Shambaugh, *Modernizing China's Military, op. cit.* En 1999, Johnny Chung témoignera devant la commission d'enquête qu'il a reçu directement du général Ji Shengde 300 000 dollars, mais qu'il en a remis seulement 35 000 au Comité national démocrate (*The International Herald Tribune,* 6 juillet 1999). En septembre 2007, le *Wall Street Journal* a révélé que le Hongkongais Norman Hsu – lié à ces mêmes réseaux et condamné pour fraude – avait contribué à la campagne de la sénatrice démocrate l'obligeant à rendre sous forme de donation 850 000 dollars.

puisqu'il rend opaque l'identité des commanditaires d'une opération concoctée à Pékin.

John Huang est employé du groupe sino-indonésien Lippo, partenaire financier et commercial de plusieurs firmes de Chine populaire. La suite de son cursus est à l'avenant : le voici intégré au secrétariat d'État au commerce et il devient conseiller pour la Chine du ministre de cette administration, Ron Brown. Incroyable mais vrai : en janvier 1994, avec le feu vert de ce dernier, Huang bénéficie d'un droit d'accès illimité aux documents confidentiels du renseignement économique et technologique, alors qu'en principe seul un citoyen né aux États-Unis en est autorisé.

Bill Clinton élu président, John Huang est invité à la Maison-Blanche. À la même époque, le groupe China Resources (*Huaren Jituan*), un holding dépendant du ministère du Commerce extérieur chinois (MOFTEC) établi à Hong Kong, devient actionnaire de Lippo à hauteur de 50 %. C'est ce groupe qui va effectuer des dons au parti démocrate en vue d'une réélection de Clinton en 1996. L'affaire se complique si on se souvient que China Resources sert aussi de couverture à l'APL-2 que dirige le général Ji Shengde.

D'ailleurs, l'aspect militaire du Chinagate apparaît de façon limpide quand on apprend qu'en décembre 1996 le marchand d'armes Wang Jun, entre autres président de la firme Poly Technologies, une firme qui dépend de la COSTIND, « l'aspirateur à renseignements », a été invité lui aussi à la Maison-Blanche.

Qui a ménagé l'entrevue ? Le propriétaire du restaurant chinois de l'Arkansas, Charles Trie, depuis quatorze ans collecteur de fonds pour le parti démocrate.

Puis, juste avant son voyage en Chine en juin 1998, le président a senti le boulet passer très près de lui lorsque la presse a révélé le rôle de Liu Chaoying, colonel en jupons de l'APL et femme d'affaires de la China Aerospace International Holdings (CASIL), une compagnie dépendant de l'armée chinoise et filiale cotée sur le marché financier de Hong Kong de la China Aerospace Corporation (CASC).

Le directeur de la CASIL, Wang Meiyue, a été cité pour son rôle dans le scandale du Chinagate et ses liens avec le renseignement militaire, l'APL-2. Son agent aux USA s'appelle Johnny Chung. C'est ce Sino-Américain qui a introduit la colonelle Liu dans les milieux démocrates au cours de la campagne électorale de Clinton. La charmante enfant galonnée s'est même fait prendre en photo avec Bill Clinton lors d'une réception pour collecter des fonds en 1996. Chung a reçu, pour en faire don au parti démocrate, 360 000 dollars, dont un chèque de 50 000 dollars remis en « mains propres », en mars 1995, à Margaret Williams, à l'époque directrice de cabinet d'Hillary Clinton…

Le nom de cette Chinoise, la colonelle Liu, apparaît lors des dépositions de Chung devant une commission d'enquête fédérale chargée d'élucider les apports de fonds chinois au comité de réélection du Parti démocrate. Selon Chung, cet officier lui aurait confirmé que ces sommes venaient directement de l'APL.

Loin d'être un électron libre de la nomenklatura chinoise, Liu Chaoying est la fille de l'amiral Liu Huaqing, ancien patron de la flotte chinoise puis chef d'état-major de l'APL qu'il a été chargé de moderniser, et c'est enfin un ancien vice-président de la Commission militaire centrale du Parti communiste chinois. On retrouvera aussi ce marin en eau trouble dans l'affaire franco-chinoise des frégates de Taiwan en 1991, dans laquelle il ferait partie des heureux bénéficiaires des rétrocommissions… Jiang Zemin l'a remplacé en septembre 1997 par le général Wang Zhannian, le « faucon » de l'affaire du Kosovo.

Aux États-Unis, les riches transferts de technologie obtenus par le lobby chinois apparaissent comme l'une des conséquences les plus néfastes de cette affaire du Chinagate. Le FBI a établi une liste exhaustive des entreprises qui se sont livrées à ce jeu ainsi qu'un dossier sur le rôle ambigu du Département du commerce, au sein duquel l'autre agent sino-américain, John Huang, a joué un rôle occulte afin de faciliter les transactions en faveur de Pékin.

L'atmosphère est d'autant plus poisseuse qu'un étrange accident d'avion en Bosnie a coûté la vie au secrétaire d'État au commerce Ron

Brown, peu après que le chef de l'administration de la Maison-Blanche, Léon Panetta, lui aurait demandé de « mettre sous le coude » des archives incriminantes concernant la « Chinese connection »...

Une fellation et une affaire de cigare dans le bureau ovale vont effacer, avec l'alternance politique et l'élection de George Bush, cette affaire. L'affaire Monica Lewinsky a supplanté la colonelle Liu et le Chinagate... Mais dix ans plus tard, envisageant l'accession d'Hillary Clinton à la Maison-Blanche, les analystes chinois estiment que le scandale des financements occultes pourrait bien rejaillir. Ce qui n'est pas forcément pour leur déplaire...

En attendant, selon une pratique courante du jeu de go, on a sacrifié à Pékin un personnage-clef, constamment cité dans la presse américaine et impliqué dans un autre scandale de corruption en Chine. Ji Shengde, le patron de l'APL-2, a été suspendu et envoyé à l'Académie des sciences militaires avant d'être arrêté, jugé à huis-clos et condamné à quinze ans de prison en l'an 2000, ce qui provoquera le suicide de son père, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ji Pengfei[23].

Entre-temps, en août 1999, il a été remplacé officiellement à la tête du renseignement militaire par le général Luo Yudong, directeur de l'école des espions de Nankin, l'Académie des relations internationales, et naguère responsable du renseignement au commandement régional de Chengdu, qui couvre le Tibet...

Le mystérieux dossier DOZOROV

Nous sommes toujours en mai 1999. Tandis qu'on continue de déblayer les décombres de l'ambassade de Chine à Belgrade, un homme de l'ombre a fait le voyage de Pékin. Le général Valentin

23. Ce n'est pas en France qu'on verrait un ancien ministre des Affaires étrangères qui a perdu son honneur dans des affaires érotico-financières, des commissions opaques et des pots-de-vin liés au monde chinois mettre fin à ses jours...

Korabelnikov est venu s'entretenir avec ses « camarades chinois », à commencer par son homologue, le général chauve Luo Yudong. C'est un signe fort, car Korabelnikov est patron du renseignement militaire russe, un GRU qui n'a guère changé depuis l'ère soviétique, sinon qu'il collabore étroitement avec ses alter ego à Pékin.

Le bombardement de l'ambassade des Fils du Ciel ne peut que stimuler les relations entre Chinois et Russes, déjà au beau fixe. À Moscou, on surfe sur la vague nationaliste et antiaméricaine à l'occasion de l'offensive de l'Otan, le grand épouvantail du temps de la guerre froide.

Il y a eu l'époque où les services soviétiques chapeautaient les Chinois, puis le temps de la brouille jusqu'à la fin de la Révolution culturelle, celui des retrouvailles grâce à Deng Xiaoping même si on se regardait en « lions de faïence ». Dans les années 1980, le KGB soviétique de Youri Andropov savait bien que Deng collaborait avec les Américains qui avaient déployé des « grandes oreilles » dans les monts du Pamir et aidaient les Chinois à armer les moudjahidine d'Afghanistan contre l'Armée rouge. Les hommes du Kremlin se demandaient qui était vraiment ce Deng que Mao et Kang Sheng avaient autrefois considéré comme le mentor de « la voie capitaliste » en Chine…

C'est d'ailleurs l'un des grands mystères auxquels j'ai été confronté en réalisant ce livre. Voici de quoi il retourne : après avoir nommé Vladimir Poutine Premier ministre en août 1999 et démissionné de la présidence en décembre de la même année, Boris Eltsine a cédé sa place à l'ancien officier du contre-espionnage du KGB. En mai 2000, ayant reçu les clefs de la résidence présidentielle de la Fédération de Russie, Poutine découvre dans une armoire de son bureau le gigantesque dossier personnel d'un homme mort trois ans plus tôt : le camarade « Ivan Sergueïevitch Dozorov » plus connu sous le nom de Deng Xiaoping !

C'est ainsi, chaque homme qui a travaillé pour les organes soviétiques a reçu une identité russe. La vie du Petit Joufflu hakka

constitue un si grand mystère pour les anciens du KGB comme Poutine qu'en 2007 ce dossier « Dozorov » est toujours entre les mains du président de la Russie. Un dossier avec des cotes et des sous-cotes à n'en plus finir. Son dossier médical… Des documents concernant son rôle au Komintern sous le pseudonyme de « Krezov »… Son rôle à Paris de 1923 à la fin 1925, auprès du camarade « Moskvine » (*alias* Zhou Enlai)… Son séjour à Moscou de janvier à août 1926 : les notes obtenues en russe et en anglais dans la classe 7 de l'École Sun Yat-sen… Ses liens avec le directeur de cette école où étudient 300 Chinois, Karl Radek (assassiné en prison en 1939) et la compagne de ce dernier Lara Reissner (également, en 1928, la maîtresse de l'étudiant Liu Shaoqi)… Ou ses contacts avec le professeur Léon Trotsky venu faire des cours à la Sun Yat-sen… Ses liens avec l'agent du Komintern Jean Cremet (*alias* Vaïner) en France, en URSS et en Chine, lequel a alimenté en armes le maquis du Guangxi du Petit Joufflu en 1929… Son dossier de Chinois du Parti communiste soviétique n° 233… Son homologation au service secret russe et sa formation militaire au GRU (maniement d'armes, codage, déguisement, espionnage)… Ses passeports clandestins… Ses liens avec les pro-Russes tel Yang Shangkun (emprisonné pour avoir mis Mao sous écoute au profit du KGB pendant la Révolution culturelle, puis président de la Chine au moment de Tiananmen 1989) ou avec Chiang Ching-kuo, le fils de Chiang Kai-shek exilé à Moscou… Sa liaison avec une jeune étudiante de 19 ans, Zhang Xiyuan… Et même, – fait extraordinaire ! –, comment, en pleine Révolution culturelle, en 1969, mis au vert sous protection du district militaire du Sichuan, Deng Xiaoping, – l'ancien agent Dozorov –, a pu être mis en relation avec un officier de renseignement soviétique d'origine asiatique… Tout y est ! Quelle mine d'informations pour les historiens ! Mais aussi quel dossier explosif que les Chinois ne souhaitent sans doute pas voir faire surface…

Selon un spécialiste du renseignement russe qui m'a assuré l'avoir compulsé, ce dossier classé « Secret d'État, accès interdit » est donc resté entre les mains du président de la Russie, carte maîtresse d'un

stratège – Poutine – qui a pourtant singulièrement réchauffé les relations avec Pékin. À quoi bon garder ce dossier après tout ce temps passé ? Peut-être le consulte-t-on parfois pour comprendre ce qui s'est passé le 16 mai 1989, quand son prédécesseur Mikhaïl Gorbatchev a rencontré Deng Xiaoping et a subi un camouflet à Pékin, en plein milieu des manifestations étudiantes, tandis que l'empire soviétique allait s'effondrer comme un château de cartes ? Ou encore pour revisiter le couac diplomatique d'août 1991, lors du putsch contre le même Gorbatchev, quand l'ambassadeur à Moscou, Yu Hongliang, a manifesté son soutien ardent aux putschistes dirigés par Guenadi Yanaev et par le chef du KGB Vladimir Krioutchkov ? Le comble, c'est que presque dix ans plus tôt le même Yu avait été envoyé à Moscou pour rencontrer Piotr Kapitsa, le célèbre académicien spécialiste de la Chine et pour laisser entendre que les Chinois souhaitaient discuter avec les Soviétiques des problèmes qu'ils espéraient surmonter concernant le Viêt-Nam, la Mongolie et l'Afghanistan. Des contacts furent alors établis avec les ministères de la Défense et des Affaires étrangères et avec le KGB, et l'on décida de mener des négociations secrètes deux fois par an, une fois dans chaque capitale[24]. Toujours est-il que l'ambassadeur, qui représentait pourtant le point de vue de Deng Xiaoping, dut quitter la Russie en 1991, sans pour autant que les relations sino-russes n'en souffrissent vraiment.

L'axe sino-russe du renseignement

La nature a horreur du vide. La désarticulation des services russes à la fin de l'URSS a laissé le champ libre au développement mondialisé des services chinois. Au début des années 1990, les Russes réalisent que leur rayon d'action, dans le domaine du renseignement international se réduit comme peau de chagrin. Au contraire

24. Ilyas Sarsembaëv, *La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes,* Thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2005.

du renseignement militaire, le GRU du général Evguéni Timokhine, qui reste intact, le KGB est désossé au moins en quatre tronçons : les gardes-frontières, les écoutes (FASPII), le contre-espionnage (FSB) et le 1er Directoire chargé du renseignement (PGU) en service de renseignement étranger (Sloujba Vnechnoï Razvedki), sous la direction de l'espion universitaire et futur Premier ministre Evguéni Primakov[25].

Dans les années qui suivent, ces services vont signer des accords avec la plupart des services de renseignement étrangers qui naguère étaient leurs ennemis. Cependant, l'enjeu est différent avec les Chinois. À l'été 1992, Primakov, le chef du clan des « orientalistes » dans la galaxie du renseignement et de la diplomatie, gagne Pékin pour signer un protocole secret de coopération entre les quatre services majeurs, le SVR et le GRU côté russe, le Guoanbu et le Qingbaobu (APL-2), côté chinois. En novembre 1995, l'ambassadeur russe Igor Rogatchev à Pékin avait célébré la bonne entente des services en honorant la mémoire de l'espion chinois Yan Baohang qui avait permis d'annoncer à Staline que Hitler allait envahir l'URSS en juin 1941[26].

Puis, le pacte stratégique de partenariat signé par Boris Eltsine et Jiang Zemin – ancien étudiant en URSS –, a approfondi en 1996 cette option.

Au printemps 1999, l'offensive de l'Otan contre la Fédération yougoslave au cours de laquelle a eu lieu la destruction de l'ambassade chinoise a fortifié l'axe du renseignement Chine-Russie. Si l'on en doutait, les visites des pontes des divers services dans les deux capitales peuvent nous en convaincre. En mai 1999, on a vu le général Valentin Korabelnikov, patron du GRU, se rendre à Pékin, puis, le mois suivant, le général Zhang Wannian, premier vice-président de

25. Sur la réorganisation des services russes après le putsch de 1991, voir Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Les maîtres espions, Histoire mondiale du renseignement, tome 2, De la guerre froide à nos jours,* Robert Laffont, Paris, 1994.

26. Voir chapitre 2, « Les services secrets de Mao », pour les détails de l'affaire Yan Baohang.

la Commission militaire centrale, accompagné du général Xiong Guangkai, responsable du secteur renseignement, faire le pèlerinage russe. Le premier jour de la visite moscovite, le 9 juin, Zhang et Xiong rencontrent le patron du FSB, Vladimir Poutine. Outre les enjeux stratégiques, ce dernier, on s'en souvient, est un ami de longue date du général Xiong Guangkai. Le lendemain, les Chinois s'entretiennent avec leurs homologues militaires : le général Manilov et bien sûr Korabelnikov, le maître des « chauves-souris » comme on surnomme les gens du GRU. Au menu : des échanges de renseignements sur le système de défense antimissiles que les Américains veulent déployer à terme en Extrême-Orient et en Europe orientale. Mais l'on évoque également le volet technique de la décision russe de céder, à échéance de janvier 2002 leur ancienne base d'interceptions SIGINT de Lourdes à Cuba, à l'APL, pour des raisons autant budgétaires que tactiques. Les Chinois ont désormais de plus gros moyens financiers que les Russes pour gérer ce type de dispositif, et rien ne les empêche de rétrocéder des informations mutuellement bénéfiques aux deux parties. En définitive, c'est un dispositif plus important qui se met position avec plusieurs autres stations d'écoute et de transmission en direction des États-Unis[27].

Entre-temps, en septembre 2000, Xiong Guangkai, ainsi que Jia Chunwang, alors ministre de la Sécurité publique accueillent à Pékin le général Konstantin Totskiy, le patron du Service fédéral des gardes-frontières, une agence extrêmement importante du fait de l'ancien conflit sino-russe frontalier, mais aussi le cadre d'un important service de renseignement souvent sous-estimé, comme me le confie le spécialiste des rapports sino-russes, Ilyas Sarsembaev. L'objectif des rencontres Xiong-Jia-Totskiy concerne un autre secteur de coopération : le crime organisé et l'immigration illégale, essentiellement dans le sens Chine-Russie, car le flux des immigrants chinois dans l'Extrême-Orient russe est intense et se double d'une

27. Pour le détail, voir chapitre 12, « L'armée populaire des cyberguerriers ».

implantation sérieuse des mafias chinoises, à Khabarovsk et ailleurs[28]. À tel point que dans cette ville, un an plus tôt, le chef de la mafia russe a été assassiné par des gangsters chinois.

Dans ces années 1999-2000, les médias russes rendent compte de cette extension du domaine de la coopération entre les deux rives du fleuve Amour. Ainsi sous le titre « Les vieux espions s'unissent », le *Moscow Times* publie une analyse d'un ancien officier du KGB, spécialiste des questions chinoises, Konstantin Préobrajensky. Ses remarques sur la psychologie comportementale qui régit l'entente sino-russe est corroborée par tous ceux, tant côté russe que chinois, que j'ai pu consulter : « La coopération entre les espions russes et chinois est aisée sur le plan psychologique. Après tout, les espions chinois sont communistes. Les Russes sont tous anciens membres du Parti communiste et cultivent une grande nostalgie des temps communistes, quand leur salaire et leur prestige étaient bien plus grands. Ils ne cachent pas leur sympathie communiste. En Russie, l'usage, qui date de l'époque stalinienne, du terme "camarade" saupoudre leur discours comme un nom affectueux. Il est facile aux Russes de trouver un langage commun avec les Chinois. En même temps, les espions russes n'aiment pas du tout l'Amérique et la blâment, en tant que fief du capitalisme, pour tous les malheurs qui accablent la Russie depuis la chute du KGB. »[29]

Quant au mensuel *Segodnyia,* il constate, un peu plus tard, ce qui devient une banalité dans le monde du renseignement : « Les services spéciaux russes vont prendre leurs leçons chez leurs anciens élèves chinois[30]. »

Troisième point de vue, cette fois celui d'« Ivan », un ancien officier de renseignement des gardes-frontières qui a réalisé des exercices avec les responsables chinois du même domaine, dépendant

28. Dépêche de l'agence de presse ITAR-Tass, Moscou, 0723 GMT, 14 septembre 2000.

29. *Moscow Times,* septembre 1999.

30. *Segodnyia,* mai 2000.

à la fois du Guoanbu et de la Commission militaire centrale. Que me dit-il ?

« Je crois qu'avec le recul, on est obligé de se rendre compte que Mao avait raison, en lançant la Révolution culturelle contre les "Khrouchtchev chinois". Au moins, il a réussi à préserver le Parti communiste... Car ici, contrairement aux camarades chinois, le parti s'est effondré et on a perdu le pouvoir. Seuls les services spéciaux demeurent les organismes qui conservent les traditions socialistes et peuvent ainsi ressouder les liens avec les Chinois. D'où l'excellente qualité des relations entre nos services de nos jours... »

Alliance Chine-Russie et le « Club de Shanghai »

Approfondissement de perspectives. En 2002, Vladimir Poutine essaie de forger une alliance triangulaire avec la Chine et l'Inde afin de contrebalancer la domination américaine. Mais la franche hostilité qui oppose New Dehli et Pékin depuis des décennies ne s'estompe pas. D'ailleurs, l'Inde se rapproche des États-Unis, après avoir été longtemps l'amie de l'URSS. Quant à la Chine de Jiang Zemin, elle est surtout proche du Pakistan voisin, avec qui elle entretient des liens commerciaux – en particulier dans le domaine des ventes d'armes. Poutine et Jiang se contentent alors d'une alliance tactique, chacun aidant l'autre à faire face au déploiement des systèmes de défense antimissiles américains. Les Russes, en Europe orientale ; la Chine, face à Taiwan.

Les accords d'échanges dans le domaine du renseignement – qui incluent des transferts de technologie – deviennent prépondérants. Il n'est plus question cependant d'une dépendance des Chinois vis-à-vis des Russes comme dans les années 1920 et 1930, voire d'imbrication comme elle existait entre les organes russes et chinois à la fondation de la République populaire de Chine en 1949. La tornade rouge du schisme sino-soviétique et de la Révolution culturelle est passée par là. C'est d'ailleurs, quand on parle avec des politologues

chinois, l'aspect positif de l'héritage du terrible Kang Sheng : « Au moins, après avoir été l'homme des services soviétiques au sein du communisme chinois, il a été l'artisan de la rupture et de l'indépendance de nos services…[31] »

C'est alors que Russes et Chinois ont engagé un programme minimum de coopération régionale connu sous le nom de « Club de Shanghai » ou SCO (Shanghai Cooperation Organization). La SCO, créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001, va se développer en regroupant autour du binôme sino-russe les anciennes républiques musulmanes d'URSS : le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

La SCO possède un volet économique, mais aussi – au lendemain des attentats contre les États-Unis, le 11 septembre 2001 –, un volet concernant la lutte contre le « terrorisme islamique ».

Le 16 juillet 2002, la *Pravda*, un quotidien qui a changé depuis qu'il n'est plus l'organe du Parti communiste soviétique révèle que le responsable du Conseil national de sécurité russe, Vladimir Rouchaïlo, en visite de quatre jours à Pékin, a rencontré des pontes du renseignement chinois afin de resserrer les liens entre les « organes » russes et le Tewu (les services spéciaux chinois). Le sommet est d'importance, au point de signaler que c'est Geng Huichang, agissant en tant que ministre de Guoanbu par intérim, et Jia Chunwang – à l'époque ministre de la Sécurité publique après avoir été patron du même Guoanbu –, qui ont décidé d'étoffer la coopération sécuritaire dans le cadre du Club de Shanghai.

Sous-tendue : la lutte contre les islamistes, et plus précisément les séparatistes musulmans de Tchétchénie et du Xinjiang. Autre exemple : à l'automne 2005, Meng Hongwei, vice-ministre de la Sécurité publique a été choisi pour diriger le « Groupe Sécurité », l'un des dix modules thématiques chargés d'organiser l'Année de la Russie en Chine. Un organisme visant à consolider les relations bilatérales avec le FSB russe. Et un marchepied vers la présidence

31. Entretien avec le professeur Meng Changlin, Forum des réformateurs, juin 2007.

tournante du groupe antiterroriste du Club de Shanghai à laquelle il accède après avoir réussi à inviter la Mongolie, le Pakistan, l'Iran et l'Inde à un sommet afin de coaliser les forces de sécurité de ces pays et celles de la SCO dans la lutte anti-islamiste.

D'où l'importance pour les Chinois de renforcer l'axe oriental de leur coopération. Ainsi, en mars 2006, en présidant le sommet de la SCO à Tachkent, Meng Hongwei a annoncé un plan de développement 2007-2009 de son agence régionale antiterroriste[32].

À l'approche des jeux Olympiques, la coordination entre services inclut des opérations de simulation des forces contre-terroristes. C'est le cas en septembre 2007 lorsqu'une brigade de l'unité Léopard de Neige (*Xuede Feizhoubao)*, dirigée par le capitaine Qu Liangfeng, se rend à Moscou, à la tête de ses hommes pour participer à l'exercice « Coopération 2007 » de contre-terrorisme domestique. Il s'agit d'une unité spéciale des Police armées populaires, dépendant directement de la Commission militaire centrale présidée par Hu Jintao. Cet exercice valorise, à un an des JO, ces commandos de la 13e brigade spéciale du corps des PAP, qui sont déjà intervenus dans une centaine d'opérations, uniquement dans la capitale chinoise où ils sont stationnés.

Cela fait partie du programme tracé par la SCO, et côté russe, l'on ne manque pas de remarquer que ces exercices ont lieu au moment où l'on reparle de l'incurie des forces spéciales au cours de la prise d'otages des enfants de l'école de Beslan en 2004. Par coïncidence, un peu plus tôt, toujours pendant l'été, les manœuvres « Mission de paix 2007 » regroupant 6 000 hommes des six pays de la SCO aux confins du Kazakhstan avaient justement pour thème une prise d'otages collective par un millier d'islamistes.

Une entente plus que cordiale donc entre les services spéciaux chinois et russes, mais qui ne semble pas empêcher paradoxalement les premiers à tenter de réaliser un pillage du patrimoine technologique russe. Comment résoudre ce petit espionnage entre amis ?

---

32. *Intelligence Online,* n° 521, 7 avril 2006. (www.intelligenceonline.fr)

Petit espionnage entre amis

Les accords interservices sont tels que même si les Chinois essaient d'espionner le potentiel russe, il est prévu par un protocole entre Pékin et Moscou qu'on restera discret sur le sujet. Et qu'on résoudra le problème à l'amiable.

Plusieurs affaires d'espionnage chinois en Russie se sont malgré tout insinuées dans les colonnes des journaux. Il y a eu l'affaire de l'Institut d'océanologie de Vladivostok, en 2000, qui a vu le savant Vladimir Chtchourov, chef de laboratoire, tenter de passer en Chine des systèmes d'écoute sous-marine sur lesquel il travaillait à des collègues de l'institut chinois de Kharbine. En 2002, c'est Valentin Danilov de l'Institut de recherche spatiale de Krasnoyark, en Sibérie, qui est épinglé à son tour par le FSB pour avoir livré des informations techniques concernant des satellites aux chinois. Le contre-espionnage russe est d'autant plus chatouilleux dans le domaine aérospatial qu'à la même époque les Chinois se sont engagés dans une vaste opération de « cannibalisation » de la station spatiale MIR, au début avec un accord de partenariat sino-russe boiteux, dans le but de conquérir la Lune avec des objectifs militaires. C'est l'époque du vol historique du premier « taïkonaute » chinois, le colonel Yang Liwei, le 15 octobre 2003. Premier pas, selon la COSTIND qui gère les vols habités, en vertu du projet 921 lancé en 1992, vers l'alunissage, l'exploration puis l'habitation de la Lune, et encore plus tard la conquête de la planète Mars.

Objectif Mars : le drapeau écarlate à étoiles jaunes devra être planté sur la Planète rouge le 1er octobre 2049, signe que la Chine populaire, si elle existe toujours sous cette appellation, aura réussi une implantation habitée…[33]

Autre cas d'espionnage, toujours dans le domaine aérospatial, l'affaire Macheksport, en novembre 2005, du nom d'une entreprise

33. Voir Philippe Coué, *La Chine veut la lune,* A2C médias, paris, 2007, et Brian Harvey, *China's Space Program,* Springer & Praxis Publishing, Londres, 2004.

dirigée par Igor Rechétine. Ce dernier a été arrêté par le FSB avec deux autres cadres pour espionnage au profit du Guoanbu qui comptait grâce à eux se procurer des technologies spatiales et des composants susceptibles d'armer des missiles balistiques ICBM.

Que remarque-t-on dans ces affaires et dans bien d'autres qui ne sont pas révélées au public ? Que des agents russes sont déférés devant les tribunaux ou placés en résidence surveillée, mais que leurs officiers traitants chinois (*gongzuo dandang guan*) sont invisibles. Il ont simplement été reconduits à la frontière avec une petite tape sur l'épaule.

Les résidents des services secrets chinois en poste à Moscou, officiellement chargés de liaison avec les « organes », sont directement contactés en cas de problème de ce type pour les résoudre en trois coups de téléphone portable. Le général Zhu Da, attaché militaire représentant l'APL-2, ou le chef de poste du Guoanbu, le « ministre-conseiller » Chen Guoping – sur le départ au moment où j'écris – se sont fait un nom comme collaborateurs exceptionnels du point de vue des spécialistes du FSB, du SVR et du GRU.

Chen Guoping, malgré son rôle important au Guoanbu, reste un homme diplomate. Précédemment consul chinois à Khabarovsk, il a souvent servi d'interface avec les services secrets russes. Plus loin dans le temps, il fut même speaker du service en langue chinoise (mandarin) de Radio Moscou. C'était l'époque où Yevgueni Primakov, le « seigneur de la paix du KGB » était Premier ministre et où il avait pris langue avec des nationalistes ouïgours dans le Kazakhstan, pour tenter une médiation entre le mouvement séparatiste du Xinjiang et les autorités chinoises. Le service chinois de Radio Moscou avait alors servi à valoriser ces négociations par des émissions en faveur de la paix. Mais c'était bien avant le 11 septembre 2001, car, depuis, le commandement unifié antiterroriste des services secrets chinois est bien déterminé, avec l'aide des Russes, de tout faire pour liquider les « scissionnistes » ouïgours avant les jeux Olympiques de Pékin !

Chapitre 9

Guerre économique, le « stratagème de la lamproie »

Huang Lili est-elle vraiment la jeune ingénue que montrent les petites lucarnes de la télévision française ce 20 novembre 2007, jour où se tient son procès devant le tribunal correctionnel de Versailles ? La petite Chinoise naïve qui fait de l'espionnage à « l'insu de son plein gré » comme on le laisse entendre pour sa défense ? Ne sont-ils pas 30 000 étudiants chinois en France à lui ressembler qui auraient pu aussi tomber dans le panneau ? Et certains, parmi eux, sont-ils vraiment des opérationnels du service secret Guoanbu sous couverture estudiantine ?

À ce stade du livre, la lectrice ou le lecteur a pu se faire une opinion. Qu'elle ait été condamnée, comme c'est le cas, un mois plus tard, pour « abus de confiance », ou relaxée n'aurait rien changé au problème que se posent fatalement les limiers du contre-espionnage quant aux méthodes conspiratrices des Chinois. Il faut bien comprendre que c'est la première fois depuis la condamnation du diplomate français Bernard Boursicot, un quart de siècle plus tôt, qu'une affaire de collecte illicite de renseignements au profit de la Chine se retrouve devant les tribunaux.

Cette anecdote Valeo fait écho à ce que nous disait Paul Moore, vétéran de la lutte du FBI contre les taupes chinoises : « Ces gens qui collectent du renseignement ne ressemblent pas à des espions, ils n'agissent pas comme des espions et ils obtiennent pourtant de larges quantités d'informations. Pour la plupart des zones du collectage du renseignement chinois, le travail qui vise à localiser et à obtenir

l'information désirée – même des données très sensibles – est réalisé par des universitaires, des étudiants, des hommes d'affaires ou des journalistes. »

Rappelons les faits. Le 27 avril 2005, la jeune Huang Lili est interpellée à son bureau de la « division Thermique Habitacle » (climatisation) de l'équipementier automobile Valeo, à La Verrière dans les Yvelines[1]. Âgée de 22 ans, elle suit des études à l'université de technologie de Compiègne et a pu décrocher un stage chez Valeo à la direction « Recherche et Développement » traitant de la conception assistée par ordinateur. Comme elle le reconnaîtra, elle a copié une quarantaine de fichiers sur son portable dont deux de projets pour les firmes automobiles BMW et Renault, d'autres concernant les défauts de qualité de pièces, le planning ou l'organigramme de la société en Chine, sans rapport avec son stage. Comme elle vient de la province du Wuhan, région pilote pour l'industrie automobile, on se demande si elle n'a pas été téléguidée de là-bas. L'affaire est d'autant plus sensible que BMW vient de se faire pirater par d'autres réseaux son 4 × 4 et son modèle Smart reproduits par le fabricant Shuanghuan qui, comble de l'ironie, a reçu habilitation à vendre ses modèles en Europe… Citroën a déjà vécu cette « horreur économique » quand sa CX lui a été piratée en 1993 par le constructeur chinois Greely qui revend – moitié prix – sa voiture contrefaite.

« Un jour, en travaillant sur le PC de Valeo, je manquais d'espace pour travailler. J'ai donc effacé et copié ces deux fichiers sur mon disque personnel. […] J'ai pris tous ces documents pour préparer mon rapport. J'ai chargé beaucoup de fichiers de l'Intranet, pour ensuite faire le tri. Si je voyais que le titre pouvait servir à mon stage, je copiais le fichier. Au total, j'ai du prendre 30 ou 40 fichiers… », dit-elle au

1. Pour une raison qui montre le peu de sérieux avec lequel on traite ces affaires chinoises, la presse – à l'exception de *Libération* au lendemain de la condamnation – appelle la jeune femme par son « prénom » (Li Li), ce qui amène le juge, sachant qu'un nom chinois figure en première partie, à l'appeler « Mlle Li »…

journal *Libération,* comme elle l'a expliqué à la police au début de ses cinquante-trois jours de détention[2].

Pendant ce temps, à l'ambassade de Chine, dans les étages de la rue de Washington, où se trouvent plusieurs antennes du renseignement, on s'agite quelque peu. Une autre Chinoise, Mme Chen Li, adjointe du policier Wang Caizhu, au poste du Gonganbu, part en chasse. Elle est un peu étudiante à ses heures, effectuant un DEA à propos de la mafia chinoise au Département de recherches sur les menaces criminelles contemporaines de la faculté d'Assas[3]. Et les étudiants policiers, à commencer par un jeune inspecteur de la DST, font l'objet de ses charmantes assiduités en rapport avec le dossier Valeo… Mme Chen cherche à tout prix à obtenir des informations sur la situation de l'étudiante, car à Pékin les spécialistes s'inquiètent aussi. Vont-ils assister à une série d'arrestations en France ?

Même si leur ressortissante, Mlle Huang, avait été jugée innocente, c'est le principe qui est en cause. On la soupçonne d'espionnage industriel même si c'est à un degré moindre puisqu'elle est mise en examen pour « abus de confiance » et « intrusion frauduleuse dans un système automatique de données ». Autrement dit, elle aurait détourné des bases de données confidentielles dans un domaine sensible concernant les véhicules du futur.

« Il fallait que je connaisse des choses généreuses [elle veut dire générales] *sur l'entreprise »*, dit-elle à l'audience du 20 novembre en s'excusant de n'avoir pas prêté attention à l'« engagement de confidentialité » présenté au début de son stage : *« Je l'ai lu vite, sans faire attention »*, pas plus qu'aux mises en garde des gens de Valeo qui la voyaient toujours avec son portable équipé d'un disque dur de 40 gigas. Un portable dont l'enquête policière prouvera qu'elle n'a pas

2. « J'avais accès à tout l'Intranet, je ne pensais pas que c'était confidentiel », interview avec David Revault d'Allonnes, *in Libération,* 21 juin 2005.

3. Le MCC est dirigé par Xavier Raufer et François Haut. Site : http://www.drmcc.org/# Chen Li, *La criminalité organisée mafieuse en Chine,* sur internet : www.drmcc.org/dyndocs/44f7dd7876d90.pdf

transmis d'informations en Chine. En tout cas, pas avec ce portable, ni sur son compte internet. Par la voix de son PDG, Thierry Morin, puis de son avocate, l'entreprise Valeo, sans doute pour ne pas nuire à sa propre image, relativise les dommages subis : Huang Lili n'est pas la nouvelle Mata Hari qu'on a d'abord présentée au journal télévisé... Il faut bien se mettre à la place d'une grande entreprise comme Valeo, va-t-elle scier la branche sur laquelle elle est assise en exigeant la condamnation d'une stagiaire ? Cet équipementier est très présent en Chine, avec son centre technique de Wuhan (l'eldorado de l'automobile d'où vient Mlle Huang), son École 5 Axes qui forme du personnel chinois, son bureau de Shanghai qui permet de rayonner sur toute l'Asie depuis 2001, et enfin son bureau de Pékin implanté dès 1994 et d'où ont été amorcés les trois premiers joint-ventures concernant l'essuyage et la climatisation des automobiles. Quand on voit les incidents qui émaillent par exemple la situation de Danone, avec l'appui de l'appareil d'État et des services spéciaux chinois, cela doit inciter les chefs d'entreprise à la prudence[4].

Reste que le procureur, Marie-Laure Boubas, inquiète la défense en évoquant une « manipulation active », une « dissimulation », de la « mauvaise foi et de l'abus de confiance » et en requérant un an d'emprisonnement dont dix mois avec sursis (ce qui couvrirait la détention provisoire).

Grâce au soutien dont bénéficie Huang Lili parmi ses copains étudiants et certains professeurs, ainsi que la couverture des médias qui désormais en font une victime, son avocat M^e^ Raphaël Pacouret peut jouer sur la corde sensible en fustigeant l'hystérie antichinoise et le péril jaune. « Tous les stagiaires ont la même méthode. Mais tous ne s'appellent pas Li Li, et ne sont pas Chinois. » Et d'évoquer une faute professionnelle et non un « acte pénalement répréhensible » en demandant la relaxe. Mais le tribunal ne s'en laisse pas conter : le 18 décembre, elle est condamnée à un an de prison dont dix mois avec

4. Voir « *Opérations spéciales contre Danone* » en fin de chapitre.

sursis, les deux mois fermes couvrant la période de détention, et à 7 000 euros de dommages et intérêts à la firme Valeo. Elle n'a pas été « blanchie », comme le laissent entendre les télévisions, sur la foi de dépêches reprenant la thèse de la défense. Elle ne pouvait pas être condamnée pour espionnage qui est une autre qualification en droit pénal. Mais elle a été condamnée pour « abus de confiance » s'étant indûment procuré des renseignements. D'ailleurs la principale intéressée l'a bien compris qui a fièrement brandi son passeport chinois récupéré en se plaignant – « je ne peux rien contre la justice d'un pays » – tout en faisant des déclarations à Antenne 2 laissant entendre que la France était sous influence des États-Unis en imaginant qu'il y a des espions chinois. Si tel était le cas, elle n'aurait pas pu avoir son diplôme après coup et aurait très certainement été expulsée du pays...

De l'affaire Valeo à la souche anti-Alzheimer

Concernant cette affaire Valeo qui a défrayé la chronique, j'ai voulu connaître le point de vue de spécialistes proches de l'enquête. Une spécialiste de la protection du patrimoine économique m'explique quelques mois avant le procès : « En l'espèce, je crois que les Chinois connaissaient déjà ces dossiers, mais ce qui les intéressait, c'était, comme souvent, le système de validation. C'est la difficulté dans ce genre d'affaires. Peut-on vraiment parler d'espionnage ? Des milliers d'étudiants, de "post-doctorants", de scientifiques patentés seront sondés par les services spécialisés à leur retour, voire sur site à l'étranger pendant leurs études. Cela n'en fait pas des agents secrets mais à la rigueur des "honorables correspondants" potentiels, qu'on ira sonder une fois que leur rapport, leur maîtrise ou leur thèse aura été repéré par les services scientifiques compétents. Tous les pays font cela. La différence avec nous, c'est qu'ils ont le nombre pour eux... »

On se demande si les spécialistes du contre-espionnage estiment, dans ces conditions, qu'il convient de surveiller les étudiants chinois

qui, sans se considérer comme espions, aident l'énorme pompe aspirante du renseignement que Pékin a mis en branle. « Sous l'influence des Anglo-Américains, un beau jour, nos patrons se sont mis en tête de nous faire répertorier tous les étudiants chinois qui viennent et s'installent en France. C'est d'abord impossible compte tenu du personnel que l'on peut allouer à une telle tâche. Et ensuite, nous sommes en accord avec nos collègues allemands, sur ce point, cela ne donnerait rien, à moins de tomber par chance sur un véritable opérationnel du Guoanbu, genre étudiant attardé, sous couverture…

« En haut lieu, on a dû s'apercevoir de l'ineptie du projet. On y a renoncé. C'est grâce à des alertes sur des affaires ponctuelles que nous pouvons intervenir. Après avoir préalablement identifié des responsables du renseignement qui opèrent sur notre territoire, en étudiant leur *modus operandi*, leurs contacts… À vrai dire, on a plus de chance de tomber sur un dispositif du service chinois en suivant certaines personnalités du monde industriel ou politique français qui sont réellement corrompues et qui mangent dans la main des services secrets chinois. »

Et de me donner l'exemple de plusieurs députés et autres personnalités de conseils régionaux et généraux ou encore de tel ancien responsable du Quai d'Orsay qui, juste après avoir quitté les Affaires étrangères a monté, fort de son carnet d'adresses, un cabinet de consultants très apprécié des Chinois et d'un *tycoon* de l'ex-colonie britannique spécialisé dans les ventes d'armes au Moyen-Orient…

Reste évidemment la délicate question de la communauté scientifique qui estime que les découvertes des uns peuvent bénéficier aux autres et réciproquement. S'il y a réciprocité naturellement…

Le 8 avril 2006, survient l'arrestation par la douane à l'aéroport d'Entzheim du docteur L… B… attaché au CNRS de Strasbourg. Ce chercheur devait s'envoler pour Paris, puis pour Canton. Sino-cambodgien naturalisé français, il est né à Phnom Penh en 1940, et parle parfaitement chinois. Il se rend régulièrement à des colloques en Asie sur les sujets qui témoignent de sa très riche expérience

professionnelle : « la chimie des produits naturels », la « chimie bio-organique », la « neurochimie ». Ce qui inclut aussi bien les « huiles essentielles », les « protéines du cerveau des insectes », les « plantes cicatrisantes et à activité neurologique », la « thérapie cellulaire », ou encore les « études de l'induction de différenciation des cellules souches neurales par de petites molécules synthétiques et naturelles » qui font l'objet d'un des 15 brevets dont le brave docteur est détenteur.

À l'aéroport, les douaniers ont découvert que cet employé de l'Institut de chimie se trouve en possession d'échantillons réalisés dans son laboratoire. Et qu'il va les emporter avec lui en Chine populaire. Or, ce brillant chercheur aurait mis au point une molécule capable d'activer les cellules souches du cerveau qui permettraient de soigner la maladie d'Alzheimer ou la sclérose en plaques... C'est dire que l'enjeu semble d'importance.

« Le conseiller scientifique du consulat de France à Canton, qui a compris tout l'intérêt d'un partenariat, m'a demandé de me rendre sur place afin de préparer un atelier franco-chinois sur ce thème de recherche, explique le savant au *Figaro*. Mon erreur a été d'emporter quelques échantillons sans avoir pensé à demander une autorisation au CNRS, afin de vérifier sur place que nos travaux sont effectivement complémentaires...[5] »

Ledit CNRS a effectivement porté plainte car toute découverte suite à une recherche réalisée dans ses laboratoires lui appartient de droit. Une découverte qui, commercialisée, pourrait rapporter une fortune colossale à l'industrie pharmaceutique qui l'exploiterait. La réaction du CNRS ne se fait pas attendre : le Dr L... B... est mis à la retraite d'office et l'affaire est close sur le plan judiciaire. Le monde de la recherche scientifique a évité un beau scandale.

Sur le plan du contre-espionnage, elle pose aux professionnels une autre question plus générale : faut-il mieux dans un tel cas intercepter

5. Cyrille Louis, « Le chimiste du CNRS se défend d'être un espion », *in Le Figaro*, 20 avril 2006.

un contrevenant dans l'exercice de la « protection du patrimoine » et donner ainsi un coup de semonce à la communauté scientifique ? Ou au contraire lui laisser la bride sur le cou et le suivre pour faire sortir du bois son officier traitant (scientifique ou autre) afin d'identifier tout un réseau ?

Très longtemps en effet, les officiers du Guoanbu faisaient venir en Chine leurs agents pour les débriefer. Mais cela change et un nombre croissant d'espions chinois sont identifiables généralement dans un pays étranger à celui dans lequel on a recruté la source. Ainsi, un agent français rencontrant son officier traitant chinois à Bangkok, où le Guoanbu est fortement implanté, ne commet pas d'infraction en Thaïlande et ne laisse pas de trace pour être entré en RPC…

Si l'espionnage économique chinois se déploie depuis quinze ans à travers la planète, il continue aussi à exploiter *at home* la naïveté ou le « je-m'en-foutisme » des entrepreneurs occidentaux qui n'ont plus que leurs yeux pour pleurer quand ils se sont fait dépouiller de leurs brevets, de leurs prototypes, de leur marché, dans l'eldorado chinois. C'est pourquoi les services de contre-espionnage mettent un point d'honneur à sensibiliser sur le plan sécurité, toutes celles et tous ceux qui doivent commercer ou investir, ou plus simplement circuler dans l'empire du Milieu.

Le vade-mecum de la protection anti-espions

Les Britanniques peuvent s'enorgueillir d'une tradition ancestrale de coopération entre l'Intelligence Service et la City. Ce n'est pas un hasard si l'expression passée dans le vocabulaire des entrepreneurs francophones – « intelligence économique » – est un anglicisme. Le pragmatisme des services spéciaux de Sa Majesté a été aiguisé par leur expérience à Singapour et à Hong Kong. Aussi, voyant bourgeonner les cent fleurs du renseignement chinois, le contre-espionnage MI5 a-t-il rédigé dès 1990 un manuel de protection destiné aux businessmen

qui se rendent en Chine : « Les conseils de sécurité pour les visiteurs en Chine » (*Security Advice for Visitors in China*)[6].

Le vade-mecum du MI5 rappelle opportunément que « le service de renseignement chinois veut cultiver l'"amitié" des Occidentaux. Une fois qu'une relation d'"amitié" s'est nouée, les Chinois vont utiliser cette relation pour obtenir des informations qu'on ne peut pas obtenir légalement ou commercialement en Chine mais qui vont servir les intérêts de leur pays. L'information requise n'est pas forcément confidentielle : cela peut aller des commentaires ou de l'analyse des tendances politiques et économiques, aux questions de sécurité et de défense en Occident, les pratiques commerciales, les méthodes de négociation et les récents développements industriels. L'information sur le progrès scientifique et technologique s'avère d'une grande priorité du service de renseignement chinois.

« Un second objectif d'une telle "amitié" est la détection de talents (*talent spotting*) : c'est-à-dire rencontrer à partir du contact original, d'autres Occidentaux qui auraient encore plus d'influence politique et un meilleur accès à de l'information intéressante. »

Caractéristiques de l'approche du renseignement chinois

« La technique d'approche des visiteurs occidentaux par le service de renseignement chinois diffère des méthodes plus familières des services des autres pays communistes, par exemple le KGB soviétique. On provoque la relation "amicale" en visant sur le long terme, la faible intensité. Avec cette technique, les visiteurs qui ont une bonne appréciation de la Chine et une admiration pour la culture chinoise sont particulièrement vulnérables.

« "Cultiver" un visiteur ou un contact présentant un intérêt va prendre du temps : les Chinois sont très patients. Une transaction

6. Les extraits cités ici sont extraits de la brochure de quatre pages du MI5, présentés pour la première fois par mon confrère du *Times*, James Adams dans son livre *The New Spies*, Hutchinson, Londres 1994. Ces conseils me semblent toujours valables et concernent les visiteurs de tous pays. Voir aussi Roger Faligot, « Renseignement économique : la guerre fait rage en Asie », *in L'Asie magazine*, décembre 1997.

d'affaires initiale sera suivie d'un contact social amical, telle qu'une invitation à dîner ou l'offre de tickets pour un événement culturel ou sportif. Avec cette méthode, on pourra inviter la personne à revenir en Chine, à discuter ostensiblement de nouvelles entreprises d'affaires ou à parler dans une institution devant un parterre de lettrés ; des hommes d'affaires vont se voir offrir des opportunités commerciales avantageuses ; des étudiants bénéficieront de facilités de recherche exceptionnelles. En fait, la "visite de retour" a pour objectif de permettre au service de renseignement chinois d'évaluer le potentiel de la cible.

« Le but de cette tactique est de créer une dette, un sentiment d'obligation de la part de la cible de sorte qu'elle trouvera difficile de refuser des faveurs en retour quand on les lui demandera. »

Comme ce document du MI5 a été publié au tout début des années 1990, il précise que la Chine n'a pas les moyens de rétribuer, comme d'autres pays, des agents. Cette remarque est naturellement caduque en 2008, étant donnnés l'opulence de certaines entreprises et l'émergence de bureaux de recherches du secteur privé qui disposent de fonds importants pour recruter des sources.

Les moyens financiers considérables en jeu, dans le monde de l'espionnage comme dans les autres domaines du monde économique et stratégique, posent même de réels problèmes aux services étrangers qui, naguère, pouvaient espérer recruter plus facilement des agents en Chine moyennant des espèces sonnantes et trébuchantes. Désormais la réciproque est vraie comme le signalaient au début de l'automne 2007 les services de contre-espionnage taiwanais. La Chine rouge achète des espions…

« Le boom économique de la Chine continentale est la cause des grandes difficultés que rencontre l'espionnage taiwanais ! », explique même Shi Hwei-yow, le chef du Bureau de la Sécurité nationale (*Kuo An C'hu*), chargé d'envoyer des agents en Chine continentale. La raison : les sources sont de plus en plus gourmandes, et le budget des services taiwanais ne suit pas. Revers de la même médaille : les communistes retournent comme une crêpe, avec leur taël d'or en main, les agents taiwanais. Fin septembre 2007, un tribunal de Taipei a

même condamné à la prison deux espions au service de la Chine populaire, dont le principal, Chen Chih-kao, était un ancien membre d'un autre service, le FBI taiwanais (*Tiao Ch'a Pu*), reconverti en homme d'affaires sur le continent[7]. Il avait été retourné par le bureau de Shanghai de la Sûreté de l'État, le Guoanbu local dirigé par Wu Zhonghai qui lui a offert des fonds importants alors que ses affaires battaient de l'aile... C'est naturellement l'envers du problème évoqué par le chef du BSN, Shi Hwei-yow : les Chinois communistes ont désormais des gros moyens financiers...

Après ce détour chez les contre-espions de Taiwan, revenons à leurs « cousins » du MI5. Leur document de sensibilisation, très au fait de la psychologie des officiers traitants chinois, les *gongzuo dandang guan*, mérite qu'on en cite encore quelques extraits, d'autant plus qu'hommes d'affaires et commerçants ne se rendent pas toujours compte qu'« une relation construite d'abord sur une base commerciale, puis sociale, va se développer en recrutement tacite d'un agent, métamorphosant un homme d'affaires en source sous contrôle du service de renseignement chinois. »

En 2008, les services chinois utilisent les moyens les plus modernes de surveillance électronique, d'interception des téléphones portables, d'agendas électroniques de type Blackberry, etc. Mais le « suivi » des visiteurs en Chine n'a pas fondamentalement changé avec ce qui se faisait en 1990 pour la surveillance rapprochée :

« Les Chinois ont des ressources très étendues à leur disposition. Ils placent des systèmes d'écoute dans les hôtels, les résidences d'hôtes et les restaurants. Ils peuvent fouiller les bagages et les chambres d'hôtel, lire le courrier, et monter des opérations de surveillance contre les visiteurs. Bien que ce type d'opération soit plus logique contre des cibles spécifiques, on ne peut pas écarter la possibilité qu'ils le fassent contre d'autres.

---

7. Calqué sur le FBI américain, le Ministry of Justice's Investigation Bureau (MJIB ou *Fawupu Tiao Ch'a Pu*) qui s'occupe de contre-espionnage, dépend comme lui du ministère de la Justice taiwanaise.

« Les visiteurs en Chine devraient savoir que tous leurs documents privés ou professionnels sont en péril s'ils restent dans les bureaux ou les chambres d'hôtel (même s'ils sont enfermés à double tour dans une valise), et ils peuvent considérer que tout le personnel des hôtels, des restaurants, les domestiques sont sujets à l'influence ou au contrôle du service de renseignement chinois. »

Et pour résumer, les Britanniques prodiguent ces conseils qui tombent sous le sens :

« Comprendre comment le service de renseignement chinois opère est la meilleure protection dont peut jouir un visiteur. Souvenez-vous que le statut, l'occupation ou le passé d'une personne ne lui garantit pas l'immunité d'une attention soutenue. Soyez particulièrement attentifs à tout ce qui est flatterie et hospitalité trop généreuse. Soyez attentifs à votre propre comportement et en alerte face à des situations qui peuvent être compromettantes. Si vous êtes arrêté ou inculpé pour un manquement à la législation locale, ou pris en défaut dans une situation embarrassante, insistez à pouvoir immédiatement contacter l'ambassade de Grande-Bretagne à Pékin ou le consulat à Shanghai. [...] Nous avons enregistré pas mal de cas où des gens qui avaient été compromis dans une affaire ont cru par la suite qu'ils en étaient libérés, alors que quelques années plus tard, ils ont été approchés de façon menaçante. »

Ces mises en garde correspondent à la montée en puissance du renseignement économique. Le côté artisanal de celui-ci qu'on a souvent imputé aux Chinois en voyant leurs délégations malhabiles et naïves, dignes du film comique de Jean Yanne, *Les Chinois à Paris*, appartient résolument au passé.

Petite histoire du renseignement économique

C'est sous le Petit Timonier, au début des années 1980, que le renseignement économique a pris un réel essor. Toutefois, il faut se souvenir que, dès les années 1930, dans la base rouge de Yan'an, ont

été formées les premières cellules de renseignement dans ce domaine. C'est Chen Yun, l'un des adjoints de Kang Sheng au sein du Département des affaires sociales à Shanghai (*Zhongshebu*) qui en avait donné le coup d'envoi. Toute sa longue vie, Chen Yun a zigzagué entre les questions de discipline et de sécurité, et les problèmes économiques. La descendance de cet « Immortel » (pourtant décédé en 1995) a poursuivi dans cette lignée : c'est ainsi qu'on verra Chen Yuan, spécialiste des affaires bancaires, et notamment à la Banque centrale, impliqué dans le financement de lobbies aux États-Unis, et directement relié à l'affaire du Chinagate, mais également à des relais du parti républicain[8].

Pour enjoliver l'histoire du renseignement, on évoque habituellement les histoires d'espions, d'agents doubles et de Mata Hari aux yeux bridés… Mais le DAS puis les organismes successifs de renseignement affiliés au PCC ont aussi creusé des galeries au sein des grands organismes financiers et commerciaux tout d'abord à Shanghai et Hong Kong. Des réseaux se sont mis en place grâce aux réseaux invisibles, *touming guanxi,* au sein même des entreprises du Kuomintang et à l'à étranger grâce aux Chinois d'outre-mer, de Singapour à l'Amérique. De même, copiant en cela le système russe des *rabcors* (correspondants ouvriers) au sein des syndicats, le PCC a établi un maillage important de ces réseaux qui se livrent aussi au renseignement économique dans la Chine d'avant 1949.

Quand Chen Yun lance son premier plan quinquennal, il s'appuie aussi sur les secteurs de la recherche et du renseignement liés aux premières structures du commerce. Leurs embryons s'attachent les services d'agents spéciaux. Au début des années 1960, par exemple, un diplomate comme Yuan Lulin passera du « Comité chinois pour la promotion du commerce internationale » en Autriche, à la

8. Pour toutes ces affaires, les ramifications du clan Chen Yun, et notamment le rôle de l'agent spécial Dai Xiaoming, à la fois ami de Chen Yuan et de Robert Huang (l'interface avec Hillary Clinton dans le Chinagate), voir Agnès Andrésy, *Princes rouges, les nouveaux puissants de Chine,* L'Harmattan, Paris, 2003.

direction du service de renseignement des affaires étrangères, puis vers la fin de la Révolution culturelle au poste de conseiller à l'ambassade de Suisse pour le système bancaire.

Contrairement aux idées reçues, dès cette époque, le Diaochabu (le service d'investigations du PCC qui remplace le DAS) mène des actions de renseignement économique à l'étranger malgré sa destructuration relative en Chine même. Dans ces années 1960, la DST suit de près la Foire internationale de Leipzig, une plaque tournante du renseignement des pays de l'Est où l'on essaie de recruter des hommes d'affaires occidentaux. Or, les Chinois y sont également bien présents et se livrent aux mêmes tentatives de séduction que lorsqu'ils organisent leur propre foire à Canton. En 1966, le même contre-espionnage demande l'expulsion de trois stagiaires qui s'intéressaient de trop près à l'usine d'équipements électroniques Ohmic, au Mans. Puis celle du correspondant de l'agence de presse Chine nouvelle, Li Yannian, et du chef du bureau de presse de l'ambassade Tian Yiching, à qui l'on reproche d'effectuer du renseignement industriel en profitant de la désorganisation dans certaines usines à la faveur de la grève générale en mai 68[9].

Quand le Diaochabu se transforme en Guoanbu, cette nouvelle Sûreté de l'État ouvre tout un pan de la recherche économique à son plan de renseignement. En 1985, son chef Ling Yun, spécialiste du contre-espionnage plutôt politique est remplacé par un ingénieur Jia Chunwang, un homme blanchi sous le harnais de l'université de Qinghua, et désormais le Guoanbu puisera dans la célèbre « école polytechnique » des cadres de qualité. En outre, une école de renseignement économique ouvre ses portes à l'instigation de ce service à Pékin, puis une « Business School » à Shanghai.

Exemple significatif : en RFA, en 1987, les principaux représentants du Guoanbu sont un couple dont le mari a pour couverture le

9. Voir Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois*, Robert Laffont, paris, 1987.

poste de « conseiller commercial ». Vingt ans plus tard, c'est encore vrai. À tel point que le « commercial » de nos jours est si actif dans ses opérations de renseignement qu'il a beaucoup gêné l'attaché de défense chinoise à Berlin – depuis 2006 posté à Paris –, le général Zhang Changtai. Raison humoristique à cette brouille : les deux hommes de l'art portent le même nom, et les huissiers de l'ambassade de Berlin se trompent en leur apportant leur courrier…

Mais dans les années 1980, la grande réforme du renseignement consiste aussi à utiliser des méthodes traditionnelles, héritées de l'espionnage japonais des années 1950, avec l'avantage du nombre. Et de nouveaux moyens techniques. Premier exemple : « Incroyable ! À la Foire internationale de Bordeaux cette année les Chinois ont tout photographié, et surtout ils utilisent de nouvelles caméras vidéo qui leur permettent de filmer la totalité des panneaux explicatifs, même les plus anodins », m'explique à l'époque le colonel Ferron, chef de poste de la DPSD pour cette région militaire[10].

Deuxième exemple : la fameuse affaire des cravates, plus humoristique, et qui n'aurait évidemment plus de raison d'être à l'heure des appareils photo numériques. En 1985, le contre-espionnage s'aperçoit que des visiteurs chinois de la firme Agfa – à l'époque en avance sur certains procédés par rapport à Kodak – s'arrangent pour plonger par inadvertance leur cravate dans des bains de révélateurs spéciaux. Rentrés à leur hôtel, ils coupent le bout de leur cravate et envoient leurs échantillons en Chine pour analyse. Des « nettoyeurs » des services spéciaux français ont retrouvé le reste des cravate dans les corbeilles à papier de leurs chambres…

En février 1982, en parallèle de la création du Guoanbu, a vu le jour le « ministère pour les Relations économiques étrangères et le Commerce » (MOFERT), dirigé par Chen Muhua, une militante respectée mais qui a failli périr dans les années 1940 lorsque Kang Sheng, le « maître des ombres » l'a fait arrêter à Yan'an comme

10. Témoignage du 12 mai 1988.

« espionne du Kuomintang »... Elle avait été sauvée *in extremis* par Zhou Enlai, le « mandarin révolutionnaire » qui a lancé le concept des « quatre modernisations », finalement mis en place par Deng Xiaoping. Pour la modernisation du commerce, Mme Chen est donc la personne idoine.

La création d'un grand ministère du Commerce extérieur, jumelé avec celui de la Recherche scientifique et technologique, en est l'un des instruments bien nécessaires. D'autant qu'entre 1982 et 1988, le camarade Deng lance les grands programmes de recherche et développement des technologies de pointe, le programme 863, de mars 1986, dont nous avons le volet militaire, mais qui possède un pendant civil, et enfin le plan Torche (*Huoju*) à l'origine de la création de cinquante-trois « zones de développement industriel des hautes technologies » (ZDIHT) qui vont siphonner les technologies d'Occident, de Corée et du Japon, pour ne prendre que les plus importantes.

Sous l'égide du secteur international du MOFERT – puis de son successeur le MOFTEC – on va naturellement offrir des couvertures importantes aux itinérants du Guoanbu, comme l'avait suggéré Deng Xiaoping, qui se livrent directement à des opérations d'espionnage. Mme Chen a été secondée dans ce domaine par un ancien technicien du Diaochabu, Wei Jinfei, qui est devenu conseiller du ministre du Commerce avant de mourir en 1983.

Mais au-delà de la « zone noire » de l'espionnage économique s'articulent de nombreuses cellules de veille économique extrêmement précieuses pour la course au développement chinois. En 1984 naît le Centre d'information scientifique et technique du Sichuan, qui comprend « un réseau d'information FAX, un réseau de coopération pour l'information commerciale, un réseau d'échange global d'informations économiques, scientifiques et techniques », ainsi qu'un service de collecte et de développement des échantillons des produits étrangers... Ce SSTIC, l'un des premiers du genre à être identifié en France, regroupe 15 millions de données pour les 50 000 utilisateurs prévus et développe un grand service de documentation par fax

(internet est encore inconnu) qui se spécialise particulièrement dans la *marketing intelligence*[11].

En 1986, le MOFERT, sis au 2 de l'avenue Dongchang'an, au centre de Pékin, est l'élément moteur d'un réseau économique et commercial regroupant les institutions régionales, locales et les départements import-export d'entreprises, équipé d'un terminal satellitaire (VSAT), doté d'un réseau d'échange EDI (*Electronic Data Interchange*), et il va construire dans les cinq ans 300 stations terrestres appartenant à des réseaux nationaux ou internationaux. Comparable au système japonais du Jetro (*Japan External Trade Organization*), celui-ci transmet toutes données de nature économique qui vont servir à la fois à nourrir un fichier central et à redistribuer à des entreprises des données facilitant leurs interventions à l'étranger[12].

Avec un quartier général à Pékin, la branche nationale inclut 200 stations qui utilisent des satellites civils asiatiques. La branche internationale aura 100 stations qui servent l'Asie du Sud-Est par satellites, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Océanie par câble sous-marin, et l'Europe, l'Afrique et l'Asie de l'Ouest par les satellites de l'océan Indien[13].

On peut donc faire remonter la création de la veille économique chinoise à cette époque. Elle est également soutenue par des services directement reliés à la direction du Parti communiste tels que le Département du travail de front uni qui, on l'a vu, intervient auprès des Chinois d'outre-mer. Voit le jour le 5e Bureau du DTFU, chargé

11. Pour le descriptif du SSTIC, voir Commissariat général du plan, *Intelligence économique et stratégie des entreprises,* travaux dirigés par Henri Martre, la Documentation française, 1994. Il est tout à fait significatif que dans ce tout premier livre sur le sujet, l'intelligence économique chinoise fait l'objet d'un petit texte en annexe. On mesure tout le chemin parcouru depuis…

12. Les Chinois étudient évidemment le système japonais. On renvoie par exemple à l'article très technique de Qihao Miao, Zuozhi Zhang, « Anatomy of JETRO's Overseas Technology Monitoring : Bibliometrical and Content Analysis », revue *Scientometrics*, 1990.

13. *Pékin Information*, 1er février 1993.

du « renseignement économique », et dirigé à partir de 1988 par Hu Deping, le fils du secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, et également directeur de la Société chinoise de recherche en économie privée. Responsable de nos jours des chambres de commerce internationales chinoises, le fils Hu est souvent en visite en France comme dans de nombreux pays européens pour établir également des liens avec les regroupements d'affaires qui souhaitent investir dans l'empire du Milieu.

Systèmes de veille économique à la chinoise

« Mes services ne se livrent pas à des opérations d'espionnage, mais plutôt à du renseignement ouvert, de la veille économique à grande échelle », m'explique le professeur Liu Xiaoxi, directeur général du département de recherche macro-économique au sein du Bureau de recherche du Conseil des affaires d'État, autrement dit le gouvernement chinois[14].

Au cours d'une longue présentation des grandes réformes dans ce domaine, suivi d'un dîner avec des dirigeants du Forum des réformateurs, liés à l'École centrale du Parti communiste, qui me l'ont présenté, s'ensuit une discussion riche de détails sur le système moteur de l'intervention économique à l'étranger. Tout y passe : le rôle initiateur du Petit Timonier, le lancement des grands programmes sur la technologie de l'information avec Jiang Zemin, la théorie des « trois harmonies » du président Hu Jintao qui souhaite poursuivre le développement de la Chine vers un statut de superpuissance, sans pour autant provoquer de conflits avec les autres grandes nations. Même si la fringale pour les gisements énergétiques peut susciter des couacs stratégiques et diplomatiques comme on l'a vu au Darfour, en Afrique… N'a-t-on pas vu, un an plus tôt, à la lisière du Soudan et du Tchad, le service Action de la DGSE française, chargé de protéger

14. Entretien à Pékin, le 27 juin 2007.

le président tchadien Idriss Déby face à des rebelles armés par les services chinois ?

Mais restons « amis ».

« La recherche informative du renseignement économique s'organise selon trois canaux, précise Liu en dégustant sa soupe pékinoise fort épicée. Les instituts de recherche économique proprement dit, les organisations non-gouvernementales et les institutions privées. Avec une quarantaine de chercheurs nous centralisons ces informations, afin de permettre au gouvernement de prendre les grandes orientations pour les années à venir. »

Même s'il a travaillé au tournant du XXI^e^ siècle avec le service d'enquêtes du Parti communiste, le *Zhongyang Diaoyanshi*, alors dirigé par Chen Jinyu, qui a remplacé en 1983 le service de renseignement extérieur, Diaochabu, cet universitaire de formation insiste sur le fait que la recherche, puis la centralisation, s'effectue à partir de sources ouvertes. Un flot gigantesque de données sont traitées et, à vrai dire, semblent poser un problème de tri et d'analyse. « Nos dirigeants reçoivent une masse d'informations, et c'est vrai que manque un organisme de coordination. Mais à vrai dire, je ne suis pas sûr que cela soit possible à l'échelle d'un pays aussi vaste que la Chine. Pour au moins deux raisons : la régionalisation de l'économie et l'importance évidente du secteur privé, depuis le grand tournant opéré par Deng Xiaoping. »

D'où l'existence d'une myriade de commissions de coordination et de régulation de l'information à un échelon intermédiaire qui, lui semble-t-il, parviennent à la faire circuler de manière beaucoup plus fluide que par le passé.

L'interface entre les agences d'informations d'État, du parti, voire de l'armée, avec des grandes entreprises théoriquement privées est constante.

« L'e-information, l'information recueillie par internet, calquée sur les systèmes américains et autres est devenue très importante, souligne Liu Xiaoxi. C'est un domaine dans lequel le ministère de

l'Information [qui assure le contrôle d'internet avec les services de sécurité] joue un rôle central. »

Et de souligner que des vecteurs traditionnels d'information dans le système chinois depuis 1949 continuent d'être importants tels, par exemple, les rapports économiques confidentiels de l'agence de presse Chine nouvelle ou des divers ministères qui travaillent désormais avec internet. Il se trouve que, quelques jours plus tôt, je me suis procuré un manuel pratique de collecte du renseignement par internet, publié par le secteur technologie de l'information de l'université de Qinghua, qui illustre bien cette immense révolution dans la formation des cadres de la nouvelle économie et de la veille technologique…

Ce que m'explique le professeur Liu est assez complet à ceci près qu'il y manque le retour d'informations du secteur privé lorsqu'il collecte des informations utiles à la marche des affaires de l'État et la sécurité nationale – le rôle de l'armée dans un nombre croissant d'affaires concernant le commerce et l'industrie… Mais patience, cher lecteur !

Les « bureaux » de recherche économique

Suite à ma rencontre avec le jovial professeur Liu, j'ai voulu savoir un peu mieux quel est le dispositif de ce Bureau de recherches des affaires du Conseil d'État (*Guowuyuan yanjiushi*), dirigé par Wei Liqun. En effet, ce bureau qui a pris de l'ampleur grâce à Jiang Zemin a abandonné son rôle d'agence de renseignements généraliste et politique pour se cantonner dans la recherche d'informations stratégiques commerciales et économiques.

Cette orientation avait déjà été impulsée par son prédécesseur Gui Shiyong, jusqu'à 2001, quand Wei, alors son adjoint, a pris sa place. Le Bureau de recherches, installé à Zhongnanhai, la résidence des dirigeants, dépend directement du Premier ministre, et doit procéder à la collecte, à la compilation et à l'analyse de toutes informations de nature économique et sociale à la fois interne à la Chine

mais également à l'étranger pour le guider dans ses décisions. Il aide simultanément la direction du Parti communiste à documenter ses interventions et le gouvernement à envisager les nouvelles réformes à engager. Mais le Bureau de recherches n'est pas une seule gare de triage, c'est aussi un véritable *think tank*, un laboratoire d'idées.

Son directeur, Wei Liqun, accompagne le Premier ministre Wen Jiabao dans ses divers périples à l'étranger comme il accompagnait déjà son prédécesseur Zhu Rongji, alors qu'il n'était que directeur adjoint.

Le Bureau de recherches comprend six départements, dont le premier, celui des secrétaires, chapeaute aussi le Département des affaires étrangères. Les cinq autres se déclinent ainsi : (n° 2) Département de la recherche globale ; (n° 3) Département de la recherche macro-économique ; (n° 4) Département de la recherche, du commerce, des transports et de l'industrie ; (n° 5) Département de la recherche économique rurale ; (n° 6) Département de la recherche du développement social.

Afin de dynamiser son équipe, Wei s'est attaché les services d'analystes spécialistes de la « mondialisation » telle Mme Jiang Xiaojuan, ex-secrétaire générale du Centre de recherche de l'investissement international à l'Académie chinoise des sciences sociales – la CASS, qui joue un rôle important dans de nombreux secteurs de la recherche et de l'information y compris stratégique – et experte des questions de mondialisation.

Ce bureau de recherche fonctionne en osmose avec les deux principaux ministères versés dans la recherche stratégique de la guerre économique, d'une part le ministère du Commerce MOFCOM – hérité du MOFTEC – et d'autre part le MOST, le ministère de la Science et de la technologie. Tous deux possèdent un puissant organisme de recherche de l'information sur toute la planète.

Le MOFTEC s'est fondu à partir de 2003 dans le ministère du Commerce, le MOFCOM (*Shangwubu*) déployant des organes d'intelligence économique évidemment dotés d'un *manpower* immense.

Fils du ministre des Finances de Mao Zedong, Bo Yibo, et ancien maire de Dalian, le ministre du Commerce Bo Xilai bénéficie en effet de l'apport de la structure peaufinée par son prédécesseur au sein du MOFTEC, Shi Guangsheng. Ce dernier possédait une riche expérience après avoir été attaché commercial au Mali et en Belgique, ayant déjà animé la division import-export du MOFERT (le précurseur du MOFTEC) et ayant surtout par la suite participé aux délicates négociations sur l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce.

Les dispositifs de renseignement du MOFTEC, élargis au sein du MOFCOM, ont reçu mission d'accompagner la mutation économique de la Chine dans l'échiquier économique mondial. Positionnement au sein de l'OMC, négociation des traités concernant la propriété intellectuelle, définition des stratégies commerciales, acquisition de nouvelles technologies, création de joint-ventures, toutes ces activités et bien d'autres requièrent un déploiement des techniques et du savoir-faire dans l'intelligence économique à l'échelon national. Au plan international, ce dispositif est doublé de structures parallèles dans les mégapoles comme Shanghai, Chongqing, Canton ou dans des provinces comme le Shandong qui ont mis en place des systèmes de « siphonnage » particulièrement performants dans le domaine de l'information économique. On verra, au chapitre de la France, comment des structures régionales utilisent les comités de jumelage et autres structures d'échanges.

Au Conseil des affaires d'État, le vice-Premier ministre Wu Yi – dépeinte par le magazine *Forbes* comme la deuxième femme la plus puissante du monde en 2004, après l'Américaine Condoleezza Rice – chapeaute le MOFCOM. Rien de plus naturel puisque c'est elle qui, dirigeant ce ministère dans les années 1990, a materné son volet intelligence économique.

Celui-ci s'appuie sur des départements internes spécialisés, tel le Département des affaires économiques et du commerce international, mais aussi sur une myriade de *think tanks* et d'instituts qui ont vu le jour depuis dix ans comme l'Institut de recherche du commerce international, l'Institut national de recherche économique de Pékin,

le Centre de recherche économique de Shanghai, et tant d'autres... C'est le premier, l'Institut de recherche du commerce international, créé en 1994 par Shi Honghai, qui constitue la première structure d'intelligence économique, au sens où on l'entend en Occident.

La mise en place de banques de données, de structures régionales de recherche économique, de fourniture d'informations étrangères à des entreprises chinoises *via* le magasine interne *Foreign Trade Survey* s'appuie naturellement sur des structures mixtes avec les « sections de recherche » d'organismes d'État mitoyens tel le ministère des Finances ou la Banque de Chine.

Mais les spécialistes du renseignement du MOFCOM travaillent de concert avec le contre-espionnage offensif du ministère de la Sûreté de l'État, en particulier de son 17e Bureau, dirigé par Tian Gengren, ainsi que le Bureau « Entreprises » du même Guoanbu, fondé en 2000 par Chen Quansheng. Parmi les dizaines de milliers de « poissons des profondeurs » du Guoanbu, les agents de renseignements nichés dans les réseaux économiques de la diaspora chinoise à travers le monde sont légion.

Le même Guoanbu voit son 10e Bureau, dirigé par un expert nommé Liu Zhisheng, couvrir le domaine scientifique et technologique et par conséquent assurer l'interface avec le ministère de la Science et de la Technologie dirigé depuis mai 2007 par un spécialiste de l'industrie automobile, non membre du Parti communiste, Wan Gang. Ses structures les plus agressives en matière de collecte d'informations, de brevets, de rapports et autres mesures actives, y compris le recrutement de scientifiques, d'origine chinoise mais pas seulement, sont multiples.

Dépendant du « Bureau exécutif » patronné par Li Chaocheng, les Départements 1 et 2 de la « recherche et investigation » complètent les recherches sur internet effectuées par la Division « E-Documentation », la veille organisée sur internet avec l'aide d'outils intelligents.

Dirigée par Jin Xiaoming, la Division de coopération internationale est évidemment la plus active à l'étranger puisqu'elle anime les

accords de recherche scientifique à l'échelle globale, entre États et à l'échelon le plus subalterne entre institutions et laboratoires. Elle s'articule en sept divisions : (1) Planning/affaires générales ; (2) Organisations de colloques ; (3) affaires Amérique/Océanie ; (4) Afrique/Asie ; (5) Europe ; (6) Politique d'étude ; (7) Europe orientale et centrale. Elle guide la recherche à partir des postes diplomatiques où elle est représentée, en liaison avec le Guoanbu, mais aussi la COSTIND qui pilote la recherche technologique du domaine militaire. À Paris, son poste de pilotage se trouve dans l'annexe de l'ambassade, au 4e étage de l'avenue de Washington.

Début 2006, l'OCDE estimait que la Chine était en passe de devenir le deuxième investisseur dans la recherche et le développement (R & D) après les États-Unis, dépensant 136 milliards de dollars dans ce domaine et dépassant le Japon avec ses 130 milliards. Ce qui, sur la décennie, veut dire que le développement du R & D est plus intense que l'expansion de l'économie dont le taux de croissance est de 9 à 10 % par an. Le ministère de la Science et de la Technologie chinoise dément ces chiffres et assure qu'il ne dépensera qu'un quart de ce budget et qu'en 2005 il a dépensé seulement 30 milliards.

Cela appelle deux remarques. D'une part, dans le domaine technologique civil et économique, les autorités de Pékin camouflent les chiffres réels exactement comme le fait l'APL pour le budget militaire annuel : la manne des financements d'opérations de renseignement est camouflée. D'autre part, il s'agit d'éviter que l'appareil d'État chinois soit perçu comme jouant un rôle déterminant dans le R & D du secteur privé alors qu'on veut maintenir la fiction selon laquelle la Chine est régie par l'économie de marché, alors qu'en réalité 55 % de ce budget R & D est étatique[15].

Au sein de chacune de ces structures, un comité de pilotage détermine les objectifs et cible la recherche technologique à l'étranger dans le cadre d'une politique globale.

15. *China Daily*, 5 décembre 2006.

Le stratagème de la lamproie

Ancien attaché de défense à Pékin, le général Daniel Schaeffer a décrit avec précision lors d'un colloque à Paris la « pratique de l'intelligence économique chinoise dans l'acquisition des hautes technologies[16] ». Après avoir défini qui sont les acteurs de cette intelligence économique, comme je l'ai fait, il a énuméré les « modes opératoires chinois » qui méritent qu'on s'y penche un instant, même si je livre de nombreuses illustrations tout au long de ce livre des méthodes des services secrets qui utilisent aussi bien des moyens clandestins qu'ouverts, les *open sources,* pour capter les informations capitales dont se nourrit l'économie chinoise et ses acteurs.

1 – L'acquisition du renseignement ouvert

Elle est particulièrement facile en Occident et dans les pays démocratiques, du fait de la profusion de sources et de l'accès à l'information (y compris et surtout avec internet qu'emploient de plus en plus les services chinois), elle se réalise en second lieu lors des visites d'installations et d'entreprises toujours très riches en enseignement.

2 – L'exploitation des relations politiques

Comme celles qui malheureusement débouchent sur des scandales. Je l'ai décrit avec l'affaire du Chinagate aux États-Unis, j'en parle plus loin à propos du scandale des frégates de Taiwan.

3 – La coopération internationale dans le domaine économique

C'est essentiellement les investissements étrangers. Selon la formule du général Schaeffer : « Cette ruée vers la Chine lui a ouvert

16. Daniel Schaeffer, *La pratique de l'intelligence économique chinoise dans l'acquisition des hautes technologies,* Actes du colloque Intelligence économique & Compétition internationale, IECI, 16 novembre 2006, Paris, la Défense.

une véritable mine de technologies, et lui a permis de combler en un temps record le retard que lui avait fait prendre le régime maoïste ». On ajoutera des prévisions de la CIA établies sur plusieurs dates. En 2004, la Chine est la 6e puissance économique, mais son PIB (10561 yuans, 1106 euros) la place au niveau d'économies peu florissantes (Honduras, Sri Lanka). L'investissement étranger aura été le moteur de la croissance chinoise avec un demi-million d'entreprises et 660 milliards de dollars. Puis c'est l'inverse, la Chine utilise ses avoirs accumulés pour acheter des moyens énergétiques à l'étranger. Plus tard, selon l'humeur des projectionnistes, c'est tout bon ou tout mauvais : en 2010, à cause de la disparité des revenus, la Chine éclate ou subit pour le moins des troubles sociaux considérables, soit au contraire à l'horizon 2035, elle est devenue la première puissance devant les États-Unis…[17]

4 – Les acquisitions commerciales directes

La Chine achète en quelques exemplaires un produit en vue de les disséquer et de fabriquer ses propres produits finis. L'exemple le plus connu est celui du train à lévitation magnétique mis au point par les Allemands, le Maglev. Berlin espère vendre la liaison Pékin-Shanghai. Au lieu de cela, les Chinois achètent juste le tronçon de l'aéroport de Shanghai jusqu'au centre du « Paris de l'Orient ». Et pendant ce temps, en 2006, l'école d'électricité industrielle de l'université de Jiaotong de Chengdu confectionne son « Maglev » chinois. Dans les milieux de l'aéronautique, on ose espérer que le même processus ne se produira pas avec les Airbus… Ce système peut aussi se réaliser par « achat d'appartements » plutôt que d'« immeubles ». Ainsi, au milieu des années 1980, un fabricant aéronautique s'est vu commander plus de moteurs que d'avions

17. Voir sur ces questions Erik Izraelewicz, *Quand la Chine change le monde,* Bernard Grasset, Paris, 2005 ; Thierry Wolton, *Le Grand Bluff chinois – Comment Pékin nous vend sa « révolution » capitaliste,* Robert Laffont, Paris, 2007 ; Jean-Luc Domenach, *Où va la Chine ?* Fayard, Paris, 2002.

complets pour une raison évidente : c'était le seul élément que les Chinois n'avaient pas réussi à copier[18].

5 – La coopération scientifique

Le lecteur a déjà rencontré de nombreux exemples de ce problème comme en témoigne l'affaire du savant du CNRS de Strasbourg. Le général Schaeffer a raison de nous mettre en garde de ne pas sombrer dans la paranoïa en ne voyant dans cette coopération qu'un immense pillage organisé. Toutefois, il rappelle que « tout le problème est de savoir, dans cette coopération, où mettre la barre des cessions acceptables et celles qui peuvent compromettre nos intérêts économiques, technologiques, stratégiques et quel est le degré d'éveil de nos chercheurs sur les limites à ne pas dépasser en matière de transfert de connaissances ». Une remarque qui s'appuie sur une réalité bien française : contrairement à la Grande-Bretagne ou à la RFA, le contre-espionnage français a du mal à s'entendre avec la communauté scientifique sur la définition de ce que représente « la protection du patrimoine ».

6 – La coopération étudiante

L'affaire Valeo n'est qu'une partie émergée de l'iceberg. D'après leurs estimations pratiques, les services de sécurité français se rassurent en estimant que les Chinois ne considèrent pas les universités françaises comme les plus intéressantes pour l'apprentissage et la formation de leurs futures élites, sauf pour ce qui concerne la formation des grands administrateurs de l'État et autres fonctionnaires territoriaux (gérée en Chine par l'École centrale du Parti communiste).

7 – Les « retours d'Occident »

Une expression qui rappelle l'époque lointaine où Zhou Enlai et Deng Xiaoping avaient été « étudiants-ouvriers » en France. C'est

18. Juan Antonio Fernandez, Laurie Underwood, *China CEO, Voices of Experience from 20 International Business Leaders,* John Wiley & Sons (Asia), Singapour, 2006.

surtout dans le domaine privé, dans les laboratoires scientifiques, que les chercheurs, après avoir puisé à l'étranger une expérience et des connaissances, les mettront à profit de retour en Chine. Le nouveau système des instituts Confucius, en binôme avec de grandes entreprises technologiques chinoises, et jumelé avec des universités de pointe appelle une analyse plus fine. Surtout que de nombreux étudiants étrangers vont cette fois effectuer des études et des stages en Chine, avec l'espoir des dirigeants qu'ils seront plus tard acquis à la cause de l'économie chinoise.

8 – L'appui sur la fibre nationale

C'est le vaste monde des Chinois d'outre-mer, les *Huaqiao*, dont les relations avec leur pays d'origine restent solides. Il s'agit aussi de relations, de *guanxi,* régionales. Elles jouent également dans le domaine du crime organisé, comme en témoignent certains secteurs détenus par des ethnies Teochew ou Wenzhou, mais pas la majorité d'entre eux naturellement. Mais on utilise ces relations pour l'espionnage avec un grand E, comme on l'a constaté dans l'affaire de la taupe de la CIA, Larry Wu Tai Chin dans les années 1980, ou comme le subodore – et le souligne – le général Schaeffer dans l'affaire du savant sino-cambodgien naturalisé de Strasbourg.

9 – Les stratégies de négociations

Il y a là une infinité de formules pour les négociations, dont le lobbying, la guerre d'usure avec des partenaires, le chantage à l'accès au marché chinois, la mise en concurrence au cours de laquelle les Chinois obtiennent des dossiers techniques qui offrent des connaissances dont ils ont besoin sans finalement conclure de contrat, les partenariats qui se retournent contre les Occidentaux qui participent à des joint-ventures comme on le verra avec l'affaire Danone.

Pour conclure avec les modes opératoires, les moyens financiers considérables de grandes entreprises chinoises permettent désormais d'utiliser des sociétés écrans qui drainent les technologies occidentales,

favorisent leur détournement et finalement donnent lieu à ce que l'on a constaté constamment, l'espionnage à très haute dose, comme aucun pays ne l'a fait depuis que le bloc communiste d'Europe orientale a implosé[19].

Beaucoup de ces techniques méritent le terme de « stratagème de la lamproie » qu'on leur donne parfois. La « flûte aux sept trous », comme on appelle aussi ce poisson serpentiforme en France, est mythique. En Chine, il a pour nom « l'anguille à huit yeux » (*ba mu man)* et les savants peuvent dater son origine au moins à 530 millions d'années. Comme la Chine millénaire, il a le temps pour lui. Le « stratagème de la lamproie » (*ba mu man ji)* vient de ce que ce poisson visqueux et verdâtre se fond dans le paysage marin, s'accroche aux rochers, puis, quand il a patiemment choisi sa proie, se rapproche au plus près et se colle sur elle, avant d'en siphonner le sang avec ses multiples orifices... Une belle métaphore pour les techniques d'espionnage chinoises !

Mais qu'on se rassure, du côté de Bordeaux, de la lamproie on fait un met succulent en la faisant mijoter dans du pomerol...

La business intelligence *de Huawei*

En voilà une qui excelle dans le « stratagème de la lamproie » ! C'est Huawei Technologies, l'empire des télécommunications, fondée il y a vingt ans par un officier de l'APL, Ren Zhengfei, dans la zone économique spéciale de Shenzhen. Elle peut à elle seule symboliser la Chine qui gagne et qui achète le monde. Elle mériterait un livre entier, et d'ailleurs elle produit elle-même de nombreux ouvrages à sa

19. Mais comme commence à le faire le service de renseignement indien, la Research & Analysis Wing (RAW), de plus en plus présent à travers le monde et naturellement l'un des grands ennemis des services chinois, bien que Pékin ait récemment tenté d'attirer l'Inde dans le circuit du Club de Shanghai. L'un de ses objectifs est évidemment d'obtenir la fin du soutien de New Delhi aux réfugiés tibétains à commencer par le premier d'entre eux, le dalaï-lama.

gloire et sur tous les aspects de sa réussite. Ces volumes écarlates s'étalent en abondance dans les librairies chinoises. Elle est devenue un acteur majeur, pour le meilleur et pour le pire : c'est ce que pensent les employés d'Alcatel-Lucent du côté de Rennes, mis au chômage pour cause de délocalisation tandis que le rival Huawei s'installait à Lannion en Bretagne.

Huawei compte 31 des 50 premiers opérateurs de téléphonie et de communications parmi ses clients, à commencer par British Telecom, Telefónica, France Télécom-Orange, China Mobile, Vodafone... Elle dispose d'environ 30 000 chercheurs à travers le monde, l'une des plus importantes équipes, 10 % de son budget. La moitié de ses employés (62 000) travaillent dans le R & D. Il n'est pas de semaine que l'on n'apprenne qu'elle s'implante dans de nouvelles zones géographiques. Ses adversaires n'hésitent pas à la soupçonner de jouer à fond la carte du renseignement technologique par tous les moyens. Ils rappellent volontiers qu'elle ne s'embarrasse pas de morale internationale, puisqu'en 2001 elle avait signé des contrats juteux avec l'Irak de Saddam Hussein ou les talibans d'Afghanistan pour établir leurs communications tant civiles que militaires... « Peut importe qu'un chat soit noir ou gris, disait Deng Xiaoping, pourvu qu'il attrape des souris »...

Donc Huawei croît et embellit à vue d'œil. Dernier contrat extraordinaire en date au moment où j'écris – mais est-ce surprenant ? – elle a remporté le marché de la téléphonie mobile pour 700 millions de dollars en Chine en signant un contrat avec la China Mobile Communications Corporation et ses réseaux dans trente provinces dont le Cantonais, le Zhejiang, le Fujian, le Jiangsu, le Shandong.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Huawei a mis au point un gigantesque appareil de *business intelligence* qui lui permet de tout savoir sur ses concurrents, sur les marchés potentiels, sur le R & D d'autres entreprises qu'elle aimerait sans doute avaler. Un système qui, selon les informations que j'ai recueillies, profite en sens inverse à l'appareil d'État, à l'armée dont monsieur Ren est officier

de réserve, et bien sûr au Parti communiste, partenaire inévitable dans l'empire du Milieu.

Selon ses propres documents, le système de *business intelligence* – nommé « Huawei TopEng-BI », se base sur un flux intérieur et extérieur de renseignements et d'informations en liaison avec toutes ses filiales et selon les réseaux suivants : une gestion de banques de données en temps réel *Data Warehouse* (DW), un processus d'analyse online (OLAP), une « mine de données » (DM), un système d'intelligence artificielle (AI) et un système d'information géographique (GIS). L'interface complexe de ces secteurs donne accès, à partir de son quartier général gigantesque de Shenzhen, à des analyses, des informations et projections concernant le marché, un soutien efficace à la vente, mais aussi à une analyse très fine de la clientèle qui suppose un accès à de multiples données personnelles.

Ce dernier point – surtout si l'on songe aux interfaces potentielles avec des ministères comme le Guoanbu ou le 3e Département de l'APL, responsable de la guerre des communications, laisse songeur.

En effet, contrairement aux pays à partir desquels travaillent les autres opérateurs, il n'existe pas de contrôle visant à la protection des données. Aussi tout ce qui concerne les programmes d'analyse des appels, de l'utilisation des clients, l'analyse des clients dits VIP (*Very Important Persons*), des compétiteurs, des systèmes de monitoring, des rapports automatisés sur l'emploi des appareils, des profils des clients, et données réceptionnées, analysées et exploitées par millions grâce aux systèmes d'intelligence artificielle informatique est sans doute une grande première. Officiellement tout cela sert naturellement au marketing et à la percée sur de nouveaux marchés. Mais Huawei, avec un dispositif à nul autre pareil – si l'on excepte la National Security Agency américaine –, n'est-elle pas, avec ses *business intelligence systems*, l'une des plus grosses entreprises de renseignement technologique ? Et dès lors se pose la question : quel profit en tire exactement le Parti communiste chinois, si l'on met de côté le profit purement matériel que la corruption, endémique au plus haut niveau de l'État, génère habituellement ?

Les frégates de Taiwan

La corruption, parlons-en. Constamment des affaires éclatent, et la Commission de discipline du parti, épaulée par le Guoanbu, mène l'enquête. Elles débouchent souvent par l'exécution de hauts cadres qui servent de fusibles. Comme pour les pauvres gens, on leur tire une balle dans la tête qu'on fait payer ensuite à la famille… Mais pas toujours. Le scandale des frégates des Taiwan et son annexe l'affaire Clearstream qui se sont affichés à la « une » des médias en France pendant des mois sont tout simplement impensables si la direction du Parti communiste chinois à l'époque de Jiang Zemin (1989-2002) et son clan shanghaïen n'avaient pas été aussi corrompus. La même réflexion valant naturellement pour une brochette de politiciens et de chevaliers d'industrie dans l'entourage de François Mitterrand, président. Mais seulement en second lieu. Car jamais Thomson-CSF n'aurait pu imaginer vendre pour 16 milliards de francs, six frégates La Fayette à Taiwan sans que Pékin ne ferme les yeux en recevant – comme une partie de l'état-major de la marine taiwanaise – de somptueuses commissions occultes.

En décembre 1991, alors que le contrat de vente des frégates a enfin été conclu, Alain Gomez, P.-D.G. de Thomson-CSF (devenue depuis la société Thales), s'oppose au versement de 160 millions de francs que lui réclame, au titre de leur participation aux négociations, une société écran suisse derrière laquelle s'abritent deux intermédiaires salariés du groupe pétrolier ELF, Alfred Sirven et Christine Deviers-Joncour. Ce « réseau ELF » estime qu'il a joué un rôle central pour persuader la marine de Taiwan que son offre est la meilleure, pour convaincre l'État français de prendre le risque de froisser la Chine populaire et pour s'assurer que le Parti communiste chinois ne considérerait pas *Tango Bravo* – le nom de l'opération de séduction – comme un acte d'hostilité.

En août 1991, les trois objectifs avaient été atteints – mais moins grâce à Alfred Sirven qu'à un autre réseau mis en place par Alain

Gomez grâce à son amie chinoise Lily Liu, et à un troisième réseau mis en place par un spécialiste des ventes d'armes Andrew Wang. Une victoire qui ouvre la voie à d'autres ventes d'armement. Pour parvenir à ce résultat, il a fallu que le président François Mitterrand change d'avis, convainquant son ministre des Affaires étrangères Roland Dumas qui, sensible aux arguments du Quai d'Orsay sur la nécessité de maintenir des liens de confiance avec Pékin, n'est pas très favorable à cette affaire. Mais les amiraux taiwanais acceptent de considérer que les vedettes françaises sont préférables aux coréennes, même si elles coûtent bien plus cher. Et les Chinois se contentent d'une protestation de pure forme contre cette vente de matériel militaire à Taiwan.

L'instruction de la plainte déposée par Thomson contre le petit réseau ELF va montrer que ces revirements ne sont pas dus à la force de conviction des cadres commerciaux de Thomson-CSF. Entendu par le juge Renaud Van Ruymbeke, Roland Dumas affirme sur procès-verbal que François Mitterrand a autorisé le versement d'une commission de 400 millions de dollars aux décideurs taiwanais et de 100 millions à des responsables chinois dont on apprendra qu'il s'agit du proche entourage du président Jiang Zemin, de son Premier ministre Zhu Rongji (venu à Paris le 16 avril 1991), de Jia Chunwang, alors le patron du Guoanbu, ou encore de Wang Baosen, l'ancien maire de Pékin qui s'est suicidé en 1995[20]. Auraient également bénéficié de ces « rétrocommissions » l'ancien maire de Shanghai, Huang Jun, l'amiral Liu Huaqing, le chef de l'APL, qu'on a vu impliqué dans le Chinagate de Bill et Hillary Clinton ; le ministre des Affaires étrangères Qian Qichen ; et même Deng Pufang, le propre fils de l'ancien président Deng Xiaoping et dirigeant de la Fédération des handicapés de Chine. D'autres rétrocommissions ont été versées également à des hommes politiques français de gauche comme de droite et divers Taiwanais. Au moment où l'affaire des frégates connaît des rebondissements judiciaires en France, nombre des protagonistes ont

20. Voir « Pékin : Clearstream et frégates », *in Intelligence Online,* 26 mai 2006.

disparu malgré la curiosité de la commission d'enquête taiwanaise ou les mandats d'arrêts internationaux des magistrats français. C'est le cas de Wang Chang Poo, *alias* Andrew Wang, intermédiaire professionnel en ventes d'armements. Simple homme de paille selon Christine Deviers-Joncour pour qui le « réseau Elf » est la clef de voûte du succès des négociations, il est considéré par Thomson comme celui qui a ouvert les portes. Dans tous les cas, ce titulaire d'une flotille de comptes en banque en Asie et en Europe sur lesquels ont transité au moins 5 milliards de francs, se tait.

Même silence de la mystérieuse Lily Liu. Certains affirment que c'est elle qui a tiré les ficelles en Chine, mais pour Christine Deviers-Joncour elle n'est qu'un leurre, l'amalgame de trois Chinoises de second rang.

En recoupant toutes les pistes et les témoignages, tant à Pékin, à Taipei qu'à Paris, on en arrive à détailler qui sont ces ombres chinoises qui ont été évoquées dans ce circuit complexe. Il y a d'abord eu Li Tingting. Avec son cabinet d'affaires américain, elle a vité été écartée dans l'affaire des frégates mais elle mérite qu'on la mentionne, ne serait-ce que parce qu'elle est la fille de Liu Shaoqi, l'ancien président et « Khrouchtchev chinois » du temps de la Révolution culturelle... Et qu'elle a proposé de jouer un rôle de médiatrice auprès de Zhongnanhai.

On a évoqué ensuite, par erreur, l'entourage de l'amiral Liu Huaqing. C'est lui dont la fille, le colonel Liu Chaoying, a joué un rôle central pour le renseignement militaire dans le Chinagate qui éclabousse la Maison-Blanche à la même époque. Directrice adjointe du 5e Bureau de l'APL-2, elle a depuis été emprisonnée – tout comme son chef, le général Ji Shengde – pour corruption dans l'affaire du Chinagate, mais aussi suite à la franche hostilité de Jiang Zemin à l'égard de son père.

La raison pour laquelle on a mentionné le vieil amiral – il est né en 1916 ! – c'est qu'il est l'un des protecteurs de celle qui a vraiment mené le réseau « pékinois » pour Thomson : Lily Liu. Celle-ci est originaire de Taiwan, fille d'un officier de l'armée de l'air nationaliste et, dit-on, ancienne hôtesse de l'air.

C'est sa sœur Liu Chuan qui, après avoir monté une école de mannequins à Shanghai, est devenue top model à Hong Kong où elle a fait venir Lily. Cette dernière était bien connue dans la colonie anglaise et est même devenue l'amie de cœur d'un diplomate du consulat de France qui a joué un rôle central dans la filière de Hong Kong en 1989 pour exfiltrer les dissidents de Tiananmen... Elle est aussi très liée à l'agence de presse Chine nouvelle, la principale couverture des services secrets dans la colonie britannique. Pour le contre-espionnage français, il ne fait pas de doute que Lily Liu était, c'est un euphémisme, une « honorable correspondante » du Guoanbu, protégée aussi par Jia Chunwang, par le fils de Deng Xiaoping en plus de l'amiral Liu Huaqing dont elle est le plus proche. Pour aplanir les difficultés entre Paris et Pékin, elle a reçu 60 à 70 millions de francs. À l'époque, cette Taiwanaise voyage beaucoup mais depuis que l'affaire a éclaté, en 1997, elle circule surtout entre Shanghai, Pékin et Hong Kong où elle dirige une entreprise en liaison avec la commission militaire, COSTIND.

Dans son livre, Christine Deviers-Joncour n'a pas tort de dire que « grâce à Lily Liu, le matériel militaire vendu par Thomson n'a plus de secrets pour Pékin. La corruption hexagonale non plus, puisque la Chinoise est informée sur le retour et sans doute la répartition des rétrocommissions. Tout cela est évidemment de la plus grande utilité pour récupérer Taiwan sans que Paris puisse dire grand-chose.

De ce fait, Lily Liu est sous bonne garde, d'abord pour qu'elle ne disparaisse pas dans la nature, ensuite pour que personne ne se risque à essayer de lui faire perdre définitivement la mémoire. Car tout autant que Sirven, elle détient sinon des explosifs qui pourraient faire sauter notre République, du moins assez de détergent pour faire une grande lessive[21]. »

Jamais vraiment abordé, cet autre aspect barbouzard de l'affaire des frégates mériterait une analyse en profondeur : a-t-on délibérément

21. Christine Deviers-Joncour, *Opération Bravo, où sont passées les commissions de la vente des frégates à Taiwan ?*, Paris, Plon, 2000.

livré tous les secrets des navires à la direction du Parti communiste chinois tout en les vendant à leurs adversaires taiwanais ? Une question qui prend tout son sens quand on se souvient que Thomson avait déjà joué ce double jeu, sous Mitterrand, pendant la guerre des Malouines, en livrant les secrets de l'Exocet au MI 6 britannique après avoir vendu ces missiles aux Argentins…

De même qu'est-ce qui empêche les services chinois d'exercer des pressions sur les hommes politiques français – socialistes, centristes et néo-gaullistes – dont ils connaissent l'identité pour avoir reçu aussi des rétrocommissions dans cette affaire ?

Dans ces conditions on comprend que des témoins disparaissent définitivement dans ce dossier avant même d'avoir pu enrichir de leurs dépositions le dossier du juge Renaud Van Ruymbeke. Le premier décès suspect du dossier est celui de Thierry Imbot, le fils du général René Imbot, ancien patron de la DGSE de 1985 à 1987. Selon son père, Thierry, qui avait été officier de la DGSE en poste à Pékin puis à Taiwan, avait l'intention de se confier à la presse lorsqu'il a été retrouvé mort en octobre 2000 au pied de l'immeuble parisien où il habitait. D'après la police, il serait accidentellement tombé en essayant de fermer les volets de son studio.

Puis, Jacques Morisson, ancien cadre de Thomson-CSF, et négociateur du contrat, se serait « suicidé » en mai 2001 en se jetant du palier du cinquième étage de l'immeuble de Neuilly-sur-Seine où il avait un appartement au second. Ajoutons Jean-Claude Albessart, délégué de la direction internationale de Thomson à Taiwan dont la mort en 2002 a été attribuée à un cancer foudroyant, sans oublier le malheureux capitaine Ying, retrouvé noyé à Taiwan, après avoir reçu des coups et qui voulait dénoncer la corruption au sein de la marine de son pays. Malgré le secret-défense imposé à cette affaire, les informations continuent de filtrer.

En 2005, deux juges d'instruction perquisitionnent les bureaux du ministre des Finances, Thierry Breton. Chez son chef de cabinet, Gilles Grapinet, révèle *Le Canard enchaîné* figurent divers dossiers sensibles. L'un d'eux concerne les frégates de Taiwan et liste les

bénéficiaires des fameuses rétrocommissions. Parmi la vingtaine de bénéficiaires « on trouvait des Chinois de Taiwan, mais aussi la moitié du bureau politique du Parti communiste chinois[22]. »

On le voit, les dirigeants chinois doivent se réjouir qu'en France comme dans l'empire du Milieu, la protection du secret sert d'abord à protéger la corruption des puissants.

L'autre forme de corruption, dans laquelle les services spéciaux chinois interviennent, au cœur de la guerre économique, c'est l'appui de l'appareil d'État aux entreprises privées mais jugés « patriotiques » face à la concurrence des firmes occidentales. Au début de l'été 2007, la France connaît un exemple retentissant et particulièrement navrant de ce genre de manipulation…

Opérations spéciales contre Danone

Les péripéties du groupe français Danone en Chine ne sont pas seulement une affaire de concurrence déloyale dont a eu à souffrir l'entreprise française, au même titre que d'autres firmes étrangères comme le géant américain Procter & Gamble à qui il est arrivé la même mésaventure. Le bras de fer qui oppose Danone à son partenaire chinois Wahaha comporte les ingrédients d'opérations montées, avec l'aval des autorités chinoises, pour écarter du marché une entreprise étrangère une fois qu'elle a aidé à se développer une entreprise locale. C'est du moins ce qu'on peut craindre.

Dans le cas de Zong Qinghou, le patron de Wahaha, c'est évidemment une remarquable utilisation des *guanxi* – les cercles de relations à la chinoise –, mais aussi des services spéciaux, qui permettent à ce multimillionnaire de se retourner contre son actionnaire majoritaire à 51 %, Danone.

Tout a commencé en 1996, quand Zong devient le partenaire du groupe Danone qui développe des boissons énergisantes et lactées,

22. « Des camarades chinois bien arrosés » *in Le canard enchainé,* 3 mai 2006.

ainsi que des eaux, en bouteilles et bonbonnes, en général pour les hôtels et les étrangers. La société montée avec le Chinois, Wahaha, bénéficie de l'expérience technique des Français, en particulier pour les chaînes de production. Cependant dix ans plus tard, à l'insu de Danone, Zong monte des entreprises parallèles dans le même secteur d'activité. L'entreprise française s'en aperçoit et exige de lui voir rapatrier l'ensemble dans la société commune. Les choses s'enveniment au nom du « patriotisme chinois » de Zong. Et quand Franck Riboud, le P.-D.G. de Danone, décide de porter l'affaire devant les tribunaux, le 9 mai 2007, les douanes chinoises trouvent opportunément des « bactéries » dans des prélèvements de bouteilles d'eau d'Évian qu'elles ont saisies. Pour de nombreux chefs d'entreprise qui se plaignent déjà des tracasseries de l'Administration pour l'industrie et le commerce (SAIC), il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une opération de déstabilisation, naturellement difficile à prouver.

Ce qui est sûr, c'est que Zong bénéficie de soutiens au plus haut niveau de l'État. En tête se trouve Mme Wu Yi, l'ex-patronne du MOFCOM et toute-puissante vice-Premier ministre qui chapeaute pour quelques mois encore le secteur du commerce et dont les prérogatives s'étaient élargies avec la maladie du Shanghaïen Huang Ju (cité plus haut, dans l'affaire des frégates de Taiwan).

Outre la gestion d'organes d'intelligence économique qui permettent d'aider les « entreprises patriotiques » comme celle de Zong, elle a également accès aux structures d'enquête et de répression des entreprises en délicatesse depuis qu'elle a pris la tête en 2003 du « Groupe dirigeant chargé de rectifier et de réguler l'ordre du marché », un organe qui travaille de près avec les services de sécurité[23].

À l'occasion d'une visite à l'entreprise de Zong à Hangzhou en 2001, Wu Yi avait dit tout le bien qu'elle pensait de l'expansion du groupe chinois Wahaha. L'accompagnaient des soutiens indéfectibles

23. Souvent cité sous son appellation anglaise, comme beaucoup de structures ayant trait au monde du commerce et de l'industrie : *Leading Group in Charge of National rectification and Standardization of Market Economic Order.*

de l'action du multimillionnaire : le gouverneur du Zhejiang, le secrétaire régional du Parti communiste ou encore le secrétaire du même parti à Hangzhou. Un puissant soutien renforcé depuis que Zong Qinghou est devenu lui-même député à l'Assemblée nationale populaire (ANP) pour cette province du Zhejiang.

Si l'on doute de la proximité de Zong avec les réseaux les plus occultes de l'État chinois, il suffit de remonter, comme l'a fait la lettre d'information parisienne *Intelligence Online,* la filière de son exportation à l'étranger, en particulier aux États-Unis[24]. En effet, parmi les produits développés par Wahaha se trouve une nouvelle sorte de cola qui veut rivaliser avec Pepsi et Coca en Chine, « Future Cola » (*Feichang Kele*). Il n'est pas question pour le magnat des boissons gazeuses de faire concurrence aux géants américains sur leurs terres mais cependant de vendre son « produit chinois » dans les Chinatowns. C'est l'entreprise d'import-export Manpolo International Trading qui a été chargée de réaliser cette mise sur le marché. Or son principal actionnaire Guan Liang est également le président de l'Association unie des chinois de l'est des États-Unis. C'est un commerçant très actif, en très bons termes avec les services du consulat chinois à New York. À tel point que celui-ci l'a embrigadé dans la guerre contre le mouvement philosophico-gymnique Falungong, considéré comme une « secte antichinoise ». C'est pourquoi cette dernière l'a traîné devant les tribunaux pour avoir agressé « en réunion » certains de ses adhérents en 2003. Dans cette affaire qui suit son cours, Guan Liang, dont les discours anti-Falungong sont publics, a démenti avoir agi de concert avec le consul chinois à New York, Zhang Hongxi, qui a dû quitter le pays depuis ; ou avoir des liens avec le Bureau 610, un service secret de plus, fondé en 1999 pour lutter contre les dissidents et les membres de cette vaste organisation, dirigée des États-Unis, et qui prône le renversement du Parti communiste chinois.

---

24. *Intelligence Online,* 8 juin 2007.

Chapitre 10

Les taupes du Bureau 610 contre les « cinq poisons »

Hiver 2006. C'est le branle-bas de combat au *Bundesnachrichtendienst*, le service de renseignement fédéral allemand ! Non pas parce qu'on prépare le plan de réforme et de transfert du quartier général du BND de Pullach, près de Munich, à Berlin qui redeviendra pour la première fois depuis le III[e] Reich capitale des services spéciaux d'ici 2012. Non pas que le BND continue de célébrer son 50[e] anniversaire… Mais plutôt parce que l'action offensive des agents secrets chinois en Europe devient entêtante. Au point que des rapports copieux ont été transmis au secrétariat d'Angela Merkel. Même les ordinateurs de la Chancellerie ont été pénétrés en tous sens par les « espions jaunes » – *Gelbe Spionen* – comme titrera *Der Spiegel* qui ne fait pas dans la finesse ! De sorte que Frau Merkel est bien décidée à taper du poing sur la table lors de sa prochaine visite dans l'empire du Milieu.

Siphonnage et copiage sont les deux mamelles de l'espionnage chinois. La RFA est la principale cible européenne pour une raison simple : c'est la plus grande puissance, aussi riche dans le développement économique que dans la recherche scientifique et industrielle. Les attaques informatiques décuplent contre les grandes firmes pharmaceutiques ou automobiles. Dernier avatar en date, la contrefaçon à grande échelle encouragée par l'État chinois : le 4 × 4 de BMW et son modèle Smart copiés par le constructeur chinois Shuanghuan…

Et surtout, à l'approche des jeux Olympiques de Pékin, on assiste à une surveillance accrue des dissidents, par exemple des militants séparatistes ouïgours du Xinjiang réfugiés principalement en Allemagne.

Du point de vue du contre-espionnage pur, il y a plus grave : une situation qui rappelle les jours sombres de la guerre froide quand le KGB taillait des croupières aux services secrets occidentaux. Est survenu un événement étrange qui montre qu'à travers le monde les agents de Guoanbu et autres services de Pékin ont dépassé par leur niveau d'activité les Russes.

Ernst Uhrlau, le président du BND, a décidé d'en avertir les agences amies, d'abord en Europe, à Londres, à Paris, à Rome...

« Nous avons une série de défecteurs des services chinois, expliquent en substance les responsables des résidences du BND à leurs homologues. C'est particulièrement vrai en Australie et au Canada. Certains fonctionnaires quittent leur poste et demandent la protection des services occidentaux car ils refusent de poursuivre leur mission numéro un, la traque aux dissidents de Falungong, ce puissant mouvement inspiré des mélanges philosophiques du bouddhisme et du taoïsme, et du *Qigong,* pratique ancienne de la gestion des énergies, un mouvement qui fait trembler les dirigeants de Pékin[1].

« Cela nous concerne tous, car après leur défection, ces agents secrets sont pris en charge par la secte qui les promène dans les pays démocratiques pour qu'ils révèlent l'étendue de la chasse à l'homme menée à travers le monde. Or, une fois arrivés les premiers vrais transfuges, nous sommes certains que les suivants sont des agents doubles envoyés par Pékin... »

Tout comme leur chef Herr Uhrlau, les hommes (et à Paris, la femme) du BND connaissent les stratagèmes orientaux : ces « doubles » sont ceux qu'on appelle, à la suite du légendaire Sun Tzu et de son *Art de la guerre,* des « espions morts » (*si jiàn)* ou « liquidables »,

1. *Falungong,* signifie « travail de la roue de la loi » et *qigong,* « travail du souffle ». Nous utilisons avec prudence le terme usuellement employé de « secte », sachant que le terme anglais *cult* est plus neutre et proche de la réalité d'un vaste mouvement populaire ouvert au monde plutôt que d'une petite société secrète fermée.

c'est-à-dire ceux qu'on envoie dans le camp adverse, quitte à les perdre, pour propager des informations fictives qui vont l'affaiblir.

Prost ! Portant un toast à l'amitié et à la bonne coopération inter-services, les représentant du BND expliquent que, dans leur agence, l'on a acquis la conviction que les stratèges du Guoanbu ou du nouveau service secret 610 spécialement chargé de la bataille contre Falungong, ont envoyé des agents pour infiltrer cette dernière, intoxiquer les services occidentaux, et naturellement discréditer les premiers transfuges. Même les Australiens et les Canadiens, qui ont beaucoup investi ces derniers temps dans la bataille contre les services chinois, ont leurs doutes.

C'est une situation tout à fait étonnante. Depuis plusieurs années, les grands du contre-espionnage européen, le MI5 britannique, la DST française, le SISDE italien ne doivent pas seulement décortiquer l'ODB – « Ordre de bataille » – des services chinois camouflés sous couverture diplomatique, mais encore se pencher sur l'histoire, les activités, les modes de transmissions de la secte, pour empêcher que le sang coule. Et surtout qu'on ne dise pas que les services occidentaux aident la répression communiste à l'approche des jeux Olympiques. On doit donc, tout comme eux, visionner à nouveau le film des événements pour identifier les causes de cette manipulation à grande échelle.

Falungong fait trembler Pékin

Dans la nuit du 24 au 25 avril 1999, des centaines de cars, venus du fin fond de la Chine, convergent vers la place Tiananmen où la police est sur le qui-vive à l'approche du 10e anniversaire du massacre des étudiants. D'autres manifestants pékinois, un petit sac en plastique à la main, rejoignent le flot des protestataires. Au petit matin, ils sont 10 000 à 15 000 hommes et femmes de tous les âges assis à l'ouest de la place, entourant Zhongnanhai, – « Les Lacs du Milieu et du Sud », c'est-à-dire à la fois le siège du gouvernement mais aussi la résidence des dirigeants.

Pour le président Jiang Zemin, aucun doute n'est permis : ces manifestants passifs et pacifiques ont organisé le siège de l'État et du Parti communiste. Quelle humiliation ! On se croirait à nouveau lors des événements de 1989, que Jiang avait bien su gérer dans sa ville de Shanghai, limitant la répression, ce qui lui avait valu l'adoubement de Deng Xiaoping pour le remplacer. Et cette manifestation silencieuse organisée par Falungong constitue d'autant plus un camouflet qu'elle ressemble à un message personnel : en effet, le président a commencé sa carrière à Changchun, en Mandchourie, dans la production automobile, précisément là où en 1992, un ancien musicien de la milice, fils d'intellectuels, du nom de Li Hongzhi, a créé cette secte spirituelle dont il est devenu le gourou. Avant de s'exiler aux États-Unis… De sorte que les questions fusent : Comment a-t-il pu organiser à distance un tel rassemblement ?

Et pourquoi n'a-t-on rien vu venir ? Et que fait la police ? La Sûreté de l'État ? Alors que les heures passent, les nouvelles sont de plus en plus alarmantes. Il y aurait des cadres dirigeants du PCC parmi la foule ; on aurait vu un vice-ministre du Guoanbu et l'on dit même que la manif a été organisée, sur le plan logistique, par un haut responsable du Bureau de Pékin de la Sécurité publique…

« C'était très curieux », m'explique un diplomate français alors en poste à Pékin, l'un des solides connaisseurs du monde communiste chinois. « Je suis allé sur place. Les manifestants étaient extrêmement bien organisés. Ce qui m'a surpris, c'est qu'ils encerclaient vraiment Zhongnanhai, au point que certains se trouvaient dans la rue à l'est de l'enceinte – Nanchangjie – qu'on ne peut pas approcher d'ordinaire car elle est bouclée par la Sécurité. Et n'oublions pas que la place Tiananmen, quadrillée par les policiers, est juste à deux pas, et que les bureaux centraux pour Pékin des deux ministères de la Sécurité sont tout près, avenue Dongchan'an. En fait, ce que j'ai compris en l'étudiant, c'est que l'organisation de Falungong ressemblait à celle du Parti communiste du temps de la clandestinité, dans les années 1930… »

Cinq heures déjà que la manifestation a commencé et toujours aucun bruit, aucun slogan. Un silence de mort, tandis que le nombre

croissant de manifestants assis dans la position du lotus s'étale maintenant sur deux kilomètres. Ils demandent simplement la libération d'animateurs de leur secte arrêtés quelques jours plus tôt à Tientsin.

Une correspondante de presse que j'ai rencontrée à Pékin en menant ma propre enquête était aussi sur place ce jour-là. Son témoignage explique l'affolement des dirigeants chinois : « C'était vraiment troublant, ces manifestants avaient l'air illuminés. Le regard vide, les gestes saccadés. Ils venaient du fond des âges, cinq siècles plus tôt. On comprend que le PCC ait paniqué, d'autant que les adhérents de Falungong étaient organisés comme eux, comme c'était déjà le cas en 1989 avec les étudiants. Je l'ai vu, j'étais inscrite à l'université de Pékin à l'époque. Falungong. D'un côté c'étaient des fantômes d'un passé lointain, de l'autre plus simplement, ce sont les gens de la génération sacrifiée de la Révolution culturelle. Ils voient les plus jeunes faire beaucoup d'argent dans la Chine actuelle, et eux, les anciens gardes rouges, ou les victimes des gardes rouges, ils se réfugient dans une philosophie immatérielle… »

Juste avant la manifestation, un physicien de l'Académie des sciences sociales, He Zuoxiu, avait publié un article au vitriol : « Pourquoi les jeunes gens ne doivent pas pratiquer le *qigong* ». S'en prenant à Falungong, il la comparait au mouvement des Boxeurs qui, à l'issue du siège des légations étrangères en 1900, les fameux « cinquante-cinq jours de Pékin », avait provoqué la chute de l'impératrice Ci Xi, mettant ainsi fin à la dynastie mandchoue des Qing. Falungong, selon lui, menaçait de détruire la Chine à la fin du siècle, tout comme ces anciens praticiens des arts martiaux l'avaient fait au début. Paradoxalement, c'est l'article de He qui avait provoqué un piquet de protestation à Tientsin, suite à quoi des affidés de Falungong avaient été arrêtés provoquant par rebond le mouvement du 25 avril.

D'autres spécialistes comparent plutôt la secte actuelle au mouvement insurrectionnel des Taiping des années 1850 contre les Qing. Leur chef hakka Hong Xiuquan est également présenté comme un précurseur de Li Hongzhi, le gourou de Falungong. Pour l'universitaire hongkongaise Maria Hsia Chang, on peut détecter une filiation

directe avec un mouvement plus ancien encore : la Secte du Lotus blanc, l'un des principaux mouvements millénaristes sous les Ming puis les Qing, né au XIV^e^ siècle[2]. Plus récemment on avait remarqué qu'en 1989, lors des manifestations des étudiants à Tiananmen, beaucoup d'associations de *qigong* avaient apporté leur soutien à leurs idéaux symbolisés par la déesse de la Démocratie.

Pour le président Jiang Zemin, quelle que soit l'appréciation des historiens, tout cela, c'était bonnet blanc et blanc bonnet : les empereurs chinois avaient toujours eu à craindre ces mouvements venus du fond des âges, du fond de la Chine. Ils pouvaient aussi renverser l'« empereur rouge »...

Sautant dans une limousine aux vitres teintées, le président sort, semble-t-il, par le nord de l'enceinte, et se fait conduire aux abords des petits quartiers, les *hutong,* et dans les rues où les sectateurs de Falungong sont sagement alignés. Ce qu'il voit le tétanise. You Xigui, l'ancien garde du corps Shanghaïen de Jiang devenu le chef des troupes spéciales de sécurité des dirigeants, les *Jingwei Budui,* et de l'unité d'élite 57003, a mis tout son petit monde en alerte rouge.

De son côté, le Premier ministre Zhu Rongji, plus pragmatique, moins idéologue, ne prend pas les choses au tragique. Il est descendu dans la rue pour parler avec des adeptes de Falungong. Le soir même, il essaiera de convaincre les membres du Bureau politique d'adopter la manière douce, de tolérer un espace d'existence à la secte en insistant : « Si des gens rejoignent Falungong, c'est qu'ils sont exclus du développement économique, et ça, c'est de notre faute ![3] » Et à Christopher Patten, l'ex-gouverneur britannique de Hong Kong qui l'interroge à propos du 25 avril, Zhu répondra qu'il était impossible

2. Sur les Taiping, voir le chapitre 1 ; sur les racines de Falungong voir Maria Hsia Chang, *Falungong, secte chinoise – Un défi au pouvoir* (préface Jean-Luc Domenach), *Ed. Autrement, CERI,* 2004.

3. Andew J. Nathan, Bruce Gilley, *China's New Rulers – The Secret Files,* Granta Books, Londres, 2002.

de contenir le mouvement, ce qui fait dire à Patten, homme de l'art : « Mais où étaient les services spéciaux en 1999 ?[4] »

En tout cas, le boulet est passé bien près. Au bout de dix heures de sit-in bouddhisto-taoïste, les partisans de Falungong se retirent aussi paisiblement qu'ils sont venus.

Luo Gan ouvre la chasse

Jiang Zemin ne les tient pas quittes pour autant. Contrairement à Zhu Rongji, il préconise la manière forte car il imagine et le proclame : Falungong a engagé un travail de sape comparable à celui du syndicat Solidarité dans la Pologne des années 1980. C'est à cette époque que la relation entre les deux amis, Zhu et Jiang, tous deux anciens maires de Shanghai, a commencé à se détériorer.

Le président prend à partie un autre membre du Bureau politique, Luo Gan, le premier flic de Chine :

« Comment a-t-on pu en arriver là ? Pourquoi la Sûreté de l'État ne nous a pas avertis ? Et la Sécurité publique, quel jeu joue-t-elle ? »

Et d'ajouter furieux : « Ils ne sont pas sortis de terre ? » Une allusion amusante à l'existence de la ville souterraine de Pékin, dont on a vu que les galeries serviraient justement aux dirigeants pour s'enfuir de la capitale en cas d'insurrection…[5]

Il y a une autre implication perfide dans les questions de Jiang Zemin : aurait-on délibérément provoqué cette manifestation pour mieux réprimer la secte ensuite ? La question se pose car on apprend que le physicien He Zuoxiu qui a mis le feu aux poudres avec son article anti-Falungong est le beau-frère de Luo Gan…[6]

---

4. Christopher Patten, *Not Quiet the Diplomat : Home Truths About World Affairs*, Allen Lane/Penguin, 2006.

5. Robert Lawrence Kuhn, *The Man Who Changed China, The Life & Legacy of Jiang Zemin*, Crown Publishers, New York, 2004.

6. Jennifer Zeng, *Witnessing History – One Woman's Fight for Freedom and Falun Gong*, Allen & Unwin, Crows Nest, Australia, 2005.

Ce dernier est le patron de la Commission politico-légale du parti, qui coordonne l'action des services de sécurité et dans laquelle sont représentés tous les services importants : en font partie le nouveau ministre de la Sûreté de l'État, Xu Yongyue, ainsi que son prédécesseur, devenu ministre de la Sécurité publique, Jia Chunwang.

Je sais ! Je sais ! Nous avons déjà rencontré Luo Gan – ce Kang Sheng des années 1990 – depuis le massacre des étudiants de Tiananmen. Mais l'heure a sonné, à présent qu'il a pris de la « bouteille », de détailler un peu son itinéraire. Né en 1935, l'année du Sanglier, dans le Shandong, Luo Gan est le fils d'un des dix maréchaux de l'Armée rouge, Luo Ronghuan, un de ces héros qui ont participé à la Longue Marche dont il était responsable de la sécurité, avant de devenir chef d'état-major de l'APL en 1949, à la fondation de la République populaire, et un temps commissaire politique auprès d'un autre maréchal plus célèbre… Lin Biao, « le jeune tigre de la forêt ».

Luo Gan n'a pas toujours fait dans l'ordre policier. Il a surtout grimpé les échelons du monde de la technologie industrielle et des syndicats, ce qui l'a amené à voyager et à parler trois langues étrangères : le français, l'anglais et l'allemand, appris à l'université Karl Marx de Leipzig[7]. C'est au moment des manifestations de Tiananmen en 1989 que sa carrière a basculé. Ministre du Travail auprès du Premier ministre Li Peng, il a aidé ce dernier à mener la répression sévère à Pékin. Quand Jiang Zemin a pris le contrôle du parti, Li Peng et sa faction des « durs à cuire » ont imposé Luo Gan au Bureau politique et, en 1998, ce dernier a pris le contrôle de la Commission politico-légale *(Zhengfawei)* en remplacement de Ren Jianxin dont il était déjà l'adjoint. Cette commission n'est pas toute-puissante à cause du seul contrôle des services de sécurité, mais aussi de celui des bureaux de procureurs et des tribunaux, sans oublier les camps de rééducation par le travail, le *Laojiao*. Avant 1989, les réformateurs – dont le maître espion de l'époque Qiao Shi qui en avait la charge –

7. Jacques de Golfiem, *Personnalités chinoises d'aujourd'hui,* L'Harmattan, Paris, 1989.

avaient imaginé de l'abolir tant elle était un frein puissant à toute inclinaison vers la séparation des pouvoirs et donc à une amorce démocratique. Mais en 1989, Luo Gan s'est jeté corps et âme dans la répression des étudiants. On le tient pour responsable de la fabrication d'une vidéo bidon qui montrait des étudiants en train de mettre le feu à un char avec des cocktails Molotov – alors que nous savons désormais que c'était le résultat d'un combat entre deux chars de régiments qui se sont opposés pendant la répression de Tiananmen.

Luo Gan, c'est l'inconditionnel de l'ordre établi et de la manière forte qui, à chaque conférence « politico-légale », enjoint les cadres de la police et les barbouzes des services spéciaux d'améliorer encore un peu plus la sécurité nationale en « frappant fort ». *Yan Da !* « Tapez dur ! », tel le slogan qui revient sans cesse dans sa bouche : frapper dur les criminels et les dissidents, ce qui pour lui revient au même…

Au printemps 1999, Jiang Zemin ne décolère pas. Il faut dire qu'il a plus d'un chat à fouetter. En mars, son voyage en Europe a tourné au vinaigre lorsque des manifestants pro-tibétains l'ont chahuté en Suisse. En mai, l'aviation de l'Otan a détruit son ambassade à Belgrade dans le cadre de l'offensive pour libérer le Kosovo du joug serbe. Dans le dossier Falungong, la direction chinoise exige donc des résultats. On donne à Luo Gan « cent jours et cent hommes », des enquêteurs spéciaux triés sur le volet pour tirer au clair l'affaire Falungong. À travers tout le pays, la Sécurité publique a reçu mission d'enregistrer les membres présumés de la secte.

En juin, Luo « Tape-Dur » remet son rapport. En voici les principales conclusions :

— La manifestation du 25 avril a été organisée après la venue clandestine du gourou Li Hongzhi, arrivé à Pékin, sous une fausse identité, le 22 avril. Ensuite, il est reparti pour Hong Kong le 24, juste avant l'encerclement de Zhongnanhai.

— De Hong Kong, il a passé 29 coups de téléphone au quartier général clandestin de Falungong à Pékin pour donner ses instructions.

— Les chefs pékinois de la secte ont été identifiés et arrêtés, parmi eux se trouve Li Chang, le directeur des services informatiques de la Sécurité publique à Pékin (qui sera condamné à dix-huit ans de camp au cours du procès des organisateurs supposés, fin 1999).

— Falungong revendique 70 millions d'adhérents, mais les services estiment le nombre à 3 millions. La secte s'est répandue dans 40 pays.

— Li Hongzhi a de gros moyens financiers, notamment grâce à la vente de ses livres et des cassettes qui servent aux méditations des adeptes, mais il gère aussi des fonds dont on ignore la provenance.

— Résidant aux États-Unis, il ne fait aucun doute qu'il bénéficie du soutien de la CIA, notamment pour ce qui concerne ses importants moyens techniques, radios, TV, presse hebdomadaire en plusieurs langues, *The Epoch Times*, et surtout son site internet extrêmement bien conçu non seulement pour la propagande, mais aussi pour les informations internes à la Chine, concernant les faits et gestes des dirigeants[8].

— Il convient : d'interdire Falungong sur tout le territoire chinois et de créer un service spécial de renseignement pour suivre ce dossier et assurer une propagande efficace contre ce mouvement qui cherche à obtenir le soutien de pays occidentaux de la même façon que le dalaï-lama et le mouvement tibétain.

L'enquête menée par Luo Gan est d'autant plus préoccupante qu'elle fait apparaître que des personnalités importantes auraient adhéré à Falungong. Parmi elles, Qian Xuesen, le père des missiles chinois et de la bombe atomique, qui avait été attiré en Chine par les services spéciaux dans les années 1950 alors qu'il officiait dans des laboratoires de recherche américains. Sur le tard, Qian a sombré dans un mysticisme délirant, proposant par exemple qu'on approvisionne

8. On peut lire *Epoch Times* sur internet : www.epochtimes.com

les provinces de l'Ouest en eau potable en faisant exploser une bombe atomique dans les sous-sols du Tibet... Quelque temps plus tard, on fera signer à Qian un appel en faveur de l'interdiction de Falungong.

Certains secteurs de l'Armée populaire de libération ne sont pas immunisés, au contraire. L'enquête démontre que Li Hongzhi, dès la création de Falungong en 1992, avait pu faire des conférences dans divers mess d'officiers et autres cénacles au sein de la 2e Artillerie le secteur le plus névralgique de l'APL. Il s'agit en effet du corps des armes stratégiques nucléaires, des missiles intercontinentaux et autres engins dirigés sur le Japon ou sur Taiwan. L'affaire est d'autant plus délicate que l'un des principaux officiers dirigeant cette 2e Artillerie était le général Luo Dongjin, commissaire politique adjoint, le propre frère de Luo Gan !

Un incident soigneusement camouflé lorsqu'il s'est produit a également ébranlé ce secteur de l'armée. Il a eu lieu le 26 avril 1999 – soit le lendemain de la manifestation de Falungong – entre 5 h 30 du matin et 22 h 30 : le commandement militaire central de l'Armée populaire de libération de la région de Canton a été totalement paralysé suite à l'intrusion d'un virus informatique. Les communications entre ce centre de commandement – qui chapeaute la flotte de la mer de Chine du Sud ainsi que les unités de la fameuse 2e Artillerie et plus de 80 bases qui en dépendent – sont interrompues. Tandis que les informaticiens de l'armée s'escrimaient à réparer le système, leurs chefs se déchiraient entre plusieurs thèses : était-ce un complément d'agression de Falungong ? De la CIA ? De Taiwan ? Ou des trois à la fois[9] ?

Dans la foulée, des ordres sont donnés pour que tous les soldats de l'APL qui sont adhérents de Falungong sortent du rang, signent un protocole d'abjuration de leur foi, rendent leurs objets du culte et

9. L'expérience prouve que des attaques de l'infoguerre se produisent souvent quand un pays subit une crise. C'est l'occasion pour les attaquants de tester les capacités de riposte du pays ciblé. Voir le chapitre 12, *L'armée populaire des cyber-guerriers*.

autres manuels de philosophie signés Li Hongzhi. La Sécurité militaire que dirige le général Zhang Zhenhua s'attache en particulier à étudier la situation dans les unités de forces spéciales et la Police armée populaire (PAP), dans la mesure où, dans les arts martiaux (*wushu*), leurs éléments pratiquent la gymnastique *qigong* (« travail du souffle »), au cœur du recrutement des membres de la secte, désormais interdite. Or ces unités d'élite de l'APL et de la police regroupent pas moins de 200 000 hommes !

Car voilà bien le problème nodal pour les dirigeants chinois : Falungong recrute par cercles concentriques de simples citoyens chinois qui pratiquent le *qigong* voire le *taijiquan,* comme hygiène de vie. L'ancien président Yang Shangkun, par exemple, pratiquait le *qigong* avec un maître réputé au point d'être aussi le médecin chinois du styliste français Pierre Cardin.

Comme il est impossible d'interdire une pratique millénaire qui fait partie intégrante de la vie quotidienne, les hommes de Luo Gan se proposent d'engager un programme de surveillance et d'infiltration ciblée. Ce qui inclut des opérations à travers le monde, dans les pays où vit une communauté chinoise importante, par exemple aux antipodes, l'Australie et la France.

Un service spécial va coordonner les opérations, d'abord à Pékin, puis à tous les échelons régionaux. En attendant d'envoyer des représentants dans les ambassades à l'étranger. Le Bureau 610 du camarade « Tape-Dur » va devenir la bête noire de Falungong.

Le Bureau 610 quadrille le monde

Le 10 juin 1999, le Bureau 610 (*liu-yi-ling)* chargé de mener la croisade contre le mouvement Falungong voit le jour. Son nom est attaché à cette date : le 10 juin, (10-6). Organisme coordinateur de crise, il aura bientôt, sous la tutelle de la Commission politico-légale statut de ministère à part entière. Les cent enquêteurs d'élite ont fait des petits : le 610 va regouper un million de policiers de Pékin jusque

dans la Chine profonde. Sa direction pratique est confiée à Liu Jing, un vice-ministre de la Sécurité publique, le *Gonganbu*. En termes logistiques, il s'appuie essentiellement sur le 26e Bureau du Gonganbu que dirige Zhang Yue. Et par le truchement de ce dernier, des « bureaux 610 » chargés de traquer, d'arrêter, d'interroger les sympathisants de la secte, sont implantés dans chaque bureau régional du Gonganbu en liaison avec son 5e Bureau, c'est-à-dire celui qui chapeaute le goulag chinois *Laogai*.

Les bureaux les plus importants sont ceux de Pékin (dirigés par Zhang Xianlin), celui de Shanghai (Li Genlin) ou de Tientsin (Zhao Yuezeng), mais l'ensemble des antennes, y compris dans les provinces les plus reculées, doivent rendre compte de la croisade contre Falungong. Celle-ci est épaulée par d'importants moyens en termes de propagande à l'instigation du vice-Premier ministre, autre parrain du Bureau 610, avec des émissions régulières sur CCTV, la publication d'ouvrages soulignant la corruption dont serait responsable le gourou et le fait que la secte serait responsable de la mort, surtout par suicides, de nombreux adeptes. D'où le titre du livre le plus diffusé, écrit par un nommé Ji Shi : *Li Hongzhi et son « Falungong » qui trahit le public et détruit des vies.*

Ce texte qui reflète le point de vue des autorités précise que « l'organisation illégale de Li Hongzhi, la Société de recherche Falun Dafa était l'organe du plus haut niveau de Falungong dont Li Hongzhi était le président. Elle a 39 bureaux d'instruction générale, 28 000 lieux de pratique à travers le pays. Deux millions de personnes ont rejoint Falungong[10]. »

De nombreux adhérents vont rejoindre les camps du *Laogai*, et une intense bataille concernant les droits de l'homme va s'engager. Falungong possède plus d'un aspect étrange et complexe, tant pour ce qui concerne son syncrétisme entre bouddhisme, taoïsme et la foi

10. La version anglaise que je me suis procurée : Ji Shi, *Li Hongzhi & His « Falun Gong », deceiving the Public and Ruining Lives,* New Star Publishers, Pékin, 1999.

en la venue sur notre planète d'extra-terrestres qui provoqueront la destruction finale du communisme. Cependant ses adhérents sont dans l'immense majorité des Chinois qui espèrent avant tout un espace de liberté plus grand. Leur non-violence affichée ne fait que provoquer une plus grande sympathie à l'étranger, surtout dans le monde anglo-saxon, comme religion minoritaire persécutée.

Dans ses médias, Falungong détaille abondamment les souffrances, les tortures, les sévices, le harcèlement dont sont victimes ses membres, affirmant par exemple qu'il existe un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers de Falungong avant qu'ils ne soient exécutés[11].

La « Gestapo chinoise », comme Falungong appelle le Bureau 610, déploie ses yeux et ses oreilles à travers le monde en commençant par des pays anglo-saxons : le Canada, l'Irlande, les États-Unis, l'Australie où plusieurs députés défendent les droits de l'organisation... Dans des dizaines de pays, des adhérents manifestent quotidiennement devant l'ambassade de Chine.

Mais comme la secte est dirigée des États-Unis par Li Hongzhi, et possède des ramifications mondiales, le Bureau 610 a, depuis des mois, implanté des enquêteurs dans toutes les ambassades, ce qui n'est pas sans créer des tiraillements avec les postes du Guoanbu chargés du renseignement extérieur, ou avec les spécialistes de la traque aux Tibétains et aux musulmans séparatistes ouïgours du Xinjiang, qui estiment que leur secteur est le plus important. Pour la protection des jeux Olympiques, ces fonctionnaires des services spéciaux jugent que les liens de certains Ouïgours avec Al-Qaïda représentent un plus grand danger que les non-violents tibétains ou adhérents de Falungong. À Moscou, où l'ambassade est constamment harcelée par une poignée d'adeptes de la secte avec des affiches, Chen Guoping, le chef du Guoanbu, estimait en 2006 qu'on perdait beaucoup de temps avec cette affaire, alors qu'on devrait se consacrer

11. Bruce Pedroletti, « Des membres du Fa Lu Gong seraient victimes d'un trafic d'organes en Chine » *in Le Monde,* 18 août 2006.

avant tout aux actions coordonnées en direction de l'Otan avec les « camarades » du FSB et du SVR russes.

Pour reprendre les choses en main, la Commission politico-légale de Luo Gan à Pékin a exigé – en vue de grandes échéances comme les JO ou l'Exposition universelle de Shanghai en 2010 – que les responsables de tous les services dans les ambassades aident les représentants sédentaires ou itinérants du Bureau 610 qui peuvent venir aux nouvelles à effectuer des synthèses pour coordonner l'action parfois à l'échelon régional.

Ce sont : le responsable du PCC, les chefs d'antennes du Guoanbu, ceux du Département des liaisons internationales du Comité central (*Lianluobu*), du Bureau de recherche centrale du parti (au rôle disciplinaire au sein de l'ambassade), les conseillers à l'éducation, les attachés de police et même les postes des attachés militaires. Les services politiques et juridiques des ambassades se voient également chargés d'étudier les dispositions légales dans chaque pays pour voir si la loi antisecte locale pourrait permettre l'interdiction de Falungong qui, vue de l'extérieur, peut ressembler à la scientologie ou à d'autres sectes du même genre.

C'est évidemment une lourde erreur tactique de la part de Luo Gan d'avoir imposé cette circulaire. En obligeant ces fonctionnaires des services à « sortir du bois », à se faire remarquer en surveillant de trop près les adhérents (souvent occidentaux) de Falungong, de même que les Tibétains, les Ouïgours ou les dissidents démocrates, il a ouvert un boulevard au contre-espionnage du pays hôte pour identifier les articulations de leurs réseaux. C'est ainsi que l'attaché de police du Gonganbu à Paris n'a cessé de faire des représentations auprès de la Place Beauvau, mais également auprès de la direction d'Interpol à Lyon, afin d'obtenir que les polices surveillent Falungong, en tant qu'« éléments criminels » et communiquent les résultats de leurs enquêtes à leurs « amis » chinois. Ce qui est évidemment hors de question.

De la même façon, on a pu détecter dans un passé proche que Zhang Jinxing, l'ancien « Premier secrétaire » attaché de presse de

l'ambassade de l'avenue George-V est revenu dans la capitale après un premier séjour, cette fois sous la défroque d'un simple portier, ce qui ne semble pas une promotion, avec pour mission de suivre les adeptes de Falungong en région parisienne sous la tutelle de l'influent conseiller Song Jingwu, représentant les services politiques du parti.

Vigilantes, les agences de sécurité européennes se sont aperçu que les Chinois ont mis en branle un programme pour répertorier tous les adhérents d'associations pratiquant des arts martiaux tel le *taijiquan* et la gymnastique *qigong,* craignant que des Occidentaux adhérents de la secte se rendent en Chine comme touristes ; de plus, certains Chinois infiltrent les clubs de *qigong* pour détecter les membres de Falungong quand ils n'en créent pas de toutes pièces pour « faire aimant » et les manipuler à Madrid, Bruxelles, Dublin, Berlin, Londres ou Paris.

Dans l'ouest de la France, par exemple, les services spécialisés se sont bien intéressés à divers clubs et en particulier à un cercle de *taijiquan,* établi quatre ans après la naissance de Falungong par un ancien sous-officier de l'Armée populaire de libération ayant acquis depuis la nationalité française par mariage. Ce club organise des voyages en Chine à forte tonalité pro-Pékin, ce qui a agacé certains adhérents, l'objectif dans ce cas précis étant d'éviter que des passionnés de gymnastique chinoise succombent aux sirènes de Falungong.

Mais c'est une arme à double tranchant, car à plusieurs reprises des membres des services de sécurité chinois ont à leur tour été fascinés par les principes du mouvement bouddhisto-taoïste et sont devenus des taupes à son profit. Au point que plusieurs opérationnels ayant rejoint Falungong ont fait défection le moment venu.

Han le « Schindler » chinois au Canada

Les paroles de Ward Elcock, le directeur du service canadien du renseignement de sécurité, rencontré en 2002 lors d'un colloque à Montréal sur les suites juridiques des attentats du 11 septembre, me

sont revenues en préparant ce livre : « Au Canada, les services de renseignements chinois sont de plus en plus actifs et agressifs. Et cela demande une nouvelle forme d'organisation. » Puis il m'avait décrit toute une série de techniques d'opérations montées par les Chinois[12].

Déjà en 1999, son prédécesseur à la tête du CSIS, Charles Svoboda, avait expliqué que les services spéciaux de l'APL organisaient au Canada des cellules de renseignement grâce aux gens de la mafia chinoise et avaient implanté des agents dormants dans la diaspora à Toronto et Vancouver.

Depuis, j'ai appris que le CSIS a accru ses performances. Moyennant quoi, aujourd'hui, la section de contre-espionnage sur la Chine du CSIS, compte 80 fonctionnaires, ce qui est plutôt important et qui fait rêver les services allemands ou français.

Mais ce que m'avait caché, comme c'est bien naturel, Mister Elcock, c'est que quelques mois auparavant son service avait récupéré un Chinois qui se terrait à Toronto. Han Guangsheng a été le premier policier du Bureau 610 à jeter son bonnet par-dessus le moulin. Si l'on en croit le site internet de Falungong, c'est même une sorte de « Schindler chinois », par référence à ce membre du parti nazi qui avait sauvé des centaines de juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Après quatorze ans de bons et loyaux services pour le Gonganbu, Han a été bombardé chef du Bureau judiciaire de la ville de Shenyang au Liaoning (en Mandchourie). À ce titre, il a supervisé pendant cinq ans quatre camps du *Laogai* situés dans le Nord-Est. Selon ses dires, 500 adhérents de Falungong y ont été internés, de son temps, et le traitement qu'ils subissaient l'ont particulièrement choqué, surtout à la suite du viol par les gardiens d'une jeune adepte de 15 ans. Aussi avait-il interdit les mauvais traitements dans les camps dont il avait la charge. Mieux, il a laissé s'enfuir 150 prisonniers, sans chercher à les rattraper et a rédigé un mémorandum contre l'usage de la torture pratiquée dans un cinquième camp dont il n'avait pas

12. Entretien, 25 mars 2002.

la responsabilité et qu'il avait décrite comme étant contraire à la Constitution chinoise. Bastonnade, utilisation de torture à l'électricité, telles sont les méthodes utilisées, popularisées à l'époque de Kang Sheng, le maître espion de Mao, et qu'abhorrait Han.

En septembre 2001, profitant d'un voyage à Toronto, Han Guangsheng fait défection. Il n'est pas le seul ; quelque temps après, un autre responsable de services judiciaires à Shanghai suit le même cursus, et demande à la France de le recueillir. Manque de moyens budgétaires comparables à ceux des Américains ou volonté politique de ne pas antagoniser Pékin ? Ce n'est certainement pas la France de Jacques Chirac, « grand ami des Chinois », qu'on doit choisir comme terre d'asile même si l'on a lu dans Victor Hugo qu'elle se revendique des droits de l'homme.

Les taupes de 610 passent aux aveux

Mieux vaut, *a priori*, choisir l'Australie. Quatre ans plus tard, c'est là que les services chinois perdent un nouveau transfuge. Le 26 février 2005, Hao Fengjun, un officier de sécurité de 32 ans arrive au Pays des kangourous *via* Hong Kong et remplit une demande de visa deux jours après, avec en poche une mémoire MP3 de 256 mégabits, remplie d'informations sur les services spéciaux chinois. Pendant des mois, Hao attend une convocation de l'Australian Security Intelligence Organization, autrement dit le contre-espionnage. L'homme n'est pas n'importe qui, mais l'un des responsables du Bureau 610 de Tientsin. Incompris, il décide de rendre publique sa situation. Fin juillet 2005, l'ASIO le reçoit pour l'interroger. Le dépouillement des informations sur sa mémoire informatique a permis d'identifier beaucoup d'agents secrets, mais pas tous à cause du codage de certains noms. De plus, certaines données sont hypersensibles car elles indiquent que des taupes chinoises ont creusé leurs galeries au cœur du Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT). Serait-ce la raison pour

laquelle, sous influence, la diplomatie australienne ne souhaite pas qu'on octroie le statut de réfugié à un agent secret protégé désormais par le mouvement Falungong qu'il avait mission de pourchasser ? Risque-t-il de nuire aux bonnes relations entre l'Australie de John Howard et la Chine de Hu Jintao, le président successeur de Jiang Zemin ?

Rien n'est simple. Voilà que l'ambassadrice Fu Yi vient de perdre la face une seconde fois. Au début de l'été 2005, c'est un de ses diplomates du consulat de Dunblane Street à Sydney, Chen Yonglin, 37 ans, qui fait défection à son tour. Il demande l'asile politique à l'Australie et suggère à Han Guangsheng, qu'il a rencontré, de faire de même au Canada. Catastrophe ! Les deux pays refusent, en dépit du soutien dont jouissent les deux Chinois dans l'opinion publique.

« C'est parfaitement incompréhensible », m'explique David McKnight, historien australien du renseignement qui me reçoit dans son bungalow coquet près de la somptueuse plage de Bondi à Sydney, plus d'un an après cet épisode rocambolesque.

« Il y avait ici une forte tradition anticommuniste pendant la guerre froide, je sais de quoi je parle : j'ai appartenu autrefois au PC australien avant de virer de bord. Et voilà qu'aujourd'hui, on refuse de donner l'asile politique à un dissident communiste parce qu'on veut faire du commerce avec la Chine… Et que cela est plus important que la défense des droits de l'homme ! C'est pourquoi j'ai publié un article au vitriol – "Quand l'argent parle, la gauche et la droite changent de bord" – sur cette affaire Chen Yonglin afin de réveiller les consciences. J'ai rappelé qu'en 1954 quand l'espion du KGB Vladimir Petrov a fait défection chez nous, le gouvernement Menzies en a profité pour éduquer le public à propos du totalitarisme en URSS. Aujourd'hui, Chen Yonglin demande l'asile à un gouvernement conservateur : on le lui refuse et on lui dit de rentrer en Chine. Chen Yonglin doit être très décontenancé de voir qu'ici on s'accorde avec le gouvernement chinois pour demander aux citoyens qui veulent la démocratie de fermer leur clapet. Cet article m'a valu les félicitations d'un vieux Taiwanais qui était lié autrefois à la Ligue mondiale

anticommuniste, la WACL, mais certainement pas des jeunes *traders* qui font des affaires à la Bourse de Shanghai ![13] »

Se voyant refuser l'asile politique, Chen Yonglin a pourtant été entendu par l'ASIO à la mi-juillet 2005, soit beaucoup plus vite que son camarade Hao. Mais le contre-espionnage qui a d'abord « débriefé » Chen, a laissé filtrer son désaccord sur ses déclarations quand il décrivait l'existence de milliers d'agents secrets chinois dans la seule Australie (Hao va rectifier : ce sont des milliers de sources dont bénéficie le Guoanbu dans la diaspora chinoise). Avec le temps, l'ASIO a toutefois bien compris le danger puisqu'elle a étoffé sa section chinoise au début de l'année année 2007, quand j'étais sur place, recrutant des dizaines de locuteurs en mandarin et cantonais[14]. Mais j'ai bien senti la gêne d'une porte-parole de l'ASIO et d'un responsable « Asie » de leur conseil national de sécurité, l'*Office of National Assessment,* à qui j'avais demandé un briefing concernant le rôle des services chinois dans leur pays. Les diplomates australiens ne veulent pas se brouiller avec Pékin.

Quoi qu'il en soit, Chen a alors été pris en charge par des militants pro-démocratie et surtout par les adeptes de Falungong, bien implantée en Australie et dont l'ex-agent secret est devenu sympathisant en les surveillant.... Il a aussi subi un débriefing de la CIA qui, elle, a pris plus au sérieux ses révélations.

Trois mois plus tard, il témoigne : « Au cours de mon travail au consulat chinois de Sydney, Wang Xiaoqiang et Yuan Ying, deux directeurs adjoints du Bureau 610 central, sont venus inspecter notre travail contre Falungong dans les ambassades chinoises d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Fin 2003, Yuan Ying nous a parlé de la situation de Falungong en Chine. Il a dit qu'il y avait à

13. Entretien à Sydney, le 26 décembre 2006. David McKnight est notamment l'auteur de *Espionage and the roots of the Cold War, the Conspirational impulse*, Frank Cass. Son article, « When Money talks, the Right and Left swap sides », a été publié dans *Sydney Morning Herald,* le 9 juin 2005.

14. Cameron Stewart, « Spy drive to tackle Chinese », *in The Australian,* 28 décembre 2006.

peu près 60 000 adeptes de Falungong et que la moitié était dans des camps de travail et des prisons tandis que l'autre moitié était strictement surveillée. Wang Xiaoqiang, l'autre fonctionnaire du Bureau 610 est venu au consulat en 2002. À cette époque, il a raconté que la bataille contre Falungong ne se passait pas très bien. Chaque jour, des centaines d'adeptes arrivaient sur la place Tiananmen pour protester et bien sûr la police les attendait pour les arrêter. Wang dit qu'il n'arrivait pas à comprendre les gens de Falungong. Ils étaient toujours très pacifiques. Quand la police leur demandait de monter dans les bus pour les arrêter, ils le faisaient presque tous. En fait, le gouvernement avait le sentiment d'avoir perdu la face parce que tous ces manifestants parvenaient à Tiananmen. Parader à Tiananmen est une affaire très sensible[15]. »

Les informations livrées par Chen comme celles de Hao sont décidément fort précises. Il raconte comment le consulat a enregistré une liste de 800 membres de la secte à la suite d'une directive du PCC en 2001 : « Combattre activement Falungong dans tous les domaines et obtenir le soutien et la sympathie de l'opinion publique. »

Dans la pratique, les officiers du consulat sollicitent un entretien avec les personnes demandant un visa ou son extension pour la Chine. S'il s'avère qu'ils sont adeptes pratiquants de Falungong – et le gourou Li Hongzhi a dit qu'il ne fallait jamais mentir ! – les informations du passeport sont relevées et vont entrer dans la grande liste noire mondiale dressée par les ministères de la Sécurité : le Gonganbu et le Guoanbu. Inutile de préciser que ces Chinois ne peuvent plus rentrer sur la terre de leurs ancêtres. La difficulté pour le contre-espionnage chinois est plus grande pour les étrangers membres de la secte qui voyagent en touristes, un peu à la manière des « arpenteurs » qui faisaient de l'espionnage amateur en Chine dans les années 1960 pour le compte des agences de renseignement australiennes[16].

---

15. Témoignage de Chen Yonglin, *The Epoch Times,* 30 octobre 2005.
16. Voir chapitre 2, « *Les services secrets de Mao* ».

Quand on a demandé à Chen Yonglin pourquoi il avait attendu si longtemps avant de faire défection, il a d'abord expliqué que son père ayant été tué par les autorités locales de son village après avoir calligraphié une pétition, il avait déjà hésité à participer aux manifestations de Tiananmen en 1989. Il était alors étudiant au Collège diplomatique de Pékin. « Mais je dois avouer que je ne suis pas d'un naturel très courageux », ajouta-t-il modestement.

Cependant il avait servi de poisson pilote et de traducteur à une équipe américaine de la télévision NBC, ce qui lui avait permis de voir l'étendue du drame quand on massacra les étudiants. Diplômé et intégré au Waijiaobu, le ministère des Affaires étrangères, il a travaillé à l'ambassade chinoise des Fiji, de 1994 à 1998. Trois ans plus tard, il est attaché au consulat de Sydney. Petit à petit, il va noter comment pratiquent les agents secrets contre Falungong et, avant de franchir le Rubicon, il effacera les données informatiques concernant les 800 membres de Falungong fichés.

Plusieurs responsables du contre-espionnage que j'ai interrogés pour réaliser ce livre pensent que les révélations des deux transfuges principaux, Hao Fengjun et Chen Yonglin, sont sincères et permettent de comprendre un certain nombre de méthodes des services chinois. En admettant qu'ils sont des agents envoyés par Pékin, les dirigeants de Zhongnanhai y perdraient beaucoup de plumes, en terme de prestige.

C'est l'année suivante que le Guoanbu aurait tenté d'envoyer d'autres défecteurs moins exposés. Les précisions données par Hao Fengjun sont plus précises car celui-ci était intégré au sein du Bureau 610, prélevé sur les effectifs du bureau régional de la Sûreté de l'État, le Guoanbu, dont le directeur à Tientsin a été relevé de ses fonctions en février 2005 – selon moi en rétorsion pour avoir laissé fuir Hao – et remplacé par un nouveau patron, Zhong Wei.

On apprend grâce à Hao la façon dont sont déployées les antennes du Bureau 610 à l'étranger, avec des centaines d'agents au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Selon une autre source, en 2004, en Californie, un couple d'Américains adeptes de

Falungong se sont révélés être des agents du 610 opérant sous couverture d'une agence de voyage spécialisée dans les voyages en Chine !

De plus, tous ces réseaux sont sous la tutelle du Guoanbu, mais chaque jour le Bureau 610 reçoit de toutes les ambassades des autres postes de renseignement des informations sur les mouvements, les conférences, les apparitions médiatiques des adeptes de la secte. Et journellement une synthèse classée *juemi* – top secret – est remise au secrétariat des dirigeants, à la présidence, au Conseil des affaires d'État (le gouvernement), au Bureau politique du PCC[17].

Projection France-Allemagne

Si les services chinois ont cru circonscrire la ronde des défecteurs aux pays anglo-saxons, ils en sont pour leurs frais. Dans les ambassades de Chine en Europe de l'Ouest, on commence à s'inquiéter dès l'automne 2005 de ce que les gens de Falungong mais aussi d'autres dissidents organisent soit une campagne pour le boycott des JO soit envisagent des manifestations intempestives, par exemple au moment du transfert de la flamme olympique de Grèce, par Paris et d'autres villes, en chemin pour Pékin.

Contre toute attente, à la mi-octobre, le journal de Falungong *Epoch Times* organise un forum à Paris au cours duquel les deux transfuges Hao Fengjun et Chen Yonglin prennent la parole. L'événement est peu couvert par la presse, mais étroitement suivi par les diplomates chinois et des inspecteurs des Renseignements généraux français.

Plus surprenant, six mois plus tard, en mai 2006, s'organise à Berlin un congrès de la dissidence. C'est la première fois qu'on assiste à un tel événement depuis l'après-Tiananmen 1989. Près de

17. En septembre 2005, retour au Canada : un membre du personnel de l'ambassade, Yang Jianhua, fait défection avec sa famille. Il s'agit d'un coiffeur, mais comme on l'a vu des positions subalternes ne sont pas toujours la preuve d'un rôle mineur dans le dispositif chinois.

200 dissidents en exil participent à un congrès discret de cinq jours – du 17 au 22 mai – à Berlin, à l'invitation du Front démocratique chinois que dirige Fei Liangyong.

Les Chinois des ambassades essaient d'obtenir des divers services de police allemande des informations, qui leur seront refusées, sur les participants.

L'inquiétude doit être grande à Zhongnanhai, car c'est la première fois au cours de cette rencontre, grandement financée par les Taiwanais, que des dissidents traditionnels – post-Tiananmen – s'associent aux membres de Falungong. Or, en Europe, celle-ci semble divisée désormais en deux tendances : ceux qui souhaitent coexister avec les autorités chinoises et ceux – plus politiques – qui appellent ouvertement les militants du Parti communiste chinois à faire scission, à renoncer à leur appartenance au PCC et à renverser le gouvernement de Pékin. Il semble loin le temps où les amateurs de *qigong* protestaient simplement pour avoir le droit d'exercer leur gymnastique favorite : désormais la secte de Li Honzhi s'attaque frontalement au Parti communiste chinois. Un ouvrage polémique, *Les Neuf commentaires,* est même devenu le livre de chevet des adeptes : il livre une histoire radicale du Parti communiste depuis sa création en 1921 et explique comment on peut le faire imploser. Autrement dit, le « camarade Tape-Dur » Luo Gan, en réprimant le mouvement Falungong, n'a fait que le radicaliser…

Également présents au congrès berlinois, des délégués des musulmans ouïgours du Xinjiang, implantés en RFA ainsi que des Tibétains supporters du dalaï-lama. En France, les chargés de liaison de la police chinoise, au contact des services de sécurité, font le siège des Renseignements généraux pour obtenir des informations sur les Ouïgours qui s'organisent politiquement pour la première fois dans ce pays. En même temps, ils cherchent à « cerner » le rôle du nouveau représentant du dalaï-lama à Paris, Jampal Chosang, qu'on dit beaucoup plus actif que son prédécesseur dans le but de constituer un lobby parlementaire pro-Tibet et qui appelle les sportifs français à manifester pour les droits de l'homme lors des jeux Olympiques de Pékin.

Si les hommes du Guoanbu en poste en RFA croyaient en avoir fini avec les Ouïgours, ils ont fait fausse route. À Munich aura lieu fin novembre 2006 l'assemblée générale du Congrès mondial des Ouïgours (UWC), ces musulmans du Xinjiang qui estiment qu'ils sont tout aussi victimes de la répression que Falungong ou que les Tibétains. À cette occasion, le contre-espionnage allemand en profite pour mettre à jour ses fiches concernant les pseudo-diplomates du consulat de Chine dans la capitale bavaroise dirigé par Yang Huiqun ainsi que quelques « poissons des profondeurs » agissant sous couverture commerciale et dans quelques restaurants.

Les écoutes téléphoniques font apparaître que les services chinois suivent de près le Dr Hamit Hemrayev, directeur du « bureau de recherche » de l'UWC, considéré comme une sorte de service de sécurité et de contre-espionnage des Ouïgours. Il fait l'objet d'une surveillance étroite, si l'on en croit un diplomate chinois qui a fait récemment défection, car l'on craint à Pékin une alliance avec Falungong puissamment implantée dans ce pays[18].

Au cours de l'année 2006, Liu Jing, le chef du Bureau 610, se sera donc vu attribuer une tâche titanesque : écraser la « secte Falungong » avant les jeux Olympiques de 2008. Et ceci d'autant que les Chinois redoutent avec anxiété qu'elle amorce un mouvement comparable à ce que furent les révolutions « rose » en Géorgie et « orange » en Ukraine :

« Les Chinois sont venus étudier de près la situation dans ces anciennes républiques soviétiques et ils sont arrivés aux mêmes conclusions que les services de la Fédération russe », nous explique Ilyas Sarsembaev, spécialiste des services russes et de leurs relations avec les Chinois.

« Comme dans le cas de Falungong, nous sommes convaincus que la CIA est très active pour favoriser l'éclosion et le développement de ces mouvements[19]. »

18. Voir *Intelligence Online,* n° 536 – 8 décembre 2006.
19. Interview, 28 juillet 2007.

Pour Liu Jing, le chef du Bureau 610, il convient aussi d'arrêter l'hémorragie de défections et d'empêcher les liaisons entre Falungong et les autres dissidents.

Survient une nouvelle défection en février 2007 : cette fois, un assistant de l'université de sciences et technologies de Macao, Wang Lian, s'est enfui lui aussi en Australie, pour annoncer, toujours sous l'aile protectrice de Falungong, qu'il avait été recruté par le Guoanbu afin de surveiller les partisans de la secte dans Hong Kong où elle est marginalement tolérée du fait du statut constitutionnel de l'ex-colonie britannique. Voilà qui brouille encore plus les cartes, au moment où Ernst Uhrlau, le directeur du BND, a fait avertir ses collègues européens des risques d'intoxication avec des transfuges douteux.

Pour clore – momentanément – ce cycle infernal de la « grande roue de la loi » – en mars 2007, une diplomate de l'ambassade à Ottawa prend à son tour la poudre d'escampette, expliquant au grand jour comment les services chinois opèrent dans cette partie de l'Amérique du Nord. Et surtout elle rend publics des documents internes envoyés par Liu Jing, Luo Gan et consorts, des recommandations afin de lutter avec efficacité contre les « cinq poisons » qui menacent la Chine : la « secte Falungong », les séparatistes tibétains, les islamistes parmi les musulmans ouïgours du Xinjiang, les activistes de la démocratie très actifs à Hong Kong et les indépendantistes de Taiwan.

L'histoire dira si l'avalanche de défections et la montée en puissance de Falungong auront joué un rôle important dans l'évolution de la Chine du XXI^e^ siècle. Toutefois une première analyse a été réalisée en Australie par le chercheur Richard Bullivant. Dans son étude *Les transfuges chinois révèlent la stratégie chinoise et dénoncent les agents en Australie*, il précise dans quelles conditions Chen Yonglin a finalement obtenu un visa et une protection après avoir reçu des menaces de l'ambassade de Chine. Mais surtout il précise que la stratégie chinoise est particulièrement efficace pour ce qui concerne l'infiltration du Département des affaires étrangères australien. À l'occasion d'une

enquête sénatoriale, un autre transfuge plus ancien, Wang Jiangping, conseiller du contre-espionnage ASIO dans la lutte contre le Guoanbu, a transmis un rapport écrit dans lequel il explique qu'il « ne recommande à aucun transfuge de donner des informations à ce Département (des affaires étrangères)[20] ».

Concluant son rapport, Bullivant, qui s'appuie sur des documents précis, ajoute : « Les services de renseignements chinois ont établi des plans afin que, grâce à des opérations de gestion des comportements, des opérations d'influence des médias, au recrutement de consultants dans les universités, de fonctionnaires du renseignement, de politiciens et de diplomates, l'Australie glisse lentement mais sûrement vers la situation de devenir, selon les dires des stratèges chinois, "*une seconde France*" »[21].

Oui, on a bien lu, ce que m'ont répété des spécialistes et ce qu'ont révélé ces transfuges : l'Australie et la France sont les deux pays dans lesquels les patrons des services secrets chinois estiment qu'ils ont le plus de facilité à infiltrer et à manipuler les institutions et les hommes…

---

20. Wang Jianping, *Written Submission to the Senate Foreign Affairs, Defence and Trade References Committee's Inquiry into Asylum and Protection Visas for Consulat Officials,* 26 juillet 2005, pages-21-25.

21. Richard Bullivant, « Chinese Defectors Reveal Chinese Strategy and Agents in Australia », *in National Observer,* n° 66, 2005.

Chapitre 11

De Gaulle-Sarkozy : la France, cœur de cible

Automne 2007. Shanghai est méconnaissable, le « Paris de l'Orient » a changé du tout au tout depuis l'époque, quatre-vingts ans plus tôt, où les services secrets chinois ont été créés. Ici, comme dans toute la Chine, on prépare les jeux Olympiques de 2008 à Pékin, mais surtout l'Exposition universelle de 2010 à… Shanghai !

Plus importante aux yeux de ses habitants que les joutes sportives, la reconnaissance mondiale de la Chine qui innove, fait du business, conquiert le monde par son commerce, ses inventions high-tech et sa culture foisonnante. À Pékin, on fait de la politique, à Shanghai, des affaires. Et les clans qui dirigent les deux villes rivalisent souvent en haut lieu comme le 17e congrès du PCC, en octobre 2007, en aura encore été la preuve, tandis qu'à cette occasion le numéro un du parti dans la ville, Xi Jinping, a été promu au comité permanent du Bureau politique, devenant ainsi l'un des grands dirigeants…

Tout cela, l'ancien diplomate breton Bernard Boursicot le sait bien. Il s'en rend compte alors qu'il chemine dans le parc Zhongshan, près de la rivière Suzhou, et rêve du vieux Shanghai des concessions. En taxi, il gagne le Bund, la promenade le long du mythique fleuve Huangpu où circulaient jadis Kang Sheng, déguisé en contrôleur de tramway, Zhou Enlai, en gentleman anglais et cinéphile, Li Kenong, en spécialiste des radios TSF, Jean Cremet, en homme d'affaires belge ou Richard Sorge, en journaliste pronazi.

Comparé à ces fantômes, à ces grands squales du renseignement communiste, il n'aura été qu'un petit poisson pilote. Aussi depuis

quelques années, il sait qu'on ne lui en voudra plus, en France, de revenir souvent dans cette Chine où la turbulence n'est plus le fait des gardes rouges mais des traders de la Bourse.

« J'ai été le seul diplomate occidental à avoir fait de l'espionnage au profit de la Chine, me rappelle-t-il presque avec nostalgie. Ou en tout cas, le seul à avoir fait de la prison comme espion de Mao. Car il y a eu d'autres cas jamais rendus publics. Je me souviens de cette femme de diplomate qui m'a dit "Bernard, j'ai fait pire que toi pour sauver un dissident qui s'est installé à Paris", puis elle s'est suicidée...

« Quant à moi, j'avais 20 ans dans ces années 1960 où tout a commencé. Bien sûr, je n'avais pas l'envergure d'un Richard Sorge, le grand espion soviétique, mais je me suis engagé politiquement. Je pensais aider ce pays à sortir de son isolement. Aujourd'hui, ils peuvent bien me remercier. Certains de ces Chinois me disent aujourd'hui : "Vous appartenez à l'histoire, on ne peut rien y changer"[1]. »

Et avec sa gouaille habituelle, Bernard Boursicot évoque l'adaptation prochaine au théâtre chinois de son histoire, cette liaison improbable et tragique avec une belle espionne qui était un homme. Tout comme David Cronenberg en a déjà fait un film émouvant – *Monsieur Butterfly* –, avec dans son rôle à lui, Bernard, l'acteur Jeremy Irons. « Cela a été mon film le plus difficile à réaliser ! » a avoué Cronenberg à Boursicot depuis toujours cinéphile. On est loin des années 1960 où tout a commencé.

Guerre secrète franco-chinoise

En 1964, six ans après son retour au pouvoir, le général de Gaulle a suffisamment recueilli d'informations convaincantes pour décider

1. Entretiens du 8 septembre 2007. Le dossier « Lotus rouge » concernant cette femme de diplomate qui aurait livré des informations aux services chinois pour obtenir la sortie de Chine d'un de ses amis n'a jamais été élucidé ni fait l'objet d'une décision de justice. C'est pourquoi, il est impossible d'en dire plus à ce stade.

de troquer le soutien à Taiwan, la Formose de Chiang Kai-shek, pour une alliance avec la Chine populaire de Mao Zedong.

C'est l'époque où le général Jacques Guillermaz – ancien attaché militaire de la France libre et en Chine pendant la guerre mondiale – fustige ce qu'il appelle avec raison « la misère de la sinologie française », comparée au monde anglo-saxon, slave ou germanique. Il va y pallier en publiant son histoire du Parti communiste chinois qui fera longtemps date[2].

Guillermaz n'est pas seul à fournir au général de Gaulle des analyses concernant les « imprévisibles Chinois ». André Malraux, qui a puisé la matière à ses livres chinois dans la vraie vie des kominterniens Zhou Enlai ou Jean Cremet, prépare son propre voyage en Chine, mais n'est pas très fiable[3]. Plus réaliste, Edgar Faure a mené une nouvelle mission en Chine pour le compte du Général. Autre source gaullienne : l'ancien chef de la police de la concession française de Shanghai, patron de la sécurité de « l'homme du 18 Juin » à Londres au début de la guerre : Robert Jobez qui, sous le nom de Robert Magnenoz, a publié, dès 1954, son livre *L'Expérience communiste en Chine*. Tous, sans parler de Simone de Beauvoir, enchantée par le paradis maoïste, et d'Etiemble, réel connaisseur des Fils du Ciel et donc plus critique, militent pour la reconnaissance diplomatique de la Chine.

Prudent, le général Guillermaz stigmatise l'imprévoyance du Quai d'Orsay à propos de cette ouverture. Seul le poste de Hong Kong suit avec intelligence ce qui se passe derrière le rideau de bambou, grâce à des hommes férus de renseignement, le consul adjoint André Travert, surnommé « le Jockey », Roger et Suzy Aimé du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage,

2. Régulièrement republié en poche chez Payot.

3. Voir Rémi Kauffer, *André Malraux, le roman d'un flambeur, 1901-1976,* Hachette Littératures, Paris, 2001. Voir aussi sur le voyage de Malraux en Chine en 1965 : Jacques Andrieu, « Mais que se sont donc dit Mao et Malraux ? » *in Perspectives chinoises,* n° 37, septembre-octobre 1996.

le fameux SDECE, ou le commandant Pierre Bourgeois, dont l'épouse Pénélope, liée par sa famille à Chiang Kai-shek, rédige son *Manuel élémentaire de chinois*, le premier livre dédié à l'enseignement scolaire.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Guillermaz était l'adjoint du général Zinodi Petchkoff, le fils adoptif de l'écrivain communiste Maxime Gorki, et le chef des Français libres à Chongqing où, au temps fort de l'alliance antijaponaise, les deux officiers français fréquentaient aussi bien Chiang Kai-shek que Zhou Enlai. Il était bien normal qu'ils fussent envoyés auprès du premier, à Formose, pour lui faire comprendre que la Realpolitik jouant, de Gaulle allait reconnaître la Chine rouge. Puis Guillermaz se rendit à Pékin, pour retrouver Zhou Enlai et Chen Yi, alors ministre des Affaires étrangères, pour préparer l'ouverture de l'ambassade dans laquelle il sera l'attaché militaire. Devenu chef d'état-major de l'APL, l'ancien patron du Gonganbu, Luo Ruiqing est particulièrement affable, racontant toute l'amitié qu'il éprouve pour les Français au contraire de l'aversion ressentie à l'égard des Anglais. Presque « gaulliste » en somme… Ce qui n'empêche pas les Chinois de sonoriser, au moyen de micros sertis sous les lattes du parquet, les futures résidences des diplomates. Ce qui fera dire à Jacques Guillermaz avec un bon sens aussi jovial que cartésien : « Les Chinois emploient des moyens plus frustes [que les Russes] mais d'autant plus efficaces que nous nous méfions moins. Il y aurait un long chapitre à écrire sur nos déficiences et même notre légèreté[4]. »

J'y songe, mon général : c'est ce que je suis en train de faire ! La qualité du renseignement parvenu à l'Élysée a décidé Charles de Gaulle à franchir le Rubicon. D'autant qu'ont été transmis des éléments décisifs, fin 1963, grâce à des missionnaires de « l'église du silence » qui alimentent une petite cellule stratégique au sein du Quai d'Orsay, dirigée par un ancien chef des Renseignements généraux,

4. Jacques Guillermaz, *Une vie pour la Chine, Mémoires 1939-1989,* Robert Laffont, 1989.

Marc Bergé. Cet ex-résistant a rédigé un mémorandum très parlant : « Dans quelques mois seulement, la Chine va faire exploser sa première bombe atomique. Kang Sheng, le patron de l'espionnage chinois, a depuis longtemps animé des services spéciaux. Il agit notamment grâce à son réseau suisse à Berne, dirigé par le troisième secrétaire d'ambassade, Lin Shuhua. Il faut savoir qu'un millier d'agents chinois sillonnent l'Europe, dont une bonne centaine en France. Kang Sheng a fait installer des rampes de missiles au Tibet, et la base principale d'expérimentation nucléaire se trouve à la frontière du Xinjiang, à Lop Nor, où se prépare la première explosion atomique.

« Kang Sheng fait tout pour se débarrasser des services secrets soviétiques. Son service de contre-espionnage a éliminé tous les réseaux du KGB autour de ces bases nucléaires. Après avoir obtenu l'aide de savants russes, dont le père de la bombe A soviétique, Piotr Kapitsa, il s'en est débarrassé en ne comptant plus que sur les savants atomistes chinois[5]. »

Le 2e Bureau français le confirme : le programme 596 – ainsi nommé d'après la date du retrait des savants soviétiques, en juin 1959 – se poursuit à vive allure à la demande de Mao et de l'État-Major. Le responsable de ce projet spécial n'est pas inconnu du lecteur : c'est le maréchal Nie Rongzhen, le « petit télégraphiste » qui était à Paris avec Zhou Enlai dans les années 1920, puis au cœur des services spéciaux à Shanghai, avec ce dernier et avec Kang Sheng dans les années 1930. Quant au cerveau, Qian Sanqiang, le plus important des savants qui ont conçu la bombe, il a été formé en France par Frédéric et Irène Joliot-Curie. Puis dans les années 1950, il a rejoint la mère patrie sous l'influence du Département du travail de front uni du PCC (*Tongzhan Gongzuobu* ou DTFU), ce service de renseignement chargé de récupérer des Chinois d'outre-mer, souvent acquis à la cause nationaliste. Et ses agents sont toujours fort actifs sous la

5. Communication de Marc Bergé à l'auteur le 28 avril 1983.

direction de Li Weihan, autre ancien Parisien, le « Luo Mai » du roman de Malraux *Les Conquérants*[6].

« Je me suis rendu compte de cette activité dans le cas de Kuo Yu-shou, qui était attaché culturel à l'ambassade de Chine et représentait Chiang Kai-shek à l'Unesco, à Paris », m'explique le journaliste Pierre Genève, honorable correspondant du SDECE qui apparaît dans ses romans à succès tel *Tchin-Tchin en Chine*.

« Je fréquentais à l'époque des officiers des services spéciaux qui ont organisé des opérations de pénétration contre la Chine rouge avec les Taiwanais : les généraux Chassin et Belleux. Et dans cette fine équipe, il y avait mon ami de la CIA, le général Edward Maykut, qui m'a présenté le Dr Kuo Yu-shou du Kuomintang. Je le voyais très souvent. Il habitait le 15e arrondissement. On déjeunait chez Lipp, c'était un bon vivant, un sacré coureur de jupons. Un esthète aussi : il a laissé une superbe collection de peintures chinoises au musée Cernuschi. Et puis il est devenu très nerveux, irascible, au moment de la reconnaissance de la Chine populaire par de Gaulle. Brusquement, il a viré de bord. Il s'est découvert communiste et il a disparu. Plus tard, pendant des années, il m'a envoyé des cartes de vœux de Pékin à Noël. Avec le recul, je suis sûr qu'il avait été travaillé depuis longtemps par les agents de la Chine rouge…[7] »

---

6. Un rapport de la CIA de juin 1962, intitulé : *Communist China, Chinese residing overseas and organisations for dealing with Chinese overeas and returnees* (archives de l'auteur) livre l'organigramme complet du DTFU, et particulièrement du 2e Bureau, chargé du renseignement.

2e Bureau (investigation et recherche) : Hsu Ching-Ch'eng (Xu Jingcheng) *alias* Lin Ch'eng.

1re division (Renseignement) : Xu Jingcheng (concurremment).

2e division (Investigation et recherche) : K'ung Ling-K'an (Kong Lingkan) *alias* Kung Min-hsien, ou Kung Tsan).

3e division (Communications) : Keng Fu-hsiang (Geng Fuxiang) *alias* Keng Chih (Geng Shih).

7. Entretien téléphonique avec Pierre Genève, le 19 juillet 2007. Son livre *Tchin Tchin en Chine* – inspiré par le chef de la station du MI 6 à Paris, fin connaisseur de Hong Kong –, a été publié en 1963 par les éditions des Elfes, puis

Depuis cette date en effet, les services spéciaux chinois – à l'époque, outre le DTFU, le Diaochabu que dirige Kong Yuan – utilisent énormément l'Unesco comme couverture pour leurs opérations, tout comme les autres structures de l'Onu tels l'Unicef ou le Bureau international du travail (BIT) de Genève. Elles leur permettent de voyager avec passeport diplomatique en poche dans des pays où n'ont pas encore été implantées de représentations officielles.

Des barbouzes chinoises à Paris et Berne

À Paris, l'établissement d'une ambassade de Chine présente un avantage certain pour les spécialistes de la DST et du SDECE. Ils vont débusquer les espions jusqu'ici « illégaux », c'est-à-dire clandestins[8]. Ainsi, avant la reconnaissance de la Chine, c'est un « étudiant », habitant dans un petit hôtel au 65 rue Monsieur-le-Prince, près du jardin du Luxembourg, qui dirige le principal réseau chinois à Paris. Il a toutefois été identifié par les Français avec l'aide des Taiwanais.

Paul Évain, *alias* « Monsieur Jules », le principal ouvreur de coffres du SDECE, a reçu pour mission de récupérer dans sa chambre d'hôtel des documents couverts d'idéogrammes. Voici ce qu'il m'a confié alors que je travaillais à la rédaction d'une histoire des services français : « Un beau jour, je suis chargé par le colonel Morvan, le patron du Service 7, de récupérer certains rapports du Chinois. Je les compulsais dans sa chambre quand soudain j'entends des pas. La clef grince dans la serrure. Il entre. J'avais eu le temps de me cacher dans

---

republié par les Presses noires en 1966. De son côté, juste avant son changement de camp, Kuo Yu-Shou avait publié, le 3e trimestre 1963, un livre, *La Lune sur le fleuve perle* (Éditions André Bonne, Paris), concernant sa jeunesse dans le Sichuan où il était né en 1900.

8. Affaire antérieure : le résident clandestin du service secret chinois en France, Lucas Pun, originaire de Macao, avait été arrêté par la DST en 1950 pour son rôle dans le trafic de piastres en Indochine. Son chef dans le SR chinois était Cheng Zougang (Tcheng Tsou-kang) sous couvert de la Bank of Communications, à Saigon.

la salle de bain comme dans les films d'espionnage. Heureusement, il se jette sur son lit et s'endort. J'ai pu subtiliser les documents et déguerpir. Peu après, il loue un studio rue Raspail. Cette fois, je dois installer un micro dans la cloison à partir de l'appartement voisin. Comme la sonde dépasse de trop, le Chinois que je croyais absent la détecte, s'en empare et tire dessus. C'est une bataille pour récupérer la ligne, chacun tirant de son côté. Là ce n'est plus du James Bond, c'est du Marx Brothers… Se sachant "logé", il déménage à nouveau et disparaît. Pas pour bien longtemps : il refera surface au moment de l'ouverture de l'ambassade de Chine, comme deuxième secrétaire…[9] »

En effet, le 27 janvier 1964, les relations diplomatiques sont établies. Le 23 février, Song Zhiguang débarque comme chargé d'affaire avec cinq diplomates pour organiser la représentation en attendant l'arrivée de l'ambassadeur, Huang Zhen, vétéran de la Longue Marche. Ils sont naturellement suivis de près par la DST.

Au début, cette dernière n'obtient pas grand-chose car les diplomates sont venus sans femme, logent ensemble, reclus comme des moines. L'ordre de bataille est assez simple : le conseiller Song Zhiguang chapeaute le renseignement politique. Sa fiche à la DST précise : « SONG Zhiguang, né en 1916 à Canton. Étudiant au Japon. Secrétaire puis conseiller de l'ambassade de Chine à Berlin-Est dans les années 1950 où il effectuait la liaison avec la police secrète est-allemande, la Stasi. Sa femme s'appelle Zhang Ru[10]. »

Comme les Chinois de Formose n'ont pas rendu l'ambassade, les diplomates de la Chine rouge résident d'abord à l'hôtel *Intercontinental.* L'un d'entre eux, Wang Hua, parfait francophone, car il a étudié au lycée Jeanson-de-Sailly, est chargé de trouver des appartements pour l'ambassadeur et son équipe. On le surveille de près car son père a eu

9. Entretien avec Paul Évain, le 6 août 1985.

10. Les noms de ces Chinois étaient évidemment fichés à la translitération ancienne de l'EFEO, de sorte que ce nom apparaît comme Sung Chih-kuang que le SDECE considère comme le même qu'un agent déjà répertorié en France sous le nom de Sung Tsé-Hoan.

maille à partir au début des années 1950 avec la DST. Jusqu'à une époque très récente, sous un nom francisé, il jouera un rôle très actif dans le monde aéronautique franco-chinois à Paris et Pékin, ce qui lui vaudra d'être élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur en 2004.

Tandis que Jacques Guillermaz gagne Pékin, son homologue le colonel Zhang Bingyu va jouer à Paris le rôle d'attaché militaire, en liaison avec le responsable régional du 2e Département de l'APL, le général Ding Shan, posté à l'ambassade de Berne. Mais sa mission sera de courte durée : en 1966, il sera rappelé en Chine, et broyé dans les tourbillons de la Révolution culturelle comme son chef, le général Luo Ruiqing.

Au début de ces années 1960, un grand réseau d'espionnage politique dirigé entre autres par un nommé Mai Feng rayonne à partir de la Suisse sur toute l'Europe de l'Ouest. Il est basé à l'ambassade chinoise de la Kalcheggwegstrasse, et à la délégation commerciale de la Widmannstrasse, à Berne.

Il a pour but d'aider – y compris financièrement – à la création de groupes maoïstes au moment du schisme sino-soviétique. Yang Xiaonong, représentant de l'agence de presse Chine nouvelle, fait la navette entre Berne et Paris pour coordonner ces opérations qui visent à provoquer des scissions au sein du Parti communiste français. L'une des missions consiste à inviter des pro-Chinois pour leur faire contempler les prodigieux succès du communisme au pays de Mao. Le « roi de l'enfer », Kang Sheng en personne, chapeaute le Département des liaisons internationales, responsable des relations avec les petits partis frères.

Les représentants de ce DLI en Suisse dénouent aussi les conflits qui surgissent au sein des groupuscules. C'est ainsi que le jeune militant Georges Frêche, futur président socialiste du Conseil régional Languedoc-Roussillon, est arrêté en juin 1965 en sortant de l'ambassade chinoise de Berne avec des camarades de la Fédération des cercles marxistes-léninistes[11]. La Sûreté helvétique qui les relâche serait tombée

11. Christophe Bourseiller, « Un "Chinois" nommé Frêche », *in L'Express* du 4 juillet 2005.

des nues si elle avait appris que les Chinois s'étaient fait juges de paix dans un différend opposant des jeunes maoïstes pro-Tirana à des pro-Pékin.

Toutefois, les « maos » ne sont pas seuls fichés. C'est aussi le cas des adhérents de l'Association des amitiés franco-chinoises. Quelque temps avant son suicide en avril 1994, François de Grossouvre, ami et éminence grise d'un autre futur socialiste, François Mitterrand, m'avait montré la fiche de la DST dont il faisait l'objet et qui signalait ses relations avec Mai Feng, il est vrai pour préparer le voyage en Chine et en Corée du Nord, à partir du 23 janvier 1961, du futur président de la République. Côté chinois, les deux amis ont été invités par Zhang Xire, directeur – francophone – de l'Association du peuple chinois pour les relations culturelles avec les pays étrangers, une couverture du renseignement du parti, le Diaochabu qui a pour mission de cultiver « l'amitié » des hautes personnalités étrangères.

Me sachant passionné par la Chine, François de Grossouvre m'a donné le carton d'invitation en chinois envoyé par Zhang Xire que les deux hommes ont reçu pour aller dîner le 29 janvier 1961 dans le grand restaurant de l'*Hôtel de Pékin*. Mais le service chinois et ses analystes, s'ils pensaient recruter ou pour le moins s'allier les bonnes grâces des deux Français, en sont pour leurs frais. Non seulement François Mitterrand est fort mal disposé à l'égard du marxisme-léninisme dogmatique des Chinois qui citent Mao à tout bout de champ, mais encore le futur président est plus qu'agacé lorsqu'à tour de rôle ses hôtes essaient de l'interroger à propos de l'Algérie en guerre. Il a beau expliquer qu'il est dans l'opposition, qu'il est venu en voyage privé, les Chinois reviennent à la charge. Au point de s'attirer les foudres de l'ancien garde des Sceaux et une réplique cinglante sur le rôle des Chinois au Tibet[12].

Le rédacteur de la fiche Grossouvre aurait pu être Henri Thomas du « service actif » de la Section Chine (nom de code CATI) à la

12. Entretien avec François de Grossouvre. Les détails savoureux du dîner de Pékin se trouvent dans le livre de Franz-Olivier Giesbert, *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire,* Ed. du Seuil, Paris, 1977.

DST. De 1962 à 1966, cet inspecteur énergique décortique l'infiltration d'illégaux de Chine populaire qui se réalise, comme dans l'affaire Kuo Yu-shou, à travers la pénétration des milieux nationalistes du Kuomintang. C'est notamment le cas de restaurants du Quartier latin. Ses sources sont d'une part le patron du restaurant chinois, le *Chou-Chen*, 3 rue de Cluny, ainsi qu'un autre restaurateur qui se revendique du Kuomintang, mais dont Thomas subodore qu'il joue un double jeu au profit des rouges. Avec l'aide de la Sécurité militaire, la Documentation chinoise de la DST qu'anime l'inspecteur Michel Lepeytre compile à partir de cette époque une liste des « restaurants chinois de Paris ouvertement ralliés ou présumés acquis au régime de Pékin[13]. » Une opération de plus en plus difficile du fait de la prolifération des restaurants chinois à partir du milieu des années 1970, avec l'afflux de réfugiés de Chinois d'Indochine.

Une « ville fantôme française » au Xinjiang

Si le contre-espionnage français nourrit des doutes concernant la préparation des agents chinois intervenant en France, une découverte les éclaire et les conforte dans leur vigilance. Le mérite en revient à la Brigade de surveillance du territoire de Nantes qui anime un réseau d'informateurs implanté dans le domaine maritime, ce qui permet de surveiller aussi bien les Soviétiques que les Chinois.

« L'un de mes agents, ingénieur à Saint-Nazaire et prénommé Louis, m'a rendu un grand service pour ce qui concerne les Chinois, raconte un ancien enquêteur de la DST. Ceux-ci viennent voir des navires frigorifiques dans les chantiers de Saint-Nazaire. En principe, ils étaient construits pour l'Australie mais les Chinois envisageaient d'en faire construire à l'identique. On piquait leurs documents dans

13. L'une d'entres elles est publiée partiellement dans *Le Canard enchaîné* du 10 décembre 1975. La liste complète est publiée par Nicolas Fournier, Edmond Legrand, *E... comme espionnage,* Alain Moreau, Paris, 1978.

leur boîte à lettres pour les faire traduire grâce à notre spécialiste du chinois en poste à Rennes. »

Qu'apprend la DST ? Elle réussit à glaner des informations inédites sur l'existence en Chine d'une ville construite à l'identique d'une ville européenne, avec ses quartiers français, anglais, allemand... Se trouvant aux confins du Xinjiang, elle ressemble aux concessions de Shanghai des années 1920. Mais en plus moderne. Cette ville fantôme familiarise les apprentis espions à évoluer en Occident : il y a un débit de tabac pour acheter des cartes postales, des tickets de bus, des timbres fiscaux pour coller sur les passeports, etc. Des magasins Felix Potin ou Prisunic, des boulangeries où trônent en vitrine, baguettes et croissants. Dans le quartier anglais, on trouve des cabines téléphoniques rouges et des taxis noirs comme à Londres.

« Effectivement, nous étions éberlués de voir des Chinois débarquer à Nantes pour la première fois et se promener ici comme s'ils avaient toujours vécu en France, explique l'ancien inspecteur. Non seulement, ils avaient appris par cœur le plan de Nantes, mais désormais nous savions pourquoi ils se trouvaient à l'aise ! Cela leur était d'autant plus nécessaire qu'à cette époque où il n'y avait pas de grande communauté de Chinois, ils ne pouvaient pas de fondre dans le paysage[14]. »

Bernard Boursicot et la Belle de Pékin

Pendant ce temps, à Pékin, les services secrets chinois tentent de recruter des taupes dans les ambassades. Dans ce type d'opération, on cherche avant tout à briser le maillon faible. Dans la représentation française, c'est Bernard Boursicot, né à Vannes en 1944 dans une famille modeste. À 18 ans, en 1963, il est enseignant de français dans

14. Entretien avec l'auteur, 1999. En 1966, la présence des Chinois est si notable à Nantes et Saint-Nazaire qu'elle fournit la matière à Jean Clerc pour un roman d'espionnage aux Presses noires *Chinoiseries nantaises,* dont le héros appartient au SDECE et dans lequel apparaît le service secret de Kang Sheng, le Lianluobu (p. 76).

l'Algérie nouvellement indépendante. Claude Chayet, le consul à Oran et ancien résistant, remarque ce Breton qui, de modeste extraction, se distingue par une grande sensibilité et un grand appétit de culture, notamment par sa passion pour le cinéma. À tel point que ce monde qui le fascine, Boursicot va plonger dedans. En effet, Henri Langlois, le fondateur de la Cinémathèque, et son égérie Mary Meerson, rencontrés à Paris, le considéreront comme un fils adoptif. Grâce à eux, il côtoiera Roberto Rossellini, Akira Kurosawa, François Truffaut ou Joris Ivens qui prépare son film-fleuve de propagande pour la révolution chinoise *Quand Yukong déplaçait les montagnes.*

S'il est arrivé à Paris, c'est aussi que Chayet lui a indiqué un concours extérieur permettant d'entrer dans la « carrière » diplomatique comme contractuel, lui qui n'a qu'un BEPC en poche. Le voici donc, en 1964, au Quai d'Orsay au moment où le général de Gaulle décide d'ouvrir l'ambassade confiée à Lucien Paye. Dès février, Claude Chayet part à Pékin comme chargé d'affaires pour tout organiser. Boursicot le suit et devient comptable à l'ambassade du quartier de San Li Tun. Les diplomates occidentaux ont tendance à rester entre eux, mais le jeune Breton brûle de connaître cette Chine en mouvement, ces gens du peuple, dont il est lui-même issu. Le petit comptable n'a qu'une hâte : enfourcher sa bicyclette pour découvrir la capitale. Parfois, l'ami Chayet l'invite à des cocktails où sont présents quelques rares Pékinois autorisés à fréquenter des étrangers.

C'est avant Noël 1964 qu'il rencontre un jeune homme intrigant, svelte et petit, superbe dans son costume à col Mao, au visage troublant. Shi Peipu, c'est son nom, est membre de l'Union des écrivains car il écrit des livrets d'opéra et des pièces. Comme il parle merveilleusement le français, il est le tuteur des enfants Chayet.

Bernard est irrésistiblement attiré par cet artiste lyrique qui a été formé par Mei Lanfang, l'acteur mondialement connu de l'Opéra de Pékin pour ses grands rôles féminins traditionnellement interprétés par des hommes.

« J'ai été son élève, raconte Peipu, et j'ai aussi joué des rôles au théâtre ! » Dans les mois qui suivent, Boursicot se laisse entraîner

dans un voyage dans la Chine antique, celle des dynasties Tang ou Ming, du dernier empereur mandchou, de la Cité interdite. Premier coup de théâtre : en mai 1965, lors d'une promenade, le Chinois lui prend la main et lui révèle qu'il est une femme !

Née en 1938, dans la province nordiste du Shandong, elle a été élevée comme un garçon dans une famille aristocratique. La raison en est simple : sa mère, Li Liulan, craignait que sa belle-mère, qui régentait cette maison, exigeât que son rejeton, Shi Lanle, prenne une troisième épouse, au cas où elle ne lui donnerait pas un fils, après déjà avoir donné le jour à deux filles. Ayant donné naissance à une troisième fille en la personne de Peipu, la mère mit au point une supercherie avec la sage-femme : la petite fille serait habillée et éduquée comme un garçon.

Au fil des ans, la Chinoise s'est habituée à cette confusion des sexes qui, dans le milieu du théâtre et de l'opéra, était répandue. Aussi supplie-t-elle Boursicot de garder ce secret : l'artiste est une femme, mais on doit laisser croire que c'est un homme. « À ce moment-là, ces révélations ont changé toute ma vie, m'expliquera vingt ans plus tard Bernard Boursicot. Et toute ma façon de voir le monde. Il m'est devenu impossible de concevoir la vie sans Peipu[15]. »

---

15. Entretien, le 23 octobre 1998. De nombreux autres entretiens m'ont permis de reconstituer cette affaire, en comparaison avec les dossiers du contre-espionage qui s'accordent parfaitement. C'est en réalisant avec Rémi Kauffer, notre livre *Kang Sheng et les services secrets chinois,* que nous avons pu évoquer pour la première fois cette affaire. Du fond de sa prison, Bernard Boursicot avait apprécié que, pour la première fois en France, on écrive sur son affaire sans le ridiculiser ni l'accabler. C'est pourquoi, lorsque j'ai travaillé avec Pascal Krop, à la rédaction de *DST, Police secrète* (Flammarion, 1999), l'ancien diplomate nous a autorisés à évoquer les aspects de sa vie privée qu'il m'a racontés et qui permettent de comprendre ce qui est arrivé. Je reviens une nouvelle fois sur cette affaire, avec de nouveaux témoignages, tant policiers que de l'intéressé, avec une optique différente pour deux raisons : l'affaire est indissociable de l'histoire des services spéciaux chinois contemporains. Et surtout ces nouveaux éléments me permettent de penser, comme on le verra, que Bernard Boursicot a peut-être été sacrifié, sur l'échiquier de la guerre secrète, aussi bien par les Chinois que par certains Français pour protéger des personnes plus haut placées…

Quelques semaines après, la Chinoise est la première femme que le jeune diplomate connaît charnellement. C'est très différent de ce qu'il avait imaginé. Il s'est laissé guider, confiant que certains gestes, certaines caresses et certaines pudeurs étaient liés à la complexité du monde chinois. Revenant de quelques ablutions dans la salle de bain, il constata que du sang perlait sur la cuisse de sa compagne.

« Désormais, vous êtes ma femme… » lui glisse-t-il à l'oreille, fou de joie. C'est si vrai qu'en décembre 1965, quand le Quai d'Orsay a prévu qu'il change de poste et qu'il retourne en Europe, lors d'une ultime rencontre, Shi Peipu, en pleurs, lui apprend qu'elle croit bien être enceinte.

« Ce sera un fils, et nous l'appellerons Bertrand… Car je vais bientôt revenir. C'est juré », répond Bernard, le cœur brisé.

Les tribulations d'un Français en Chine

Après un séjour à l'ambassade française en Arabie saoudite puis au Quai d'Orsay à Paris, le voilà à Pékin, à partir de septembre 1969, archiviste et préposé à la valise diplomatique, un poste subalterne sur le plan administratif mais sensible car des secrets de l'ambassade passent entre ses mains.

La Chine qu'il retrouve est sens dessus dessous. Mao a lancé la Révolution culturelle pour reprendre le pouvoir à ses rivaux. « Petit livre rouge » au poing, ses gardes rouges ont attaqué le quartier général du Parti communiste et destitué des hommes présentés comme les tenants de la « ligne capitaliste », tels le président Liu Shaoqi, le secrétaire général du PCC Deng Xiaoping, le chef de l'armée Luo Ruiqing…

Dans les chancelleries, on commente ce séisme politique avec passion, mais aussi avec inquiétude. Les diplomates de l'ambassade anglaise sont pris à partie. Les journalistes de même : c'est ainsi que le correspondant de Reuters, Anthony Grey, est suspecté d'espionnage et gardé prisonnier pendant deux ans dans sa maison, jusqu'à sa

libération en octobre 1969[16]. Pendant ce temps, son confrère Jean Vincent de l'AFP est détenu puis expulsé de façon humiliante, hué par des rangées de gardes rouges vengeurs, qui lui crachent dessus, alors qu'il sue comme un bœuf pour traîner sous un soleil ardent tous ses lourds bagages sur l'aire d'envol jusqu'à l'avion du départ, retournant en chercher d'autres, lui qui boitait, se jurant qu'il ne reviendrait jamais dans cette Chine qu'il avait tant aimée et qui l'avait tellement humilié…

Dans la représentation française, le nouvel ambassadeur Étienne Manac'h, breton comme Boursicot, a demandé à ses diplomates de prendre garde. De toute façon, côté chinois, il est quasiment interdit de frayer avec les « diables au long nez », c'est-à-dire les Occidentaux.

L'épouse officielle de Mao, Jiang Qing, et son ex-amant Kang Sheng, le chef redouté des services secrets, ne se contentent pas d'alimenter le brasier contre les « révisionnistes », ils fixent aussi les nouveaux canons de l'art et de la littérature. Shi Peipu a beau venir comme eux du Shandong, elle est victime, à l'instar de tant d'intellectuels, de la Révolution culturelle puisqu'elle représente l'art dégénéré de l'ancienne Chine.

Malgré ce chaos, déguisé en costume Mao, sillonnant Pékin à vélo, Bernard la retrouve enfin. Sa première question va sans dire :

« Où est notre fils Bertrand ? »

« Il est élevé chez des paysans au Xinjiang, explique-t-elle. C'est dangereux de le voir maintenant… »

---

16. Anthony Grey a publié ses souvenirs de cette époque troublée : *Otage à Pékin,* Fayard, 1972. Anthony Grey est également l'auteur dans un ouvrage étonnant et controversé *The Prime Minister Was a Spy,* Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1983, dans lequel il raconte que l'ancien Premier ministre australien Harold Holt aurait été un espion à la solde des Chinois et que sa disparition, le 17 décembre 1967, alors qu'il se baignait sur la plage de sa résidence d'été avait été organisée avec l'accord de Zhou Enlai par les chefs du renseignement Luo Qingchang, Li Tao et Liu Shaowen. Une unité de nageurs de combat l'aurait dirigé vers un sous-marin l'emportant ensuite vers la Chine…

Afin de rester ensemble, Shi Peipu a demandé l'autorisation d'enseigner le chinois ainsi que les pensées du président Mao au diplomate sinophile. Le rapport rédigé par le commissaire Raymond Nart de la DST sur cette affaire présente une suite apparemment cocasse mais lourde de conséquences : « Un soir, une semaine après avoir retrouvé Shi Peipu, alors qu'il se trouvait chez elle, les masses populaires du quartier ont fait irruption dans l'appartement, se sont emparées de Shi Peipu puis l'ont emmenée.

« Ce n'est qu'à la fin du printemps 1970 qu'il fit la connaissance du nommé Kang, un fonctionnaire du ministère de la Sécurité publique (ministère de l'Intérieur). Shi Peipu lui avait dit qu'elle connaissait un ami – il travaillait à la municipalité de Pékin – qui serait heureux de le rencontrer, il s'agissait de Kang. Il le rencontra un soir de ce mois de juin 1970 chez Shi Peipu et lui remis de sa propre initiative une lettre scellée qu'il avait prise au bureau d'ordre de l'ambassade. Il pensait ainsi qu'il pourrait préserver outre ses relations avec Shi Peipu, la sécurité de cette dernière et de leur enfant. Ainsi commença sa collaboration avec un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur chinois[17]. »

Naturellement, les services secrets chinois ont monté eux-mêmes ce traquenard et Shi Peipu annonce à Bernard Boursicot que deux hommes de la municipalité de Pékin vont la remplacer comme « enseignants ». « Kang » et son compère « Zhao » – de leur vrai nom Kang Gesun et Peng Zhe – appartiennent à ce qui reste du Diaochabu, le service de renseignement du Comité central du PCC qui possède une section spéciale pour compromettre et recruter des étrangers en poste en Chine. Cette section existe toujours : elle a été remaniée et étoffée de façon considérable au sein du Guoanbu à l'approche des jeux Olympiques de 2008.

« Kang a été mon officier traitant de 1970 à 1981, m'expliquera Boursicot lors de l'un de nos entretiens. Il était musulman, je me

17. Ce rapport du 2 juillet 1983, cote PN/ST/9538/A.4 721.859, a été publié en fac-similé dans notre ouvrage, avec Rémi Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois,* Robert Laffont, *op. cit.*

souviens qu'il ne mangeait pas de porc. Zhao était le commissaire politique et m'apprenait le marxisme-léninisme. En 1981, Kang m'a dit : "Heureusement qu'on t'a recruté car on n'avait plus grand-chose comme service de renseignement pendant la Révolution culturelle..." Par la suite je sais que Kang est montré très haut dans l'appareil[18]. »

Lorsque Bernard se trouve avec Kang et Zhao, ceux-ci lui inculquent en effet le marxisme-léninisme, le maoïsme, l'amour du peuple. *Wei renmin fuwu !* « Servir le peuple ! » : voilà une phrase à apprendre ! L'archiviste français ne demande pas mieux. Pourvu qu'en échange on lui laisse filer le parfait amour avec Shi Peipu et récupérer son fils, voire à terme les emmener tous deux en France...

Selon les interrogatoires ultérieurs de la DST, Bernard Boursicot a remis des documents diplomatiques aux Chinois du printemps 1970 à mai 1972, date à laquelle il quitte la Chine à nouveau pour devenir archiviste-chiffreur à Dublin, en Irlande. Puis à nouveau d'avril 1979 à mars 1981, quand il est affecté à l'ambassade fantomatique en Mongolie extérieure, une suite dans un hôtel d'Oulan-Bator dont le coffre-fort abrite les archives...

Bernard Boursicot raconte : « Pendant l'interrogatoire, Raymond Nart m'a dit : "Vous auriez dû venir à nous, on vous aurait donné des faux documents à leur livrer, au lieu de vous retrouver devant un tribunal, vous auriez eu la Légion d'honneur !" Mais franchement, est-ce que j'aurais eu moins d'ennuis en devenant agent double ? Bien sûr, je n'avais pas l'envergure d'un Richard Sorge, mais je me suis engagé politiquement. Je pensais aider ce pays à sortir de son isolement. À une condition importante toutefois : je n'ai jamais donné aux Chinois d'information concernant mon pays, la France... »

L'enquête de la DST confirme ce fait. Pour elle, il y a trahison dès lors qu'on a donné des documents « français » estampillés « secret »

18. Entretien, le 10 avril 1998.

ou « confidentiel ». Même si les Chinois, comme c'est le cas, s'intéressent surtout aux intentions des Américains au Viêt-Nam et plus encore à leurs pires ennemis, les « révisionnistes soviétiques », avec lesquels ils sont entrés en guerre en 1969, pour la conquête du fleuve Amour…

Grâce à sa pêche aux documents, Boursicot peut enfin voir en échange Bertrand *alias* « Dudu », son fils, et même passer des vacances avec lui et sa mère. Les documents qu'il livre à ses « officiers traitants » viennent d'autres ambassades françaises à travers le monde, du Quai d'Orsay ou des ambassades dans lesquelles il sert. Quand il se retrouve à Oulan-Bator, les Chinois sont de plus en plus gourmands en documents sur la puissance militaire de l'URSS. C'est alors que Boursicot, le maître espion de la Chine rouge, découpe des articles du *Figaro*, les recopie à la machine à écrire à sa manière et – subtilisant le tampon encreur de l'ambassadeur – les orne d'un magnifique « SECRET » en rouge.

Les agents de Mao sont comblés ! Ils reçoivent aussi des notes un peu plus sérieuses sur l'économie soviétique, le renouveau du militarisme japonais, les élections indiennes, les problèmes ethniques en Mongolie, le voyage à Pékin de Richard Nixon, et des revues de presse sur Hong Kong et la Chine…

La collaboration s'arrête après le départ de Boursicot d'Oulan-Bator en mars 1981. Puis, notera à nouveau le commissaire Nart, « Boursicot a précisé que lorsque Shi Peipu est venue en France, et cela en dehors de toute intervention de Kang ou de quiconque en République populaire, à l'occasion d'un voyage à Paris, ils avaient décidé de rompre avec le fonctionnaire chinois. »

Survient alors une autre ténébreuse affaire qui se produit lors de son séjour à Pékin. Il en a parlé aux gens de la DST lors de ses interrogatoires, mais jugée « hors sujet », elle n'aurait pas été consignée sur procès-verbal. À décharge pour Boursicot, elle était tout à l'honneur de l'espion à la petite semaine. Mais, elle n'aurait pas pu être évoquée devant un tribunal car elle mettait gravement en cause sa hiérarchie…

Le kidnapping de Zhang le chiffreur

Bernard Boursicot est encore à Pékin en avril 1971. Survient un événement peu banal en Algérie où il a été autrefois enseignant. Que s'est-il passé ? Comme dans les romans d'espionnage, un diplomate chinois, Zhang Shirong, s'est rendu à l'ambassade de France à Alger et a demandé l'asile politique. Le chef de poste du SDECE s'est posé la question habituelle : « S'agit-il d'un vrai transfuge ou d'un agent double ? » À Paris, la Piscine a donné le feu vert pour tenter de le récupérer. Le conseiller d'ambassade, ancien de la France libre et ex-consul à Hong Kong, connaît les malheurs de la Chine et s'est pris de pitié pour le malheureux Zhang. Il veut lui sauver la mise. Mais l'affaire traîne. Son ambassadeur, qui attend une promotion importante au Quai d'Orsay, ne veut pas générer un incident diplomatique dans l'Algérie de Boumediene en bonnes relations avec Pékin qui avait soutenu le Front de libération nationale.

Même scénario à Pékin. Là-bas, tout dépend de ce que dira l'ambassade de Manac'h où l'on prépare le voyage du président Pompidou en Chine. Il ne faut pas décevoir le Premier ministre Zhou Enlai et son nouveau ministre des Affaires étrangères, Ji Pengfei, qui attendent beaucoup de cette visite alors qu'on profile également celle de Richard Nixon.

Pour Bernard Boursicot, de permanence au moment où éclate l'affaire, il faut sauver Zhang Shirong (il est bien placé pour savoir que les agents chinois ne sont pas des tendres…). Il le dit à sa hiérarchie, à son ambassadeur, dès le lundi matin. Rien n'y fait : « J'étais de permanence. J'ai travaillé jour et nuit à contacter les uns et les autres dans l'espoir d'obtenir la libération de ce diplomate enlevé par les services chinois. Ce n'est pas parce que j'espionnais pour la Chine qu'on ne devait pas sauver un homme dans une pareille détresse. Manac'h tremblait comme une feuille. De quoi me mêlai-je ? Il était avant tout l'ami de Zhou Enlai et de la Chine, n'est-ce-pas ? Il a donc laissé entendre qu'il ne fallait pas brouiller

Paris et Pékin dans cette affaire. Le Service Asie du Quai d'Orsay a abondé dans ce sens… »

En effet, à Alger, le malheureux Zhang est rendu à ses pairs. Drogué, il est mis dans un avion de Pakistani Airlines encadré par sept barbouzes. Mais l'appareil à destination de Shanghai doit faire escale à Orly le 28 avril 1971. Les services spéciaux français n'ont pas dit leur dernier mot. La DST envoie une équipe sur place tandis que la police de l'air et des frontières intervient sur l'aéroport espérant arracher le transfuge à son sort. L'ambassade chinoise de l'avenue Georges-V a été alertée elle aussi : Cao Guisheng, le représentant de Kang Sheng à Paris, arrive à son tour accompagné de gorilles en renfort. Sur la zone de transit de l'aéroport se déroule alors une scène incroyable : un pugilat entre policiers français et agents chinois. Zhang va être hospitalisé à Paris mais sera finalement « rendu » le 5 mai aux Chinois. Entretemps, Manac'h a donné son avis à la direction Asie-Océanie, comme il le rappelera dans ses *Mémoires d'Extrême-Asie* : « Que l'ambassade de Chine soit immédiatement informée du lieu ou de l'hôpital où se trouve la personne en question… Qu'elle soit autorisée à entrer en contact avec l'intéressé, au besoin devant témoin, si l'on craint des pressions à son encontre… Que, au cas où ce dernier aurait pris le parti de demander l'asile, il soit invité à exposer son intention devant un représentant officiel de l'ambassade de Chine, mais en présence d'un témoin autorisé connaissant la langue chinoise et qui pourra se porter publiquement de notre bonne foi… » Mais finalement le 5 mai, lorsqu'on annonce qu'il sera rendu à la Chine, l'ambassadeur français a envoyé une note pour souligner son mécontentement : « Je ne saisis pas très bien pourquoi la présence de témoins français serait nécessaire au cours de cette rencontre (avec un membre de l'ambassade) dès lors que l'intéressé se propose de rentrer en Chine…[19] »

On comprend que le SDECE, qui était en contact avec Zhang depuis février, se plaindra amèrement des diplomates en la

19. Étienne Manac'h, *Mémoires d'extrême Asie,* volume 2, « La Chine », Fayard, 1980.

personne de son directeur, Alexandre de Marenches, ami de Georges Pompidou : « Nous avons failli avoir un transfuge chinois à Alger. À l'époque de Mao, nous y tenions beaucoup parce qu'il aurait été le quatrième transfuge chinois de l'histoire récente. En plus, c'était un officier du chiffre. Pour parler gentiment, nous n'avons pas reçu de l'ambassade de France à Alger l'aide que nous aurions été en droit d'en attendre. Le chef de notre mission diplomatique eut peur. Il s'arrange pour effectuer les pressions nécessaires afin que ce malheureux rentre en Chine. Il a été drogué dans des conditions abominables...[20] »

À l'époque, l'affaire a tout de même choqué. Au point que le sinologue Simon Leys dans un article où il reprochait à Manac'h son rôle, tout en critiquant ses Mémoires, écrivait : « À l'entendre, aujourd'hui, on est souvent tenté de se demander si l'homme qui parle est l'ancien ambassadeur de France en Chine ou l'actuel ambassadeur de Chine en France, tant il a souci, sur toute question, de prévenir les moindres désirs de Pékin[21]. »

J'ai donc posé la question à Étienne Manac'h à propos de l'affaire du chiffreur dont il ne parle pas dans ses Mémoires. L'ambassadeur m'a répondu très exactement : « L'affaire Zhang Shirong ? Simon Leys a tout inventé. Ce n'est pas le président Pompidou qui a voulu renvoyer ce Chinois chez lui, mais lui qui a voulu repartir. Je ne dis pas que les Chinois n'aient pas fait pression sur lui...[22] »

Drôle de drame ! En 1980, le célèbre journaliste britannique de *Newsweek,* Edward Behr, publie son roman d'espionnage *La Transfuge,* dont la « quatrième de couverture » se lit ainsi : « Elle était jeune, jolie et chinoise. Elle avait demandé asile à la France et Paris l'avait rendue à Pékin. Pour l'arracher aux Chinois, un homme défie

20. Christine Ockrent, Alexandre de Marenches, *Dans le secret des princes,* Stock, Paris, 1986.

21. Simon Leys, *La Forêt en feu. Essais sur la culture et la politique chinoises,* collection Savoir, Hermann, 1983.

22. Entretien téléphonique, le 10 février 1987.

les puissances : un agent des services secrets français qui veut à tout prix retrouver la femme qu'il aime... la transfuge. »

Quelques jours avant l'entretien avec Manac'h, j'avais pris langue avec Edward Behr, pour lui demander s'il était exact que son roman est inspiré de l'affaire Zhang Shirong.

« En effet, me répond-il, à l'époque j'étais à Hong Kong, et par un mécanisme très spécial, j'avais rencontré le responsable des affaires chinoises qui était à la DST. Il est à la retraite et j'ai promis de taire son nom. J'ai publié l'information dans une petite rubrique intitulée "Periscope" dans *Newsweek* et j'ai continué à m'intéresser à ce dossier. C'est le Quai d'Orsay qui était la cause de ce drame. Le responsable d'Asie-Océanie en avait décidé, mais il avait été briefé par Manac'h qui était l'ambassadeur à Pékin...[23] »

Ainsi le roman *La Transfuge* était bien inspiré de l'affaire de 1971 qu'avait suivie Boursicot et dans laquelle l'ambassadeur en Chine avait joué un curieux rôle. L'histoire était la même. À ceci près que dans la fiction la fin en était heureuse et que le Chinois s'était transformé en Chinoise...

Un Chevalier d'Éon à la chinoise

Paris, 11 h 40, le 30 juin 1983. Bernard Boursicot est arrêté, près de la station de métro École militaire, par une équipe de policiers qui l'embarque au siège de la DST. Le diplomate est emmené au deuxième sous-sol du bâtiment et il redoute le pire. Les enquêteurs, menés par les commissaires divisionnaires Raymond Nart et Yvan Bassompière, se relaient pour l'interroger. Pour eux, c'est une belle affaire d'espionnage chinois qui permet d'élucider le fonctionnement du nouveau service de la Chine rouge, le Guoanbu, ou Sûreté de l'État, d'autant plus mal connu à la DST que sa création a été

23. Entretien téléphonique avec Edward Behr, 23 janvier 1987. Son roman *La Transfuge* a été publié chez Robert Laffont en 1981.

annoncée par le Premier ministre Zhao Ziyang le 6 juin. Aussi, les questions fusent sur la disparition d'une centaine de documents à l'ambassade de Pékin puis à la représentation d'Oulan-Bator au temps où Boursicot y séjournait.

Mais une autre question brûle les lèvres de Raymond Nart : « Qui sont ces Chinois qui habitent chez vous, boulevard du Port-Royal, Monsieur Shi Peipu, et son fils Shi Dudu ? »

Aux deux questions, Bernard Boursicot, presque soulagé, répond : « Je n'ai rien fait pour de l'argent ! »

« Mais qui est donc Shi Peipu ? » demandent les limiers de la DST qui n'ont pas encore arrêté ce Chinois.

Le diplomate hésite, car son grand secret n'est pas l'espionnage au profit de l'empire du Milieu, mais plutôt une histoire d'amour sans pareil.

« Shi Peipu est une femme… », avoue-t-il. « D'ailleurs, Shi Dudu est mon fils ! » lâche Bernard Boursicot, non sans fierté. À ce stade de la discussion, il est clair qu'il n'a plus rien à cacher. Il a été obligé trop longtemps à agir dans la dissimulation, pour ne pas s'expliquer franchement. Les gens de la DST vont comprendre ce qui lui est arrivé. Il n'a jamais rien fait de grave. Il va enfin pouvoir vivre au grand jour avec sa femme chinoise et le fils qu'elle lui a donné. On le relâchera, sans doute avec un blâme au Quai d'Orsay. Mais qu'importe…

Le lendemain 1er juillet 1983, les enquêteurs de la DST arrêtent Shi Peipu dans l'appartement du diplomate. Compte tenu de ses problèmes cardiaques, ils acceptent de l'entendre sur place.

Au commissaire Bassompière, le Chinois raconte sa version de l'histoire, à peu près la même que de celle de son « mari ». Il narre son enfance dans le Shandong et, après 1945, les cours de chants avec le maître Mei Lanfang. On apprend au passage qu'il est le neveu du dramaturge et vice-ministre de la Culture Ding Xilin, décédé en 1974.

Élément important que ne connaît pas la DST à l'époque : Ding Xilin, l'oncle de Shi Peipu, dont il se dit le protégé, n'avait pas seulement été le vice-ministre de la Culture apprécié de Zhou Enlai, mais également au début de la Révolution culturelle le vice-président de

l'Association du peuple chinoise pour les relations culturelles avec les pays étrangers. Or cet organisme, on l'a vu lorsqu'il invitait Mitterrand et Grossouvre à Pékin, sert de couverture à des opérations de renseignements. C'est si vrai qu'à cette époque l'autre vice-président de ladite association est le mandchou Zou Dapeng, le directeur adjoint du service de renseignement Diaochabu qui a piégé Boursicot. Il est vrai que Zou avait été limogé et tué par des gardes rouges en 1967…

En tout cas, Shi Peipu baigne dans ce monde interlope au croisement des arts et des services secrets comme souvent dans les dispositifs d'espionnage asiatiques.

L'artiste lyrique explique que, profitant de la libéralisation du régime, il a pu enfin se faire inviter par un organisme universitaire et venir en France en octobre 1982. Ainsi, les services spéciaux de Deng Xiaoping ont accepté que Shi Peipu et leur enfant Shi Dudu puissent rejoindre Boursicot à Paris. Shi reste toutefois en contact avec Wang Erqing, attaché « culturel » à l'ambassade de l'avenue George-V. Il devient la coqueluche du monde sinisant en France, et fait l'objet d'une émission sur TF1.

Le lendemain du premier interrogatoire de Shi, le juge d'instruction Bruno Laroche inculpe Bernard Boursicot d'« intelligence avec des agents d'une puissance étrangère ». Puis il inculpe Shi Peipu de complicité du même délit. Plutôt étrange quand on considère les faits et leur chronologie… N'est-ce pas plutôt Boursicot le « complice » de Shi Peipu dans cette affaire ?

De plus, le juge ordonne un examen médical pour connaître exactement le sexe de la Chinoise, car « celle-ci » a déclaré qu'« elle » était de sexe masculin. Ce que confirment les médecins chargés de l'examiner. L'information est rendue publique, le 13 juillet. Dans sa cellule de Fresnes, Boursicot défaille en entendant sur France Inter, l'incroyable, l'impensable : « La Mata-Hari chinoise est un homme ! »

Son avocat, M[e] Henri Leclerc, lui confirme cette révélation. Les journaux ne se privent pas de reprendre l'information, comme s'y attendait la DST. Le côté fristouillard de l'histoire accable le couple franco-chinois, en soulignant des tonalités homosexuelles

inavouées. Pour Boursicot, il faut attendre une confrontation chez le juge Laroche, pour qu'en sortant Shi Peipu révèle la vérité dans le couloir.

« Je n'y crois pas, je veux voir... » répète Boursicot. L'autre se déboutonne...

Une semaine plus tard, le Français tentera de se trancher la jugulaire avec son rasoir. Comment a-t-on pu le tromper ainsi ? Le piéger de manière aussi cynique grâce à la version chinoise d'un Chevalier d'Éon, cet espion de Louis XV dont on se demanda toute sa vie s'il était un homme ou une femme ?

Le rapport d'expertise des docteurs Roper et Defer, médecins des Hôpitaux psychiatriques, au juge d'instruction, en septembre 1983, livre un éphéméride de l'affaire, dont le sens clinique permet de saisir ce qui s'est vraiment passé : « Ils avaient sympathisé puis s'étaient fréquentés mais, six mois plus tard, Shi aurait, selon Boursicot, fait savoir qu'il était en réalité une femme.

Ils étaient alors devenus amants et avaient eu des relations sexuelles furtives dans l'obscurité (Shi aurait présenté lors de leur première relation une hémorragie évocatrice de la virginité). Par la suite, Shi aurait présenté les manifestations apparentes d'une grossesse mais, après accord avec Boursicot, aurait fait pratiquer une IVG. Quelque temps après, les signes d'une nouvelle grossesse se seraient manifestés mais, en décembre 1965, Boursicot avait dû quitter la Chine, convaincu de la réalité de la grossesse ?

Revenu à Pékin en septembre 1969, il a repris contact avec Shi qui lui aurait fait savoir qu'ils avaient un fils, né en août 1966 et confié à une nourrice en province. [...] Shi aurait payé l'enfant, l'aurait nommé Shi Dudu, l'aurait confié à une nourrice puis l'aurait récupéré et adopté en 1973, et aurait enfin assuré à Boursicot qu'il était son fils[24].

24. Le service secret chinois a « donné » comme fils à Shi Peipu un bébé ouïgour du Xinjiang, du même groupe ethnique que les Turcs, qui pouvait donner l'impression d'être un métis de double origine asiatique et européenne.

Après son interpellation, à Paris, Shi, a déclaré qu'il était de sexe masculin, et, selon le rapport des docteurs Bailly et Campana, il présente des organes génitaux masculins morphologiquement normaux. Selon lui, il aurait présenté jusqu'en 1965 une cryptorchidie qui aurait été traitée par une intervention chirurgicale et par hormothérapie, mais il a contesté avoir jamais laissé entendre à Boursicot qu'il était une femme. »

L'explication « technique » de la façon dont le diplomate français a pu être trompé a été décrite par Shi Peipu lors du premier examen des médecins. C'est ma consœur américaine, Joyce Wadler, collaboratrice du *Washington Post*, qui l'a le mieux expliqué, dix ans après les faits dans son livre *Liaison*.

« Le prisonnier [Shi Peipu] propose spontanément d'expliquer quelque chose aux médecins. Et, délicatement, sans difficulté apparente, il remonte ses testicules à l'intérieur du corps. La peau de son scrotum vide pend comme un rideau. Ensuite, l'homme place son pénis entre ses jambes, le pénis est caché, et la peau du scrotum, divisée en deux, ressemble aux lèvres d'un vagin sous le triangle des poils pubiens. Pressé contre le scrotum vide, le pénis crée en outre une petite cavité, qui rend possible une pénétration superficielle. Devant l'homme tel qu'il est maintenant, un amant naïf ou crédule pourrait se croire en présence d'une femme[25]. »

Pourtant, dans ses déclarations aux psychiatres, Shi Peipu a affirmé qu'il n'a jamais trompé son amant concernant son sexe. Ainsi après l'avoir grugé, Shi Peipu trahit une seconde fois l'homme qui, par amour, s'est mis dans de beaux draps... Shi en est bien récompensé car en février 1984, il est remis en liberté provisoire par la cour d'appel. Il est vrai qu'à cette date, les autorités chinoises effectuent diverses pressions, et qu'au sommet de l'État français on

25. Joyce Wadler, *Liaison,* Bantam Books, New York, 1993. Ce livre n'a pas pu être publié en France du fait des pressions de Shi Peipu qui – espion(ne) chinois(e) condamné(e) mais protégé(e) en France ! – considérait que ce livre constituait une atteinte à sa vie privée...

aimerait aplanir ces difficultés « diplomatiques »... Boursicot reste, bien sûr, en prison.

« Un magnifique montage des services chinois »

Le 6 mai 1986, la cour d'assises, siégeant en vertu de la loi du 21 juillet 1982, sur les affaires d'atteinte à la Sûreté de l'État doit, selon Jean-Marc Théolleyre, chroniqueur judiciaire du *Monde*, « fixer l'épilogue de cette aventure aussi abracadabrante que, par certains côtés, émouvante ».

Bernard Boursicot et Shi Peipu se retrouvent côte à côte dans le box des accusés. Le président est visiblement émoustillé par la situation. L'avocat général Henri Saludo s'interroge : « Mais par quelle curieuse acrobatie Shi Peipu a-t-il pu faire croire à Boursicot qu'il était de sexe féminin ? »

Le président Versini, encore plus brutal :

« Au lit, ça se passait comment ? »

On a donné des euphorisants à Bernard avant de quitter Fresnes le matin du procès, de sorte que lorsque le président provoque l'hilarité du public, le pauvre en rit aussi. On pourrait même le trouver un peu fanfaron. C'est troublant. Il se reprend et répond :

« On s'embrassait dans le noir, furtivement. Il me guidait pour le pénétrer... Quant à cette histoire d'enfant, je ne suis pas allé vérifier... »

Nouveaux rires. Le président enfonce le clou.

« Mais vous n'allez pas éluder comme ça. Vous avez dit que rien ne la distinguait d'une femme ordinaire...

— Je n'ai jamais vu son sexe complètement. Il était très pudique. J'ai cru que c'était une coutume chinoise. Quand il était morose, je lui disais : "Ça ne va pas bien ? Tu as tes règles ?" Il me répondait : "comment le vois-tu ?" »

L'avocat général, dans son réquisitoire, a repris les positions de la DST qui considère l'affaire comme « un magnifique montage des

services spéciaux chinois » et que Shi Peipu est venu en France au cours de l'année 1982 pour « réactiver Boursicot, car il était en train de devenir cadre B, c'est-à-dire diplomate[26] ».

Dans sa déposition personnelle, Raymond Nart, à sa façon, trouve des circonstances atténuantes à Boursicot.

« Il faut savoir que l'espionnage fait partie des arts martiaux en Chine et que les Chinois, en partant du principe qu'on attaque une armée vaincue, avaient vite repéré Boursicot prenant son premier poste, âgé de 19 ans, immature, aux goûts sexuellement peu définis, lui jetant Shi Peipu dans les pattes. »

Puis, en homme de l'art, Nart conclut : « Personnage fragile, jamais Boursicot n'aurait dû être affecté à Pékin. Le drame de cette affaire, c'est que vous n'avez pas à juger les instigateurs, ni à juger les inconscients qui ont envoyé Boursicot en Chine et ensuite à Oulan-Bator. »

Alors que l'avocat général a laissé à l'appréciation des jurés la peine pour Shi Peipu, qui a eu récemment une crise cardiaque, il exige au moins cinq ans de prison pour Boursicot « à cause de sa mentalité ».

La plaidoirie de M[e] Henri Leclerc en faveur de Boursicot – « si intelligence avec ennemi il y a, c'est à un degré zéro qu'il faut situer l'entreprise » – ne sera pas entendue. La cour d'assises condamne les deux amants à six ans de prison chacun, ce qui fait dire à *Libération*, résumant bien le sentiment de ses confrères : « Affaire Boursicot : un verdict cruel comme un supplice chinois ».

Le Tout-Paris exprime plus de sympathie pour l'artiste androgyne chinois que pour l'archiviste français. François Mitterrand octroie sa grâce à Shi Peipu en 1987, qui peut s'installer à Paris en toute tranquilité. C'est bien le premier cas d'un espion étranger condamné à la prison qui n'est pas déclaré *persona non grata.* Ce qui ne l'empêche pas de se rendre fréquemment à Pékin, dont il connaît bien le vice-maire et où il aurait un appartement du côté de la Cité interdite. Moins chanceux,

26. Citations extraites des comptes-rendus du procès par nos confrères Jean-Marc Théolleyre (*Le Monde*), Pierre Mangetout (*Libération*) et Pierre Bois (*Le Figaro*).

Boursicot attendra pour sortir de prison, de même que pour se rendre bien plus tard, lui aussi, en Chine. Sans qu'il le sache à l'époque, un petit groupe des « anciens de l'ambassade de Pékin » dont le fidèle Claude Chayet, a œuvré pour obtenir la libération de leur ancien collègue. Mais pas tous. Et certainement pas Étienne Manac'h.

On ne s'étonnera pas que l'ambassadeur n'ait pas secouru son jeune collègue breton. Il s'est su surveillé lui-même par la DST depuis les années 1960 lorsqu'un transfuge soviétique passé à la CIA avait désigné plusieurs Français libres comme agents des services spéciaux communistes dont Manac'h. Ce dernier me l'a expliqué dans un courrier mettant en cause la DST. Preuve de son intégrité, disait-il, il avait été le dernier ambassadeur missionné par le général de Gaulle.

Quand il est entendu sur l'affaire Boursicot, il prend ses distances et charge la barque de son ex-archiviste. Au commissaire Bassompière, il déclare : « À l'époque où je me trouvais en Chine, aucun contact n'était possible entre un membre de l'ambassade et un ressortissant chinois à l'insu des autorités chinoises. Si Monsieur Boursicot a pu entretenir des relations avec un Chinois ou une Chinoise, à cette époque, cela n'est possible que grâce à la complicité et à l'aide des autorités du pays. À mon avis, nulle personne à l'ambassade, à cette époque, n'était au courant de relations suspectes de Monsieur Boursicot et en tout cas aucun membre de l'ambassade ne m'en a fait la confidence. Je n'ai jamais entendu parler de Monsieur Shi Peipu. Je ne vois rien d'autre à déclarer[27]. »

D'autant plus étrange que, peu avant l'arrestation de l'acteur chinois, une émission de télévision était en préparation à propos de l'Opéra de Pékin, qui devait être tournée en partie au manoir de Lezaven, à Pont-Aven, l'ancien atelier de Gauguin, devenu la demeure de l'ambassadeur – où il m'a reçu dans les années 1980 – et dans laquelle Shi Peipu et Étienne Manac'h devaient être filmés ensemble… Ce ne sera certes pas la seule fois où le gratin du Quai d'Orsay enfoncera le petit

27. Procès-verbal du 25 janvier 1984.

préposé à la valise diplomatique. Mais n'en demeure pas moins des mystères, comme le rôle du même ambassadeur dans l'affaire du transfuge Zhang Shirong rendu à la Chine et vraisemblablement exécuté après son retour à Shanghai. Une affaire dans laquelle Boursicot s'était paradoxalement opposé à lui pour sauver la tête du Chinois…

Les services éminents rendus à la Chine par l'ambassadeur breton furent évoqués dans l'article du *Figaro* par Alain Peyrefitte, de manière perfide, sous le titre « Le cheminement d'un marxiste désillusionné » lors de son décès. L'auteur de *Quand la Chine s'éveillera* racontait une entrevue qu'il avait eue avec Zhou Enlai, en présence de l'ambassadeur, et à l'occasion de laquelle le premier avait dit avec emphase à propos du second : « Votre ambassadeur est le grand pont entre l'Occident et la Chine[28]. »

---

28. *Le Figaro,* 26 février 1992. Étienne Manac'h est mort en février 1992 dans sa Bretagne natale. Peu avant, il avait publié un livre – *Emilio* – dans lequel il racontait sa jeunesse à Moscou et ses liens avec le communisme. Ces Mémoires ressemblaient à un testament pour ceux qui auraient découvert, après sa mort, quelque secret inavoué.

Sept ans plus tard sont publiés à Londres les dossiers Mitrokhine, du nom d'un archiviste du KGB qui a fait défection chez les Britanniques à la fin de la guerre froide avec des microfilms. Dans l'énorme volume publié avec l'aide de Christopher Andrew, sont détaillées des listes d'agents des Soviétiques. Y figure TAKSIM : c'est le nom de code d'Étienne Manac'h dans les archives russes. Selon elles, il aurait été recruté, non pas quand il était à Moscou dans les années 1930, mais lorsqu'il était représentant de la France libre en Turquie, en 1942, alors que des officiers de renseignement communistes l'auraient contacté et maintenu jusqu'en 1971 comme « contact confidentiel » qui livrait des informations de temps à autre sur une « base idéologique et politique »… Taksim est le nom du quartier d'Istanbul où, comme Manac'h le raconte lui-même dans *Emilio,* il habitait et recevait notamment Mikhaïl Vichniakov, correspondant de l'agence Tass, selon lui « rabatteur du NKGB ».

Les rapports plus qu'ambigus avec des services étrangers totalitaires pour un ambassadeur de France valaient-ils aussi pour son admiration sans bornes en faveur de la Chine et de ses dirigeants du temps de Mao ? Comme on l'a vu, l'un n'empêchait pas l'autre, car les entrelacs entre les organes de renseignements chinois et russes ont été beaucoup plus importants qu'on ne l'a dit à ce jour et comme je le révèle dans ce livre. Ceci dit, soyons prudents, l'éditeur de la version française des Archives Mitrokhine (Fayard, 2000), qui avait aussi publié les Mémoires de Manac'h, n'a pas jugé opportun de publier cet extrait.

France, terreau fertile de recrutement

À Pékin, juin 2007, dernière moisson d'interviews et de documents avant de rédiger ce livre. Parmi les spécialistes je rencontre « Monsieur Li ». La soixantaine bien tassée, le cheveu en brosse argenté, les rides marquant les ans et l'expérience dans le « travail des affaires spéciales » (*Tewu gongzuo*), à l'évidence dans les liaisons internationales, de nature politique, en Europe de l'Ouest. Ce qu'il me dit, je l'ai déjà entendu, mais dans la bouche d'experts occidentaux. « Nos services travaillent par cercles concentriques. Et le rapport australien que vous me citez est proche de la réalité : la France est l'un des pays où il est le plus facile de gagner des "amis pour la Chine", ce que vous appelez agents d'influence, sources, "honorables correspondants". Mais pour nous, comprenez bien, ce n'est pas de l'espionnage… »

Y a-t-il une grande différence avec ceux que le KGB appelait du temps de la guerre froide les « idiots utiles », compagnons de route, sympathisants, agents d'influence recrutés souvent par naïveté ? La différence, si elle existe, réside dans le *manpower* considérable dans le cas des Chinois…

« Nous pouvons jouer sur bien des cordes sensibles. Et toutes sonnent agréablement à des oreilles françaises… » Monsieur Li détaille l'éventail des champs d'opérations sur lequel ses services ont agi depuis les années 1970. L'affaire Boursicot-Shi Peipu était à la fois extraordinaire par son cadre, ses personnages, son évolution, par la confusion des sentiments et cependant terriblement banale. L'appel du sexe, les « nuits câlines », l'érotisme chinois sont évidemment des ressorts habituels du recrutement. Et si les Français y sont plus sensibles que d'autres, ils ne sont pas les seuls. Le « stratagème de la belle » – de sexe opposé ou pas – reste très efficace en direction notamment des hommes d'affaires et autres VRP de toutes nations. (Il suffit de relire le manuel de mise en garde sur ce sujet réalisé par le MI5 pour les businessmen britanniques, au

chapitre 9.) Pour les Français, les Chinois ajoutent qu'ils trouvent un terrain d'entente dans la convivialité autour de la bonne chère et de la boisson, aussi attirantes, et parfois indissociables, de l'érotisme à la chinoise.

Mais il est bien d'autres points névralgiques qui expliquent, selon les spécialistes, que la France est une cible de choix. Ils se résument ainsi :

(1) *L'amitié franco-chinoise* invoquée à tout bout de champ du fait que le général de Gaulle a été parmi les premiers à reconnaître Pékin a été utilisée et amplifiée quand Jacques Chirac était aux manettes, comme Premier ministre puis comme président. Une « amitié » que Nicolas Sarkozy renforce encore lors de son premier voyage présidentiel en Chine en abondant dans le sens de ses hôtes puisqu'il considère que le Tibet et Taiwan sont indissociablement liés à la Chine.

(2) *La France offre un vivier très riche de ce qu'on appelle les « sino-béats »,* dans le monde des sinologues (dont certains ont commencé à allumer des contre-feux à la demande des Chinois contre le livre que vous lisez actuellement avant même que je ne l'ai terminé), dans l'univers de la culture et du show business, chez les intellectuels mais aussi dans le monde économique, scientifique, diplomatique et politique.

(3) *La haine du communisme soviétique* (naguère représenté par son parti français) a favorisé une approche favorable aux Chinois (bien qu'aujourd'hui Pékin, on le sait, a renoué avec un axe stratégique sino-russe). Dans les années 1980, à la fin de l'ère Brejnev, des fonctionnaires du renseignement sont chargés de rencontrer des intellectuels de droite et d'extrême droite, spécialistes de l'anticommunisme qui l'aident à analyser l'évolution de l'URSS. Ils auront la divine surprise de voir d'anciens maoïstes reconvertis s'ajouter à eux.

(4) *La corruption importante du monde politique français (de gauche et de droite) offre des perspectives intéressantes.* Elle s'est illustrée dans l'affaire des frégates de Taiwan, à partir de 1991, gérée côté chinois

directement sous le contrôle de l'amiral Liu Huaqing, vice-président de la Commission militaire centrale dont le secteur marine aurait demandé 200 millions de dollars américains pour fermer les yeux sur les transactions franco-taiwanaises[29]. Un scandale qui fait apparaître que des membres des partis politiques français ne sont pas seuls à bénéficier de rétrocommisions : des membres du Bureau politique du PCC ont également reçu les dividendes de leur accord pour fermer les yeux sur l'armement, par la France socialiste, de leur ennemi taiwanais.

(5) *La naïveté du monde économique* qui n'est pas propre à la France, comme on le voit régulièrement dans des contrats de dupe grâce auxquels on espère conquérir un « marché de 1,3 milliard de consommateurs »...

(6) *L'attirance culturelle mutuelle* entre la Chine et la France qui remonte au XVII[e] siècle et qui s'est illustrée en particulier sous Jacques Chirac. Elle se matérialise aussi par le tourisme de masse. Au milieu des années 1990, le secteur contre-espionnage de la DGSE s'est intéressé de près à des organismes associatifs de voyage en Chine pour des retraités qui étaient la cible du Guoanbu. Puis avec le développement économique de ce début du XXI[e] siècle, un tourisme chinois en constante progression avec la France comme destination privilégiée a attiré l'attention du contre-espionnage sur des organismes comme le China Swan International Tours, organisme semi-officiel, qui propose des voyages organisés dans les deux sens, en Chine et à l'étranger.

(7) *Le tiers-mondisme et l'anti-américanisme*, particulièrement patents dans le monde des sciences et de la recherche françaises. La grande ouverture du monde universitaire, sa tradition politique permettent une intrusion aisée dans les labos, même si du point de vue chinois la France est loin d'être la cible privilégiée pour ce qui concerne les technologies de pointe.

---

29. Estimation du juge Jean-Pierre suite à un entretien avec Lily Liu, protégée de l'amiral Liu Huaqing. Thierry Jean-Pierre, *Taiwan Connection, scandales et meurtres au cœur de la République,* Robert Laffont, Paris, 2003.

(8) *L'existence passée d'un fort courant maoïste des années 1960 reconverti*, mais dont de nombreux protagonistes sont aux manettes dans divers secteurs, notamment dans les médias ou les cercles politiques. Ainsi, en 1981, le premier des jumelages intervilles a lieu entre Montpellier et Chengdu (la capitale de la région militaire qui chapeaute la domination sur le Tibet). L'instigateur, son maire, Georges Frêche, est le maoïste qu'on a vu jadis arrêté en Suisse…

(9) *La richesse du monde associatif, notamment dans le circuit des jumelages régionaux.* Comprenant que la mondialisation donne de l'importance aux grandes régions – voire à l'État-région –, le *modus operandi* des Chinois a consisté à dynamiser des formes de jumelages opérationnels dans lesquels les services de renseignements régionaux sont à l'affût. La « régionalisation » du service de renseignement chinois, le Guoanbu, a pour conséquence la supervision de telles initiatives au niveau du Bureau régional (*Guoanting*), pour ce qui concerne des plans d'acquisition et la recherche du renseignement, ainsi que l'envoi d'agents spécialisés dans les délégations culturelles, scientifiques, universitaires, commerciales [Voir le tableau ci-dessous]. Dans cette récolte, les renseignements qui pourraient intéresser Pékin sont dispatchés au Guoanbu central. Le cas de figure typique est celui de notables « amis de la Chine » qui sont devenus des personnalités politiques de premier plan, députés, voire des ministres, que l'on a suivies depuis longtemps pour obtenir d'eux des services ou des passe-droits. Les applications en sont pratiques pour la gestion des services : c'est ainsi qu'un médecin chinois, originaire du Shandong, identifié comme agent des services dans l'ouest de la France, bizarrement féru de questions aérospatiales, a pu être naturalisé français grâce à l'aide d'hommes politiques centristes « amis de la Chine » en dépit d'une objection de la DST qui estimait avoir à faire à un officier de l'APL sous couverture.

Province (ou ville*)	Région française	Date jumelage	Chef superviseur régional Guoanbu	Nom en chinois
Tientsin* (Tianjin)	Nord-Pas-de-Calais	10 octobre 1984	Zhong Wei	锺韦
Shandong	Bretagne	22 octobre 1985	Fa Jinyan	法进衍
Anhui	Franche-Comté	10 mai 1987	Li Jianming	李建明
Sichuan	Midi-Pyrénées	9 juin 1987	Sun Jichang	孙继昌
Zhejiang	Haute-Normandie	10 mars 1990	Wang Han	汪瀚
Henan	Saône-et-Loire	29 octobre 1990	Wang Xusheng	王旭升
Fujian	Basse-Normandie	6 décembre 1990	Ai Guoqing	艾国清
Hunan	Centre	28 octobre 1991	Zhou Hongjun	周红军
Hubei	Aquitaine	9 mai 1996	Zhu Xiaolin	朱小林
Hebei	Hauts-de-Seine	20 février 1997	Dong Jingwei	董经纬
Hubei	Lorraine	4 février 1998	Zhu Xiaolin	朱小林
Guangdong Province de Canton	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	24 mai 2000	Xu An	徐安
Région autonome Zhuang de Guangxi	Poitou-Charentes	27 août 2001	Luo Guoquan	罗国泉

Treize jumelages de régions françaises avec des provinces chinoises sous supervision du chef de Sûreté de l'État (Guoanbu) chargé du renseignement international de la région en 2008.

(10) *L'importante communauté chinoise en France* est croissante par le nombre. L'objectif du Département du travail de front uni est de se rapprocher des associations de commerçants, des groupes culturels afin qu'ils expriment leur allégeance à Pékin. La réussite est totale : aux alentours de l'an 2000, les plus grandes familles commerçantes de Paris, souvent originaires de communautés qui avaient fui le communisme en Indochine dans les années 1970, se disputent désormais les bonnes grâces de l'ambassade de Chine populaire. Impossible désormais de suivre la floraison des multiples commerces, des restaurants, comme la DST et la Sécurité militaire le faisaient dans les années 1970. Vingt ans plus tard, le contre-espionnage estimait pourtant que 10 % des 4 000 restaurants chinois de Paris servaient de paravents à des activités du Guoanbu et de la mafia chinoise (parfois des deux, croisés). Le Guoanbu a multiplié ses couvertures clandestines, par exemple en 2007, en créant des entreprises écrans tibétaines avec pour objectif d'infiltrer l'infiltration de la communauté favorable au dalaï-lama à quelques mois des JO. Et ceci en dehors des multiples postes de renseignement qui utilisent le paravent diplomatique.

Une ambassade pas comme les autres

Pendant la guerre froide, les Soviétiques avaient dans leur ambassade deux résidences principales de renseignement, l'une du KGB et l'autre du GRU, le renseignement militaire. Par contraste, avec les Chinois, on assiste à un doublage de chaque service, la multiplicité des réseaux, des points de contacts. L'autre différence, c'est que 20 % des diplomates soviétiques faisaient du renseignement. Dans le cas chinois, on peut multiplier le nombre par deux, sinon par trois.

Quand on pose la question à un diplomate chinois, il ne la comprend pas. Espionnage ? « Hors de question ! C'est la propagande

américaine qui alimente cette croyance débile ! » Renseignement ? C'est autre chose, car déjà le mot chinois *qingbao* signifie aussi « information ouverte ». Il faut bien que le gouvernement chinois soit proprement informé de ce qui se passe dans chaque pays pour prendre des décisions. Voyons donc comment s'organisent nos « amis chinois ».

Si l'on prend le cas de la France, à l'ambassade près des Champs-Élysées, avenue Georges-V et rue de Washington – où se trouvent les service consulaires –, s'activent des représentants des grands organismes que j'ai décrits, principalement ceux du parti, ceux de la sécurité qui dépendent du Conseil des affaires d'État (le gouvernement), ceux qui alimentent l'APL en informations. Ces antennes se retrouvent dans les consulats en région ou dans des délégations auprès d'organisations internationales tel l'Unesco, rue Miollis.

Le renseignement diplomatique classique dépend du Bureau d'information des affaires étrangères (*Waijiaobu)* représenté par un adjoint de l'ambassadeur. Puis, le renseignement politique est grandement assuré par le Département des liaisons internationales du Comité central du PCC dont le 8e Bureau est chargé de l'Europe de l'Ouest. Son patron à Pékin, Gu Honglin, est souvent venu en France ainsi qu'en Italie (dont il parle la langue), en Belgique, en RFA, au Portugal où il s'entretient avec des représentants des partis politiques du centre-gauche, des sociaux-démocrates, des écologistes, etc. On est bien loin de la période où, sous la direction de Kang Sheng, le DLI se préoccupait uniquement de créer de petits partis maoïstes. Ses agents diplomatiques circulent beaucoup en province, inaugurant des expositions sur la Chine, des manifestations culturelles de tous ordres qui sont toujours l'occasion de propager la bonne parole de « l'amitié entre les peuples » et de découvrir des talents nouveaux aussi bien dans la communauté chinoise que dans d'autres communautés.

Mme Liu Ping, patronne de la Section France, que j'ai rencontrée alors que je couvrais comme journaliste le congrès du PS à Brest en 1997, a été un temps rattachée à l'ambassade comme conseillère.

Et c'est l'ancien patron du DLI de 1992 à 1997, Dai Bingguo, aujourd'hui vice-ministre et responsable de l'important Bureau central pour les affaires étrangères (COFA), le conseil national de sécurité à la chinoise, qui a, à titre d'exemple, organisé le voyage en Chine de Ségolène Royal, candidate socialiste à la présidentielle de 2007.

Un quadragénaire shanghaïen qui a fait des études à Nantes et Perpignan, Zhang Jianguo, a pour sa part été formé au DLI avant de devenir conseiller à la section politique de l'ambassade. Avec Song Jingwu, le conseiller, en fait responsable du Parti communiste et de son service d'enquêtes, il se situe à l'intersection du renseignement du parti et du Guoanbu.

Dans cette galaxie du renseignement politique, on assiste fréquemment à des mouvements de personnel, à des cooptations de membres du DLI, rattachés au Guoanbu, et *vice versa*, de modifications de couverture entre journalistes et diplomates, entre espions du renseignement militaire et hommes d'affaires chargés de la veille économique, etc. De quoi donner le tournis aux analystes chargés de la sécurité dans les pays hôtes des ambassades chinoises et parfois provoquer des querelles quasi théologiques sur l'existence de certains services spéciaux, et leur rôle exact. Deux exemples simples qui divisent le contre-espionnage américain et leurs collègues européens : quel est le rôle exact du représentant du service d'investigation du Parti communiste (jadis *Diaochabu*, aujourd'hui *Zhongban Diaoyanshi*), doit-on l'intégrer dans le poste plus global de renseignement de la Sûreté de l'État (*Guoanbu*) ? Pourquoi le doublage du renseignement militaire (*Qingbaobu*) par des agents du service des liaisons internationales de l'Armée populaire qui parfois se camouflent sous les postes d'attaché culturel – comme à Washington – ou participent à des missions clandestines, par exemple sous couvert d'entreprises privées dans les télécoms en Europe ?[30]

30. Je rappelle que l'origine de cette double existence de services de renseignement militaire remonte à Yan'an, dans les années 1940, lorsque Zhou Enlai a voulu organiser un service autonome de celui que chapeautait Kang Sheng. (Voir chapitre 2) Ce dispositif a perduré avec la création de l'APL.

Le rôle de l'attaché militaire est multiple. Il consiste à entrer en contact avec ses homologues étrangers, avec l'état-major français, à constituer avec son équipe l'ordre de bataille des forces françaises, ses projets, ses nouveautés techniques, principalement en termes d'armement, de communications, de stratégie, de plans de bataille. Mais son rôle est aussi d'entretenir des relations avec des militaires à la retraite que les divers instituts, reliés au 2e Département de l'APL, invitent à Pékin ou dans d'autres villes de Chine pour réaliser des conférences ou participer à des colloques. C'est du « renseignement de contact ». Niant l'existence du Guoanbu à l'ambassade, la liaison avec des services de renseignement français est alors organisée soit avec le poste d'attaché de défense, soit avec l'attaché de police (*Gonganbu*), en l'occurence Liu Changtao. C'est ainsi qu'en 1984 – un an après l'affaire Boursicot –, le colonel Wang Naicheng, en poste à Paris, organise une visite de la Chine à Raymond Nart et quelques adjoints de la DST. Son successeur, le colonel Han Kaihe, connaît bien la France où il a séjourné une dizaine d'années avec son épouse, également officier. Il a pour mission de contacter des chercheurs, universitaires et hommes du renseignement, connus pour leur engagement contre le communisme soviétique afin d'obtenir des informations sur la mutation amorcée par Mikhaïl Gorbatchev. C'est ainsi, par exemple, qu'il sonde aussi bien le commissaire Jacky Debain de la DST que le journaliste écrivain Pierre de Villemarest, pourtant très à droite sur l'échiquier politique, et fera publier en chinois son ouvrage sur le GRU, le service de renseignement militaire soviétique[31]. De même, le général He Shide (remplacé en 2006 par Zhang Chantai, déjà venu à Paris comme adjoint à l'attaché militaire dans les années 1980) entretenait des relations suivies, ainsi que son ambassadeur et que le général Xiong Guangkai, ancien chef de l'APL-2, avec un ancien directeur de la

31. Pierre de Villemarest, *GRU, le plus secret des services soviétiques, 1918-1988*, Stock, Paris, 1988. En chinois : *Ge Lu Wu – Su jun qingbaobu neimu pilu* (traduit par Xiao Lianbing), Huaxia Chubanshe, Pékin, 1990.

DGSE que cette dernière fait mettre sous écoute, déplorant de le trouver fort loquace.

Il s'agit du général René Imbot, dont les écoutes réalisées sur sa ligne téléphonique n'ont pas mis en évidence que cet officier – qui a repris les rênes de la Piscine après l'affaire du *Rainbow Warrior*, le sabotage du navire de Greenpeace en 1985 – a trahi son pays ou son uniforme. Mais il semble avant tout s'être rapproché des Chinois pour tirer au clair si certains de leurs agents n'auraient pas, comme on le subodore, joué un rôle dans le « suicide » de son fils, Thierry Imbot, ancien chef de poste de la DGSE à Pékin, protagoniste malheureux de l'affaire des frégates de Taiwan et défenestré dans Paris, le 10 octobre 2000.

Une autre antenne du renseignement s'est développée à la suite de la tragédie de Tiananmen en 1989. Elle se trouve au sein du service de l'éducation, sis 9 rue Glacière à Paris. Le plus connu de ses acteurs, Bai Zhangde, alors chauffeur et deuxième secrétaire, a frisé l'expulsion de France en 1990 suite au harcèlement qu'il imposait aux étudiants démocrates réfugiés dans tout le pays. Il a tiré sa révérence et s'en est allé... Puis, il a fait un retour remarqué à Paris, désormais comme conseiller d'ambassade et patron du même service, voyageant à travers tout le pays – Brest, Lyon, Marseille, Strasbourg – au contact de personnalités politiques et de responsables du monde éducatif.

L'ensemble de la veille technologique a été assuré par Wang Shaoqi dont on considère symptomatique que les bureaux se trouvent au même étage, rue de Washington, que les attachés de police ou des spécialistes du renseignement politique.

Ces structures évoluent constamment, gagnant en main-d'œuvre, affinant la technique de recherche, notamment grâce à internet qui, ici, n'est pas bridé comme dans l'empire du Milieu. Le problème rencontré par plusieurs spécialistes chinois qui m'en ont parlé, c'est la coordination de l'information.

Dans les années 1990, le contre-espionnage occidental a identifié l'épouse d'un ambassadeur comme étant plus importante que son mari, du moins comme coordinatrice du renseignement, en France et dans le Benelux. Elle a manifesté une activité opérationnelle particulièrement vibrionnante en direction des Bureaux de représentation de Taiwan (BRT, sortes d'ambassades des nationalistes). Retournée à Pékin, cette superbarbouze en jupons supervise la formation de plus jeunes agents, notamment dans le domaine linguistique, avant qu'ils ne soient envoyés en mission. C'est un domaine où elle excelle : ne fut-elle pas jadis l'une des interprètes de Deng Xiaoping… ?

Comme on l'a vu au moment de l'affaire de Tiananmen, en 1989, et de la traque aux dissidents réfugiés en France, plusieurs correspondants de presse chinoise sont considérés comme des officiers du Guoanbu de haut vol sous couverture.

Inutile de repréciser, dans ce secteur d'activité, le rôle habituel de l'agence de presse Chine nouvelle qui s'est installée dans son bunker à Clichy-la-Garenne, en 1988, que j'ai visité peu après son inauguration sur invitation d'un de ses responsables.

Traditionnellement, le journal de Shanghai, le *Wen Huibao,* implante des correspondants d'une extrême longévité. Naturellement, l'actuel correspondant nous précisera qu'il est justement l'exception qui confirme la règle. Que lui n'en est pas, contrairement à son prédécesseur. Même tableau pour le journal « *Clarté* », (*Guangming Ribao*), qui dépend du Comité central du Parti communiste, surveillé par tous les services de contre-espionnage occidentaux et japonais depuis des décennies. Dans les années 1990, son correspondant s'est montré particulièrement actif pendant l'affaire des frégates de Taiwan, distillant des informations à propos de rétrocommissions qu'aurait touchées des membres du Bureau politique du Parti communiste chinois, notamment Zhu Rongji. Mais encore aujourd'hui on se demande s'il s'agissait d'informations sérieuses ou au contraire de désinformations dans le cadre de la guerre des clans qui se mène à Zhongnanhai. Et ceci d'autant plus que le ministre du Guoanbu de l'époque est Jia Chunwang, grand admirateur des services spéciaux

français, qui le soupçonnent fortement d'avoir lui-même bénéficié de rétrocommisssions dans l'affaire des frégates... Seule la levée du secret-défense dans cette affaire, demandée par les juges Renaud Van Ruymbeke et Thierry Jean-Pierre, aujourd'hui décédé, pourrait nous le confirmer...[32]

Mais c'est encore pour bien d'autres raisons que ce « journaliste » a attiré l'attention : son intérêt constant et répété pour les activités aérospatiales et en particulier la firme Matra Marconi de Toulouse, ou encore son accession à la direction de l'Association de la presse étrangère en France.

Comme au moment de l'après-Tiananmen, où la traque aux dissidents avait été considérable, à l'approche des jeux Olympiques toutes les antennes du renseignement se sont concentrées sur la nécessité de faire de l'événement le sacre de la Chine, puissance politique et économique, et sur tous les moyens d'influence pour contrer ceux, dans les opinions publiques, qui craignent qu'un vaste écran de fumée de jeux fassent oublier les problèmes des droits de l'homme. C'est ainsi que le correspondant du journal *La Jeunesse* (*Qingnian Ribao*) suit, avec des diplomates de l'ambassade, le monitoring des manifestations pro-Tibet libre, à commencer par celle du 8 août 2007 – un an jour pour jour avant les jeux Olympiques – sur la place du Trocadéro, à Paris... Le poste de renseignement politique ne le sait pas encore, mais il n'a rien à craindre : le nouveau président de la République n'apportera pas, contrairement à ses amis George Bush et Angela Merkel, son soutien au dalaï-lama...

Nicolas Sarkozy sous la loupe des services chinois

Printemps 2007 : « Réunion de crise » à l'ambassade de l'avenue George-V. Depuis plusieurs mois déjà, l'ambassadeur a reçu des

32. Thierry Jean-Pierre, *Taiwan Connection, scandales et meurtres au cœur de la République,* Robert Laffont, Paris, 2003.

instructions pour connaître le véritable enjeu du duel entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. La première, ayant, tout comme François Bayrou, pris position pour le boycott des jeux Olympiques de 2008, notamment sous l'influence de Jack Lang qui a organisé son voyage en Chine, n'est vraiment pas en odeur de sainteté. Les innombrables coups de téléphone de conseillers sarkozystes à l'ambassade pour s'assurer qu'elle recevrait un accueil minimal à Pékin, avant d'aller se promener sur la Grande Muraille, étaient bien inutiles.

Une fois l'élection passée, c'est à nouveau la course à l'échalotte. Zhang Jianguo et Song Jingwu, les deux spécialistes du renseignement politique de l'ambassade chinoise, ont galvanisé leurs troupes : il faut absolument savoir sur quel pied danser avec ce nouveau président. Aura-t-il la même attitude d'« ami de la Chine » que son prédécesseur ? La rumeur ne dit-elle pas qu'il est favorable à l'autonomie de Taiwan ? Qu'il a même rencontré en début d'année quelques dissidents grâce à des sinologues parisiens ?

Et surtout, l'arrivée de Bernard Kouchner au Quai d'Orsay n'est-elle pas un signal négatif, pour ce qui concerne au moins l'épineux problème du Tibet et de l'embargo sur les ventes d'armes en direction de la Chine depuis le massacre de Tiananmen ?

Cependant à Pékin, deux hommes jouent un rôle clef pour faire comprendre au président Hu Jintao qu'en dépit du rapprochement de son homologue français avec George Bush, on a toutes les raisons de penser qu'une ère nouvelle débute.

C'est d'abord Dai Bingguo, vice-ministre et responsable de l'important Bureau central pour les affaires étrangères (COFA), le conseil national de sécurité à la chinoise. D'une part, il a reçu Mme Royal lors de son séjour pékinois et les rapports reçus sur les tiraillements à l'intérieur du PS l'ont convaincu qu'elle ne pouvait pas gagner. Du coup, on lui a fait rencontrer le vice-président Zeng Qinghong, important pilier du clan shanghaïen, mais notoirement sur le départ lors du 17e congrès à venir. De l'autre, Dai a suivi depuis toujours les négociations avec EADS sur les Airbus et voit très bien comment on peut séduire le président en le faisant rentrer dans

son pays avec un énorme contrat (même s'il a été en partie engagé sous Chirac et s'il y a beaucoup d'« options » qui ne sont pas toujours des contrats fermes).

Le deuxième homme, c'est Zhou Yongkang, le ministre de la Sécurité qui va devenir membre du Bureau permanent du Bureau politique, et qui a connu Nicolas Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur.

Petit rappel : en novembre 2002, Jia Chunwang, l'ancien patron des espions du Guoanbu, devenu ministre de la Sécurité publique rend visite à Nicolas Sarkozy, à Paris. Il s'agit d'évoquer l'immigration clandestine chinoise – un réel problème –, le crime organisé et les échanges de policiers chargés de liaison à Paris et Pékin. Jia, depuis toujours grand admirateur des services français, invite à son tour le titulaire de la Place Beauvau en Chine. On n'est pas sans savoir que ce Chinois fait partie de ceux qui ont joué un rôle dans l'affaire des frégates de Taiwan et qu'on le mentionne parmi les heureux bénéficiaires des fameuses rétrocommissions... Mais par bonheur pour Nicolas Sarkozy, lorsqu'il se rend à Pékin, Jia Chunwang a été remplacé à la tête de la Sécurité par Zhou Yongkang, l'homme du lobby pétrolier et le protégé de Jiang Zemin.

En juillet 2006, Zhou vient à Paris à son tour : il propose de resserrer la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, dans le « cadre de la préparation des jeux Olympiques », ainsi que la répression de l'immigration clandestine. Les Chinois, selon les services français, n'hésitent pas à utiliser la carte « immigration » comme une sorte de joker : ils peuvent à leur gré laisser partir des flots d'immigrés clandestins ou au contraire jouer la carte de la répression avec les pays jugés « amis ».

Quand le président Sarkozy le reverra lors de son voyage de décembre 2007, Zhou a réussi à accéder au poste le plus important pour ce qui le concerne : promu au comité permanent du Bureau politique, il est désormais le maître de tous les services secrets chinois comme avant lui Kang Sheng, Qiao Shi, Luo Gan... Mais surtout, inspirés par ses conseillers diplomatiques, le sixième président de la V^e^ République a décidé d'accéder à plusieurs revendications essen-

tielles pour Zhongnanhai : contrairement à Angela Merkel et à son ami George Bush, il ne recevra pas le dalaï-lama. Ensuite, il reconnaîtra ouvertement que Taiwan fait partie de la Chine… De même, l'embargo sur les armes pourrait être considéré comme de l'histoire ancienne. Cerise sur le gâteau : foin du boycott ! Nicolas Sarkozy, en personne, sera présent lors de l'inauguration des jeux Olympiques le 8 août 2008. En échange, on le laissera évoquer quelques pommes de discorde, tel le problème entêtant du yuan qu'il faudrait réévaluer, et il repartira avec en poche de mirifiques contrats pour Airbus et Areva[33]. Il glissera aussi un mot aux dirigeants de Pékin pour tenter de régler le délicat litige concernant Danone…

Compte tenu de ce nouveau départ prometteur, et de ces bonnes relations en perspective, une énigme reste à ce jour sans réponse, pour les responsables des services de sécurité français : pourquoi diable, juste au lendemain de l'élection du président de la République, le 3e Département de l'Armée populaire de libération – l'APL-3 – chargé de l'infoguerre, a-t-il lancé des salves de cyberattaques contre les ordinateurs d'administrations très sensibles de l'État français ?

33. Le problème de contrats comme ceux concernant les ventes d'Airbus est très complexe. Pour preuve cette anecdote survenue en février 2002, lors de la visite de Jiang Zemin en France. Jacques Chirac s'était promis de ne pas parler des droits de l'homme afin de ne pas faire perdre la face au président chinois. Cependant il portait une cravate avec les mentions « Liberté, Égalité, Fraternité ». Pendant le séjour, Jiang demande ce que cela veut dire à son interprète.

Puis avant de repartir pour l'empire du Milieu, il précise au président français :

« Voyez-vous, Monsieur le Président, nous avons acheté 24 airbus. La prochaine fois, ne portez pas votre cravate : nous en achèterons 40 ! »

Chapitre 12

L'armée populaire des cyberguerriers

Vue d'avion, en décembre 2006, la base de Pine Gap, au sud d'Alice Springs, offre ses paraboles et ses dômes blancs comparables à ceux d'une station satellite ordinaire. En réalité, elle constitue le joyau de la technologie de l'espionnage occidental contre la Chine. Sur cette terre rouge des Aborigènes, au cœur de l'Australie, c'est une « zone interdite » comme en témoigne la carte touristique. L'annuaire téléphonique local indique juste l'existence d'une *Joint Defence Facility* avec ses antennes sociale et médicale. Une expression qui laisse entendre que les Australiens ne sont pas seuls à la gérer. Et pour cause, bâtie en 1966, cette station administrée conjointement par les Australiens du DSD (*Defence Signals Directorate*) et les Américains de la NSA (*National Security Agency*) gère cette importante partie de la guerre électronique qu'est l'interception des signaux de communications à grande échelle et leur interprétation. Dans le métier du renseignement, on a pris l'habitude d'utiliser l'abréviation américaine du terme *Signals Intelligence,* c'est-à-dire le SIGINT.

Cette grande station australienne a donc vu le jour à l'époque de la Révolution culturelle de Mao et de la guerre américaine au Viêt-Nam. Quarante ans plus tard, grâce aux nouvelles technologies, elle a décuplé ses opérations : Pine Gap enregistre en temps réel les communications de l'armée chinoise ainsi que celles de leurs voisins nord-coréens et vietnamiens…

« C'est un entrelacs de fortins souterrains où travaillent près de 800 techniciens et analystes australiens et américains. Ils sont reliés directement au QG de la NSA à Fort Meade, dans le Maryland.

C'est le Groupe B chargé de l'Asie qui interprète ces informations », m'a expliqué à Canberra un ancien des services techniques australiens, avant que je me rende à Alice Springs.

Ce centre d'interception n'est pas isolé. Il est complété par un ensemble de stations gérées en Australie par la marine, par le DSD, et d'autres services tout aussi spéciaux. Face à l'Asie vient s'agglomérer le dispositif néo-zélandais du Government Communications Security Bureau. Ensemble, ces agences ont forgé une alliance avec les Nord-Américains de la NSA et leurs « petits frères canadiens », ainsi que leurs anciens tuteurs britanniques du Government Communications Headquarters, la plus grande agence d'interception occidentale après la NSA.

Face aux Chinois, le GCHQ, avait déployé depuis 1947 ses « grandes oreilles » à Hong Kong : une station à Little Sai Wan, incluant 140 techniciens australiens, une autre à Tai Mo Shan dans les « nouveaux territoires » et une dernière, une station satellite baptisée Fort Stanley, sur la péninsule de Chung Hom Kok, gérée par la Royal Air Force et le DSD.

Cependant les services de Sa Majesté les ont démontées afin qu'elles échappent aux « cannibales » du 3e Département de l'Armée populaire de libération, le *San Bu* ou APL-3, chargé du SIGINT chinois, lors de la rétrocession de la colonie anglaise en 1997[1]. Moyennant quoi, le GCHQ a implanté des « petites oreilles » au sein de la haute commission britannique, autrement dit le consulat surnommé « Fort Alamo ». De son côté, le DSD australien a organisé une cellule d'écoute dans son consulat hongkongais en liaison directe avec la centrale de Watsonia près de Melbourne.

Cerise sur le gâteau : avant que le drapeau rouge ne remplace l'Union Jack, les Anglo-Saxons ont incrusté dans les bureaux de la

1. Le Diaochabu de Li Kenong avait réussi à infiltrer un de ses agents secrets, formé à Cambridge, John Tsang, démasqué en 1961, au cœur de la station de Little Sai Wan de Hong Kong (gérée par le GCHQ et le DSD). Voir Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Kang Sheng, op. cit.* et Duncan Campbell, « The Spies Who Spend What they like », *in The New Statesman,* 16 mai 1980.

caserne Prince-de-Galles, devenue le QG de l'armée chinoise, des centaines de « puces » et « cafards » électroniques.

Quand l'opération *Kittiwake* menée par la station satellite de Fort Stanley a été abandonnée en 1993, elle est tombée dans l'escarcelle du DSD qui la gère depuis à partir d'une autre station de Geraldton, à l'ouest de l'Australie. Elle occupe les mêmes fonctions : télémétrie de tests balistiques de missiles chinois, lancement de satellites, récupération de données de satellites qui récoltent du renseignement photographique (PHOTINT), des renseignements électroniques (ELINT) et autres informations concernant la Chine populaire.

Ainsi, dans le cadre du pacte anglo-saxon portant sur les écoutes depuis le début de la guerre froide, ces opérations font partie du système ECHELON qui a défrayé la chronique en Europe tant on craint que ce Big Brother interfère dans la vie privée des citoyens ordinaires, en permettant de prélever leurs conversations téléphoniques intimes et de réaliser des dérivations de leurs fax et autres courriels...

Mais ici, au milieu du désert australien, les techniciens n'ont pas d'états d'âme : nuit et jour on surveille la Chine rouge, vue comme une dictature sans scrupules, qui inquiète par son développement militaire et son agressivité économique. Alice Springs est un bon choix du point de vue des spécialistes. Cette petite bourgade, où les touristes croisent soit des Aborigènes soit sans le savoir des ingénieurs espions, possède une tradition bien ancrée dans les communications et ses interceptions. La topographie des lieux s'y prête.

En 1870 a été construite par Charles Todd, qui a donné son nom à la rivière, une station télégraphique qui, en ce centre désertique, a relié Adélaïde sur la côte sud à Darwin sur la côte nord et bien au-delà au reste de l'empire britannique, à commencer par Hong Kong et les stations britanniques de Tientsin et Shanghai[2]. À cette même époque victorienne ont débarqué des Chinois du Fujian, des chercheurs d'or,

2. Voir Doris Blackwell, Douglas Lockwood, *Alice... on the line,* Outback Books, Alice Springs, 2001.

comme l'indique le nom de la *Chinaman's Creek*, au sortir d'Alice Springs sur la route qui mène à la station secrète DSD-NSA.

Mais ce sont des Chinois nouvellement arrivés que surveille le contre-espionnage, l'Australian Security Intelligence Organization (ASIO), avec la certitude que dans cette immigration dynamique, figurent quelques « poissons des grands fonds » (*Chendi yü*), les agents secrets du Guoanbu chargés de recruter un ingénieur ou un linguiste, d'origine chinoise, qu'on appâte en lui rappelant qu'il appartient à la grande communauté du peuple d'outre-mer, les *Huaqiao*.

C'est aussi un choix technique qui a prévalu dans l'établissement de la base de Pine Gap, explique James Bamford, l'historien de la NSA, car dans les années 1960, un satellite interceptait des données non cryptées et les envoyait directement à la base et l'on évitait que des chalutiers espions ne puissent à leur tour capter la communication pour permettre à Moscou de savoir ce qui lui avait été volé. (Les Chinois n'avaient pas alors la capacité technique de jouer à ce petit jeu, mais cela n'allait pas tarder.)

Comme Alice Springs, éloignée de tout, se trouve au cœur de ce pays-continent qu'est l'Australie, les navires espions qui patrouillaient trop loin ne pouvaient identifier « l'empreinte » trop distante du signal, le *footprint* selon le jargon du métier. Ensuite, à Pine Gap, les ingénieurs cryptaient le matériel reçu et l'envoyaient, *via* un autre satellite, à la centrale de la NSA à Fort Meade[3].

Au lendemain de la victoire électorale du parti travailliste de Gough Whitlam en 1972, puis de la reconnaissance diplomatique de la Chine, la CIA s'est persuadée que les autorités de Canberra allaient procéder à la fermeture de Pine Gap. Une vraie catastrophe pour la communauté du renseignement anglo-américain ! Theodore Shackley, le chef de la Division Asie de l'Est à la CIA, alla même jusqu'à encourager diverses opérations de déstabilisation du gouvernement, de la même façon que cela a été pratiqué en Grande-Bretagne contre le

3. James Bamford, *Body of Secrets, How America's NSA and Britain's GCHQ Eavesdrop on the world*, Arrow, Londres, 2002.

gouvernement de Harold Wilson[4]. Dans nos démocraties, les services secrets respectent le système et la constitution tant que leurs prérogatives ne sont pas mises en cause. Certains de leurs chefs préféreraient vivre avec le système chinois : au moins à Pékin, les services sont au pouvoir, de concert avec le parti et l'armée…

Mais finalement, Pine Gap a continué à fonctionner en prouvant son utilité dans la guerre secrète : elle a permis à Canberra de connaître l'invasion du Timor oriental par les Indonésiens, en 1975, et de percer à jour les communications de l'armée chinoise ou, à défaut de casser les codes, d'en étudier le flux significatif.

La preuve : le 17 février 1979, Pine Gap a eu la primeur de détecter l'invasion chinoise au Viêt-Nam dirigée par le général Yang Dezhi, l'ancien commandant des « volontaires » chinois pendant la guerre de Corée. Les communications chinoises étaient d'ailleurs brouillées par des navires soviétiques, Moscou ayant signé un accord de défense avec Hanoi l'année précédente. L'offensive qui avait pour but de prendre les Vietnamiens « par derrière » tandis qu'ils avaient lancé leur blitzkrieg sur le Cambodge et capturé plusieurs milliers de conseillers chinois des Khmers rouges s'est soldée par une cinglante déculottée pour l'Armée populaire de libération. Et un camouflet pour Deng Xiaoping de nouveau au pouvoir après ses déboires de la Révolution culturelle. Mais Deng le Petit Joufflu a toujours su rebondir : tirant les leçons de ce revers, il proposera une importante réforme de l'APL, à commencer par ses services de renseignement et ceux de la guerre électronique.

Tempête pour L'Oxford *et opération* Oyster

La surveillance électronique de la Chine procède aussi par opérations de proximité. Les Américains envoient au contact de la Chine

4. Brian Toohey, William Pinwill, *OYSTER, The Story of the Australian Secret Intelligence Service,* Mandarin Australia, Melbourne, 1990. Le retour au pouvoir des travaillistes en novembre 2007, avec à leur tête Kevin Rudd, ex-ambassadeur à Pékin, se situe dans un contexte moins tendu que pendant la guerre froide.

des moyens de reconnaissance et d'interception très audacieux. Au moment où la base SIGINT de Pine Gap était construite, en 1966, la NSA utilisait aussi des navires espions, tel l'*USS Oxford* (code AGTR-1), bardé d'antennes, déplaçant 11 000 tonnes, à 11 nœuds de vitesse quand il ne mouillait pas à Yokosuka au Japon. Avec 250 officiers et hommes de bord, on le dirigea au large de la mer de Chine pour suivre les turbulences de la Révolution culturelle en interceptant les communications du parti et de l'armée. Mais l'*USS Oxford* se trouva soudain au cœur d'un typhon et drossé contre les côtes chinoises. Il y a un dieu pour les espions ! C'est un miracle que le bâtiment fut rejeté au grand large et put dériver pour s'abriter à Taiwan. On avait été à deux doigts de la catastrophe, de l'échouage, voire de la capture du navire espion comme ce sera le cas, deux ans plus tard, en janvier 1968, avec l'*USS Pueblo* harponné en Corée du Nord. La capture de l'*Oxford* aurait fait les délices des seuls Chinois prêts à cannibaliser un tel navire, c'est-à-dire à tout démonter, pour l'étudier et améliorer leur propre système. Car dans le cas du *Pueblo,* ils avaient été doublés par les Soviétiques qui avaient obtenu de leur ami commun Kim Il-sung, les secrets du système d'espionnage de la NSA[5].

Un an plus tôt, en 1967, la partie fut aussi serrée : l'*USS Banner*, du même type que le *Pueblo,* se trouvait près de Shanghai, à 25 milles nautiques de l'île Zhoushan, dans les eaux internationales, quand il a été cerné par des bateaux de pêche : « J'eus l'impression qu'ils essayaient de me prendre à la remorque ou de faire quelque chose du même genre, expliqua plus tard le pacha du *Banner,* le commandant Charles Clark. Ils s'approchèrent à près de cinq mètres. Deux des bateaux de pêche avaient des canons plus gros que les nôtres, mais je pensais que, bien que nos canons fussent plus petits, nous avions la possibilité de les repousser[6]. »

5. Le *Pueblo* faisait encore à l'été 2007 l'objet d'un marchandage, Kim Jong-Il, dans sa grande magnanimité, étant près à le rendre aux Américains, moyennant certains avantages dans le cadre des négociations sur le nucléaire…

6. Bruce Swanson, *Le 8e voyage du Dragon – Histoire de la marine chinoise,* Plon, Paris, 1982.

Mais finalement, la milice chinoise a reçu l'ordre de renoncer à se livrer à un acte de piraterie et le navire espion américain peut rejoindre le Japon sans coup férir.

De toute façon, encerclant la Chine, les Américains usent d'autres moyens moins risqués en gérant des stations d'écoute terrestres conjointement avec les Japonais, les Sud-Coréens et des Taiwanais[7].

Mais pour revenir à l'Australie, il est une autre façon simple d'intercepter des communications : il suffit d'écouter l'ambassade chinoise à Canberra. Je me suis donc rendu dans la capitale pour étudier la guerre électronique que se livrent les Chinois et leurs adversaires. Et rencontrer ainsi le professeur Desmond Ball, au Centre d'études de défense et de stratégie de l'Australian National University, dont les travaux sont reconnus dans le monde entier. Il m'explique sans ambages : « À notre avis, le 3e Département (*San Bu*) n'a pas installé une importante station d'écoute dans l'ambassade de Canberra, car on ne voit ni paraboles ni bouquets d'antennes. Les yeux et les oreilles de Mme Fu Yi, l'ambassadrice, sont plutôt dans la communauté chinoise[8]. »

Le lendemain, me rendant sur place, à Coronation Drive, je note que la haute commission britannique est séparée de l'ambassade de Chine par une seule petite rue. Les Britanniques possèdent, comme toujours, de beaux bouquets garnis d'antennes et l'équipe du GCHQ, détachée ici sous couverture diplomatique, ne se prive pas d'intercepter les communications des honorables voisins. C'est évidemment plus facile à réaliser à Canberra qu'à Pékin, où le contre-espionnage chinois – le Guoanbu chargé de la surveillance des ambassades – a construit de grands bâtiments tout autour des ambassades étrangères regroupées dans le seul quartier de Dongzhimen pour rendre difficile leur système d'écoute, tandis

7. Pour ce qui concerne le système japonais, je renvoie à mon livre : Roger Faligot, *Naisho, Enquête au cœur des services secrets japonais,* La Découverte, Paris, 1997.

8. Interview de Desmond Ball, Canberra, décembre 2006.

qu'à l'inverse il a bâti une tour à micro-ondes pour capter leurs communications[9].

À Canberra, à défaut de pouvoir intercepter toutes les communications de l'extérieur, les services australiens ont trouvé une autre astuce au moment du changement de locaux de la représentation diplomatique chinoise en 1990. Aidé par une trentaine de techniciens de la NSA, l'Australian Secret Intelligence Service – nom de code *Oyster* – a en effet réussi à placer des micros au sein de la nouvelle ambassade. Toutefois, un journal australien a eu vent de l'affaire. Il a fallu toute la diplomatie du patron de l'ASIS pour les dissuader de publier cette information dommageable à la fois pour les services spéciaux et pour la diplomatie de Canberra. Peine perdue, c'est dans le *Time Magazine* américain que l'ambassadeur Shi Chunlai a appris que son ambassade était truffée de « cafards »... Comme on devait s'y attendre, ce type d'opérations est de plus en plus fréquent depuis que les Chinois surpassent les ex-Soviétiques en matière d'espionnage.

L'empire du Milieu contre-attaque

Est-ce seulement par esprit de revanche ? Dans les années 1990, les présidents Deng Xiaoping, Yang Shangkun (lui-même accusé d'avoir mis des micros dans les bureaux de Mao pendant la Révolution culturelle !) puis Jiang Zemin ont encouragé dans leur pays la mise en place du plus puissant dispositif d'espionnage électronique pour l'heure, – mais pour combien de temps ? –, second derrière les seuls Américains.

L'immense empire des écoutes chinoises n'a pas été bâti *ex nihilo*. Dès les années 1930, tandis que Zhou Enlai dirigeait la guerre secrète à Shanghai contre les nationalistes du Kuomintang, son ancien compagnon de Paris, Deng Xiaoping, a supervisé la formation d'unités techniques dans les bases rouges de la Chine du Sud. Leur ami Nie

9. Ce système est détaillé par un ancien du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) du Canada. Mike Frost, Michel Gratton, *Moi, Mike Frost, espion canadien...*, Éditions de l'homme, Montréal, 1994.

Rongzhen le « télégraphiste » dans la Ville Lumière dix ans plus tôt, a été chargé de monter un parc de radios clandestines à Hong Kong, des liaisons sans fil avec le Komintern à Kharbine et Vladivostok. Au même moment, un autre « ex-Parisien », le futur patron du service secret du parti, Li Kenong, organisait l'infiltration des systèmes de radios des frères ennemis du Kuomintang.

Aucune surprise donc à ce qu'en novembre 2006 l'Armée populaire de libération célèbre le souvenir de la première école de communications de son ancêtre l'« Armée rouge des paysans et ouvriers chinois ». C'est Deng Xiaoping qui, en mars 1933, en avait choisi le lieu, à Pingshangang, dans le comté de Ruijin. Aussi, de nos jours, les jeunes techniciens du SIGINT et les apprentis opérateurs-radio de l'APL viennent se recueillir religieusement sur ce site historique. Ce qu'on leur apprend au cours de ce pèlerinage est époustouflant : en quelques mois, à l'époque, 2 100 systèmes de liaisons furent établis en étoile à travers toute la Chine, rouge comme blanche, et la Longue Marche pour la conquête du pouvoir doit beaucoup à la guerre des communications radio-électriques longtemps occultée.

Le PCC une fois au pouvoir, en 1950, Li Kenong, le « Bouddha souriant », dirige donc le service secret du parti, le Département des affaires sociales mais il est en même temps chef d'état-major adjoint de l'APL. À ce titre, l'homme aux lunettes noires chapeaute les deux grands secteurs du renseignement, le 2e Département (*Er Bu* ou APL-2) chargé de l'espionnage militaire et le 3e Département (*San Bu* ou APL-3)[10].

Ce système n'a guère changé de nos jours : en juillet 2007, tandis que je me trouve à Pékin, le général Chen Xiaogong, fils d'un ami de Zhou Enlai, a été à son tour nommé à ce poste considérable du renseignement chinois. À une différence près toutefois, un petit dernier,

10. Plusieurs grands responsables du renseignement se sont succédé à ce poste. Nous en avons déjà rencontré plusieurs, d'autres figurent en fin d'ouvrage dans le petit album de minibiographies. Notons pour mémoire les plus prestigieux : les généraux Kong Yuan, Xu Xin, Xiong Guangkai, Chen Xiaogong.

un 4e Département *(Si Bu* ou APL-4*)* a été ajouté depuis deux décennies, couvrant les nouveaux aspects de la nouvelle guerre électronique, et partageant avec le 3e la responsabilité immense de la guerre dans le cyberespace sur ce nouveau champ de bataille auquel ne pouvait rêver Mao Zedong : internet.

C'est dans son quartier général ultrasecret de Xionghongqi, dans la banlieue nord-ouest, dans le district pékinois de Haidian, du nom des étangs du temps des empereurs Ming, que le général Qiu Rulin contemple son empire, établi en 1950 et dans lequel s'activent 20 000 techniciens. Son 3e Département de l'état-major général de l'APL (*San Bu* ou APL-3) est prioritairement responsable de l'interception des communications des armées étrangères, mais il a considérablement aussi développé le domaine de la recherche et du développement.

Non loin, le quartier de Xibeiwang abrite la plus grosse station d'interceptions de communications du San Bu. Mais ce n'est là qu'une base parmi des dizaines dont le but est d'engranger et de décoder tous les signaux émis de Russie, des anciennes républiques soviétiques musulmanes, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est, des deux Corée, ainsi que des deux « adversaires prioritaires », Taiwan et le Japon, sans oublier l'« ennemi principal », les États-Unis.

Selon les spécialistes qui ont exploité de nombreuses photos-satellite, chaque région militaire possède ses stations (Pékin, Shenyang, Chengdu, Canton, Lanzhou, Jinan et Nankin). Les stations du 3e Département ont une fonction géographique : ainsi la station de Chendgu surveille le Tibet et l'Inde tandis que celle de Shenyang va balayer la Corée et le Japon…

Les autres sites se trouvent au nord-est de la Chine : près de Jilemutu et du lac Kinghathu ; puis sur la côte sud, près de Shanghai, ainsi que dans les districts militaires du Fujian et du Cantonais constamment mobilisés face à Taiwan. De telles stations existent aussi près de Kunming (au nord du Viêt-Nam et de la Birmanie), ainsi qu'à Lingshui, sur la pointe sud de la grande île de Hainan, au sud de la

Chine. La base de Lingshui s'est étoffée en 1995, couvrant ainsi la mer de Chine du Sud, les Philippines et le Viêt-Nam, lequel est aussi bien écouté par des stations perlées le long de la frontière. Dans les années 1980 ont été également installées des stations dans deux petites îles de l'archipel des Paracelse. En plus des stations de Kashi et Lop Nor, deux autres ont vu le jour au Xinjiang, à l'ouest de la Chine : la base de Dingyuanchen, orientée vers la Russie et les anciennes républiques musulmanes d'URSS, se distingue de celle de Changli, près de la capitale d'Ürumqi, qui doit intercepter des communications-satellite.

C'est ce qui faisait déjà dire à Desmond Ball en 1995 que « la Chine entretient de loin les moyens les plus étendus de renseignement SIGINT de tous les pays d'Asie-Pacifique[11]. » Inutile de dire que dix ans plus tard, elle joue dans la cour des « grands du SIGINT » : États-Unis, Royaume-Uni, Fédération de Russie…

L'APL-3 partage avec l'APL-2 (chargé du renseignement) la gestion d'une série d'institutions et d'écoles de formations communes aux élèves des deux enseignes. Le plus important est l'Institut des langues étrangères de l'APL à Luoyang, sous contrôle administratif de l'APL-3. Les techniciens et élèves officiers ne doivent pas seulement faire des stages linguistiques à l'étranger (éventuellement comme innocents étudiants en lettres et littérature du pays linguistiquement intéressant) mais aussi dans des régions reculées de Chine, de Mongolie ou du Xinjiang, où des stations sont implantées et où il est donc nécessaire de connaître les dialectes locaux et de s'habituer au climat rude des montagnes.

Dans cet ensemble d'organismes qui régissent les communications militaires et leurs interceptions figure également le Département des communications de l'APL, dirigé par le général Xu Xiaoyan, chargé des liaisons entre la Commission militaire centrale, l'état-major, ainsi que les diverses unités qui assurent la protection des lignes gouvernementales des plus sensibles.

---

11. Desmond Ball, *Signals Intelligence in China,* Jane's Intelligence Review, août 1995.

L'APL-4 (*Si Bu)* a été transféré en 1991 de Xionghongqi (siège du *San Bu*) à Tayuan près du Palais d'été de Pékin. C'est dire qu'il a pris de la bouteille. Une raison simple à cela : ce département chargé de la guerre électronique mène des opérations d'infoguerre, en utilisant aussi les moyens navals et aériens tels que ses nouveaux avions de reconnaissance, notamment ses avions Awacs chinois, d'origine russe, les Iliouchine II-76 équipés d'un système aéroporté d'alerte avancée AEW (*Airborne Early Warning*) de fabrication israélienne à partir de 1997 !

Le 1er avril 2001, le service reçoit un don des cieux, lorsque des chasseurs chinois obligent un avion espion de l'US Navy à atterrir sur l'île de Hainan au sud de la Chine, provoquant un nouveau bras de fer entre Washington et Pékin. C'est, en effet, la première capture de ce genre depuis celle des avions de la CIA dans les années 1950. L'EP-3E, nom de code *Peter Rabbit*, interceptait les communications vocales ainsi que les signaux radars sur le continent chinois. L'APL ayant « cannibalisé » l'appareil, pour copier tous ses dispositifs, les départements techniques ont alors pu percer tous les secrets d'un système de codage des données surnommé « Proforma », à la lisière du renseignement et de l'infoguerre.

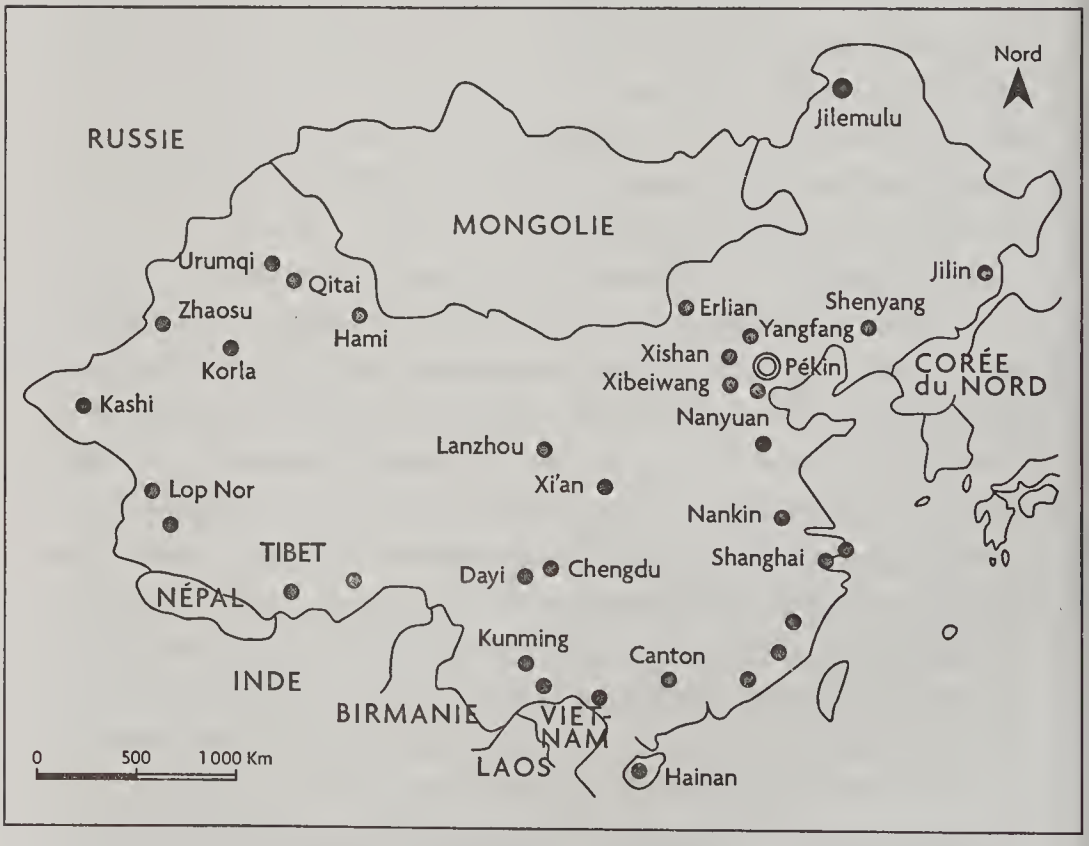
Le chef de l'APL-4, le général Dai Qingmin, n'a pu que s'en réjouir. Il est souvent présenté comme le maître de l'infoguerre, c'est-à-dire qu'il a modernisé, avec d'autres théoriciens, la « guerre du peuple à l'époque de la technologie de l'information ». Ce qui, pour faire simple, inclut les attaques électroniques visant à camoufler des opérations militaires en cours, à affaiblir les mesures d'alerte aérienne avancée (*Early warning*) de l'adversaire, à brouiller ses communications, à pétrifier et paralyser ses moyens de riposte, à tromper l'ennemi sous tous rapports.

S'est négocié un vrai tournant dans la théorie de l'APL en passant au début des années 1990 d'une attitude défensive à des opérations offensives dans le domaine de la guerre électronique de concert avec les unités régionales de l'APL-3 dans les trois armes, terre, air, mer.

Pour adapter et moderniser constamment leurs systèmes, ces départements sont prestataires de services pour les grands organismes

d'espionnage à l'étranger, l'APL-2, mais aussi le Service de liaisons du Département politique de l'APL *(Zhengzhi Lianluobu)* ou encore les multiples instituts de recherche, branches et entreprises écrans créés par des structures « aspirateur » comme la Commission scientifique et militaire de la Défense nationale (COSTIND).

Ce qui n'empêche pas les Chinois de revendre aussi leur technologie dans certains de ces domaines, en priorité à des pays amis d'Asie ou du Moyen-Orient. La Compagnie chinoise d'import-export électronique (CEIEC) s'en charge. On verra bientôt qu'avec le tournant du siècle, les 3e et 4e Départements vont encore progresser d'un seuil dans la guerre de l'information, en entrant sur le champ de bataille de l'internet et en devenant le pays numéro un en ce qui concerne la mise en pratique des mesures de guerre dans le cyberespace.



Les stations d'interception SIGINT en Chine (source : Desmond Ball)

La CIA et le BND allemand aident les Chinois

Avant de se lancer dans l'infoguerre, les Chinois ont bénéficié d'une extraordinaire école de formation. Ceux-là même qu'ils combattaient, les Américains, sont venus à la rescousse. D'une double défaillance du renseignement chinois et américain est née une collaboration inattendue et « amicale ». En 1979, les Chinois, comme on l'a vu, ont été surpris par la révolution khomeyniste en Iran. Et les Américains, aussi. Ces derniers y ont perdu le centre de Mashad, grande base d'interceptions radio-électriques gérée avec les Britanniques en direction de l'URSS. La riposte ne s'est pas fait attendre. Dès avril 1979, les services spéciaux ont reçu le feu vert de Jimmy Carter pour négocier avec Deng Xiaoping une éventuelle collaboration dans ce domaine.

Les pavillons des « grandes oreilles » se replient ici, ils se redéploieront ailleurs... L'amiral Stansfield Turner, le patron de la CIA, se rend à Pékin incognito, portant même des moustaches factices pour ne pas être reconnu par d'éventuels agents du KGB[12]. En mai 1979, Deng laisse entendre à des sénateurs américains qu'il serait d'accord qu'on installe ces « grandes oreilles », à cette restriction près que seuls des ingénieurs chinois en soient chargés, même si les renseignements sont partagés. La négociation continue... Survient un contre-temps fâcheux. À la veille des nouvelles élections présidentielles, Cao Guisheng, le même agent secret qui avait annoncé l'année précédente l'invulnérabilité des Khmers rouges, devenu Premier secrétaire, section politique, à l'ambassade de Washington, annonce que Carter va être réélu[13]. Les Chinois prennent leurs désirs

12. Bob Woodward, *Veil : The Secret Wars of the CIA, 1981-1987,* Simon & Schuster, New York, 1987, livre dans lequel le célèbre reporter du *Washington Post* explique que les Soviétiques auraient défailli s'ils avaient appris tout ce que les Chinois et les Américains échangeaient en matière de renseignement et pas seulement grâce aux stations d'écoute (p. 386).

13. Bill Gertz, *The China Threat – How the People's Republic Targets America,* Regnery Publishing, Washington, 2000.

pour des réalités : ils préfèrent des démocrates – les Carter, les Clinton – à la Maison-Blanche, une administration plus « molle » offrant à leurs services de plus grandes perspectives de pénétration et de négociations avantageuses. Fin 1980, Ronald Reagan, l'ancien acteur de cinéma et indicateur du FBI pendant la chasse aux sorcières anticommuniste des années 1950, est élu.

Cependant, Deng Xiaoping aurait tort de désespérer. L'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche, en janvier 1981, et celle de son ami Bill Casey à la tête de la CIA, renforcent le processus de coopération dans la mesure où ces conservateurs de choc partagent une obsession commune avec les Chinois : provoquer la chute de l'empire soviétique, et ceci d'autant que, fin 1979, l'Armée rouge a envahi l'Afghanistan. Geng Biao, le patron de la défense chinoise, finalise les accords. Dix ans plus tôt, il avait été nommé par Zhou Enlai patron du Département des liaisons internationales du PCC : c'est donc un bon spécialiste du renseignement.

« L'amiral Bob Inman, le directeur de la NSA devenu numéro deux de la CIA que j'ai bien connu à cette époque, a fait venir des techniciens chinois pour les former tandis qu'on bâtissait des stations d'écoute avec la NSA sur les confins de la Chine », se souvient Desmond Ball quand nous évoquons la collaboration des Chinois avec l'Ouest, il est vrai en grande partie autour de la guerre afghane où CIA et services chinois œuvraient déjà ensemble à l'armement des moudjahidine.

L'envoi des premiers techniciens chinois aux États-Unis est assuré dans la plus grande discrétion par David Gries, le chef de station de la CIA à Pékin, qui maîtrise le mandarin grâce à une formation effectuée à l'école de langues de Taichung, à Taiwan, naguère base principale de la bataille contre les rouges du continent[14] !

Sous le nom de code de *Saugus* et de *Saucepan*, les stations de Qitai et Korla, dans le Xinjiang, sont donc construites par le

14. Son successeur comme chef de station de la CIA, Keith Riggin, est curieusement président d'un groupe de consultants le Pamir Resources & Consulting Inc., du nom de l'opération SIGINT *Pamir*.

Science & Technology Directorate de la CIA, avec du matériel technique fourni par l'Office of SIGINT Operations (OSO) de la CIA et de la NSA et seront finalement gérées conjointement pendant une décennie avec les Chinois. À l'origine, ces stations devaient effectuer des tests télémétriques des essais de missiles (pour faire respecter avec documents à l'appui les accords Salt-2 sur la limitation des armements), ainsi que des lancements de fusées près de la mer d'Aral, voire des essais nucléaires. Par la suite, la fonction SIGINT a été étendue à d'autres missions de renseignement sur les communications (COMINT et ELINT).

Encore une nouveauté : des techniciens allemands du Bundesnachrichtendienst, le service secret fédéral d'Helmut Kohl, participent aux opérations, après des négociations engagées dès la nomination d'un premier résident du BND à Pékin, Herr Reinhart Dietrich en 1982. Au lendemain des événements de Tiananmen, en juin 1989, pour protester contre le massacre des étudiants, dans le cadre d'un embargo furtif, les Américains décident de se retirer de la gestion des stations en Chine même. Ils en ouvrent une en Mongolie extérieure : c'est plus *politically correct.*

Les Allemands de l'Ouest restent seuls dans ce qu'on appelle l'opération *Pamir.* Le BND étoffe même sa présence. Mieux : l'entraînement d'ingénieurs taiwanais dont il avait la charge, dans le cadre de la division du travail entre alliés, est annulé. Désormais, ce sont des techniciens des 2e et 3e Départements de l'APL qui débarquent à Munich pour subir un entraînement, à la fois à l'école des communications du BND et à la station d'écoute voisine de Söcking cogérée avec la Bundeswehr. À l'époque, le BND n'entretient des relations qu'avec les seuls Départements de l'état-major de l'APL, à cause du chef de l'APL-2 qui n'est autre que le général Xiong Guangkai, jadis attaché militaire en Allemagne. Au lendemain du massacre de Tiananmen, une cinquantaine d'experts débarquent en RFA pour subir un entraînement technique. Le problème, c'est qu'un certain nombre de ces agents chinois profitent de leur temps de repos pour s'essaimer dans le pays et contacter les antennes du

Bundesverfaßungschutz (le contre-espionnage) des divers Länder afin d'obtenir des renseignements sur les dissidents chinois réfugiés.

L'opération Pamir, dans les montagnes du Xinjiang, connaît parfois des sinuosités acrobatiques. Ainsi ces missions ponctuelles au cours desquelles des chasseurs chinois effectuent de furtives incursions dans l'espace aérien des Soviétiques afin de tester la réaction de leur chasse. Ce qui permet aux techniciens du BND des stations *Pamir* d'enregistrer et de faire analyser les communications « adverses ». Exercice d'autant plus intéressant que mené en Europe, il ne déclenche aucune réaction de l'Armée rouge... Cette dernière, embourbée dans la guerre d'Afghanistan envoie des missions d'espionnage contre les stations en deçà de la frontière chinoise. Pour cela, elle fait appel à la Sûreté de l'État afghane, le WAD fondé par le président pro-soviétique Mohammed Najibullah et fort de 70 000 agents :

« Le Dr Najibullah a chargé le WAD de monter des opérations de renseignements et d'infiltration contre la station du BND dans les montagnes. J'ai interviewé un ancien capitaine du WAD opérant au Tadjikistan », m'explique Erich Schmidt-Eenboom, historien du BND, dans son centre de documentation du côté de Munich. « Il m'a raconté que des agents avaient réussi à fureter dans les poubelles de la station négligemment laissées à l'extérieur avant destruction et en ont déduit que les Allemands ne se contentaient pas de travailler contre l'Union soviétique et l'Afghanistan mais espionnaient aussi les télécommunications chinoises...[15] »

Aveuglées par la haine du système soviétique, les puissances occidentales coopèrent avec les Chinois dans d'autres zones du monde, par exemple en Angola contre la guérilla prosoviétique ou au Cambodge

15. Entretien avec Erich Schmidt-Eenboom, le 14 août 2007. Cet ancien officier de la Bundeswehr est notamment l'auteur d'une histoire du BND, *Schnüffler ohne Nase, Der BND*, ECON Verlag, Düsseldorf, 1994. Voir aussi Müller, Michael et Peter F. Müller avec Erich Schmidt-Eenboom, *Gegen Freund und Feind*, Reinbek, 2002. Sur l'organisation et l'histoire des services afghans, KHAD puis WAD, voir le volume 2 de notre *Histoire mondiale du renseignement* : Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Les maîtres espions, De la guerre froide à nos jours* (préface d'Alexandre de Marenches), Robert Laffont, 1994.

en livrant des armes aux Khmers rouges déchus, tout en laissant Pékin pousser ses pions par zones concentriques.

Le San Bu exporte ses oreilles

Le San Bu ou APL-3 a également réussi à exporter ses systèmes d'écoute dans des zones d'influence politique et d'alliances en général avec des dictatures. On a vu qu'un dispositif existait à Belgrade, au sein de leur ambassade, la cause de sa destruction par les Américains en 1999 lors de l'offensive de l'Otan contre la Serbie. De même en 2002, lors de l'invasion de l'Irak par les Américains, les Chinois avaient installé des systèmes SIGINT à Bagdad jusqu'à la défaite de Saddam Hussein. Ce qui expliquerait que l'ambassade chinoise en Irak a été saccagée de façon mystérieuse après la chute de la capitale en avril 2003, le personnel diplomatique ayant fui en Jordanie, et que des voleurs ont pris le matériel électronique et les ordinateurs...

Aux marges de la Chine, ce sont les régimes du Laos et de Myanmar (l'ex-Birmanie) avec lesquels les Chinois s'accordent le mieux. La station SIGINT de Hop Hau, au Laos, utilisée à partir des années 1960, a été modernisée et étendue dans son rayonnement en 1995. De même, au début des années 1990, on a vu des techniciens chinois construire une station SIGINT sur l'île de la Grande Coco, à 50 kilomètres au nord des îles Andaman qui appartiennent à l'Inde. Elle a permis de surveiller le détroit de Malacca dans lequel passent des milliers de navires ou encore les tests de missiles des Indiens dans la baie du Bengale. Dans la foulée, les Chinois auraient installé une demi-douzaine de stations côtières au Myanmar.

Mais ils ne se sont pas contentés d'ériger des antennes pour espionner les grandes puissances régionales et leurs voisins. En 1997, ils ont également fourni à la dictature birmane, dirigée alors par le chef des services secrets, le général Khin Nyunt, des véhicules équipés

de matériel SIGINT, permettant d'intercepter les communications de mouvements de guérilla de minorités qui combattent la junte, telle l'United Wa State Army installée le long de la frontière de la province chinoise du Yunnan[16].

Les vrais-faux navires océanographiques

Au début des années 1980, dans le cadre des « quatre modernisations », Deng Xiaoping a voulu relancer l'« esprit maritime » de la Chine ancienne, ce qui n'est pas surprenant pour un Hakka, homme des voyages et du commerce. Quand il a fait nommer Ye Fei, en 1979, comme chef politique et militaire de la marine de guerre, chacun se demanda comment il pouvait confier ce poste à quelqu'un qui ne connaissait pas la mer. Certes Ye Fei avait participé à la guerre antijaponaise aux côtés de Deng, mais son poste précédent était celui de ministre des Communications.

Toutefois, ceci explique cela. C'est la modernisation et le développement dans le domaine des communications que le Petit Timonier voulait mener de front. Aussi dans la foulée, les Chinois ont construit des navires collecteurs d'informations dépendant selon les cas des bureaux du San Bu des régions militaires côtières de l'APL ou du renseignement naval central – *Haijun Qingbaoju.* Cette large entreprise d'écoute sur les mers dépend aussi du Département « Science et Technologie » du ministère de la Défense, dirigé pendant des années par Wang Tongye ainsi que par la générale Nie Li, spécialiste du renseignement satellitaire et océanographique, et vice-ministre du Comité des sciences et technologies de défense (COSTIND). Cette dernière a de qui tenir : c'est la fille de Nie Rongzhen, le « télégraphiste » parisien, l'ami de Zhou Enlai et Deng Xiaoping et longtemps patron du développement scientifique de défense.

---

16. Desmond Ball, *Burma's Military Secrets – Signals Intelligence (SIGINT) from 1941 to Cyber Warfare,* White Lotus Press, Bangkok, 1998.

Ce programme permet d'armer une flottille d'une douzaine de navires espions qui, calqués sur le modèle russe, rayonnent sur la zone asiatique. On les présente souvent comme navires océanographiques dépendant de l'Académie des sciences de Pékin et il arrive en effet qu'ils se livrent à des relevés topographiques de nature théoriquement pacifique. C'est par exemple, le cas des navires espions *Yuanwang-1* et *Yuanwang-2* construits à Shanghai et qui ont été repérés pour la première fois en 1980 dans l'océan Pacifique où ils suivent et analysent le lancement de missiles intercontinentaux ICBM. Ainsi en 1986, Pékin présentait le *Yuanwang-1*, commandé par le capitaine Zhu Pengfei, comme « navire de détection et d'arpentage, long de 190 mètres, pouvant couvrir au maximum 20 milles marins à l'heure et pouvant détecter les traces d'appareils de navigation spatiale, recueillir des données, effectuer des contrôles et de la récupération, etc.[17] » Un « etc. » qui couvre bien des secrets !

Un de ces navires espions cabote au large de Hong Kong en 1993 et, selon les sources anglaises, provoque des interférences avec le système d'écoute du GCHQ. C'est significatif, car on est justement en train d'amorcer le désossage de la base de Fort Stanley[18]. Un troisième *Yuanwang* construit plus tardivement fend souvent les vagues au nord de Taiwan à partir de la décennie suivante. Hong Kong, Taiwan, mais aussi les îles Spratleys – sur lesquelles les Chinois installent une ministation d'écoute – constituent des cibles autour desquelles évoluent des collecteurs de renseignements électroniques. D'autres semblent préparer des opérations contre le Viêt-Nam tels les navires dépendant des départements de renseignement : le *Xiangyang Hong 09*, le *Xiangyang Hong 05* (SIGINT) en 1988, ainsi que le *Xiangyang Hong 10* (COMINT). À partir du début du nouveau siècle, cette flottille, soutenue par de nouveaux bâtiments, effectue des virées de plus en plus audacieuses, incluant parfois de courtes

17. *Pékin Information,* 13 janvier 1986. Voir aussi le reportage de Yu Qingtian, « Deux villes scientifiques flottantes », *in La Chine en construction,* mai 1987.

18. *The Far Eastern Economic Review,* 3 août 1993.

incursions dans les eaux territoriales de voisins dont on veut tester la capacité de riposte : Taiwan et le Japon.

Sans vouloir établir une carte exhaustive ni une chronologie complète des opérations, l'on peut citer trois épisodes de cette guerre des nerfs qui connaît à l'évidence un regain d'intensité chaque année, au fur et à mesure que l'état-major chinois étend son domaine de navigation[19].

— Mai-juin 2000 : le *Haibing* navigue au nord de la mer du Japon et effectue un cercle autour de l'archipel, en passant par le détroit de Tsugaru (homologué comme détroit international permettant d'y passer sans contrainte au regard du droit de la mer) puis il gagne le Pacifique à partir de Honshu. Selon l'Agence d'autodéfense japonaise, il effectuait une mission de renseignement militaire.

— Avril 2002 : le *Xianyang 14*, basé à Canton, patrouille en pénétrant dans les eaux territoriales de Taiwan.

— Juillet 2004 : le navire océanographique *Nandiao 411* (le « Chant du Sud », dont le nom est un jeu de mots sur la double prononciation *t'iao* ou *diao* qui veut dire aussi bien « chanter » que « faire du renseignement ») est localisé par un avion japonais P3-C près de l'île Okinotorishima. Ce navire qui dépend du QG de la flotte de la mer de Chine du Sud à Zhanjiang, province de Canton, vogue à nouveau près de la même île en mai 2005. Loin de ce cabotage régional, au début du XXI[e] siècle, l'APL réussit à élargir encore ses capacités d'écoute, en s'implantant à Cuba.

Bâtiments espions au pays des Vahinées

La communauté du renseignement chinois utilise aussi « les confettis de la République » comme on appelait il n'y a pas si longtemps les Dom-Tom. C'est particulièrement vrai de départements d'outre-mer

19. Signalons les navires *Xing Fengshan (V856), Beidiao n° 841,* ou le *Yanha 519* modifié en *Yanha 723.* Pour le descriptif, voir Bernard Prézelin, *Les Flottes de combat,* Éditions maritimes et d'outre-mer, Rennes, 1995.

où existe une communauté chinoise, comme à La Réunion ou en Polynésie où partisans de Taipei et de Pékin rivalisent pour imposer leur influence. De son côté, la DGSE a noté que des éléments du Département des liaisons internationales du PCC (*Lianluobu)* utilisent fréquemment la Martinique et la Guadeloupe comme bases de rebonds pour leurs activités de renseignement politique, aussi bien en direction de l'Afrique que des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

Mais, c'est encore en Polynésie que se déroule, en toute tranquillité, l'opération la plus spectaculaire. Les services du Haut fonctionnaire de Défense français s'inquiètent de voir régulièrement faire escale dans le port civil de Papeete les navires chinois de la classe *Yuangwang.* Sans autorisation des autorités militaires, car même s'ils figurent en bonne place dans la bible *Les Flottes de combat* du commandant Prézelin, les Chinois insistent sur le fait qu'ils dépendent de l'Académie des sciences de Pékin et font des repérages purement océanographiques. Mais les spécialistes de la marine savent que ses paraboles et ses antennes servent à tout autre chose. À commencer par effectuer un *monitoring* lors de lancement de missiles. C'est en mai 1980, que le bâtiment d'observation spatiale *Yuangwang-2*, bâti sur les chantiers de Shanghai, est apparu pour suivre le tir d'un ICBM chinois dans le Pacifique. Son équipement est parlant : une grande antenne parabolique orientable de télémesure et de télécommande ; une coupole hémisphérique renfermant des instruments de poursuite optique ; deux antennes paraboliques de petite dimension ; un équipement de poursuite laser ; deux aériens directionnels à large bande pour transmissions HF (sans oublier une plate-forme pour hélicoptère)[20].

Les autorités savent qu'il s'agit de navires collecteurs de renseignement qui se livrent à des missions généralistes d'interception de communications, au point que même en escale les dispositifs continuent de fonctionner. Ils savent aussi que des balises ont été placées à Tahiti, lorsque les 400 marins, ingénieurs et techniciens descendent

20. Bernard Prézelin, *Les Flottes de combat, op. cit.*

à terre et se mêlent à la communauté chinoise, sans qu'on soit sûr de savoir qui remonte vraiment à bord, et qui reste clandestinement dans les îles.

Mais comment réagir ? Quand le 18 mai 2007, le *Yuangwang-2* fait escale pour une relâche de six jours à Tahiti, on annonce tout simplement que le « navire scientifique » est accueilli par la communauté chinoise et le nouveau consul de Chine Chang Dongyue. « Après un mois en mer, l'escale est mise à profit pour des échanges culturels [sic], le repos de l'équipage et le ravitaillement du navire. Il est prévu un tour de l'île aujourd'hui, et une journée sportive à l'AS Dragon, suivie d'un repas convivial. »

En septembre 2007, c'est le tout nouveau *Yuangwang-5*, récemment construit à Shanghai, qui vient à son tour mouiller à Papetee. Ce nouveau navire collecteur de renseignement flambant neuf fait partie du grand dispositif, en extension croissante, bâti par les Chinois dans la bataille des interceptions et la guerre de l'information.

Les oreilles chinoises à Cuba

En 1961, du fait de la brouille entre Soviétiques et Albanais, les Chinois s'emparent de quatre des douze sous-marins, de classe Whiskey, qui mouillent dans le port albanais de Vlorë et qu'ont dû abandonner les marins de Khrouchtchev après les avoir sabotés. Quatre ans plus tard, fait extraordinaire : le renseignement italien annonce à l'Otan que les sous-marins sous pilotage chinois se livrent à des exercices dans la mer Adriatique, donc en Méditerranée !

Quarante ans plus tard, les Chinois récupèrent d'autres bases soviétiques sous d'autres cieux. Une tout autre configuration beaucoup plus diplomatique s'est produite à Cuba, au lendemain de la guerre froide, mais encore plus inquiétante pour les Américains. En effet, les Russes désormais en bons termes avec les Chinois ont décidé de leur céder les joyaux de leur ancienne implantation dans l'île de Fidel Castro, à commencer par le complexe de Cienfuegos où des

sous-marins chinois viennent mouiller ou à « l'île des Pins » où des navires espions chinois ont été repérés. La plus importante cession est la base d'écoute de Lourdes de 70 km², construite en 1964 dans la province de La Havane. Accueillant jusque-là 1 500 techniciens et dirigée par le renseignement militaire russe le GRU qui l'avait créée, elle est désormais animée par le San Bu chinois (APL-3). Annonçant sa fermeture le 17 octobre 2001, le chef d'état-major, Anatoli Kvachine, signalait que sa location annuelle coûtait à Moscou 200 millions de dollars. « Pour ce prix-là, nous pouvons envoyer dans l'espace vingt satellites militaires », avait précisé le général russe.

Entre-temps, lors d'une visite au début 1999, le ministre de la Défense chinois Chi Haotian a également négocié avec les Cubains la construction d'une seconde station à Jeruco (50 km à l'est de Lourdes) destinée à écouter les télécommunications civiles et militaires sur le continent nord-américain.

Et ce n'est pas tout : Raúl Castro, le frère de Fidel qu'on surnomme « El Chino », a facilité l'échange de renseignement entre les Chinois du Guoanbu et le service cubain, la *Dirección General de Inteligencia* dirigée par le général Eduardo Delgado Rodríguez, à partir de la base de renseignement cogérée de Bejucal[21].

Pour consacrer cette bonne entente, on porte au pinacle trois généraux sino-cubains, c'est-à-dire membres de la petite communauté chinoise qui avait participé à la conquête du pouvoir avec les frères Castro et Che Guevara : Armando Choy, Gustavo Chui et Moisés Sío Wong, le président des amitiés sino-cubaines[22].

Les Américains n'ont peut-être pas bien fait de rompre l'alliance SIGINT avec les Chinois en 1990. Les retournements d'alliances sont décidément étonnants. À maintes reprises, j'ai été confronté à

21. Voir *Intelligence Online,* n° 529, 25 août 2006.

22. La Asociación de Amistad Cubano-China, voir *Nuestra historia aún se está escribiendo, La historia de tres generales cubano-chinos en la revolución cubana – Armando Choy, Gustavo Chui, Moisés Sío Wong,* (ed. Mary-Alice Waters) Pathfinder Press, New York, 2005.

cette réalité : les Chinois ont constamment deux fers au feu. Ils surveillent les Soviétiques avec les Américains, puis avec les Allemands. Et désormais, les Américains avec les techniques qu'ils ont apprises d'eux mais grâce à des moyens issus de l'URSS.

Toutefois, prévaut à la même époque un autre champ de bataille qui se développe, c'est l'infoguerre, démultipliée par cette invention mise au point par l'armée américaine pendant la guerre au Viêt-Nam : l'internet.

L'internet à la chinoise

En 1993, le gouvernement chinois veut développer une infrastructure de l'information qui accompagne la percée économique. Le Premier ministre Zhu Rongji lance les projets « d'or » : le *Golden Bridge* qui prévoit l'informatisation de l'infrastructure économique de la Chine et sa liaison avec les domaines technologique et scientifique ; les *Golden Cards,* un moyen de paiement sous forme de carte de crédit pour 300 millions de Chinois et les *Golden Customs* pour l'homogénéisation du commerce extérieur[23].

Leur succès provoque l'annonce par le Conseil des affaires d'État de trois autres projets : *Government Online, Entreprise Online, Family Online.* Le problème, c'est que ces réseaux débouchaient en théorie sur internet avec tous les « dangers » que cela supposait pour un État autoritaire qui souhaite contrôler les faits et gestes, et même la pensée, de ses citoyens.

Craignant l'anarchie du *World Wide Web* (ou *Wan Wei Wang,* 10 000 réseaux tri-dimensionnels), Jiang Zemin impulse en 1995 la

23. On trouvera le détail pour ces opérations et bien d'autres dans le mémoire du sous-lieutenant Sébastien Manzoni, *L'infrastructure nationale de l'information en République populaire de Chine – une illusion de liberté,* mémoire sous la direction de Catherine Sarlandie de la Robertie, Division Sciences sociales et politiques, École Spéciale militaire de St-Cyr, école militaire intearmes, école militaire du corps technique et adiministratif, juin 2003.

fondation d'un organisme central pour réguler les affaires, tandis que le ministère des Postes et Télécommunications crée un réseau à but commercial ChinaNet. L'année suivante, quatre fournisseurs, dépendant de l'État, offrent un accès global : le ChinaNet, avec l'infrastructure de China Telecom ; le ChinaGBN, avec la même infrastructure mais pour le compte du ministère de l'Industrie de l'électronique ; le CERnet, du comité d'État à l'éducation et le CSTnet de l'Académie des sciences de Chine (anciennement CASnet), utilisant tous deux leur propre infrastructure. À la même époque, Zhang Ping, directeur de CBnet propose un abonnement au China Business Information Network, avec l'archivage du journal *China Daily,* et une connexion sur internet[24].

Sans entrer dans les détails techniques, soulignons que dès 1998 s'est posé le problème, pour des raisons de « sécurité nationale », de l'existence de réseaux privés en dehors du monopole de China Telecom. Cependant des réseaux parallèles à ce groupe, tels Unicom ou China Netcom sont autorisés. En dépit du danger que présente l'*e-democracy*, le gouvernement chinois – y compris l'APL, le Parti communiste et les services de renseignements – ont vu le parti à tirer de l'internet. Le domaine de la propagande est investi à partir de l'an 2000 par un « Bureau de propagande sur l'internet ». De même, l'agence Chine nouvelle et l'Armée populaire de libération vont développer des sites très élaborés. Grand service de renseignement politique, le Département des liaisons internationales (DLI) du Comité central bâtit un site, tout comme l'Institut des études contemporaines internationales (CICIR) qui, on s'en souvient, dépend du Bureau n° 8 du Guoanbu, la Sûreté de l'État. Naturellement, la Sécurité publique, chargée de la police, monte aussi son site avec des déclinaisons régionales et des adresses qui permettent aux citoyens de s'adresser directement à elle. Sur tous ces sites, les pages URL en chinois sont beaucoup plus riches en informations que celles qui sont en anglais. On parvient à des contradictions amusantes : c'est ainsi que

24. Courrier de Zhang Ping à l'auteur, avec dossier technique (Pékin, 10 novembre 1994).

les pages consacrées à l'histoire du renseignement et à Li Kenong, l'ancien chef des services spéciaux du parti, proposées par la Section Histoire de l'université de Qinghua, à Pékin, sont caviardées...[25]

Craignant la fuite d'informations utiles aux fonctionnaires ou aux chercheurs mais interdites aux citoyens, surtout étrangers, l'idée a forcément germé de créer un Intranet national parallèle à l'internet ouvert. Dès 1996, la China Internet Company travaille sur l'hypothèse d'une Grande Muraille virtuelle, d'un China Wide Web opérant en circuit fermé et qui assurerait une grande sécurité[26].

La Sûreté de l'État, le Guoanbu chargé des opérations d'espionnage à l'étranger, n'est pas absente de la protection informatique. Au contraire : c'est ainsi que leur principal spécialiste de la technologie de l'information, He Dequan, donne en juin 2001 une conférence spéciale sur la sécurité informatique aux membres du Conseil des affaires d'État, à commencer par le premier d'entre eux, le Premier ministre Zhu Rongji, qui à l'issue de la conférence explique que : « le gouvernement va encore accroître le développement de l'industrie de l'information. Mais en même temps, les départements du gouvernement concernés étudieront les moyens d'amplifier le développement de la technologie propre à assurer la sécurité de l'information ».

En réalité, sur le plan technique, dès 1998, les Chinois ont lancé leur programme de communication par fibre optique dans le cadre de l'infoguerre, jugée plus efficace pour faire face aux intrusions. C'est ainsi que la région militaire de Pékin utilise à grande échelle une « autoroute de l'information militaire » par fibre optique rendant quasi impossible, pense-t-elle, le type d'interception réalisée par des stations comme celle d'Alice Springs.

Si les Chinois travaillent sur toutes ces options d'internet sous contrôle, de cryptage inviolable et de transmissions indétectables,

---

25. http://history.54tsinghua.cn/9-12-1-12.htm

26. Ces recherches ont été dévolues à un organisme provincial, la Sichuan Zhongcheng Network Development Company Ltd, voir Manzoni, *L'Infrastructure nationale, op. cit.* p. 72.

c'est que leurs services ont engagé une bataille mondiale d'intrusion, de *hacking*, de bombardements de spams et de virus sur des sites ou des banques de données étrangères.

Une armée de cyberguerriers

Le 27 août 2007, en accueillant à Pékin la chancelière allemande Angela Merkel, son homologue Wen Jiaobao a dit sa désolation d'apprendre que des hackers avaient attaqué les ordinateurs de la Chancellerie et de nombreux ministères de la RFA ces derniers mois.

En essayant de ne pas perdre la face, le Premier ministre chinois, connu pour son esprit plutôt réformateur et conciliant vis-à-vis de l'Occident, doit tenir compte des évidences : la publication le jour même du numéro spécial de *Der Spiegel* avec à la « une » un dossier sur l'espionnage chinois contre la RFA, indiquant que l'APL a lancé un programme d'intrusion informatique par le biais de « chevaux de Troie », des programmes contenant des dispositifs cachés qui peuvent s'activer à l'insu de leur propriétaire. *Der Spiegel* cite notamment l'envoi de programmes espions sous la forme de dossiers PowerPoint de Windows. Et ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg. Plusieurs milliers d'entreprises privées ou de structures gouvernementales, même de services de police ou d'armée ont été attaquées par les cyberguerriers de l'APL depuis huit ans.

Élevée dans l'ex-RDA, étudiante à l'université Karl-Marx de Leipzig tout comme le chef des services secrets Luo Gan, Frau Merkel connaît bien le double langage des systèmes communistes. Aussi n'a-t-elle pas hésité à dire leur fait aux dirigeants de Pékin en septembre 2007, tout en faisant du commerce avec les Chinois. À leur tour, les services spéciaux britanniques, américains et français ont laissé entendre que des administrations de leur pays ont été également ciblées par l'APL.

En Asie, aussi, de nombreuses agences de renseignements se sont plaintes de la généralisation de ces attaques, au Japon, à Taiwan, en Corée du Sud et en Inde, de même qu'aux États-Unis où l'on signale

que des intrusions ont été réalisées à plusieurs reprises contre le Pentagone. Début 1999, un cheval de Troie (sous forme picture.exe ou manager.exe) fait le tour du monde, s'installant en priorité dans les systèmes informatiques d'abonnés d'America Online (AOL), avant de repartir avec son butin de données en Chine[27].

Le cas le plus troublant d'attaques conjuguées est peut-être celui du Japon. J'y ai consacré une enquête pour le magazine *Sapio* de Tôkyô en 2005. Une première vague d'attaques a eu lieu le 15 avril 2005, quand des entreprises comme Mitsubishi et la filiale Chine de Sony ont été visées. D'autres entreprises préfèrent alors ne pas rendre publique cette affaire pour des raisons économiques et répondent qu'elles ont l'habitude d'être harcelées par de telles agressions informatiques, mais que leurs *firewalls* les protègent.

Ce matin-là, des dirigeants de ces entreprises tout comme ceux de l'université Kumamoto découvrent des messages antijaponais et un même drapeau chinois, rouge à étoile jaune, incrustés sur leur site en arrivant au travail. Plus grave, on apprend que le ministère des Affaires étrangères (*Gaimusho*) et l'Agence de Défense japonaise en ont déjà été victimes durant l'été 2004, sont à nouveaux la cible d'attaques qui comprennent des bombardements de spams, l'envoi de virus ou de chevaux de Troie. Ils auraient été envoyés par des internautes furieux de la façon dont les manuels scolaires nippons présentent la guerre sino-japonaise.

Mais en réalité, selon les spécialistes de la police, le système d'infoguerre chinois utilise ce qu'on appelle des « bases de rebond » en brouillant les sources d'envoi à travers la Toile. C'est le cas notamment de sites à l'étranger où vivent d'importantes communautés chinoises comme le Canada, à Vancouver ou Toronto.

Plus tôt encore, en janvier 2000, plusieurs ministères japonais avaient ainsi été attaqués à la suite de déclarations de politiciens qui niaient l'existence d'un massacre de l'armée impériale à Nankin

27. Voir l'article de Michel Alberganti, « Le dernier virus informatique envoie son butin en Chine », *in Le Monde*, 16 janvier 1999.

en 1937 qui a fait 150 000 morts (300 000 selon les Chinois). Dans tous ces cas, les attaques comprenaient des systèmes pour effacer des banques de données et avaient pour origine la Chine, d'où elles étaient reroutées *via* des ISP (Internet Service Providers) à l'étranger.

À l'origine de ces opérations, l'armée populaire de cyberguerriers, passés à l'offensive à partir de 1999. À la fin du siècle dernier, une « task force » a été mise en place à la demande de la Commission militaire centrale se composant d'une demi-douzaine de services qui se sont spécialisés dans ce système de guerre informatique. À savoir, l'APL-2 (*Er Bu*) alors dirigé par le général Luo Yudong ; le département de Communications *(Tongxin Bu)*, dirigé par le général Xu Xiaoyan ; l'APL-3 (*San Bu*) dirigé par Qiu Rulin ; le département de renseignement technologique du ministère de la Défense ; le département des technologies spéciales de l'Institut des sciences militaires, surnommé « Département 553 » ; les 10e et 13e Bureaux (communications) de la Sûreté de l'État (*Guoanbu*). Cette task force est dirigée par Xie Guang, vice-ministre de la COSTIND (Commission de la Défense nationale pour la science, la technologie et l'industrie), l'un des théoriciens de la guerre sur le cyberespace[28].

De plus, il faut former d'habiles techniciens. Le général Si Laiyi a été chargé de fonder l'Université de sciences et des techniques de l'APL, fusionnant nombre d'instituts de recherche en télécommunications pour former des cadres de l'infoguerre (*Xinxi Zhanzheng*). Une formation pratique et théorique très complète s'appuyant sur les manuels que sont *La Guerre sans limites* des colonels Qiao Liang et Wang Xiangsui ou des livres occidentaux comme *Guerres dans le*

28. Selon des sources indiennes, la « task force » comprend également en 1999 les personnalités suivantes : le général Fu Quanyou, le chef d'état-major de l'APL, les généraux Yuan Banggen et Wang Pufeng, Wang Baocun, Shen Weiguang, Wang Xiaodong, Qi Jianguo, Liang Zhenxing, Yang Minqing, Dai Qingmin, Leng Bingling, Wang Yulin, and Zhao Wenxiang.

cyberespace du journaliste français Jean Guisnel, traduit en chinois en l'an 2000 par les Éditions Chine Nouvelle[29].

Une fois diplômés, ces élèves officiers et techniciens de tous grades passent à l'action sous forme de simulation au cours de *war-games* internes ou d'attaques bien réelles comme celles que je viens de décrire concernant le Japon ou celles dont a été victime en 2007 la Chancellerie allemande. Mais à l'époque, ils doivent aussi faire face à une autre « armée invisible » qui riposte activement contre la Chine : les « Blondes de Hong Kong ».

Les « Blondes de Hong Kong »

Tout dans la vie de Blondie Wong aura été violent. Enfant, à la fin de la Révolution culturelle, il a vu son père assassiné par des gardes rouges. En 1989, étudiant en Europe, il a contemplé à la télévision le massacre de Tiananmen, et voue une haine inextinguible aux dirigeants de Zhongnanhai qui le lui rendent bien.

Dix ans plus tard, à l'été 1999, une équipe de « nettoyeurs » du Guoanbu a été envoyée à Saint-Nazaire, en Bretagne, pour le liquider. La raison ? Ce personnage hors norme exilé est l'un des animateurs principaux des « Blondes de Hong Kong », un groupe de cyberdissidents rudement bien entraînés et qui se livrent à des attaques virales contre les ordinateurs de l'armée chinoise. Par chance, Blondie Wong n'est plus dans l'ouest de la France, s'il n'y a jamais séjourné, quand les « nettoyeurs » essaient de le « loger ». C'est un maître de la désinformation et de l'intox. Ne le dit-on pas parti au Canada où il séjourne sous protection armée ?

Et d'ailleurs qui sont exactement ces « Blondes de Hong Kong » ? Un groupe de « hackeuses » folles qui ont prouvé qu'il était possible

29. Jean Guisnel, *Guerres dans le cyberespace, Services secrets et internet*, La Découverte/Poche, Paris, 1997, en chinois : Jang. Jinei'er (Jean Guisnel), *Huliangwang shangde jiandiezhan*, traduit par Xu Jianmei, Xinhua Chubanshe, Pékin, 2000.

de faire échec à un énorme dispositif de contrôle des populations par l'informatique. Pour l'APL et son énorme empire de cyberguerriers, c'est un peu l'arroseur arrosé.

Depuis 1989 qu'elles existent, les Blondes font circuler des « légendes » sur internet de façon à brouiller les pistes et elles continuent d'attaquer les réseaux gouvernementaux même au lendemain de la rétrocession de Hong Kong, ce qui est assez audacieux, car, on l'a vu, les services spéciaux chinois tirent les ficelles et phagocytent la police locale.

Il s'agit d'un groupe de hackers qui menacent les installations communistes au nom des droits de l'homme. La légende veut qu'ils soient une cinquantaine d'ingénieurs, en dehors de Chine mais aussi à l'intérieur, parfois dans des strates haut placées du pouvoir, qui ont juré de venger les mânes de leurs parents tués sur la place Tiananmen.

C'est même l'un des points forts de leur dispositif : jamais Zhongnanhai ou les services de sécurité n'ont imaginé qu'on pouvait pirater leurs dispositifs de l'intérieur du système. Tout comme le célèbre dissident Fang Lizhi, que nous avons vu exfiltré par les Américains en juin 1990, Blondie Wong est astrophysicien et donc fin connaisseur de nombreux programmes scientifiques développés à la demande de Deng Xiaoping puis de Jiang Zemin.

Les gens du Guoanbu s'envolent pour Vancouver, puis Toronto, afin de poursuivre la traque. Voilà qu'ils apprennent que Wong a déjà filé avec une femme du groupe, Lemon Li, une « demoiselle Citron », emprisonnée puis un temps exilée à Paris (c'était elle qui s'était installée à Saint-Nazaire et non Wong !), enfin pour l'Inde.

« Ce n'est pas un hasard », m'explique à Pékin, en juin 2007, un spécialiste des télécoms et de la guerre dans le cyberespace qui ne les porte pas dans son cœur. « Ils doivent avoir la protection des services indiens, beaucoup plus pointus que nous dans ce domaine. Leur service secret, la RAW, et l'armée indienne, s'amusent à des *wargames* frénétiques contre la Chine. »

Une filiale des « Blondes de Hong Kong », baptisée les « Pages jaunes », a décidé d'intensifier les attaques contre l'infrastructure des communications chinoises, mais aussi les multinationales qui aident Pékin à renforcer ses protections antihackers et surtout à espionner sur internet la totalité de sa population.

La seule vraie blonde de ce groupe fantomatique serait une ex-technicienne du MI5, le contre-espionnage britannique, du nom de Tracey Kinchen, qui a prêté assistance aux « Blondes » et aux « Pages jaunes ». De là à dire que l'Intelligence Service est aussi dans le coup et aide ce groupe informatique à mener la cyberguérilla par petites attaques contre une armée numériquement supérieure en attaquant d'abord ses points faibles...[30]

Comme Tracey aurait été active à Hong Kong, le service de sécurité local a mené son enquête et s'est trouvé incapable d'identifier qui que ce soit. Certains enquêteurs vont même jusqu'à affirmer que les « Blondes » sont un groupe bidon. À moins, qu'elles se soient réinstallées à Bangkok, selon des sources américaines...

Les « Blondes » ont commencé par des campagnes de courriels personnalisés envoyés à des dirigeants de l'APL et des organismes du lobby militaro-industriel chinois.

Rien de bien méchant, mais de quoi alerter la sécurité militaire qui ne s'explique pas comment nombre d'adresses électroniques et de boîtes Intranet sont tombées entre leurs mains.

Ensuite elles ont téléchargé des codes confidentiels, y compris des informations sur le guidage de satellites, ce qui était déjà beaucoup plus trapu. Dans la foulée, ce furent les attaques ciblées contre des

30. Le MI5 est à la pointe de la bataille contre les cyberattaques chinoises : en décembre 2007, *The Times* révèle que son chef, Jonathan Evans, a envoyé une mise en garde à quelque 300 chefs d'entreprise et responsables du secteur bancaire et financier contre des opérations chinoises qui ont ciblé la Grande-Bretagne, tout comme la RFA (Rhys Blakely, Jonathan Richards, James Rossiter and Richard Beeston, « MI5 alert on China's cyberspace spy threat », *The Times*, 1er décembre 2007).

bases de données en les effaçant, puis des campagnes de désinformation, ou encore des pratiques qui provoquent la pétrification de sites (*DoS – Denial of Service*), en les bombardant de la même façon que le font les cyberguerriers de l'APL.

Aujourd'hui les armées et les services de sécurité de tous les pays industrialisés, ainsi d'ailleurs que les grandes entreprises privées, sont habitués à ce genre d'attaques, mais à l'époque, au début de l'ère internet, à partir de 1995 en Asie, les laboratoires du 3e Département de l'APL n'en croyaient pas leurs yeux.

On prétend même qu'il leur était possible d'installer des codes pour effectuer la surveillance ou la mise en alerte d'ordinateurs chinois. En 1999, il y a eu 228 cyberattaques lancées à partir de Hong Kong, explique Lo Yik Kee, le chef de la nouvelle « Police contre le crime informatique » créée début 2000 et qui s'est d'abord lancée dans l'identification des cybercafés d'où les attaques contre l'APL ont été lancées. Jamais chiche dans ses statistiques de l'autre côté du rideau de bambou, le Gonganbu a pour sa part dénoncé 72 000 attaques dont 200 ayant frappé au but.

Retrouvée à Bangkok, par un journaliste, Tracey Kinchen, l'espionne du MI5 reste zen : « Blondie Wong et les Blondes de Hong Kong ne veulent blesser personne. Ils suivent les principes non-violents de Gandhi et Martin Luther King[31]. »

Ce qui n'empêche pas les Chinois d'y voir une campagne de sabotage à grande échelle depuis qu'un de leurs satellites de communication a été piraté en 1998.

Pour parer à de nouvelles attaques, à l'automne 1999, l'APL organise un wargame contre les hackers. Thème de l'exercice : des « intrus noirs » (*Heike,* cela sonne comme « hacker ») ont réussi une intrusion

31. Entretien mené par Anthony C. LoBaido, correspondant du *WorldNetDaily*, qui précise dans son article sur les « Blondes », qu'elles bénéficient de cellules d'ingénieurs aux États-Unis dans les laboratoires de Cal Tech, du MIT, à Baylor, Texas A & M, West Point, Liberty Baptist et même l'Air Force Academy in Colorado, ce qui explique sans doute que les Chinois se plaignent de voir derrière cette offensive la main de la CIA.

sur les sites internet du Parti communiste et en auraient détourné le contenu. Et bientôt, sous l'égide de Chen Zhili, la ministre de l'Éducation – et maîtresse shanghaïenne de Jiang Zemin –, le Guoanbu, le Gonganbu et le service de propagande mobilisent leurs ressources pour peaufiner, à l'université de Shenzhen, un système de filtrage et de repérage des boîtes à lettres électroniques des étudiants chinois à l'étranger[32].

Surveillance des internautes

S'ils effectuent des intrusions multiples dans les réseaux extérieurs, les services secrets chinois ont par contre reçu mission d'organiser un vaste système de contrôle de la population chinoise, à commencer par les jeunes générations qui s'ébrouent sur le Net en évitant de plus en plus les cybercafés.

En 1995, lorsque l'internet a vraiment pris son envol au Japon et dans le monde sino-coréen, il y a seulement quelques milliers d'universitaires qui veulent maintenir des liens avec des collègues étrangers. Ils doivent se faire enregistrer auprès du ministère des Postes et Télécommunications qui gère le lien China-Pack avec la Toile mondiale. À cette époque, le contrôle initial est dévolu au Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, dirigé par Zeng Jianhui, un spécialiste de la propagande et notamment éditeur du secteur international de l'agence de presse Chine nouvelle. Après avoir étudié de près les techniques de contrôle de l'internet à Singapour, il cède sa place en 1996 à l'ancien ambassadeur en Grande-Bretagne et vice-ministre de l'Information, Ma Yuzhen.

Dix ans plus tard, on est parvenu à un système très élaboré de surveillance. C'est ainsi que le Bureau d'information publique du Bureau de la Sécurité publique (*Gonganju*) de Lhassa a mis au point un système de contrôle visant tous les internautes. Ce n'est sans doute pas un hasard

32. *Mingbao*, 27 février 1999.

si le Tibet sert de laboratoire pour la surveillance informatique, en attendant de généraliser ces méthodes à d'autres régions de la Chine.

Au début de 2004, les habitants chinois et tibétains de Lhassa qui veulent avoir accès à l'internet, dans un cybercafé, reçoivent un numéro d'enregistrement associé à un mot de passe, qu'il s'agisse d'aller surfer sur des sites ou d'échanger des courriels.

L'internaute peut alors acheter une « carte de navigation » peu coûteuse mais à condition de remplir une « fiche d'identification citoyenne » (*shenfen zheng*). Ces cartes sont distribuées par le Bureau d'information publique (BIP) du *Gonganju*, le Bureau régional de la Sécurité publique à Lhassa que dirige « Luobu Donzhu » (de son vrai nom tibétain Norbu Dondrub). Le BIP est également responsable des licences des cybercafés.

« Lutter contre le crime qui se commet sur internet », tel est l'objectif de ces services techniques, mais à l'évidence, l'agence jumelle, le Bureau de Lhassa de la Sûreté de l'État (*Guoanbu)*, chargée d'opérations de contre-espionnage offensif sur l'Inde, espère aussi effectuer un *monitoring* sur d'éventuels courriels codés qui pourraient s'échanger entre le « Centre de recherche et d'analyse » (RAC) du dalaï-lama à Dharamsala et les réseaux de la résistance tibétaine.

Ce système de surveillance semble très efficace puisqu'il impose un enregistrement de l'individu et non plus du système de l'ordinateur employé.

Si la répression s'agence *intra-muros,* à l'intérieur de la Muraille de Chine virtuelle, elle ne rechigne pas à utiliser l'aide complaisante de systèmes extérieurs prêts à pactiser avec le Parti communiste chinois, du moment qu'ils peuvent s'implanter dans l'eldorado chinois sur le plan commercial.

Des cyberdissidents ont été emprisonnés, qui plus est avec l'aide de complices étrangers à l'appareil d'État chinois, tel le moteur de recherche *Yahoo,* mis en cause dans leur arrestation pour avoir fourni au Gonganbu leur adresse e-mail et IP. Les cas les plus célèbres à ce jour sont Wang Xiaoning, condamné en septembre 2003 à dix ans de prison – et deux de privation de ses droits civiques – pour « incitation à

la subversion du pouvoir de l'État » car il était l'auteur de « journaux en ligne » diffusés par courriel, prônant l'ouverture démocratique de la Chine. De même, Shi Tao, rédacteur en chef d'un journal économique dans le sud de la Chine, condamné en avril 2005 à dix ans de prison. Motif ? Il aurait diffusé des secrets d'État en postant sur la Toile une consigne du gouvernement chinois aux médias leur interdisant de célébrer l'anniversaire de la répression du mouvement prodémocratique sur la place Tiananmen. En 2007, l'association Reporters sans frontières comptabilise plus d'une cinquantaine de reporters internautes embastillés dans le *Laogai,* le goulag chinois.

Entre 2002 et 2004, sur 110 000 cafés officiellement enregistrés, plusieurs dizaines de milliers ont été fermés. Les autres ont dû s'équiper d'un logiciel de surveillance des pages URL consultées qui les enregistre, et bloque celles qui sont pré-interdites. 30 000 à 40 000 agents des agences de sécurité sont chargés de surveiller le trafic internet alors que le nombre d'internautes a doublé en trois ans, passant de 80 millions en 2004 à 162 millions en 2007.

Les deux ministères de la Sécurité, le Gonganbu et le Guoanbu, recrutent des informaticiens de talent et pour cela ne rechignent pas à recruter des étudiants spécialistes de la technologie de l'information formés dans les universités des États-Unis. Quitte à les dédommager substantiellement de ne pas les laisser entrer dans le privé... De même, à l'instar des agences de contre-espionnage occidentales, il leur arrive de retourner et de recruter un « hacker de génie ». Tel est le cas d'une des stars de la sécurité sur le Net qui est un ancien jeune pirate de l'internet recruté à Shanghai en 2003[33].

Le Guoanbu s'intéresse particulièrement aux étrangers, qu'ils soient suspects d'espionnage, ou plus simplement journalistes, diplomates et surtout hommes d'affaires et commerçants, dont les courriels et autres documents attachés peuvent receler d'importants secrets économiques.

---

33. Willy Wo-Lap Lam, *Chinese Politics in the Hu Jintao Era (New Leaders, New Challenges),* M.E.Sharpe, New York, 2006.

Dans un cybercafé, ou dans le Business Center de leur hôtel, on leur demande souvent leur passeport avant de leur assigner un ordinateur qui gardera les traces de leurs déplacements sur le Net ou qui surfent dans le business de leur hôtel... De nouvelles unités, m'a expliqué à Pékin un spécialiste d'internet, ont été grandement étoffées pour les jeux Olympiques.

Bouclier d'Or *« protège » internet*

En lançant publiquement le programme *Bouclier d'Or* (*Jindun*) en avril 2006, la sécurité publique, le Gonganbu, a encore élargi son mode de surveillance. Elle se félicite de pouvoir combattre sur internet les sites dangereux pour la Chine grâce à 640 000 ordinateurs en réseau, organisés en 23 systèmes à travers la Chine (à l'exception de Hong Kong et Macao). Son système est si perfectionné que le Gonganbu assure pouvoir résoudre aussi des affaires criminelles *online* et réduire ainsi le taux de criminalité, en contrôlant mieux les internautes.

Le système *Bouclier d'Or*, qui a coûté 10 millions de dollars, est une sorte d'Intranet géant géré par les services de sécurité chinois qui peuvent bloquer, selon leur bon vouloir, un certain nombre de sites, espionner les autres et de toute façon surveiller les utilisateurs.

La nouveauté réside dans la programmation du filtrage de mots-clefs dans le cyberespace chinois déclenchant soit la surveillance soit le blocage automatique de communications. Soit les deux. Un système similaire à ce que la NSA américaine a mis au point avec le réseau ECHELON et ses « dictionnaires » qui permettent de prélever des conversations dans lesquelles figurent des mots préprogrammés. À cette différence qu'à quelques exceptions près, par exemple des sites islamistes violents, l'interdiction de pages URL, de blogs ou de « tchats » n'est pas la finalité de l'opération.

En Chine, sur un millier de mots-clefs interdits, l'analyse sémantique révèle les inquiétudes du pouvoir. Et les fantasmes de la Sécurité publique gérée par le ministre Meng Jianzhu. Ainsi viennent en tête

les « grands poisons » : 20 % concernent la secte Falungong ; 15 %, le Tibet, Taiwan, le Xinjiang. Puis 15 %, des dirigeants chinois et leur famille (par exemple les chefs de la sécurité Zeng Qinghong ou Luo Gan, mais aussi des noms prestigieux comme Deng Xiaoping, Mao Zedong et sa femme Jiang Qing) ; 15 %, la politique, la corruption – et le mot « démocratie » est tout aussi subversif que « dictature », même si c'est celle du prolétariat – ; 10 %, la police, la sécurité nationale ; 10 %, les noms des dissidents et exilés politiques (par exemple l'égérie du mouvement des étudiants de Tiananmen en 1989, un temps réfugiée à Paris, Chai Ling) ; et enfin 15 %, le sexe : night-club, partouze, vidéo porno, etc.

Mais la langue chinoise étant ce qu'elle est – une séquence de phonèmes syllabaires présentés sous forme d'idéogrammes qui peuvent donner lieu à des interprétations diverses –, le parc informatique du Gonganbu en arrive à interdire des textes officiels ou des commentaires les concernant s'ils comportent des mots tels que « Sécurité nationale » (*Guojia Anquan*). À terme, seules des expressions économiques pourraient passer à travers les mailles du filet. Et encore…

Des mots d'usage courant, et même légendaires, comme « Dragon-Tigre-Léopard » (*Long Hu Bao*), mis bout à bout deviennent suspects, car un magazine érotique de Hong Kong aussi connu que *Playboy* (lui-même mot interdit) porte ce titre ; ou encore, l'expression « bande de pigeons » (*Ge Pai*) est considérée comme une attaque cachée visant les dirigeants communistes. Pis pour les autorités, une expression comme « la grande loi » (*dafa*) doit être irrémédiablement censurée car elle fait référence aux principes de la secte Falungong.

Sans aucun doute, le procédé *Bouclier d'Or* sera de moins en moins efficace pour traquer les « criminels contre-révolutionnaires » – quand bien même les ordinateurs pourraient analyser tout le parc informatique chinois – dans la mesure où les jeunes internautes utilisent des milliers de mots communs de la vie quotidienne et d'argot pour coder leurs conversations intimes, déjà naturellement très imagées en chinois. Rapidement, le Gonganbu devra réviser son pro-

gramme orwellien dont les conséquences linguistico-politiques et psychologiques embouteillent déjà le système.

Le problème d'exploitation est évidemment surdimensionné à l'échelle d'une population de plus d'1,3 milliard d'individus. Il s'est déjà posé en 2004, quand les autorités se sont attaquées aux SMS (ou textos) en publiant des consignes draconiennes sous le titre *Règles d'autodiscipline sur le contenu des Short Messages Services* (tout comme ils affichent des instructions comparables dans les cybercafés) afin d'empêcher la diffusion de messages pornographiques, frauduleux et illicites. Les SMS avaient joué l'année précédente un rôle considérable dans la mise en cause de l'État dans la crise concernant l'épidémie de SRAS et les services de sécurité vont bloquer un certain nombre de mots comme « Tiananmen » à l'approche des commémorations du massacre des étudiants en 1989.

L'entreprise China Mobile, le fournisseur le plus important de prestations de téléphonie mobile, s'engageait alors à signer des conventions pour participer à cette traque aux SMS malfaisants. Reste qu'en imaginant les meilleurs systèmes d'interception au monde, pour la seule année précédente, 2003, le Gonganbu et les divers services d'interceptions de l'APL auraient dû traiter 220 milliards de textos, soit 55 % de tout le trafic mondial cette année-là… Un sacré casse-tête pour les analystes des services spéciaux !

Petit vocabulaire des internautes chinois et des cyberguerriers

Autoroute informatique
Xinxi gaosu gonglu, route à grande vitesse de l'information
信息高速公路

Connection
shang wang connecter au réseau. 上网

Cyberwar
Xinxi zhanzheng 信息战争

Délit informatique
Shuzi huafanzui crime numérique 数字化犯罪

E-mail (Courriel) 电子邮件
Dianzi youjian
Ou plus populaire à cause de la prononciation *yi meir* dont la sonorité ressemble à « e-mail » (petite sœur) : 伊妹儿

Espionnage sur le net
Hulianwang shangde jiandiezhan 互联上网的间谍战
Guerre des espions sur le net

Hacker, pirate informatique
Heike 黑客
Littéralement : « Hôte noir », « intrus noir ».

World Wide Web WWW
Dix mille réseaux tri-dimensionnels
Wan wei wang 万维网

Chapitre 13

Chine, médaille d'or de l'espionnage

Dans l'avion qui le conduit à Athènes, le dimanche 24 mars 2006, Geng Huichang doit sans doute penser à l'étonnante épopée des olympiades. Mais comme il est le ministre adjoint de la Sûreté de l'État, le fameux Guoanbu, il ne pourrait s'empêcher de songer à la coïncidence qui relie les performances des superbes athlètes nus sur les pistes de course d'Olympie et l'art consommé de l'espionnage chinois qui est tout aussi prestigieux et tout aussi ancien. Au VIII^e^ siècle avant Jésus-Christ, tandis que s'organisent les premières olympiades (776), se déroulent en effet les premières batailles homériques d'agents secrets entre les divers États chinois combattants entre eux telles des cités grecques. Une odyssée évoquée dans le célèbre *Zuo Zhuan*, la « Chronique des Printemps et des Automnes », période de grands affrontements économiques et militaires allant de 770 à 475.

Une période héroïque marquée par les aventures de Xi Shi, sorte de Mata Hari à la légendaire beauté, qui précipita la chute du roi de Wu, à Nankin, grâce « au stratagème de la belle » – *meiren ji* –, l'art immortel de séduction érotique des espionnes chinoises.

Ces épisodes ont été codifiés dans le livre chinois le plus célèbre en Occident, le traité de Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, qui circula à partir de 510 avant notre ère en Chine. Et dont l'ultime chapitre 13, décrit par le pinceau du stratège comment utiliser avec brio la gamme des espions aussi nombreux que les doigts de la main : « Il existe cinq sortes d'agents secrets à utiliser, soit : les agents indigènes, les taupes, les agents doubles, les agents provocateurs et les informateurs itinérants.

« Lorsque ces cinq types d'agents sont tous à l'ouvrage simultanément et que personne ne connaît leurs procédés, ils constituent le "trésor du souverain"[1]. »

Alors le « professeur » Geng comme on l'appelle : est-ce un indigène ? Une taupe ? Un double ? Un provocateur ? Aujourd'hui, il est « itinérant » et par surcroît lettré, car il connaît ses classiques. En survolant le Pyrrhée alors que l'avion s'approche de l'aéroport, l'homme au visage rondouillard, aux énormes bésicles et aux cheveux couleur de jais plaqués sur le côté qui le font ressembler au chat du Cheshire d'*Alice au pays des merveilles,* peut mesurer toute l'étendue de son étrange carrière qui lui permet de voyager sans cesse.

Une vie de cinquantenaire : depuis qu'il est né dans le Hebei en 1951 – l'année du Chat évidemment – jusqu'à ce qu'il devienne à Pékin un spécialiste incontournable de la géopolitique et dirigeant de l'Institut des relations internationales contemporaines (CICIR), un poste qui l'a naturellement poussé à devenir le numéro deux du Guoanbu. Et encore ne sait-il pas que son rôle remarquable dans les négociations sur le nucléaire que veulent mener Américains et Nord-Coréens, ainsi que sa spécialisation croissante dans le renseignement économique, vont faire de lui, en septembre 2007, le grand patron des agents secrets du Guoanbu.

Un an et demi plus tôt, au printemps 2006, dans le bruyant aéroport d'Athènes avec ses photos géantes de soldats *evzones* – jupe

---

1. On notera que le terme « espionnage » en titre du chapitre 13 et ultime de *L'Art de la guerre* est rendu par le caractère « jiàn », celui de la lumière du jour qui se glisse dans l'entrebaillement d'une porte : 间 en caractère simplifié mais à l'époque : 間. Il est toujours utilisé dans le mot « espion » de nos jours : *Jiàndié* 间谍 。

J'ai personnellement retraduit la citation qui suit à partir des textes chinois qui nous sont connus. Ma version est moins poétique que celles qui se sont diffusées en Occident à partir de la première traduction publiée à Paris en 1772 par le père jésuite Jean Joseph Marie Amiot, ami de l'empereur Qianlong. Je préfère le terme « trésor du souverain » plus proche de l'original que celui de « divin écheveau » toujours utilisé dans les traductions françaises depuis. Or il se trouve que les termes techniques employés par Sun Tzu sont en fait plus proches, à mon avis, du vocabulaire du renseignement encore en vigueur au XXI[e] siècle.

blanche et chaussures à pompon –, Geng Huichang est accueilli par l'ambassadeur de Chine Tian Xuejun qui va le conduire dès le lendemain auprès de trois hautes personnalités : le ministre de l'Ordre public, Vyron Polydoras, le chef du Service de renseignement national, Ioannis Korantis, et le chef de la police, Anastasios Dimoschakis. Après avoir devisé avec ses hôtes sur la récente visite du Premier ministre Constantin Caramanlis à Pékin, on en arrive au vif du sujet, le but de la mission de Geng : organiser la sécurité des jeux Olympiques de 2008. Car après tout, non seulement la Grèce est le berceau de ces jeux antiques, mais surtout, pour les Chinois, le premier pays qui a organisé des olympiades après les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par Oussama Ben Laden aux États-Unis. Le savoir-faire du professeur Geng est sans limites. Outre qu'il parraine la célèbre équipe de football des services secrets, le Goan, lui incombe une mission de plus à partir du 31 mars 2008 : assurer la protection de la flamme olympique !

Mot d'ordre des JO : « Un monde, un rêve »

« À l'École centrale du parti, nous avons un rôle important dans le développement des théories qui président à l'actuelle stratégie internationale : par exemple sur la "théorie du développement pacifique", dans la montée en puissance de la Chine et dans l'action diplomatique au cours de laquelle on voit nos soldats faire partie d'opérations de maintien de la paix en Afrique sous contrôle de l'ONU. »

C'est le vice-ministre Li Junru, haut responsable de l'École des cadres du Parti communiste qui s'exprime ainsi. Ce proche du président Hu Jintao a tenu à détailler devant moi la genèse de la politique actuelle toujours basée sur le marxisme-léninisme du XXIe siècle : « Pour ce qui concerne le monde extérieur, cette théorie que nous avons développée pour former les cadres du Parti communiste correspond à la théorie de "l'harmonie sociale" développée par le président Hu en Chine même. Nous pensons que le Parti communiste

chinois doit continuer à diriger ce pays de 1,3 milliard d'hommes et de femmes. Mais nous avons analysé l'expérience de l'URSS qui s'est effondrée, et nous avons compris comment doivent coexister les systèmes différents, tout comme coexiste dans le pays le socialisme et l'économie de marché. Depuis notre 16e congrès, c'est le sens de la politique des harmonies que nous établissons. La Chine veut être leader dans la paix du monde, et les jeux Olympiques seront une formidable vitrine pour le faire comprendre... »

Bien sûr, je résume une longue conversation au cours de laquelle Li Junru, également membre influent du Forum des réformateurs, n'a pas refusé de répondre à mes questions plus techniques sur la circulation de l'information au sein du parti et du gouvernement, sur le rôle des services de renseignement et bien d'autres éléments qui m'ont été aussi utiles pour rédiger ce livre. J'y suis d'autant plus sensible que dans le monde du renseignement chinois, à commencer par le Guoanbu, le rôle du Comité de parti et des commissaires politiques reste aussi important qu'à l'époque de Mao, même si les théories ont évolué. J'ai bien vu dans les ambassades – à Paris ou ailleurs –, comment l'homme du parti coordonne souvent les actions du renseignement...

Dans les propos de ce théoricien, on comprend bien les difficultés, rencontrées par le président Hu Jintao, la direction du PCC et le gouvernement, le Conseil des Affaires d'État : ils doivent eux aussi réaliser des exploits, dans le domaine du funambulisme. Faire adopter par la communauté internationale la politique résumée par le slogan des jeux : « Un monde, un rêve » (*Yige Shijie, Yige Mengxiang*), sans qu'une politisation de ces mêmes jeux ne soit engagée à l'étranger par les questions qui fâchent. Et elles sont nombreuses : la conquête énergétique de la Chine à travers le monde ; son rôle en Afrique et en particulier au Soudan et au Darfour ; le flot de ses exportations bradées à bas prix ; la contrefaçon à grande échelle ; sa politique d'aide à la prolifération d'armes de destruction massive ; la faiblesse du yuan ; la corruption généralisée qui déteint sur les entreprises étrangères ; l'espionnage tous azimuts et notamment les intrusions informatiques par les cyberattaques ; la constitution d'une

importante armée qui se dote de technologies détournées et qui menace Taiwan en premier lieu. Même si celle-ci se rapproche de Pékin après la victoire électorale du Kuomintang en 2008…

Sans oublier en politique intérieure tout ce qui touche aux droits de l'homme et en particulier à la liberté d'expression, à la répression des dissidences, les difficiles questions du Xinjiang, du Tibet, et la répression de mouvements religieux ou philosophico-politiques comme Falungong. La passion du sport peut-elle effacer tout cela ?

Car c'est le « rêve » du PCC et des services de sécurité de l'APL, mis en alerte comme rarement dans l'histoire chinoise, de s'assurer que ces questions ne remontent pas à la surface et soient plutôt gommées par les performances des athlètes. Alors, ces dirigeants pourront estimer qu'ils sont entrés, la tête haute, dans la modernité du XXI^e^ siècle…

Pour les JO, la Chine attend 100 chefs d'État – dont le président Sarkozy –, 20 000 athlètes, 2 millions de visiteurs. Quatre milliards de téléspectateurs vont regarder, fascinés, l'empire du Milieu pour la première fois métamorphosé en centre du monde. Ce qu'il a toujours été, évidemment, du point de vue chinois. Tout, dans la chorégraphie des événements, la splendeur des stades, la beauté des performances athlétiques doit refléter l'image d'une Chine triomphante. Mais, pour reprendre les fameux préceptes de Deng Xiaoping, on doit conquérir avec modestie. Pour les organisateurs, rien ne doit perturber les cérémonies ou les compétitions. On a parfois le sentiment en parlant avec les Chinois qu'ils exagèrent les risques de manière à se rassurer, sinon à démontrer qu'ils sont particulièrement experts dans le domaine de la sécurité. Pourtant, on ne voit pas très bien pourquoi la Chine gigantesque n'arriverait pas à faire ce que la petite Grèce a réussi. Sauf à être victime de problèmes bureaucratiques de gestion, de cataclysmes naturels, du gigantisme du flux des spectateurs, d'actions du crime organisé qui spécule sur les billets d'entrée…

1,3 milliard de Chinois qui perdraient la face, cela ferait beaucoup de visages tristes… À commencer par ceux des dirigeants du Parti communiste, et le premier d'entre eux, le président Hu Jintao.

À côté des chasseurs de pluie, des nettoyeurs de pollution, les hommes et les femmes de la sécurité auront eu un rôle clef. Ils se seront donné l'occasion d'entrer eux aussi officiellement dans l'arène internationale des grandes communautés du renseignement, de sécurité et d'antiterrorisme. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Protéger les athlètes, le public, et surtout le régime qui est parfois plus vulnérable qu'il ne veut bien l'admettre de l'intérieur sur le plan social, économique, à cause du sursaut des nationalités et des rébellions sur les marches de l'empire.

C'est pourquoi la nébuleuse sécuritaire va surveiller étroitement la population chinoise et encore plus les étrangers. Si les dirigeants de Zhongnanhai, la cité « des lacs du milieu et du sud », espèrent trépigner de joie en voyant les athlètes chinois rafler des médailles d'or, d'argent et de bronze, ils auront aussi gagné une autre médaille d'or, celle de l'espionnage.

Car c'est la quadrature du cercle, comment assurer une totale protection sans imposer une gangue protectrice qui soit aussi une cangue étouffante pour la population et pour les visiteurs ? Comment s'assurer que la sécurité sera à 100 pour cent garantie, sans empêcher les journalistes de faire leur travail librement et dans la bonne humeur ?

Comment éviter de porter atteinte aux droits et principes auxquels sont attachés ces mêmes visiteurs et ces journalistes, quand on verrouille les médias, qu'on fiche les journalistes, qu'on intercepte les courriels et les SMS, qu'on pose des micros dans les chambres d'hôtel, qu'on fouille dans les valises, qu'on vole les carnets d'adresses, et enregistre les moindres cris et chuchotements, les moindres soupirs et gémissements dans les suites du *Beijing Hotel*, de l'*Hôtel de l'amitié* ou dans des petites pensions dans les vieux quartiers de Pékin, les *hutong* qui ont pu échappé à la destruction pour laisser la place à des constructions olympiques, et aseptiser le centre le Pékin ?

Le très beau film de l'Allemand Florian Henckel von Donnersmarck, *La Vie des autres*, l'histoire d'un espion de la Stasi est-allemande qui surveille un couple de gens de théâtre, remporte un succès aussi extraordinaire en Chine que dans le reste du monde.

À cette différence près qu'il y est formellement interdit. On comprend pourquoi... Mais il circule sous forme de DVD piraté depuis un an à travers tout le pays et chacun s'y reconnaît, le citoyen de base chinois qui est espionné en permanence par le régime, par le Parti communiste, par la Sûreté de l'État, par les petites dames à brassard rouge du comité de quartier...

Il se trouve que Guoanbu en chinois, la Sécurité de l'État, se traduit exactement par *StaatsSicherheit* – Stasi ! en allemand. Et l'on se souvient la terreur ressentie par les dirigeants du PC chinois en 1989, après l'écrasement de leur propre Printemps de Pékin, quand le Mur de Berlin a été démantibulé à coups de pioche !

« C'est cela qu'on demande en premier lieu aux services spéciaux chinois, m'explique un confrère journaliste établi depuis longtemps à Pékin. C'est qu'à la faveur des JO, devant les yeux hagards des 4 milliards de téléspectateurs, ne se produise pas un mouvement de revendication comme du temps de Tiananmen. À côté de cela, les risques de terrorisme ouïgour ou tibétain ne sont que des prétextes. Pour s'assurer qu'au contact des étrangers les Pékinois – et tous les Chinois – ne s'intéressent qu'aux jeux, et à rien d'autre ! »

Pourtant l'action politique des « cinq poisons », comme les appelle le Bureau 610 reste angoissante pour le Parti communiste. Pour mémoire, il s'agit des Tibétains, des Ouïgours du Xinjiang, des adhérents de Falungong, des dissidents de tous poils et des « séparatistes » taiwanais... C'est d'abord contre eux qu'a été mis en forme l'extraordinaire organisation de sécurité des JO.

Comment les services secrets préparent les JO

Jusqu'au 17e congrès d'octobre 2007, c'est Luo Gan, le camarade « Tape-Dur », qui a été chargé de préparer le dispositif « renseignement et sécurité » autour des JO à l'échelon du parti et de sa Commission politico-légale. On a vu ce proche de Li Peng, le « boucher de Pékin », exceller dans la répression au moment du massacre de Tiananmen en

1989, coordonner la lutte contre le mouvement Falungong en 1999 et la création du Bureau 610. À ses côtés, le ministre de la Sécurité publique, Zhou Yongkang, a joué un rôle déterminant avant de prendre la succession de Luo au sein du comité permanent du Bureau politique, en octobre 2007, comme coordinateur du secteur de la sécurité et du travail de services spéciaux (*tewu gongzuo).* Il a été remplacé à la direction de la Sécurité publique, le Gonganbu, par le nommé Meng Jianzhu.

C'est à Zhou que revient la tâche suprême de contrôler toutes les agences du renseignement à l'étranger et de la répression à l'intérieur, comme avant lui l'autre Zhou Enlai, le « mandarin révolutionnaire », Kang Sheng le « maître des ombres » ou encore Qiao Shi, « l'Andropov chinois »... Mais sa présence témoigne du fait que le président Hu Jintao n'a pas réussi entièrement à se débarrasser du « gang de Shanghai » qui était dirigé par Zeng Qinghong, lui-même très présent dans le domaine sécuritaire. Or Zhou Yongkang est le beau-frère de Zeng qui restera, dans l'ombre, selon la tradition chinoise, influent au croisement du lobby militaire (ses frères et sœurs sont généraux de l'APL) et de ce qu'on appelle déjà « la mafia du pétrole », un lobby qui joue un rôle crucial, y compris dans le domaine du renseignement, du fait de l'approvisionnement énergétique de la Chine tous azimuts. Mais, dans les dix mois qui lui restent, Zhou Yongkang doit surtout assurer la bonne marche des opérations de contrôle de la population, de la sécurité des JO. Car si un accident terrible ou un attentat survenait, il ne pourrait plus faire « porter le chapeau » au vieux Luo Gan qui lui a laissé, en quelque sorte, un cadeau empoisonné, en prenant sa retraite...

Pour ce faire, le PCC et le gouvernement chinois ont procédé à plusieurs opérations importantes autour du « Groupe dirigeant de la sécurité nationale » (*Guojia Anquan*) dirigé par le président Hu Jintao en personne.

Le comité chinois pour les XXIX^{es} jeux Olympiques (BOCOG) a vu le jour dès décembre 2001, sous forte influence des événements tragiques qui se sont déroulés trois mois plus tôt aux États-Unis à

l'instigation d'Oussama Ben Laden et d'Al-Qaïda. C'est dans ce contexte que sont mis en place des structures d'évaluation des risques qui vont alimenter les structures gouvernementales mais surtout le « Commandement » mis en place pour la sécurité des JO.

Première structure qui sera pérennisée au-delà d'août 2008, un organisme commun au Guoanbu et à la Sécurité publique de coordination antiterroriste. Ce n'est pas une surprise, son animateur est un adjoint du patron du Guoanbu, Geng Huichang.

Il s'agit du professeur Li Wei, également directeur du Centre des études contre-terroristes de l'Institut chinois des relations contemporaines internationales (CICIR). Dans un rapport, Li Wei a validé le choix de Pékin de créer la première agence antiterroriste chinoise qui collaborera aussi bien avec les Occidentaux qu'avec les Russes et les membres du Club de Shanghai, un regroupement qui inclut les anciennes républiques musulmanes d'URSS.

Sa conclusion révèle la nature des véritables enjeux : « Les mesures antiterroristes sont importantes pour assurer un climat de paix sociale ». Autrement dit, les nouvelles mesures ne visent pas seulement d'hypothétiques attaques d'Al-Qaïda, mais aussi bien l'ennemi intérieur représenté par des mouvements philosophico-gymniques comme Falungong et par des mouvements spontanés, telles des jacqueries paysannes du centre Chine, des rébellions sur les marches du pays – Tibet, Xinjiang, Mongolie – que les mouvements sociaux dans les grands centres urbains…

Résultat : l'un des premiers exercices grandeur nature de « lutte antiterroriste » se déroule en Mongolie intérieure, et y participent 2 700 hommes en provenance de diverses unités des forces spéciales de l'Armée populaire de libération, de la Police armée populaire (PAP) et des « chiens à poil bleu » du ministère de la Sécurité publique.

C'est le grand centre industriel de Baotou qui a servi de « terrain de jeux » selon un scénario d'insurrection ouvrière débouchant sur une flambée d'actions terroristes…

Portant la casquette de directeur du Bureau antiterroriste Guoanbu/Gonganbu, le professeur Li Wei – qui a chapeauté

l'opération avec son adjoint Zhao Yongchen – se réjouit de ce que cet exercice a montré que, grâce au « travail antiterroriste », on peut « sauvegarder la sécurité locale et la stabilité sociale ».

La confusion des genres ne s'arrête pas là. Simultanément, un très discret « Groupe de coordination d'État pour le travail antiterroriste » voit le jour. Structure légère – quelques dizaines d'analystes –, il peut court-circuiter les administrations plus lourdes comme le ministère de la Sécurité publique et possède un accès direct au président Hu Jintao, au vice-président rival de ce dernier, Zeng Qinghong (écarté en octobre 2007) et au cabinet du Premier ministre Wen Jiabao.

Sorte de *think tank* plus que comité de coordination à l'anglo-saxonne, le GCETA réalise des rapports réguliers et transmet des suggestions sur la manière d'envisager les risques d'attentats, notamment en prévision des jeux Olympiques de 2008 ou l'Exposition universelle de Shanghai, deux ans plus tard.

Comme souvent chez les Chinois, pour respecter un équilibre institutionnel, ce groupe n'a pas de tête unique, mais deux directeurs adjoints : un fonctionnaire qui a fait carrière dans le contre-espionnage, Xiong Desheng et… à nouveau le professeur Li Wei !

Ce poids lourd de l'antiterrorisme est devenu incontournable depuis qu'il s'est distingué en 2004 par un rapport proposant des modifications importantes dans l'approche chinoise à l'égard du terrorisme, notamment la mise en place d'une agence autonome spécifique antiterroriste. C'est ainsi qu'en juin 2004, le GCETA a vu le jour. « Le gouvernement doit faire des efforts dans plusieurs secteurs de travail, écrit-il alors, notamment la législation, les structures institutionnelles, la recherche technologique, la formation d'un personnel professionnel et la prise de conscience par le public du danger terroriste. »

L'enlèvement de deux ingénieurs chinois fin 2004 à l'étranger a accéléré l'activité du Groupe de travail antiterroriste dans le domaine de la protection des cadres chinois à l'étranger dans les zones dites à

risques où ils sont de plus en plus présents (monde arabo-musulman et Afrique subsaharienne).

Puis, au lendemain de l'attentat islamiste de Londres, le 7 juillet 2005, Li Wei ne manque pas de rédiger encore un rapport mettant en garde contre des risques similaires pour Pékin, et en détaillant les points faibles de la capitale du Nord : « En Grande-Bretagne, comme en Espagne, un an plus tôt, un groupe numériquement assez restreint a pu semer la terreur en zone urbaine. On doit en tenir compte pour Pékin. »

Les nombreux organismes de coordination de la sécurité, dépendant du Conseil des affaires d'État (gouvernement), de la présidence ou du PCC reçoivent naturellement les rapports et les suggestions du Groupe de coordination antiterroriste.

Cependant, pour éviter les ralentissements administratifs, c'est directement le « Groupe dirigeant de la Sûreté de l'État » – dirigé par Hu Jintao, Zhou Yongkang, Geng Huichang – qui reçoit en premier les analyses du professeur Li Wei et de ses collègues.

Le résultat est patent : pour la première fois dans l'histoire des services secrets chinois, un lobby proprement technique, et influencé par les théories des néo-conservateurs américains autour de George Bush autant que par les plus conservateurs au sein du Parti communiste, va guider les premiers pas de l'antiterrorisme et en même temps la protection des JO. Comme il a l'oreille du président Hu Jintao, on crédite le professeur Li Wei d'avoir aussi joué un rôle dans la nomination de son collègue Geng Huichang à la tête du Guoanbu.

La hantise de la « révolution orange » d'Ukraine

Vice-ministre de la Sécurité publique, Liu Jing s'est vu, pendant ce temps, attribuer un rôle dantesque : écraser le mouvement bouddhisto-taoïste Falungong d'ici les jeux Olympiques… Et ceci d'autant qu'en 2006 les dirigeants chinois redoutent une

« révolution orange » à l'ukrainienne. Cette révolution qui a eu lieu fin 2005 et que les services russes et chinois imputent très directement à la CIA fait office d'épouvantail, tout comme le mouvement Solidarité en Pologne inquiétait terriblement Deng Xiaoping vingt ans plus tôt.

En 2005, Liu Jing, a même été chargé d'établir un rapport sur la « révolution orange » en Ukraine et sur la « révolution des roses » en Géorgie. L'objectif : déterminer si la Chine risque de subir un tel bouleversement à cause de l'opposition croissante et non-violente du mouvement Falungong et de mouvements sociaux qui inquiètent les dirigeants du PCC. Des politologues et spécialistes des problèmes de sécurité ont été chargés d'analyser l'utilisation d'ONG par la CIA dans ces deux pays.

Comme toujours, le Guoanbu n'est pas absent de ces opérations en terrain miné. C'est ainsi que les « analystes » Xu Tao, Feng Yujun et Li Dong, experts de l'Institut des recherches internationales contemporaines (CICIR) sont dépêchés à Kiev et Lvov pour effectuer des « relevés sociopolitiques » et concevoir des profils des dirigeants Viktor Iouchtchenko et de son alliée Ioulia Tymochenko présentés comme agents des Américains.

Résultat dans un rapport fourni par Geng Huichang à Hu Jintao : le Guoanbu a pu se procurer la liste des bailleurs de fonds du mouvement « orange » dont l'association Freedom House de l'ex-directeur de la CIA James Woolsey.

Y figure aussi le milliardaire américano-hongrois George Soros *via* son Open Society Institute, déjà dénoncé par le même Guoanbu comme l'un des vecteurs financiers de la contestation du Printemps de Pékin en 1989, et plus précisément de l'entourage de Zhao Ziyang, le secrétaire général réformateur de l'époque et son ami le businessman dissident Wan Runnan, réfugié en France après le massacre de Tiananmen.

Un clou chasse l'autre : à la fin de l'été 2007, c'est encore un autre mouvement qui inquiète les dirigeants de Zhongnanhai : la révolte safran des moines bouddhistes de Birmanie ! Les chefs du PC chinois

se demandent si elle ne risque pas d'avoir une influence sur le Tibet où, au moment où je termine ce livre, des troubles auraient à nouveau éclaté.

Quoi qu'il en soit, Liu Jing ne veut pas prendre de risque avec la « secte Falungong » dont le gourou Li Hongzhi réside aux États-Unis... De son point de vue, il faut poursuivre la traque. On a vu comment était organisé le Bureau 610 à l'étranger sous l'égide de Luo Gan. Il possède évidemment des structures en Chine qui doublent les services de sécurité habituels et prélèvent des effectifs dans leurs rangs. Liu Jing, qui est vice-ministre du Gonganbu, s'appuie sur le 26e Bureau de ce ministère, dirigé par un nommé Zhang Yue. Et par son truchement, des « bureaux 610 » chargés de traquer, d'arrêter, d'interroger les sympathisants du mouvement sont implantés dans chaque bureau régional du Gonganbu en liaison avec son 5e Bureau qui gère l'immense goulag chinois ou *Laogai*.

Comme le dispositif de Liu Jing est de plus chargé de faire face aux révoltes de masse, plutôt qu'au terrorisme ciblé de petits groupes aguerris, on va lui adjoindre les services d'une police antiterroriste née en août 2005.

Il s'agit d'une nouvelle force spéciale équipée des moyens techniques les plus performants afin de faire face à des désordres urbains massifs. Jusque-là, la répression des manifestations, grèves et émeutes avait été assurée par la Police armée populaire, la PAP créée en 1983, avec l'Armée populaire de libération (APL) dans le cas de Tiananmen en 1989. Réformée à la suite de sa désastreuse performance lors du massacre du Printemps de Pékin, la PAP, forte de 800 000 hommes, sous le commandement du général Wu Shuangzhan, n'est toujours pas considérée comme assez efficace pour traiter des nouveaux troubles que génère la mutation de la société chinoise.

« Les nouveaux escadrons de cette nouvelle force pourront mieux traiter les incidents terroristes, les manifestations et autres situations critiques », déclare Zhou Yongkang, quelques mois avant de quitter

son poste de ministre de la Sécurité publique, au cours d'une présentation de cette unité.

Naturellement, on pense à la jonction malheureuse qui pourrait s'opérer entre des foules se rendant à des stades des JO et des désordres en nombre croissant. La preuve : selon les statistiques du Gonganbu pour 2004, quelque 74 000 manifestations et « désordres » auraient eu lieu, auxquels ont participé près de 4 millions de Chinois. Les nouvelles unités seront donc essaimées dans 36 villes, avec pour chaque grande ville – Pékin, Shanghai, Canton, Chongqing, la plus grande avec 32 millions d'habitants –, un noyau de 600 spécialistes équipés d'hélicoptères et de blindés légers.

Mais la PAP n'a pas dit son dernier mot : finalement des commandos de sa 13e brigade spéciale seront aussi présents. Ils sont déjà intervenus dans une centaine d'opérations dans la capitale chinoise où ils sont stationnés, et leur unité d'élite Léopard de Neige est allée jusqu'en Russie pour répéter des exercices d'intervention dans des prises d'otages, du type de l'école de Beslan investie par un commando tchétchène.

L'Armée populaire de libération est aussi présente dans cette grande chorégraphie sécuritaire à l'approche des jeux Olympiques. Sans pénétrer dans le dédale des différents corps d'armée et unités en cause, signalons toutefois quelques-unes de ses missions. Au Comité de sécurité des JO est en effet relié un pôle militaire d'importance : le « Commandement pour le travail de sécurité des JO », dirigé par Tian Tixiang, s'appuie sur le secteur renseignement (l'APL-2) dirigé par le général Chen Xiaogong, mais aussi sur la Sécurité militaire, qui dépend du Département politique de l'APL. L'armée s'est donc vu attribuer huit missions complémentaires des opérations « civiles » de la sécurité : la protection aérienne de Pékin et les autres villes invitantes comme Qingdao pour les sports nautiques ; la sécurité maritime pour ce qui concerne les points d'entrée sur les zones côtières ; la riposte à des attaques nucléaires, biologiques et de terreur chimique (certains bunkers de la ville souterraine, *Dixia Cheng,* ont été modernisés dans cette optique, de même que le commandement souterrain

de la Commission militaire centrale qui y est reliée), et enfin le soutien tactique avec ses propres forces spéciales en cas d'attentats terroristes et de prises d'otages. Pendant toute l'année qui aura précédé les jeux, l'APL aura organisé près de 25 exercices grandeur réelle de situations de crise.

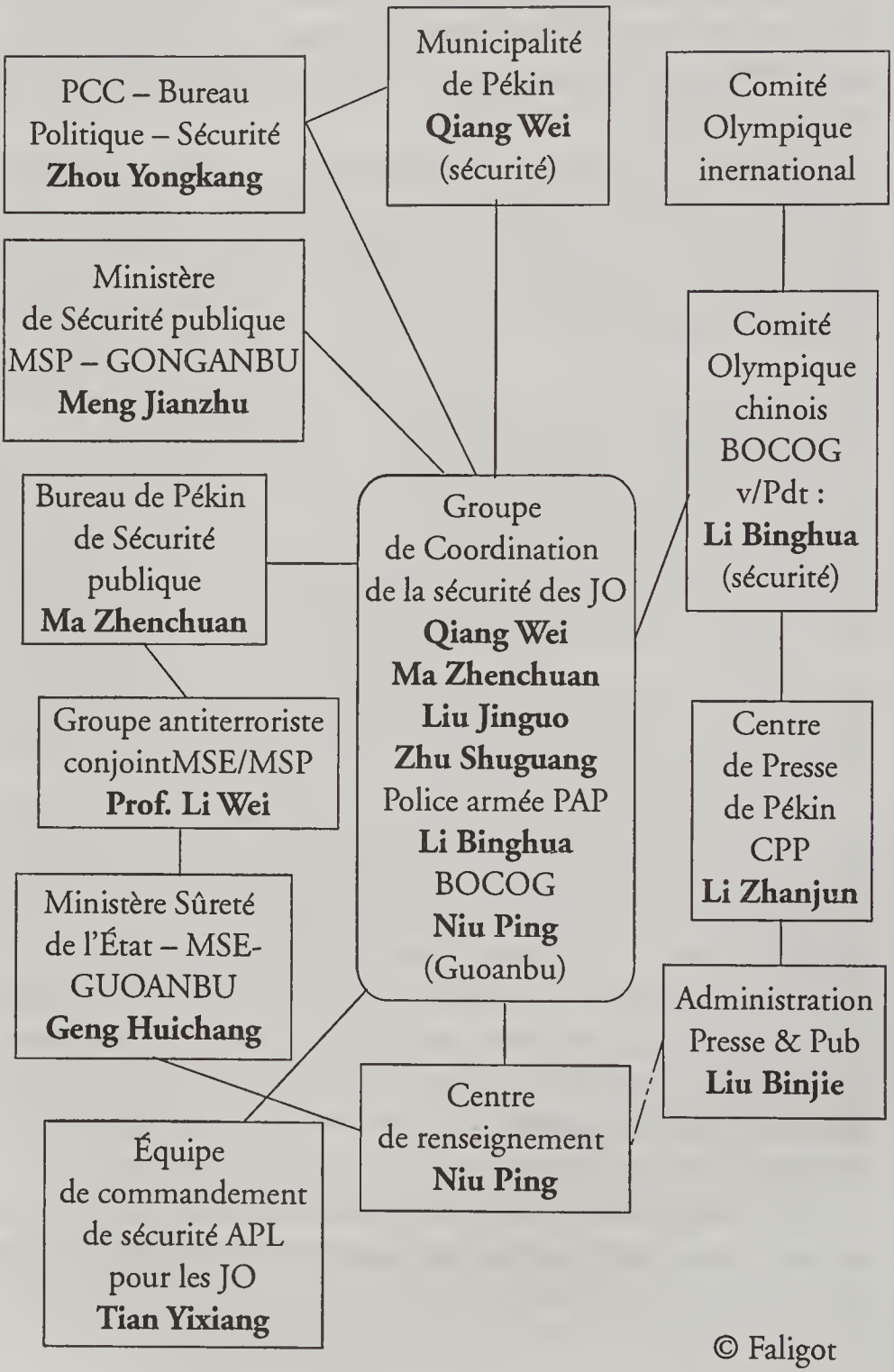
Alors que va se former un comité polyvalent de sécurité des JO, relié à la fois au BOCOG (le comité chinois olympique) et à la municipalité de Pékin, reste un problème épineux qui n'a pas été résolu et qui explique que les services passent leur temps à visiter des agences de renseignement étrangères ou à solliciter des visiteurs un tant soit peu connaisseurs – universitaires ou journalistes – comme je l'ai expliqué pour ce qui me concerne en début de ce livre.

Et ce problème oppose au fond deux lobbies et deux théories de la sécurité chinoise. L'un, représenté par le professeur Li Wei du Guoanbu, voit des commandos d'Al-Qaïda partout, des terroristes parmi lesquels il veut classer aussi bien Ouïgours que Tibétains ; et l'autre, plutôt avec la Sécurité publique de Liu Jing, s'attend à des mouvements de masse qui dégénéreraient, ou à une résurgence de Falungong comme lorsque ce dernier avait assiégé pacifiquement, en 1999, Zhongnanhai.

La paranoïa croît alors que se rapproche la date fatidique du 8-8-2008. En novembre 2007, les services spéciaux laissent entendre que la sécurité a été renforcée pour empêcher une attaque bactériologique pendant les jeux Olympiques. Et tout particulièrement par une surveillance mensuelle des 27 laboratoires de la capitale, dans lesquels on ne veut pas que des virus, des bactéries ou des agents porteurs de maladies soient volés... Selon Liu Jing, c'est toujours ce genre d'attentat qu'on peut craindre au moment des JO. Se rallie-t-il aux théories de son rival Li Wei ?

Pour mettre tout ce beau monde d'accord sur les risques réels, une solution s'impose d'elle-même : une surveillance totale qui ne souffre pas de faille ni d'exception...

Les services de sécurité et d'espionnage des JO 2008



© Faligot

Centre de commandement de la sécurité des JO

Dans son rapport d'étape sur la sécurité des jeux Olympiques de 2008, remis à la mi-février 2007 au président Hu Jintao, le maire adjoint de Pékin, Qiang Wei, estime que tout va bien. La mise en place du Centre de commandement de la sécurité des JO, inauguré en juin 2006, a été concluant. On est beaucoup plus discret pour ce qui concerne le « Centre de renseignement » spécialement conçu pour cet événement sportif et dont l'objectif est de traquer, à l'étranger comme en Chine, les opposants – Ouighours, Tibétains et Falungong – et les espions étrangers déguisés en journalistes sportifs…

Avant de devenir, jusqu'en 2001, directeur du Bureau de Sécurité publique de Pékin (*Beijing Gonganju*), Qiang Wei – né en 1953, l'année du Serpent – a fait carrière dans l'industrie chimique et il a été élu à divers postes politiques de la municipalité de Pékin. Son rôle dans la Ligue des jeunes communistes, dont le futur président Hu Jintao est alors le chef, a évidemment joué dans sa nomination de « Monsieur Sécurité » des JO, tout comme dans celle du maire de Pékin en décembre 2007.

Doté d'un budget de 1,3 milliard de dollars, Qiang a demandé une aide spéciale aux services de sécurité américains, russes, allemands, britanniques et français, ainsi que les conseils d'Europol, après avoir étudié de près, lui aussi, les procédures des JO d'Athènes. Et il ne cache pas que pour lui la plus grande menace vient d'Al-Qaïda, *via* des relais indépendantistes ouïgours. Par surcroît, des entreprises privées de sécurité, américaines et européennes, fournissent de l'appareillage de pointe… quand il n'a pas été acheté au salon de la sécurité Milipol qui se tient chaque année à Paris.

Directeur du Groupe de coordination de la sécurité, Qiang Wei a annoncé le lancement du « Centre de commandement de la sécurité » des JO qui permettrait d'assurer en temps réel la riposte à tout risque émanant de ce genre de rassemblement.

Il s'entoure alors de cinq directeurs adjoints : Ma Zhenchuan, son successeur comme directeur de la Sécurité publique municipale particulièrement chargé de la surveillance technologique (vidéo ou informatique : interception d'e-mails, de SMS, de téléphones portables) ; le vice-ministre de la Sécurité publique, Liu Jinguo, qui assure la liaison politique avec le ministre Meng Jianzhu ; Zhu Shuguang, commandant adjoint de la Police armée du peuple (PAP) ; Li Binghua, le vice-président du Comité organisateur des jeux, chargé des relations pour les problèmes de sécurité avec les fédérations sportives invitées ; et enfin, Niu Ping sur lequel on préfère ne pas communiquer pour cause, il s'agit d'un vétéran du contre-espionnage et vice-ministre de la Sûreté de l'État.

Par son truchement, le Guoanbu a pour mission de diriger l'autre branche du Comité de coordination, le Centre de renseignement (*Qingbao Zhongxin*). Cet organisme a aussi été créé en juin 2006, sans tambour ni trompette. Il doit rassembler les informations concernant les dangers menaçant les JO. Il compte pour ce faire sur les postes de renseignement du Guoanbu à l'étranger, mais n'hésite pas à demander également des informations aux centrales de renseignement étrangères.

Un pôle spécial du Guoanbu a été mis en branle au Xinjiang et au Tibet pour anticiper des mouvements considérés comme subversifs, ainsi que d'éventuelles activités des services secrets de Taiwan, très présents dans le Fujian ou à Shanghai et qui, selon les responsables de Pékin, pourraient tenter de réaliser des coups de main… Et selon des informations étonnantes, mais concordantes, des équipes spéciales du même Guoanbu, et de l'APL-2 dirigés par le général Chen Xiaogong, ont gagné le Pakistan et l'Afghanistan pour prendre langue, *via* leurs anciens amis talibans et des cadres de l'ISI pakistanais, avec l'état-major d'Al-Qaïda, afin de faire comprendre à ses dirigeants qu'ils n'ont aucun intérêt à perturber les jeux Olympiques de Pékin…

Le paradoxe de l'activité du Centre de renseignement des JO, c'est que, selon des sources de ces mêmes services occidentaux, celui-ci

jouera aussi un rôle pour détecter les membres de services étrangers qui tenteront de s'immiscer à Pékin, sous couverture sportive, à des fins d'espionnage. C'est lui qui pilote le fichage des journalistes, des sportifs, des supporters venus en touristes et donc presque plus difficiles à cadrer.

En outre, parmi les étonnantes missions de ce service, se trouve aussi la protection de la flamme olympique. Un véritable casse-tête dans la mesure où après avoir été allumée à Olympie le 25 mars et transportée au stade Panathinaikos, la flamme se sera envolée pour Pékin le 31. Et de là commence le plus long itinéraire de relais sous l'étendard des slogans « Voyage de l'harmonie » (en référence aux slogans de Hu Jintao) et « Allume le feu sacré, propage notre rêve », qui lui fait référence au slogan du Parti communiste « Un monde, un rêve », depuis des mois sur les murs de Pékin. Sur 130 jours, près de 20 000 relayeurs auront parcouru 137 000 kilomètres à travers toute la Chine, la plus longue distance jamais parcourue dans l'histoire des JO. Non sans avoir effectué un crochet très « diplomatique » chez les camarades de Corée du Nord…

Mais la flamme risquerait-elle d'être détournée, volée, utilisée à des fins de propagande par quelque groupe tibétain, ouïgour ou amateur de gymnastique *qigong*, affilié à Falungong ? Pour pallier ce terrible danger, chaque province a établi un critère évidemment très sévère sous contrôle des services de sécurité. On a aussi beaucoup sélectionné de policiers et de soldats, jugés plus sûrs, pour porter au pinacle les idéaux de l'olympisme et le symbole lumineux inventé par Pierre de Coubertin.

Fichage des journalistes et des touristes

Sous prétexte d'organiser la sécurité des JO, les services chinois ont évidemment lancé leur plus grande opération de fichage d'étrangers, en plus du contrôle traditionnel des populations chinoises.

Un comité spécial a été formé théoriquement pour faciliter l'accès aux JO des journalistes sportifs en relation avec le Comité international olympique. Mais celui-ci a dû se former aux conditions draconiennes habituelles pour les journalistes étrangers en visite. Pour résumer, un visa leur est attribué à condition qu'ils soient invités par des institutions et à condition de préciser la liste des personnes qui seront interviewées, ainsi que les lieux qui seront visités. Cela permet évidemment d'assurer de la part de la section des relations internationales du Guoanbu, chargée des journalistes, un « suivi » plus facile des sujets que s'ils étaient venus avec un simple visa touriste, mais au risque de provoquer des rétorsions contre eux-mêmes ou leur rédaction.

Les journalistes sont soumis, pour leur obtention de visas et de permis d'accès aux stades, à un fichage extrêmement élaboré qui, selon les autorités, visent à empêcher de « faux journalistes » d'opérer sur le sol chinois.

Les autorités chinoises ont promis d'assouplir les restrictions sur les reportages des journalistes venus explicitement pour couvrir les JO, ou réaliser des pré-enquêtes en amont de cet événement planétaire. Moyennant quoi, le Guoanbu, le Gonganbu, le ministère de l'Information, pour ne parler que de trois administrations principales – sur les 20 ministères reliés au comité de sécurité des JO –, ont établi un protocole de fichage plutôt serré.

Voici leurs codes descriptifs tels qu'ils entrent dans les ordinateurs du Guoanbu en même tant que dans ceux du service de presse du comité olympique de Pékin (CPP), en liaison avec le Centre de presse du Stade national olympique (CNO) :

(E) Journaliste, rédacteur, rédacteur photo, généraliste dépendant d'un média ou indépendant sous contrat – (Es) Journaliste sportif : Journaliste spécialisé dans l'un des sports olympiques – (EP) ; Catégorie Photographe : Photographe – (EPs) Photographe sportif spécialisé – (ET) Technicien – (EC) Auxiliaire (employés de bureau, secrétaires, interprètes, chauffeurs, coursiers). N'ont accès qu'au CPP. Incorporés aux groupes de presse, aux journaux/revues et CNO ayant réservé un

bureau privé au CPP. – (ENR) Membre d'une organisation de radio et/ou de télévision non détentrice de droits (accordés par le CIO) – (Ex) Presse locale. Pour les JO de Pékin, cette catégorie ne donne accès qu'aux installations olympiques (zone 4) des villes coorganisatrices lors des épreuves de football, de voile et d'équitation. Aucun accès n'est prévu dans les installations de la capitale, y compris le CPP – (Epx) Photographe local. Pour les JO de Pékin, cette catégorie ne donne accès qu'aux installations olympiques (zone 4) des villes coorganisatrices lors des épreuves de football, de voile et d'équitation. Aucun accès n'est prévu dans les installations de la capitale, y compris le CPP.

Simultanément, dans toutes les ambassades à l'étranger, des équipes ont été constituées pour identifier les journalistes sportifs, la nature des médias, définir si ceux-ci ont une attitude « antagoniste » ou « amicale » à l'égard de la Chine… Leur travail est relié à celui des postes de renseignements sous couverture diplomatique : Département information des affaires étrangères, Bureau 610, Guoanbu, Département du travail de front uni, Département des liaisons internationales du PCC, bureau d'investigation politique du parti, le poste police (les chargés de liaison du Gonganbu), le Département de liaison de l'APL, le 2e Département (APL-2) du poste des attachés de Défense, et je suis sûr que j'en oublie pour les grandes capitales. Le vice-ministre Li Junru m'a même signalé l'existence de quelques postes de l'École centrale du parti à l'étranger comme, par exemple, à l'ambassade de Washington.

Ce travail a naturellement pour objectif d'assurer la sécurité au sens chinois : éviter que des journalistes venus sous prétexte de couvrir les épreuves sportives n'effectuent des reportages sur des sujets tendancieux (au hasard la répression d'internet, la situation des Ouïgours dans la capitale, etc.).

De plus, comme les Chinois utilisent de façon systématique leurs médias d'État comme « couverture » pour les activités de renseignements, à commencer par l'agence de presse Chine nouvelle, ils en déduisent à l'inverse que la CIA, le BND allemand ou la DGSE française vont envoyer des bataillons d'« honorables correspondants ».

En sens contraire, cependant, le MI 5 britannique, qui jamais ne sommeille, a mis en garde des visiteurs britanniques pendant les jeux Olympiques de se méfier des tentatives de recrutement en tant qu'« amis de la Chine », une mise en garde qui ne vaut sans doute pas uniquement pour les sujets de Sa Gracieuse Majesté.

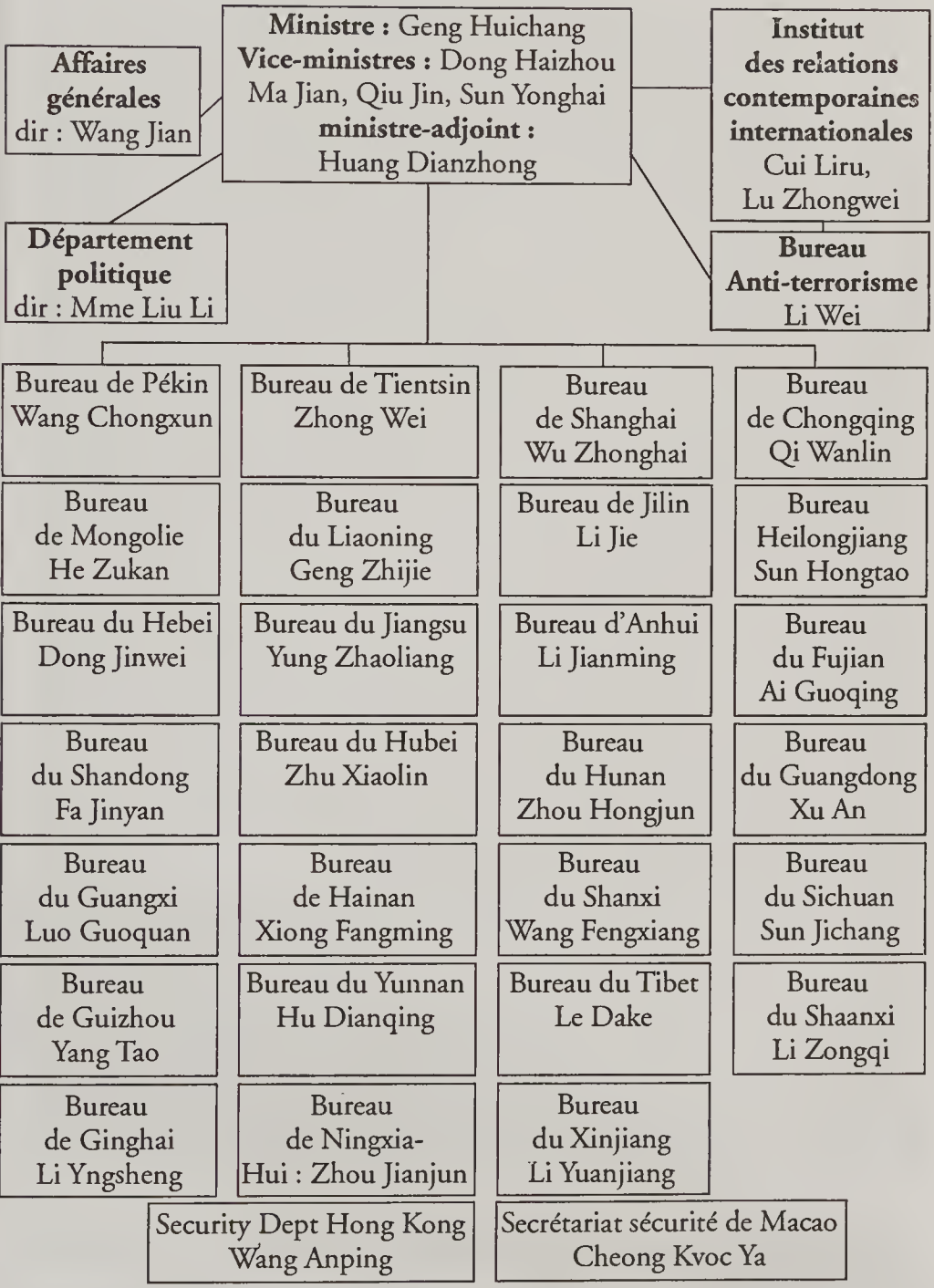
Mais à part les espions étrangers, ce sont surtout les militants des droits de l'homme que les services de sécurité veulent empêcher de perturber la bonne marche des joutes sportives. Une banderole déployée avec « Vive le Tibet libre ! » pendant une épreuve de natation dans laquelle excelle Laure Manaudou est aussi inacceptable pour les « chiens à poil bleu » du Gonganbu qu'un attentat imputé aux Ouïgours (du genre de celui qui a noirci le portrait de Mao Zedong sur la place Tiananmen en mai 2007)…

D'où le fichage, décrit dans mon chapitre sur le Bureau 610, des associations de *qigong*, d'arts martiaux, pas seulement en Chine mais aussi dans des pays – France, RFA, Australie, Canada – jugés comme des pépinières d'adhérents de Falungong. Des ressortissants de ces pays, membres ou sympathisants de Falungong, risqueraient de venir comme de simples supporters d'équipes sportives pour provoquer des incidents non-violents, voire des conférences de presse comme celle réalisée à l'automne 2007 par l'équipe de Reporters sans frontières près du centre de presse des JO, à Pékin…

Parmi les organismes chargés d'organiser des banques de données, on retrouve les analystes des relations des études contemporaines internationales (CICIR) qui réalisent un vaste programme de fichage d'ONG notamment sur le Darfour, ainsi que des organisations internationales favorables au boycott des JO. L'un des enjeux est évidemment d'établir des relations entre ces groupes et la CIA. Une fois de plus, comme dans toute leur histoire, les services spéciaux chinois sont pris entre deux feux : quémander l'aide de la technologie et du savoir-faire américain pour lutter contre le terrorisme, et marquer des points comme la même Amérique en développant leur dispositif d'espionnage avec leur rival numéro un au monde…

Organisation du ministère de la Sûreté de l'État
***Guojia Anquanbu* ou GUOANBU,**
direction et bureaux régionaux en 2008

国家安全部



© Faligot

Le plus grand service secret du XXIe siècle ?

Ces services spéciaux chinois sont devenus, au début de ce XXIe siècle, les plus importants au monde. Au moins par le nombre de leurs fonctionnaires, de leurs officiers traitants et de leurs agents, même s'ils n'ont pas encore atteint le niveau technologique des Américains, notamment dans le domaine des interceptions de communications et de l'usage de leur cheptel de satellites espions. Mais ils s'en rapprochent. Les nombreuses cyberattaques imputées en bonne partie aux unités spécialisées de l'Armée populaire de libération le démontrent. De même que l'énorme siphonnage du renseignement économique, scientifique et technologique décrit sous le terme générique du « stratagème de la lamproie ». Le renseignement militaire et technologique a pris un ascendant considérable, alors que les Chinois développent leur armement et leurs moyens sur terre, sur mer et sous les mers, dans le ciel et bien plus loin dans l'espace en direction de Mars. Leur intervention stratégique dans la recherche des potentiels énergétiques les amène à intervenir sur des continents d'où ils étaient jusque-là excentrés. L'Afrique et l'Amérique latine, où la Chine de Mao avait essayé, en vain, de fomenter des révolutions, sont devenues de vraies zones d'influence par des biais essentiellement économiques et culturels. Le continent noir est une zone d'un tel succès pour la Chine qu'elle y supplante l'Union européenne comme partenaire de commerce et de développement.

La stratégie de séduction culturelle, aussi décrite sous l'appellation de *soft power* (le pouvoir attractif), joue un rôle inattendu : le maillage des instituts Confucius pour la promotion du mandarin et de la culture en sont un exemple (d'ailleurs épaulé par de grands équipementiers comme Huwai Technologies ou ZTE qui n'ont pas que la propagation de la culture chinoise comme objectif[2]). Les jeux Olympiques avec leur slogan « Un monde, un rêve » en 2008 font

2. Voir *Soupçons sur les Instituts Confucius, in Intelligence Online,* N° 558, 15 novembre 2007.

partie de cette puissante stratégie. Tout comme le fera l'Exposition universelle de Shanghai en 2010.

À ce jour, les services chinois demeuraient les moins connus. Ce livre aura contribué à mieux révéler leur importance. Demain le mot « GUOANBU » sera sans doute aussi connu que les initiales « KGB » l'étaient jadis. Ce qui appelle d'ailleurs une réflexion liée à l'évolution de la société chinoise dans les décennies à venir. Comme dans l'URSS d'autrefois – et d'une certaine façon dans la Fédération de Russie sous Vladimir Poutine – les services de sécurité et de renseignement ne sont pas simplement un organe de connaissance, voire d'influence et d'action limitée, comme dans les pays démocratiques. Ils constituent un pilier essentiel du pouvoir aux côtés de l'armée et du Parti unique au pouvoir.

Dans le système chinois, les relations spéciales que sont les *guanxi* jouent un rôle décisif dans la promotion ou au contraire la chute de tel ou tel clan. On l'a bien vu dans des épisodes tourmentés de l'histoire du PCC ou ensuite dans la Chine d'après 1949. Des réseaux régionaux, générationnels, selon les écoles comme l'université de Qinghua, le clan de Shanghai autour de Jiang Zemin, le réseau des dirigeants de la Ligue des jeunes communistes autour de Hu Jintao ou du lobby pétrolier avec Zeng Qinghong, tout cela joue un rôle qui se reproduit à travers les générations. Le lobby de la sécurité constitue un de ces réseaux, mais il est traversé lui-même par d'autres maillages (régionaux, générationnels, techniques). Tout comme l'est l'Armée populaire de libération. D'où la difficulté de suivre parfois les enjeux qui sont ceux des services spéciaux chinois.

Par ailleurs, la question se pose comme pour l'ex-URSS, dans laquelle certains chefs du KGB, Andropov en tête, avaient joué un rôle central dans la réforme du pays, plaçant sur orbite Gorbatchev. Une première tentative semble avoir été tentée au début des années 1990 par l'« Andropov chinois », Qiao Shi. D'autres auront sans doute lieu à l'avenir.

Mais avec le PCC comme parti unique, le rôle clef des services de renseignements demeure, sur le plan politique, tout aussi décisif dans

la conduite des affaires intérieures et le contrôle des populations, dans la bataille des clans qui, à tour de rôle, ferraillent pour prendre ou conserver le pouvoir. À quelques exceptions près, comme en Russie ou en Iran, en Corée du Nord, cela reste un cas assez rare.

On a vu que ces hommes et ces femmes de l'art secret ou des « affaires spéciales », comme l'on dit en chinois, ont considérablement modernisé leurs méthodes à l'heure de la guerre dans le cyberespace et des grandes batailles économiques de la mondialisation.

Cependant, ils sont ancrés aussi dans des traditions et une philosophie fort anciennes. Tout comme les Indiens, ils puisent des méthodes ancestrales dans des traités antiques : *L'Art de la guerre, Les Trente-six stratagèmes*, etc. Il n'est que de lire les nombreux ouvrages de stratèges de l'Armée populaire de libération qui nous expliquent aujourd'hui comment ces principes édictés il y a si longtemps s'adaptent merveilleusement aux nouvelles techniques de la guerre secrète et asymétrique à l'époque d'internet et de l'infoguerre.

Né dans la concession française de Shanghai, le service secret du Parti communiste chinois s'était aussi inspiré des méthodes du renseignement français et britannique. D'autant que Zhou Enlai et Deng Xiaoping avaient eu maille à partir, en France, avec la Sûreté nationale et le 2e Bureau. À la fin du XXe siècle, les patrons de la Sûreté de l'État pékinoise, le Guoanbu, à commencer par l'inamovible ministre Jia Chunwang, ne tarissaient pas d'éloges sur la DGSE et la DST françaises qui leur taillaient pourtant des croupières. Non sans s'intéresser, bien sûr, aux activités prépondérantes de la communauté anglo-saxonne du renseignement : les Britanniques de l'Intelligence Service (en pointe à cause de leur rôle dans la concession internationale de Shanghai, à Singapour et à Hong Kong), puis les Américains ainsi que les Australiens et les Canadiens, trop souvent sous-estimés.

Communisme oblige : l'influence soviétique fut déterminante à partir du moment où l'Internationale – le Komintern – ne se contenta plus de déployer des réseaux en Chine, mais forma à Moscou des cadres du futur KGB chinois. Kang Sheng, le « maître des ombres », en fut la figure de proue dans les années 1930 et organisa, de retour de la

Loubianka, des opérations contre les nationalistes du Kuomintang et contre les impérialistes japonais. Il organisa surtout dans ces années 1940, au cœur de la base rouge de Yan'an, et à l'issue de la Longue Marche de Mao, un contre-espionnage et une police secrète implacables dont les dissidents communistes, brocardés comme « espions » firent les frais. Sa « campagne de rectification » n'eut rien à envier aux purges et aux procès de Moscou orchestrés par son alter ego russe, Lavrenti Beria. Elle préfigura la sanglante répression qu'il organisa à nouveau pendant la Révolution culturelle et dont Deng Xiaoping fut l'une des victimes les plus célèbres.

Entre-temps, dans ces années 1960 avant que la marée humaine des gardes rouges ne défile le « Petit Livre rouge » à la main, Kang Sheng fut aussi chargé d'amorcer le schisme sino-soviétique et, du coup, l'influence soviétique s'effilocha officiellement même si les méthodes, propres au communisme stalinien, demeuraient présentes. Avec la chute du communisme en Europe orientale, le renseignement russe fragmenté s'est recroquevillé, se réduisant de celui d'une puissance mondiale du temps de la guerre froide à celui d'une puissance régionale. Par un phénomène de bascule propre aux mutations du monde dans lequel nous vivons, son homologue chinois a accru son champ opérationnel, d'un pays en voie de développement, surtout présent en Asie, à un État qui se prépare à devenir l'une des toutes premières superpuissances tant économiques que militaires. Symbole parlant de cette mutation : la façon dont les Chinois ont remplacé dans les années 1990 les Soviétiques dans la gestion de la base d'interception de communications de Lourdes, à Cuba…

Il faudra attendre le début de notre XXI^e^ siècle pour assister aux retrouvailles, à l'entente cordiale sinon à la coopération enthousiaste entre services spéciaux russes et chinois. Je pense que c'est l'une des révélations importantes de ce livre que de décrire la véritable relation entre le KGB – puis son successeur sous Vladimir Poutine – et le service secret chinois.

Mais ce n'est pas tout : au contact des grandes puissances occidentales ou asiatiques, le vaste conglomérat du renseignement de

l'APL a également métamorphosé ses organes et sa manière d'opérer. Aucun secteur du renseignement stratégique n'est épargné, à commencer par les enjeux considérables que sont la conquête des mers ou celle de l'espace.

The last but not the least : sous l'impulsion des présidents Deng Xiaoping et Jiang Zemin, et de leurs équipes, une vaste nébuleuse du renseignement économique, technologique et financier a vu le jour. Elle agit aussi bien dans le domaine de l'information ouverte que de l'espionnage clandestin. Pour ce faire, des structures d'État ou des services de renseignement provinciaux, voire citadins dans les grandes mégapoles comme Shanghai ou Chongqing, se sont manifestement inspirés du système japonais inauguré par le modèle du MITI, le ministère du Commerce intérieur et de l'Industrie, même s'ils l'ont « sinisé ». Formidable collecte de l'information économique que complète le pillage technologique et scientifique par le biais d'opérations spéciales décrites plus loin. Là encore, la Chine possède un *manpower* inégalé, l'important réseau relationnel avec les Chinois d'outre-mer, les *huaqiao,* et une méthode, appelée le « stratagème de la lamproie », unique au monde.

Ensemble, au nom du « patriotisme économique », ils jouent un jeu décisif aussi bien dans la conquête des gisements énergétiques que dans la saturation des marchés extérieurs ou la conquête de la téléphonie mondiale grâce à des grands conglomérats comme Huwaei ou ZTE.

Au lendemain du 11 septembre 2001, Pékin a considérablement accru son implication dans l'antiterrorisme au point que les organismes mis en place ont joué un rôle clef dans la préparation des jeux Olympiques de 2008, comme on vient de le voir. Cela aussi, c'est une facette importante de l'irruption de la Chine dans la mondialisation.

Les Chinois eux-mêmes ne sont pas peu fiers de leur « culture du renseignement » et d'un passé récent qui, contre vents et marées, leur a permis de bâtir leur État et leur nouvelle stratégie mondiale. Je m'en suis aperçu tout au long du dernier volet de mon enquête. J'en veux pour preuve deux exemples. D'abord, de nombreux livres, certes de qualité inégale, sont publiés en Chine sur l'histoire des services

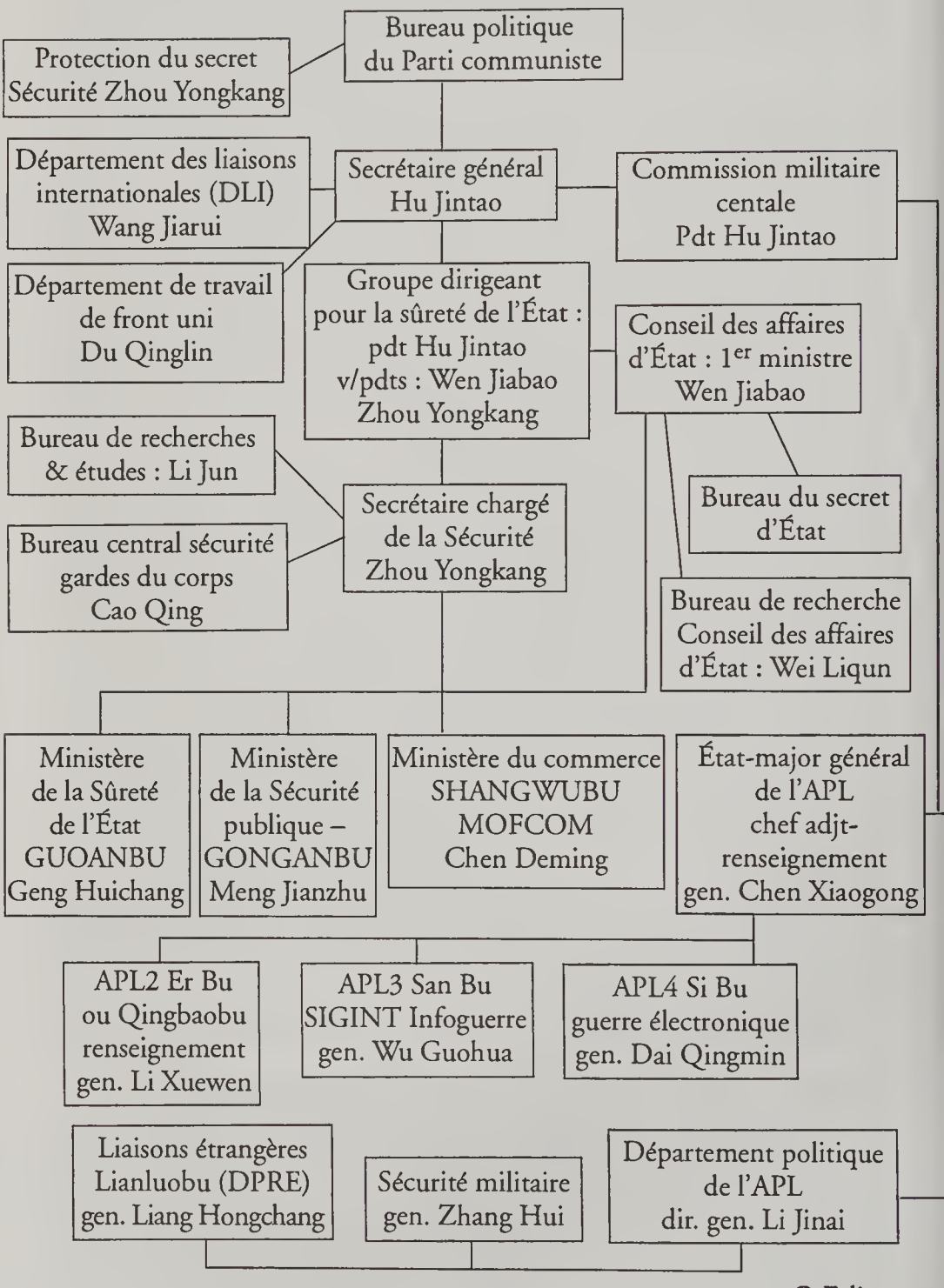
secrets. Ensuite, les sources ouvertes sont beaucoup plus vastes, notamment grâce à internet, à la lecture des journaux, des blogs, des présentations de diverses structures d'État, des journaux régionaux, des nouvelles de l'APL, ou évidemment d'organismes privés. Ainsi, jadis la composition de l'organigramme du Département des liaisons internationales (DLI), important organisme de renseignement politique du Comité central du parti communisme, demandait un patient travail de bénédictin, souvent incomplet. Aujourd'hui, le même DLI possède son propre site internet en chinois, où il est possible d'identifier les divers départements et tous leurs animateurs. Même phénomène étonnant de l'Institut des relations contemporaines internationales, vitrine du service secret Guoanbu que dirige désormais Geng Huichang, l'homme au sourire de chat du Cheshire.

Ce qui ne veut pas dire, naturellement, que de nombreuses opérations spéciales des « poissons des grands fonds » comme l'on appelle les opérationnels illégaux immergés dans les communautés des Chinois d'outre-mer, sont dévoilées. Ni que le *modus operandi* de ces derniers ne puisse être saisi, sans de nombreuses sources additionnelles, à commencer par le témoignage d'anciens agents ou de fonctionnaires expérimentés des services qui les affrontent. Ou tout simplement de Chinois qui fréquentent ces milieux dans l'appareil d'État, la diplomatie ou le secteur privé. J'ai trouvé beaucoup plus de gens prêts à m'en parler que je ne l'espérais.

D'ailleurs si je ne peux les nommer pour l'instant, c'est le moment de les remercier de m'avoir consacré du temps, de même que tous ceux qui sont cités dans ce livre dans le cadre d'entretiens sur plusieurs continents.

Ces remerciements valent aussi pour ceux des services de sécurité occidentaux et asiatiques qui m'ont expliqué comment ils envisageaient leur travail, et pourquoi on prenait au sérieux désormais la montée en puissance des services secrets chinois, et plus généralement de l'ensemble du dispositif de renseignement de Pékin. Parce qu'ils ont compris que c'est l'un des moteurs de la grande mutation que vit cet empire du Milieu, et par ricochet, l'ensemble de la planète.

La communauté du renseignement chinois en 2008



© Faligot

Glossaire

Les termes chinois sont expliqués dans le texte.
Voici ceux qui reviennent le plus fréquemment :

Diaochabu : service de renseignement du Comité central du PCC
Gonganbu : Sécurité publique, police du régime
Guanxi : relations à la chinoise
Guoanbu : Sûreté de l'État, le KGB chinois
Laogai : l'équivalent du goulag en Chine
Qingbaobu : service de renseignement militaire (2e Département ou APL-2)
Teke : « Section spéciale », service secret du PCC à Shanghai (1928-1934)
Tewu : « Affaires spéciales », terme global des renseignement chinois
Zhongnanhai : « les lacs du milieu et du sud » – résidence des dirigeants à Pékin
Zhongshebu : Département des affaires sociales, service secret de 1938 à 1955

Abréviations

ANP : Assemblée nationale populaire
APL : Armée populaire de libération

APL-2 : 2e Département de l'APL : service de renseignement de l'armée
APL-3 : 3e Département de l'APL : service d'interceptions de l'armée
APL-4 : 4e Département de l'APL : service des radars et contre-mesures
BP : Bureau politique
CC : Comité central
CMC : Commission militaire centrale du Parti communiste qui dirige l'APL
COSTIND : Commission des sciences, des technologies et de l'industrie de la. Défense nationale
DAS : Département des affaires sociales, service secret (1937-1961) (*Shehuibu*)
DLI : Département des liaisons internationales, service de renseignement (PCC)
DTFU : Département du travail de front uni, service de renseignement (PCC)
PCC : Parti communiste chinois
SIGINT : Signal Intelligence

Chronologie

1900	Révolte des Boxeurs (Cinquante-cinq jours de Pékin).
1904-1905	Guerre russo-japonaise. Le Japon annexe Taiwan.
1911	Révolution nationaliste.
1912	Sun Yat-sen président de la première République. Disparition officielle de la dynastie Mandchoue (Qing). Naissance du Kuomintang.
1921	Création du Parti communiste chinois à Shanghai (PCC).
1922	PCC créé à Paris avec Zhou Enlai et Deng Xiaoping.
1926	Formation du premier service secret par Zhou Enlai.
1927	Bataille de Shanghai, Chiang Kai-shek et le Kuomintang écrasent le PCC.
1928	*Les Conquérants* d'André Malraux.
1929	Mao fonde la République soviétique du Jiangxi.
1931	Les Japonais entrent en Mandchourie (18 septembre).
1932	Les Japonais attaquent Shanghai, ils créent le Mandchoukuo avec Pu Yi comme « empereur ».
1933	*La Condition humaine* d'André Malraux.
1934	Longue Marche dirigée par Mao Zedong. Publication du *Lotus bleu.*
1935	Installation à Yan'an, conférence de Zunyi : Mao prend le contrôle du PCC.
1936	Arrivée de Kang Sheng à Yan'an où il crée un nouveau service secret, le Département des affaires sociales.
1937	Offensive japonaise, Massacre de Nankin (150 000 Chinois tués).

1941	L'URSS et les USA entrent en guerre après l'invasion nazie (juin) et Pearl Harbor (décembre).
1942	Campagne de rectification organisée par Kang Sheng.
1945	Bombe atomique sur Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août), capitulation du Japon (14 août), début de la guerre entre PCC et Kuomintang.
1949	Victoire de Mao, 1er octobre, proclamation de la République populaire de Chine, fondation du ministère de la Sécurité publique (*Gonganbu*). Les nationalistes se réfugient avec Chiang Kai-shek à Taiwan.
1951	Occupation du Tibet.
1956-1957	« Les Cent Fleurs » (300 000 « droitiers » dénoncés, beaucoup incarcérés et « rééduqués »).
1958	« Grand Bond en avant » (30 millions de morts).
1959	Liu Shaoqi devient président, Mao en minorité.
1960	Rupture de la Chine avec l'URSS.
1961	Création du Département d'enquêtes du PCC (*Diaochabu*).
1962	Guerre sino-indienne.
1964	Première expérimentation nucléaire chinoise.
1965	La France du général de Gaulle reconnaît la Chine de Mao. Coup d'État en Indonésie.
1966	Révolution culturelle, dirigée par Mao, Zhou Enlai, Kang Sheng, la Bande des Quatre avec Jiang Qing (Mme Mao) (10 millions de morts).
1967	Liu Shaoqi et Deng Xiaoping éliminés. La Chine au bord de la guerre civile.
1969	Liu Shaoqi meurt en prison (sa mort est cachée jusqu'en 1979).
1970	Premier satellite chinois.
1971	Mort du maréchal Lin Biao (septembre), la Chine entre à l'ONU (octobre).
1972	Nixon se rend en Chine.
1973	réapparition de Deng Xiaoping.

1974	Découverte de l'armure de Xi'an.
1975	Zhou Enlai présente les « quatre modernisations ». Mort de Kang Sheng. Victoire des Khmers rouges. Mort de Chiang Kai-shek.
1976	Mort de Zhou Enlai et Mao Zedong (9 septembre), arrestation de la Bande des Quatre. Tremblement de terre qui fait 250 000 morts. Quatre modernisations.
1977	Retour de Deng Xiaoping. « Printemps de Pékin ».
1979	L'APL battue par l'armée vietnamienne ; condamnation à quinze ans de prison de Wei Jinsheng qui a prôné la « cinquième modernisation », la démocratie (libéré en 1993, recondamné, libéré et expulsé aux USA en 1997).
1980	Procès de la Bande des Quatre.
1982	Hua Guofeng écarté, Deng Xiaoping au pouvoir.
1983	Création du ministère de la Sûreté de l'État (Guoanbu).
1984	Accord Deng Xiaoping-Margaret Thatcher sur la rétrocession de Hong Kong en 1997. Autonomie économique de régions spéciales.
1987	La Chine annonce qu'elle a plus de 1 milliard d'habitants – Accord sino-portugais sur le retour de Macao à la Chine en 1999. *Le Dernier Empereur* de Bertolucci reçoit neuf oscars à Hollywood.
1989	État de siège au Tibet, massacre de la place Tiananmen, le dalaï-lama reçoit le prix Nobel de la paix.
1992	Jiang Zemin président et secrétaire PCC.
1996	L'APL tire des missiles dans le détroit de Taiwan où se produisent les premières élections libres.
1997	Mort de Deng Xiaoping, rétrocession de Hong Kong.
1999	Falungong assiège la cité des dirigeants Zhongnanhai (avril) ; bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade (mai).
2001	Entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce ; détournement de l'avion espion EP-3E
2002	Hu Jintao président et secrétaire du PCC.

2003	Premier vol spatial habité chinois. Épidémie de SRAS.
2005	La Chine annonce 300 millions d'internautes.
2006	Fin de la construction du Barrages des Trois-Gorges.
2007	17e congrès du PCC.
2008	Jeux Olympiques de Pékin.
2010	Exposition universelle de Shanghai.
2035	La Chine dépasse les États-Unis comme première puissance au monde.
2049	Conquête de Mars : le 1er octobre, centenaire de la RPC, le drapeau chinois flottera sur la « planète Rouge »…

Who's Who des cinquante dirigeants des services secrets d'hier et d'aujourd'hui

Voici cinquante dirigeants et agents spéciaux d'hier et d'aujourd'hui qui resteront dans l'histoire du renseignement chinois moderne :

Cao Guisheng 曹桂生

1954 : correspondant Xinhua à Hanoi. Opérationnel du Diaochabu. Conseiller à l'ambassade de Paris (organise avec Vernon Walters de la CIA les pourparlers Kissinger-Zhou Enlai). 1979 : conseiller à Phnom Penh. 1985 : ambassadeur en Autriche. 1992 : vice-président de l'Association d'amitiés Chine-USA.

Chen Chu 陈楚

Né au Shandong en 1917. Responsable du Diaochabu sous couverture diplomatique. Directeur de l'Information, ministère des Affaires étrangères (1970-1971) ; Premier ambassadeur au Japon (1973-1976) ; délégation à l'ONU avec Gao Liang et Xiong Xianghui (*voir ces noms*) ; membre de la Commission législative de Hong Kong. Père du général Chen Xiaogong, chef de l'APL-2.

Chen Geng 陈赓

Alias « Mr Wang » (1904-1961). Chef du 2e Bureau du service secret du PCC, le Teke à Shanghai (1931-1933) ; arrêté par le

Kuomintang ; contacts avec Richard Sorge et Jean Cremet. Missions à Hong Kong. participe à la Longue Marche. 1951 : adjoint du maréchal Peng Dehuai pendant la guerre de Corée. Avec le général Wei Guoqing, conseiller du général Giap dans la guerre d'Indochine contre les Français.

Chen Kaizeng **陈开曾**

Né à Shanghai, 1944. Attaché militaire en Grande-Bretagne et aux USA (1995). Président adjoint de l'Institut des études stratégiques internationales (CIISS), vice-président de l'Association chinoise pour le contrôle des armements et le désarmement. Membre du conseil dirigeant de l'Association chinoise pour la compréhension internationale.

Chen Xiaogong **陈小功**

Né en 1949 à Weihai au Shandong. Fils de Chen Chu. Responsable d'opérations d'armement des moudjahidine afghans à partir du Pakistan avec le petit-fils de Mao, Kong Jining, dans les années 1980. Infiltre des agents tadjiks en soutien à Ahmad Shah Massoud, le « lion du Panshir » (assassiné par Al-Qaïda en septembre 2001). Attaché militaire aux USA et en Égypte (1998-2001). Membre du Bureau des affaires internationales du comité central du PCC. Directeur de l'APL-2 (Qingbaobu) en remplacement du général Luo Yudong, (2006). Chef d'état-major adjoint de l'APL (supervisant les services de renseignement et de communication de l'état-major) depuis l'été 2007, date à laquelle il est notamment chargé de négocier avec Al-Qaïda pour éviter des attaques terroristes contre les jeux Olympiques.

Chen Yonglin **陈永林**

Né en 1968. Consul à Canberra (Australie), fait défection le 4 juin 2005 et révèle comment les services spéciaux chinois traquent les dissidents et les membres du mouvement Falungong.

Chen Zhongjing 陈忠经

Directeur de l'Institut des relations contemporaines internationales (CICIR), janvier 1980, en même temps que directeur du Collège des relations contemporaines internationales, université de Qinghua. Conseiller du Guoanbu, février 1984.

Chen Yun 陈云

(1905-1995) Nom original : Liao Chengyun. Né à Shanghai où il organise le mouvement syndical avec Liu Shaoqi. 1931 : organise les services secrets avec Kang Sheng. Spécialiste des infiltrations, missions au Komintern. Spécialiste de l'économie, demeure membre du CC pendant la Révolution culturelle. Responsable du secteur politico-légal, coordinateur des services de sécurité. Précurseur du renseignement économique.

Dai Bingguo 戴秉国

1992-1997 : chef du Département des liaisons internationales (DLI). À partir de 2005, chef du Bureau central des affaires étrangères (COFA) dépendant du Conseil des affaires d'État et du Comité central du PCC. Gendre de Huang Zhen, ancien vice-ministre des Affaires étrangères.

Ding Shan 丁山

1960 : attaché militaire en Suisse, responsable du SR militaire (APL-2) pour l'Europe de l'Ouest. 1983 : attaché militaire au Japon. 1986 : responsable de l'Institut de Pékin des études stratégiques internationales (BIISS).

Du Changtian 杜长天

1984-1988 directeur du Guoanbu à Canton, conseiller Guoanbu.

Vice-président du 6e congrès du peuple de la province de Guangdong.

Fang Wen **方文**

Général du renseignement militaire (APL-2) ; attaché militaire à Paris en 1970, participe avec Cao Guisheng aux négociations avec Vernon Walters et Henry Kissinger. 1978 : attaché militaire à Londres.

Gan Mai **柑迈**

Colonel, APL-2. 1964 : attaché militaire en Inde, expulsé à cause de ses activités contre les Tibétains. Premier secrétaire, Brazzaville. 1971 : responsable des affaires étrangères du ministère de la Défense.

Gao Liang **高梁**

Correspondant de Xinhua. 1960 : expulsé de New Dehli. 1964 : participe au coup d'État de Zanzibar. 1964 : expulsé de l'île Maurice. Recrute Jonas Savimbi (Angola), Pierre Mulele et Joseph Kabila (Congo). 1971 : secrétaire de la délégation à l'ONU avec les diplomates espions Chen Chu et Xiong Xianghui. 1985 : directeur des opérations outre-mer du bureau d'information du CC du PCC. Chargé de liaison avec les guérillas africaines et l'Organisation de libération de la Palestine.

Geng Huichang **耿惠昌**

Né en 1951, dans le Hebei. Directeur de l'Institut des études contemporaines internationales (CICIR). 1998 : vice-ministre du ministre de la Sûreté de l'État (Guoanbu), puis ministre du Guoanbu à partir du 31 août 2007.

Gesang Qunpei **格桑曲沛**

Tibétain. Directeur du Bureau du Gonganbu à Lhassa. 1989-1990 : passe à la Sûreté de l'État. Chef du Bureau du Guoanbu à Lhassa à partir de 1992, remplacé en 2004 par Le Dake.

Gu Shunzhang **雇顺章**

Le « magicien Gu ». Né en 1902 à Shanghai. Membre de la Bande verte. 1926 : stagiaire en URSS au Guépéou/GRU. L'un des

chefs du service secret du PCC (*Teke*), passe au Kuomintang en 1931. Remplacé par Pan Hannian. 1932 : rédige un manuel contre les services secrets communistes, dirige la section terroriste des Chemises bleues. Officiellement fusillé en 1935. Selon des témoignages du renseignement taiwanais, aurait poursuivi un rôle dans leurs services bien au-delà et vivait encore à Taiwan au début des années 1980.

Guan Ping 关平

En 1989, responsable de la division des affaires étrangères du Guoanbu ; a remplacé Yu Zhensan quand celui-ci a fait défection auprès de la CIA à Hong Kong.

Hua Guofeng 华国锋

Alias Su Zhu ou Liu Zhengrong. Fils naturel de Mao ? Né 1920 ? En 1921 ? Responsable du parti au Hunan, province natale de Mao Zedong. 1973 : vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité publique (*Gonganbu).* Coorganisateur de l'arrestation de la Bande des Quatre. 1976-1982 : secrétaire général du PCC, président de la Commission militaire centrale du pays.

Ji Shengde 姬胜德

Général APL-2. Fils de Ji Pengfei, l'ancien directeur des liaisons internationales (DLI) du PCC et ministre des Affaires étrangères et de Xu Hanbing, vice-présidente de l'Institut des affaires étrangères. 1993-1999 : directeur du 2e Département APL (*Qingbaobu).* Arrêté et condamné, en 2000, à quinze ans de prison pour son implication dans plusieurs affaires de corruption dont le Chinagate mettant en cause Hillary et Bill Clinton.

Jia Chunwang 贾春旺

Deuxième ministre de la Sûreté de l'État (*Guoanbu),* de 1985 à 1997. Né en 1938 à Pékin. 1982 : directeur de la Ligue des jeunes communistes. Remplace Ling Yun en 1985 à la tête du Guoanbu. Remplacé en 1997 par Xu Yongyue, devient ministre de la Sécurité

publique (*Gonganbu)* en 2002, puis président du Bureau des procureurs généraux de Chine.

Jiang Wen **江文**

Général APL-2 et APL-3. 1933 : école des transmissions téléphoniques de Ruijin. 1961 : responsable au QG du corps des transmissions de l'APL. Chargé d'étudier les codages du maréchal Lin Biao. 1977 à 1983 : directeur adjoint du renseignement (APL-2).

Kang Sheng **康生**

(1897-1975) De son vrai nom : Zhang Chaoqing.

Le « Beria chinois » ou le « maître des ombres ». Originaire du Shandong, cofondateur avec Zhou Enlai des premiers services secrets du Parti communiste chinois à Shanghai, le Teke, en 1931. Chef du Département des affaires sociales (*Shehuibu*) à Yan'an. À nouveau coordinateur des services secrets pendant la Révolution culturelle. Expulsé à titre posthume du PCC.

Kong Yuan **孔原**

Membre du parti en 1925, ami de Deng Xiaoping. 1959 : conseil de l'Association d'amitiés Chine-Afrique. 1961-1966 : directeur du service de renseignement du Parti communiste (*Diaochabu*). Purgé pendant la Révolution culturelle. En 1983, conseiller du renseignement militaire avec le général Liu Shaowen et pour la fondation de la Sûreté de l'État en 1983.

Li Enqiu **李恩求**

Agent de renseignement, diplomate en Pologne (1952), en Roumanie (1954). En 1966 : chargé d'affaires à La Haye, organise le kidnapping de l'ingénieur Xu Zicai, le 16 juillet 1966. Expulsé de Hollande et remplacé par un nouveau responsable du Diaochabu, Liao Heshu, qui fait défection auprès de la CIA en 1969. Li est plus tard ambassadeur à Prague (1975-1978).

Li Jun **李军**

Depuis octobre 2000, directeur adjoint du Bureau de recherche et d'études (*Diaoyanshi*) dont le directeur est le chef du Bureau des affaires générales du CC du PCC, Ling Jihua.

Li Kenong **李克农**

(1898-1962) *Alias* Li Zetian et Li Zeizhong. À Shanghai, chargé des infiltrations de la section spéciale du PCC (*Zhongyang Teke).* Directeur adjoint du Département des affaires sociales (*Shehuibu*), chargé de liaison avec les sociétés secrètes. Rival de Kang Sheng, ami de Zhou Enlai. (Son gendre Li Qiming est responsable du Zhongshebu dans le nord-est de la Chine.) Vice-ministre des Affaires étrangères : en 1954, à Genève pour les négociations sur l'Indochine. Directeur du service d'investigation centrale du parti, Zhongyang Diaochabu, de 1955 à 1961.

Li Tao **李涛**

Général, APL-2. 1936 : organise le kidnapping de Chiang Kai-shek (l'incident de Xi'an), membre du réseau spécial de Zhou Enlai avec Liu Shaowen et Luo Qingchang. Années 1950 : chef d'état-major adjoint, APL, responsable du renseignement opérationnel, notamment pendant la guerre de Corée. 1972 : conseiller renseignement militaire.

Li Weihan **李 维 汉**

(1896-1984). Né au Hunan. *Alias* « Luo Mai », pseudonyme sous lequel il figure dans le roman d'André Malraux, *Les Conquérants.* Étudiant-ouvrier de Paris, cofondateur du PCC en France, agent secret à Shanghai, fondateur du Département du travail de front uni (DFTU) du PCC, organise le ralliement de nombreux nationalistes dont le général Li Tsung-jen. Pendant la Révolution culturelle, purgé et maltraité avec toute sa famille. 1984 : conseiller du DFTU.

Ling Jihua 令计划

Né en 1956 à Pinglu dans la province du Shanxi, il a adhéré au PCC en 1976, à la fin de la Révolution culturelle. Diplômé de l'université du Hunan. Il a fait une carrière dans la Ligue des communistes, et appartient à ce titre à la faction dirigée au sein du PCC par l'actuel président Hu Jintao. En 1995, il entre dans la 3e section du Bureau de recherche et d'Études (*Diaoyanshi*) du Bureau des affaires générales du CC, dont il est devenu le chef. Septembre 2007 : devient le chef du Bureau des affaires générales du CC, qui chapeaute le *Diaoyanshi* dirigé par Li Jun.

Ling Yun 凌云

« Noble Ambition ». De son vrai nom Wu Peilin, né en 1917 dans le Zhejiang. 1939 : membre du Département des affaires sociales de Kang Sheng à Yan'an puis en 1949, chef du 2e Bureau du DAS. 1950-1960, responsable du Gonganbu à Canton. 1964 : vice-ministre du Gonganbu, chargé du contre-espionnage, purgé pendant la Révolution culturelle. 1979 : chargé de la sécurité des voyages de Deng Xiaoping (USA) et de Hua Guofeng (France). 1983 : Premier ministre de la Sécurité d'État (*Guoanbu*), remplacé en 1983 par Jia Chunwang.

Liu Fuzhi 刘复之

Ministre de la Sécurité publique (*Gonganbu*). Né en 1917. Directeur 1re section du Département des affaires sociales (*Zhongshebu*). 1949 : directeur du Bureau des affaires générales du Gonganbu. 1964 : vice-ministre, purgé pendant la Révolution culturelle. 1983 : aide à créer le Guoanbu ; ministre du Gonganbu (1983-1985) puis de la Justice.

Liu Shaowen 刘少文

Général, APL-2. *Alias* Zhang Ming. Né en 1905, au Henan. Études à Moscou. Directeur du renseignement militaire. 1944 avec le diplomate Chen Jiakang crée un service spécial au profit de Zhou

Enlai. Proche de Li Kenong. 1983 : conseiller avec Kong Yuan de l'APL pour la refondation des services de renseignement.

Liu Wen 刘文

Vice-ministre du Gonganbu. 1988 : chef des investigations criminelles dans les années 1980, chargé de liaison avec Interpol, traque aux dissidents en France et en Europe de l'Ouest. À partir de 1995 : président de l'Association chinoise pour la science et la technologie criminelle.

Luo Gan 罗干

Membre du comité permanent du BP du PCC (2002-2007). 1989 : coordinateur des renseignement pour Li Peng, lors du massacre de Tiananmen. 1999 : créateur du Bureau 610 contre le mouvement Falungong et les « cinq poisons ». Responsable de la Commission politico-légale du PCC qui chapeaute les services de sécurité ; organise la première phase de la sécurité des JO 2008. Remplacé par Zhou Yongkang à la coordination des services.

Luo Qingchang 罗青长

Né en 1918 au Hubei. Opérations spéciales avec Kang Sheng, Département des affaires sociales (*Zhongshibu).*1947-1955 : chef du 1er Département du DAS, dirigé par Li Kenong. 1955-1961 : responsable puis directeur du service de renseignement du CC du PCC (*Zhongyang Diaochabu)* ; directeur adjoint en 1966 et secrétaire de Zhou Enlai ; directeur Diaochabu : 1969-1984. 1978, avec Wang Dongxing au Cambodge.

Luo Ruiqing 罗瑞卿

Le « Dzerjinsky chinois ». Ministre de la Sécurité publique (*Gonganbu)* (1906-1978). Né au Sichuan, officier de l'Académie de Huangpu. 1927 : participe au soulèvement de Nanchang. Séjour à Moscou, formé par le Guépéou, missions en France. 1937 : écarté de la direction du renseignement militaire par Kang Sheng.

Commissaire politique de la 6e armée dirigée par Lin Biao d'octobre 1949 à avril 1959. Créateur du *Laogai*, le Goulag chinois. Chef d'état-major de l'APL, arrêté fin 1965 par Kang Sheng et les maoïstes de la Révolution culturelle qui le torturent. Sa veuve, Hao Zhiping, est également maltraitée par les gardes rouges. Réhabilité en 1975.

Meng Jianzhu 孟建柱

Ministre de la Sécurité publique à partir de l'automne 2007. Depuis 2001, secrétaire du PCC et président de l'assemblée du Jiangxi. Membre du CC du PCC.

Pan Hannian 潘汉年

(1906-1977) Formé au renseignement en URSS. 1931 : organise les réseaux du PCC vers l'Asie, à partir de Shanghai et Hong Kong. 1936 : représente le Komintern à Shanghai, négocie avec le Kuomintang. Chargé des opérations spéciales à l'égard des Japonais à Shanghai. 1950 : chef du Bureau Asie du Département des affaires sociales à Shanghai. Persécuté comme contre-révolutionnaire, embastillé de 1955 à 1976. Réhabilité par le PCC.

Qiang Wei 强卫

Directeur du « Groupe de coordination de la sécurité » et du « Centre de commandement de la sécurité » des jeux Olympiques de Pékin en 2008.

Qiao Shi 乔石

Né en 1924. Secrétaire du Comité de solidarité afro-asiatique avant la Révolution culturelle. Remplace Ji Pengfei au Département des liaisons internationales (DLI) en 1982. 1986 : vice-Premier ministre, coordinateur des services de sécurité, responsable de la Commission politico-légale du PCC. 1989 : prône la négociation avec les étudiants de Tiananmen. Secrétaire-général du PCC par interim, remplacé par Jiang Zemin. 1992-1997 : président de l'Assemblée nationale populaire.

Ruan Chongwu **阮崇武**

Né en 1933. Vice-maire de Shanghai. Attaché scientifique en RFA. 1985 : remplace Liu Fuzhi à la tête du ministère de la Sécurité publique (*Gonganbu*). 1989 : devient ministre du Travail.

Shen Shazi **渗砂子**

Général, APL-2. 1970 : choisi par Mao Zedong pour diriger le 2e Département de l'APL et la division renseignement de la Commission militaire du PCC, pour contrer Lin Biao. Travaille avec Luo Qingchang du service de renseignement du PCC, Diaochabu, pour infiltrer et provoquer la chute du maréchal en 1971.

Song Zhiguang **宋之光**

Né en 1916 dans le Cantonais. Étudiant au Japon. 1949 : université de Qinghua. Secrétaire de l'ambassade de Chine à Berlin-Est dans les années 1950 où il effectuait la liaison avec la STASI. 1964-1970 : Conseiller d'ambassade à Paris, représentant du *Diaochabu*. 1970-1972 : RDA. 1972-1977 : Grande-Bretagne. 1982-1985 : ambassadeur au Japon.

Xiong Guangkai **熊光楷**

Général de l'APL-2. Né dans le Jiangxi en 1939. Institut des langues étrangères de Zhangjiakou, traducteur et officier de renseignement en RDA (1960 à 1967). Puis, de 1974 à 1981, attaché miliaire en RFA. 1988 : remplace le général Wu Jinfa comme directeur du 2e Département de l'APL (*Qingbaobu*), participe à la répression de Tiananmen, 1989. 1996-2005 : chef d'État-Major adjoint chargé des services spéciaux (APL-2, APL-3, APL-4) ; président de l'Institut des relations stratégiques internationales (CIISS).

Xu Xin **徐信**

Né 1921. Membre de la faction du Gen. Yang Dezhi. Chef d'état-major adjoint APL, chapeautant le secteur renseignement au début des années 1990. 1987 : directeur du BIISS (Pékin Institute

of International Stategic Studies) du SR militaire. Lié au général Yang Baibing, l'un des principaux responsables de la répression de Tiananmen en 1989. Il est par la suite écarté avec lui par Jiang Zemin qui craint un coup de force de l'APL.

Xu Yongyue 许永跃

Ministre de la Sûreté de l'État (*Guoanbu)* de 1998 à 2007. Né en 1942 dans le Henan. Fils d'un agent secret Xu Mingzhen, du Département du travail de front uni (DTFU). 1962, école de la Sécurité publique de Pékin, se spécialise dans le Renseignement scientifique. Proche de Jiang Zemin qui le nomme en 1992 ministre du Guoanbu.

Yan Baohang 阎宝航

Né en 1895 à Haicheng (Liaoning). Rejoint le PCC en 1937. Agent secret dans l'entourage de Chiang Kai-shek qui permet d'annoncer à Staline l'imminence de l'attaque nazie en 1941, puis celle des Japonais en 1945. Décoré à titre posthume en 1995 par la Fédération de Russie. Son fils, Yan Mingfu, né en 1931 dans la même ville que son père, a été traducteur en chef des œuvres de Mao Zedong puis patron du Département du travail de front uni (*Tongzhan Gongzuo Bu)* de 1985 à 1989.

You Xigui 由喜贵

Chef du Bureau central de Sécurité (*Zhongyang Jingweiju*). Ancien policier de Shanghai, où il a été sélectionné par le maire, Jiang Zemin, quand celui-ci est monté à Pékin et l'a recruté pour devenir son garde du corps personnel ; remplace Yang Dezhong, en 2002, lors du 16e congrès du PCC, au cours duquel il n'a pas pu obtenir suffisamment de suffrages pour être élu au Comité central du parti. Remplacé en 2007 par Cao Qing qui a fait toute sa carrière dans la protection rapprochée des dirigeants.

Zhou Yongkang **周永康**

Ministre de la Sécurité publique *(Gonganbu)* de 2002 à 2007. Né en 1942, dans le Jiangsu. Patron du PCC au Sichuan, carrière comme ingénieur dans le domaine pétrolier, puis responsable de la China National Petroleum Corporation. Ministre des Ressources naturelles puis en 2002, remplace Jia Chunwang comme ministre du Gonganbu. Beau-frère de Zeng Qinghong – l'ancien conseiller de Jiang Zemin – qui lui cède sa place à la direction du PCC. Suite au 17e congrès du PCC (octobre 2007) remplace Luo Gan comme membre du comité permanent du BP du PCC, chargé de la sécurité et contrôleur de tous les services spéciaux, ainsi que de la phase finale de la sécurisation des jeux Olympiques de 2008.

Index

A

Abramov, Alexandre *alias* Mirov-Abramov 54
Achinine 39
Adams, James 394
Addis, John 271
Adkin, Mark 335
Adler, Alexandre 186
Ahmad, Faiz 334
Ai Guoqing 487
Aimé, Roger 160, 269, 454
Aimé, Suzy 269, 454
Akhtar, *alias* Abdul Rehman Khan 335-336
Akira Kurosawa 464
Alberganti, Michel 526
Albessart, Jean-Claude 421
Allonnes, David Revault d' 388
Amiot, Jean Joseph Marie 540
Andrésy, Agnès 196, 294-295, 398
Andrew, Christopher 68, 98, 132, 482
Andrieu, Jacques 454
Andropov, Youri 104, 120, 125, 130, 132, 155, 375, 563
Angleton, James 149, 154
Antonkin, Alexei 131-132
Aubrac, Raymond 153
Avakian, Bob 173

B

Bahl, Herms 185
Bai Zhangde 245, 492
Bailly De 478
Ball, Desmond 504, 508, 510, 512, 516
Bamford, James 190, 501
Barrett, David D. 79
Barron, John 120, 190
Bartke, Wolfgang 74
Bassompière, Yvan 474-475, 481
Bayrou, François 495
Beauvoir, Simone de 107, 454
Beeston, Richard 530
Behr, Edward 473-474
Béja, Jean-Philippe 290
Belfond, Pierre 270
Belleux, Maurice 457
Ben Laden, Oussama 339, 349, 370, 541, 547
Bergé, Marc 456
Bergé, Pierre 248
Bergeron, Régis 145
Beria, Lavrenti 102, 115, 160, 565
Bertolucci, Bernardo 167-168
Berzine, Jan 28, 52
Bianco, Lucien 74, 94
Bin Wu 360
Blackwell, Doris 500
Blakely, Rhys 530
Blasco-Ibañez, Vicente 92
Blücher, Vassili, dit Galien 36
Blum, William 108
Bo Xilai 407
Bo Yibo 212, 217, 219, 223, 407
Bodard, Lucien 248
Bodnaras, Emil 256
Boevé, Peter 149-150
Bois, Pierre 480
Bonavia, David 7
Bonavita, colonel 48
Bond, James 238
Borodine, Mikhaïl 36, 40, 62
Boubas, Marie-Laure 389
Boumediene, Houari 471
Bourgeois, Pénélope 455
Bourgeois, Pierre 455
Bourseiller, Christophe 460
Boursicot, Bernard 193, 196, 199, 452-453, 463-471, 474-483, 491
Boursicot, Bertrand *alias* Shi Dudu 466-467, 470, 475-477
Bouvier, Louis 22
Brazil, Matthew 44, 69-70, 139
Breton, Thierry 421
Brizay, Bernard 88
Broué, Pierre 43
Brown, Ron 372-373
Bu Zhaomin 187
Buck, Pearl 87-90, 195
Bullivant, Richard 450-451, 484
Burns, John 202-203
Bush, George Walker 237, 239, 289, 361, 374, 494-495, 497, 549
Buttex, Marcel 147
Byron, John 42, 51, 56, 63, 74, 78, 126, 135, 158, 171

C

Cachin, Marcel 146
Cai Daren 330
Cai Xumin 328
Campana, Dr 478
Campbell, Duncan 272, 499
Cao Gangchuan 102
Cao Guisheng 154, 164, 472, 511, 575, 578

Cao Guoxing 245, 253
Cao Junjie 322
Cao Qing 162, 586
Cao Yi'ou 62, 69-70, 82, 141, 143
Caramanlis, Constantin 541
Cardin, Pierre 436
Carter, Jimmy 173, 511
Casas, Raymond 146
Casey, Bill 201, 512
Castro, Fidel 520-521
Castro, Raúl 521
Ceausescu, Helena 257
Ceausescu, Nicolae 166, 256-257
Chai Ling 235, 241, 249, 536
Chan, Anson 289
Chan, Jackie 215, 242
Chang Dongyue 520
Chang, Iris 85
Chang, Jung 63, 81, 113, 129
Chang, P.H. 129
Chao Szekwong, George 288
Chase, Michael S. 328
Chassin, Lionel-Max 457
Chayet, Claude 464, 481
Chen Boda 76, 128, 131, 140, 178, 270
Chen Bulai 216
Chen Chih-kao 396
Chen Chu 575, 578
Chen Deming 568
Chen Duxiu 25, 36, 53, 61, 153, 174, 273
Chen Fengyi 314
Chen Fujin 321
Chen Geng *alias* « Monsieur Wang » 49-50, 52, 55, 59, 64, 67, 83, 117, 251, 575
Chen Guofu 47, 59
Chen Guoping 385, 438
Chen Jiakang 582
Chen Jiejun 312
Chen Jinyu 404
Chen, Joan 167
Chen Kaizeng 343, 576
Chen Kuang 43
Chen le Vérolé 40
Chen Li 388
Chen Lifu 47, 56, 59, 112
Chen Muhua 80, 187, 400-401
Chen Quansheng 408
Chen Qurong 315
Chen Shuangqing 315
Chen Xiaogong 354, 506, 552, 556, 576
Chen Xiaohua 151
Chen Xidian 205
Chen Xilian 159
Chen Xitong 326
Chen Yi 33, 36, 64, 73, 94-96, 151-152, 455
Chen Yicun 330
Chen Yizi 253
Chen Yonglin 443-447, 450, 576
Chen Yuan 398
Chen Yun 13, 55-56, 69, 72, 76, 80, 212, 217, 219, 224, 227, 325, 398
Chen Yunlong 328
Chen Zhili 212, 532
Chen Zhongjing 235, 577
Cheng Xiangda 267
Cheng Yong-Qing 360
Cheng Zhongjing 184
Cheng Zougang 458
Chesneaux, Jean 32
Cheung, Mark 200
Chevalier, Maurice 33
Chevrier, Yves 74, 94
Chi Haotian 225-226, 229-230, 343, 362, 521
Chi Mak 361
Chiang Ching-kuo *alias* « Nicolas Elizarov » 9, 36, 63, 173, 376
Chiang Kai-shek 9, 22, 36-42, 46-51, 55-56, 59, 63, 66, 80, 86, 88, 90, 96, 106, 112, 142, 170, 173, 194, 216, 285, 289, 454-455, 457, 571-573, 581
Chiang Kai-shek, Mme 88, 94
Chirac, Jacques 14, 172, 301, 315, 442, 484-485, 496-497
Chiu Hung-ping 285
Chow, Raymond 215
Choy, Armando 521
Chtchourov, Vladimir 384
Chui, Gustavo 521
Chun Wong 243
Chung, Johnny 371, 373
Ci Xi 21, 210, 429
Ci, Madame 146
Ciantar, Maurice 270
Clark, Charles 503
Clerc, Jean 463
Clinton, Bill 298, 340-341, 350, 361, 370-373, 418, 579
Clinton, Hillary 298, 370-371, 374, 398, 418, 579
Coblence, Jean-Michel 93
Colas, Dominique 103, 231
Colette 33
Confucius 24, 42, 49
Conn, Peter 88
Coubertin, Pierre de 557
Coué, Philippe 384
Cox, Chrisopher 366
Cram, Cleveland 148
Cremet, Jean *alias* Vaïner *alias* « René Dillen » 33, 35, 43, 52-54, 62, 376, 452, 454, 576
Cronenberg, David 453
Current, Nelson 197

D

Dai Bingguo 490, 495, 577
Dai Qingmin 509, 527
Dai Xiaoming 398
Danilov, Valentin 384
Dars, Jacques 124
Davtian, Iakov ou « Jean Jan » 28-29
Deacon, Richard 116
Debain, Jacky 491
Déby, Idriss 404
Defer, Dr 477
Delfs, Robert 261
Deng Fa 73
Deng Maomao 137
Deng Nan 297
Deng Pufang 180, 226, 265, 418
Deng Rong 181, 202, 296, 358
Deng Xiaoping *alias* « Monsieur Ronéo » 17, 32, 53, 73, 96, 99, 125-126, 131, 134, 136-137, 144, 146, 158-162, 164-167, 173-174, 176-177, 180-182, 184, 187, 190, 201, 203-205, 209-212, 214, 218, 220, 223-229, 233, 235-237, 239, 254, 263, 265-266, 269, 284, 289, 292-294, 296-298, 301, 307, 310, 316-321, 325, 327, 333, 337-338, 350, 352, 356, 363, 365, 375-377, 401, 404, 412, 415, 418, 420, 428,

466, 493, 502, 505-506, 511-512, 516, 529, 536, 543, 550, 564-566, 571-573, 582
Deng Yingchao 43, 55, 261
Deng Zhifang 294
Deviers-Joncour, Christine 417, 419-420
Dietrich, Marlene 42
Dietrich, Reinhart 513
Dillen, René voir Cremet, Jean
Dimitrov, Georges 81
Dimoschakis, Anastasios 541
Ding Hengao 297
Ding Ling 77
Ding Mocun 112-113
Ding Renlin 328
Ding Shan 460, 577
Ding Shenglie 183, 260
Ding Xilin 475
Ding Yifan 316
Doihara Kenji 91, 167
Dolanc, Stane 344
Domenach, Jean-Luc 70, 80-81, 101, 214, 323, 411
Dong Jingwei 487
Dongmei, Kong 337
Doriot, Jacques 26, 32, 146
Downey, Jack 108, 156
Dozorov Ivan Serguïévitch, dit Deng Xiaoping 376
Dragan Filipovic alias « Fitcha » 347
Druz, Nicolas 249
Du Bingru 203
Du Bisheng 43
Du Changtian 577
Du Yaomin 328
Du Yuesheng *alias* « Mister Du » 22-23, 42, 95
Ducloux, Louis 31
Ducroux, Joseph *alias* « Lefranc » 53-54, 57-58, 62
Duiker, William J. 62
Dulaurens, Yves 270
Dumas, Roland 418
Duncanson, Dennis J. 57
Dzerjinsky, Félix 27, 100

E

Eftimiades, Nicholas 191, 227, 244, 279, 311
Egrory, Michel 40
Einstein, Albert 92
Eisenberg, Saül 295
Elcock, Ward 440-441
Elsie Leung 289
Eltsine, Boris 65, 248, 343, 375, 378
Engels, Friedrich 25
Enver Hoxha 165
Etiemble, René 454
Évain, Paul alias « Monsieur Jules » 458-459
Evans, Jonathan 530
Evans, Richard 265
Eyadéma, Gnassingbé 315

F

Fa Jinyan 487
Fabre, Louis 59
Faligot, Roger 15, 23, 33, 35, 42, 61, 77, 86, 141, 153, 157, 186, 197-198, 214, 235, 242, 245-246, 269, 273, 378, 394, 399, 499, 504, 514
Fan Jin 195-196, 203
Fang Lizhi 237-239, 338, 529
Fang Wen 578
Fang Yan 111
Farkas, Mihaly 104
Faure, Edgar 106-107, 454
Faux-Pas-Bidet, Charles 31
Favre, Louis 71
Fecteau, Richard 108, 156
Fédotov, Ivan 211
Fei Liangyong 448
Feng Jiping 171
Feng Xuan 218
Feng Yujun 550
Feng Zhongling 307
Fernandez, Juan Antonio 412
Ferron 400
Fiori, Étienne 22, 24, 42, 59
Fitzgerald, Stephen 128
Fitzwater, Marlin 238
Fok Ying-tung, Henry 286-288
Fok, Thomas 286
Folamour 341
Fournier, Nicolas 462
Franz, Uli 307
Frêche, Georges *alias* « Georges Lierre » 146, 460, 486
Fretwell, John 107
Frontisi-Ducroux 54
Fu Hao 70
Fu Quanyou 527
Fu Yi 443, 504
Fu-Li 30

G

Gan Mai 578
Gandhi, Mohandas Karamchand 531
Ganley, M. inspecteur 91
Gao Gao 241
Gao Liang 575, 578
Gao Xin 214, 216
Gao Ying 308, 311-312
Gardner, Ava 210
Gaulle, Charles de 107, 121, 145-146, 154, 310, 452-455, 457, 464, 481, 572
Gekker, Anatoli 29
Genève, Pierre 457
Geng Biao 165, 512
Geng Huichang 308, 315, 382, 539-541, 547, 549-550, 567, 578
Geng Zhijie 328
Gérard, Bernard 191, 200
Gertz, Bill 346, 511
Gesang Qunpei 578
Giesbert, Franz-Olivier 461
Gilhooley, John 283
Gilley, Bruce 223, 430
Girault, Suzanne 35
Giscard d'Estaing 172
Givens, Patrick 39, 41-42, 57, 91, 153
Golfiem, Jacques de 182, 203, 234, 432
Golikov, Filipp 68
Gomez, Alain 417-418
Gong Peng 89, 106, 154, 195, 267
Gong Pusheng 87, 89-90
Gorbatchev, Mikhaïl 204, 206, 209-214, 237, 257, 317, 377, 491, 563
Gorbatcheva, Raïssa 213
Gordievsky, Oleg 68
Gordon, Thomas 370
Gore, Albert 297
Goude, Jean-Paul 248
Graff, Bob de 149
Grapinet, Gilles 421
Gratton, Michel 505
Grey, Anthony 466-467
Gries, David 185, 512

Grigorov, Ivan Vladimirovitch 209, 211, 213-214, 231, 257
Grippa, Jacques 144, 148
Grossouvre, François de 461, 476
Gu Honglin 489
Gu Shunzhang *alias* « magicien Gu » ou Shungzhang 36-37, 40, 45, 50, 53-60, 72, 79-80, 112, 578
Guan Liang 424
Guan Ping 202, 579
Guan Shuzi 56
Guan Suzhi 43
Guan Yecheng 236
Guan Zongzhou 183
Guang Huian *alias* « Petit Shandong » 56, 58
Guevara, Ernesto Che 521
Gui Shiyong 405
Guillermaz, Jacques 44, 87, 454-455, 460
Guisnel, Jean 528
Guo Dakai 276
Guo Linxiang 234
Guo Yufeng 141

H

Hall, Richard 110
Halliday, Jon 63, 81, 113, 129
Han Guangsheng 440-443
Han Kaihe 491
Han Suyin 45-46, 80, 96
Hao Fengjun 442, 444-447
Hao Zaijin 58
Hao Zhiping 584
Haranoshi 94
Harvey, Brian 384
Hashimoto Ryûtaro 262
Haut, François 388
He Cehui 85
He Dequan 524
He Liang 276
He Ping 181, 295-296
He Shide 491
He Zheng 296
He Zhihua 50
He Zizhen 75, 336
He Zuoxiu 429, 431
Heineman, William 256
Hemrayev, Hamit 449
Heston, Charlton 210
Heung, Charles 242-243
Himmler, Heinrich 89
Hiro-Hito 94
Hitler, Adolf 60, 65, 67, 111, 222, 378
Hô Chi Minh *alias* Nguyên Ai Quôc dit « Ferdinand » 33, 36, 52, 57, 61-62, 92, 120, 153, 238
Ho, Stanley 244, 286, 299
Hoekstra, Frits 149
Holt, Harold 467
Holzman, Marie 254
Honecker, Erich 255
Hong Xiuquan 32, 429
Hong Xuezhi 234
Hoover, J. Edgar 87-88
Hou Desheng 360
Howard, John 443
Howe, Geoffrey 265, 281
Hoxha, Enver 256
Hsia Chang, Maria 429-430
Hsu Ching-Ch'eng (Xu Jingcheng) alias Lin Ch'eng 457
Hsu Ching-Ch'eng (Xu Jingcheng) *alias* Lin Ch'eng 457
Hsu, Norman 371
Hu Deping 403
Hu Di 52
Hu Fu 43
Hu Guangbao 321
Hu Hua 26
Hu Jia 183
Hu Jintao 12, 18, 301, 316, 342, 344, 350, 362, 383, 403, 443, 495, 541-543, 546, 548-550, 555, 557, 563, 573, 582
Hu Qiaomu 267
Hu Qili 223-224, 227
Hu Shaopo 330
Hu Yaobang 174-177, 180, 182, 194, 203, 205, 210, 214, 219, 221, 288, 306, 331, 403
Hu Zongnan 151
Hua Guangqi 37
Hua Guofeng *alias* Su Zhu ou Liu Zhengrong 157, 159-162, 165-166, 172, 217, 256, 573, 579, 582
Hua Yu 161
Huan Xiang 205-207, 219
Huan Xuang 205
Huang Hanson 183
Huang Hua 261, 357
Huang Jirong *alias* Huang le Vérolé 42
Huang Ju 423
Huang Jun 418
Huang Lili 386-389
Huang Zhen 154, 459
Huang Zhengji 335
Huang, John 297, 371-373
Huang, Robert 398
Hugo, Victor 442
Hui Chun 330
Hui Ping 181
Hussein, Saddam 317, 338, 370, 415, 515

I

Ieoh Ming Pei 215, 248, 274
Ieong Chong-pio 297
Imbot, René 421, 492
Imbot, Thierry 185-186, 421, 492
Inkster, Nigel 185
Inman, Bob 512
Iouchtchenko, Viktor 550
Irons, Jeremy 453
Isaacs, Harold 37
Ivens, Joris 464
Izraelewicz, Erik 411

J

Jampal Chosang 448
Jean-Paul II 318
Jean-Pierre, Thierry 485, 494
Ji Dengkui 159
Ji Pengfei 158, 279, 353, 374, 471, 584
Ji Shengde 279, 353, 370-371, 374, 419, 579
Ji Shi 437
Jia Chunwang 202-203, 213, 260, 320, 323, 326, 379, 382, 399, 418, 420, 432, 493, 496, 564, 579, 582
Jia Ruixiang 330
Jiang Qing 47, 75-76, 82, 127, 134-135, 140, 157-158, 161-162, 179, 195-196, 331, 336-337, 467, 536, 572
Jiang Shengmao 309
Jiang Wen 580
Jiang Xiaojuan 406

Jiang Xiaoming *alias* Simon X. Jiang 220, 247
Jiang Yikang 321
Jiang Zemin 18, 69, 212, 227, 236, 263, 282, 284, 287-288, 290-291, 296, 301, 303, 309-310, 316-321, 323, 325-328, 331-332, 341-344, 347, 349-350, 356, 362, 373, 378, 381, 403, 405, 417-419, 428, 430-433, 497, 505, 522, 529, 532, 563, 566, 573, 584, 586
Jiang Zhaoming 215
Jin Xiaoming 408
Jobez, Robert *alias* « Robert Magnenoz » 454
Johnstone, John 273
Joliot-Curie, Frédéric 85, 456
Joliot-Curie, Irène 85, 456

K

Kabila, Joseph 578
Kagesa Sadaaki 113
Kai Cheng 51, 115
Kaing Khek alias « Deuch » 163
Kamakura Sadame 183
Kang Gesun 468-470
Kang Seng *alias* Chao Yun ou « Zhao rong » 13, 37, 41-43, 45-46, 51-52, 55-56, 58, 60-64, 68-83, 87, 98, 100, 110-116, 123-131, 133-136, 138-146, 149-150, 157-159, 163-165, 169, 171-172, 174-180, 187-188, 193-196, 210, 214, 217, 227, 256, 270-271, 278, 320, 322, 375, 382, 400, 452, 456, 460, 463, 467, 489-490, 496, 546, 564-565, 571-573, 577, 580, 583-584
Kao Yenmen 360
Kapitsa, Piotr 377, 456
Karzai, Hamid 339
Kauffer, Rémi 17, 23, 33, 35, 41-42, 53, 61, 77, 86, 141, 157, 188, 193, 197-198, 214, 269, 378, 399, 454, 465, 468, 499, 514
Kazakov 102
Ke Qingshi 56, 127
Kendall, Timothy 109-110
Keng Fu-hsiang (Geng Fuxiang) *alias* Keng Chih (Geng Shih) 457
Kennedy, John Fitzgerald 154
Kessler, Heinz 255
Khin Nyunt 515
Khômeini, Ruhollah 166
Khrouchtchev, Nikita 97, 103, 105, 126, 165, 180, 520
Kiernan, Ben 164
Kim Byong-ha 218
Kim Il-sung 161, 260, 503
Kim Jong-Il 503
Kim Yong-nam 218
Kinchen, Tracey 530-531
King, John Kerry 139
King, Martin Luther 531
Kipling, Rudyard 339
Kirov, Sergueï 62, 130
Kissinger, Henry 153-156, 164, 284, 578
Knight, Stephen 34-35
Kodama Michinao 258-259
Kohl, Helmut 513
Kojevnikov, Evgueni Mikhaïlovitch *alias* « Morskoï », « Dorodine », « Hovans », « capitaine Pick » 38-41
Kong Jining 337, 339, 353
Kong Linghua 337
Kong Yuan 117, 137, 158, 182, 458, 506, 580, 583
Koo Lee-ching 284
Korabelnikov, Valentin 374-375, 378-379
Korantis, Ioannis 541
Kossyguine, Alexis 120
Kossyoukov, Youri 132
Kou Chien-chung 59
Kouchner, Bernard 14, 495
Kracheninnikov, Viktor 186
Kramarev, Arkadi 247
Krga, Branko 345
Krioutchkov, Vladimir 210, 231, 377
Krop, Pascal 189, 245, 465
Krouchinsky, Andréi 132
Krüger, consul 305
Kuan Sheng voir Zhou Enlai
Kuang Shi Lin 360
Kuhn, Robert Lawrence 326, 431
K'ung Ling-K'an (Kong Ling-kan) *alias* Kung Min-hsien ou Kung Tsan 457
Kuo Yu-shou 457-458, 462
Kuo, Warren 71
Kvachine, Anatoli 521
Kwok, Walter 288
Kwon Hui-Gyong 354

L

Ladany, Laszlo 269
Lai, Mickey 297
Lainey, Henri 31
Lang, Jack 495
Langlois, Henri 464
Laroche, Bruno 476-477
Lary Wu-Tai Chin *alias* Larry-la-Taupe 193-194, 196, 198-202, 413
Lau Siu Kai 293
Lau, Emily 274, 283, 290
Launay, Jacques de 26
Lawrence Kuhn, Robert 213
Le Carré, John David Cornwell dit 241
Le Dake 578
Leclerc, Henri 476, 480
Lee Kuan Yew 289
Lee Teng-hui 324, 356
Lee, Ang 112
Lee, Bruce 215
Lee, Martin 290
Lee, Peter 360
Lefranc, Serge 54
Legrand, Edmond 462
Leng Bingling 527
Lengyel, Miklös 104
Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov dit, 25, 35, 160
Lepeytre, Michel 462
Leung, Katherine 361
Lévy, Bernard-Henri 248
Lewinsky, Monica 340-341, 343, 361, 371, 374
Leys, Simon 248, 473
Li Binghua 556
Li Chang 220, 434
Li Chaocheng 408
Li Chuwen 280-284, 287, 289-291
Li Dazhao 38
Li Desheng 159, 234
Li Deyuan 359
Li Dong 550

Li Enqiu 148, 580
Li Genlin 437
Li Guangxiang 185
Li Hongzhi 342, 428-429, 433-438, 445, 448, 551
Li Jianming 487
Li Jun 581-582
Li Junru 12-13, 541-542, 559
Li Jusheng 271, 281
Li Ka-shing 288
Li Kenong *alias* Li Zetian ou Li Zeizhong 51-52, 55, 70-71, 82-83, 98, 103, 114-117, 136, 154, 170, 452, 499, 506, 524, 581, 583
Li Keyun 330
Li Lanquing 344
Li Lianxiu 218
Li Lisan 44, 174
Li Liulan 465
Li Min 337
Li Na 336
Li Ning 357
Li Peng 211, 222-225, 227, 236, 254, 301, 317, 344, 346, 432, 583
Li Qiang 52, 55, 73
Li Qiming 581
Li Ru 267
Li Ruihan 344
Li Shiqun 112-113
Li Shuxian 237
Li Shuzheng 218, 322
Li Tao 99, 467, 581
Li Tingting 419
Li Tsung-jen 84, 581
Li Wei 312, 314, 339, 547-549, 553
Li Weihan *alias* « Luo Mai » 13, 84, 93, 143, 457, 581
Li Weiping 196, 262
Li Xaobing 225
Li Xianxiu 234-235
Li Xiaobing 102, 234
Li Yannian 399
Li Yaowen 234
Li Yimang 218
Li Yintang 331
Li Zhanjun 554
Li Zhen 157
Li Zhisui 115, 129, 157
Li, Lemon 529
Li, Simon 288
Liang Dongyuan 86
Liang Hongchang 358
Liang Zhenxing 527
Liao Chengyun 577
Liao Chengzhi *alias* « Liao le marin » 105, 198, 267
Liao Heshu 148-149, 154, 156, 580
Lilley, James 108-109, 156, 238, 269-270
Lilley, Jeffrey 238, 270
Lin Biao 73, 119, 121, 128-129, 136, 138, 141, 151-152, 156-160, 177-178, 266, 271, 317, 331, 432, 572, 580, 584-585
Lin Hai 360
Lin Qingshan 42
Lin Shuhua 456
Lin Yutang 215
Ling Jihua 581-582
Ling Yun, Wu Peilin dit 99, 114, 117, 135, 169-174, 181-182, 186, 192, 199, 202-203, 399, 579, 582
Link, Perry 224
Liu Binyan 249
Liu Changsheng 215-217
Liu Changtao 491
Liu Chaoying 372-374, 419
Liu Chuan 420
Liu Fuzhi 135, 182, 582, 585
Liu, Henry 173
Liu Huaqing 298, 418-420, 485
Liu Jiadong 72
Liu Jianfei 313
Liu Jing 437, 449-450, 549-551, 553
Liu Jinguo 556
Liu Lantao 104
Liu, Lily 418-420, 485
Liu, madame 258-259, 261-262
Liu Mianyu 69, 320
Liu Ping 489
Liu Shaoqi 76, 119, 125-126, 131, 134, 144, 174-175, 270, 419, 466, 572
Liu Shaowen 83, 99, 157, 467, 580-582
Liu Wen 246, 583
Liu Xiangping 136
Liu Xianping 156-157
Liu Xiaoxi 403-405
Liu Xinquan 218
Liu Yan 241
Liu Yandong 322
Liu Yiping 328
Liu Yueming 315
Liu Zhengrong 161
Liu Zhisheng 408
Liu Zhizheng 330
Lloyd, Harold 42
Lo Au Fung 267
Lo Yik Kee 531
LoBaido, Anthony C. 531
Lockwood, Douglas 500
Locquin, Jacques 106
Lone, John 167
Longrigg, John 271-272
Lord, Winston 155
Lou Tseng-Tsiang devenu Dom Pierre-Célestin Lou 92-93
Louis, Cyrille 392
Louis, Victor 120, 334
Lozeray, Henri *alias* « Gardon » 26, 32-34
Lu Keng 194
Lu Xun 59
Lü Yaokan 307-308
Lü Yaokun 307
Lu Yilun 296
Lu Zhongwei 315
Luo Bote 195
Luo Dongjin 435
Luo Gan 223, 317, 320, 344, 346, 431-434, 439, 448, 450, 496, 525, 536, 545-546, 551, 583, 587
Luo Guan-zhong 124
Luo Guoquan 487
Luo Qingchang 117, 137-138, 140, 158, 162-163, 174, 217, 467, 581, 583, 585
Luo Renshi 337
Luo Ronghuan 73, 432
Luo Ruiqing 73, 99-101, 108, 128-131, 134, 136, 171, 182, 282, 455, 460, 466, 583
Luo Yinong 26, 37, 39, 42, 50-51
Luo Yudong 344, 374-375, 527, 576
Lynch, Eugene Hugh 91

M

Ma Jinshuan 253

Ma Qianbo 250
Ma Tao 248, 251-254
Ma Yuzhen 532
Ma Zhenchuan 556
Mai Feng 460-461
Maitron, Jean 74, 94, 217
Malraux, André 37, 41, 61, 84, 92, 146, 152, 454, 457, 571, 581
Mamère, Noël 254
Manac'h, Étienne 158, 467, 471-474, 481-482
Manaudou, Laure 560
Mangetout, Pierre 480
Manilov, Valéri 379
Manouilsky, Dimitri 61-62
Manzoni, Sébastien 522, 524
Mao Anching 63
Mao Anying 63
Mao Feng 86
Mao Guchun 330
Mao Zedong 9, 15, 18-19, 23, 25-26, 36-37, 44, 47, 59-60, 62-64, 67-71, 73-77, 79-83, 85, 88, 94, 96-98, 100-101, 103, 105, 107-108, 111-112, 114-115, 119, 121, 123-126, 128-129, 131, 133-134, 136-137, 139-142, 144-146, 150-152, 157-162, 167, 170, 173, 177-180, 194-195, 199, 208, 210-211, 223, 238, 264, 266, 270-271, 321-322, 332, 336-337, 352, 362, 375-376, 381, 407, 454, 456, 461, 466, 468, 473, 482, 498, 507, 536, 560, 562, 565, 571-573, 585-586
Marabini, Jean 124
Marcellin, Raymond 145
Marchand, Stéphane 300, 349
Marenches, Alexandre de 160, 473
Markovic, Mira 346
Markovic, Radomir 346-347
Martin, Brian G. 23
Martin, Danièle 147
Martre, Henri 402
Marx Brothers 459
Marx, Karl 25, 215
Massé, Jacques 346
Mata Hari 361, 389, 398, 539
Maykut, Edward 457
McCarthy, Joseph 85
McElvoy, Anne 142
McGowan, Patrick 12
McKnight, David 443-444
Meerson, Mary 464
Méhaignerie, Pierre 172
Mei Lanfang 464, 475
Mendès-France, Pierre 154
Meng Changlin 382
Meng Hongwei 382-383
Meng Jianzhu 535, 546, 556, 584
Merkel, Angela 14, 425, 494, 497, 525
Meyer, Eric 186, 318-319, 347
Mi Guojun 294
Mielke, Erich 255
Mike Frost 505
Milosevic, Slobodan 257, 345-347, 370
Ming Buying 183
Minnick, Wendell L. 114
Miraevsky, N. 38
Mitrokhin, Vasili 98, 132, 482
Mitsuhirato 91, 167, 259
Mitterrand, François 145-146, 215, 241, 417-418, 421, 461, 476, 480
Modrow, Hans 255
Moghadam, Nasser 166
Moïsseenko, Tatiana 57
Montand, Yves 248
Montaperto, Ronald 361
Moore, Paul D. 367, 386
Morel, Pierre 168
Morin, Thierry 389
Morisson, Jacques 421
Morrison, Donald 231, 249
Morvan, Guy, Marienne dit 458
Moskvine Zhou Enlai dit 43, 376
Mui, Anita 242-243
Mulele, Pierre 578
Müller, Michael 514
Müller, Peter F. 514
Mulvenon, James C. 328
Münzenberg, Willi 61, 88, 92
Murphy, David 154

N

Najibullah, Mohammed 514
Nart, Raymond 468-470, 474-475, 480, 491
Natachine, Nikolai 132
Nathan, Andrew J. 115, 223-224, 430
Netanyahu, Bibi 315
Nguon Kang alias « Ta Mok » 163, 165
Nick, Christophe 249
Nie Li 297, 516
Nie Rongzhen 34, 36, 52, 55, 85, 233, 337, 456, 506
Nikolsky V. A. 23
Niu Ping 556
Niven, David 210
Nixon, Richard 135, 152-153, 155, 199, 238, 271, 470-471, 572
Nógrádi, Sándor 105
Noulens, Hilaire 56-57

O

O'Toole, Peter 167
Ockrent, Christine 473
Oldfield, Maurice 115, 271
Orlov, Dr Andréï 81-82
Ou Qiming 199, 201
Ou Tangliang 218
Ouzov, Vladimir Nikolaïevitch 29-30, 41

P

Pacepa, Ion 256
Pack, Robert 42, 51, 56, 63, 74, 78, 126, 135, 158, 171
Pacouret, Raphaël 389
Pahlavi, Ashraf *alias* « Panthère noire » 166
Pan Hannian 56, 59, 70, 95, 110, 128, 579, 584
Panetta, Leon 374
Paniouchkine, Alexandre 102
Pao Xienju 86
Park Sang-soo 71
Pasqualini, Jean 101, 107, 271
Passentchouk, Valentin 132
Patan, Ion 256
Patten, Christopher 274, 288-289, 430-431
Paul Yip *alias* « Yip Knowkwah » 291
Paye, Lucien 464
Pedroletti, Bruce 438
Peng Dehuai 73

Peng Zhe *alias* « Zhao » 13, 100, 125-126, 128, 140, 161, 171, 205, 212, 217, 219, 468-469
Peng, John Y.K. 289
Petchkoff, Zinodi 455
Peteers, Benoît 93
Peter Woo Kwong-ching 290
Petersen, Chris 149, 153
Petrov, Vladimir 443
Peyrefitte, Alain 482
Philby, Kim 68
Piatnitsky, Iossip 28
Picasso, Pablo 340
Pick, Eugène, voir Kojevnikov
Pinwill, William 502
Planesman voir Yu Zhensan
Pol Pot 163-164
Polianski, Nikolai 147
Polo, Marco 86
Polydoras, Vyron 541
Pompidou, Georges 471, 473
Pontecorvo, Bruno 86
Popkhand, Charoeun 371
Poutine, Vladimir 352, 368, 375-377, 379, 381, 563, 565
Pozdneev 30
Prendergast, John 268
Préobrajensky, Konstantin 380
Prézelin, Bernard 518-519
Primakov, Evguéni 378, 385
Pu Qiongying *alias* Zhuo Lin 137
Pu Yi 21, 101, 167, 169-170, 219, 259, 571
Pun, Lucas 458

Q

Qi Jianguo 527
Qi Shuquan 330
Qian Liren 218
Qian Qichen 290, 418
Qian Sanqiang 86, 456
Qian Xuesen 84-85, 434-435
Qian Zhuangfei 52, 55, 80
Qiang Wei 555, 584
Qiao Guangua 89, 106, 267
Qiao Liang 348-349, 527
Qiao Ling 220
Qiao Shi 13, 165, 212-224, 227-228, 235-237, 239, 241, 247-248, 252, 254-257, 263, 277, 280, 282, 284, 287, 289, 291, 317, 319-320, 323, 325, 344, 353, 496, 546, 563, 584
Qiao Xiaoqian 220
Qiao Zhoujin 220
Qihao Miao 402
Qiu Guanghui 308-310, 327
Qiu Rulin 507, 527
Qu Liangfeng 383
Quinn-Judge, Sophie 57, 62

R

Radek, Karl 376
Rado, Alexandre 68
Radosavlevic, Goran alias « Guri » 347
Raïna, Ivan 98
Rainier III, (Rainier Grimaldi) 289
Raufer, Xavier 388
Ray, Nicholas 210
Reagan, Ronald 204, 206, 335, 361, 512
Rechétine, Igor 385
Reclus, Élisée 32
Reclus, Jacques 32
Reclus, Onésime 32
Reissner, Lara 376
Rémi, Georges *alias* Hergé 41, 90-94, 96, 153, 167, 259
Ren Baokai 345
Ren Jianxin 319, 432
Ren Zhengfei 414-415
Riboud, Franck 423
Rice, Condoleezza 407
Richards, Jonathan 530
Riggin, Keith 512
Rittenberg, Sidney 98, 170
Robrieux, Philippe 35
Rochtchine, Nikolai V. 102
Rodríguez, Eduardo Delgado 521
Rogatchev, Igor 65, 378
Roland Shensu Loo 202
Rong Yiren 215, 293-294
Roosevelt, Eleanor 49, 87-90, 92, 195
Roosevelt, Theodore 79
Roper, Dr 477
Roques 39
Rossellini, Roberto 464
Rossiter, James 530
Rouchaïlo, Vladimir 382
Roudnik, Yakov 57
Royal, Ségolène 14, 17, 490, 495
Ruan Chongwu 202, 221, 288, 305-306, 585
Rudd, Kevin 502
Ruymbeke, Renaud Van 494
Ryde, professeur 269
Rylski, Aristarkh *alias* Riguine 28-29

S

Sabatier, Patrick 233
Saifudin 159
Saint-Just, Louis-Antoine 100
Sakharovsky, Alexandre 132
Saludo, Henri 479
San Kin Yip 371
Sarkozy, Nicolas 14, 452, 484, 494-497, 543
Sarlandie de la Robertie, Catherine 522
Sarsembaev, Ilyas 103, 231, 377, 379, 449
Savimbi, Jonas 578
Schaap, Wilhelm 198
Schaeffer, Daniel 410, 412-413
Schmidt-Eenboom, Erich 514
Seagrave, Sterling 305
Seibot, Arvid 27
Sérov, Ivan 102
Shackley, Theodore 501
Shakespeare, William 168, 215
Sham, John 242-243
Shambaugh, David L. 204, 311, 353, 371
Shanghai Lily 42
Shao Huaqiang 247
Shao Shan 43
Shao Yunhuan 340
Sharpe, M.E. 534
Shen Enqing 120
Shen Hongying 276, 336
Shen Meijuan 87
Shen Shazi 141, 585
Shen Weiguang 527
Shen Xingfa 328
Shen Yumin 95
Shen Zaiwang 278
Shen Zui 87
Shi Chunlai 505
Shi Gang 312
Shi Guangsheng 407

Shi Honghai 408
Shi Hwei-yow 395-396
Shi Lanle 465
Shi Nai-an 124
Shi Peipu 464-470, 475-481, 483
Shi Quan 353
Shi Tao 534
Shing Sheung Tat 267
Short, Philip 158
Si Laiyi 527
Sien Teh Feung 58
Sihanouk, Norodom 159, 163, 346
Simon Li Fook-sean 290
Sío Wong, Moisés 521
Sirven, Alfred 417, 420
Smedley, Agnes 76, 261
Smith, Ivian C. 197, 200
Sneevliet, Henricus *alias* « Maring » 23-25
Snow, Edgar 89, 98, 152-153, 155, 170, 261
Soeharto, Muhammad 142
Soekarno, Ahmed 142
Song Baoxian 315
Song Jingwu 440, 490, 495
Song Zhiguang 183, 459, 585
Song Zuying 343
Soong Ching-ling 88, 92, 95, 282
Soong May-ling 49, 88, 90, 94
Soong, Charlie 282
Sorge, Richard 43, 52-53, 57, 68, 452-453, 469, 576
Soros, George 249, 550
Staline, Joseph 36, 43, 49, 53, 60-61, 63-65, 67-68, 74, 82, 97-98, 101-103, 111, 115, 125, 152, 160, 170, 180, 222, 261, 271, 336, 378, 586
Stanisic, Jovica 345
Sternberg, Josef von 42
Stewart, Cameron 444
Strong, Anna-Louise 98, 261
Su Duoshou 69, 320
Su Mei 62, 69-70, 82, 138-139
Su Xiaokang 240
Su Zhongxiang 235
Su Zhu 161
Sun Jichang 487
Sun Ke 66-67
Sun Tzu 9, 18, 264, 426, 539-540
Sun Wenfang 330
Sun Yat-sen 21, 23, 25, 28, 30, 32, 36, 92, 282
Sun Yat-sen, Mme 88-89, 92
Svoboda, Charles 369, 441
Swaine, Michael D. 227
Swanson, Bruce 503
Syssoïev, Valeri Ivanovitch 147
Szabó, József P. 104-105
Szkladán, Ágoston 104

T

Tai Hung-chao 115
Tai Li 38, 41-42, 48-49, 51, 86-87, 89, 170
Tan Pin-san 30
Tang Jiyu 330
Tang Mingzhao 218
Tang Na 195
Tang Yueh-liang 49
Tang, David 292
Tanner, Murray Scot 320
Tao Siju 318, 344
Tchang Tchong-jen 90-96, 111
Tchang Yifei 93
Tcheng Cheng 92
Te Ren 43
Teng Wensheng 321
Terrill, Ross 195
Thatcher, Margaret 271, 281, 573
Théolleyre, Jean-Marc 479-480
Thion, Serge 164
Thomas, Gordon 213, 230
Thomas, Henri 461-462
Thorez, Maurice 146
Thorpe, John 240, 272
Thurston, Anne F. 115
Tian Gengren 408
Tian Tixiang 552
Tian Xuejun 541
Tian Yiching 399
Tichelman, Fritjof 24
Tighe, Eugene F. 335
Timokhine, Evguéni 378
Ting Wang 158-159, 162
Tito, Josip Broz 126, 166, 344
Todd, Charles 500
Tong Dizhou 93
Toohey, Brian 502
Totskiy, Konstantin 379
Travert, André *alias* « le Jockey » 454
Trepper, Leopold 68
Trie, Charles (Yan Lin) 371-372
Trilisser, Meier 28
Trotsky, Léon 53, 61, 273, 376
Troyanovsky, Oleg 213
Truffaut, François 464
Tsang, John 499
Tsoumayev, Stepan 133
Tung Chao-yung 284-285, 289, 291
Tung Chee-wah 284-291
Tung, C.C. 286
Turner, Robert 62
Turner, Stansfield 511
Tymochenko, Ioulia 550

U

Uhrlau, Ernst 426, 450
Underwood, Laurie 412
Usov, Victor 62

V

Valtin, Jan 198
Van Ruymbeke, Renaud 418, 421
Vasic, Milos 345
Vassilieva, Vera 62
Verne, Jules 32
Versini 479
Vichniakov, Mikhaïl 482
Villemarest, Pierre de 68, 190, 491
Vincent, Jean 467
Vladimirov, Peter 75, 79, 81-82
Vlassov *alias* Piotr Vladimirov 74-75
Von Donnersmarck, Florian Henckel 544
Voronine, Youri 103

W

Wadler, Joyce 478
Wakeman, Frederick Jr. 48
Walder, Andrew G. 222
Walesa, Lech 318

Walters, Vernon 154, 578
Wan Gang 408
Wan Haifeng 234
Wan Runnan 220, 249-251, 253, 550
Wang Baocun 527
Wang Baosen 418
Wang Caizhu 388
Wang Chang Poo *alias* « Andrew Wang » 419
Wang Dan 235
Wang Dongxing 127, 129, 131, 134-136, 140, 157, 159, 162-163, 166, 168, 171, 583
Wang Erqing 476
Wang Fang 221, 235, 249
Wang Fengxiang 247-248
Wang Fuzhong 330
Wang Gang 321
Wang Guangmei 135, 271, 295
Wang Guangying 295
Wang Guoqing 328
Wang Han 487
Wang Hua 459
Wang Huning 321
Wang Jiangping 451
Wang Jiashan 328
Wang Jiaxiang 83-84, 143
Wang Jingwei 111-112
Wang Jinxiang 135
Wang Jun 181, 294-296, 298, 372
Wang Li 143
Wang Lian 450
Wang Liao De Zi 58
Wang Meiyue 373
Wang Ming 60, 68-69, 74, 76, 81-82, 174
Wang Naicheng 491
Wang Pailing 59
Wang Pufeng 527
Wang Qingqan 357
Wang Ruilin 321
Wang Shaoqi 492
Wang Shiwei 77
Wang Shoudao 69
Wang Tongye 516
Wang Xiangsui 348-349, 527
Wang Xiaochao 295
Wang Xiaodong 527
Wang Xiaoning 533
Wang Xiaoqiang 444-445
Wang Xusheng 487
Wang Yulin 527
Wang Yunji 306
Wang Yuwen 215
Wang Zhannian 373
Wang Zhaoguo 93, 327
Wang Zhen 74, 228-229, 294
Wang Zihua 295
Wang, Andrew 418
Wapler, Dominique 198
Wasserstein, Bernard 40
Webster, Bill 238
Wei Guoqing 576
Wei Hen 43
Wei Jianxing 320, 344
Wei Jinfei 401
Wei Jingsheng 210, 237, 254, 573
Wei Li 236
Wei Liqun 405-406
Wen Ho Lee 359-360
Wen Jiabao 316, 406, 525, 548
West, Nigel 38
Wetzel, Hans Heinrich 26
Whitlam, Gough 501
Wiebes, Cees 149
Wiggham, Barrie 273
Wilde, S.L. 40
Williams, Margaret 373
Wilson, Harold 502
Windsor, Elizabeth 172
Witt, Armin 304-306
Wo-Lap Lam, Willy 318, 534
Wolf, Markus 142, 255
Wolton, Thierry 411
Wong, Blondie 528-529, 531
Woodward, Bob 511
Woolsey, James 550
Wortzel, Larry 231
Wu De 72, 159
Wu Defeng 72
Wu Harry 323
Wu Jinfa 352, 585
Wu Kegang 320
Wu Shuangzhan 551
Wu Wei 300
Wu Xuewen 184
Wu Yao-tsung 282-283
Wu Yi 407, 423
Wu Yu 300
Wu Zhonghai 396
Wu Zhuo 330
Wuer Kaixi 235, 241

X

Xi Jinping 452
Xi Shi 539
Xiang Shouzhi 234
Xiang Zhongfa 44-45, 55-56
Xiao Hua 140
Xiao Li 70, 74
Xiao Lianbing 491
Xie Fuzhi 136, 140, 157, 171-172, 179
Xie Li 148
Xie Qimei 156
Xin Changjiang 279
Xin Ouyang 62
Xiong Desheng 548
Xiong Guangkai 225, 235, 344, 349-354, 356, 370, 379, 491, 506, 513, 585
Xiong Xianghui 141, 150-152, 154, 206, 294, 575, 578
Xu An 487
Xu Dachen 205
Xu Dan 315
Xu Enzeng 47, 55-56
Xu Gang 250
Xu Jianguo 111, 135-136, 172
Xu Jianmei 528
Xu Jiatun 277, 287
Xu Junping 370
Xu Kai 360
Xu Lin 247
Xu Ming 137
Xu Mingzhen 324, 356
Xu Qinxian 234
Xu Tao 550
Xu Weizhong 312
Xu Xiaoyan 508, 527
Xu Xin 225-226, 234, 352-353, 506, 585
Xu Xinghu 340
Xu Yongyue 309, 324-329, 346, 356, 363, 432, 579, 586
Xu Yuanhai 258-263
Xu Zhihong 360
Xu Zicai 148, 580
Xu Zirong 135, 172
Xue Bing 268-269

Y

Yale Y. Chen 326
Yamada Otozô 67
Yan Baohang 65-68, 378, 586

Yan Jiaqi 241, 249, 253
Yan-li 30
Yan Lin Trie, Charles 297-298
Yan Mingfu 65-66, 213, 222, 235, 586
Yan Xuetong 314
Yanaev, Guenadi 377
Yang Baibing 225-226, 233, 317, 353, 586
Yang Dezhi 502, 585
Yang Dezhong 235, 321, 586
Yang Huaji 278
Yang Huiqun 449
Yang Jianhua 447
Yang Kaihui 63
Yang Liwei 384
Yang Mingjie 312
Yang Minqing 527
Yang Qijing 135, 140
Yang Shangkun 126, 134, 211-212, 223, 225-226, 228-229, 233-234, 317, 353, 376, 436, 505
Yang Ti Liang 290
Yang Xiaonong 460
Yang Yumin 135
Yang Zhaojun 234
Yang Zhongmei 260
Yanne, Jean 397
Yao Ming-Le 141, 157
Yao Pengzi 127
Yao Wenyuan 127
Yao Yi 360
Yao Yilin 223-224, 227
Yardley, Herbert O. 49
Ye Fei 516
Ye Jianying 33, 36, 64, 73, 76, 83, 152, 155, 158-159, 162, 177, 181-182, 301
Ye Qun 143, 157
Ye Xuanping 241, 243
Yedanov, Oleg 132
Yeung Kwong 277
Yi, James 219
Ying Ruocheng 167-169, 200
Yoshiko Kawashima 259
Yoshizaki Masami 260
You Xigui 321, 430, 586
Youde, Edward 107, 271
Yousaf, Mohammad 335
Yu Dachun 194-195
Yu Dawei 194
Yu Enguang 330
Yu Fang 330
Yu Hongbao 328
Yu Hongliang 377
Yu Maochun 48
Yu Mingzhen 194
Yu Qiaqing 22, 42
Yu Qingtian 517
Yu Qiwei 195-196
Yu Sang 135, 140, 157, 196
Yu Shan 195
Yu Tchen-chen 35
Yu Wen 216-217, 219, 324
Yu Yang-ho 194
Yu Zhenghe 361
Yu Zhengqiang 194
Yu Zhengsheng 196
Yu Zhensan 185, 192-197, 201-202, 216, 331, 579
Yuan Banggen 527
Yuan Lulin 398
Yuan Shikai 21
Yuan Ying 444
Yue Kong Pao 265
Yue Shan 310
Yue-Kong Pao 286
Yung, Larry 293

Z

Zafanolli, Wojtek 162
Zaïtzev, Ivan 102
Zeng Jianhui 532
Zeng Qinghong 13, 316, 320-321, 350, 495, 536, 546, 548, 563
Zeng Shan 69, 320
Zeng Zhaoke 269
Zeng, Jennifer 431
Zhan Yongjie 276
Zhang Aiping 196, 297
Zhang Bingyu 105, 460
Zhang Changtai 350, 400
Zhang Chantai 491
Zhang Chaoqing 580
Zhang Chunqiao 127, 158
Zhang Dingfa 334
Zhang Guotao 44, 174
Zhang Hongxi 424
Zhang Jianguo 490, 495
Zhang Jinxing 439
Zhang Langlang 169
Zhang Liangen 315
Zhang Meirong 188-189
Zhang Ming 582
Zhang Pin 297
Zhang Ping 523
Zhang Qunqiao 131
Zhang Rong 189
Zhang Ru 459
Zhang Shengdong 328
Zhang Shirong 471-474, 482
Zhang Tingfa 333, 336
Zhang Wannian 341-342, 362, 378-379
Zhang Weichu 360
Zhang Xiangshan 218
Zhang Xianliang 187
Zhang Xianlin 437
Zhang Xire 461
Zhang Xiufu 234
Zhang Xiyuan 376
Zhang Xueliang 66
Zhang Yi 296
Zhang Yong 300
Zhang Yue 437, 551
Zhang Yun 113
Zhang Yunyi 140
Zhang Zhenhua 436
Zhang Zhixiang 218
Zhang Zhongping 304, 306
Zhang Zishi 125
Zhang Zuozhi 402
Zhang, Violetta 303-306, 308, 351
Zhao Baowen 328
Zhao Fusan 249
Zhao Wenxiang 527
Zhao Yaobin 70
Zhao Yongchen 548
Zhao Yuezeng 437
Zhao Ziyang 174, 180, 182, 205-206, 212, 214, 219-220, 223-224, 226-227, 235, 249, 277, 475
Zheng Shaotong 359
Zheng Zhenshu 300
Zhong Jingeng 262-263
Zhong Wei 446, 487
Zhou Borong, général 280
Zhou Enlai *alias* « Wu Hao » ou « Chen Guang » 31, 33-37, 42-46, 51-52, 55-56, 58, 60, 64, 66-68, 70, 79-85, 87-90, 92, 94, 96, 100, 105-107, 111-112, 114-117, 119-121, 126, 129, 135-136, 138, 143, 146, 150-155, 157, 159-160, 162, 167, 175, 177-178, 187,

195, 199, 203, 206, 210, 217, 233, 261, 281, 310, 376, 401, 412, 452, 454-456, 467, 471, 482, 490, 505, 512, 516, 546, 564, 571-573, 580, 582
Zhou Fohai 112
Zhou Hongjun 487
Zhou Jiang 336
Zhou Nan 265
Zhou Rongxin 324
Zhou Shanshan 290
Zhou Shaozheng 181
Zhou Xing 70
Zhou Yibing 234
Zhou Yongkang 13, 496, 546, 549, 551, 583, 587
Zhu Da 385
Zhu De 33, 50, 64, 71, 73, 76, 104, 177, 182
Zhu Entao 185, 246
Zhu Guanghai 183
Zhu Liang 218
Zhu Muzhi 324
Zhu Pengfei 517
Zhu Rongji 327, 344, 362, 406, 418, 430-431, 493, 522, 524
Zhu Shuguang 556
Zhu Xiaolin 487
Zhu Ying 340
Zhu Zhongli 143
Zong Qinghou 422-424
Zou Dapeng 117, 137, 148, 151, 476
Zou Jiahua 301-302
Zou Zhekai 278

Du même auteur

La Résistance irlandaise, 1916-1976, Petite Collection Maspero, Paris, 1977.
James Connolly et le mouvement révolutionnaire irlandais, Maspero, Paris, 1978.
Guerre spéciale en Europe, Flammarion, Paris, 1980.
« Nous avons tué Mountbatten » (interview de l'IRA), Picollec, Paris, 1981.
Bloc H ou la Ballade de Colm Brady, Laffont, Lyon, 1981.
Services secrets en Afrique, Sycomore, Paris, 1982.
Constance Markievicz (Des femmes dans le monde), Messidor-Temps Actuels, Paris, 1982.
Les services spéciaux de Sa Majesté, Temps actuels, Paris, 1982.
Markus, espion allemand, Temps actuels, Paris, 1984.
La résistance irlandaise, 1916-1992, Terre de Brume, Rennes, 1992.
La Harpe et l'Hermine, Terre de Brume, Rennes, 1994.
醜い中国人犯罪 (minikui chûgôku jin hanzai) Annuaire des criminels chinois, Kobunsha, Tôkyô, 1995.
L'Empire invisible (Les mafias chinoises), Philippe Picquier, Arles, 1996.
NAISHO, enquête au cœur des services secrets japonais, La Découverte, Paris, 1997.
最新中国諜報機関 *La prise de Hong Kong : 50 ans de guerre secrète chinoise*, Kodansha, Tôkyô, 1999.
La mafia chinoise en Europe, Calmann-Lévy, Paris, 2001.
France, Sigint and the Cold War (Secrets of Signals Intelligence), (Collectif) Frank Cass, Londres, 2001.
Le Peuple des enfants, Le Seuil, Paris, 2004.
Les seigneurs de la paix, Le Seuil, Paris, 2006.
Les mystères d'Irlande, Yoran Embanner, Fouesnant, 2007.

Avec Pascal Krop

La Piscine, Le Seuil, Paris, 1985.
DST, Police secrète, Flammarion, Paris, 1999.

Avec Rémi Kauffer

Euskadi-la-Spirale, Lesfargues, Lyon, 1982.
Au cœur de l'État, l'espionnage, Autrement, Paris, 1983.
Service B, Fayard, Paris, 1985.
KGB Objectif Pretoria, P.M.Favre, Genève, 1985.
Kang Sheng et les services secrets chinois (1927-1987), Robert Laffont, Paris 1987.

Porno Business, Fayard, Paris, 1987.
Les résistants : de la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir, Fayard, Paris, 1989.
Le Croissant et la Croix gammée, Albin Michel, Paris, 1990.
As-tu vu Cremet ?, Fayard, Paris, 1991.
Éminences grises, Fayard, Paris, 1992.
Histoire mondiale du renseignement, tome 1 (1870-1939), Robert Laffont, Paris, 1993.
Les Maîtres espions (Histoire mondiale du renseignement, tome 2, La Guerre froide), Laffont, 1994.
Le Marché du Diable, Fayard, Paris, 1995.
L'Hermine rouge de Shanghai, Les Portes du Large, Rennes, 2005.

Collectif

Histoire secrète de la V^e^ République (sous la direction de Roger Faligot et Jean Guisnel), La Découverte, Paris, 2006.

Table

Préface : « Bons baisers de Pékin ! » 11

Aux origines du renseignement 19

Chapitre 1 : La bataille de Shanghai 21

Mao échappe à la police française – Les réseaux chinois des soviets – Les Hakkas de Zhou Enlai à Paris – Les espions de *La Condition Humaine* – Le double jeu du capitaine Pick – *Tewu*, opérations spéciales – Les espions du Gemo contre-attaquent – Chen Geng et l'Hermine rouge de Shanghai – La trahison du « magicien Gu » – Kang Sheng à Moscou.

Chapitre 2 : Les services secrets de Mao 65

Kang Sheng forge la police secrète – Le chef des services secrets invente le maoïsme – Zhou Enlai crée des services alternatifs – Pearl Buck, les sœurs Gong et Mme Roosevelt – L'énigme du *Lotus bleu* – 1949, la naissance de l'État espion – Le Gonganbu de Luo Ruiqing – Tensions avec les camarades du KGB – Galipettes à l'ambassade hongroise – Agence Chine Nouvelle, nid d'espions – Agents secrets franco-anglais et « arpenteurs » australiens – La chute de Pan Hannian – Le DAS sous Li Kenong.

Chapitre 3 : La Révolution culturelle des espions 119

Dixia Cheng, la ville souterraine contre les Russes – Les mystères du « Jardin des bambous » – La « Bande de Shanghai » et la « mafia du Shandong » – L'œil du KGB dans la tourmente – La désintégration des services spéciaux – La chute du Diaochabu – Mai 68 et le « petit Komintern » de Kang Sheng – Faux transfuge et faux « PC-ml » en Hollande – Xiong Xianghui et la « carte américaine » – Hua Guofeng, le « fils de Mao », prend le pouvoir – Khmers rouges et Panthère noire.

Chapitre 4 : Deng Xiaoping
et « les poissons des grands fonds » 167

Ling Yun, « l'œil du serpent » – Du passé maoïste faire table rase – « Le cadavre de Kang Sheng puera pour l'éternité ! » – Le Guoanbu, un KGB chinois – Intermède littéraire et barbotage dans « La Piscine » – Opération *Poudre de Jade* – La taupe de la CIA et le curé chinois – Conseil national de sécurité à la chinoise ?

Chapitre 5 : Les cinquante-cinq jours de Tiananmen 208

Deng Xiaoping contre Mikhaïl Gorbatchev – Qiao Shi, maître du jeu ? – Les « chiens à poil bleu » et la loi martiale – Bataille de chars dans Pékin – Opération *Yellowbird* – La filière française de Hong Kong – Chasse aux dissidents sur toute la planète ! – Paris : le mystère Ma Tao – Revers pour Qiao Shi en RDA et Roumanie.

Chapitre 6 : Opération *Orchidée d'Automne*
à Hong Kong 258

Deng Xiaoping : « Prendre Hong Kong et mourir... » – Hong Kong, nid d'espions – Le SCOPG anglais contre les démocrates – Opération *Orchidée d'Automne* – Base de rebond pour l'espionnage économique – « Mister Li » et le Tycoon de Hong Kong – Hong Kong, plaque tournante des « princes rouges » – L'épopée du porte-avions *Varyag* – « Salut à nos dizaines de milliers d'espions ! »

Chapitre 7 : Le renseignement mondialisé de Jiang Zemin 303

Le CICIR, *think tank* du Guoanbu – Jiang Zemin et le contrôle des services – Le « Cheval noir », nouveau chef du Guoanbu – Réorganisation du Guoanbu – Le « grand jeu » en Afghanistan – Le petit-fils de Mao, agent secret.

Chapitre 8 : Le Guoanbu et l'ex-KGB contre l'Amérique 340

Mission : « Sauver les Milosevic ! » – Le renseignement militaire APL-2 – Le général Xiong Guangkai, star du renseignement – L'incroyable rapport Cox : pillage chinois en Amérique – Hilary et Bill Clinton au cœur du Chinagate – Le mystérieux dossier DOZOROV – L'axe sino-russe du renseignement – Alliance Chine-Russie et le « Club de Shanghai » – Petit espionnage entre amis.

Chapitre 9 : Guerre économique,
le « stratagème de la lamproie » 386

De l'affaire Valeo à la souche anti-Alzheimer – Le vade-mecum de la protection anti-espions – Petite histoire du renseignement économique – Systèmes de veille économique à la chinoise – Les « bureaux » de recherche économique – Le stratagème de la lamproie – La *Business intelligence* de Huawei – Les frégates de Taiwan – Opérations spéciales contre Danone.

Chapitre 10 : Les taupes du Bureau 610 contre
les « cinq poisons » 425

Falungong fait trembler Pékin – Luo Gan ouvre la chasse – Le Bureau 610 quadrille le monde – Han le « Schindler » chinois au Canada – Les taupes de 610 passent aux aveux – Projection France-Allemagne.

Chapitre 11 : De Gaulle-Sarkozy :
la France, cœur de cible 452

Guerre secrète franco-chinoise – Des barbouzes chinoises à Paris et Berne – Une « ville fantôme française » au Xinjiang – Bernard

Boursicot et la Belle de Pékin – Les tribulations d'un Français en Chine – Le kidnapping de Zhang le chiffreur – Un Chevalier d'Éon à la chinoise – « Un magnifique montage des services chinois » – France, terreau fertile de recrutement – Une ambassade pas comme les autres – Nicolas Sarkozy sous la loupe des services chinois

Chapitre 12 : L'armée populaire des cyberguerriers 498

Tempête pour *L'Oxford* et opération *Oyster* – L'empire du Milieu contre-attaque – La CIA et le BND allemand aident les Chinois – Le San Bu exporte ses oreilles – Les vrais-faux navires océanographiques – Bâtiments espions au pays des Vahinées – Les oreilles chinoises à Cuba – L'internet à la chinoise – Une armée de cyberguerriers – Les « Blondes de Hong Kong » – Surveillance des internautes – Bouclier d'Or « protège » internet – Petit vocabulaire des internautes chinois et des cyberguerriers.

Chapitre 13 : Chine, médaille d'or de l'espionnage 539

Mot d'ordre des JO : « Un monde, un rêve » – Comment les services secrets préparent les JO – La hantise de la révolution « orange » d'Ukraine – Les services de sécurité et d'espionnage des JO 2008 – Centre de commandement de la sécurité des JO – Fichage des journalistes et des touristes – Organisation du ministère de la Sûreté de l'État – Le plus grand service secret du XXIe siècle ? – La communauté du renseignement chinois en 2008.

Glossaire 569

Who's Who des cinquante dirigeants
des services secrets d'hier et d'aujourd'hui..... 575

Index 589

Du même auteur..... 601

Impression réalisée sur CAMERON par

Brodard & Taupin

La Flèche
en février 2008

Imprimé en France

LES SERVICES SECRETS CHINOIS

Les services secrets chinois sont-ils les plus puissants au monde ?

Roger Faligot dévoile ici les résultats d'une longue investigation sur les services de renseignement et les dessous de la politique internationale de Pékin. Spécialiste de l'Asie, l'auteur a enquêté en Chine, à Hong Kong, au Japon et en Australie, récoltant des documents inédits, exploitant des archives originales et interviewant de nombreux spécialistes : experts du renseignement, responsables politiques, diplomates, analystes de défense, transfuges et dissidents.

Riche en révélations, ce livre permet de comprendre comment l'empire du Milieu compte accéder à l'état de superpuissance : s'appuyant sur des services secrets actifs dans tous les domaines, il conjugue l'art ancestral de l'espionnage, le tout répressif de la sécurité d'État et les nouvelles technologies – infoguerre, intelligence économique et guerre-éclair sur internet.

L'auteur révèle aussi comment la Chine forme les hackers qui attaquent les sites gouvernementaux étrangers.

Enfin, après avoir décrit le dispositif mondial qui fiche les anti-JO, il révèle comment les athlètes et les journalistes sportifs seront espionnés grâce à un centre de renseignement spécifique doté d'un budget de 1,3 milliard de dollars.

© Faligot

Roger Faligot *a signé une quarantaine d'ouvrages sur les coulisses de l'histoire moderne et les services de renseignement* (Les Services spéciaux de Sa Majesté ; La Piscine ; Les Résistants ; DST, Police secrète). *Ses livres sur la mafia chinoise ainsi que son roman* Le Peuple des enfants *(Le Seuil) ont connu un grand succès au Japon. En 2007, il a codirigé un autre best-seller :* Histoire secrète de la V^e^ République *(La Découverte).*

Pour en savoir plus : www.roger-faligot.com

24 €
978-2-84736-302-9

nouveau monde
éditions

www.nouveau-monde.net

SODIS
721616.3

Couverture : Jérôme Favre/AP/SIPA - Conception graphique : Stéphanie Grieu